

János Kornai

# À LA FORCE DE LA PENSÉE

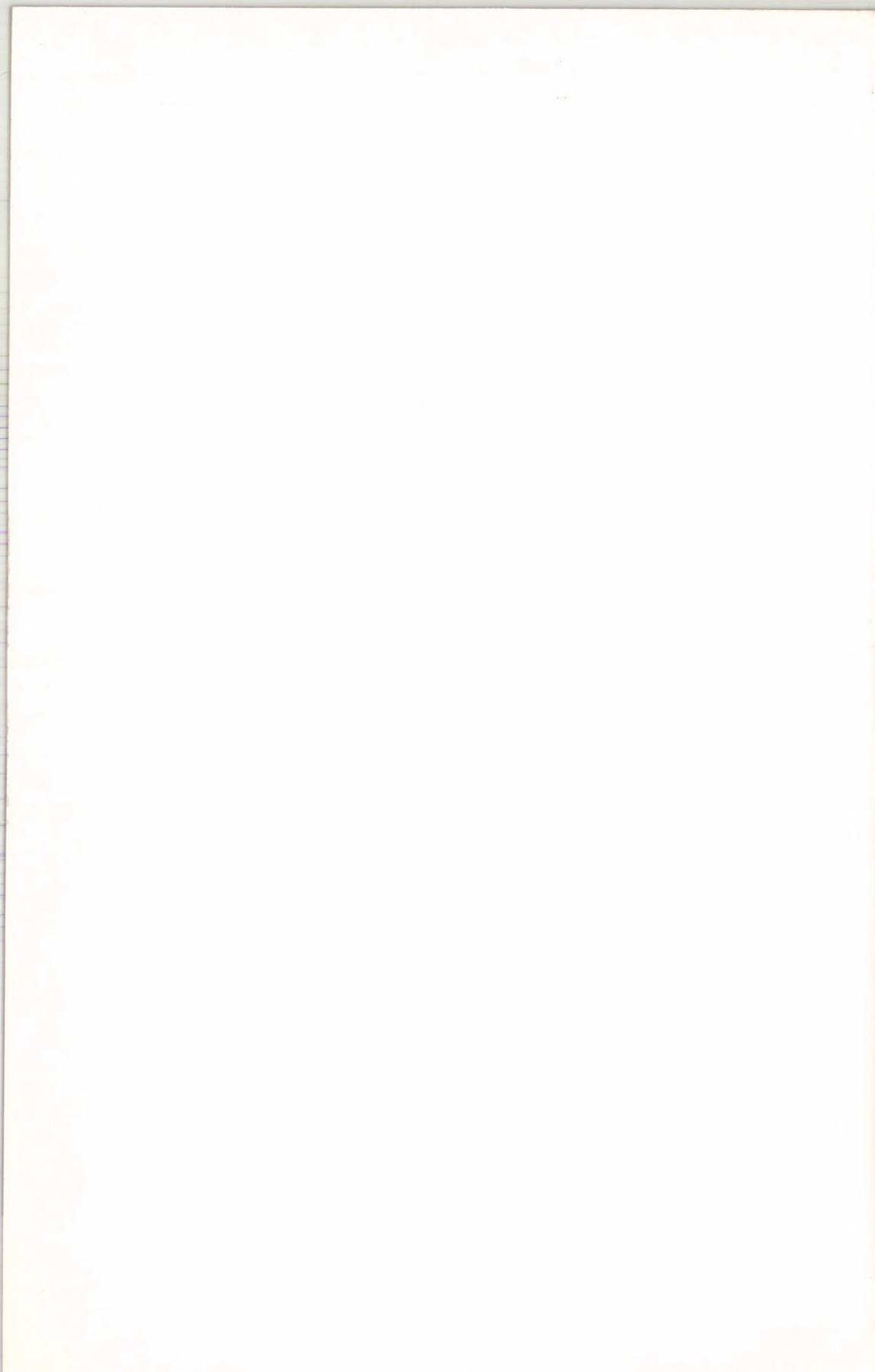
Autobiographie irrégulière

*Préface de Bernard Chavance*



L'Harmattan

*Collection « Pays de l'Est »*



À la force de la pensée

**« Pays de l'Est »**  
*Collection dirigée par Bernard Chavance*

**Déjà parus**

- Laila PORRAS, *Inégalités de revenus et pauvreté dans la transformation post-socialiste. Une analyse institutionnelle des cas tchèque, hongrois et russe*, 2013.
- Julien LEFILLEUR, *Géographie industrielle de l'Europe centrale et orientale*, 2010.
- Dorena CAROLI, *La protection sociale en Union soviétique (1917-1939)*, 2010.
- Caroline VINCENSINI, *Vingt ans de privatisation en Europe centrale. Trois trajectoires de propriété*, 2010.
- David TEURTRIE, *Géopolitique de la Russie. Intégration régionale, enjeux énergétiques, influence culturelle*, 2010.
- Caroline DUFY, *Le Troc dans le marché*, 2008.
- Emmanuelle PAQUET, *Réforme et transformation du système économique vietnamien*, 2004.
- Jean-Pierre PAGÉ, Julien VERCUEIL, *De la chute du Mur à la nouvelle Europe*, 2004.
- Bernd ZIELINSKI, *Allemagne 1990*, 2004.
- Dorena CAROLI, *L'enfance abandonnée et délinquante dans la Russie soviétique*, 2004.
- Petia KOLEVA, *Système productif et système financier en Bulgarie 1990-2003*, 2004.
- Bernard CHAVANCE (dir.), *Les incertitudes du grand élargissement. L'Europe centrale et balte dans l'intégration européenne*, 2004.
- Maxime FOREST et Georges MINK (dir.), *Post-communisme : les sciences sociales à l'épreuve*, 2004.
- Marie-Claude MAUREL, Maria HALAMSKA et Hugues LAMARCHE, *Le repli paysan. Trajectoires de l'après communisme en Pologne*, 2003.
- Michel LITVIAKOV, *Monnaie et économie de pénurie en URSS*, 2003.
- Jean-Philippe JACCARD (dir.), *Un mensonge déconcertant. La Russie au XXe siècle*, 2003.
- Wladimir ANDREFF, *La mutation des économies postsocialistes. Une analyse économique alternative*, 2003.

János KORNAI

# À la force de la pensée

Autobiographie irrégulière

*Traduit du hongrois par Judith et Pierre Karinthy*

*Texte français révisé par Bernard Chavance*

L'HARMATTAN

**Titre original :**  
*A gondolat erejével, Rendhagyó önéletrajz* (2005)

© L'HARMATTAN, 2014  
5-7, rue de l'École-Polytechnique ; 75005 Paris

[www.harmattan.fr](http://www.harmattan.fr)  
diffusion.harmattan@wanadoo.fr  
harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-343-02608-4  
EAN : 9782343026084

## L'ODYSSÉE INTELLECTUELLE DE JÁNOS KORNAI

Les Mémoires non conventionnels – l'« autobiographie irrégulière » – de János Kornai sont un ouvrage à plusieurs égards original, sinon exceptionnel. La vie de centaines de millions de personnes au XXe siècle a été marquée par le grand conflit entre l'Est et l'Ouest, entre les systèmes socialistes et capitalistes ; l'expérience de János Kornai s'inscrit dans cette histoire de manière singulière, par la façon originale dont il l'a vécue, sur le plan existentiel et intellectuel.

Aujourd'hui l'un des économistes les plus connus et reconnus au niveau mondial, de l'Europe à la Chine, des États-Unis à la Russie, toujours actif à quatre-vingt six ans, son récit combine divers motifs captivants. On y trouve l'expérience d'un autodidacte hongrois qui s'est donné comme but de devenir un savant professionnellement reconnu par les universitaires occidentaux, celle d'un chercheur qui, à travers deux grandes déceptions théoriques vis-à-vis du marxisme puis de l'économie néo-classique, a développé une approche particulièrement originale située transversalement au *mainstream* de la science économique et aux hétéodoxies qui le contestent, celle d'un économiste qui a fondé ses travaux sur une approche intégrée aux sciences sociales, et celle d'un intellectuel qui est parvenu « à la force de la pensée » – mais aussi par son indépendance et son intégrité morale – à surmonter les obstacles politiques et institutionnels qu'affrontait le citoyen d'une « démocratie populaire » ayant connu une révolution et sa répression violente en 1956.

Ces Mémoires qui se déploient sur sept décennies ont un caractère « irrégulier » car ils représentent avant tout une histoire intellectuelle, la dimension intime de la vie de l'auteur figurant plutôt à l'arrière-plan du récit – quand elle n'est pas tout à fait tue\*. Le genre fait cependant appel à la subjectivité, un exercice inhabituel chez un auteur cérébral, rigoureux jusqu'au scrupule dans ses écrits, praticien de l'argumentation théoriquement fondée, de la documentation précise des thèses avancées – il n'en rend la lecture que davantage passionnante. L'autobiographie est fondée sur une réflexivité subtile, où János Kornai évoque la subjectivité qui était la sienne au cours des épisodes marquants de son expérience, tout en procédant à une

\* Le cahier de photos à la fin de l'ouvrage, avec quelques clichés plus académiques, donne un aperçu des relations familiales et amicales de l'auteur.

auto-évaluation rétrospective de sa pensée et de ses actes. Dans ce mouvement entre le passé et le présent, la découverte des archives de la police politique hongroise apporte un élément supplémentaire de distanciation. Enfin le livre contient nombre d'analyses qualifiées de « mini essais » par son auteur, qui en font aussi un ouvrage de science sociale. Il est documenté et référencé comme un texte académique, reflétant le penchant de l'auteur pour la rigueur de l'argumentation. Il est organisé selon une chronologie non strictement linéaire, en partie autour des principaux écrits et ouvrages qui ont marqué son activité et son œuvre.

Kornai parvint à la renommée par un premier livre, *Anti-Equilibrium* (1971), critiquant frontalement la théorie de l'équilibre, alors fondation du courant dominant de la science économique occidentale, et plus encore par un volumineux ouvrage intitulé *L'économie de la pénurie*<sup>\*</sup>. Paru en 1980, ce dernier montrait le caractère systémique des dysfonctionnements observés et diagnostiqués parfois depuis longtemps dans les économies socialistes. Ce traité a convaincu nombre de personnes, à l'Est mais aussi à l'Ouest, de la nature structurelle des problèmes observés – et ceci au début d'une décennie de stagnation. Il a contribué à l'idée que les réformes ne pourraient pas résoudre les grands problèmes structurels de fonctionnement et de performance propres à ces économies, ainsi qu'au déclin du projet de socialisme de marché. Il peut être compté parmi les nombreux facteurs qui se sont conjugués pour conduire à la fin des systèmes socialistes. Si l'impact de *L'archipel du Goulag* (1973) de Soljenitsyne fut d'abord principalement occidental, l'écho de l'ouvrage de Kornai fut également important dans les « pays de l'Est » dès sa parution. Il faut se souvenir que la légitimation des systèmes socialistes par une supériorité – potentielle sinon réelle – vis-à-vis du capitalisme était essentielle pour les régimes politiques communistes ; l'idée de cette supériorité potentielle restait présente dans la pensée de nombreux économistes réformateurs à l'Est. Sur ce plan, on pourrait ironiquement transposer à *L'économie de la pénurie* la formule que Marx avait employée pour *Das Kapital* : il s'agit du « plus redoutable missile qui ait été lancé à la tête » de la classe dominante des systèmes socialistes<sup>†</sup>.

---

\* Le titre hongrois était *A hiány* (*La pénurie*), la version anglaise *Economics of shortage* (*Théorie économique de la pénurie*), en français le titre fut traduit par *Socialisme et économie de la pénurie* (Paris, Economica, 1984). Sur cette période, voir Mehdad Vahabi, « De la réforme de l'économie socialiste à la théorie de l'économie de pénurie », in János Kornai, *La transformation économique post-socialiste : Dilemmes et décisions* (B. Chavance et M. Vahabi, dir.), Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2001.

† Marx avait dit de son livre qu'il était « certainement le plus redoutable missile qui ait été lancé à la tête des bourgeois, y compris les propriétaires fonciers » (Lettre à Becker, 1867).

Le livre contient des aperçus historiques captivants sur l'Europe centrale au XXe et au début du XXIe siècle, sur la période de la guerre en Hongrie, la soviétisation initiale d'une démocratie populaire, la révolution et la contre-révolution de 1956, mais aussi sur les régimes communistes en général, la mise en place, le fonctionnement, la réforme et la transformation ultime des systèmes socialistes, sur la relation conflictuelle mais particulièrement complexe des deux grandes familles de systèmes économiques au XXe siècle, les capitalismes et les socialismes.

Une autre dimension originale de ces Mémoires porte sur l'organisation et les tensions de la recherche à l'Est et à l'Ouest, sur la vie académique et la subjectivité de ses acteurs dans les deux systèmes, en particulier au sein de cette « science économique » qui entretient un rapport parfois étroit mais ambigu avec la sphère politique.

Malgré les propositions de recrutement d'universités britanniques et américaines prestigieuses, Kornai maintiendra sa décision de ne pas émigrer. Durant dix-huit années, de 1984 à 2002, la période ultime des systèmes socialistes et la première décennie de leur transformation vers le capitalisme, il alterne chaque année entre l'activité de professeur à Harvard et celle de chercheur à Budapest. La possibilité conquise par l'auteur de conserver une place dans chacun des deux systèmes, lui a donné un relatif espace d'autonomie contrainte, tout en acquérant une position unique pour l'étude comparative des grands systèmes à l'ère de leur confrontation. Après la disparition des régimes communistes en Europe, l'autorestriction qu'il exerçait sur ses écrits n'avait plus lieu d'être ; c'est pour la première fois sous la bannière de l'économie politique qu'il publierà en 1992 un *magnum opus* : *Le système socialiste. Économie politique du communisme*<sup>\*</sup>.

À la différence du courant dominant en économie, et d'une façon qui rappelle la tradition de l'école historique allemande, la pensée de Kornai est fortement ancrée dans l'histoire, – conduisant parfois au reproche de travaux trop empiriques ou inductifs, de la part du *mainstream*<sup>†</sup>. Un ouvrage comme *Le système socialiste* peut être considéré comme un exemple remarquable de la conjugaison de la théorie et de l'histoire, cette « histoire raisonnée » que Schumpeter avait louée chez Marx.

Conscient de sa valeur, Kornai n'est point arrogant – un défaut qui n'est pourtant pas rare chez les économistes universitaires. Il rapporte ses cas de conscience : demeurer en Hongrie ou émigrer, rester un chercheur ou s'engager en politique, affirmer son autonomie individuelle tout en

\* *The Socialist System. The Political Economy of Communism*, Princeton, Princeton University Press-Oxford University Press, 1992 (*Le système socialiste. L'économie politique du communisme*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1996).

† Assar Lindbeck, « János Kornai's Contributions to Economic Analysis », IFN Working Paper No. 724, Research Institute of Industrial Economics, Stockholm, 2007.

s'intéressant avant tout aux grandes questions sociales, publier en *samizdat* avec une liberté d'expression ou bien légalement en pratiquant l'autocensure, affirmer une pensée originale ou s'intégrer entièrement au *mainstream* occidental, se consacrer avant tout à l'étude de la transformation du système socialiste ou écrire une grande synthèse théorique une fois qu'il a disparu...

Cette notion de *dilemme* est essentielle dans sa pensée. Fondée sur les contradictions de la réalité et des théories économiques\*, elle se distingue du concept de l'*optimum* qui constitue une référence normative, explicite ou implicite, tellement structurante dans la pensée économique dominante. Elle touche non seulement aux choix politiques ou existentiels, mais encore aux valeurs morales. Comme chez Keynes, elle conduit à la recherche de compromis, fondés ici sur une hiérarchisation explicite des valeurs.

Outre la force que l'auteur attribue à la pensée, son récit illustre la volonté morale chez un homme qui considère comme fondamentales les valeurs de la liberté, la démocratie, la vérité, l'intégrité, – sans celer les tensions ou les manquements qui les accompagnent. Vaclav Havel a souligné l'importance de la dimension morale pour les opposants à un système autoritaire, mais Kornai ne fut pas « dissident » à l'exemple de ce dernier, et il nous explique pourquoi. La réflexion morale est omniprésente dans son autobiographie, quant aux choix à opérer pour survivre, affronter les contraintes politiques, conserver des espaces d'autonomie ; il montre en même temps sa tolérance en soulignant qu'il existait à ses yeux diverses stratégies individuelles moralement acceptables et respectables dans la confrontation à un tel régime.

À la force de la pensée est aussi un livre sur la discipline économique au cours du dernier demi-siècle, où l'on trouve non seulement une synthèse accessible des écrits de l'auteur, mais un écho des grands courants de pensée de l'époque, le marxisme, l'économie mathématique, la théorie néoclassique et sa contestation. Le grand conflit entre l'interventionnisme d'inspiration keynésienne et la doctrine néolibérale du marché portée par l'école de Chicago n'est présent qu'indirectement, Kornai ayant développé progressivement une défense du capitalisme, non comme un système idéal, mais contradictoire, qui mérite d'être défendu en comparaison avec le socialisme (« réel »), où figurent les arguments de la compatibilité avec la démocratie politique, ainsi que de la dynamique du progrès technique†.

Là où bon nombre des économistes des pays ex-socialistes vont connaître une conversion sans nuance à la *doxa* du *mainstream economics*, voire à la doctrine néolibérale dans sa version américaine, Kornai poursuivra la ligne

\* János Kornai, *Contradictions and Dilemmas*, Cambridge MA, MIT Press, 1986.

† Son dernier ouvrage est consacré à l'analyse du système capitaliste : *Dynamism, Rivalry and the Surplus Economy: Two Essays on the Nature of Capitalism*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

de recherche développée depuis *Anti-Equilibrium*, dans un contexte où l’auto-censure n’a plus lieu d’être, mais où de nouveaux défis se posent à l’analyse des systèmes, avec la grande transformation des économies de l’Est vers le capitalisme. Il veut échapper aux catégories théoriques ou doctrinaires de l’économie : « S’il faut me classer aujourd’hui, j’ai l’habitude de dire que j’ai un pied dans le courant principal et un pied en dehors ». Son approche théorique – et sa terminologie – sont particulièrement originales ; il n’hésite pas à se référer à de grands auteurs, parfois opposées, comme avec le singulier quatuor où l’on trouve réunis Marx, Schumpeter, Keynes et Hayek. Ces figures sont reconnaissables dans son œuvre, celle de Marx, pour son « paradigme systémique »\*, Keynes pour sa thèse du caractère structurel du chômage dans le capitalisme, Hayek pour son libéralisme et sa conception évolutionniste†, Schumpeter pour son analyse du lien entre capitalisme et innovation.

Tout en assumant le rôle d’un économiste à part entière, il le joue de plus en plus à la façon d’un *social scientist* et d’un praticien de l’économie politique – se distinguant ici du *mainstream* en économie. Son autobiographie contient une lecture pénétrante du système universitaire américain, ainsi que de l’organisation et du contrôle de la recherche dans la Hongrie de Kádár. S’il a souhaité constamment obtenir une reconnaissance de l’establishment académique de la science économique internationale, et y est remarquablement parvenu, il porte un regard critique sur les tendances et le conformisme de la recherche contemporaine, les limites de l’enseignement de la discipline, les dérives des pratiques de publication et d’évaluation, etc.‡ Il souligne ironiquement l’avantage comparatif de l’autodidacte, moins formaté que l’étudiant standard qui a suivi le *cursus honorum* de la discipline.

János Kornai a maintenu après 1989 la distance vis-à-vis de la politique qu’il avait décidée à la suite du 1956 hongrois, tout en intervenant de façon directe, en sa qualité d’économiste, dans des débats décisifs pour son pays ou plus largement pour le monde post-socialiste. Ce fut en particulier le cas avec son *Pamphlet passionné sur la transition économique*, le tout premier ouvrage sur la stratégie de transformation des systèmes socialistes, qui parut

\* János Kornai, « Karl Marx through the eyes of an East-european intellectual », *Social Research*, Fall 2009, Vol. 76/3 (« Ne pas se tromper sur Marx », *Sociétal*, n°67, 1<sup>er</sup> trimestre 2010).

† Le titre de l’édition américaine *The Road to a Free Economy* (1990) est clairement un écho du manifeste *The Road to Serfdom* (1944) de Friedrich Hayek.

‡ Interview of János Kornai by J. Barkley Rosser Jr., in J. Barkley Rosser, Jr., Richard Holt and David Colander (eds.), *European Economics at a Crossroads*, Cheltenham, Edward Elgar, 2010 ; János Kornai et Bernard Chavance, « Irregular Memoirs of an Intellectual Journey : questions about the state of economics. An interview with János Kornai », *Revue de la régulation* [En ligne], 14, 2<sup>e</sup> semestre/Automne 2013.

à Budapest en novembre 1989, un mois après la chute du mur de Berlin\*. Il prendra position, toujours avec une certaine distance, dans les grands débats sur la transformation des systèmes économiques, la privatisation, la politique macro-économique. Ce sera encore le cas, avec une critique sévère de la politique du gouvernement de Viktor Orbán<sup>†</sup> en 2011 et 2012.

Le récit de sa vie par Kornai nous semble fascinant, car il a dans une grande mesure atteint en définitive les buts qu'il s'était initialement fixé, malgré les obstacles rencontrés. La chance et les contingences de l'histoire y ont joué leur rôle, mais il est indéniable que la force morale, la ténacité et l'ardeur au travail d'un homme ont été déterminantes, outre les qualités remarquables du penseur de la généralité et de l'intellectuel issu de cette culture de l'Europe centrale à laquelle nous devons tant.

Bernard Chavance  
Décembre 2013

---

\* Édition américaine *The Road to a Free Economy. Shifting from a Socialist System: The Example of Hungary* (1990) ; édition française, *Du socialisme au capitalisme. L'exemple de la Hongrie* (Paris, Gallimard, 1990)

† János Kornai, « Évaluer la situation » (en hongrois), *Népszabadság, Budapest*, 7 janvier 2011, en anglais, *American Interest*, January 6 2011; János Kornai, « La centralisation et l'économie capitaliste de marché » (en hongrois), *Népszabadság online, Budapest*, 1er février 2012 ; en anglais, *Economics of transition*, 20(4), 2012.

*À ma mère, Munyó*



## AVANT-PROPOS

J'étais déjà en pleine écriture de mon autobiographie, et la question jaillissait en moi de façon récurrente : pourquoi ? Qu'est-ce qui m'incite à remémorer tout cela ? À qui cela est-il destiné ?

Je suis pudique et passablement introverti, je me suis rarement et peu épanché sur ma propre vie. Aux jours les plus chauds du changement de régime en 1989, un journaliste de mes connaissances me pressa de lui donner une longue interview sur ma vie. Son argument principal était que plus tard cela n'intéresserait plus personne. J'ai attendu quinze ans – j'espère ne pas être en retard.

Ma femme me proposait, me demandait depuis des années d'écrire mon autobiographie, et moi, je repoussais la tâche d'année en année. Finalement je m'y suis résolu ; si bien que depuis le début de la rédaction au milieu de l'année 2003, c'est à cela que j'ai consacré les forces et le temps qui me restaient en sus des autres tâches incontournables.

L'insistance de ma femme était en soi une motivation suffisamment puissante. Si je dois nommer un lecteur à qui cet ouvrage est destiné et dont je voulais obtenir l'acquiescement, c'est bien Zsuzsa.

J'espère que mon autobiographie intéressera un grand nombre de personnes parmi celles que j'ai croisées au long de ma vie : mes enfants et mes petits enfants, les autres membres de ma famille, mes amis, mes collaborateurs anciens et actuels, mes élèves, les lecteurs de mes livres et de mes articles. Ce n'est pas un cercle restreint. Si tous ceux qui ont lu au moins un de mes écrits ou qui ont assisté à une de mes conférences prenaient ce livre en main, l'éditeur pourrait être satisfait.

Tous ceux qui ont eu, personnellement ou par mes travaux, un contact avec moi, se sont formés une impression sur moi. J'aimerais qu'à côté de l'image subjective qui vit en eux, on puisse placer une autre image (également subjective) celle qui s'est forgée en moi de moi-même. Le nombre d'essais et commentaires parus sur mes livres se monte à des centaines. L'occasion se présente d'y confronter ma propre évaluation. Je vais expliquer comment je voyais mon travail pendant son exécution et comment je me vois maintenant, a posteriori, en le remémorant. Je n'ai jamais réagi publiquement à des écrits critiques. Lorsque je me heurtais à des opinions contraires, je me suis rarement permis d'entrer en débat. Mais cette fois, exceptionnellement, dans le cadre des remémorations, moi aussi je souhaitais mettre sous une loupe critique mes propres travaux.

Mon autobiographie suit globalement un ordre chronologique mais sans suivre l'ordre strict des événements. Ce n'est pas un journal. Chaque chapitre est construit autour d'un sujet, qu'il soit un événement d'époque ou un des lieux de mon travail ou de ma vie. Je note au demeurant dans le titre

de chaque chapitre la période englobée. Ces périodes, si l'on feuillette les chapitres, peuvent se densifier ou se chevaucher, mais cela est exigé par le traitement des sujets.

Il n'est pas impossible que des personnes qui n'ont pas lu mes ouvrages précédents et qui ne m'ont jamais rencontré prennent ce livre en main, et que leur intérêt se porte sur l'époque dans laquelle j'ai vécu. Je n'aimerais pas les décevoir. Celui qui souhaite connaître ou comprendre le régime de Rákosi, la révolution hongroise de 1956 ou l'ère de Kádár, ferait mieux de se plonger dans la riche littérature consacrée à ces sujets. Mon livre n'a pas vocation d'historien. En conséquence je ne peux même pas informer ce lecteur sur les ouvrages à étudier. J'ai été un des participants de ces époques sans y jouer de rôle important. En revanche, par définition je suis le personnage central de mon autobiographie. Je ne peux et ne veux montrer de l'époque que ce qui touche de près ma propre vie – le milieu socio-historique dans lequel se sont déroulés les événements de ma vie.

Pour quelqu'un en revanche qui s'intéresse à l'Europe de l'Est, ma biographie peut servir d'apport pour compléter d'autres sources de connaissance concernant le régime communiste et son écroulement, les égarements et les tâtonnements de l'intelligentsia est-européenne, la compréhension de la recherche économique et bien d'autres sujets généraux. Les divers témoignages dans lesquels les personnes ayant traversé cette période s'ouvrent avec franchise sur leur vie et leur expérience pourront représenter une source importante et irremplaçable pour les chercheurs futurs. D'autres ont déjà produit leur témoignage ; cette fois c'est mon autobiographie qui se présente en guise de témoignage. En vérité j'avais déjà destiné mes ouvrages antérieurs écrits avec une rigueur scientifique à servir de témoignages, apports d'une époque révolue. Je me suis efforcé dans ces ouvrages à une objectivité aussi complète que possible. Qu'il me soit permis de vous présenter cette fois leur complément subjectif. Ce qui manquait dans *Économie de la pénurie* et *Le Système socialiste* – car soit cela aurait été trop personnel, soit quelque chose me freinait d'expliquer plus complètement mon opinion – j'ai essayé de l'inclure cette fois dans le présent ouvrage. Le genre biographique me permet de développer mon credo personnel sur de nombreux sujets, notamment sur des questions éthiques, politiques ou scientifiques. Il n'aurait guère été possible de trouver place pour des prises de positions et convictions d'ordre général dans mes ouvrages de nature scientifique, consacrés à des sujets bien délimités.

J'ai beaucoup réfléchi sur le titre du livre. Ma première inclination allait au titre : *Comprendre...* J'essaye avant tout de me comprendre moi-même. J'aimerais expliquer ce que je pensais à certains moments et pourquoi, ce qui influençait ma réflexion et mes actes, ce qui m'a fait changer. J'aimerais comprendre ceux avec qui j'étais d'accord et ceux avec qui je ne l'étais pas, ceux qui me soutenaient et ceux qui se sont tournés contre moi.

En hongrois comme en de nombreuses autres langues, le terme « comprendre » implique une sorte d'assentiment, ou tout au moins un quitus. Essayons de prononcer ce mot en lui donnant des accents différents. Chacun trouvera aisément l'accent d'absolution du mot « compréhension ». Ce n'est pas mon intention. Loin de moi l'idée d'absolution et même tout verdict sûr de soi. Mon but dans ce livre n'est pas autre que celui de mes ouvrages antérieurs qui communiquent des résultats de recherches : je veux comprendre le sujet que j'étudie. Il est parfois passablement difficile de dénouer les ressorts des actions, les pièges de la réflexion, les forces dissimulées en profondeur qui actionnent les hommes, les causes ouvertement avouées ou tues de conflit. Ce n'était pas une tâche facile pendant l'étude de mon propre passé, évidemment c'était encore plus difficile quand j'analysais ceux d'autrui.

Finalement j'ai préféré choisir un autre titre : *À la force de la pensée*. J'avais le sentiment que ces quelques mots résument le plus justement un des messages clé de mes mémoires. Je n'ai jamais cherché le pouvoir ou la richesse. Si j'ai peut-être pu à l'occasion exercer une influence sur la marche des événements, cela n'a pas pu arriver parce que j'aurais pu diriger d'une haute position mes subordonnés ou parce que j'aurais pu acheter leur collaboration avec beaucoup d'argent. Si jamais j'ai pu avoir une influence sur quelqu'un ou quelque chose, j'y suis parvenu à la force de mes pensées communiquées oralement ou exprimées par écrit.

Un des lecteurs du manuscrit a exprimé ses doutes. « C'est une naïveté de croire à l'effet des arguments, de la conviction, de la pensée. Le vrai moteur des événements de l'histoire est l'intérêt. » En tant qu'observateur et analyste professionnel des changements de société je n'ai pas d'illusions, et je m'efforce de tenir compte et traiter de façon pondérée les différentes influences causales. Mais de tous temps les détenteurs du pouvoir et de la richesse sont des hommes d'action, choisissant parmi des alternatives. Ils subissent plusieurs facteurs, et parmi ces derniers les valeurs, les idéaux et les pensées ne sont pas repoussés à la dernière place. En outre, bien sûr, la marche des événements est influencée aussi par ce que pensent et ce que croient les millions et centaines de millions de personnes moins puissantes et moins riches. L'œuvre de toute ma vie perdrat son sens si je n'étais pas convaincu que la pensée a sa force.

Bien sûr, cette force se heurte à des barrières. Ce sera justement un des principaux sujets de ces remémorations, de savoir quand et pourquoi ma propre réflexion s'est embrouillée puis s'est remise en ordre, dans quelle mesure j'ai été influencé par les idéaux d'autrui et comment mes idées, mes analyses et propositions se sont heurtées à celles d'autrui. La pensée est exposée à une épreuve de force permanente. Chaque chapitre va rendre compte de l'échec ou du succès de nouvelles épreuves de force.

Dans le sous-titre du livre je parle de biographie irrégulière. La raison en est que ce livre diffère sous deux aspects des habituelles mémoires. De

temps à autre j'interromprai le récit des événements de ma vie et je développerai mes pensées à propos de l'un ou l'autre des épisodes. Dans ces cas-là l'accent n'est pas mis sur le récit mais sur l'analyse des circonstances et du problème. Ces explications, relatives à quelque question de science sociale, d'éthique, du processus de recherche et de création, de sociologie des sciences ou autre sujet, peuvent être considérées comme des « mini essais ». Ce que j'écris conjugue des mémoires et une série d'essais.

La plupart des mémoires abordent aussi la vie privée de l'auteur. Bien que mon autobiographie soit un compte rendu sur un ton personnel et d'un point de vue subjectif, j'ai écrit une autobiographie fondamentalement *intellectuelle*. L'adjectif est à comprendre dans un sens très large ; il recouvre des aspects politiques, publics et sociaux de ma vie, des amitiés découlant d'un mode de vie intellectuel et autres relations personnelles. Sur plusieurs pages du livre il s'agira de membres de ma famille ou d'événements familiaux – mais cette sphère, avec ses nombreuses joies et problèmes, ne recevra pas un aussi grand développement, un aussi grand poids relatif *dans cet écrit*, que leur importance dans ma *vie réelle*. Les photographies jointes au livre pourront peut-être apporter quelques images de la sphère de ma vie que le texte de la biographie ne peut pas mettre en mots. Ce livre est une biographie irrégulière également en ce que je dis très peu de choses sur ce qu'au sens étroit on appelle affaires privées. Arrivé à la fin du livre la ligne de démarcation que j'ai essayée de tracer apparaîtra clairement.

Je dois néanmoins dire quelques mots sur *le genre et le style* du livre. Pendant cinquante ans j'ai écrit des analyses en m'efforçant de rendre ce que j'avais compris de façon argumentée, transparente et logique. Je n'ai pas l'intention de me transformer subitement en écrivain. Nul ne doit attendre de moi de belles descriptions de paysages, de vifs dialogues, des portraits de mes connaissances ou la transmission de l'ambiance tendue d'un instant. La pire impression qui pourrait frapper un lecteur serait d'être sollicité par un écrivain dilettante – alors je préfère assumer mon genre habituel, mon vocabulaire et mon style coutumiers. Un écrivain, volontairement ou instinctivement, laisse ouverts ou recouvre de pénombre certains problèmes, il « fait flotter » des idées – et c'est très bien ainsi. Un chercheur scientifique ne peut pas agir de même. Je ne renie pas le chercheur en moi, même quand j'écris mes mémoires. En style, syntaxe, expression, j'essaye d'éviter les ambiguïtés.

Lorsque j'écrivais mes ouvrages antérieurs il était facile de définir à qui je m'adressais. Par conséquent ce que je devais expliquer ou ce dont je pouvais supposer que le lecteur le connaissait déjà était plus ou moins défini. Cette fois la situation est différente. J'espère que mon autobiographie parviendra dans les mains d'économistes ou de personnes d'autres métiers, des gens d'un certain âge ou plus jeunes, des Hongrois ou des étrangers « de l'Est » et « de l'Ouest ». Je me suis efforcé à ce que tous puissent me suivre.

À ceux qui n'ont pas lu mes précédents écrits ceci donnera un aperçu des messages de mes livres biographiques et articles ; et celui-ci aidera peut-être à rafraîchir leurs souvenirs à ceux qui les ont eus déjà en main. Je demande à l'avance pardon et compréhension au lecteur qui aura l'impression d'être confronté à trop de détails – un autre lecteur aura peut-être justement besoin de ces informations.

Il va de soi que la source la plus importante du livre est ma propre mémoire. Mais j'ai pris la précaution de ne pas m'appuyer exclusivement sur cette source. Je ne considère pas l'écriture du livre comme un test de mémoire, mais j'ai essayé dans la mesure du possible de rafraîchir mes souvenirs. Je me suis référé non seulement à mes sentiments et à mes pensées mais à des événements réels, des écrits publiés. J'ai considéré qu'il était de mon devoir de contrôler scrupuleusement les communications factuelles. Si malgré moi des informations inexactes ont pu se glisser dans le texte, je les rectifierai à la première occasion.

J'avais de multiples sources à ma disposition. Comme je l'ai déjà mentionné, je reviendrai dans le livre sur mes travaux que je crois les plus importants\*. Lorsqu'un de mes travaux est publié, normalement je n'y touche plus. Mais cette fois je les ai relus systématiquement, ainsi que les comptes-rendus ou critiques d'époque et postérieurs.

Je n'ai jamais écrit de journal. En revanche, depuis que j'exerce professionnellement le métier de chercheur, j'ai gardé nombre de mes notes rédigées pendant mes recherches, j'ai stocké de nombreux documents. Je les ai gardés sous une forme bien ordonnée, dans des centaines de dossiers numérotés dont j'ai fait le catalogue. J'ai aussi gardé toutes les lettres qui m'ont été adressées ainsi que copie des miennes. Cette fois j'ai essayé de m'immerger dans cette riche documentation.

Ma propre collection de documents a été complétée par la recherche faite dans différentes bibliothèques publiques, où avec mes collaborateurs nous avons découvert beaucoup d'informations pertinentes. C'est avec un intérêt tout particulier que j'ai étudié les documents des services secrets d'autrefois. Les nouvelles lois hongroises permettent aux citoyens d'accéder aux documents les concernant. Lire les rapports des indicis, les procès-verbaux des enquêtes policières qui préparaient des procès politiques, les notes des officiers de renseignement ou de la défense nationale a été une découverte oppressante, parfois bouleversante. Je ferai connaître dans mon livre plusieurs documents de la police politique et des services secrets me concernant.

J'ai cru bon de rassurer mes lecteurs dès l'introduction : ce livre ne repose pas uniquement sur la mémoire de l'auteur mais aussi sur l'étude de

---

\* La sélection peut être aisément retrouvée dans la table des matières. Les chapitres qui traitent plus en détail un ou plusieurs de mes ouvrages, contiennent en sous-titre le ou les titres correspondants.

documents. Mais je n'aimerais pas que plutôt que de se sentir rassuré, le plus large public de lecteurs prenne peur. L'accent ne sera pas mis dans ce livre sur la sèche communication de recherches d'archives, mais sur l'élaboration de souvenirs personnels. Vouserez le compte rendu d'un long voyage intellectuel aventureux au cours duquel alternent lumière et obscurité, des expériences enthousiasmantes et désespérantes. J'espère que mes lecteurs, arrivés à la fin du livre, comprendront mieux ma vie, mon travail et l'époque qui est la mienne.

Afin de faciliter la lecture il n'est pas inutile de noter quelques indications pratiques. Vous trouverez une *Bibliographie* à la fin du volume. Celle-ci contient exclusivement des ouvrages publiés auxquels le livre se réfère. Elle ne peut donc pas être considérée comme une bibliographie exhaustive des sujets traités. Lorsqu'un ouvrage a eu plusieurs éditions, dans la mesure du possible nous faisons figurer dans la liste la dernière publication, mais nous mentionnons également l'année de la première parution entre crochets.

Le texte principal du livre est complété de deux types de notes : *des notes de bas de page* et des *notes de fin de volume*. Les notes de bas de page sont munies d'astérisques et les notes de fin de volumes sont numérotées avec des chiffres arabes.

Trouver dans un livre deux types d'annotation est inhabituel. Si j'ai choisi cette solution, c'est parce qu'à mon avis elle sert le meilleur confort du lecteur. Mon livre n'est ni une œuvre de belles lettres ni un manuel scientifique. C'est justement ce « genre intermédiaire » qui justifie cette solution inhabituelle.

On trouvera dans les notes de bas de page des textes que, quant au genre et au style, j'aurais pu insérer dans le texte principal. J'ai préféré les placer en notes car ils représentent chaque fois un détour de la ligne de pensée. On y trouve des illustrations, des exemples ou des données, des épisodes, quelquefois des anecdotes ou des blagues. J'espère que celui qui se décidera à lire le texte principal, ne sera pas rebuté par la lecture des notes de bas de page.

Quant aux notes de fin de volume qui se trouvent sous le titre de chapitre *Références*, elles contiennent les informations que les chercheurs appellent « appareil critique ». Dès la première partie de la *Préface*, traitant le contenu, j'ai souligné que l'écriture de ma biographie est basée sur une large collecte de données. Quand la source d'une information est un document d'archive, une note habituelle de fin de volume indique les paramètres de la source d'archives.

Parmi les sources figurent des ouvrages publiés ; leurs données bibliographiques se trouvent dans la *Bibliographie*. Si le lecteur est en

---

\* Les notes ne peuvent pas être pourvues de notes, c'est pourquoi des notes de bas de page contiennent aussi les références des notes.

mesure de déterminer sans équivoque dans le texte l'ouvrage dont il s'agit et s'il est intéressé par les données bibliographiques, il peut simplement passer en fin de volume et trouver ainsi les informations nécessaires. Par contre, si le lien entre la référence dans le texte et la *Bibliographie* n'est pas assez clair, une note de fin de volume peut faciliter l'orientation. Les notes de fin de volume indiquent également les numéros de pages des citations précises.

Une grande partie des lecteurs du livre ne souhaiteront pas suivre la source précise de chaque information. C'est pour leur confort que j'ai choisi de placer les notes indiquant les sources en fin de volume. La ligne de pensée du livre peut très bien être suivie sans ouvrir les notes de fin de volume.

Par contre les lecteurs (parmi lesquels les chercheurs sur les sujets abordés) qui souhaitent eux-mêmes aller jusqu'au bout d'un des problèmes trouveront toutes les informations nécessaires sur les sources dans les notes de fin de volume.

J'exprime ma gratitude à tous ceux qui m'on aidé à écrire mon autobiographie. Katalin Szabó, ma collaboratrice permanente, a tenu en main l'organisation et la documentation relative à ce travail avec sérénité et une remarquable attention, elle a pris soin des versions successives du manuscrit. Les doctorants János Molnár, historien, et Gábor Iván, économiste, ont consciencieusement et astucieusement contribué à la collecte des données et documents, à la clarification des sources, au contrôle des informations et à la composition du manuscrit.

Je souhaiterais remercier tous ceux qui m'ont aidé à préparer ce livre par la lecture et leurs commentaires des rédactions antérieures en tout ou partie, par la collecte d'archives, par l'acquisition d'ouvrages ou d'articles, ou de nombreuses autres façons. J'énumère par ordre alphabétique ceux qui m'ont le plus aidé : Kata Csankovszki, Karen Eggleston, Hédi Erdős, Ica Fazekas, Jerry Green, János Gyurgyák, Márton Karinthy, Péter Kende, János Kenedi, Mária Kovács, Mihály Laki, Pál Lőcsei, László Majtényi, Brian McLean, Judit Négyesi, Julia Parti, Richard Quandt, M. János Rainer, Sándor Révész, Gérard Roland, Henry Rosovsky, Éva Sarnyai, Ágnes Schönner, András Simonovits, Susan Suleiman, Éva Sz. Kovács et László Varga. Merci pour leur aide aussi à ceux que je n'ai pas nommés ici et qui ont contribué à l'écriture du livre en apportant leurs réponses à des questions ou en clarifiant telle ou telle information. Une subvention du Fonds National de la Recherche Scientifique (OTKA ; dossier n° T 046976) a contribué à couvrir les frais relatifs à la recherche. L'Institut des Sciences économiques de l'Académie des Sciences de Hongrie m'a accordé son aide en assumant le traitement administratif du soutien de l'OTKA.

De même que tous mes travaux antérieurs des quinze dernières années, ce travail a également trouvé un environnement stimulant et beaucoup d'aides pratiques sur mon lieu de travail actuel, le Collégium Budapest.

J'ai souvent collaboré avec des rédacteurs, mais j'ai rarement rencontré une collaboratrice aussi compréhensive, constructive et perspicace que Luca Gábor. Anikó Környei a conçu la couverture du livre avec un goût très sûr. Je leur suis reconnaissant ainsi qu'aux autres collaborateurs des Éditions Osiris, qui ont apporté leur aide et contribué à la publication de ce livre.

Budapest, le 10 février 2005.  
János Kornai

Il y a longtemps que mes amis français insistaient pour une édition française de mes mémoires. Il fallait surmonter nombre d'obstacles pour y parvenir. Le professeur Bernard Chavance, mon cher ami depuis de nombreuses années, tant sur le plan intellectuel que personnel, a pris la part du lion dans ce travail – je suis reconnaissant pour sa diligence remarquable dans la préparation du manuscrit du livre, comme pour sa préface à l'édition française. Ce fut un très grand plaisir, grâce à cet ouvrage, de faire la connaissance de Judith Karinthy, la petite-fille française du grand écrivain hongrois Frigyes Karinthy (que j'admire) et de son mari Pierre. Ils ont commencé à traduire le livre de leur propre initiative, sans contrat ni rémunération. Ils ont réalisé l'énorme travail de traduction de façon désintéressée, par pur enthousiasme. Sans Bernard, et sans Judith et Pierre, ce livre n'aurait jamais pu paraître.

Je remercie Dominique Lebleux pour le grand soin qu'elle a mis dans la préparation du manuscrit. Je tiens à exprimer ma gratitude à François Laquière, qui fut directeur de l'Institut Français à Budapest, qui n'eut de cesse qu'il n'ait trouvé quelques ressources pour contribuer aux coûts de la publication. Enfin, je suis reconnaissant aux éditions L'Harmattan d'avoir publié mon ouvrage.

C'est un très grand plaisir de voir mes mémoires enfin accessibles aux lecteurs français.

Budapest, le 6 octobre 2013  
János Kornai

## Premier chapitre

---

# FAMILLE, JEUNESSE

1928-1944

Je ne suis ni Marcel Proust, ni Péter Esterházy. Je n'ai pas le sens de la description, je n'essaierai donc même pas de tracer le tableau du monde de mon enfance, l'atmosphère de mon foyer. Je me rappelle l'odeur des pâtisseries ou la voix de mes parents, mais il me manque la veine du littérateur pour transmettre tout cela au lecteur de mon autobiographie.

Je préfère rester au genre qui est le mien, à la description et l'analyse du monde qui m'entoure. Et en complément une autre tâche : avec ma tête d'aujourd'hui, à soixante-dix-sept ans, je tente de me comprendre et de m'analyser. Qu'est-ce qui a fait que je suis devenu tel que je suis et comment ? Je relaterai donc de mon enfance, de ma jeunesse et ma famille, principalement ce qui peut contribuer àachever cette double tâche, la compréhension de moi-même et de mon temps.

### *Mon père*

Le nom de mon père était Pál Kornhauser. Il était né en 1880. J'ai porté le même nom jusqu'en 1945 lorsque de mon propre chef j'ai changé mon nom en Kornai.

Mon grand-père paternel Károly Kornhauser était maître ferronnier. Il vivait avec sa famille à Trencsén, aujourd'hui en Slovaquie, mais qui appartenait alors à la Hongrie septentrionale. Mon père était fier de ce que le pont de Trencsén sortait de l'atelier de mon grand-père. Lorsque plus tard, j'étais déjà adulte, certains s'étonnaient quand on en parlait que dans cette ville hongroise du dix-neuvième siècle un juif exerçait ce métier de maître ferronnier, plutôt que de posséder une auberge ou un magasin. Mon père était encore enfant quand il a perdu ses parents. Son grand frère l'a soutenu dans ses études mais tout compte fait c'est son propre courage qui l'a conduit au lycée des Pères Pieux, à la faculté de droit et à une carrière d'avocat. J'ai probablement été également stimulé par l'exemple paternel pour choisir moi aussi une voie de « self-made-man ». Comme beaucoup en Haute-Hongrie, mon père était trilingue, il parlait aussi bien l'allemand et le slovaque que le hongrois, sa langue maternelle. Il devait être très doué et travailleur puisque très jeune il a réussi une carrière imposante. Sa

connaissance de l'allemand et son intérêt l'ont poussé vers les affaires juridiques d'entreprises allemandes installées en Hongrie. Il était de plus en plus souvent sollicité par ces firmes, pour devenir finalement conseiller juridique de l'ambassade d'Allemagne à Budapest. Ce n'était qu'un titre honorifique puisqu'il n'était pas un employé de l'État allemand. Le titre de conseiller juridique signifiait que lorsqu'une firme allemande avait besoin d'un avocat pour un contrat ou pour un litige devant une cour hongroise, l'ambassade recommandait mon père. Mon père n'a jamais accepté d'autres affaires, ni divorce, ni affaires pénales, ni la représentation d'une entreprise hongroise. Il s'est strictement spécialisé dans les affaires économiques d'entreprises allemandes en Hongrie.

Notre logement, comme le bureau d'avocat se trouvait rue Akadémia, dans l'immeuble même où aujourd'hui se trouve le Bureau du Premier Ministre. J'y suis passé récemment. Ce fut un sentiment particulier d'entrer dans le bureau de travail de jadis de mon père où actuellement un de mes amis économiste exerce sa profession. Le bureau de mon père était plein de manuels juridiques hongrois et allemands. Ni lui ni ma mère n'ont collectionné d'autres ouvrages. C'est d'abord ma sœur puis moi qui avons apporté à la maison des livres de littérature. Je ne peux pas me vanter comme d'autres provenant de familles d'intellectuels d'avoir respiré l'amour et le respect de la littérature au foyer de mon enfance.

Ma mère et ma grande sœur m'ont raconté que dans sa jeunesse mon père lisait beaucoup, allait souvent à l'opéra, et était surtout un fervent de Wagner. Quand j'étais adolescent, il n'en restait plus trace. L'attention intellectuelle de mon père se concentrait exclusivement sur son métier.

Revenons-en à l'ambassade d'Allemagne. Plusieurs dizaines d'années après la mort de mon père, ma mère a mentionné que lorsque l'ambassade avait nommé mon père conseiller juridique, il avait succédé à un avocat, Me Miklós Káldor. J'ai réussi à découvrir que Miklós Káldor, le grand économiste, conseiller du ministre des finances britannique, plus tard Lord Nicholas Kaldor, était le fils de cet avocat hongrois. Nous discutions un jour à Cambridge, au domicile de Kaldor, et nous parlions de nos pères. De Kaldor alors vieillissant a jailli l'irritation et la jalouse familiale. On peut supposer qu'un demi-siècle plus tôt on avait dû dire beaucoup de mal du jeune Kornhauser qui avait pris la place du vieux Káldor.

Au temps de l'enfance de mon plus grand frère Bandi et de ma sœur Lilly, mon père s'est beaucoup occupé d'eux. Lilly aimait beaucoup remémorer, sous l'émotion des beaux souvenirs, les promenades, les jeux communs, les conversations avec mon père. Quand la deuxième vague des enfants, mon frère Tomi et moi sommes nés, mon père n'avait plus l'énergie ni la patience de nous consacrer du temps. Je n'ai le souvenir ni d'une seule heure de confidences, ni d'une seule conversation riche en contenu. L'observation que je n'ai pas eu de maîtres reviendra plusieurs fois dans cette autobiographie. C'est ici que je dois commencer. Comme tout enfant et

jeune homme, sous de nombreux aspects j'ai considéré et considère encore mon père comme un exemple. Mais c'est au sens intellectuel que je n'ai eu ni professeur ni maître. Mon père était un homme intelligent et de grand savoir, mais il ne m'a rien transmis de ses vues, connaissances ou expériences.

Quand je suis né le 21 janvier 1928, mon père avait déjà quarante-sept ans. Son âge déjà mûr a probablement joué un rôle en ce qu'il s'est très peu occupé de mon frère Tomi et de moi. Mais la circonstance la plus importante qui a changé son attitude a été le tournant intervenu dans sa situation professionnelle et sa vie publique. Je n'avais pas encore cinq ans quand Hitler a pris le pouvoir. De même que dans de nombreuses autres sphères de la vie, la « Gleichschaltung », le passage complet au régime hitlérien ne s'est pas fait du jour au lendemain, dans le réseau local de relations des ambassades étrangères non plus. Des années ont passé avant que dans chaque cellule du régime totalitaire règne le pouvoir nazi. J'ignore quelle est la date à partir de laquelle mon père n'a plus pu utiliser le titre de « conseiller juridique de l'ambassade d'Allemagne ». La suppression de ce titre signifiait d'abord simplement que l'ambassade ne le recommandait plus à des entreprises allemandes, même si pendant un temps celles-ci n'étaient pas contraintes de rompre avec lui. Mais peu à peu les clients le lâchaient. Il convient de dire néanmoins que quelques hommes d'affaires allemands en Hongrie lui sont restés fidèles jusqu'à sa mort.

Au fur et à mesure que le nombre de clients diminuait, les revenus baissaient. Mon père ne nous a jamais parlé de sa situation financière, mais il m'est facile de constater a posteriori qu'il assurait de plus en plus la vie de sa famille par la vente de son patrimoine amassé auparavant plutôt que de revenus courants. Nous, les deux enfants plus jeunes, ne ressentions pas beaucoup les soucis. Nous vivions très à l'aise, dans un logement cher et spacieux du centre de la ville, d'où en été nous nous transportions dans notre belle villa de la Colline des Roses. Tant que nous étions petits, nous avions auprès de nous une gouvernante allemande, plusieurs employés de maison et un jardinier. Mon père a renoncé à une partie d'une coûteuse assurance vie, il a monnayé les bijoux et autres objets de valeur de la famille, pour compléter de cette façon la diminution du revenu de son étude d'avocat\*.

---

\* J'ai récemment retrouvé une note de mon père contenant les détails de ses assurances vie. Il estimait particulièrement important de veiller sur ma mère. Quelles que soient les précautions qu'il ait prises, toutes ces affaires ont périclité. Ses contrats achetés avant la première guerre mondiale ont été anéantis par la grande inflation. Riche de cette expérience, au début des années 1930 il a signé de nouveaux contrats très onéreux à taux variable, liés à la « valeur dollar or » de l'année calendaire, auprès d'une des plus grandes sociétés d'assurance d'Allemagne et du monde. Il était persuadé d'avoir signé cette fois un contrat sûr à cent pour cent. Comment aurait-il pu prévoir que la filiale hongroise de cette assurance berlinoise

Le sentiment de l'exclusion de la profession a dû être une lourde épreuve pour lui qui était encore au sommet de son énergie intellectuelle et de son savoir, et aux yeux de qui la vocation d'avocat avait tant d'importance. En outre, le nouveau cours historique fatal qui a provoqué ces changements dans sa situation professionnelle et matérielle, a dû être pour lui la source de soucis et d'angoisses encore plus graves. Le régime hitlérien dévoilait de plus en plus son visage cruel, les nouvelles de persécutions de Juifs arrivaient, l'Anschluss a eu lieu, c'est-à-dire l'annexion de l'Autriche (un frère de mon père vivait à Vienne), la Bohême et la Moravie ont été occupées, les premières lois antijuives ont été promulguées en Hongrie, puis la guerre a éclaté.

Un des principes sévères de mon père était de se tenir à l'écart de tout parti ou mouvement politique. Il conservait de trop mauvais souvenirs du temps de la Commune de 1919. Toutefois il était loin de ce qu'on appelait en son temps la pensée conservatrice. Je n'ai jamais entendu dans sa bouche une seule remarque contre les gens de gauche. Il était abonné à *Újság*, le journal progressiste du matin, et s'il achetait d'autres journaux, c'était toujours de la presse progressiste. Dans la mesure où il était possible de tirer des conclusions de ses rares paroles, je crois qu'il était de gauche. Toutefois – alors qu'il aurait préféré rester à l'écart de la politique – l'histoire s'est frayée un chemin jusque dans sa vie et celle de sa famille d'abord avec des tonnerres lointains, puis avec ses foudres de plus en plus proches.

Il n'a jamais nié ni mis en avant sa judéité. Les Juifs étaient assez nombreux dans sa vie sociale, mais il avait également des amis non juifs. Il croyait en Dieu mais il n'était pas religieux, il ne fréquentait pas la synagogue, il ne respectait pas les règles rituelles de la religion juive. En même temps il faisait toujours ses dons charitables à l'orphelinat de garçons de la communauté juive. C'est le souvenir de sa propre enfance d'orphelin qui avait dû l'y inciter. L'idée de mettre un point final à son assimilation pour se convertir au christianisme lui était étrangère.

Il était fier d'être allé jusqu'au rang de capitaine pendant la première guerre mondiale et d'avoir reçu des décorations importantes. Il se déclarait hongrois sans hésitation. Lorsque mon frère aîné Bandi était sous les drapeaux avant d'être démobilisé comme caporal-chef de réserve, mon père a fait confectionner un uniforme pour son fils et pour lui-même. Une photo d'eux a été prise sur laquelle le père et le fils, revêtus de leur uniforme de capitaine et de caporal regardent fièrement devant eux – ce père que, un ou deux ans plus tard, des gendarmes hongrois pousseront dans le wagon en partance pour Auschwitz, et ce fils qui, en vêtements civils, sous le

---

serait nationalisée par le système communiste dans les années 1940 et que, faisant fi du principe de la valorisation, on paierait à ma mère une rente d'un montant ridicule, sur la base de « un dollar or vaut un forint ». Il était émouvant pour moi de lire dans les notes de mon père les soins affectueux sur lesquels l'histoire a passé son rouleau.

commandement de soldats hongrois, périra de gel ou de maladie au service du travail obligatoire sur le Don.

### *La famille*

Mon père a toujours fait preuve de largesse avec nous, y compris au temps où ses revenus rétrécissaient. Quand, adolescent, la photographie est devenue ma passion, il m'a immédiatement acheté le meilleur appareil de l'époque, et lorsque j'avais besoin de matériel pour le développement ou l'agrandissement, ce désir-là aussi était aussitôt comblé. Lorsque ma nouvelle passion a été la collection de livres, c'est encore lui qui m'a aidé à la financer. Néanmoins le centre, la source de chaleur de la vie de la famille n'était pas lui, mais c'était ma mère, Aranka Schatz de son nom de jeune fille, Munyó – comme nous l'appelions tous plus tard.

Quand nous étions petits, de gentilles gouvernantes veillaient sur nous. Je pense à elles avec beaucoup d'affection, en particulier à Liesl, la dernière, une vraie beauté, que j'adorais. Même si les petits soins quotidiens incombaient à la Fräulein, ma mère trouvait des centaines d'occasions pour nous exprimer sa tendresse. Elle n'était pas instruite, elle n'était pas cultivée, mais elle avait une grande intelligence naturelle. Sa beauté raffinée et personnelle allait de pair avec une élégance naturelle innée. La confiance en soi et l'ambition du futur adulte dépend grandement de l'affection reçue de la mère au début de la vie ; c'est peut-être Freud qui a établi cela. Moi, j'en ai reçu une forte dose. Une des histoires souvent répétées de Munyó était que parmi ses quatre enfants, c'est avec moi qu'elle a eu le plus de soucis pendant sa grossesse. Au moment d'un de ses fréquents malaises son médecin l'avait rassurée en disant : « Vous verrez, Madame, c'est cet enfant qui vous donnera le plus de joie. » Déjà petit elle me l'a souvent redit. Elle n'a jamais caché que de nous quatre j'étais son préféré. Elle se réjouissait avec enthousiasme de tous mes petits succès, elle me louangeait et m'encourageait. Je ne me souviens pas qu'elle m'ait rabroué une seule fois. Elle n'a jamais contrôlé mon travail scolaire. Si, écolier, je me plaignais d'échecs ou de difficultés pour apprendre, elle ne donnait aucun conseil, mais se contentait de m'encourager : « Tu trouveras la solution. Je ne crains rien, tu y arriveras. » Je ne peux pas imaginer une incitation plus puissante que ce genre de louange maternelle et la confiance sans condition.

La punition corporelle était complètement inconnue dans notre famille. Un jour mon plus jeune frère aîné, adolescent échauffé, s'est rué sur la jeune fille qui aidait chez nous au ménage. Il n'est pas allé, pour employer le terme d'aujourd'hui, jusqu'au harcèlement sexuel, mais il a franchi la limite que mes parents trouvait acceptable. Le soir mon père est entré dans notre chambre et a donné un coup de pied, non pas dans mon frère Tomi, mais dans le cadre de son lit. C'est de cette façon et avec quelques mots de blâme qu'il a exprimé sa réprobation. Cela a été le « châtiment » le plus extrême

que j'ai vu dans toute mon enfance. Jusqu'à ce qu'en 1944 je me trouve confronté à la cruauté humaine, je n'ai jamais subi ni vu de mes yeux une douleur physique volontairement causée, jamais entendu des cris de colère ou une « engueulade ». L'horreur des mots trop forts, des cris et plus encore de l'humiliation physique d'autrui, des coups, de la torture, s'est profondément ancrée en moi.

Mon frère aîné Bandi est né en 1914. Sa vie a démarré dans l'allégresse et la confiance. Il approchait de la fin de ses études universitaires quand un de ses amis s'apprêtait à émigrer en Angleterre. Bandi voulait partir avec lui, mais mon père ne lui a pas donné son consentement. J'ignore les arguments précis de mon père, mais selon ce que j'ai pu en savoir par ma sœur, mon père lui a rappelé que nous étions Hongrois, notre place était ici. Il lui a rappelé également que le fils aîné d'une famille se doit de demeurer auprès des siens. Mon frère n'était pas d'une nature rebelle, il a admis l'interdiction paternelle. Comme je l'ai déjà évoqué plus haut, il a achevé sa courte vie sur le front russe. Je n'ai eu que peu de relations avec lui à cause de la grande différence d'âge, mais, à cause de sa mort prématurée, je me rappelle avec affection et le cœur douloureux sa personnalité affable et son humour.

Parmi mes frères et sœurs c'est à ma sœur Lilly, née en 1919, mon aînée de neuf ans, que j'étais le plus lié sentimentalement et intellectuellement. Nous lisions des poèmes ensemble, c'est elle qui m'a initié à la lecture des nouvelles de Karinthy, c'est elle qui la première m'a joué du Debussy et du Schumann au piano. Le petit adolescent nerveux, complexé, maigre comme un clou que j'étais a dû acquérir une confiance en lui d'être « pris au sérieux » par sa grande sœur belle et intelligente, qui discutait avec lui des grandes questions de la vie, l'emménait avec elle chez ses amis.

Ma relation était tout autre avec mon autre frère, Tomi, né en 1925. Il n'avait que trois ans de plus que moi, nous avons longtemps fréquenté la même école, nous avions une gouvernante commune. Nous jouions beaucoup ensemble et comme il est de coutume entre frères, nous nous bagarriions de temps à autre, tantôt assez amicalement, tantôt moins. Mais, dès que mon frère Tomi a commencé à s'intéresser aux filles, il s'est complètement détaché de moi. Nous n'avons jamais fréquenté les mêmes bandes, nous n'avions aucun ami commun, nous n'avons jamais eu une seule conversation sérieuse et sensée. Et il en est resté à peu près de même dans notre vie d'adulte. Tandis qu'à Lilly j'étais lié jusqu'à sa mort d'une amitié intime, basée en plus des sentiments, sur des valeurs intellectuelles communes. Même avec la Lilly souffrante, enchaînée à son lit pendant des années, j'ai pu facilement avoir de vifs échanges politiques, des discussions sur nos impressions littéraires.\* En revanche nos rencontres avec Tomi sont

\* Lilly, de son nom d'épouse madame Andor Gárdonyi, avait travaillé dans la gestion d'entreprises et était partie à la retraite comme contrôleuse principale. Elle a respecté des principes moraux sévères toute sa vie durant. Elle parlait peu d'elle-

toujours restées au niveau des causeries « marrantes », superficielles. J'y vois une preuve que l'héritage bâti dans nos cellules cérébrales et un milieu familial et scolaire très similaires, quasi identiques, ne suffisent pas pour lier deux frères. Ce qui était personnel en moi et en mon frère Tomi, et ce qui faisait notre *différence* l'un de l'autre, agissait plus puissamment, non seulement sur notre relation mais aussi sur l'évolution, très différente, de nos caractères et de nos destins.

Dans la famille Kornhauser les deux parents et les quatre enfants s'aimaient tendrement – mais quant à nos activités et rencontres quotidiennes, nous ne vivions pas une vie de famille régulière. Les liens entre mon père et ma mère étaient extraordinairement étroits, mais les enfants vivaient leur vie séparés, indépendamment des parents et les uns des autres.

Après le transfert du bureau dans l'appartement, ma mère a revêtu maintes fois le soir une tenue élégante et elle s'installait dans la salle d'attente, parmi les clients pour signaler de la sorte que la longue journée de travail était terminée. Mon père était alors contraint de suspendre son travail et de sortir avec elle. Ils dînaient presque chaque soir à l'extérieur, sans nous. Les repas en famille étaient quasiment inconnus chez nous. Chacun prenait son déjeuner ou son dîner quand il avait faim et quand il en avait le temps. La famille ne se réunissait que rarement pour manger ensemble, et dans ce cas plutôt en été, en plein air, dans notre maison de vacances.

Pour en revenir à moi, mes parents, frères et sœur n'intervenaient pas dans l'organisation de mon temps, quand je travaillais et comment, comment et avec qui je passais mes loisirs, qu'est-ce que je lisais et quels spectacles j'allais voir au théâtre. Parfois, particulièrement en été, il arrivait que nous allions voir ensemble une pièce en plein air ou que nous regardions les feux d'artifice du 20 août de notre jardin de la Colline des Roses. Ces occasions communes pouvaient toutefois être considérées comme exceptionnelles.

J'ai décidé tout seul, vers mes treize ou quatorze ans que désormais je fréquenterais régulièrement les concerts. C'est également à mon initiative que j'ai plus tard bénéficié de leçons de piano. Mon père m'a aidé à trouver un professeur, et pas n'importe lequel. C'est Frigyes Sándor, chef d'orchestre alors sans emploi, plus tard grand professeur de piano et fondateur d'orchestre qui m'a enseigné le piano, jusqu'à ce que l'occupation allemande mette fin à cette aventure. C'est aussi moi-même qui ai décidé, aux alentours du milieu de mon cycle secondaire, que je voulais suivre des cours d'anglais extrascolaires. Dans chaque cas mes parents ont couvert les

---

même mais était toujours disponible pour partager les soucis d'autrui. Il était touchant de voir la proximité et la relation intime que cette femme âgée, alitée pendant de longues années, a pu former avec notre fille Judit et nos petits enfants suédois, Zsófi et Anna, qui l'adoraient. Lilly est décédée en 2002.

frais, mais ce que j'ai fait, je ne l'ai pas fait sur leurs propositions ou conseils, mais par moi-même, de ma propre initiative.

Il n'est pas facile de qualifier et d'estimer l'influence de cette sorte d'éducation. Il s'est développé en moi d'une part un sentiment de solitude ou d'abandon. D'autre part s'est ancré en moi une fois pour toutes l'idée ou plutôt le sentiment que je devais construire ma vie de *façon autonome*, tout seul, autant dans les affaires subalternes qu'importantes. On ne m'a pas habitué à l'égoïsme, car chaque membre de ma famille s'efforçait de témoigner tact et respect envers les autres, nous nous ménagions et sans jamais nous déranger ou fâcher les uns les autres. On s'entraînait où il fallait et où c'était possible. Mais ceci sans former ce qu'on appelle une « communauté » familiale. J'assume être un individualiste conscient, je crois que le respect de la souveraineté des personnes est un des commandements moraux fondamentaux. Je crois être seul et avant tout responsable de ma propre vie, de mes succès et de mes échecs. Je crois qu'il est de mon devoir d'aider les autres, mais je ne suis pas un être « communautaire », je répugne à l'enfermement dans quelque enclos collectif que ce soit. J'ai dû lire des œuvres de philosophie et traverser les expériences d'une longue vie pour pouvoir affirmer aujourd'hui en toute conscience, après plusieurs virages et détours, que ce sont les expériences de l'enfance, de la jeunesse et de la vie en famille qui ont façonné ma personnalité la plus profonde.

### *L'École allemande*

J'ai commencé mes études à L'École Impériale Allemande (Reichsdeutsche Schule). Mes deux parents parlaient parfaitement l'allemand, et grâce aux Fräuleins allemandes j'ai grandi bilingue. Apprendre à l'école toutes les matières en allemand, à l'exception de la langue, de la littérature et de l'histoire hongroises, ne présentait aucune difficulté pour moi.

J'ai été admis avant l'âge, en 1933. Le commencement de ma scolarité allemande a coïncidé avec le début du régime nazi. On me pose souvent la question de savoir comment il était possible que mes parents juifs m'aient fait inscrire à cette école.

De ce qui précède on sait déjà que mon père était étroitement lié aux Allemands. Il avait été élevé pour une grande part dans la culture allemande, et il avait étudié, en plus du droit hongrois, le droit allemand. Ses clients étaient allemands, pour la plupart de ses affaires il utilisait l'allemand comme langue de travail.

Il est vrai qu'on pouvait savoir de Hitler et des ses émules qu'ils étaient des antisémites aux propos incendiaires. Mais mon père, comme beaucoup d'autres en Allemagne et ailleurs dans le monde, devait s'imaginer que ce règne ne durerait pas. Comment cette racaille pouvait-elle être tolérée par l'esprit allemand qui représentait le sommet de la civilisation ? Il ne pouvait

pas prévoir qu'au bout du chemin de la haine que l'Allemagne venait de prendre il y aurait la chambre à gaz.

Mes parents m'on fait inscrire à la Reichsdeutsche Schule pour perfectionner mon allemand, mais aussi parce qu'elle avait la réputation d'être une excellente école. Des diplomates et hommes d'affaires allemands en poste en Hongrie, ainsi que beaucoup d'autres étrangers y envoyoyaient volontiers leurs enfants. Parmi mes camarades de classe, en plus des Hongrois il y avait des élèves autrichiens, allemands, américains et turcs. Beaucoup de Hongrois célèbres sont sortis de notre école : Miklós Gimes, journaliste et homme politique, martyr de 1956, Iván Darvas, comédien, Éva Székely, championne olympique de natation, Ferenc Karinth, écrivain, Előd Halász, savant germaniste.

Nous étions encadrés par des enseignants de grand savoir, expérimentés et patients. Durant les huit années que j'y ai passées, pas une seule fois je n'ai entendu en cours une manifestation antisémite. Je n'ai pas le souvenir d'un propos glorifiant Hitler et son régime. Quand sur l'ordre de Berlin nous avons dû quitter l'école, un message plein de tact a été envoyé aux parents par l'intermédiaire du professeur de religion juive signalant qu'à la rentrée suivante, en automne 1941, l'enfant devait changer d'établissement. Même à ce moment-là, ceux à qui il ne restait plus qu'une année des douze ans de scolarité, restaient autorisés d'achever leurs études pendant l'année suivante en élèves extérieurs et de passer le baccalauréat. Il paraît vraisemblable que les professeurs allemands les plus libéraux cherchaient à fuir la vie devenue insupportable chez eux en s'établissant à l'étranger, comme par exemple à l'école allemande de Hongrie. Notre école était un îlot amical non seulement dans la mer du nazisme allemand, mais aussi dans l'environnement direct de la vie scolaire hongroise qui à ce moment-là déjà s'orientait nettement vers une atmosphère favorable à Hitler.

Je repense aux professeurs de l'école allemande avec gratitude et respect. Ils nous ont habitués à un travail approfondi, à une réflexion méthodique, ils nous ont pourvus de quantités de connaissances. Cela me sert encore aujourd'hui. Mais il faut dire que je n'ai pas rencontré alors une seule véritable personnalité parmi les professeurs. Je n'ai eu aucun maître qui aurait eu un rayonnement, dont la personnalité et l'enseignement aurait représenté pour moi un véritable phare intellectuel ou moral.

Un grand cadeau de l'École Impériale Allemande a été pour moi la naissance d'une amitié pour toute la vie. Dès le cours préparatoire j'ai eu avec moi dans la classe Péter Kende, le futur journaliste, l'une des personnalités marquantes de l'émigration hongroise de 1956, savant politologue. Nous avons suivi ensemble huit classes, nous avons eu plus tard des postes de travail parallèles dans les mouvements de jeunesse, dans le journalisme. Nous avons livré de nombreux combats en commun. Même si l'émigration de Péter à Paris nous a géographiquement séparés pendant trois décennies, l'amitié a survécu jusqu'à ce jour et s'est renforcée. Peu de

personnes peuvent s'en vanter comme moi : l'amitié entre mon meilleur ami et moi dure désormais depuis soixante-dix ans.

### *Recherche de la voie intellectuelle*

En quittant l'école allemande forcément un peu cosmopolite du fait qu'elle réunissait des élèves de provenance internationale et, rare exception à l'époque, acceptait filles et garçons ensemble, je me suis retrouvé dans un environnement nouveau et conservateur, au lycée de garçons Werbőczy de la rue Attila. La plupart de mes camarades de classe et du lycée étaient issus des classes moyennes supérieures des quartiers Krisztina et du Château. La guerre sévissait déjà. À l'école précédente les professeurs évitaient toute déclaration à propos de la guerre et de la politique. Ici mon professeur principal faisait l'éloge du commandement militaire allemand, et encore à l'époque de la bataille de Stalingrad n'hésitait pas à prédire une victoire allemande. Il nous enseignait trois matières importantes : le latin, la littérature hongroise et l'histoire. Il a déclaré devant plusieurs élèves de la classe que chez lui un Juif ne pouvait pas compter sur une bonne note dans les trois matières. Il a tenu parole. Nous étions deux élèves juifs qui étions excellents partout, mais Monsieur Hegedűs descendait injustement nos notes tantôt dans une matière, tantôt dans une autre. Ce fut ma première rencontre directe avec la discrimination avouée.

La seconde rencontre n'était plus liée à une partialité professorale, mais à un règlement officiel valable pour tous. Afin de manifester notre participation à la guerre, les élèves du secondaire recevaient une formation militaire. Les participants à cette formation s'appelaient les « levente ». Au temps où je fréquentais l'école allemande, tous les garçons recevaient la même formation de *levente*. Mon transfert à l'école hongroise a coïncidé avec la création de deux groupes distincts pour la préparation militaire : les élèves non juifs et les élèves juifs. Je ne pourrais pas dire que nous aurions été traités avec une cruauté particulière. Nous aussi nous étions censés apprendre à droite-droite, à gauche-gauche, demi-tour et autres sciences. Mais je ressentais comme humiliant le simple fait de la séparation, l'exclusion et la ségrégation des « levente juifs ».

La classe qui m'a accueilli amicalement était réunie depuis cinq ans pour la majorité. Avec certains élèves je pus aller au concert, à des représentations théâtrales pour lycéens, discuter avec d'autres à propos de livres. Mais je n'ai lié aucune amitié profonde, ce sont plutôt mes liens amicaux de l'école allemande qui se poursuivaient. En outre ce que j'ai déjà dit du milieu scolaire précédent, était encore plus vrai dans le nouveau lycée : je n'ai jamais eu l'occasion de connaître une personnalité marquante parmi les professeurs. J'arrive à me remémorer un « bon mot » de l'un ou l'autre des enseignants, une bizarrerie de certains, mais aucun ne m'a donné un bagage intellectuel durable pour la route.

En dehors de quelques connaissances factuelles, ce que j'ai appris en histoire, en philosophie ou de l'esprit humain au lycée, a glissé sur moi sans laisser de trace. Je me suis plutôt formé moi-même, j'ai développé mes goûts et ma propre réflexion. Affamé de nourriture intellectuelle, je dévorais les livres. Je les achetais avec passion, ma collection s'enrichissait de jour en jour\*. Je me suis inscrit à la bibliothèque du quotidien *Újság* qui venait d'ouvrir et c'est de là que j'empruntais de quoi lire. Il n'était pas facile de m'orienter dans mes lectures. Un de mes fils conducteurs était l'histoire de la littérature hongroise et universelle de Antal Szerb. Pendant que notre professeur principal rejettait dédaigneusement ce genre de « gribouillages » et nous interdisait quasiment leur lecture, ces volumes étaient pour moi un guide inestimable. Antal Szerb était complété par *L'histoire de la littérature européenne* de Babits. J'ai essayé de lire tout ce que ces deux grands maîtres qualifiaient d'œuvres importantes. Aujourd'hui tout le temps que j'ai pu consacrer à cela me paraît tout à fait incroyable. Je me levais régulièrement à l'aube et j'achevais mes devoirs scolaires en une ou deux heures. Après la classe je passais l'après-midi et le soir à rencontrer des amis, à discuter ou à lire. Une semaine était marquée par *Guerre et paix*, une autre par *Les frères Karamazov*, par Balzac et Flaubert, Mikszáth et Zsigmond Móricz, János Arany et Attila József, les traductions poétiques de Kosztolányi et Árpád Tóth, et l'énumération pourrait être encore longue.

Dans les suppléments de fin de semaine des journaux je déchiffrais des articles consacrés à la philosophie, aux sciences et aux arts, avec leur aide je tentais de sélectionner mes lectures plus approfondies. Il est de fait qu'en fin de compte les différents courants intellectuels à la mode de l'époque m'ont incité à prendre en main des ouvrages de Ortega y Gasset, Huizinga ou Oswald Spengler. Tomber sur des ouvrages donnant une plus large vue de l'une ou l'autre sphère de la vie intellectuelle et de la pensée me remplissait de joie, comme par exemple l'histoire de la philosophie de Durant. Avec mon cerveau de quatorze à seize ans il est clair que la compréhension du vrai contenu de mes lectures m'échappait à moitié. Personne ne m'offrait des points de repère solides pour forger ma vision du monde, ni mes parents, ni mes frères ou ma sœur, ni la religion qu'on m'enseignait, ni mes professeurs. J'étais ouvert à toute idée nouvelle, je trébuchais et naviguais entre les réponses alternatives données aux défis du monde. Un jour, sous l'influence de Dostoïevski, j'avais le sentiment que je devais me convertir au christianisme. Un autre jour, peut-être en feuilletant Anatole France, j'étais subjugué par une vision ironique du monde et cela n'a fait que se renforcer pendant que je m'amusais avec *Candide* de Voltaire.

---

\* Les amis de la famille les ont soigneusement préservés durant les mois de persécution. Dès que nous avons pu sortir des abris, je me suis dépêché de retrouver mes chers livres pour les savoir près de moi.

En ces années-là je n'avais aucune idée du choix d'un métier que je pourrais exercer quand je serais adulte. Mon neveu Pál Győrfi avait décidé à l'école maternelle qu'il serait brancardier – et il l'est devenu. Je ne ressentais aucune vocation. Quelques traits de caractère qui se sont épanouis en moi plus tard dans mon travail de chercheur commençaient déjà à percer. J'aimais que l'ordre règne dans mes affaires. J'avais une forte propension à mener entièrement à son terme ce que j'avais commencé. Quand je photographiais, je m'y adonnais complètement. Si je collectionnais des livres, je m'efforçais que tous les supposés chefs-d'œuvre se retrouvent dans ma bibliothèque. Quand je collectionnais les timbres, mon album devait être le plus complet possible. Déjà me gênaient le chaos, le désordre, le travail inachevé.

Mais ces traits de caractère et ces tendances n'ont rien de commun avec les intérêts intellectuels. Si je voulais extrapoler maintenant, a posteriori, l'évolution intellectuelle de ma personnalité de 14 à 16 ans aux années alors à venir, c'est plutôt le profil d'un homme de lettres qui se dessinerait, qui écrirait plus tard des essais littéraires ou se tourmenterait sur des problèmes esthétiques. Il n'y avait encore aucune trace de cet homme qui plus tard allait se tourner vers les problèmes brûlants de la société ; de l'homme qui douze à quinze ans plus tard allait devenir chercheur en économie.

Alors je croyais qu'au fur et à mesure que j'accumulais du savoir, je comprendrais le monde de mieux en mieux. En réalité jour après jour un nouveau point de vue se surimprimait sur le précédent (comme nous le dirions aujourd'hui dans le jargon des ordinateurs). En réalité, le cœur ouvert et la tête disponible, j'étais dans l'attente d'une impulsion intellectuelle forte – et celle-ci est arrivée en 1945. Mais n'anticipons pas. Je n'en suis qu'à mes années de lycée, et nous sommes avant le traumatisme de 1944.

#### *1944 : le destin de mon père*

Le 19 mars 1944 a commencé comme les autres dimanches. Je m'apprétais à assister à un concert avec un ami à la Redoute. Le concert n'a pas eu lieu, l'armée allemande a commencé l'occupation de la Hongrie.

Une ou deux semaines plus tard mon père a reçu une convocation semblable à celle qui appelait les Juifs au service du travail obligatoire. Il devait se présenter sous quarante-huit heures à un endroit donné, avec son équipement militaire, couverture et gamelle, des repas froids pour deux jours. Mon père avait alors soixante-trois ans passés – ça ne pouvait pas être une convocation régulière au service du travail obligatoire dont la limite d'âge était jusqu'alors soixante ans.

Mes parents étaient torturés de doutes. Quelques appels téléphoniques leur ont appris que d'autres intellectuels et hommes d'affaires juifs réputés avaient reçu la même convocation. Mes parents n'ont pas associé leurs

enfants à leur nerveux conciliabule angoissé. C'est après coup, à partir des souvenirs de ma mère que j'ai reconstitué les alternatives qu'ils pesaient.

Ma mère avait proposé l'idée du suicide pour eux deux. Ils l'ont rejetée : ils ne pouvaient pas abandonner les autres membres de la famille dans ces temps difficiles. Ma mère a suggéré à mon père d'essayer de se cacher. Après tout ils avaient des amis généreux, y compris des Allemands qui lui donneraient refuge. Mon père refusa obstinément cette idée, pour deux raisons. D'une part, le risque lui semblait trop grand, et si on le retrouvait, les représailles seraient sanglantes et retomberaient aussi sur la famille. D'autre part, la convocation était un ordre de l'État auquel il convenait d'obtempérer. Ici je suis arrivé à un des fondements de la mentalité de mon père. Il était juriste. Pas n'importe quel avocat mais un avocat qui respectait passionnément et avec une obstination inébranlable le droit et la loi. Il avait dû rencontrer, dans son expérience ou ses lectures, des cas où morale et droit légal entraient en conflit. Je suis sûr qu'il s'est dit après une longue réflexion : que vaut le droit dicté par un tyran, que vaut la loi créée par des faux parlements tout en écrasant les droits élémentaires de l'homme ? Pourtant, lorsque dans sa propre vie il s'est trouvé devant ce fatal dilemme, cet homme d'une moralité à toute épreuve, incorruptible et veillant scrupuleusement sur son honneur, a appliqué la formule la plus simple. Un ordre de l'État est un ordre de l'État, un ordre est un ordre. Il convient de l'exécuter.

Comme on l'a appris plus tard, cent à deux cents membres représentatifs de l'élite juive de Budapest ont été rassemblés dans les premières semaines qui ont suivi l'occupation allemande. On les a d'abord hébergés à l'École rabbinique de la rue Rökk Szilárd, dans des conditions relativement supportables, et ils étaient placés sous la surveillance de gendarmes hongrois<sup>1</sup>. Quelques semaines plus tard ils ont été autorisés à recevoir la visite des familles. Mes deux frères aînés étaient alors déjà au service du travail obligatoire, Bandi, l'aîné, sur le front italien, Tomi, le cadet, dans le camp de Bor en Yougoslavie, ils ne pouvaient donc pas venir avec nous. Nous nous sommes rencontrés dans la cour de l'École rabbinique : il y avait ma mère, ma sœur et moi. Le visage et la voix de mon père étaient calmes et, si ma mémoire ne me trompe pas, presque sereins. Aucune parole sentimentale n'a été prononcée. Il a donné des conseils pratiques à ma mère qui jusqu'alors ne s'était occupée que du ménage, des réunions amicales ou familiales et des affaires des enfants ; mon père se chargeait seul des finances et des problèmes administratifs. Tout cela retombait maintenant sur ma mère, et mon père a essayé de lui donner les informations nécessaires. Quelque temps plus tard il a même envoyé une lettre. Il a fait des propositions sur ce qu'on devrait faire de l'appartement, où ranger les

dossiers de ses archives d'avocat\*. Ni à l'occasion de la rencontre, ni dans la lettre, aucun mot d'adieu, seulement les mots de tendresse habituels dans notre famille.

Nous n'avons plus jamais revu mon père, il ne nous a plus jamais écrit.

Pendant qu'il se trouvait rue Rökk Szilárd, une action de sauvetage a été entreprise dans son intérêt. Quelques-uns de ses fidèles clients allemands ont constitué une petite délégation et se sont rendus chez l'ambassadeur Edmund Veesenmayer, redoutable Gauleiter envoyé ici au moment de l'occupation de la Hongrie. Ils ont demandé que les Allemands interviennent auprès des autorités hongroises pour relâcher mon père. Ils lui ont rappelé les mérites que l'avocat Maître Pál Kornhauser avait accumulés pendant des décennies en représentant les intérêts économiques allemands en Hongrie. Un membre de la délégation a rapporté plus tard à ma mère le déroulement de l'entretien. Veesenmayer a piqué une colère et a menacé les quérants de les faire enfermer auprès de Kornhauser s'ils ne quittaient pas immédiatement son bureau.

Nous n'avons que des échos incertains sur la suite du destin de mon père. Il paraît qu'ils ont transféré tout le groupe d'abord à Horthy-Liget (actuellement Szigetszentmiklós). La vie des internés s'est poursuivie là-bas pendant un temps, dans des conditions plus dures<sup>2</sup>. Un jour, une brusque fin a été mise à cet état de choses. On les a tous fait monter dans un train de déportation venu de la province en partance pour Auschwitz, et ils ont été emmenés dans le camp d'extermination.

La mort de chacune des six millions de victimes de l holocauste est tragique, chacune des morts a été précédée par la vie individuelle et unique d'une personne assassinée. La particularité du destin de mon père consiste en ce qu'il a été tué sous le règne de la terreur allemande avec la participation active des autorités hongroises, alors que depuis son enfance il avait toujours vécu dans la fascination de la culture allemande. Par son travail de juriste il a voulu favoriser le succès de l'industrie et du commerce allemands, il a lutté pour les valeurs de l'honnêteté et de la légalité des relations germano-hongroises. Il n'a pas, bien sûr, soutenu Hitler, il n'a pas collaboré avec le régime nazi. Toutefois il n'est pas mort à cause de cette abstention passive, mais parce qu'il était juif.

J'ai déjà évoqué un autre trait particulier de la tragédie de mon père : lui, humble serviteur de la *légalité*, défenseur exemplaire du droit, n'a pas souhaité affronter le pouvoir de l'État. C'est en agneau sacrificiel, inapte à se défendre, qu'il est allé à l'abattoir. Il est tombé victime de la violation la plus brutale et la plus inhumaine de la justice, du droit, du pouvoir de l'État.

---

\* Suivrais-je là aussi l'exemple paternel ou aurais-je hérité de lui quand je conserve les dossiers contenant mes écrits et mes notes dans un ordre méticuleux ?

### *1944 : je m'échappe*

Si mon père était resté à la maison, il aurait certainement donné son avis sur ce que je devais faire. J'ignore qui de nous deux aurait eu la volonté la plus forte. Aurait-ce été mon père qui, au moment d'une décision critique comme je l'ai déjà mentionné, avait empêché l'émigration de mon frère Bandi ? Ou moi, habitué à une autonomie totale dans les petites questions de la vie ?

Après le départ de mon père, ma mère ne pouvait pas et ne voulait pas intervenir dans mes décisions, je devais m'appuyer sur mon propre jugement de seize ans. Or, il ne s'agissait plus de choisir mes lectures ou une langue à étudier. 1944 a été l'année des décisions de vie ou de mort.

Les nouvelles sur les déportations commençaient à filtrer. Nous ne pouvions pas imaginer que les déportés étaient aussitôt exterminés dans les chambres à gaz. Nous pensions qu'on les emmenait dans des camps de travail comme ceux où servaient par exemple mes frères Bandi et Tomi. Nous avions encore récemment reçu des nouvelles de Bandi et de Tomi. Nous savions que leur vie était dure, ils avaient faim et froid, ils étaient souvent traités de manière cruelle, mais l'espoir qu'ils survivent à la guerre ne paraissait pas vain.

Le bruit a couru (il s'est avéré faux plus tard), que les Juifs qui travaillaient dans les usines de l'armée ne seraient pas déportés. C'est pourquoi, avec deux de mes amis, nous nous sommes porté volontaires comme ouvriers à la briqueterie Nagybátony-Újlaki de l'avenue Bécsi\*. De lycéen qui n'avait jamais travaillé de ses mains et qui en sport avait toujours été faible et maladroit, je suis brusquement devenu non seulement ouvrier, mais travailleur de force dans un labeur physique, dur et fatigant. Les briques crues, lourdes à cause de leur haute teneur en eau, étaient ôtées de machines en marche continue et chargées dans des bennes de transport sur rail par des ouvriers compétents, expérimentés. Nous, manœuvres improvisés, devions pousser les bennes jusqu'à des hangars abrités, et là superposer les armées de briques en rangs serrés.

Pendant un temps nous sommes allés chaque matin à l'usine avec une étoile jaune sur la poitrine et nous rentrions chez nous le soir. Mais plus tard le couvre-feu a limité nos déplacements. À la fin de la journée de travail il

---

\* J'ai commencé à apprendre alors que lorsque la vie produit des alternatives, il faut choisir ; ce n'était pas encore un principe de vie conscient, mais plutôt l'instinct ou la contrainte des circonstances. L'attitude de refuser d'accepter passivement les aléas du destin commençait à prendre forme en moi. Je tâche de toujours prendre en main la direction de ma vie. Ce principe est devenu plus tard conscient et fondamental chez moi. Bien sûr, être résolu à choisir ne garantit pas de faire le bon choix. Le travail à la briqueterie, par exemple, comme on va le voir, s'est avéré inutile.

n'était plus possible de rentrer à la maison. Nous n'avions pas d'autre choix que d'emménager à l'usine et nous installer complètement sous les hangars\*.

Ce milieu de vie inhabituel ne m'a pas laissé de mauvais souvenirs. Il me rappelait plutôt un campement d'été pour jeunes lié à des travaux agricoles ou un chantier, comme l'ont fait volontiers les jeunes un peu plus tard, à la fin des années quarante. Nous nous étions portés « volontaires », mais sous l'effet de la peur. Nous nous sommes adaptés allègrement à ces circonstances inhabituelles avec toute notre jeune énergie. Les anciens ouvriers de la briqueterie devenus désormais nos collègues ne nous ont jamais insultés du moindre mot et ceci nous a grandement facilité la chose. Pas une seule remarque à propos de l'étoile jaune qui brillait sur nos vêtements, jamais le mot Juif. Quand nous étions trop maladroits ils nous montraient ce qu'il fallait faire ou ils nous rabrouaient, de la même façon qu'ils l'auraient fait avec n'importe quel autre ouvrier débutant faisant des « tripes » (c'est-à-dire abîmant des briques crues). Il est arrivé que de vieux ouvriers nous invitent chez eux et nous offrent à manger et à boire. J'ai vu comment ils vivaient. Ils avaient de petits logements propres et nets qui me paraissaient incroyablement pauvres par rapport au bien-être dans lequel nous vivions, mes amis et moi. À la maison aussi j'ai toujours été en bons termes avec nos femmes de ménage, nous discutions souvent, je leur rendais visite, je rencontrais leur famille. Mais c'était des relations « paternalistes » entre un membre de la famille de l'employeur et son employé. C'était très différent de mon actuelle première vraie rencontre avec la couche sociale de la « classe ouvrière ». Je venais brusquement de pénétrer un autre monde. J'étais sorti du bien-être confortable, quasi hermétiquement fermé d'avant, et entré dans le monde du dur labeur physique de cette fabrique vieillotte, dans le monde des foyers pauvres. Je me suis trouvé parmi des gens que j'ai sincèrement respectés pour leur vie difficile et pour leur humanité naturelle sans mots éloquents.

Cette briqueterie Nagybátony-Újlaki est devenue peu après une des stations de transfert des déportations de masse. Cet endroit figure souvent dans les mémoires de personnes revenues de déportation. Plusieurs ont relaté qu'elles ont reçu de l'aide des ouvriers qui y travaillaient. Des conflits aigus entre les miliciens, les gendarmes, les croix fléchées encadrant les déportations et les ouvriers locaux ne manquaient pas. Il paraît qu'il y a eu des ouvriers qui sont morts en martyrs de leur bonne volonté. Il est dommage que je n'ai pas pu trouver de compte rendu authentique de leur histoire.

---

\* Pendant que je vivais à la briqueterie, ma mère et ma sœur ont été contraintes de quitter notre appartement de la rue Akadémia. Les Juifs ont été rassemblés dans des « maisons à étoile jaune ». Elles ont été accueillies par une famille, de vieux amis de mes parents, dans une de ces « maisons juives », avenue Pozsonyi.

Pendant l'été 1944 l'oppression qui pesait sur les Juifs de Budapest s'est un peu relâchée. La déportation des Juifs de la province était terminée, mais des bruits couraient que celle des Budapestois n'aurait pas lieu. Grâce à un certificat de complaisance établi par un médecin, homme de cœur, prenant de gros risques, le docteur István Szabó, j'ai été déclaré inapte au travail physique et j'ai été autorisé à quitter la briqueterie.

L'automne approchait, le temps de la rentrée des classes. J'aurais dû commencer ma classe de terminale du lycée, pour préparer le bac. J'ai décidé de ne pas franchir le seuil de la salle de classe avec une étoile jaune. Je porte au crédit de mes camarades de classe de n'avoir jamais prononcé la moindre remarque antisémite. Je dois dire en revanche que je n'ai reçu de leur part aucun signe de compassion, ni non plus de mes amis et camarades non juifs fréquentant d'autres établissements. Ils ne sont pas passés me voir, ils ne m'ont pas appelé au téléphone. Quand après la guerre je les croisais par hasard, je leur en faisais le reproche, mais ils me regardaient étonnés, incapables de comprendre leur manquement. Puisqu'ils avaient si souvent et si chaleureusement pensé à moi, ils auraient tant aimé savoir si je ne manquais de rien – dans les écoles que nous fréquentions et dans les familles où nous grandissions on n'enseignait probablement pas les moyens d'expression de l'empathie, de la compassion, de la solidarité.

L'été et le début de l'automne ont filé sous le signe de l'oisiveté. Sur la base d'un accord particulier avec la « maison à l'étoile jaune » nous avons déménagé chez ma sœur. Un capitaine de la gendarmerie est devenu le locataire titulaire de notre appartement avec sa famille. Ma sœur s'était entendue avec lui : si nous disparaissions, mais qu'eux restaient en vie, non seulement le droit de location, mais tout le mobilier de l'appartement leur reviendrait, mais si nous survivions à l'orage, nous reviendrions et eux chercherait ailleurs. Nous sommes restés en vie. Alors, en été 1944, nous ne pouvions pas savoir ce que l'avenir nous réservait. Pendant que ma mère s'activait dans la cuisine, nous trois, ma sœur Lilly, la charmante et drôle épouse du gendarme enceinte de six mois et moi, l'adolescent de seize ans, nous racontions des blagues au milieu des rires. Une phrase s'applique particulièrement à cette situation : nous étions gais comme ceux qui sentent leur perte proche.

Le quinze octobre a retenti la fameuse proclamation de Horthy sur le cessez-le-feu séparé à signer avec l'armée soviétique. Peu après des hordes de croix fléchées ont envahi les rues. Côté Pest la terreur a duré dix semaines, elle a commencé par des tueries sporadiques et dans sa phase aiguë elle est allée jusqu'à de furieux assassinats de masse. Il a fallu attendre un mois supplémentaire pour que les Allemands et les croix fléchées hongrois disparaissent de Buda.

Quelques jours seulement après la prise de pouvoir des croix fléchées un ordre a été publié rendant obligatoire le service du travail de tous les Juifs, même les moins de dix-huit ans et les plus de soixante ans. J'ai aussi été

mobilisé et envoyé dans une unité de service du travail, composée d'adolescents comme moi et d'hommes âgés. La marche est partie du champ de course de trot, nous avons passé la première nuit dans l'aile nouvelle semi-finie de l'aéroport de Ferihegy. Chacun posait sa tête sur son sac à dos. Au lever du jour j'ai vu un vieil homme immobile à quelques mètres de moi. Il n'avait pas supporté l'énerverment et la marche forcée. C'était la première fois que je voyais un mort de mes propres yeux.

Nous avons ensuite été hébergés à Vecsés, dans une écurie. Une centaine d'hommes devaient s'allonger côté à côté sur de la paille. Ici il n'y avait plus trace de cette ambiance farceuse rappelant les camps de jeunesse qui caractérisaient les nuits dans la briqueterie. Les membres âgées de la compagnie peinaient : ceux qui devaient sortir pour leurs besoins dans la nuit, trébuchaient dans le noir, passaient sur les corps. Des gens habitués à des salles de bains avec eau chaude essayaient à l'aube de faire un brin de toilette dans l'eau glaciale. Nous recevions très peu à manger. Dans les champs où nous devions creuser des tranchées, nous grattions quelques carottes pour ne pas mourir de faim. Les membres de la compagnie sont restés étrangers les uns aux autres, le temps a été trop court pour tisser des liens de camaraderie ou d'amitié. Je n'avais personne avec qui partager mes soucis et mes peines.

Même là j'ai rencontré des gestes humains chaleureux. Un jour j'ai reçu l'ordre des surveillants du camp de retourner le potager d'une famille pour y creuser une tranchée. Les propriétaires du jardin ne se sont pas laissé aller à se venger pour le dommage subi. Au contraire. Une charmante petite fille blonde est apparue tout à coup, elle a apporté un seau de soupe de haricots pour les affamés. La petite se prénommait Márta. Le hasard a voulu que nous nous revoyions des années plus tard. Márta était dactylo là où j'étais journaliste. C'est en évoquant nos souvenirs de guerre que nous avons découvert qu'elle et ses parents avaient été nos anges gardiens, et que j'étais un de ceux qu'ils avaient soulagés. Une modeste bonne action, un seau de soupe de haricots. Un des exemples que j'aime citer quand quelqu'un généralise et dit du mal de tous les Hongrois qui ont abandonné sans compassion les victimes de l'antisémitisme.

Lorsque les canons soviétiques tiraient déjà de très près, nous avons reçu l'ordre de quitter Vecsés immédiatement et de marcher en direction de Budapest. Notre compagnie, quelques douzaines de jeunes et cent ou cent cinquante hommes âgés, est partie le 2 novembre 1944, le jour des morts. Les gardiens du camp nous ont accompagnés jusqu'à la limite de Budapest. Tout comme pendant la période de Vecsés, ces gendarmes ont exigé une discipline sévère pendant la marche, mais ils ne se sont jamais amusés à torturer, ils n'ont jamais inventé des ordres sadiques qui auraient conduit l'un ou l'autre à la mort. Ils ont dicté un rythme rapide mais supportable.

Je suis souvent passé depuis devant les bâtiments militaires avenue Üllői où la gendarmerie du camp a transmis notre unité aux représentants du parti

des croix fléchées à brassard et à chemise verte. Au bout de quelques instants ils hurlaient déjà d'une voix tonitruante : « Pas de course ! ». Nous, les plus jeunes avons supporté la course, même après la marche de tant de kilomètres de Vecsés à Budapest. Parmi les vieux en revanche, certains ont commencé à flétrir. Si quelqu'un s'arrêtait, les gamins croix fléchées se mettaient à le tabasser avec la crosse de leur fusil. La traque des hommes et le tabassage des retardataires se sont poursuivis de l'avenue Üllői jusqu'au pont Miklós Horthy, aujourd'hui pont Petöfi. J'ai vu cette cruauté continue, tantôt devant moi dans les rangs, tantôt derrière. Je n'oublierai jamais le hurlement des mourants humiliés et torturés. J'ai vu de mes yeux battre à mort au moins cinq hommes âgés sinon plus. Quand nous sommes arrivés au pont, deux hommes ont jailli des rangs et ont sauté dans le Danube. Les croix fléchées leur ont tiré dessus. J'ignore s'ils les ont atteints ou s'ils ont pu se sauver.

Exténués et psychiquement brisés, nous sommes arrivés à Albertfalva où nous avons passé la nuit. C'était en effet le jour des morts. La distance entre Vecsés et Albertfalva dépasse vingt kilomètres ; c'est long même pour des hommes en bonne santé. À l'aube ma décision était mûre : je devais m'échapper.

Une occasion s'est heureusement présentée. L'action de sauvetage à grande échelle du courageux diplomate suédois Raoul Wallenberg battait déjà son plein dans tout Budapest. Il utilisait de multiples moyens. Il y en avait qui recevaient des passeports suédois. Mais ceux-ci n'étaient pas tout à fait identiques au passeport des vrais citoyens suédois. Sur le document on pouvait lire la mention : Schutzpass (passeport de protection). Il était censé prouver que son détenteur était citoyen suédois. D'autres ont pu se procurer un document qui pesait moins lourd juridiquement, ce qu'on appelait un Schutzbrief (lettre de protection). Un texte y affirmait que le détenteur de la lettre se trouvait sous la protection de l'ambassade de Suède à Budapest. Si le premier devait être respecté même par le gouvernement des croix fléchées, le second n'avait quasiment aucune justification et aucun effet dans le droit international.

J'avais dans ma poche ce deuxième type, un document d'aspect imposant mais de peu de valeur en réalité. C'est Ernő Währmann, un ami de notre famille, un des admirateurs de ma sœur Lilly, qui me l'a procuré. Tôt le matin, un des commandants des croix fléchées a donné l'ordre d'aligner tous les détenteurs de passeports suédois. J'ai dû me décider en un instant. Si je me rangeais parmi les Suédois et si l'on remarquait que je n'avais pas le passeport, ils pouvaient même me fusiller sur place. Pourtant, assumant le risque, j'ai décidé de « me qualifier de Suédois ».

Par chance le gamin chargé du contrôle des documents n'a pas décelé la nuance entre Schutzpass et Schutzbrief et ne m'a pas retiré du détachement Suédois. On nous a fait monter dans un camion et on nous a transportés à Pest. Les autres ont été oubliés là, dans le groupe initial dont on chuchotait

qu'il serait conduit vers l'ouest. Un survivant que j'ai rencontré par hasard des années plus tard m'a appris la suite de l'histoire. Arrivés à la frontière autrichienne, il ne restait plus que quelques-uns en vie, tous les autres avaient péri victimes du tabassage, des marches forcées ou de la faim.

Le détachement suédois arrivé de Albertfalva, mêlé à d'autres « groupes suédois » a été placé dans un vaste bâtiment, le siège d'un des syndicats de Budapest. Il est vrai que là aussi nous dormions à même le sol. Pourtant quel sentiment libérateur c'était de ne pas subir de châtiment corporel, d'être gardé par de jeunes soldats humains, sous la direction de Juifs hongrois ayant un grade d'officier de réserve, promus commandants « suédois ». Toutefois même si cette vie paraissait supportable, je n'avais pas confiance que ce confort serait longtemps toléré par les croix fléchées. Je cherchais encore à fuir. Plus tard il s'est avéré que j'ai bien fait car avec un peu de retard, ce groupe aussi a dû continuer, chassé vers l'ouest.

Me sauver de la maison suédoise a été relativement facile. J'ai trouvé parmi les « officiers suédois » un ami de notre famille. Il s'est entendu avec un soldat qui était de garde qu'il regarderait de côté pendant que je franchirais la porte.

Je pouvais de nouveau marcher libre, sans dépendance militaire dans les rues de Pest. Libre ? Je ne portais pas l'étoile jaune, mais je n'étais muni d'aucun papier d'identité, même faux. Trouvé suspect par un quelconque croix fléchée, policier, soldat ou civil collaborateur, ils auraient pu m'emmener et m'entendre sous la torture. J'ai dû me cacher.

La première à m'offrir un abri a été une vieille femme de ménage de la famille, la chère madame Lujza. Son mari était concierge rue Mester, ils m'ont hébergé, ils ont partagé leur chambre avec moi. De jour, quand ils partaient travailler, ils ne voulaient pas me laisser seul dans le logement, ils ont donc demandé tantôt à un habitant de l'immeuble, tantôt un autre, de me cacher. J'ai passé une journée dans la chambre d'un receveur de tramway, le lendemain j'ai été accueilli par une prostituée. Chacune de ces personnes connaissait parfaitement le danger incalculable qu'elle assumait, puisque cacher un Juif ou un déserteur valait la pendaison, comme le rabâchaient inlassablement les affiches partout. Ils l'ont fait quand même. Une nouvelle illustration à quel point les généralisations peuvent être erronées. Nous serions injustes de ne voir les Hongrois que comme des malfaisants, sadiques, croix fléchées incarnées. Il existait des Hongrois qui nous ont aidés spontanément, par humanité, assumant le danger, sans rien attendre en échange.

Il n'était pas facile de poursuivre longtemps cette façon de se cacher, de chercher un nouvel hébergement jour après jour. De nouveau la chance m'a souri. Cet ami de notre famille qui m'avait déjà procuré la lettre de protection de Wallenberg, a cette fois trouvé pour moi un lien avec l'ordre des Jésuites. Les pères jésuites étaient prêts à cacher un nombre restreint de Juifs, parmi eux le mari de ma sœur et moi-même. Le même ami, grâce à ses

efficaces contacts confessionnels a arrangé que ma mère et ma sœur soient accueillies par l'ordre des religieuses du Sacré-Cœur. Avant d'intégrer ma nouvelle cachette je voulais les revoir une fois, car on ne pouvait pas savoir si ce ne serait pas la dernière. Je me suis hâté jusqu'au couvent sans étoile ni faux document, un bouquet de fleurs à la main. Ma mère et ma sœur m'attendaient les bras ouverts. Nous nous sommes dit adieu.

Nous avons reçu un accueil amical de l'ordre des Jésuites (dans le bâtiment de l'actuel Rajk Kollégium). Le père supérieur Pater Jakab Raile<sup>\*</sup> a donné là refuge à un grand nombre de personnes poursuivies<sup>3</sup>. J'étais le seul jeune, je n'avais pas de vrais interlocuteurs. Si j'étais lié à mon beau-frère par un lien familial, il n'était proche de moi ni sentimentalement, ni intellectuellement. Je me suis de nouveau retrouvé dans une communauté où je suis resté seul.

Un des pères, j'ai malheureusement oublié son nom, a plusieurs fois pris l'initiative de discussions avec moi sur la foi, Dieu, les religions chrétienne et juive, sur la philosophie. Si quelqu'un nous a regardé il a dû trouver cocasse le spectacle qu'offrait le père Jésuite en vive conversation avec un adolescent dégingandé en vêtements déchirés, faisant les cent pas dans le jardin du couvent pendant qu'à l'extérieur tonnaient les canons.

À ce moment l'encerclement de l'armée soviétique autour de Budapest assiégée était complet et dans les faubourgs les combats avaient commencé et progressaient rue après rue. Nous vivions dans l'illusion que l'autorité du couvent retiendrait les croix fléchées d'y pénétrer. Mais un matin les pères nous ont appris que les croix fléchées commençaient une rafle. J'ai couru jusqu'à la cage d'escalier et j'ai effectivement aperçu deux hommes armés hurler. J'ignore si c'était des soldats ou des sbires des croix fléchées. Mon beau frère et moi nous avons grimpé sur le toit, nous nous sommes couchés à plat ventre sur la passerelle qu'utilisent les ramoneurs pour s'approcher des cheminées. Je ne savais pas ce que je devais craindre le plus : la rafle qui avançait dans le bâtiment ou les bombardements incessants sur la ville. L'explosion des bombes était terrifiante et les canons tonnaient déjà passablement près. Par-dessus le marché je devais veiller à ne pas tomber de mon étroite passerelle. La situation était redoutable, mais il y avait aussi une certaine beauté infernale dans le spectacle des flammes issues des bouches à feu, dans les contours de la ville qui s'étalait à nos pieds. La scène avait aussi quelque chose de grotesque : un jeune employé de banque juif et un

---

\* Jakab Raile était en 1944 le procureur de l'ordre des Jésuites de Hongrie. Nous ne disposons pas de données précises sur le nombre de personnes à qui ils ont donné refuge dans leur couvent ; une source estime ce nombre à cent, une autre à cent cinquante. Le Pater Raile a obtenu en 1992 le titre de « Juste du Monde » à Yad Vashem en Israël, accordé à ceux qui ont le plus fait pour sauver des Juifs persécutés.

chétif lycéen rat de bibliothèque tous deux aplatis sur les passerelles du toit d'un couvent de Jésuites.

Nous avons échappé à la rafle, mais nos hôtes ont alors voulu que nous nous installions à la cave. Si ma mémoire est bonne, nous avons vécu à la cave une quinzaine de jours, entassés, mais de façon relativement civilisée. Le couvent nous nourrissait ; notre alimentation était vraisemblablement meilleure que celle des Budapestois. Un jour un événement singulier a signalé que l'épisode de la cave tirait à sa fin. Dès avant le siège les caves des immeubles d'habitation servant d'abris avaient été reliées en réseau. Partout où c'était techniquement possible, des portes avaient été percées. Un matin la porte menant à la cave de l'immeuble voisin s'est ouverte et un groupe de soldats allemands a pénétré chez nous. Que voulaient-ils ? Une rafle ? Nous emmener ? Non, c'était désormais le cadet de leurs soucis – ils cherchaient à fuir. C'était des hommes fatigués, brisés, qui se traînaient d'une cave à l'autre.

Un ou deux jours ont dû passer après que le groupe allemand de l'armée vaincue a traversé les caves. Les Russes sont arrivés ! Je n'oublierai jamais le spectacle. Un escalier intérieur menait au coin de la cave qui était notre cachette à nous. Nous y étions entassés, et tout à coup trois hommes ont apparu en haut de l'escalier. Le père Raile, père supérieur, dans la robe des pères Jésuites. À côté de lui un officier soviétique droit comme un I en uniforme de cosaque. Cet uniforme, je ne l'avais jamais vu que dans des opérettes : l'homme porte en bandoulière sur sa poitrine des cartouches de gros calibre. À côté d'eux le troisième, un de nos camarades, le cantor d'une synagogue des Subcarpates<sup>\*</sup> qui devait parler le russe ou l'ukrainien et qu'ils avaient réquisitionné pour faire l'interprète entre le prêtre jésuite et l'officier de l'armée soviétique. Nous avons entendu quelques mots de salutations amicales, ils signifiaient pour nous la fin des persécutions, de la vie recluse, la fin du siège de la ville.

La suite de la scène a été tout aussi bizarre. Quelques jeunes soldats russes ont descendu l'escalier et se sont approchés de nous, persécutés, cachés au couvent depuis des semaines, hommes libres depuis à peine quelques secondes, et au milieu de cris retentissants « davaï tchaci », ils nous ont pris nos montres à tous. Je n'ai pas bien compris pourquoi ils le faisaient, et quelle était l'explication réelle de la scène. Je n'en ai d'ailleurs pas fait un grand cas.

Nous avons attendu un ou deux jours supplémentaires, puis nous qui avions trouvé refuge dans ce couvent nous avons exprimé notre gratitude et nos remerciements, et chacun est parti de son côté.

J'ai longé le boulevard intérieur et bientôt je suis arrivé devant la synagogue rue Dohány. Avec effarement, les jambes tremblantes, j'ai vu un monceau de cadavres dénudés, gelés, superposés. La pyramide des corps

\* Région orientale de la Hongrie donnée à l'Ukraine en 1920.

était plus haute qu'un étage : les cadavres des juifs morts dans le ghetto autour de la synagogue.

J'ai poursuivi ma route au pas de course vers l'avenue Pozsonyi où habitait ma sœur. Je suis entré : j'ai retrouvé et ma mère et ma sœur. Nous qui n'avions pas quitté Budapest pendant le siège, nous sommes tous les trois restés en vie !

Ici s'achève un chapitre de ma vie. Seuls quelques jours me séparaient de mon dix-septième anniversaire. Au sens légal, je n'étais pas encore qualifié d'adulte. Mais l'année 1944 a une fois pour toutes mis un point final à mon enfance, je ne pouvais plus me considérer comme un jeune n'assumant pas complètement ses responsabilités.



## Deuxième chapitre

# COMMENT JE SUIS DEVENU COMMUNISTE

1945-1947

En 1975 je travaillais en Suède. Je devais me rendre à New York pour une réunion, et pour cela je devais déposer une demande de visa à l'ambassade américaine à Stockholm. Conformément à la loi américaine en vigueur à l'époque, je devais répondre à la question : ai-je été à un moment de ma vie membre du parti communiste ? Le fonctionnaire de l'ambassade, tournant le questionnaire rempli entre ses mains et voyant ma réponse positive, m'interpella avec bienveillance : « Très certainement vous avez été forcé d'adhérer... » « Pas du tout ! – ai-je répondu – J'ai adhéré volontairement. J'ai adhéré car alors cela correspondait à mes convictions. »

C'est il y a un demi-siècle que ma foi communiste a commencé à faiblir, pour finir par disparaître complètement. Pourtant, lorsque je décris et j'évalue ma vie, la question : pourquoi et comment suis-je devenu communiste ? n'a rien perdu de son actualité.

### *Degrés de l'appartenance au parti communiste*

La réponse que j'ai donnée au fonctionnaire de l'ambassade américaine a quelque peu simplifié le problème. L'adhésion au parti est un acte très important, déclaré et formalisé par écrit. Mais ce moment n'est qu'une étape décisive dans ce long processus de transformation qui commence à l'extérieur du parti communiste et qui s'accomplice par une identification totale avec le parti. Ordinairement ce processus nécessite une assez longue période et se déroule différemment, selon les personnalités et les circonstances extérieures de chacun. La conversion est différente dans les pays où le parti communiste est au pouvoir, et dans les pays où les communistes sont soit dans l'opposition légale, soit luttent clandestinement pour le pouvoir. Ici je vais me contenter de décrire le cas du parti communiste au pouvoir\*. En Hongrie la dislocation du régime des croix

\* En Hongrie le parti communiste a plusieurs fois changé de nom : Parti Communiste Hongrois (1944-1948), Parti des Travailleurs Hongrois (1948-1956), Parti Socialiste Ouvrier Hongrois (1956-1989). Dans mon livre je le désigne uniformément comme « parti communiste ».

fléchées a immédiatement été suivie par un gouvernement de coalition auquel participait le parti communiste, en l'occurrence dans des positions très puissantes. (Plus tard, mais après la période indiquée en tête de chapitre, le parti communiste s'est emparé de tout le pouvoir politique.)

Il est intéressant de distinguer cinq niveaux, cinq degrés de l'identification avec le parti communiste, degrés qui illustrent en même temps les routes typiques du rapprochement.

Le premier degré est celui du *sympathisant hors parti*. Il est attiré par les idéaux du parti, il est prêt à soutenir certaines de ses actions, il vote pour lui lors des élections. « Compagnon de route », « fellow-traveller ». Il n'assume pas (ou il n'assume pas *encore*) l'engagement allant de pair avec l'adhésion.

Le deuxième degré : *membre du parti*. L'accent est placé ici sur le fait que nous ne mettons aucune épithète derrière l'expression « membre du parti ». Il peut être zélé, ou peut se mettre en retrait et se montrer à peine dans les organes du parti.

Peut-être qu'au début il a sincèrement sympathisé avec le parti, puis il s'est décidé à assumer les engagements et la discipline allant de pair avec l'adhésion. Mais il est aussi possible que les idéaux communistes lui sont en réalité restés étrangers, et il a pris sa carte dans l'espoir des avantages qu'il espérait en tirer.

Le troisième degré : *membre actif du parti ayant des convictions communistes*. Il fréquente régulièrement les réunions des membres, il accepte de travailler pour le parti. Il affiche ses convictions communistes.

Le quatrième degré : *le vrai communiste*. Cela nécessite une bonne formation marxiste-léniniste. Mais cela ne suffit pas. Pensons aux mots souvent cités de Staline qu'il a prononcés à l'enterrement de Lénine : « Nous, communistes, sommes des hommes d'un type particulier. Nous ne sommes pas pétris de matériaux ordinaires... »<sup>4</sup> Oui, ce n'est pas seulement son intellect qui distingue des non communistes un vrai communiste, un authentique bolchevik, mais aussi son comportement, son caractère. Il doit avoir un comportement « digne du parti ». Il doit subordonner tous ses intérêts individuels, familiaux, amicaux, de relations de travail aux intérêts du parti. Il doit obéir avec discipline à tous les ordres du parti, même à ceux qu'éventuellement il désapprouve. Il doit être prêt à assumer tout sacrifice si c'est le parti qui le lui demande.

La séparation entre le troisième et le quatrième degré n'est pas nette. Un membre du parti à conviction forte aspire à devenir un vrai communiste. C'est son idéal humain qui miroite à ses yeux. C'est un idéal passablement « dialectique ». Le vrai communiste souffre de doutes intérieurs : possède-t-il une formation marxiste suffisante, est-il assez discipliné, est-il prêt à tous les sacrifices ? Plus forte est sa conscience autocritique, plus il est considéré par ses camarades comme un vrai communiste, authentique, convaincant.

Le cinquième degré : *soldat du parti, professionnel du parti*. On range ici celui qui fait un travail pour le parti non seulement une partie de son temps,

mais est au service du parti « à plein temps ». Il peut être secrétaire du parti ou employé de l'appareil du parti. Mais il peut également être directeur d'usine ou officier de l'Autorité de Défense de l'État (ÁVH), la police politique – le principal est que c'est le parti qui l'a choisi, qui l'a élu à ce poste, et qui peut également le révoquer à tout moment. Quelle que soit sa tâche, il doit obéir aux ordres du parti et servir les intérêts du parti.

Ces cinq degrés ne sont évidemment que des modèles abstraits de la maturation communiste. Une succession chronologique stricte ne s'applique pas dans chaque cas. Plusieurs degrés peuvent, partiellement ou complètement, se superposer.

Certains s'arrêtent dans leur progression dès le premier degré ou à l'un des suivants. Moi, j'ai parcouru le chemin jusqu'au bout. Je relate ici mon histoire personnelle, mais je suis convaincu que dans mon processus de transformation beaucoup de traits sont semblables ou même identiques à ceux d'autres personnes. Mon histoire est assez typique.

Au printemps de 1945 j'étais lycéen, je m'apprétais à passer le bac au lycée calviniste de Kiskunhalas. C'est sur l'invitation d'un ami que j'y ai déménagé pour quelques mois afin de trouver plus facilement de quoi me nourrir. Après le bac je suis retourné à Budapest. C'est alors, en été 1945, que je me suis rendu au bureau du cinquième arrondissement de l'Union Démocratique de la Jeunesse Hongroise (MADISZ), l'organisation de la jeunesse sous direction communiste. C'est durant les six à huit premiers mois de 1945 que du jeune homme très éloigné du parti communiste, je suis devenu un sympathisant de ce parti (premier degré).

À la fin de l'été j'ai adhéré à la MADISZ où je suis devenu de plus en plus actif. Ma sympathie pour le parti communiste et mon intention d'y adhérer s'est formée.

À la fin de l'automne je suis devenu permanent détaché du centre de la MADISZ de Budapest. C'est alors que j'ai pris ma carte du parti. Dans mon histoire personnelle dès le début le deuxième et le troisième degré se sont confondus. J'étais déjà un activiste du mouvement sous direction communiste quand j'ai adhéré au parti. Et dans un certain sens cela a anticipé le futur cinquième et plus haut degré, le rôle de soldat professionnel du parti.

Le centre budapestois de la MADISZ a donc été l'endroit où a commencé à se former mon aspiration à devenir un vrai communiste. Plus tard j'ai été promu, on m'a muté au centre national de la MADISZ. Cela a été le plus haut poste de mon parcours dans le mouvement de jeunesse. Arrivé à ce stade je me considérais déjà comme un vrai communiste, et mon entourage aussi me qualifiait de tel. J'ai atteint là sans équivoque le quatrième ou cinquième degré.

De nombreux facteurs m'ont poussé en avant dans cette voie. Dans la description détaillée je ne suivrai pas un ordre chronologique, mais plutôt j'avancerai selon les dimensions successives du processus de transformation.

Là où cela aide l'analyse, je tiendrai compte de la distinction entre les cinq degrés.

### *Réaction au traumatisme de 1944*

Je considère comme gravement erronée l'explication raciste de la relation entre la judéité et le rôle dirigeant exercé dans le parti communiste. L'affirmation selon laquelle « les juifs ont le communisme dans le sang » est une ineptie aveugle. Il est vrai que Marx était juif, mais Engels, Lénine et Staline ne l'étaient pas. Il est vrai que Béla Kun et Mátyás Rákosi étaient juifs, mais non l'Allemand Ulbricht, le Polonais Bierut, le Chinois Mao Tsé-Toung. L'accusation raciste peut également être réfutée dans l'autre sens, par l'énumération des hommes politiques juifs qui ne servaient pas la cause communiste, mais qui jouaient des rôles éminents dans des partis ou mouvements sociaux-démocrates, libéraux ou conservateurs.

En même temps il est indéniable que le traumatisme de 1944 a orienté l'intelligentsia juive hongroise, une partie considérable des jeunes et moins jeunes vers le parti communiste.

La persécution des Juifs hongrois n'a pas commencé en 1944. C'était une conséquence directe du régime de Horthy, avec ses lois antijuives, son antisémitisme officialisé, son alliance assumée avec Hitler dans l'objectif d'une révision des frontières, son entrée en guerre aux côtés de Hitler. Voilà pourquoi une partie importante des Juifs avait le sentiment qu'ils devaient soutenir le parti communiste, le parti le plus nettement opposé au régime de Horthy, le parti que cet ancien régime persécutait et avait contraint du début à la fin à la clandestinité.

Dans les semaines et les mois suivant la libération il a beaucoup été question du mouvement de résistance hongrois. Les communistes claironnaient fièrement que leurs hommes avaient été les plus actifs et les plus dévoués dans cette lutte. La vérité est que la résistance armée hongroise a été faible, sans moyens et pas vraiment étendue. Je n'ai pas étudié la question de savoir quelle était la proportion des communistes et des non communistes parmi les authentiques résistants armés. Une chose est sûre : au temps de mon rapprochement du parti communiste j'ai personnellement rencontré des communistes qui, le fait est établi, se sont battus contre le fascisme armes à la main. J'ai ressenti à leur égard respect et admiration. J'avais mauvaise conscience de m'être contenté de sauver ma vie et de n'avoir pas essayé de me battre. Mon extrême jeunesse ne me paraissait pas une excuse suffisante, surtout qu'à la MADISZ du 5<sup>e</sup> arrondissement j'ai croisé deux adhérents plus jeunes que moi, « Homok » (Ferenc Várnai) et Gabi Papp, que tout le monde respectait comme des héros de la résistance.

Les mérites du passé, l'action contre le régime de Horthy et la résistance armée, n'étaient pas seuls à rendre le parti communiste attirant et sympathique aux yeux d'un jeune Juif, mais aussi l'angoisse de l'avenir. Est-

ce que la tragédie pouvait recommencer ? Je ne cherche pas ici ce qui aurait été la réponse *correcte* à cette question. Ce n'est pas à cet endroit que je veux traiter le rapport entre la démocratie hongroise ou la Hongrie et l'Occident démocratique. J'essaye de reproduire la réflexion encore immature de mes dix-sept ans et d'autres jeunes gens ayant subi le même traumatisme que moi. Indépendamment du futur régime social et économique promis par le parti communiste et indépendamment du régime déjà établi en Union soviétique, la présence politique, le rôle gouvernemental, le pouvoir du parti communiste représentaient la garantie la plus sûre contre une renaissance du fascisme ; cela paraissait une raison suffisante pour soutenir ce parti.

Ce n'est pas une affinité portée dans les gènes, mais c'est cette réflexion qui a augmenté l'attraction du parti communiste aux yeux des Juifs.

Ni alors ni plus tard, personne ne pouvait disjoindre ses relations avec le parti communiste et son jugement sur l'Union soviétique. Celui qui s'enthousiasmait pour l'Union soviétique, trouvait également le parti communiste hongrois sympathique, mais un autre qui repoussait ou haïssait l'Union soviétique, étendait son antipathie aux communistes nationaux.

Lorsqu'en janvier et février 1945 les soldats soviétiques ont chassé l'armée allemande et leurs complices les Croix fléchées hongrois, j'ai ressenti de tout mon cœur : nous sommes libérés.

J'ai vu dans ces soldats soviétiques les sauveurs de ma vie, j'ai ressenti pour eux de la gratitude pour le terrible sacrifice qu'ils avaient consenti pour nous. Ce sentiment de gratitude l'a emporté en moi sur la découverte que beaucoup de soldats de l'Armée rouge se sont laissés aller à des pillages, et que leurs chefs les toléraient. À l'instant de la libération j'ai plutôt senti comme amusant l'épisode mentionné dans le chapitre précédent, à propos du vol de nos montres bracelet. Mais je n'ai plus pu autant sourire quand j'ai constaté qu'ils avaient dépouillé en plusieurs vagues notre appartement. Une bande de soldats russes ont forcé la porte, avec leur mitrailleuse ils nous ont chassés à la cave, ils ont ramassé tout ce qu'ils pouvaient et sont partis. Nous avions un « habitué » (nous l'appelions « bunker idyi ») parce que c'est ce qu'il criait chaque fois qu'en gesticulant avec son pistolet automatique il nous désignait la direction de la cave), qui est revenu nous piller à plusieurs reprises.

Un ami proche m'a relaté avec désespoir que sa propre mère avait été violée.

Plusieurs fois j'ai été emmené à des « malenki rabot », un petit travail, pour creuser à la pelle des positions de canons à Budapest, ou conduire des chevaux quand je séjournais en province. Par chance j'ai pu chaque fois me débrouiller pour revenir. On racontait déjà à l'époque que de nombreux civils, enrôlés pour ce genre de travaux auxiliaires improvisés, ont été emmenés parmi les prisonniers de guerre jusqu'en Union soviétique.

Il s'est produit en moi ce que la psychologie appelle la réduction de la dissonance cognitive. Durant de longues années « j'ai enfoui au fond de ma conscience » ces événements terribles, car s'ils étaient remontés à la surface, ils auraient entamé ma confiance en l'Union soviétique. Ou bien je tentais de trouver en moi explications et excuses à ces attitudes inexcusables et inacceptables. Ma confiance en l'Union soviétique n'a fait que se renforcer jusqu'à basculer à la fin en une foi aveugle, sans réserve.

Avant de passer à d'autres facteurs des changements intervenus en moi, je dois d'abord revenir pour un mot à la question de la judéité. À partir du moment où je me suis rapproché du parti communiste, mon identité juive a quasi complètement cessé d'exister, tout au moins dans les couches conscientes de mon psychisme. Un de mes anciens camarades de classe m'a appris qu'il s'apprêtait à émigrer en Israël. Le problème m'a laissé complètement froid\*. L'idée d'une vengeance contre les persécutions antijuives ne m'a même pas effleuré. Il m'était indifférent de savoir combien de Juifs participaient à la direction du parti communiste ; cela ne me rendait pas plus proche d'eux. En revanche je n'ai pas non plus songé que dans la société hongroise profondément infectée d'antisémitisme ce fait pouvait paraître déplaisant à plus d'un.

Échanger mon nom Kornhauser de consonance allemande et faisant par là même allusion à mon origine juive contre un nom de consonance hongroise s'est tout naturellement imposé à moi. Personne ne me l'avait conseillé. C'est tout seul que je suis parvenu à la décision, comme je l'ai déjà évoqué au chapitre précédent, de prendre le nom « Kornai ». Cela reflétait aussi mon effort pour « fusionner » avec la société hongroise, peut-être en réaction à l'expérience torturante de l'exclusion.

De plus, l'érosion de mon identité juive a été facilitée par les mutations du droit hongrois et de la vie publique. Dans les documents publics officiels il n'était plus nécessaire désormais d'indiquer sa religion. On ne claironnait plus les slogans ségrégationnistes de la « pensée chrétienne ». Non seulement les manifestations ouvertes et brutales, inscrites dans la loi de la discrimination raciale et religieuse antijuive, de la ségrégation et de l'enfermement dans des ghettos ont cessé, mais les distinctions informelles se sont également assouplies, voire ont disparu†. De ce point de vue, la

---

\* J'aurais évidemment pu émigrer ailleurs aussi, pas seulement en Israël. Le dilemme de choisir de rester en Hongrie ou d'émigrer s'est posé alors et encore souvent dans ma vie. Dans un chapitre ultérieur je traiterai cette question fondamentale en détail.

† Ceux qui se sont installés dans les appartements de Juifs ou ont bénéficié des fortunes juives dérobées ont certainement accueilli les retours avec ressentiment. Quelqu'un qui a été antisémite jusqu'à la moelle avant 1945, n'a pas dû revenir à de meilleurs sentiments après 1945 non plus. Dans les premières années il y a même eu

nouvelle libéralisation de la société hongroise s'est déroulée à la vitesse d'un ouragan au cours de ces deux années.

Mon identité juive a recommencé à me préoccuper lorsqu'un antisémitisme *public* a refait surface sous une forme visible, audible, lisible, imprimée. Nous en parlerons plus loin dans ce livre à sa place chronologique.

Précédemment j'ai affirmé que le traumatisme subi en tant que Juif était un des facteurs qui m'a poussé vers le parti communiste, ensuite qu'en me rapprochant du parti communiste mon identité juive s'est éteinte (ou est entrée en hibernation)\*. Entre ces deux affirmations je ne vois aucune contradiction, et les deux processus coexistent bien psychologiquement aussi. Plus j'étais absorbé par l'environnement communiste, plus je m'identifiais avec lui, plus je sentais cela : ma naissance juive n'a plus d'importance.

Le souvenir des humiliations, des stigmatisations, des exclusions incitait beaucoup de Juifs tels que moi à adhérer à une communauté non discriminante sur la base de la race ou de la religion, mais qui nous accueillerait de plein droit. Le monde spirituel du parti communiste a depuis le début implanté en nous toutes sortes de préjugés, mais le racisme n'en faisait pas partie. Jamais personne parmi les communistes ne m'a demandé ma religion, ou quelle était la religion de mes parents ou de mes grands-parents. Ils m'ont accueilli parmi eux. Après le traumatisme terrifiant de l'exclusion l'expérience d'être accueilli était attrayante et rassurante.

#### *Transformation intellectuelle, adoption des idéaux politiques communistes*

Ce que j'ai expliqué à propos de l'influence du traumatisme de 1944, était plutôt un enchaînement d'impulsions sentimentales qu'une réflexion strictement logique. Cela s'est également accompagné d'un processus *intellectuel*. En analysant l'histoire de ma propre conversion, ce processus mental n'avait rien à voir avec la judéité, avec le traumatisme de 1944. C'étaient de nouveaux idéaux qui défiaient les anciens, avant de prendre complètement leur place. En présentant dans les détails la métamorphose de

---

des pogroms. Mais ce genre de phénomène est généralement resté dissimulé. Il est certain en tout cas que je n'en ai rien ressenti

\* Ce n'était pas un cas isolé. Des dizaines d'années plus tard j'ai rencontré des «enfants de cadre», dont les parents étaient juifs, et qui avaient adhéré au parti communiste à peu près en même temps que moi. Ils m'ont dit que leurs parents se disaient communistes hongrois, et qu'ils n'avaient aucune conscience d'identité juive – pourtant ils n'ignoraient pas qu'au sens des lois nazies ils auraient été qualifiés de Juifs. Ils paraissaient presque troublés quand il était question de leur origine juive. Non parce qu'ils en auraient eu honte, mais parce que le sujet leur paraissait sans intérêt.

ma réflexion, je ne veux pas donner l'impression, et ceci est très important, que l'acceptation des idéaux communistes aurait joué le rôle moteur majeur dans ma transformation. Cette formule simpliste selon laquelle, sous l'effet de la littérature et des séminaires politiques communistes, un intellectuel hésitant aurait reconnu que sa place était dans le parti, ne pourrait certainement pas m'être appliquée.

Quand j'ai expliqué la période allant jusqu'en 1944, j'ai décrit ma propre vision du monde comme ouverte et souple ; je dévorais les livres et lorsque je rencontrais une idée de grande portée, je subissais aisément son influence – jusqu'à ce que surgisse une idée suivante qui remplaçait la précédente dans ma réflexion.

Au début de 1945 j'avais moins de temps pour la lecture, puisqu'en quelques semaines je devais rattraper le programme de toute une année scolaire. En revanche je suivais assez régulièrement la presse, j'écoutais les informations. Les événements de la guerre, la présence de l'armée soviétique suscitaient ma curiosité envers l'Union soviétique. Je savais très peu de chose sinon rien de ce qui allait faire l'objet de mes recherches pendant des décennies : le fonctionnement du régime communiste. Mais je percevais la force militaire de l'Union soviétique ; j'ai vu de mes propres yeux comment ils ont chassé de mon pays la redoutable armée allemande. Il était pour moi évident que l'Union soviétique avait créé un monde nouveau, très différent de celui dans lequel j'avais vécu jusque-là. Je commençais à croire que ce monde nouveau l'emporterait sur l'ancien. En même temps j'ai également vu, comme nous l'avons évoqué précédemment, que les soldats soviétiques, les mêmes qui m'ont apporté la libération, brutalisaient la population civile et commettaient fréquemment des exactions impardonnable.

Ces deux images, la foi en l'avenir et l'expérience du présent, j'ai essayé de les mettre en harmonie en moi. C'est en ce temps que j'ai ressenti pour la première fois l'écriture comme une nécessité vitale. Aussi ai-je rédigé une dissertation, aujourd'hui je l'appellerai un essai, sous le titre de *Semence sous la neige*. Hélas le texte est perdu, mais je peux assez précisément remémorer son contenu. J'ai appliqué la théorie historique des « cercles culturels » d'Oswald Spengler au monde d'alors. D'après Spengler l'humanité n'évolue pas vers l'avant, mais décrit des mouvements circulaires. Des civilisations naissent, fleurissent, déclinent, puis disparaissent. Selon l'historien allemand la civilisation occidentale achève ce mouvement sous nos yeux. Le titre de son célèbre ouvrage *Le déclin de l'Occident* traite justement ce sujet. Chaque culture naissante est animée d'énergie nouvelle et remplie de forces brutales et barbares. Par la suite, elle se transforme en une civilisation, accompagnée d'une décadence raffinée et un affaiblissement de ses forces. D'après Spengler c'est ce qui caractérise le cercle culturel occidental de notre époque.

Le sens de mon essai était de démontrer que l'Union soviétique représentait un nouveau cercle culturel. Elle était donc alors à un stade plein

de force brutale, cru, non civilisé. Il était évidemment regrettable que la barbarie entraîne des souffrances, mais c'était justement le signe de la jeunesse, de la fraîcheur de cette culture.

La seconde partie de mon essai se basait sur le magnifique poème *Semence sous la neige* de Endre Ady. Je l'ai cité in extenso et je l'ai choisi pour titre de mon essai. Certains vers du poème me touchaient au cœur après le cataclysme de 1944 : « Mon être torturé et déchiqueté / Je le ramasse / De sang, de cri et de flamme... ». Un autre vers du poème s'harmonisait à merveille avec la pensée de Spengler : « ...Que s'élève mon visage sur le monde nouveau d'un homme nouveau »<sup>5</sup>.

Le fil des pensées trébuchait à plusieurs endroits, et des disproportions s'introduisaient dans l'utilisation du poème de Ady. En 1915, Ady pouvait légitimement sentir que lui et ses semblables pourraient sauver de vieilles valeurs pour le monde nouveau. Le titre du poème y faisait allusion. Mais qu'avais-je à sauver des valeurs du passé, moi, jeune homme immature, pour ce nouvel ordre au départ inévitablement barbare ?

C'était le premier essai de ma vie. Et pour longtemps mon dernier écrit dans lequel germa une pensée originale. Il est vrai qu'on y trouvait aussi la pose de l'intellectuel adolescent. Sa logique n'était pas claire et ses arguments mal fondés – mais sa pensée était originale. Aujourd'hui encore c'est avec effarement que je me demande comment la foi communiste a pu étouffer en moi l'autonomie de la réflexion pendant de si longues années.

Début 1946, lorsque je travaillais déjà au centre budapestois de la MADISZ, j'ai montré mon essai écrit quelques mois plus tôt à Károly Csendes, secrétaire général adjoint à Budapest. Bien des années plus tard ce Csendes est devenu l'adjoint du procureur général, redouté et d'exécrible réputation à ce poste. Mais à cette époque il ne faisait pas encore peur. Au contraire, il paraissait être un homme au parler doux, compréhensif. Il a lu ma dissertation, il l'a présentée à quelques amis, à des jeunes du Collège Győrffy qui, je cite ses paroles, étaient davantage scolarisés que lui. J'ai compris à sa remarque que mon travail l'avait fortement impressionné. Il a d'ailleurs dit qu'il n'avait jamais rien lu d'aussi ambitieux. Il s'est aussi réjoui que j'aie pris position pour l'ordre nouveau, bien qu'avec un argumentaire particulier. Il m'a néanmoins reproché d'avoir des idées peu claires. « Tu devrais davantage étudier Marx, Lénine, Staline. »

Je m'y étais mis avant son conseil, avec une énergie d'acier. L'analyse de Staline publiée sous le titre *Le matérialisme dialectique et historique* fut peut-être le premier ouvrage d'un auteur soviétique que j'ai lu. (J'ai appris bien plus tard que ce texte a été publié à l'origine comme un des chapitres du manuel fondamental de l'idéologie bolchevique du Parti Communiste Soviétiqe.) Je n'ignore pas que de nos jours même ceux qui s'avouent marxistes pensent que Staline condense et simplifie le marxisme de façon grossière et inculte, en le déformant sur plus d'un point. Mais je ne cherche nullement à entreprendre ici une évaluation générale de la philosophie

marxiste, ni une analyse des œuvres staliennes. Je me limite à rendre compte de l'effet qu'a exercé sur moi ce petit cahier blanc avec la photo de Staline en uniforme de maréchal sur la couverture quand je l'ai lu pour la première fois.

Le fait en soi que Staline, dirigeant suprême d'un grand pays, commandant d'une armée victorieuse de la guerre mondiale, soit également philosophe, a éveillé mon admiration. Alors que mon cerveau était en grand désordre, pris de confusion entre les fragments des diverses philosophies, idéologies et courants auxquelles j'avais accédé – dans ce petit livre régnait un ordre militaire. Chaque constatation paraissait pour moi autant de vérités, mais plus important encore, tout rentrait à sa place. Des problèmes graves que des philosophes célèbres (c'était ma vision d'alors) essayaient de dénouer ou d'emmêler davantage avec des logiques torturées, Staline, lui, les dénouait une fois pour toutes en une ou deux phrases concises. Ce qu'un critique sophistiqué prendrait pour une simplification primitive m'apparaissait au contraire attirant : voilà un texte simple, compréhensible, clair.

Hélas cet ouvrage ne m'était pas tombé entre les mains dans le cadre d'un séminaire philosophique critique sous l'égide d'un professeur compétent, où on aurait orienté l'étudiant trop facile à convaincre vers des arguments démontrant la superficialité, certaines profondes contradictions de l'auteur, les points sur lesquels on pouvait attaquer la ligne de pensée ou les classifications. Je n'avais personne avec qui discuter du livre, je n'ai pas eu l'occasion de peser les observations dubitatives d'autrui.

De même que jeune adolescent (sous la conduite compétente de Antal Szerb et Mihály Babits) j'avais essayé de sélectionner ce que je devais lire de la littérature des belles lettres, les meilleures œuvres et les plus importantes, je triais maintenant dans la littérature politique. Les meilleurs et les plus importants des écrits des classiques du marxisme, de Marx, Engels, Lénine et Staline. C'était eux que je devais avant tout connaître. Et comme les ouvrages de ces quatre auteurs remplissaient des bibliothèques, je devais choisir ce qui semblait le plus important. Les différentes « œuvres choisies » m'étaient un précieux secours. Quant aux connaissances que l'on pouvait obtenir des livres, je faisais pas à pas des progrès rapides. Au bout d'un an ou deux on pouvait dire que j'étais un « marxiste instruit », ayant lu tous les ouvrages importants des auteurs classiques et sachant précisément ce qu'ils ont dit de chaque question et dans quelle œuvre.

La performance majeure et la plus difficile a été de connaître *Le Capital* de Marx. À cette époque mon ami Péter Kende et moi travaillions déjà au même endroit. Lui était le rédacteur de *Ifjúság*, journal de la MADISZ, et il avait son bureau au centre de Budapest. Ce bureau je le partageais avec lui, en tant que responsable des affaires d'enseignement et d'éducation. Nous nous voyions fréquemment, en dehors du travail aussi. Au début nous avions décidé mi-sérieusement, mi-plaisantant d'écrire ensemble un « roman

légionnaire démocratique », dans le style de P. Howard (Jenő Rejtő). Ce qui aurait rendu notre roman démocratique est que nous aurions pris le parti des indigènes face aux méchants colonisateurs. Nous avons même écrit quelques pages soutenues par de franches rigolades, le temps de nous rendre compte que nous pouvions utiliser plus utilement le temps passé ensemble. Nous avons décidé que plutôt qu'écrire un roman de légionnaire, nous lirions ensemble *Le Capital*.

Nous le lisions en allemand et prenions soigneusement des notes. Chacun en faisait un résumé, mais nous lisions le livre phrase par phrase, confrontant nos interprétations de ce que disait Marx. Nous n'avions pas de problème de langue mais le texte était difficile. Ni l'un ni l'autre n'avait fait d'études d'économie. Si nous avions connu Ricardo ou Adam Smith, nous aurions probablement compris plus facilement ce que Marx leur empruntait et ce en quoi il en différait. Le manque total d'une formation rendait cette lecture encore plus fatigante.

Ces notes manuscrites sont encore en ma possession. Nous n'avons lu ensemble que le livre I, durant de longues semaines. (J'ai étudié les livres II et III tout seul.) Nous travaillions soit chez lui rue Damjanich, soit chez nous rue Akadémia. Nous mâchions page après page avec une assiduité inébranlable, digérant à fond chaque phrase de nos notes. Péter et moi approchions cette œuvre avec respect et humilité. Nous considérions ce livre comme le croyant la Bible : nous le lisions avec recueillement et prenions chaque mot au sérieux.

Tout comme ci-dessus j'ai évité toute évaluation critique à propos d'une œuvre de Staline, je m'abstiens de même de critiquer Marx ici. D'autres que moi l'ont fait. Dans des chapitres ultérieurs de mon autobiographie je ferai aussi quelques remarques à propos du marxisme. Pour l'instant je cherche seulement à répondre à la question : quel effet a alors exercé sur moi *Le Capital*.

Il m'a subjugué. Ce qui m'a le plus impressionné est que, bien que la ligne de pensée fût abstraite et le style allemand souvent contourné, l'argumentation de Marx était claire et logique. Si l'on acceptait ses prémisses, son système de concepts et la méthodologie de l'argumentaire, tout se mettait en place. Des pensées fondamentales découlaient les premières conclusions avec une logique tranchante, et si l'on considérait ces dernières comme de nouveaux points de départ, l'opportunité d'en tirer de nouvelles conclusions se présentait encore. Comme disait Károly Csendes que j'ai déjà mentionné : Marx n'était pas confus, il paraissait au contraire clair comme de l'eau de roche. (Cela m'a pris beaucoup de temps, j'ai dû lire et comprendre beaucoup d'autres choses, pour réaliser où cela clochait avec les prémisses et où trébuchait quand même la ligne de pensée qui semblait logique.) Ce jeune homme qui à quatorze ou seize ans cherchait fiévreusement une clarté dans des centaines de lectures, recevait là brusquement la lumière du soleil dans ce gros pavé de mille pages.

Dans *Le Capital* ce sont la logique et la clarté qui ont fait le plus grand effet sur moi, néanmoins j'ai également aimé et respecté le ton du livre qui n'avait rien de gris ou de neutre, mais était bouillant et tempétueux. Révolté contre le travail des enfants, l'exploitation des prolétaires.

Toutefois Marx n'a jamais subordonné l'analyse logique à ses sentiments. Il n'a pas attribué les malheurs du capitalisme à la méchanceté des capitalistes. Quand, des décennies plus tard, je me suis occupé de la critique du socialisme, je me suis efforcé de démontrer que les phénomènes négatifs tels la pénurie ou la course à la croissance, ne résultent pas de la faute d'individus mais de la logique du *système*. Cette approche, j'en ai très certainement été imbibé par la lecture du *Le Capital* et elle irrigue jusqu'à ce jour ma pensée.

C'est en lisant *Le Capital* que j'ai décidé de devenir économiste. Je n'y avais jamais songé auparavant. La littérature, l'histoire, la philosophie m'intéressaient davantage. À l'issue de l'apprentissage commun avec Péter il ne restait plus de doute en moi quant au choix de mon métier. Tout au plus il me manquait encore l'idée de la façon d'y parvenir.

L'œuvre de Marx était imprégnée d'arrogance intellectuelle. Il respecte Ricardo et Smith, et même s'il s'en écarte, il le fait savoir courtoisement. En revanche il considère avec dédain ses contemporains, ses adversaires intellectuels, il leur prête bêtise et mauvaise foi : « Il ne sait même pas... », « Il n'a même pas remarqué... ». Il fait de même dans ses autres ouvrages, et d'ailleurs Engels, Lénine et Staline font montre du même genre d'arrogance, d'orgueil et d'intolérance envers leurs adversaires intellectuels. Je le regrette, mais je dois avouer que non seulement cela ne m'a pas dérangé mais j'ai trouvé ça plutôt impressionnant. C'est ainsi qu'il fallait traiter l'adversaire !

Marx avait agi sur moi avec une force irrésistible. György Lukács a aussi influencé ma pensée, mais dans une moindre mesure. À l'époque dont je parle, ce sont ses études sur la culture qui m'étaient tombées entre les mains<sup>6</sup>. Les pensées de Lukács sur les « grands réalistes » constituaient pour moi une passerelle bien praticable et paisible entre mes lectures littéraires d'avant 1944 et mes fraîches idées marxistes. Tolstoï et Dostoïevski étaient-ils des chrétiens pratiquants voire même pour ce dernier un fidèle fervent du tsarisme ? Balzac était-il un réactionnaire ? Thomas Mann un bourgeois jusqu'au bout des ongles ? Ce n'est pas grave – me rassurait György Lukács. Ce n'est pas la peine de prêter attention à ce qu'ils ont écrit en considérant leur position philosophique ou politique. Ce qui compte c'est que c'étaient de grands réalistes, dont l'œuvre littéraire reflétait la réalité. Lukács m'a injecté un sérum qui pouvait m'immuniser contre l'effet nuisible des pensées philosophiques ou politiques de ces grands esprits pour qu'en même temps, comme pendant l'adolescence, je puisse toujours admirer leur art.

À mes yeux Lukács représentait l'autorité absolue. Son autorité était authentifiée par la déclaration élogieuse de Thomas Mann.<sup>7</sup> C'était aussi un pont entre mes idées anciennes et actuelles. La lecture de Thomas Mann

faisait partie de mes lectures qui m'ont apporté le plus d'émotions et de plaisir. Une personnalité que *lui*, Thomas Mann, estime tant, était obligatoirement considérable\*. Je ne pourrai jamais pardonner à Lukács son manque total de réserve vis-à-vis de l'Union soviétique. Il y est allé, il a vu de ses propres yeux le vrai fonctionnement du régime soviétique. Il n'ignorait rien des procès fabriqués de toutes pièces, de la persécution d'innocents, de la terreur. Il est ensuite revenu en Hongrie. Comment a-t-il pu ne pas nous faire sentir, ne serait-ce que d'un clignement de paupières que quelque chose pouvait clocher. Bien sûr, je peux comprendre qu'il avait peur. Mais il aurait pu au moins se taire, plutôt que cautionner les crimes de son autorité. Un jeune intellectuel inexpérimenté, naïf et crédule comme moi pouvait gober sans réserve les mythes sur la beauté de la vie soviétique entre autres parce que György Lukács n'avait jamais exprimé le moindre doute.

Au fur et à mesure que j'avancais dans la connaissance du marxisme-léninisme, se renforçait en moi la conscience que la clé de la compréhension du monde était entre mes mains. Se posait-il n'importe quel problème, j'étais en possession d'un savoir grâce auquel je pouvais certainement le résoudre. La vie ne pouvait pas produire de nouveaux phénomènes que je ne susse placer dans le système des coordonnées créées par le marxisme, ou qui réfuteraient une thèse du marxisme. Cela génère aussi un orgueil intellectuel, d'un genre plus dangereux que le simple style polémique arrogant. Mais pour moi, jeune esprit à la recherche d'un ordre et d'une clarté, c'était justement cela qui représentait la principale force attractive du marxisme-léninisme.

Dans mon adolescence, la misère paysanne découverte dans les œuvres d'écrivains ethnologues des villages et d'autres lectures avait suscité ma compassion envers le sort des pauvres et des opprimés. Cette sympathie indirecte, provenant des lectures, n'a été que renforcée par mon vécu personnel de 1944. Durant seulement quelques courtes semaines, j'ai pu voir à la briqueterie de mes propres yeux comment vivaient les ouvriers. Plus tard, quand j'ai commencé à approfondir mes connaissances du marxisme, un sentiment d'empathie spontanée « s'est mis en place ». L'économie politique expliquait le mécanisme d'exploitation des ouvriers et des pauvres des villages. Mon savoir fraîchement acquis ne m'a pas poussé à garder un contact vivant avec les pauvres que j'ai connus et aimés, mais à participer de toutes mes forces à la transformation de la société selon la théorie marxiste, dont le résultat devait conduire à la disparition définitive de la pauvreté.

---

\* Que Thomas Mann ait manifesté un grand respect pour György Lukács m'était déjà connu quand j'ai commencé à feuilleter les ouvrages de Lukács. Mais le texte authentique des commentaires de Thomas Mann, je ne l'ai connu que bien plus tard.

## *Personnalités charismatiques*

Ce n'a pas seulement été l'écrit mais aussi la parole, la personnalité charismatique de certains dirigeants communistes qui m'ont rapproché du parti.

Je n'ai connu personnellement József Révai que plus tard, mais à cette époque déjà je l'ai plusieurs fois entendu prendre publiquement la parole ou tenir des conférences. Ses écrits étaient en complète harmonie avec ses discours ou ses éditoriaux du quotidien du parti. C'est lui qui incarnait à mes yeux l'homme communiste intellectuel au plus haut niveau.

Révai savait être un orateur enflammé, poussant à la révolte. Ce qui me faisait le plus d'effet, c'était la logique claire et transparente de ses discours et de ses articles. Il ne se contentait pas de faire des déclarations mais – c'est ainsi que je l'ai perçu alors – son argumentation était convaincante, d'une construction toujours claire. C'était un excellent débatteur qui relevait le défi des affirmations de son adversaire et les mettait en pièces. Il construisait ses phrases clairement, sans fautes, et s'exprimait avec élégance.

Lorsqu'aujourd'hui j'écoute des hommes politiques dont les positions me sont sympathiques, mais qui exposent leurs opinions dans un désordre sans queue ni tête, un style sec comme l'amadou, brisant les règles de la grammaire, sur un ton ennuyeux à mourir, je me dis : oh, s'ils pouvaient s'inspirer du talent rhétorique de Révai.

Bien sûr je sais aujourd'hui que justement dans les questions les plus importantes József Révai nous a trompés, il a pollué notre pensée d'idéaux nuisibles, erronés. Mais s'il a pu faire cela pour tant d'entre nous avec succès, c'est parce qu'une forte conviction émanait de ses discours et de ses écrits, et parce que sa foi allait de pair avec une logique de fer, un esprit vif et un talent oratoire et d'écrivain hors du commun.

Une autre personnalité charismatique qui m'a fortement impressionné était Ervin Hollós. Évidemment son poids dans la vie publique et ses capacités n'étaient pas comparables à ceux de Révai. Si je l'évoque tout de même à cet endroit, c'est parce que dans la période que je traite je travaillais dans sa proximité immédiate. Il était le secrétaire général de la MADISZ de Budapest à l'époque où je suis devenu un des collaborateurs principaux du bureau de la capitale. Il ne dirigeait pas seulement mon travail dans le mouvement, mais j'ai également participé au séminaire du parti sous sa direction. Après 1956 Ervin Hollós avec le rang de lieutenant-colonel a dirigé à la police le département qui préparait les procès de représailles. Il est possible et même vraisemblable que plus tôt déjà il était en rapport avec l'ÁVH. Après 1956 il a été un des principaux organisateurs de la cruelle répression. Mais n'anticipons pas. Il faut d'abord parler du jeune Ervin Hollós que j'ai si souvent vu et entendu au siège de la MADISZ de la rue Rózsa.

Il n'avait pas la culture de Révai, loin de là ; il n'avait pas une telle prétention. Ce qui lui permettait d'exercer une forte influence sur les gens, sur moi aussi, c'était ce feu intérieur, la flamme de la conviction. Son langage n'était pas particulièrement choisi, son accent tonique et sa syntaxe laissaient souvent à désirer. Pourtant une tension incroyable émanait de ses paroles. Il était si sûr de sa vérité qu'il ne pouvait même pas envisager qu'un autre voie les choses différemment. C'est cette foi et ce rayonnement qui manquaient totalement aux bureaucrates du parti de l'époque de Kádár. Et je me sens contraint d'ajouter qu'ils manquent également à la plupart des hommes politiques de notre démocratie parlementaire d'aujourd'hui.

Ervin Hollós nous a inculqué à l'époque nombre d'idées qui nous étaient nécessaires pour devenir « des hommes particuliers », de vrais communistes. C'est dans sa bouche que j'ai entendu pour la première fois l'idée selon laquelle il y avait en réalité un seul et unique critère qui distinguait un communiste d'un faux communiste et de toute autre personne, et c'était la fidélité sans condition à l'Union soviétique. Je répète, ce n'était ni le marxisme, ni la volonté d'instaurer la dictature du prolétariat, ni de créer une société sans classes. Était communiste celui qui témoignait d'une fidélité sans faille à l'Union soviétique. À partir de ce dogme c'est une route toute tracée qui a conduit Ervin Hollós aux procès censés réprimer la révolte contre le pouvoir soviétique.

C'est chez Ervin Hollós que j'ai entendu pour la première fois l'expression « révolutionnaire professionnel ». Nous, les collaborateurs permanents de la MADISZ (de même que les responsables salariés des organismes du parti et autres organismes de masse), n'étions pas selon lui des employés d'un organisme, mais des révolutionnaires professionnels. Il existe, disait-il, également d'autres politiciens professionnels mais rien ne nous lie à ceux-là, puisque nous, et seulement nous, sommes des révolutionnaires. Ceux avec qui nous nous retrouvons en communauté, sont les dirigeants de la grande révolution socialiste d'Octobre, les héros du mouvement communiste antinazi, les commissaires de l'armée soviétique, les dirigeants des luttes de libération du colonialisme. Cette désignation prêtait une dignité au travail d'organisation du mouvement, par ailleurs assez banal et quotidien. Non seulement de la dignité mais il nous a inculqué aussi un sentiment de supériorité et d'arrogance : ce que nous faisons, est supérieur et plus estimable que ce que font les révolutionnaires non professionnels, les simples membres du parti. Si le parti est pionnier, alors nous sommes les pionniers des pionniers.

### *Appartenir à une communauté*

Dans la chronologie de ma vie je vais faire un saut en arrière, jusqu'à une période antérieure. Au printemps 1945, pendant que je fréquentais le lycée à Kiskunhalas, j'ai fait plusieurs allers-retours à Budapest. A l'occasion d'un

de ces séjours, le 1<sup>er</sup> mai 1945, je me baladais avenue Andrásy, sans cause ni but particuliers. Je me suis par hasard trouvé entraîné près d'un défilé. Je n'avais jamais vu de manifestation auparavant (hormis les parades des nazis allemands, dans les actualités cinématographiques). J'y ai vu défiler des gens enthousiastes, portant des banderoles, des drapeaux rouges et tricolores rouge, blanc, vert. J'ai ressenti une envie de marcher avec eux, d'être parmi eux.

Après le baccalauréat je me suis réinstallé à Budapest. En été une de mes connaissances de mon âge m'a proposé de me rendre au 2, Boulevard Szent István. Le local de la MADISZ, offrant des programmes culturels se trouvait là, dans la maison des Croix fléchées de naguère. J'y suis allé. Quelqu'un y tenait une conférence, je l'ai trouvée intéressante. Le public me paraissait par ailleurs sympathique, convivial. À partir de cette date j'y suis plusieurs fois retourné, je me sentais à l'aise dans ce milieu allègre, ouvert, enthousiaste. Une quinzaine de jours plus tard je me suis activement joint au travail d'organisation. Ce fut le début de ma vie dans le mouvement.

Je participais de plus en plus souvent à des excursions, des après-midi dansants, des rassemblements de jeunes, puis en automne, avant les premières élections parlementaires, aux actions collectives de collage d'affiches. Jamais auparavant (et j'ajouterais : jamais depuis) je n'ai autant ressenti, comme au foyer de la MADISZ du 5<sup>e</sup> arrondissement, que j'appartenais à une communauté.

Ce qui m'a attiré par la suite, c'était d'appartenir non plus à une petite, mais à une grande communauté, celle du Parti (ainsi, avec une majuscule). Là il s'agissait déjà de ce quatrième degré, qui est plus qu'une adhésion active et convaincue. Il s'agissait de devenir un *vrai* communiste.

J'avais une forte volonté de suivre l'exemple de communistes expérimentés vivant dans mon entourage, plus que le désir d'une imitation consciente ou inconsciente. Les anciens communistes ne manquaient pas autour de moi. Je ne mentionnerai qu'un seul exemple. Au siège national de la MADISZ mon supérieur direct était András Hegedűs. Il a par la suite parcouru une carrière vertigineuse, il est devenu secrétaire de Ernő Gerő, puis ministre de l'agriculture, pour finir premier ministre. Le premier ministre qui au nom de la République Populaire de Hongrie a signé le Pacte de Varsovie, puis en 1956, au moment de la révolution, a appelé les troupes soviétiques. Encore plus tard, ayant rompu avec le stalinisme, il a su recouvrer autorité et reconnaissance en tant que sociologue et responsable scientifique de grand prestige intellectuel. Bien sûr peu de ces choses transparaissaient alors. Il n'avait pas une personnalité charismatique comme Ervin Hollós. Pourtant, sous plusieurs aspects c'est en lui que je trouvais un de mes modèles communistes, aussi parce que son caractère (tout au moins à l'époque) était plus proche du mien. En Hegedűs il n'y avait pas une telle concentration de feu intérieur qu'en Hollós, il était plus objectif et plus

factuel. Néanmoins il possédait lui aussi l'intransigeance bolchevique, la conscience de l'inaffabilité du parti. C'était un bourreau de travail infatigable. Hollós m'a influencé avec sa parole, son enseignement, Hegedűs plutôt par son exemple. J'avais le sentiment que c'était un exemple à ma portée.

### *Effets du hasard et aptitudes personnelles*

Bien plus tard il y eu des périodes dans ma vie où je voulais atteindre certains objectifs à long terme, des projets conscients, j'avais une stratégie. En revanche dans la période que je vais décrire maintenant il n'y avait pas trace de tout cela. Au début de ce chapitre j'ai profilé les cinq degrés de l'identification au parti communiste. Je n'avais jamais anticipé de parcourir moi-même ces étapes. En devenant, d'un homme éloigné du parti communiste, un sympathisant, j'ignorais en quoi consisterait le pas suivant. Je lisais beaucoup pour mon âge et je n'avais pas de problème quant à ma capacité de réflexion, mais cela allait de pair avec une grande naïveté, la superficialité et une bonne dose d'irresponsabilité. Je grimpais, les yeux quasiment fermés, les marches de la raide échelle. De nos jours, quand je lis à la dernière page de l'hebdomadaire économique HVG les interviews souvent autocritiques, je suis chaque fois irrité que certaines personnes soient capables de déclarer cyniquement qu'ils avaient autrefois rejoint le parti communiste uniquement pour faire carrière. Il y a certainement des choses qui me donnent des remords, mais je peux déclarer la conscience tranquille : mon adhésion *n'a pas été* motivée par un carriérisme cynique.

Le hasard est souvent intervenu dans le cours des événements. Si la connaissance qui avait attiré mon attention sur la MADISZ du 5<sup>e</sup> arrondissement, m'avait plutôt proposé le mouvement de jeunesse social-démocrate du même arrondissement, et si j'y avais trouvé une compagnie agréable – qui sait si je n'y serais pas resté attaché ?

La première mission que l'on m'a confiée dans le 5<sup>e</sup> arrondissement était la mise à jour du registre des adhérents. Les documents traînaient partout, dans un total désordre. Depuis lors il s'est avéré de nombreuses fois que j'ai un sens particulier pour classer les registres ou les informations, organiser l'administration. C'est là, dans le 5<sup>e</sup> arrondissement que j'ai fait fructifier cette capacité pour la première fois, « l'apparatchik DRH » a tout de suite remarqué mon succès. Il n'a pas tardé à me confier une mission plus importante. Je suis devenu le « propagandiste ». Il m'incombait d'organiser les diverses manifestations de vulgarisation et les réunions. Ça a bien marché.

Et là, une fois de plus, le hasard a joué. József Lukács, devenu plus tard philosophe et membre de l'Académie des sciences de Hongrie, exerçait à l'époque au siège de la MADISZ à Budapest à peu près la même fonction que moi dans le 5<sup>e</sup> arrondissement. Il comptait cesser d'être permanent dans

le mouvement, pour se lancer activement dans les études universitaires, et il cherchait quelqu'un pour le remplacer. On a dû attirer son attention sur moi, nous nous sommes rencontrés. Je me rappelle que nous avons marché dans la rue pendant des heures et Lukács m'a abreuvi de paroles pour dépeindre l'intérêt de ma nouvelle mission. Le nom de tous ceux avec qui je devais entrer en contact, toutes les connaissances que je devais diffuser, me faisaient exploser la tête. Tous ces noms, toutes ces choses à faire m'étaient inconnues. L'immensité de la tâche m'effrayait, j'ai pourtant accepté. Avant cette conversation je n'avais jamais songé devenir un jour fonctionnaire à plein temps, professionnel du mouvement. Lorsqu'on m'a offert cette possibilité, cela paraissait intéressant, j'ai donc accepté l'offre. Vu d'en haut la sélection était le résultat d'un « travail d'apparatchiks DRH » harmonisé. Lukács a dû faire le tour des organismes d'arrondissements, récolter les avis des secrétaires et des chefs du personnel des arrondissements et c'est ainsi qu'il a jeté son dévolu sur moi. Vu d'en bas, de mon point de vue, c'était le fruit du hasard. Des théories de sociologie économique analysent le comportement qui ne suit pas une stratégie, mais saisit une occasion, une opportunité, et qui avance d'occasion en occasion. C'est ce modèle qui reflète cette partie de mon parcours.

Comme je l'ai déjà évoqué, c'est en automne 1945 que je suis devenu collaborateur permanent du siège budapestois de la MADISZ. « Permanent » voulait dire qu'à partir de ce moment c'est là qu'était visé mon livret de travail et que je travaillais chaque jour pour ce mouvement de jeunesse de tôt le matin jusqu'à tard le soir. Je touchais aussi un traitement, il est vrai dans une monnaie qui se dépréciait à cause de l'inflation. Suffisamment en tout cas pour ne plus être obligé d'accepter de l'argent de ma mère, néanmoins je continuais d'habiter avec elle et avec ma sœur. Elles devaient avoir une piètre opinion du gâchis que je faisais de mon temps et de mon énergie, mais elles ne me le disaient pas. Elles respectaient pleinement le choix de ce que je voulais faire de ma vie. Elles ont tout de même exprimé un peu d'ironie quand souvent, plutôt que de m'appeler par mon nom, elles m'appelaient « MADISZ ».\*

Ma carrière dans le mouvement a vite monté en flèche. Cela peut s'expliquer entre autres par le fait que j'appartenais à une catégorie de cadres

---

\* Dans ces années-là Munyó survivait de la vente un à un des bijoux de la famille. Elle s'est plusieurs fois lancée dans des entreprises, mais qui ont toujours périclité. Sur le conseil de son gendre elle a acheté pour rien le gravement déficitaire café New York que, après une courte expérience, elle fut obligée de revendre avec une grosse perte. Aussi longtemps que le café lui a appartenu, sa plus grande joie était de m'inviter de temps à autre pour un chocolat chantilly et une brioche. Elle s'asseyait à côté de moi dans l'immense salle, avec autour de nous les fresques de Károly Lotz et les célèbres colonnes torsadées. Et Munyó dévorait des yeux le « MADISZ » affamé avalant goulûment son goûter.

dont le parti communiste avait grand besoin et dont l'offre était passablement limitée.

D'une part, grâce à mon passé bourgeois j'étais assez bien doté : en lectures, connaissance des langues, bonnes manières. Certaines de mes qualités se sont rapidement avérées : sens de l'organisation, capacité de nouer des relations sociales. D'autre part, le parti communiste pouvait compter sur mon absolue loyauté. Il n'y avait manifestement aucune hypocrisie en moi. Et justement, parce que je venais d'un milieu bourgeois et que j'étais novice, ma volonté, mon effort de m'assimiler, de m'identifier, de suivre le modèle de comportement communiste étaient bien plus grands que pour de nombreux anciens communistes éprouvés par les tempêtes. Tout bon communiste blanchi sous le harnais, naguère clandestin, avait eu maille à partir avec le parti à un moment ou à l'autre, pour une raison ou une autre. Nous, les novices enthousiastes, de ce point de vue étions bien plus fiables, plus malléables.

Même si les rapports de l'époque n'utilisaient pas ces mêmes qualificatifs, c'est ce que les « apparatchiks DRH » avaient d'instinct ressenti, et c'est pourquoi ils me poussaient de plus en plus haut sur l'échelle.



## Troisième chapitre

---

### À LA RÉDACTION DE SZABAD NÉP (PEUPLE LIBRE)

1947-1955

En été 1947 j'ai reçu un message de la rédaction du quotidien central du parti communiste *Szabad Nép* qui me proposait de m'embaucher comme collaborateur. Mon ami Péter Kende y travaillait déjà depuis un certain temps. C'est lui qui avait attiré sur moi l'attention d'un des principaux collaborateurs du journal, Miklós Vásárhelyi. L'offre m'a paru intéressante et un grand honneur, je l'ai acceptée sans hésiter.

J'ai commencé à travailler à *Szabad Nép* en juin 1947, et j'y suis resté jusqu'à l'été de 1955, date de mon licenciement par la voie disciplinaire. Les six premières années ma foi était inébranlable et ma contribution professionnelle sans réserve. C'est en 1953-1954 que les premières brèches se sont ouvertes dans les fondements solides de mon idéologie. Je parlerai plus tard de mon désenchantement, le sujet de ce chapitre se limite aux six premières années.

#### *Carrière fulgurante*

À mon entrée on m'a dirigé vers l'équipe de la rubrique de politique intérieure, dont le responsable était Miklós Gimes. Qui aurait pu s'imaginer que cet homme au doux langage, plein de foi communiste, deviendrait un des héros de la révolution de 1956 et achèverait sa vie en martyr sur la potence ? Le jour suivant mon arrivée l'équipe de politique intérieure s'est réunie. L'ordre du jour portait sur le blâme d'un collaborateur pour un manquement, mais Gimes était d'avis qu'il n'était pas suffisamment fait pour les dures paroles qui s'imposaient, il a préféré demander à Miklós Vásárhelyi de réprimander le quidam à sa place dans son style jovial mais, s'il le fallait, tranchant.

Quelques jours plus tard j'ai reçu ma première mission. On venait de mettre une nouvelle voiture en service, il fallait la roder. Le chauffeur devait la faire rouler longtemps, autant valoriser les kilomètres. C'est Oszkár Betlen, un des dirigeants de la rédaction qui m'a donné ses instructions. C'était la Saint-Pierre et Paul, la moisson battait son plein. Je devais rédiger un papier sous le titre de « Siffler la faux... » – c'est tout ce qu'il m'a dit. Je

n'avais jamais écrit de reportage, et je n'avais jamais vu une moisson de près. En tout cas j'y suis allé, on s'est arrêté à plusieurs endroits et j'ai écrit l'article – le lendemain a paru mon premier papier dans *Szabad Nép*.

À partir de ce jour j'ai beaucoup écrit dans le journal : reportages, interviews, informations. À peine six mois se sont écoulés et en décembre 1947 j'ai signé mon premier éditorial, paraphé des initiales de mon nom. Son sujet était une évaluation des grands investissements des derniers mois.

Bien que je n'eusse aucun diplôme économique, ils ont pris acte de l'intérêt que je portais aux problèmes dans ce domaine dans lequel je voulais me spécialiser. D'autres collègues que moi s'occupaient également de sujets économiques, tous en tant que membres de l'équipe de cette rubrique de politique intérieure.

Environ deux années sont passées ainsi, et j'ai été promu responsable de la rubrique économique, à peu près en même temps que Péter Kende était nommé chef de la rubrique de politique étrangère. Nous avions tous les deux vingt-et-un ans, avec derrière nous un passé de trois ou quatre ans d'adhésion au parti. Lorsque la direction de la rédaction, Márton Horváth, Oszkár Betlen, Miklós Vásárhelyi et Géza Losonczy ont soumis le projet de nominations à József Révai, rédacteur en chef, Révai a remarqué sur un ton irrité : « Qu'est-ce que vous croyez ? Vous voulez faire de *Szabad Nép* un jardin d'enfants ? » Il a néanmoins donné son accord.

József Révai a donc accepté ma nomination avec un hochement de tête, mais lorsque *Le Capital* a fini par être traduit en hongrois, et qu'il a appris que j'étais un des rares à l'avoir lu dans l'original allemand, il m'a chargé de commenter l'édition.

En 1949 ils m'ont envoyé à l'école supérieure du parti de la rue Karolina, où on assurait la formation marxiste-léniniste de l'élite du parti. Représentant le *Szabad Nép*, je pouvais être présent en observateur permanent aux séances du Comité économique national, organe politique économique supérieur du parti communiste. Ernő Gerő en était le président, István Friss le secrétaire. Toutes les décisions économiques importantes devaient d'abord passer par ce comité, avant d'être mises à l'ordre du jour pour décision devant le Bureau politique du parti. La possibilité qui m'était donnée de participer aux séances du Comité économique national comptait comme un grand honneur. La qualité de mon travail a aussi été reconnue par les deux distinctions gouvernementales qui m'ont été décernées.

En tant que correspondant de *Szabad Nép* j'ai accompagné la délégation du parti et du gouvernement qui en 1952 s'est rendue en visite officielle en RDA. Ma désignation a aussi dû être influencée par le fait que traduire rapidement les discours avant d'envoyer les comptes rendus ne présentait aucune difficulté pour moi. Mais la confiance totale qu'avaient en moi les décideurs était autrement plus importante. Puisqu'une personne prenant le train gouvernemental avec Mátyás Rákosi et Ernő Gerő devait être absolument fiable.

Et j'en arrive à une question d'importance. À quoi pouvait être attribuée la montée en flèche de ma carrière pendant ces années ? Je n'en ai jamais parlé avec aucun de mes supérieurs d'alors, mais je tente de me l'expliquer. Je ne pèse pas ici mes points de vue à moi – j'y reviendrai plus tard. J'aimerais reconstituer les critères de mes supérieurs, et ceci selon mes connaissances générales d'aujourd'hui du système socialiste, et les appliquer à mon cas.

Dans les affaires de nominations, promotions ou renvois le système communiste décide selon deux critères principaux. L'un est la loyauté envers le parti communiste, l'autre est la compétence. De nombreux autres critères doivent évidemment être pris en compte, mais ces deux-là sont prépondérants. Selon le poste à pourvoir, il y a un minimum de loyauté en dessous duquel le choix est impossible. Mais si le candidat fait montre d'une loyauté au-dessus de ce minimum, ce surplus remplace une bonne dose de compétences. Et à l'inverse, en cas de compétences extraordinaires, un soutien politique un peu moins enthousiaste peut être toléré. Bien sûr plus le candidat répond aux deux critères, plus il a de chances de faire une carrière rapide.

À l'attention du lecteur économiste j'éclairerai ce double critère en lui expliquant que le décideur dispose de courbes d'indifférence pour les deux variables mentionnées, la loyauté et la compétence. Entre les courbes parallèles celui qui appartient au rang plus élevé se place plus haut. Ainsi par exemple la courbe d'indifférence d'un poste de ministre se trouve au-dessus de la courbe d'un chef de département, la courbe d'indifférence du rédacteur en chef au-dessus de celle d'un journaliste stagiaire, et ainsi de suite. La configuration des courbes d'indifférence change selon les pays et les époques. Dans les époques initiales, les temps révolutionnaires, l'accent est mis sur la loyauté, alors que plus tard, dans les périodes plus technocratiques le poids relatif du critère de compétence augmente. Naturellement les types de courbes d'indifférence des diverses sphères diffèrent, le monde universitaire ou académique est par exemple tout autre que celui de la police politique. Ce qui est commun à toutes les sphères est cette dualité des critères de sélection.

Le jour où Révai a fait sa remarque sur les jardins d'enfants et même plus tard, mon évaluation devait certainement être positive selon les deux critères. Quant à la compétence, on pouvait trouver en moi un heureux mélange de culture bourgeoise avec des connaissances linguistiques, héritées du foyer familial, et d'une fraîche et vive formation marxiste. Je savais m'exprimer rapidement, dans un style impeccable. Il s'est vite avéré que je nouais facilement des contacts, j'avais une facilité pour faire parler les sujets de mes reportages, pour obtenir des interviews de personnalités de haut rang. Plus tard, déjà chef de rubrique, j'ai aussi fait preuve de capacités de commandement.

Tout cela allait de pair avec une loyauté complète et à toute épreuve. Ceux de mes supérieurs qui m'ont croisé, ont pu s'assurer que, malgré mon origine et mon éducation de grand bourgeois, j'avais fait sincèrement miens les idéaux communistes. Le jour où ma nomination au poste de chef de rubrique était sur la table, György Nemes, plus tard rédacteur de *Irodalmi Újság*, était collaborateur de ma rédaction. C'était un écrivain cultivé et excellent de quinze ans mon aîné, ayant un imposant passé d'écrivain, et qui plus est, il se targuait d'un diplôme de sciences économiques. Pourquoi le choix est-il tombé tout de même sur moi et pas sur lui ? Je fonde ma réponse non sur des informations officiellement communiquées ou chuchotées à mon oreille mais purement sur mon analyse de la situation : ils me faisaient davantage confiance. Ma jeunesse et mon manque d'expérience n'étaient à leurs yeux pas un inconvénient, mais au contraire un énorme avantage. Ils pouvaient calculer qu'avec mon jeune âge, mon manque d'expérience, j'étais davantage crédule. Je ne serais pas rongé par le doute mais servirais sans hésitation ni état d'âme la cause du parti communiste.

#### *Mes motivations*

Après avoir décrit comment me voyaient mes supérieurs, je voudrais cette fois rendre compte « de l'intérieur » de ma façon de vivre cette période. J'aimerais éviter, dans la mesure du possible, une projection de mes sentiments d'aujourd'hui dans le passé. Je préfère remémorer mes pensées et sentiments *d'alors*.

*La foi et la conviction* ont été les principales motivations de mes actes, paroles et pensées. Ma confiance dans l'idéologie marxiste-léniniste était totale, j'étais convaincu que chacun de ses mots étaient justes. Ma confiance dans le parti était totale, j'ai fait mienne l'idée que le service des idéaux véritables, de la pure morale et des intérêts de l'humanité s'incarnaient dans le parti. Que l'admiration et le respect que je ressentais pour Staline ou Rákosi pussent être qualifiées de « culte de la personnalité » ne m'a même pas effleuré. Je ressentais comme convaincants la logique, l'argumentaire de leurs écrits et discours, et ceci renforçait encore ma confiance en eux.

*La peur* est un des éléments de cohésion de l'appareil bureaucratique régnant du régime communiste. Je peux dire que dans ces années je n'ai pas une minute ressenti la peur. J'étais persuadé que les personnes arrêtées ou condamnées étaient réellement criminelles. Plus tard, quand j'ai enfin pris conscience de la réalité et que nous discutions avec mes amis de la terreur régnant sous le régime de Rákosi, plusieurs d'entre eux accueillirent avec incrédulité mon affirmation que je n'en avais rien perçu. Cela peut paraître incroyable, mais c'est la vérité. Ce n'est pas de l'indifférence ou de la lâcheté que je devrais me reprocher, mais mon aveuglement et l'isolement dans lequel je m'étais confiné face aux nouvelles qui rendaient compte des faits cruels de la réalité.

Une seule fois je suis entré au n° 60 de l'avenue Andrassy, siège de l'Office de la Sécurité d'État (ÁVH). Garder la liaison avec l'ÁVH ne faisait pas partie de mes fonctions. Mais ce jour-là, exceptionnellement, je devais aller chercher des informations sur un procès économique en préparation auprès d'un officier de l'endroit. Je suis entré dans le bâtiment, j'ai parlé avec l'officier, puis j'ai quitté les lieux – avec la même sérénité que si je m'étais rendu au ministère des transports ou dans un bureau d'arrondissement du parti. Je n'avais pas la moindre idée de ce qui se passait dans ce bâtiment, qu'on y torturait des innocents et qu'on les y contraignait à faire de faux aveux. Je n'ai pas imaginé une seconde que je pourrais y être enfermé moi-même. J'étais élève de l'école supérieure du parti le jour où a été annoncée l'arrestation de Rajk et de ses amis, et nous avons été informés des accusations portées contre eux. J'ai admis l'annonce sans me poser de question, je n'ai même pas envisagé la possibilité que ces accusations fussent fausses. La foudre tombait autour de moi. Je connaissais plus d'une des personnes arrêtées alors ou les années suivantes sous des accusations mensongères. Conscient de mon innocence, j'étais sûr qu'aucun danger ne pouvait me guetter, or, désormais c'est une évidence, je n'ai été protégé que par la chance. J'aurais pu être arrêté sans aucune raison comme cela a été le lot de tant d'autres personnes. Mais récemment, lorsque j'ai eu accès à certains documents secrets de la police\*, j'ai appris qu'un des indics en fonction à *Szabad Nép* m'avait bel et bien dénoncé sous de fausses accusations.<sup>8</sup>

Bien plus tard, lorsqu'en connaissance des événements véritables je repensais horrifié à cette période, une métaphore m'a souvent hanté. J'étais un somnambule avançant sûr de lui sur la main courante du balcon d'un étage élevé, sans imaginer qu'il pourrait tomber.<sup>†</sup>

Le moteur de nombreux cadres communistes était *l'aspiration au pouvoir*. Le lecteur se rendra compte que j'écris mon autobiographie avec un sens autocritique indéniable. Après un examen de conscience approfondi je peux déclarer : il n'y avait pas trace en moi d'un désir d'acquérir du pouvoir. Ce trait m'était étranger alors comme il l'est resté plus tard. Je n'ai jamais

---

\* Malheureusement la plupart des documents de l'ÁVH d'avant 1956 ont soi-disant disparu, en tout cas je n'ai pas pu accéder à d'autres. Il se peut que d'autres dénonciations contre moi y figurent.

† Pour décrire cette cécité et cette surdité particulières, j'ai cru avoir été le premier à recourir à la métaphore du somnambule. On a récemment attiré mon attention sur l'autobiographie d'un intellectuel communiste transylvain connu, Ernő Gáll (2003, pp. 96-97), dans laquelle il utilise la même métaphore pour décrire le même état d'esprit : « Un renoncement à toute prise de position autonome à caractère personnel, un esprit critique faisant totalement défaut. Mon état d'esprit et mon comportement d'alors peuvent éventuellement être comparés à une sorte de somnambulisme idéologique. ».

flatté mes supérieurs, je me suis toujours refusé à être complaisant avec eux en vue d'une promotion.

D'un autre côté il est indéniable que parmi les collaborateurs de la rédaction, moi comme les autres, régnait une sorte « d'orgueil de *Szabad Nép* ». Nous considérions que nous étions « la voix du parti », par conséquent notre parole était plus précieuse et plus importante que celle d'autres journalistes. Mes manières, le ton sur lequel je m'adressais à mes collègues, mes connaissances ou à des étrangers, sont restés modestes et exempts de toute arrogance. Oui, mais il existe une strate spirituelle plus profonde que l'attitude extérieure, et c'est là que l'arrogance s'installait. La croyance que, grâce à nos connaissances marxistes-léninistes et grâce à notre position à *Szabad Nép*, nous étions infaillibles\*.

Les priviléges dont nous jouissions, je ne les ai pas ressentis comme un facteur de motivation véritable. Néanmoins il est indéniable que, par rapport aux citoyens ordinaires, nous avions certains avantages matériels. Lorsqu'à l'âge de vingt-et-un ans, passablement tôt par rapport aux coutumes de l'époque, j'ai déménagé du foyer familial, la rédaction m'a procuré un logement de fonction. Étant donné que j'étais célibataire, j'ai pu occuper une garçonnière, que l'on a meublée pour moi d'un mobilier sans goût du dépôt du Secrétariat d'État des Biens Abandonnés. Quand je me suis marié en 1952, et que ma femme Teréz Laky, également collaboratrice de *Szabad Nép*, attendait notre premier enfant, nous avons reçu un logement de fonction de trois pièces dans le quartier résidentiel de la Colline des Roses. Nous l'avons meublé avec nos économies, très modestement. La majorité du mobilier était composé de « meubles standards » relativement bon marché, peu chics et de qualité médiocre.

Le traitement des collaborateurs de *Szabad Nép* était supérieur mais de peu à celui des autres journalistes. Le jour où, au sein de la rédaction, j'ai accédé à un poste plus élevé, j'ai acquis le droit de profiter des résidences de vacances réservées aux employés du siège du parti. En neuf années je ne me suis rendu à l'étranger que quatre fois, chaque fois quelques jours, occupés essentiellement par le travail. Trois fois dans les pays socialistes, et une seule fois, assez au début de mon temps à *Szabad Nép*, à Vienne en Autriche. Mon souvenir de ce voyage est resté particulièrement vivace. Je n'ai pratiquement rien vu des monuments de Vienne. J'ai économisé sur mes indemnités journalières et, avec mauvaise conscience, j'ai acheté quelques

\* J'ai plusieurs fois rencontré depuis ce genre de phénomène « enfant prodige », avec l'arrogance de l'assurance intellectuelle, par exemple chez les jeunes titans de la vie politique hongroise des années 1990, ou chez les jeunes conseillers occidentaux se rendant en Europe de l'Est. Ce n'est peut-être pas la voix de l'âge avancé qui parle en moi, mais une évaluation a posteriori de ma propre jeunesse : dans de tels cas le manque d'expérience de la vie contribue à ce qu'un homme jeune manque d'une vue large et équilibrée, et devienne trop sûr de lui.

paires de bas de soie pour ma mère. Je me rappelle les avoir achetés dans un magasin de la chaîne Palmers, où j'ai été servi par de charmantes et prévenantes demoiselles en uniforme vert. J'ai été pris de remords d'avoir été indigne de mon statut de journaliste communiste et d'avoir dépensé l'argent du parti à un endroit aussi indigne. Les quelques sous qui me sont restés, je les ai rendus à ma rédaction. Les pratiquants cyniques des astuces portant sur les indemnités journalières de l'ère Kádár tardive doivent certainement sourire de mon puritanisme infantile d'alors.

Les employés de la rédaction, de la maison d'édition et de l'imprimerie avaient une cantine à leur disposition. L'approvisionnement était continu et satisfaisant même aux moments où ailleurs l'alimentation posait de graves soucis, toutefois il n'était pas question de luxe particulier. Un autre avantage matériel était notre droit à l'usage de l'hôpital de la rue Kútvölgyi. Comme le constatait une blague de l'époque : nous avions trois K pour priviléges : Kékestető, Kútvölgyi et Kerepes, c'est-à-dire les vacances des privilégiés, la médecine des privilégiés et l'enterrement privilégié dû aux morts du parti.

J'estimais en accord avec le principe marxiste « à chacun selon son travail », que j'avais droit à ces avantages matériels. Je n'avais pas l'impression de bénéficier de priviléges particuliers. J'avais passé mon enfance dans le confort matériel, et par rapport à cela (ou par rapport au niveau de vie d'un journaliste de l'Ouest) mon mode de vie à *Szabad Nép* était plutôt pauvre. Il ne pouvait être qualifié de privilège que par rapport à la moyenne grise d'une société poussée dans un égalitarisme extrême.

Ce ne sont pas tellement les priviléges matériels mais plutôt l'ascétisme qui caractérisait mon mode de vie. Il nous arrivait parfois de sortir à l'opéra, à un concert, au théâtre, chez des amis, mais nous consacrons le plus clair de notre temps au dur labeur et au dévouement.

Je n'avais presque pas de vie en dehors de la rédaction. Lorsque notre premier enfant, Gábor, est né en 1952, j'étais justement de permanence de nuit. J'ai trouvé comme allant de soi que la naissance d'un enfant n'était pas une raison suffisante pour quitter mon poste. J'ai fréquemment téléphoné à la maternité, mais je n'ai aperçu notre fils Gabi que le matin.

Au temps où j'étais fonctionnaire de la MADISZ et aussi plus tard, pendant la période de *Szabad Nép*, en compagnie de mes amis et collègues de mon âge un problème a souvent été soulevé : ne fallait-il pas suspendre l'existence de « permanent du parti » et entreprendre des études universitaires régulières ? Je n'ai jamais substantiellement approfondi cette question car ma réponse était toute prête, sans hésitation. Il me semblait incomparablement plus important à ce moment de tenir bon là où le parti m'avait placé. De nombreux autres fonctionnaires du parti se passaient de diplômes universitaires et les voilà qui accomplissaient très bien leur tâche.

Des décennies plus tard, une fois devenu professeur d'université en Amérique, je regardais jalousement mes étudiants. Les années qu'ils passaient, eux, sans souci dans les études, préparant leur avenir tout en

jouissant des joies de la vie, nous, il est vrai que nous l'avions décidé, nous les gaspillions dans une course éperdue, sans nous ménager.

Le compte rendu ci-dessus sur mes états d'âmes et mes motivations d'alors revisite les mêmes facteurs que décrit mon livre *Le Système socialiste* dans le chapitre traitant des forces de cohésion du socialisme et les motivations des fonctionnaires. La force qu'exerce sur chacun foi et conviction, appétit de pouvoir, peur ou intérêt matériel, dépend des personnes. Mes motivations dominantes à moi étaient certainement la foi et la conviction. Je ne prétends pas que mon cas représente une moyenne statistique, mais ce serait une erreur de s'imaginer que mon cas était unique ou une rare exception. Bon nombre d'autres collaborateurs de la rédaction étaient motivés de façon similaire.

### *Notre vie à la rédaction*

Durant les six années que je relate dans ce chapitre, des changements fondamentaux sont intervenus en Hongrie. À l'arrivée au journal nous avions encore un gouvernement de coalition, d'autres partis publiaient d'autres journaux. Mais le parti communiste a émietté les forces politiques rivales les unes après les autres et, avec l'encouragement et le soutien actif de l'Union soviétique occupante, il s'est créé un monopole total du pouvoir. Les institutions d'un système totalitaire se sont édifiées. Plus tard *Szabad Nép* n'a plus eu de véritable rival. Au sens politique il est devenu le journal « officiel », porte-voix numéro un et principal moyen de propagande du parti. Il parvenait à tous les organes du parti et dans tous les bureaux, sa lecture soignée attentive était obligatoire pour tous les adhérents, tous les fonctionnaires du parti et de l'État.

Comme je l'ai déjà souligné dans la *Préface*, mon livre n'a pas pour objet d'expliquer l'histoire de la politique et de la société hongroises. Ce n'est rien de plus qu'une biographie personnelle. C'est pourquoi je n'ai pas vocation d'analyser le rôle de *Szabad Nép*. Le sujet des pages qui suivent sera bien plus modeste, plus étroit. Je vais tenter de décrire, en la condensant sous forme de photos quelques traits et événements caractéristiques de la vie à la rédaction, et dans ce cadre essentiellement ceux de ma vie personnelle.

Dire que *Szabad Nép* diffusait la voix du parti n'est pas une phrase creuse. Le téléphone sonnait souvent le matin sur le bureau du rédacteur en chef. Mátyás Rákosi était en ligne, il critiquait un article du numéro du jour, ou donnait des instructions au journal. Gerő et Révai faisaient souvent de même. Ou encore c'est Oszkár Betlen qui revenait d'une réunion du parti et s'appuyant sur ses notes transmettait aux responsables de rubriques les tâches que les dirigeants du parti leur confiaient. Je recevais régulièrement des instructions de István Friss, chef du département de l'économie nationale au siège du parti. Dans un certain sens je travaillais sous une double commande : et le rédacteur en chef de mon journal, et le chef du département

compétent du siège du parti étaient mes supérieurs. Les responsables des autres rubriques techniques du journal travaillaient tous sous double commande.

Nous travaillions sous un contrôle étroit, mais celui-ci ne concernait que rarement les détails. Le rédacteur en chef, et même les chefs de rubriques jouissaient d'une grande autonomie. Même a posteriori je m'étonne à quel point j'avais les mains libres, moi, jeune homme de vingt et quelques années, pour décider ce que j'allais écrire ou accepter de la plume de mes collaborateurs.

Il n'y avait pas d'horaire de travail fixe à la rédaction. Le début et la fin de chaque journée de travail étaient définis par la tâche à accomplir. En cas de nécessité nous travaillions aussi le week-end. La discipline et le dévouement allaient de soi, on n'avait pas besoin de recevoir des ordres. Je n'ai pas le souvenir d'un seul cas où quelqu'un aurait dû être réprimandé pour la paresse au travail. Peut-être étais-je myope sur ce plan-là aussi, mais je n'ai aucun souvenir de médisances ou de méchancetés entre collègues. Nous formions une sorte de communauté qui pourrait partiellement être comparée à une camaraderie entre soldats faisant la guerre ensemble.

J'y ai noué des amitiés pour la vie. Avec Péter Kende nous étions amis avant déjà, mais notre amitié s'est renforcée pendant nos années passées à *Szabad Nép*. J'ai partagé un temps mon bureau avec Pál Lőcsei, devenu plus tard un des combattants éminents de la révolution de 1956. L'amitié entre nous s'est développée très vite. Lőcsei a joué un rôle important dans mon évolution politique et intellectuelle ; j'en parlerai au chapitre suivant. J'ai noué une amitié pleine d'affection avec Duci, madame Géza Fónyi, née Auguszta Majláth, une femme maigre et fragile que tout le monde appelait Duci, créatrice et responsable des magnifiques archives de *Szabad Nép*. Son petit appartement encombré de livres était un véritable lieu de pèlerinage, nous étions nombreux à y entrer durant les années de *Szabad Nép*, mais même plus tard, après 1956, pour une petite caissette dans le calme\*.

Déjà à cette époque s'est développé en moi le besoin de tisser avec les collaborateurs que je dirigeais une relation amicale, et pas uniquement officielle, (et il a persisté depuis).

---

\* Après la révolution, Duci gardait deux photographies sur ses étagères de livres : celle de György Sárközi et celle de Miklós Gimes. La personne de Duci était une passerelle vivante entre deux types de sociétés. De nombreux liens amicaux personnels la reliaient au cercle né à *Szabad Nép*, regroupés par la suite autour de Imre Nagy, de même qu'aux rédacteurs et collaborateurs de l'ancienne et de la nouvelle revue *Válasz*, ou aux différents groupes d'écrivains de la ruralité. Duci a été pendant de longues années l'amie intime de Mártá, l'épouse de György Sárközi, rédactrice, mécène et moteur de la cohésion de la revue *Válasz*. Elle est morte en 1988.

Il est évident que, comme dans tout lieu de travail, la relation avec les collègues dépend du caractère des individus. En Oszkár Betlen nous avons senti la dureté impitoyable du soldat du parti, son intelligence était assortie d'une supériorité sarcastique et de rigidité. En revanche de Vásárhelyi émanait intelligence, souplesse et légèreté, humour teinté d'une ironie charmante. La conversation avec Miklós Gimes était un vrai plaisir intellectuel, il rayonnait vraiment d'une culture universelle et d'une analyse clairvoyante.

### *Ce que j'ai perçu du fonctionnement de l'économie*

Je n'ai fréquenté aucune faculté de sciences économiques, ce n'est pas grâce à des cours de professeurs que j'ai appris comment fonctionnait et comment était censée fonctionner l'économie socialiste. L'expérience vivante acquise à *Szabad Nép* a été mon premier cursus sur le fonctionnement de ce régime.

J'ai acquis sous des formes multiples mes impressions sur ce que plus tard dans mes écrits j'ai appelé « le régime socialiste classique ». Lorsque j'assistais aux séances du Comité économique national, je voyais de tout près ce que signifie une direction économique centralisée à l'extrême. Par exemple, un plan de production de l'année suivante, ce qui dans une économie de marché décentralisée résulte des intentions d'acteurs du marché indépendants dans des processus anonymes, ici c'est Ernő Gerő, investi par le parti d'un pouvoir quasi illimité dans la direction de l'économie, qui pouvait en décider. Ses décisions étaient préparées par le siège du parti et l'appareil du gouvernement. Dans certaines affaires, des solutions alternatives avaient été élaborées. Mais c'était toujours Gerő qui avait le dernier mot lors des séances. Je l'ai connu comme un homme froid, incapable de manifester des sentiments humains, un cérébral à tête froide et très intelligent. Il ne montrait aucun signe de posséder une instruction quelconque en sciences économiques. En revanche il avait une mémoire particulièrement fiable ; dans un échange technique il pouvait citer avec précision toutes les données concernant le sujet économique débattu, toutes les informations, les positions des différents protagonistes. Cette capacité exerçait une forte impression sur les dirigeants de l'économie et elle a certainement contribué à ce qu'on le respecte comme une autorité dans le domaine. Avec mes connaissances d'alors je n'étais pas à même de déterminer les connaissances techniques qui prêtaient à Ernő Gerő cette assurance. J'étais moi aussi subjugué par sa personnalité, par la conviction et le sérieux émanant de ses paroles.

J'ai souvent rencontré alors des ministres et des vice-ministres, ou les plus hauts fonctionnaires des appareils ministériels et je me suis souvent entretenu avec eux. Ces entretiens en général francs et professionnels m'ont permis d'entrevoir le processus de direction de l'économie. De plus, j'ai

souvent visité des usines, rencontrés des directeurs, des secrétaires du parti dans les usines, des contremaîtres et des ouvriers. Mes expériences personnelles étaient complétées par des comptes rendus détaillés, appuyés souvent sur des impressions toutes fraîches, de mes collaborateurs. Même si on peut mettre en doute la sincérité d'une partie de mes interlocuteurs, j'ai pu collecter une grande quantité de signaux dignes d'attention.

Récemment, en m'apprêtant à écrire cette biographie, j'ai relu mes articles, les soucis que je ressentais autrefois comme les plus pesants se sont dessinés devant moi. Je cite accessoirement, comme un contraste significatif, le titre ou des extraits de l'un ou l'autre de mes éditoriaux d'alors traitant les sujets du jour. Ces citations font ressortir que j'avais perçu le mal – mais j'en faisais des diagnostics erronés et proposais des thérapies totalement inappropriées.

J'ai par exemple reconnu que pour qu'un système centralisé soit capable de fonctionner, la discipline doit régner dans l'exécution. La fréquence des violations de la discipline du plan, de la discipline du travail, de la discipline des salaires sautait aux yeux. J'ai écrit une série d'articles sur ce sujet, mais je n'ai pas cherché la solution là où il fallait. Je n'ai pas compris le lien entre résultats et incitations. Je croyais qu'il suffisait d'expliquer l'importance de la discipline, d'encourager à suivre les instructions ou d'exiger une punition exemplaire contre les contrevenants à la discipline.

Lorsque je constatais que des ouvriers relâchaient systématiquement les normes du salaire aux pièces et trichaient sur les salaires, je restais incompréhensif devant le fait que les directions d'usines y assistaient quasi passivement. Mes articles blâmaient sur un ton tonitruant les relâchements de la discipline ainsi que les directeurs d'usines et responsables du parti des usines trop tolérants (« ... il convient de consacrer la plus grande attention à la consolidation de la discipline socialiste des salaires et du travail », ai-je écrit et j'ajoutais : « ... l'émulation ne peut vraiment contribuer à la réalisation du plan que si l'on s'oppose à tout laisser-aller dans le domaine des salaires, à tout résultat factice obtenu au prix d'heures supplémentaires injustifiées »).<sup>9</sup> Je n'avais pas compris qu'ici nous nous trouvions face à l'un des problèmes incontournables de la propriété d'État. Le niveau des salaires ne se régulait pas dans le cadre de conflits et de négociations entre le propriétaire et employeur d'une part et les salariés d'autre part, mais des grilles de salaire bureaucratiques étaient censées placer des limites aux exigences de hausses de salaires des ouvriers.

Des centaines d'expériences attestent les gaspillages dans les usines et la faible efficacité de la production. Dans de nombreux écrits, afin de chercher à y remédier, j'expliquais l'importance d'être économe (« Économiser – une des missions centrales de l'émulation » – c'était le titre d'un de mes éditoriaux).<sup>10</sup> Je tâchais de persuader les dirigeants d'entreprises de ne pas limiter leurs préoccupations à la croissance quantitative de la production, mais de penser aussi à la qualité des produits et à la réduction

des coûts – alors que l'incitation matérielle et morale les encourageaient, au contraire, à une augmentation exclusive des volume produits.

Je cherchais la source du mal dans le fait que les dirigeants d'entreprises ne faisaient pas assez bien leur travail, organisaient mal la production, n'étaient pas suffisamment consciencieux et n'entendaient pas la parole des ouvriers attirant leur attention sur les erreurs. Cette critique englobait aussi parfois les niveaux médians de la direction économique, les ministères ou les organes du parti dans les arrondissements. Je critiquais les cadres qui, pour utiliser la langue de bois de l'époque, « se laissent porter à la traîne des masses », qui se plaisent à paraître populaires et sont laxistes, n'osent pas être assez durs. (« Tolérer l'indiscipline sert uniquement l'intérêt de l'ennemi. Lutter, fidèle aux principes, et avec détermination pour une discipline plus solide au travail, pour une utilisation entière des horaires de travail, est-ce vraiment une tâche impopulaire ? Un tel dirigeant combattant n'est impopulaire qu'aux yeux d'un ouvrier sous-développé. »)<sup>11</sup> Ou encore, à défaut d'autres solutions, j'ai cru découvrir l'explication de l'un ou l'autre abus dans des sabotages. Cette explication n'était plus seulement erronée mais fautive – elle a versé de l'huile sur le feu de la cruelle répression contre les « saboteurs », avec la rhétorique habituelle des journalistes.

Je n'ai pas supposé un seul instant que les problèmes étaient *systémiques*, découlant du système lui-même. Au contraire, malgré la perception des multiples errements et problèmes, ma conviction de la supériorité du socialisme sur le régime capitaliste était inébranlable. S'il y avait des difficultés, elles n'étaient que transitoires. J'ai fait mienne la phrase de Ernő Gerő qu'il avait empruntée à Staline : il s'agissait « des difficultés de la croissance ». On finira par les dépasser ! La propriété de l'État *doit* garantir une meilleure productivité que la propriété privée, la planification centralisée *doit* être plus efficace que l'anarchie du marché. Il y avait une grande confusion dans ma pensée entre les approches normatives et positives, entre les exigences à l'égard du régime socialiste et la réalité.

J'attachais une particulièrement grande importance à la considération que, selon notre attente, l'ouvrier d'une entreprise socialiste travaille avec enthousiasme puisque « l'usine lui appartient », contrairement à l'ouvrier d'une entreprise capitaliste qui est exploité et aliéné par son travail. Cette relation au travail d'un type nouveau était censée générer l'émulation, une proposition volontaire de productivité accrue et des résultats stakhanovistes bien au-dessus des moyennes. C'était l'explication la plus importante de la supériorité du régime socialiste, croyais-je alors, et c'est pourquoi j'étudiais comme un forcené les différentes formes de l'émulation au travail. (« Pour assurer la victoire du socialisme il faut aussi surpasser la productivité du capitalisme, ai-je écrit dans un éditorial. – Pour y parvenir nous devons introduire à plus large échelle les nouvelles techniques, les nouvelles machines ; c'est avec un nouvel élan dans l'émulation et avec le mouvement stakhanoviste que nous devons lutter pour une productivité plus élevée. »)<sup>12</sup>

Le rythme de travail intense m'enfermait de l'aube jusqu'à la nuit dans les bureaux de la rédaction, je n'ai pas vécu la vie quotidienne des gens ordinaires, les soucis des autres ne me pesaient pas, j'ai à peine rencontré d'autres personnes que celle croisées dans le cadre de mon travail rédactionnel. En bon marxiste je me concentrais sur la production et pas sur la consommation. J'ai quand même reçu des signaux sur les pénuries d'approvisionnement ainsi que sur les insatisfactions que cela entraînait, sans vraiment les percevoir dans mon expérience personnelle. Mais ces signaux me parvenaient très atténusés, et moi je n'avais pas d'oreille pour entendre ces murmures assourdis, lointains. Il y avait certainement des personnes dans mon entourage qui voyaient les lourds dysfonctionnements, mais elles se gardaient d'en parler avec moi en toute franchise.

Munyó et ma sœur Lilly à qui je rendais régulièrement visite ne faisaient au plus que quelques allusions aux soucis dans les approvisionnements. Leurs propos aussi me passaient au-dessus de la tête. Bien plus tard j'ai interrogé Lilly : pourquoi ne m'avaient-elles pas parlé plus ouvertement et plus franchement ? Elles avaient peur d'en parler, m'a répondu Lilly. Non qu'elles eussent craint un instant que j'agisse contre elles. Mais elles ne voulaient pas en rajouter, j'avais déjà suffisamment de soucis comme ça. De toute façon je n'aurais pas admis ce qu'elles auraient dit, alors pourquoi m'énerver ? Malgré l'affection mutuelle, un mur invisible s'était édifié entre nous.

Tout compte fait, j'ai accumulé en moi beaucoup d'observations et d'expériences. Toutefois les ordonner, les hiérarchiser pour constater des relations de cause à effet, repose, comme pour chacun, sur des *axiomes* définis. Or les axiomes ne sont pas élaborés par la pure raison, mais pour une grande partie par des *facteurs métarationnels* : croyances, préjugés, souhaits, désirs, jugements moraux. Les facteurs métarationnels jouent le rôle d'huissier ; ils choisissent la porte qui doit s'ouvrir pour laisser entrer une pensée ou une impression, et la porte qui doit rester fermée. Chez moi à cette époque les portes ne fonctionnaient pas bien : je m'étais fermé aux expériences et aux pensées qui risquaient d'ébranler mes croyances. Des mécanismes protecteurs et réducteurs, connus de la théorie de la dissonance cognitive sont entrés en fonctionnement : l'étouffement de l'information contredisant la conviction profonde, l'auto-persuasion dans l'intérêt d'une préservation de son image du monde préexistant de même que celle de la paix intérieure.

Si, en partie sous l'effet de facteurs métarationnels, les axiomes changent, alors le même volume d'expériences accumulées se dispose tout à coup d'une nouvelle façon, et entre les phénomènes observés se dessinent de nouveaux enchaînements de cause à effet. Ce réarrangement a eu lieu pour moi aussi, et j'y reviendrai en détails dans les chapitres suivants. Tout comme quand on sème de la limaille de fer sur une feuille de papier et qu'on pose un aimant dessous. Sous l'effet du champ les grains de limaille

s'ordonnent d'une certaine façon. Ensuite on déplace l'aimant. Aussitôt les grains de limaille prennent une nouvelle configuration.

Prenons aussi une autre métaphore. Beaucoup de gens connaissent les dessins surprenants et ingénieux de l'artiste hollandais M.C. Escher. Sur une des gravures connues, des oies sauvages noires volent dans le ciel de la gauche vers la droite. Mais si on change son regard, on aperçoit que les oiseaux qui volent ne sont pas noirs mais blancs, et ils volent de droite à gauche.

Il a fallu attendre de nombreuses années pour que je sois capable de regarder d'un œil nouveau mes expériences accumulées pendant ma période de *Szabad Nép*.

### *Désert intellectuel*

Ma culture livresque goulûment amassée pendant l'adolescence est restée presque totalement inexploitée pendant ces années. Dans très peu de mes articles on repère quelques phrases citées de Kossuth, Széchenyi, Petőfi. On n'y trouve aucune allusion à d'autres de mes lectures antérieures. Je n'ai peut-être tiré qu'un seul avantage de mon départ d'homme cultivé. Certains écrivains tels István Örkény et Ferenc Karinthy étaient « casés » dans ma rubrique en qualité de collaborateurs extérieurs permanents. Je m'entendais très bien avec eux, ils ne voyaient pas en moi le chef apparatchik, mais l'ami avec lequel il était possible d'avoir des conversations intelligentes et savoureuses. Tous les deux se permettaient parfois de laisser percer certaines insatisfactions à propos des circonstances ; un peu plus vigoureusement de la part d'Örkény, un peu moins chez Karinthy. Toutefois je ne pourrais pas dire que leurs yeux d'écrivains auraient aperçu les problèmes plus tôt que moi, journaliste économique. La même cécité politique déformait aussi leur vision ces années-là.

Je prenais rarement des livres en main, en dehors de la littérature contemporaine hongroise et soviétique. Je n'en aurais pas eu le temps à côté du travail intensif à la rédaction. En revanche j'ai approfondi mieux qu'auparavant la littérature marxiste-léniniste. Ma mémoire fonctionnait bien ; j'étais capable d'enrichir les thèses de mes articles de citations auxquelles d'autres n'auraient pas songé.

Si je regarde en arrière avec ma tête d'aujourd'hui, mon inculture économique était effarante. Dans mon article déjà cité sur *Le Capital* j'ai élevé la voix contre les théories « bourgeoises » contemporaines – mais les arguments reposaient exclusivement sur des sources indirectes car je n'avais lu aucune des œuvres que je critiquais. D'autres en faisaient autant ; personne ne m'avait inculqué les exigences élémentaires de l'honnêteté intellectuelle qui demandent que l'on connaisse d'abord une pensée de première main, avant de la critiquer. J'aurais pu le deviner tout seul – mais ce ne fut pas le cas. Le cas qui suit caractérise le bas niveau des exigences

professionnelles : ma critique du *Capital* et mon excellente participation à l'école supérieure du parti ont suffi pour que Tamás Nagy, l'économiste que l'on avait chargé d'organiser la nouvelle faculté marxiste de sciences économiques, m'invite à enseigner au département d'économie politique. Je n'ai pas accepté cette offre, non parce que je m'y serais senti insuffisamment préparé, mais parce que je voulais consacrer la totalité de mes forces à mon travail à *Szabad Nép*.

En parcourant mes écrits d'alors un demi-siècle plus tard, non seulement j'ai trouvé leur contenu gravement erroné mais aussi, si l'on peut séparer cet aspect du contenu, je me suis senti effaré par la médiocrité de leur niveau intellectuel.

Ils se lisent plutôt facilement, et on n'y trouve pas de fautes de style comme dans beaucoup d'autres articles de la presse de l'époque. En revanche, l'enthousiasme primitif célébrant les bons résultats, les excellentes performances, est irritant. Lorsque je me trouvais face à un problème, c'est à l'impératif que j'encourageais les gens à surmonter les errements.

Chacun de mes écrits possédait une sorte de structure transparente, ils avaient un début et une fin – probablement c'est une caractéristique durable de ma façon de penser. Mais les argumentaires étaient passablement plats. Même en cas de conclusion erronée, on aurait pu argumenter de façon habile, sophistiquée. Je ne peux guère le dire de mes articles de l'époque.

Qu'il s'agisse d'éditoriaux ou de reportages d'analyse d'une situation, mes articles sont souvent truffés de données, ou envahis de chiffres. Je suis absolument certain que je n'ai jamais altéré volontairement, de mauvaise foi, les données de mes sources. Mais il faut reconnaître que le plus souvent je n'ai pas vérifié mes sources, je n'ai pas confronté les chiffres que je souhaitais utiliser avec d'autres sources. Il était fréquent qu'un de mes écrits publie des chiffres choisis arbitrairement, ou compare les données hongroises avec celles des pays capitalistes développés, tout en violant les règles fondamentales des comparaisons. Je mettais en regard des données globales avec des données partielles, un accroissement avec une variable d'état, et ainsi de suite. Je pourrais avancer pour ma défense que personne ne m'avait rien enseigné, personne ne m'avait averti des règles obligatoires relatives au traitement correct des données. Mais j'aurais dû les comprendre de moi-même, si je n'avais pas été obnubilé par l'élan de la volonté de justifier à tout prix les affirmations de la propagande.

J'écrivais vite et beaucoup, et cela se voit dans le caractère superficiel du résultat. Je n'ai pas eu besoin de cinquante ans pour le reconnaître. Lorsque, au bout de quelques années, j'ai rompu avec le journalisme et j'ai commencé à m'occuper de recherche scientifique où je consacrais des semaines ou des mois à l'éclaircissement d'un problème, je repensais avec horreur à mon mode de travail précédent. Un mépris s'est édifié en moi contre le métier de journaliste, contre le monde de l'écriture bâclée, suite à une collecte précipitée et brouillonne des informations. Aujourd'hui je sais que dans ce

domaine aussi une généralisation extrême peut conduire à des conclusions hâtives. Il existe des journalistes qui exercent consciencieusement leur métier, qui contrôlent soigneusement les sources et les informations, qui travaillent à un niveau intellectuel élevé. Mais moi, j'avais eu mon content de ce métier, et j'avais du mal à reconnaître avoir été journaliste pendant de si longues années.

En relisant mes articles en ordre chronologique, je n'ai perçu aucune évolution, mais plutôt un affadissement, un engourdissement intellectuel. En 1953 j'avais vingt-cinq ans. Quel âge merveilleux ! Beaucoup d'intellectuels créent à cet âge, une fois terminées la majeure partie de leurs études supérieures, leurs œuvres pionnières. Moi, par contre, j'ai produit à la chaîne des articles vides dans le train-train quotidien de ma rédaction, et je traduisais en hongrois lisible les articles de collaborateurs, de fonctionnaires ministériels ou d'apparatchiks d'entreprise incapables de rédiger. Mon état intellectuel était plus désertique que lorsque, la tête fraîche, à l'âge de dix-sept ans, j'avais écrit mon essai sous le titre de *Semence sous la neige*.

#### *Bilan moral*

Je ne destine pas ce livre à être une autocritique publique. Mon objectif est de relater les événements de ma vie et de dire *pourquoi* les choses se sont passées telles qu'elles se sont passées. Le lecteur, s'il le souhaite, peut porter son propre jugement selon sa grille de valeurs. Je juge moi aussi, mais plutôt en moi-même, selon ma conscience. Je présente mes excuses à ceux à qui j'aurais nui dans mes écrits. Mais les faits sont plus importants qu'une amende honorable.

Pour de nombreux esprits un compte rendu moral est une opération additive. Il existe des actes avec un signe positif, et d'autres un signe négatif. On fait la somme des items et à la fin on obtient un bilan. Si le bilan est positif, le compte est rassurant.

En réalité c'est cet aspect additif qui se cache derrière les notions de récompense et de pénitence. Certains pensent : « J'ai commis des fautes, mais je peux les racheter par de bonnes actions. » J'ai l'impression que c'était la façon de penser de mon inoubliable ami Miklós Gimes. Il a lutté dans l'illégalité pour la cause de la révolution brisée jusqu'à ce qu'on l'arrête. S'il avait fallu, il aurait choisi la mort – mais il voulait racheter tous les graves fautes qu'il avait commises dans son action politique précédente\*.

Je respecte celui qui assume non seulement en paroles, mais aussi en actes le principe de pénitence et de réparation. Mais quant à moi, ce n'est pas ma démarche de pensée. Je ne crois pas que le dommage que l'on a causé dans une partie de sa vie puisse être contrebalancé par les mérites d'une

\* Bien sûr on peut discuter s'il y avait oui ou non en Gimes de telles intentions de pénitence et de rachat.

autre partie. Une faute reste irréparable. La personne qui a subi un dommage ne vit peut-être même plus quand arrive le moment de la « réparation », ou elle ne sera pas le bénéficiaire de l'action ultérieure très méritante. Mais même si elle est encore en vie et même si elle ou ses descendants peuvent bénéficier des bonnes actions ultérieures – cela ne peut pas réparer les dommages causés auparavant.

Je n'ai pas simplement compris que dans la première partie de mon âge adulte je faisais fausse route, mais, pleinement déterminé, j'en ai choisi une nouvelle. Je suis persuadé d'avoir accompli beaucoup de choses utiles à mes contemporains au cours des décennies passées. Je ne les ai pas accomplies en guise « d'actes de pénitence ». Je tiens un compte à part de ces actes, et je garde sur un autre compte à part tout ce qui s'est passé durant ma période *Szabad Nép*.



## Quatrième chapitre

---

### LE COMMENCEMENT DE L'ÉVEIL

1953-1955

Le 5 mars 1953, Staline est mort. Une ère de l'histoire du monde communiste s'est achevée ce jour-là et une autre ère a débuté. Les changements profonds qui ont suivi dans mon environnement politique et social, bien qu'avec des retards considérables, ont profondément transformé ma vision du monde, ma pensée, et aussi mon comportement.

*La « nouvelle période »*

Le tournant personnel et politique survenu en Union soviétique a rejailli en Hongrie quelques mois plus tard. Les dirigeants du parti communiste hongrois ont été convoqués à Moscou pour se faire rabrouer au vu de la situation catastrophique du pays aussi bien politique qu'économique. Mátyás Rákosi qui aimait bien être qualifié de « meilleur élève hongrois du camarade Staline » et qui se voulait le premier parmi les chefs de partis communistes d'Europe de l'Est pour exécuter les oukases de Staline, s'est fait cette fois reprocher son excès de zèle par les nouveaux chefs du parti moscovite. Il a été privé de ses pleins pouvoirs. Il a pu garder son titre et sa fonction de premier secrétaire, mais flanqué d'Imre Nagy, désigné premier ministre. Imre Nagy avait été le ministre de l'agriculture du premier gouvernement formé en 1945, c'est sous sa direction que les grandes propriétés ont été redistribuées aux paysans. Cet ancien communiste auréolé de sa réputation de « ministre distributeur », lui-même un temps ancien émigré à Moscou en même temps que Rákosi et Gerő, s'est trouvé en 1953 confronté au courant principal du parti mené par Rákosi, sur quelques questions essentielles. Bien que n'ayant pas subi le sort de László Rajk, exécuté, ni celui de János Kádár jeté en prison, il n'avait pas les faveurs de Rákosi, et ne faisait pas partie du groupe restreint qui gouvernait le pays. Son apparence, son savoureux parler hongrois, et surtout sa façon de penser compatissante, proche des gens, le distinguait des autres dirigeants communistes. Le parti hongrois a entériné les instructions venues de Moscou à la séance du bureau politique du mois de juin, et il a adopté une résolution décisive. Puis le nouveau gouvernement de Imre Nagy a été formé et le premier ministre a prononcé son discours au Parlement. La « résolution de

juin », le « discours de Imre Nagy », le « programme gouvernemental », la « nouvelle période » – ces expressions d'époque sont en réalité des synonymes ; elles se rapportent toutes au programme poststalinien du gouvernement communiste hongrois d'après 1953. Je vais résumer brièvement les principaux points de ce programme, dans la mesure du possible, dans le jargon usité alors.

- Des fautes politiques graves ont été commises jusqu'en 1953. Le mal ne résidait pas dans les idéaux du parti, mais dans leur mise en œuvre. Il convient d'éliminer les erreurs, tout en maintenant inchangées les bases du régime.

- Il y a eu aussi des erreurs graves dans la politique économique du parti. On n'a pas consacré suffisamment d'attention à la tâche d'élever le niveau de vie.

- L'accroissement des prévisions du plan quinquennal n'était pas réaliste. On a voulu trop forcer le rythme de l'industrialisation socialiste. En même temps la position du parti ne change pas quant aux rapports de propriété, autrement dit la propriété de l'État doit rester dominante.

- Des distorsions sont apparues dans la politique agricole. La volonté de créer une agriculture collective demeure, mais il convient de respecter le principe du volontariat.

- La « légalité socialiste » a été gravement violée. (Dans le jargon du parti c'est sous cette désignation qu'il fallait parler des procès construits sur de fausses accusations, des extorsions d'aveux sous la torture, des arrestations massives, des camps de travail et autres formes d'oppression brutale). Cela ne peut plus être toléré dans l'avenir.

- Le parti communiste s'est coupé des masses. Il faut constituer un front populaire qui, sous la direction du parti, comptera dans ses rangs tout le peuple hongrois.

Le programme de la « nouvelle période » contenait déjà nombre d'éléments de la façon de penser qui a reçu par la suite le nom de *communisme réformateur*. Au cours des mois suivants ce programme s'est encore élargi, mais sans qu'apparaissent deux composantes particulièrement importantes du communisme *réformateur* ultérieur. L'une est le *socialisme de marché*, dissolution partielle ou complète de la planification centrale bureaucratique et son remplacement par une coordination de marché (il en sera encore beaucoup question dans ce livre.) L'autre est le « *démocratisme* ». J'utilise volontairement ce terme alambiqué en usage à l'époque. Il exprimait un souhait contradictoire. D'un côté le citoyen devait avoir davantage son mot à dire dans les affaires publiques, on devait faire s'affirmer « la démocratie à l'usine » et « la démocratie dans le parti ». D'un autre côté en revanche le parti communiste devait garder le monopole du pouvoir. Dans l'histoire de l'évolution idéologique du communisme *réformateur*, ce problème acquerra bien plus d'importance plus tard, par

exemple dans la pensée « du socialisme à visage humain » du printemps de Prague de 1968.

Et maintenant je tente une nouvelle fois de me replacer dans ma réflexion des années 1953-1954.

Comme beaucoup d'autres communistes, j'ai vécu la mort de Staline avec le sentiment d'une grande perte. Je n'ai pas anticipé la survenue d'un tournant historique. J'ai cru que ses successeurs, comme ils l'ont solennellement promis dans les discours funéraires, poursuivraient la ligne politique de Staline.

Lorsque j'ai lu la résolution de juin de la direction centrale du parti hongrois et le discours de Imre Nagy, je n'ai pas reconnu immédiatement vers quels changements radicaux profonds ils allaient conduire. Le programme de juin me paraissait sympathique, mais j'embellirais mon histoire personnelle en prétendant qu'il m'a rempli d'une explosion d'enthousiasme. Je ne faisais pas partie des personnes lésées de l'ère antérieure à juin, c'est pourquoi je n'ai pas senti que le temps de la respiration était arrivé. Le parti en avait décidé ainsi, et moi j'en ai pris acte calmement, avec discipline. Je n'étais pas surpris par le fait qu'un changement significatif s'était produit dans la ligne du parti, puisqu'il y avait déjà eu des « ères nouvelles », tranchant fortement avec la politique précédente, par exemple dans l'histoire du parti soviétique. J'ai cru qu'il en serait ainsi une fois de plus. Je n'ai pas non plus attaché une importance particulière à ce qu'à la place du rôle dirigeant auparavant exclusif de Mátyás Rákosi, deux personnes se partageaient maintenant la direction. Tout cela témoigne une fois de plus de ma naïveté et de mon immaturité politique de l'époque.

Mes premiers articles du temps de la « nouvelle période » ne montrent aucun changement significatif par rapport aux articles antérieurs. Disons peut-être seulement que dans leur ton il manque désormais l'enthousiasme, leur style est plus retenu et plus objectif.

#### *Rencontre avec le collègue libéré de prison*

J'ai été réveillé de mon somnambulisme par des circonstances bouleversantes. En 1954, à la fin de l'été, j'ai rencontré dans une maison de vacances au Balaton, Sándor Haraszti, qui venait d'être libéré après de longues années passées en prison. Le vieux monsieur Sanyi était devenu communiste longtemps auparavant, encore sous le régime de Horthy. Après 1945 il était le rédacteur de *Szabadság*, le deuxième quotidien du parti communiste. Nous nous voyions de temps à autre, je ressentais pour lui amitié et respect. Il était le beau-père de Géza Losonczy, le Losonczy qui a achevé sa vie tragiquement, en martyr de la révolution de 1956. Géza Losonczy était un des dirigeants de *Szabad Nép*, quand j'y suis entré ; nous nous connaissions plutôt superficiellement, mais il était aussi connu comme

membre très ancien et respecté du parti. Haraszti fut arrêté en 1950, Losonczy en 1951. Comme on l'a appris par la suite, Rákosi et ses associés avaient l'intention de les asseoir au banc des accusés dans le procès dont l'accusé principal aurait été János Kádár. Ce second grand procès public n'a bien sûr pas eu lieu, pourtant on les a tous gardés en prison, jusqu'à ce que « la nouvelle période » les délivre de leur captivité.

J'ignorais tout de leur sort, à l'exception du fait qu'ils n'étaient pas en liberté. A l'époque, quand j'ai appris la nouvelle de leur arrestation, j'en ai pris acte sans me sentir particulièrement secoué. Si le parti en a décidé ainsi concernant ces vieux camarades communistes, il a certainement dû vérifier qu'ils étaient coupables. L'ombre d'un soupçon de leur éventuelle innocence ne m'a pas effleuré. J'avais une confiance aveugle dans les décisions du parti.

Cette fois, quelques années plus tard, sur la pelouse de la maison de vacances au Balaton, j'ai donc retrouvé Monsieur Sanyi en personne. Sur un ton calme il m'a fait un compte rendu des crimes honteux commis à son encontre. Ils voulaient le forcer à reconnaître des accusations fausses. Lorsqu'il devint clair que toute persuasion restait inefficace, ils l'ont brutalement torturé.

Lors de la préparation de ce type de procès, le cas de chaque suspect était confié à un « rapporteur » ; c'est ainsi que l'on nommait l'officier de l'ÁVH (la police politique) qui dirigeait les interrogatoires de la personne en question. Le « rapporteur » de Monsieur Sanyi était M.M. – il se trouve que je le connaissais depuis 1945 quand nous étions tous les deux membres de la MADISZ du 5<sup>e</sup> arrondissement\*. M.M. ne frappait pas lui-même le vieux Sándor Haraszti, mais c'est lui qui donnait les instructions : quand frapper et avec quelle force. Quand en 1945 j'avais fait la connaissance de M.M., il était un partisan aussi enthousiaste et fervent du mouvement de la jeunesse communiste que moi-même. Je ne l'ai jamais revu par la suite, mais je reste persuadé que ce n'était pas un sadique au sens psychiatrique du terme. Il ne faisait pas frapper Sándor Haraszti parce qu'il y trouvait un cruel plaisir, mais parce qu'à son poste de travail cela faisait partie des procédures normales. Si le parti qualifiait quelqu'un d'ennemi, alors à tout prix, si nécessaire même par la torture, il fallait lui arracher la « vérité ». Or la vérité (il s'agissait naturellement d'une vérité inventée, bricolée artificiellement à partir d'un tissu d'éléments réels et mensongers) était l'histoire d'espionnage ou de malfaissance que les supérieurs avaient soufflée à l'officier instructeur subalterne, comme fondement des soupçons et de l'accusation. Il fallait interroger le suspect jusqu'à ce qu'il reconnaisse que l'histoire bâtie de

---

\* Les initiales « M.M. » ou plus tard « N.N. » ou encore d'autres dans le livre ne sont pas les véritables initiales des personnes concernées. Plus tard je reviendrai au problème de la divulgation des noms véritables.

toutes pièces était authentique et qu'il y avait joué précisément le rôle abject dont on l'accusait, c'est-à-dire qu'on lui attribuait.

Entendre tout cela de la bouche même du héros supplicié était effroyable. Connaître l'autre protagoniste, le tortionnaire du supplicié n'a fait que multiplier le tragique du drame – je ne le connaissais pas comme un homme sadique par nature mais comme quelqu'un d'honnête et plein de nobles intentions au départ. Cela était particulièrement effarant à mes yeux car c'était la démonstration que cette tragédie n'avait pas été causée par les traits de caractères personnels des acteurs, mais que c'était le système lui-même qui était rongé par un mal fatal.

Cette rencontre a profondément ébranlé le fondement moral qui jusqu'à cet instant servait de base à ma conviction communiste. Le parti avait menti en prétendant que Sándor Haraszti était un criminel – et moi j'avais cru ce mensonge. Or si ce procès était fondé sur un mensonge, les autres procès devaient également être fondés sur des mensonges. J'étais encerclé par les mensonges – et moi, imbécile, je les avais cru sans me douter de rien. Pire, bon gré mal gré, j'avais contribué moi-même à divulguer ces mensonges.

Sándor Haraszti était comme moi un homme de plume – au demeurant je le suis resté jusqu'à aujourd'hui, même si c'est sur une autre voie. Pour nous il est spécialement important d'être certains que ce qui sort de notre plume est la vérité ou non. Sincérité et manipulation, vérité et mensonge – telles étaient les idées qui me hantaien l'esprit après la rencontre avec monsieur Sanyi.

L'idée qu'au vingtième siècle on puisse torturer des gens dans n'importe quel but m'était quasiment insupportable. La torture, même contre les criminels, était inacceptable pour moi, alors celle des innocents ! Comment de tels actes pouvaient être commis par le parti qui se donne pour vocation de conduire l'humanité vers le progrès ?

Je m'occupais depuis 1947 de questions économiques, de planification, de la production et, comme je l'ai écrit dans le chapitre précédent, j'ai remarqué certaines anomalies, des phénomènes économiques négatifs. Et pourtant l'issue n'était pas que j'analyse les problèmes économiques jusqu'à réaliser que quelque chose clochait dans l'économie politique marxiste, dans la théorie de la planification ou dans la politique économique hongroise. C'est l'écroulement des *fondements éthiques* qui a fait craquer ma vision du monde. J'avais le sentiment que *tout* ce que j'avais cru et pensé jusque-là devait être révisé. Si la base morale est mensongère, alors je ne peux pas accepter sans révision la structure intellectuelle construite sur ce fondement éthique inacceptable et intolérable.

Je ne prétends pas que toute la masse de pensées complexes qui alors emplissait ma tête s'est d'un coup disloquée. Je devais remonter d'étage en étage cette structure intellectuelle, repenser systématiquement chacun de ses éléments. Cela a nécessité beaucoup de temps. Mais à compter de ce jour, à la fin de chaque phrase de l'enseignement du parti communiste à l'indicatif

ou à l'impératif que jusque-là j'avais reprise et absorbée toute prête et sans hésitation, l'ancien point d'exclamation était remplacé par un point d'interrogation.

### *Conversations et lectures de clarification*

Par chance pour moi il y avait des personnes qui m'aidaient dans cette révision intellectuelle. En premier lieu c'est Pál Lőcsei qui a entamé des conversations avec moi sur la résolution de juin du parti et sur la politique d'Imre Nagy. En prenant l'initiative de ces entretiens, Pali a pris un risque, puisque leur contenu, d'après le règlement interne du parti communiste, était « antiparti ». Il sentait, légitimement, qu'il pouvait faire confiance à notre amitié. Et il était confiant aussi que ses arguments auraient une influence sur ma réflexion.

Nous avons eu une série de conversations intimes au cours desquelles nous avons soulevé de nombreux sujets politiques. À cette époque c'est lui qui dirigeait la rubrique théorique de *Szabad Nép*. Auparavant il s'occupait de la rubrique agricole et il était bien informé dans ce domaine, la spécialité de Imre Nagy, sur l'histoire de la collectivisation forcée, de la contrainte subie par les paysans, de la persécution des koulaks.

J'ai ressenti un véritable choc de ce que m'apprenait Lőcsei, les données chiffrées des emprisonnements et des internements. Je me souviens d'un chiffre précis qui m'est venu de lui : au moment de la mort de Staline, dans cette petite Hongrie de dix millions d'habitants il y avait plus de quarante mille prisonniers politiques en comptant aussi bien les prisonniers condamnés, les prévenus en détention que les internés sans jugement.\* Ce chiffre tout comme l'histoire personnelle de Sándor Haraszti a fait plus d'effet sur moi, a davantage radicalisé mes pensées, que, disons, le fait de

---

\* En juin 1953 le Bureau politique du Parti Communiste de l'Union soviétique a convoqué les dirigeants du parti hongrois. C'est à ces réunions qu'ils ont décidé entre autres de relever Mátyás Rákosi de son poste de premier ministre et de confier la direction du gouvernement à Imre Nagy. Rákosi, dans son rapport fait à cette occasion aux Soviétiques, mentionne quarante-cinq mille arrêtés et internés (Baráth, 1999, p. 42.) Je suppose que, malgré la qualification d'informations secrètes de ce qui a été dit aux entretiens de Moscou, c'est ce chiffre-là qui a fui du siège du parti et est parvenu à Lőcsei. Je n'ai pas réussi à éclaircir le nombre total *réel* de prisonniers politiques. Une autre donnée communiquée à la direction du parti en novembre 1953 par László Piros vice-ministre de l'intérieur et Kálmán Czakó procureur général en dit long (Rainer, 1999, pp. 24-25 – cette dernière information n'avait pas fui à l'époque). Selon cette donnée, près de 748 000 personnes ont été concernées par ce qu'on appelait les « mesures d'amnistie ». On y rangeait ceux qu'on libérait des prisons et des camps d'internement, ceux dont on levait la mesure de relégation forcée, ceux contre qui on cessait une procédure judiciaire en cours ou une enquête policière. Trois quarts de million de personnes – 7,5 % de la population totale du pays !

comprendre que rendre le plan quinquennal plus exigeant était irréaliste et que c'était la cause d'une baisse du niveau de vie. Je considérais encore alors les difficultés économiques comme une faute de la planification et non celle du système, mais les dimensions effrénées de la répression politique témoignaient déjà d'autre chose : de problèmes fondamentaux.

Après mes premières grandes conversations avec Lőcsei qui m'ont ouvert les yeux, j'étais désormais réceptif aux rectifications intellectuelles que j'ai reçues de Miklós Gimes. Il a rappelé le jour où les premières nouvelles de l'insurrection de Berlin nous sont parvenues. Oui, nous avions échangé quelques mots là-dessus. Dans les heures suivant l'arrivée de ces nouvelles, je n'y avais pas attaché une importance particulière, mais lui si. Alors, quelques mois plus tard il m'a expliqué l'importance historique de l'événement. Depuis l'écrasement de l'insurrection de Kronstadt en 1921, aucune révolte du peuple contre son propre pouvoir socialiste ne s'était produite. C'est ce qu'avaient tenté ceux de Berlin. Il est vrai que les chars soviétiques les ont vite réprimés, néanmoins il fallait constater, m'expliquait Gimes, que là c'étaient des ouvriers qui s'étaient opposés au pouvoir ouvrier. (Je ne veux pas faire apparaître Gimes comme un visionnaire, mais il a peut-être ressenti que ce qui a commencé à Berlin pourrait avoir une suite.)

Une phrase entendue lors d'une conversation entre Révai et Gimes, et que Miklós Gimes m'a citée alors, reste pour moi inoubliable. Il était question entre nous de ce que dans l'histoire de l'Union soviétique, et plus tard dans l'histoire des pays d'Europe de l'Est, le « peuple » n'était pas toujours derrière le parti communiste. Malgré cela il fallait créer, il fallait et il faudrait maintenir dans le futur également, le pouvoir du parti communiste, même, si nécessaire – et comme il avait été dit par Révai en allemand, je le cite aussi en allemand – « Mit barbarischen Mitteln », c'est-à-dire avec *des moyens barbares*. Une profession de foi aussi concise de communisme messianique et de machiavélisme sans scrupule s'est profondément ancrée dans ma mémoire. J'ai senti que je voulais rompre avec les deux éléments de cette profession de foi : celui de vendre aux gens malgré eux et par la force un régime salvateur, et celui que dans l'intérêt du but messianique tous les moyens étaient permis, y compris l'intimidation, l'emprisonnement massif et les interrogations sous la torture.

Gimes avait été longtemps correspondant de *Szabad Nép* à Genève. L'expérience de la richesse, de l'abondance et du calme, celle directement ressentie de la supériorité du capitalisme sur le socialisme l'avait frappé avec une force tellurique. Il m'a rendu compte de ses impressions avec vivacité et conviction.

Dans le chapitre précédent j'ai parlé des portes qui, sous l'effet de facteurs métarationnels, empêchent l'arrivée de pensées, ou inversement, libèrent le passage lorsqu'elles se présentent. Après des années d'enfermement, j'ai brusquement recommencé à lire. Ce mot n'en dit pas

assez : je me suis mis à dévorer les ouvrages qui critiquaient la politique stalinienne.

À cette époque j'étais encore à demi ou aux trois quarts communiste. Dans cet état les œuvres qui font le plus d'effet ne sont pas celles qui sont dans toutes les questions en opposition frontale avec les vues de l'adepte d'autrefois qui commence à douter, autrement dit les œuvres hostiles qui attaquent le parti communiste « de l'extérieur ». J'étais à l'époque bien plus impressionné par les critiques tranchantes venues « de l'intérieur ». J'ai lu en allemand le grand livre d'Isaac Deutscher sur Staline – et tout d'un coup j'ai vu la personnalité de Staline différemment. Je ne me rappelle pas le nom de l'auteur et le titre d'un autre ouvrage lu également en allemand qui plaçait l'histoire du parti soviétique sous un jour pour moi tout à fait nouveau, socialiste – mais antistalinien.

J'ai lu dans une grande excitation intellectuelle les écrits de différents auteurs yougoslaves, parmi eux ceux de Kardelj.<sup>13</sup> Ils ont été publiés après que Tito s'est opposé à Staline et que ce dernier, furieux, a exclu le parti yougoslave de la communauté des partis communistes au pouvoir. La situation a constraint les dirigeants communistes yougoslaves à essayer de rechercher une route séparée, divergente de la voie stalinienne. Cette nouvelle orientation devait par nature aller de pair avec une violemment critique du stalinisme. C'est chez les auteurs yougoslaves que j'ai rencontré pour la première fois l'idée que la forme stalinienne de l'économie socialiste entraîne *le centralisme bureaucratique*, et qu'une économie socialiste décentralisée serait plus saine et plus efficace. Ces auteurs évoqués ne se référaient jamais à l'étude d'Oskar Lange sur le socialisme de marché<sup>14</sup> ni au débat ouvert à l'Ouest à sa suite dans les années 1930, mais présentaient comme leur initiative propre et dans leur propre langage marxiste l'idée de rattacher la propriété collective à la coordination du marché. Dans cette approche yougoslave la décentralisation incluait l'ensemble de deux processus différents, en l'occurrence d'une part l'abandon de l'ancienne direction économique centralisée régie par les instructions du plan et un pas vers une coordination par le marché, d'autre part la mise en place d'une « autogestion ». Cette dernière promettait une plus grande autonomie aux organismes régionaux élus et aux assemblées élues par les travailleurs des usines. La critique des auteurs yougoslaves qui s'opposaient aux méthodes, de direction suivant mécaniquement le modèle soviétique, appliquées auparavant chez eux aussi, était en harmonie avec mes propres expériences négatives relatives à la centralisation. L'innovation idéologique yougoslave, l'idéal de « l'autogestion », cela m'est alors apparu ainsi, donnait une forme bien saisissable à la revendication hongroise d'un « nouveau cours » qui aspirait à une démocratie à l'usine.

L'éloignement de l'idéologie du parti communiste se réalise par étapes chez beaucoup d'anciens croyants. La première étape est une opposition à la terreur brutale du régime stalinien – tout en maintenant encore l'ensemble

des thèses fondamentales du marxisme-léninisme, y incluant la « dictature du prolétariat » (c'est-à-dire le monopole du pourvoir du parti communiste). Autrement dit, Staline a commis « de graves fautes », il a dévié de la vraie route léniniste. Il faut donc revenir sur cette route. C'est suivi par les autres étapes, quand l'ancien adepte réalise que le régime *véritable* né en Union soviétique et dans les autres pays communistes incarne quelques pensées fondamentales non seulement de Staline, mais aussi de Lénine et même de Marx. J'ai parcouru toute la route du désenchantement de l'idéologie communiste. Mais au cours des mois dont je rends compte dans le présent chapitre, je me trouvais seulement à la première étape antistalinienne du désenchantement et de l'éveil, bien que concernant certains sujets (par exemple les questions de la centralisation et du marché) mon passage vers les étapes suivantes eût déjà commencé.

#### *Premier « refus d'oukase »*

Cette transformation qui s'effectuait pas à pas dans ma vision du monde et ma réflexion, commençait à faire sentir aussi son effet dans mon comportement. Autrefois je suivais les instructions du parti, non par peur, mais par conviction. Dès lors que ma conviction se relâchait, ma discipline se relâchait également.

Auparavant les instructions du parti pour savoir comment communiquer les mesures de politique économique du parti dans *Szabad Nép* me parvenaient par l'intermédiaire de István Friss. Mais maintenant Friss avait été muté de sa fonction au siège du parti, et c'est directement Ernő Gerő qui me transmettait ses souhaits. C'est ce qui s'est passé par exemple durant l'hiver 1953-1954, à propos des graves troubles autour de l'approvisionnement en électricité. Il est souvent arrivé en effet ces semaines-là que dans des usines, voire dans des quartiers d'habitation, sans aucune information préalable, l'électricité soit coupée. *Szabad Nép* s'est tu pendant un long moment, mais plus tard il est devenu évident qu'il fallait dire quelque chose. J'ai plusieurs fois échangé un mot sur le sujet avec Gerő qui aurait souhaité que le journal désigne « des circonstances objectives » comme causes principales, voire exclusives du problème. Dans la question des troubles de l'approvisionnement en énergie, moi j'ai vu une manifestation du dilemme qui me taraudait déjà : « on n'a pas le droit de mentir, il faut dire la vérité, la franchise s'impose ». C'est la première fois que j'ai contredit Ernő Gerő que j'avais tellement respecté. J'ai déclaré que je refusais d'écrire un papier qui nierait les problèmes d'approvisionnement électrique parce qu'on avait mal calculé les proportions de la production énergétique par rapport aux besoins croissants. Et l'on osait encore couper le courant à répétition dans des quartiers entiers sans planification et sans annonce préalable, alors qu'on aurait dû créer un système d'économie

énergétique convenable. J'ai fini par écrire un éditorial pour exprimer ces vérités simples et évidentes.<sup>15</sup>

Je n'ai appris que plus tard à propos de Ernő Gerő qu'à la guerre civile espagnole où il était un des commissaires des brigades communistes, on le craignait pour sa cruauté ; des dizaines d'hommes, fidèles combattants de la gauche antifranquiste ont été exécutés sur son ordre. Il est possible que si j'avais su cela à l'époque, je l'aurais craint, puisque j'avais alors déjà quelques connaissances sur les horreurs de la terreur. Mais au moment de ma dispute avec Gerő sur la pénurie d'énergie, je n'aurais pas imaginé que j'avais quelque chose à craindre. Je n'ai pas songé non plus à une éventuelle explication scientifique de la pénurie – ce n'est que plus tard que j'ai commencé à y réfléchir. (Bien qu'a posteriori il n'est peut-être pas sans intérêt de remarquer que c'est justement un phénomène de grave pénurie qui a conduit à mon premier cas de « refus d'oukase ».) À dire vrai un seul aspect de l'affaire me préoccupait : le choix entre le mensonge et la vérité.

#### *À propos du livre d'Imre Nagy*

En premier lieu l'explication de mon ami Lőcsei, mais ensuite nombre d'autres informations on rendu clair pour moi que « l'unité du parti » si volontiers et solennellement affirmée dans les communiqués du parti n'était qu'un embellissement rhétorique. La réalité était qu'une âpre lutte interne sévissait entre deux groupes, les fidèles de Mátyás Rákosi et ceux de Imre Nagy. Évidemment ce genre de lutte comporte toujours des éléments liés aux personnes. Malgré toute la phraséologie sur une direction collective, le régime socialiste classique est en réalité une dictature personnelle du dirigeant suprême. Il est vrai qu'il se fait étroitement entourer par une clique rapprochée, et les décisions importantes sont en général prises par le groupe régnant. Il y a une division du travail entre les membres de la clique et ils s'écoutent mutuellement. Néanmoins il existe un numéro un, le dirigeant suprême, qui concentre en fin de compte le pouvoir entre ses mains. La question alors posée était de savoir qui devait être le numéro un dans le parti hongrois : Rákosi ou Nagy.

Toutefois ce duel, dans la situation hongroise du moment, ne se réduisait pas à une lutte de deux hommes pour la direction, mais c'était aussi le combat de deux lignes différentes, de deux programmes politiques. Mátyás Rákosi aurait souhaité poursuivre la ligne stalinienne tout au plus avec quelques rectifications mineures, alors que Imre Nagy voulait réaliser le « programme de juin », le communisme réformateur spécifique du « nouveau cours ». Pendant un long moment les deux forces semblaient égales. Les deux avaient, et c'est très important, des souffleurs et des soutiens à Moscou.

Parmi les collaborateurs principaux de la rédaction de *Szabad Nép* il y avait un groupe, résolu à prendre fermement position en faveur d'une des

ailes, celle d'Imre Nagy, et qui soutenait activement cette orientation. Les membres les plus actifs de ce groupe étaient par ordre alphabétique : Lajos Fehér, Sándor Fekete, Miklós Gimes, Péter Kende, moi-même, Pál Lőcsei, Tibor Mérai, et Sándor Novobáczky. Qui aurait cru que ces hommes qui se voyaient alors si souvent et qui nourrissaient une chaleureuse amitié les uns pour les autres, poursuivraient après 1956 des chemins si divergents ? Miklós Gimes est mort en martyr, Sándor Fekete, Pál Lőcsei, Sándor Novobáczky, ont passé des années dans les geôles de Kádár, Péter Kende et Tibor Mérai sont devenus des personnalités éminentes de l'émigration politique à Paris. Mon destin, je ne le résume pas ici en quelques mots puisque c'est tout ce livre que j'y consacre. Lajos Fehér qui était le plus proche de nous tous de Imre Nagy, s'est joint dès le 4 novembre 1956 à János Kádár et est resté jusqu'au bout membre du Bureau politique conduit par Kádár. C'est ce à quoi nous nous attendions le moins.

Revenons à l'été 1954 et à ma propre activité. Pour la fin de l'été ma résolution de souhaiter activement aider la politique du « nouveau cours » s'est renforcée. Je m'étais limité presque exclusivement à écrire des articles économiques, désormais et en toute conscience j'ai plusieurs fois débordé de ce domaine.

C'est *Szabad Nép* du 6 octobre 1954 qui a publié mon volumineux compte rendu des deux tomes récemment publiés de Imre Nagy.<sup>16</sup> Ces volumes contenaient les discours et articles choisis de l'auteur. Dans mon écrit, j'ai attiré l'attention sur les points sur lesquels la réflexion de Imre Nagy divergeait de la propagande politique typiquement stalinienne. Je cite ici quelques-uns d'entre eux sur lesquels j'ai mis l'accent dans mon compte rendu : « ...à la campagne les communistes doivent cesser de distribuer des ordres... Les grands airs et les ordres vont de pair avec la négligence d'un travail de parti sérieux, résolu et assidu et son remplacement par une phraséologie... Certaines « pratiques » (je ne peux pas les appeler autrement) se généralisent de plus en plus : l'exagération des aspects extérieurs, beaucoup de tralala, des applaudissements sans fin, rythmiques, poussés à l'extrême, debout, des phrases prémâchées mises dans la bouche des gens et qui tuent toute initiative... »<sup>17</sup>

Les vues de Imre Nagy à propos de l'agriculture étaient proches de ce que Boukharine avait représenté en son temps dans l'histoire du parti soviétique. Il refusait une « exagération du risque capitaliste », ainsi que le fait que « dans de larges sphères du parti voire même dans ses organes dirigeants on constate une antipathie, une aversion et même une peur concernant le développement des forces productives des exploitations paysannes petites et moyennes. »<sup>18</sup>

Ce choix des travaux de Imre Nagy éclaire bien le véritable visage de l'auteur : un homme politique communiste qui ne quitte pas l'idéologie du marxisme-léninisme, mais qui voudrait réaliser une nouvelle variante, plus douce que celle de Rákosi, plus proche des gens, mieux acceptable par la

paysannerie. C'est cette image de Nagy que je voulais transmettre aux lecteurs dans mon compte rendu.

Peu après, début octobre 1954 à sa session la Direction centrale du parti a choisi la position de l'aile de Imre Nagy. Nous, collaborateurs dirigeants de *Szabad Nép*, disposions alors déjà de nombre « d'informations privilégiées ». Nous savions que cette bataille gagnée ne reflétait tout au plus qu'un rapport de forces momentané, et qu'il n'était pas du tout certain que les fidèles sincères de Imre Nagy pourraient durablement tenir le gouvernail. Il nous semblait d'autant plus important que le journal défende la cause du « nouveau cours ».

J'ai publié à deux reprises un article sur cette question. Le titre du premier était : « Poursuite du chemin de juin derrière la Direction centrale »<sup>19</sup>. Ce titre exprime très bien où j'en étais alors dans ma propre évolution politique. À l'instar de Imre Nagy dont je m'efforçais de populariser les idées, je voulais promouvoir le changement à l'intérieur du parti communiste, et poursuivre l'amélioration du système socialiste sous la conduite d'un parti communiste réformé. En ce qui concerne la lutte partisane au sein du parti, j'ai opté sans équivoque pour Imre Nagy et je l'ai fortement exprimé dans mes écrits.

#### « Révolte à *Szabad Nép* »<sup>20</sup>

C'est en ce temps que Pál Lőcsei a soulevé l'idée de ne pas nous contenter de soutenir le « nouveau cours » avec nos seuls écrits. Chaque article du journal imprimé passait entre les mains de Oszkár Betlen ou de son adjoint Imre Komor. Ils étaient tous les deux dans le camp de Rákosi, et ceci émoussait inévitablement le tranchant de nos articles. Lőcsei proposa de réunir une assemblée extraordinaire des membres du parti ; cela nous permettrait de développer notre point de vue d'une manière plus ouverte, plus courageuse, plus explicite. Il était prévisible que, compte tenu du rôle central de *Szabad Nép* dans le travail de propagande du parti, la parole des journalistes gradés parviendrait à un large cercle, grâce au bouche à oreille.

Lőcsei a été l'âme et le moteur de la préparation de cette assemblée générale. J'ai été auprès de lui un des principaux coorganisateurs de la manifestation. Nous avions réparti les choses à dire. L'assemblée générale a duré deux jours. Pour Lajos Fehér la chose la plus importante était de veiller à ce que *Szabad Nép* aborde en toute franchise des problèmes du pays. Il a ouvertement critiqué le discours récent de Ernő Gerő. Lőcsei a tenu un discours incendiaire avant tout sur la « légalité » (c'est-à-dire contre la répression brutale), et il incita au renouveau de la morale politique. Sándor Novobáczky a soulevé la question concernant les illégalités commises dans les années passées : « Jusqu'à quand faudra-t-il attendre qu'on demande des comptes aux vrais responsables ? » Au centre de l'intervention de Tibor Méray se trouvait le problème du mensonge et du parler vrai. Il exigeait un

« orage purificateur »<sup>21</sup> – ce qui a fini par se produire deux ans plus tard. Kende critiquait Gerő et Friss, moi Farkas à qui était confié en ce temps l'orientation de *Szabad Nép*. J'ai déclaré qu'avant tout « c'est la direction du parti qui est responsable des erreurs de *Szabad Nép* ». Les collaborateurs du journal ont pris la parole à tour de rôle\*, ils assaillaient la direction du parti, les membres staliniens du comité de rédaction de leurs critiques, et ils exigeaient la mise en œuvre sans faille du programme gouvernemental de juin et le blocage d'une restauration stalinienne.<sup>22</sup> En relisant ces intervention avec les yeux d'aujourd'hui je crois que les critiques se sont arrêtées à mi-chemin. Pour la politique néfaste elles ont mis en cause, à juste titre, les hommes politiques responsables et leurs mauvaises décisions, mais pas le *système* qui avait hissé ces hommes en position dirigeante, qui leur a mis entre les mains un pouvoir sans limite, un système qui a généré autant de mauvaises décisions. Néanmoins le courage moral de ces interventions mérite tout de même le respect du lecteur d'aujourd'hui. Nous avons tous critiqué, avec force et vigueur, des dirigeants du parti qui étaient encore assis au Bureau politique et aux plus hauts postes gouvernementaux (et qui bientôt allaient recouvrer l'exercice du plein pouvoir). Nous n'ignorions pas que notre action provoquerait leur colère et qu'ils se vengeraient à la première occasion.

La barre morale que les journalistes intervenants ont placée haut à cette assemblée générale mérite encore notre respect : une condamnation du mensonge et de la langue de bois, l'exigence de franchise des travailleurs de la presse qui doivent toujours coller à la vérité.

#### *Fin de la période Szabad Nép*

La nouvelle de « la révolte à *Szabad Nép* » s'est propagée rapidement. Le procès-verbal de l'assemblée générale fut dressé et nous nous sommes efforcé d'en tirer autant d'exemplaires que possible et de les diffuser. (N'oublions pas que nous sommes dans un temps antérieur aux photocopies, aux e-mails et à l'Internet ; la transmission des informations était passablement fastidieuse). Notre exemple a certainement joué un rôle pour que d'autres organismes importants organisent des réunions similaires.

Bientôt les rapports de force au sein du parti communiste commencèrent à changer. Les fidèles de Rákosi reprurent de plus en plus le dessus.

C'est le 24 novembre 1954 que les dirigeants de *Szabad Nép* furent pour la première fois convoqués devant le Bureau Politique, et ils ont été

\* Ceux qui ont pris la parole à cette assemblée générale dans un esprit critique, insurrectionnel et que je n'ai pas mentionné ailleurs dans mon texte méritent que leur nom figure ici : István Almási, Emil Balázs, Tibor Gallé, Ernő Gondos, Mme János Gyenes, Ilona Jászai, Zsuzsa Koroknai, Erzsébet Kovács, Endre Kövesi, Gábor Mocsár, Sándor Nagy, Mária Pásztor, Lajos Szilvási, Kálmán Takács, Tibor Tardos et József Veto.

sévèrement réprimandés.<sup>23</sup> Par la suite ces événements survenus à *Szabad Nép* sont revenus sur le tapis aux séances du Bureau politique à plusieurs reprises. À la séance du premier décembre les intervenants de l'assemblée générale ont une nouvelle fois été condamnés en des termes très graves.<sup>24</sup> « L'assemblée générale, déclara Mihály Farkas, a critiqué la direction du parti d'une manière inadmissible, ...toute une série de positions antimarxistes ont été entendues. L'assemblée générale de *Szabad Nép* a fait école : d'autres assemblées générales se sont tenues dans le même sens à la radio, à la rédaction de *Szabad Ifjúság*, aux Éditions Szikra, dans les universités à Budapest, à Debrecen et... chez les écrivains aussi. »<sup>25</sup> Le débat a été résumé par Mátyás Rákosi. Il manifesta son impatience : « À *Szabad Nép* par exemple, qu'attendent donc les camarades ? ...C'est avant tout la presse et la radio qu'il convient de contrôler d'une main de fer et, si nécessaire, il faut prendre des mesures organisationnelles... donnons immédiatement des instructions à tous les journaux de faire cesser le dénigrement général du passé du parti, l'utilisation sans bornes de la critique... »<sup>26</sup>

Deux commissaires politiques ont été délégués à la rédaction, pour la remise en ordre. Les différents dirigeants du parti descendaient chez nous les uns après les autres pour travailler les journalistes au corps. Ils souhaitaient que les adhérents du parti à la rédaction fassent une déclaration pour retirer leur position antérieure. Mais ils n'y sont pas parvenus. La bande à Rákosi était furieuse que les insurgés tiennent sur leurs positions.

C'est à cette époque que j'ai souhaité me libérer de la responsabilité de diriger la rubrique économique dans une telle situation. Par chance la fonction de « secrétaire du comité de rédaction » devint justement vacante, je l'ai donc reprise. Ce secrétaire avait à charge les tâches techniques et administratives de la mise en page du journal. Formellement c'était un poste important, mais on n'attendait pas du secrétaire qu'il écrive des articles ni qu'il attribue la rédaction de papiers à des collaborateurs.

Pendant ce temps les préparatifs des « mesures organisationnelles » ont débuté dans les bureaux du siège du parti. Dès décembre 1954 ils ont commencé à dresser les listes des personnes à licencier.<sup>27</sup> Mais une décision définitive n'a été prise qu'après un tournant politique au sein du parti. Début mars 1955 la Direction Centrale du parti s'est de nouveau réunie pour prendre cette fois une décision exactement inverse de celle prise quelques mois auparavant.<sup>28</sup> Imre Nagy a été stigmatisé comme « déviationniste de droite » et a été exclu des rangs du parti. Alors qu'en quelques phrases creuses la nouvelle décision qualifiait celle de juin 1953 comme étant toujours en vigueur, en réalité elle l'invalidait point par point, et elle réorientait le parti sur sa ligne politique d'autrefois. L'autorité de Rákosi était désormais tellement malmenée que rétablir son ancien pouvoir absolu n'était plus possible, néanmoins la lutte entre le groupe de Rákosi et celui de Imre Nagy était définitivement tranchée en faveur de Rákosi.

Tout d'abord c'est Péter Kende qui fut renvoyé de la rédaction en décembre 1954 ; au moment de l'assemblée générale il était secrétaire délégué du parti, et donc responsable dès qualité pour les affaires de la cellule. Deux jeunes écrivains de talent, Endre Kövesi et Lajos Szilvási, furent licenciés en même temps que lui. Impossible de connaître la raison pour laquelle on leur en voulait davantage, soit pour leurs reportages révélateurs, soit pour leurs interventions musclées à l'assemblée générale.

Sur proposition de Mátyás Rákosi, le Bureau Politique a pris le 28 avril une décision<sup>29</sup> aux termes de laquelle plusieurs meneurs du groupe insurrectionnel, moi entre autres, étaient licenciés de la rédaction de *Szabad Nép*<sup>\*</sup>. Il faut ajouter que ces mises à la porte se sont déroulées d'une façon « poststalinienne ». Autrefois, pour des fautes moins grandes on avait droit à l'internement, à la prison, ou, au minimum, la personne licenciée devait aller travailler comme manœuvre sur un chantier. Dans notre cas, de nouveaux emplois ont été désignés pour chacun de nous. Lajos Fehér fut nommé directeur d'une ferme d'État, les autres ont retrouvé un travail dans la presse, dans des organes bien moins prestigieux et à des grades inférieurs, en conséquence de la décision disciplinaire. J'ai été le seul à être muté dans la sphère de la recherche scientifique.

Avant de décider sur nos mutations, nous avons été soumis à un autre processus humiliant. Ils nous ont fait comprendre que la désignation du futur poste de travail dépendait d'une autocritique que nous accepterions de faire. Pour les anciens communistes revenus de l'émigration moscovite c'était une pure routine à laquelle on peut se prêter sans hésitation ni remords, autant de fois qu'on le réclame. Pour moi cela a été une expérience épouvantablement honteuse et humiliante. Les mots mensongers avaient du mal à me monter aux lèvres. J'ai été victime, mais j'ai aussi subi un échec moral. En y repensant après cinquante ans d'une carrière réussie de chercheur, je pourrais me rassurer en me disant que prononcer ces quelques phrases n'était pas peine perdue, ça a valu la peine si c'était le prix à payer pour accéder à la voie de la recherche. Mais est-ce qu'un quelconque calcul « coût-bénéfice » a un sens, dans ce genre de dilemme ?

L'échec du « programme gouvernemental de juin », la chute personnelle de Imre Nagy et les mesures de rétorsion contre nous ne nous ont pas pris au dépourvu. Il était évident que nous avions compté avec le risque d'un échec avant de prendre parti publiquement pour le « nouveau cours ». Et même, comme je l'ai rappelé plus haut, nous étions prêts à assumer une issue bien

\* Le Bureau Politique a décidé de licencier les personnes suivantes : Lajos Fehér, János Kornai, Teréz Laky, Gábor Lénárt, Tibor Méray, Sándor Novobáczky et Imre Patkó. Teri n'était pas intervenue aux assemblées. Si elle a aussi été renvoyée du journal, c'est manifestement parce qu'elle était ma femme. Pál Lőcsei était en cette période étudiant d'une des écoles du parti, l'Institut Lénine. C'est pourquoi, pour des raisons formelles, il n'a pas pu être renvoyé de son poste à *Szabad Nép*.

pire, le risque de représailles autrement plus brutales. Deux années seulement étaient alors passées après la mort de Staline. Personne ne pouvait prévoir ce qui allait perdurer et ce qui allait cesser ou s'adoucir parmi les cruautés de la période stalinienne. Si je n'ai pas été surpris, j'ai tout de même trouvé les événements terriblement écoeurants.

Si je devais résumer ma réaction en deux mots, la mesure disciplinaire du parti a provoqué en moi un sentiment de dégoût. C'est par le désenchantement, l'amertume, l'horreur que je pourrais caractériser mon état d'âme de ces mois-là. La foi aveugle d'autrefois avait en tout cas disparu définitivement. Dès lors j'observais ce qui se passait les yeux grands ouverts. L'écoeurante mauvaise foi, la sordide calomnie, l'argumentation hypocrite, le recours tordu aux informations des indics, vraies ou déformées, la menace et le chantage, la torture psychique et l'humiliation de l'adversaire – autant de moyens « normaux » des luttes intestines au sein du parti communiste. Quelle sorte de parti représente celui dont l'organe supérieur, la Direction centrale, tourne comme le vent souffle ? Tantôt elle admet une politique déterminée, tantôt elle la stigmatise et la réfute. J'avais envie de me retrouver le plus loin possible de ce marécage. Je reconnaissais qu'il pouvait y avoir besoin de trouver, même au sein du parti communiste, des gens prêts à relever le défi pour la bonne cause face aux représentants de la mauvaise cause. Mais je ne souhaitais plus assumer ce rôle.

Le processus d'éveil de la période 1953-1955 allait de pair avec un grave ébranlement de ma confiance en moi. Je n'ai pas le droit de compter sur mon propre jugement politique, pensais-je, si je me suis laissé berner à ce point. Où avais-je mis mon bon sens et mon esprit critique si pendant des années on avait pu me mener par le bout du nez ? Un sentiment a germé en moi instinctivement d'abord, puis cela est devenu progressivement une résolution consciente : dorénavant je ne croirais plus jamais en personne sans réserve et sans émettre des doutes. Face à toute affirmation intellectuelle ou politique j'aurais dans l'avenir une première réaction : est-ce qu'elle est vraie ? Est-ce qu'un argument que l'on me présente pour étayer une proposition ou un programme tient debout ? N'y a-t-il pas une intention sournoise cachée quelque part ?

Après que pendant des années je me sois soumis volontairement à une discipline aveugle, j'ai décidé de ne plus jamais être soldat d'aucun parti.

Après neuf années j'ai quitté la rédaction de *Szabad Nép*. J'y suis retourné pour une seule nuit en octobre 1956 (j'en rendrai compte par la suite), mais à l'exception de ce moment particulier, pendant des décennies, je n'ai plus franchi la porte des bureaux de la place Blaha Lujza. Il y a quelques années l'immeuble du siège a accueilli le fonctionnement de plusieurs organes de presse de droite. Récemment, pendant l'écriture de ces lignes j'ai demandé le droit d'y entrer pour prendre quelques photos car des bruits couraient que bientôt il serait démolí ; ce fut effectivement le cas en 2005.

## Cinquième chapitre

### DÉBUT DE LA CARRIÈRE DE CHERCHEUR

1955-23 octobre 1956.

#### *La Surcentralisation*

J'ai commencé mon travail à l'Institut de Sciences Économiques de l'Académie des Sciences de Hongrie en juin 1955. Cela a été le jalon d'une nouvelle période dans ma vie ; à partir de ce moment la recherche scientifique est devenue ma vocation.

Mon départ et mes premiers pas dans cette nouvelle voie se sont déroulés dans un environnement historique peu commun, au milieu d'événements exceptionnels. Dans la vie politique visible, mais encore plus dans celle dissimulée sous la surface, la tension et le bouillonnement ne cessaient d'augmenter, ce qui a finalement conduit à l'explosion de la révolution d'octobre 1956.

#### *Le contexte*

Au début des années cinquante on a commencé à introduire chez nous le système des diplômes scientifiques selon le modèle soviétique. Le premier degré se nommait « candidat » de la science correspondant au domaine du chercheur (par exemple médicale ou économique). On considérait que ce titre de « candidat » correspondait au niveau d'un PhD américain ou occidental. Il s'acquerrait à peu près au même âge, dans les deux systèmes les titres étaient attribués sur la base d'une thèse de la taille d'un volume.\*

\* Si l'on fait abstraction du contenu des études (on pourrait très bien s'en abstraire en mathématiques ou en physique par exemple), la différence fondamentale entre les deux titres apparaît dans les études requises avant le dépôt de la thèse. Le postulant au PhD américain bénéficie d'une formation intensive et de haut niveau pendant au moins deux ans, participe à plusieurs cursus, passe de nombreux examens, rencontre un certain nombre de professeurs. En revanche l'aspirant candidat, lui, ne bénéficiait pas d'une formation spécifique couronnant ses études universitaires antérieures. Il devait passer quelques examens auxquels il pouvait se préparer de façon privée – et il devait naturellement remettre une thèse qu'il devait soutenir dans le cadre d'un débat public. Il convient de souligner une autre différence importante. Le titre de PhD est octroyé dans le monde occidental par les universités, alors que le titre de candidat et les autres degrés scientifiques suivants dans le système de type

En août 1953 je me suis présenté comme aspirant candidat, et en décembre de la même année on m'a informé que j'étais admis à postuler. Le requis général dans ces cas-là est un diplôme universitaire, à l'instar des jeunes inscrits au programme de PhD des universités occidentales qui doivent détenir un diplôme de B.A. [Maîtrise], c'est-à-dire un diplôme inférieur de l'université. Moi, je ne possédais pas de diplôme universitaire. Je m'étais bien inscrit à l'université scientifique de Budapest déjà en 1945, à la faculté des lettres. J'avais choisi principalement des cours de philosophie et d'histoire. À l'époque et pendant un certain temps encore existaient des étudiants absenteistes qui ne fréquentaient aucun cours, mais faisaient simplement signer leur livret d'étudiant par les professeurs et repoussaient les examens à plus tard. C'est ce que j'ai fait aussi pendant deux ans puis, quand mon poste à *Szabad Nép* a absorbé toute mon énergie, j'ai abandonné l'idée de suivre les études universitaires de façon régulière. Lorsque j'ai postulé pour être aspirant candidat, on n'a pas tenu rigueur dans mon cas de l'absence du diplôme exigé. Personne n'est intervenu en ma faveur, mais je suppose qu'au moment de la décision de m'accepter il a été tenu compte de ma haute fonction au journal. En conclusion, on m'a accordé en 1956 le degré de candidat correspondant au PhD en l'absence totale de diplôme universitaire préalable.

Mon directeur de thèse était le professeur Tamás Nagy, deuxième personnage en titre après le recteur de l'Université des sciences économiques Karl Marx, mais premier en termes d'autorité scientifique et en compétences de direction effective. Il était le traducteur hongrois du *Capital*, titulaire de la chaire d'économie politique de l'université. C'était un économiste chevronné (pas exclusivement en marxisme). C'était un plaisir d'écouter ses cours, ses synthèses de débats, car son raisonnement et son langage étaient limpides et précis. Ce n'était pas un savant créatif, il n'a pas laissé des ouvrages pérennes, mais de même que d'autres économistes je pense avec gratitude au soutien et à l'encouragement que j'ai reçus de lui.

Tamás Nagy m'a donné un total feu vert concernant mon sujet. J'étais surtout intéressé par les questions de planification et de direction économique, mais j'étais encore incapable alors de préciser ce que je voulais exactement rechercher.

J'ai passé rapidement et sans encombre les examens obligatoires du titre de candidat. J'avais le statut appelé « aspirant par correspondance » qui étudie à côté de sa profession principale, dans son temps libre. Il existait aussi des aspirants « boursiers » : ceux-là étudiaient et rédigeaient leur thèse à plein temps. D'autres encore étaient des collaborateurs d'instituts scientifiques ou d'universités, et leur activité était en rapport avec leur

---

sovietique sont accordés par l'Académie des sciences ou les autres institutions associées à l'Académie (en Hongrie par exemple le Comité scientifique des qualifications).

travail en vue de leur diplôme de candidat. Dans les années 1952 et 1953 j'ai à deux reprises demandé à mes supérieurs de me libérer de ma fonction à *Szabad Nép*, parce que je souhaitais me consacrer plutôt à la recherche. Ils ont sans hésiter, vigoureusement, rejeté ma requête sous le prétexte que « le parti a besoin de toi ici, à *Szabad Nép* ». Discipliné, je me suis résigné à ce refus.

Pourquoi ce désir de réorienter ma profession ? À l'époque il n'était aucunement question encore de motivations politiques, de souhait de m'éloigner de la cuisine diabolique de la politique. Ma motivation était plutôt une sorte de ras le bol du train-train journalier de la fabrication d'un quotidien, mais aussi j'en avais assez de la superficialité et du touche-à-tout du journalisme. Je connaissais peu de chose de la profession de chercheur, mais elle m'attirait. Un signe qui ne trompe pas : bien que cela ne fit pas partie de mes tâches, je me suis pourtant plusieurs fois porté volontaire pour rendre compte de la création du Conseil scientifique et des autres événements de la vie de l'Académie des sciences. Je n'avais aucune idée de la cruauté avec laquelle on mettait les sciences au pas derrière les coulisses. C'est exclusivement mon attrance pour le monde des sciences qui expliquait ces « escapades ».

Une ou deux années s'étaient passées depuis le refus de mes requêtes. Les tempêtes autour de la révolte à *Szabad Nép* battaient déjà leur plein, quand un jour Miklós Gimes m'a dit : « Tu n'es pas fait pour la politique. Tu devrais plutôt t'orienter vers la recherche, cela te convient mieux. » Je revois encore l'endroit où il m'a donné ce conseil, on tenait tous les deux la porte de l'ascenseur, à la sortie d'une réunion pénible.

Je ne pouvais pas quitter mon emploi volontairement, sur ma propre demande, et je ne pouvais pas changer de métier. Mais lorsque, en même temps que les autres, j'ai été écarté du journal, l'occasion s'est présentée d'une réorientation professionnelle. J'ai saisi cette opportunité. L'Institut des sciences économiques venait d'être créé, István Friss en a été nommé le directeur, le même qui précédemment, en tant que directeur du département d'Économie nationale au Comité central me donnait des instructions et me connaissait bien depuis des années. J'ai demandé un poste dans son institut.

Ma carrière à l'Institut a commencé par une rétrogradation spectaculaire. Après la perte de ma position importante à la rédaction, j'ai obtenu le grade le plus subalterne possible à l'Institut : je suis devenu « collaborateur auxiliaire ». Ma rémunération s'élevait à quarante pour cent de celle au journal\*. Précédemment je possédais un beau bureau spacieux, mais désormais nous partagions un bureau modeste à trois.

---

\* Pour compléter mon salaire et pour toucher quelques honoraires, j'ai écrit quelques comptes rendus de livres ou articles de revues. C'était tout à l'honneur des directeurs de rédaction de vouloir m'aider et de publier mes papiers – mais je ne pouvais publier que sans signature ou seulement sous un pseudonyme.

En revanche j'ai eu la chance de tomber sur des collègues intelligents, ouverts et vraiment très amicaux : Péter Erdős et Róbert Hoch. Tout le temps que nous avions à partager notre bureau, il n'était pas aisé de se concentrer sur le travail, car durant ces mois particuliers, agités, ils avaient plutôt envie de discuter.

### *Impulsions intellectuelles*

J'ai mené de riches conversations passionnantes et stimulantes, non seulement avec ceux du même bureau, mais avec d'autres collègues de l'institut aussi. L'institut a déménagé début 1956 au 7 rue Nádor, dans ce bel immeuble néoclassique du célèbre architecte Mihalyi Pollack, où aujourd'hui se trouvent les bureaux de l'Académie des sciences. Le département de Tamás Nagy auquel j'appartenais a été logé au deuxième étage. C'est là que travaillait également Antal Máriás que son article<sup>30</sup> écrit en commun avec Tibor Liska sur l'efficacité du commerce extérieur avait rendu célèbre très jeune, et qui plus tard a dirigé à l'université le département de politique économique. Dans le bureau voisin du mien travaillait Béla Csendes, et un peu plus loin Ferenc Vági, tous les deux économistes agraires débutants. Par la suite, Béla est devenu vice-président de l'Office national du plan, et Feri le responsable du département d'agronomie à l'université. Nous comptions également parmi nous András Nagy, arrivé à l'institut après quelques virages existentiels : il avait rempli de très hautes fonctions dans le mouvement de jeunesse, il avait enseigné l'économie politique puis, à la suite du procès Rajk, s'était brusquement retrouvé manœuvre dans l'industrie du bâtiment, pour être projeté de nouveau dans la sphère intellectuelle au moment du changement idéologique suivant. Puis Róbert Hoch, Sándor Ausch, Ferenc Molnár, András Bródy – je pourrais continuer l'énumération des noms si bien connus pour ceux qui ont suivi l'évolution de la science économique hongroise durant les décennies suivantes.

« L'Herbage » – c'est ainsi que nous appelions ce couloir de l'institut, plus exactement le groupe de jeunes chercheurs qui y travaillaient\*. Quant à sa composition, d'un certain point de vue c'était un groupe plutôt hétérogène. Certains avaient leurs racines au village, d'autres à la ville.

\* Dans le village hongrois d'avant la guerre on appelait « Herbage » l'alignement habité par les plus pauvres. L'écrivain Péter Veres le décrit dans « L'Herbage » : « L'Herbage se trouve en bordure du village. Au-delà il n'y a plus que des terres salifères désolées où ne poussent que des défécations d'oies, de cochons ou de vaches. Celles-ci n'y restent d'ailleurs que le temps de sécher, car ensuite les habitants de l'Herbage les ramassent pour en faire du combustible. » (Veres, 1997 [1939], p. 32) J'ai repris cette citation de l'étude de György Péteri (1998, pp. 198-205). Péteri trace très bien, étayé par de multiples informations intéressantes et instructives, le portrait des membres de « l'Herbage » et décrit la vie du groupe.

Certains faisaient auparavant déjà un travail académique alors que d'autres étaient devenus chercheurs après un virage abrupt dans leur parcours. Pourtant nous avions tous beaucoup de points communs. Nous étions tous déçus de la variante à la Staline-Rákosi de l'ordre communiste, et aspirions à un socialisme plus humain et en même temps plus efficace. Nous étions tous écœurés des anciens schémas froids et vides de l'économie politique et voulions étudier la *réalité*. Aucun de nous n'était un économiste bien préparé au sens actuel occidental du terme. Si nous n'apprenions pas beaucoup d'économie les uns des autres, nous étions tous inspirés par la franchise de nos comptes rendus d'expériences et par les discussions politiques de bonne foi, basées sur le respect mutuel. Nous blaguions, nous nous faisions marcher – cette atmosphère amicale, je ne l'ai pas souvent retrouvée depuis dans une communauté.

Les deux personnes qui ont eu le plus d'influence à cette époque sur la maturation de ma réflexion économique ne faisaient pas partie des collaborateurs de l'institut.

Je connaissais déjà auparavant György Péter, le président de l'Office Central des Statistiques. C'est Péter Kende qui nous avait présentés. Au début nous nous rencontrions à trois, et plus tard les rencontres en tête-à-tête sont devenues le cadre permanent de nos entretiens amicaux. Il nous a rendu quelques rares visites à la maison, mais le plus souvent c'est moi qui allais le voir dans son élégant appartement. Sa femme, Emmi Péter (Pikler), célèbre pédopsychiatre, nous servait le café, échangeait quelques mots avec nous, puis nous laissait à nos échanges de vues interminables.

György Péter avait 25 ans de plus que moi. Il faisait partie des anciens communistes, il avait acquis sa célébrité dans les cercles du parti par le fait que, après Mátyás Rákosi et Zoltán Vas, c'est lui qui avait pourri le plus longtemps – dix années – dans les prisons du régime Horthy. András Hegedűs, plus tard un temps son adjoint à l'Office central des statistiques, a mis dans le mille quand il l'a appelé « grand seigneur bolchevique »<sup>31</sup>. Sa personnalité colorée, sa finesse, sa générosité, son ironie, le faisait détoner parmi tous ces gris bureaucrates du parti.

Lorsque, après une ou deux rencontres, il a senti qu'il pouvait me faire confiance, il n'a pas hésité à me faire part de ses idées en matière d'économie. Le marché, et seulement le marché, représentait ce mécanisme extraordinaire capable d'accorder l'offre et la demande. Par rapport au marché, le plan n'est qu'un instrument brutal et rigide. Pour que le marché puisse fonctionner, il faut libérer les prix de leurs contraintes.

Offre, demande, prix libres, marché, efficacité – autant de notions dont un étudiant en sciences économiques de n'importe quelle université occidentale fait la connaissance dès les premiers cours de microéconomie destinés aux débutants. György Péter a soulevé là des idées qui, si elles étaient triviales dans un autre monde me paraissaient à moi quasiment révolutionnaires.

György Péter s'était procuré pendant ses années de prison un manuel de Farkas Heller, le plus connu des professeurs d'économie d'alors à l'université de Budapest<sup>32</sup>. Il était mathématicien de formation, mais dans le livre de Heller, en autodidacte, il avait acquis les bases de la science économique « bourgeoise » (comprendre : non marxiste). Il n'a pas poursuivi sa formation en cette discipline par la suite, mais son expérience intellectuelle de jeunesse l'a marqué pour la vie.

Ce qu'il a absorbé en théorie grâce à Heller, a été confirmé par son expérience personnelle. Il participait régulièrement aux sessions de la Commission européenne des statistiques de l'ONU à Genève. Il m'a rappelé à plusieurs reprises la forte impression qu'avait exercé sur lui la Suisse, pays d'abondance et d'économie consolidée et stable, et il l'a confrontée à la pauvreté et aux pénuries qui sévissaient chez nous et dans les autres pays socialistes. (En dehors de Miklós Gimes, György Péter a été le deuxième homme parmi mes proches amis à avoir été très impressionné par l'expérience suisse). L'élégance de la Bahnhofstrasse de Zürich, l'incroyable richesse du choix, la courtoisie des commerçants étaient pour lui autant de preuves tangibles de l'efficacité du marché.

György Péter n'a pas songé à un « changement de système » au sens où nous utilisons aujourd'hui ce terme. Il était convaincu de pouvoir rester communiste, tout en réfutant l'économie dirigée centralisée et en confiant plutôt au marché la coordination.

Il s'est ouvert à moi de ses idées d'abord seulement dans des conversations intimes. Plus tard, en 1954-1955, il a publié deux articles dans lesquels il a esquissé sa conception des réformes et l'a défendue contre les critiques<sup>33</sup>. Il en avait discuté au préalable le projet avec un ou deux de ses collaborateurs les plus proches et quelques amis extraprofessionnels dont moi. Avec des remarques, la rédaction de quelques paragraphes je me suis efforcé de contribuer à la version définitive de ses articles, en particulier la dernière étude. Je suppose que d'autres en ont fait autant. Mais la pensée fondamentale provient sans conteste de lui.\*

Ce respect quasi mythique du marché qui émanait des paroles et des écrits de György Péter est totalement étranger à l'économie politique marxiste. Un des piliers de base de la structure intellectuelle de Marx est que le marché engendre l'anarchie. Le progrès économique exige que l'humanité se débarrasse de l'anarchie causée par le marché et qu'elle crée enfin un ordre à la place. Quand György Péter (et le manuel de Farkas Heller qu'il m'avait recommandé) m'ont appris à reconnaître les vertus du marché, j'ai fait un grand pas en avant pour me détacher du marxisme.

---

\* Une parenté du système d'idées de György Péter avec le « socialisme de marché » de Lange saute aux yeux. Je suis persuadé que Péter, pas plus que Kardelj mentionné au chapitre précédent, ne connaissait l'œuvre de Lange. Nous nous trouvons ici face à un cas typique de « redécouverte » par un autodidacte.

Je me suis lié avec György Péter d'une amitié sincère, allant bien au-delà d'une relation intellectuelle. Là où il le pouvait, il m'a toujours aidé<sup>34</sup>.

À cause de ses remarques critiques, ses pensées économiques hérétiques, il a toujours été une épine dans le pied des forces conservatrices. En 1969, la police a lancé contre lui une enquête sous un prétexte monté de toutes pièces. Il fut assigné à résidence non à son domicile, mais à l'hôpital. Sa mort fut due à un couteau planté en plein cœur. Il s'est probablement suicidé ; peut-être n'a-t-il pas pu supporter l'idée des humiliations à venir. On ne peut pas non plus exclure qu'il ait été assassiné\*.

Revenons aux années 1955-1956. L'échange intensif mené avec Péter Kende, mon plus proche ami, a joué un rôle très important dans la révision de ma pensée économique. Comme je l'ai déjà rapporté au chapitre 2, nous nous étions engagés ensemble dans l'empire du marxisme en lisant et en annotant *Le Capital* avec une attention minutieuse. L'histoire est cette fois rendue complète par notre désengagement commun de cet empire (il est vrai au prix d'un franchissement de frontière encore interdite alors). Nous avons énormément discuté, puis Kende a entrepris d'écrire ce qu'il pensait du marxisme. « Notes critiques sur la science économique marxiste » – tel était le titre de son étude de soixante-douze pages<sup>35</sup>. Fort heureusement Péter en a emporté un exemplaire en émigration. C'est un ouvrage excellent, même à la lecture avec un œil d'aujourd'hui : il en émane la fraîcheur de la pensée, un esprit critique acéré et approfondi.

J'ai moi aussi écrit une étude, d'une centaine de pages si je me rappelle bien, dans un double but. D'une part je réagissais à l'étude de Péter Kende. (Comme tout cela devait rester clandestin, je n'y ai pas mentionné son nom, je l'ai remplacé par un W.) J'ai bien sûr émis des critiques mineures sur quelques points, mais j'ai surtout prolongé sans équivoque les pensées qu'il avait développées à propos de l'économie politique marxiste. D'autre part dans cette étude qui ne pouvait pas être rendue publique je voulais dire sur l'économie socialiste ce que je ne pouvais pas publier dans ma thèse de postulant au titre de candidat, destinée à être publiée. Je ressentais le besoin de clarifier dans cet ouvrage l'arrière-fond théorique du livre en préparation avant tout face à moi-même, ainsi que pour mes compagnons de pensée les plus proches.

Il est dommage que mon manuscrit ronéotypé en quelques exemplaires soit perdu. Il n'en reste qu'une seule trace écrite. L'ironie du sort veut que

---

\* Le juriste Sándor Nyiri a tenu une conférence sur la procédure pénale contre György Péter (1994, pp. 45-47) en hommage à ce grand économiste réformateur lors d'une réunion organisée à sa mémoire en 1994. On y a appris que de graves fautes professionnelles ont été commises lors du déroulement de la visite sur les lieux après sa mort. Le cadavre a été déplacé, de nombreux détails n'ont pas été relevés dans les procès-verbaux, etc. C'est pourquoi il devient impossible de déterminer a posteriori la cause de la mort.

cette trace se trouve justement dans les archives de la police politique. Sándor Fekete, arrêté en 1958, dans ses aveux écrits de sa main, a donné de moi au cours de ses interrogatoires, une analyse détaillée en onze points. Or dans son point numéro deux il rend compte de notre travail commun avec Kende, et il mentionne l'étude qui « aurait renversé les fondements du *Capital* de Marx ». Dans ses aveux, Fekete met ironiquement entre guillemets cette partie de son analyse, puis il continue<sup>36</sup> : « J'ai d'abord appris l'existence de cette étude par Gimes qui en a dit beaucoup de bien, puis fin 1956, Kornai m'a lui-même montré l'ouvrage. L'étude était censée prouver que *Le Capital* est dans l'erreur dès son point de départ, la théorie de la valeur est erronée.\* »

Lorsque nous sommes arrivés à ce point dans l'éloignement du marxisme, nous connaissions encore très peu des théories rivales. Ce n'est pas en rejetant une théorie que nous aurions en changeant de camp pris le parti d'une autre théorie. À l'instar du Baron de Münchhausen nous nous sommes retirés par les cheveux du marécage de la pensée marxiste. Dans l'écrit de 1955 de Péter Kende je peux suivre à la trace qu'il utilisait encore le langage marxien (valeur vs. valeur d'usage, etc.) pour critiquer le contenu de la pensée marxienne. Nous tentions de déterminer pour quelle raison nous réfutions l'économie politique marxiste, et ce que nous attendrions d'une théorie économique véritablement scientifique.

#### *Rupture avec l'économie politique marxiste*

J'ai plusieurs fois souligné plus haut le rôle important qu'ont joué les dialogues écrits et parlés avec Péter Kende dans l'évolution de mes pensées. Nos idées économiques et politiques se reformaient parallèlement. Je vais pourtant revenir maintenant à une formulation grammaticale, la première personne du singulier. Il n'est pas facile pour moi de reconstituer où j'en étais dans cette longue restructuration émotionnelle et intellectuelle en 1955-1956, au démarrage de ma carrière de chercheur – en évitant le risque de dater l'apparition de sentiments ou d'idées à une date antérieure à celle de leur maturité réelle. S'il m'est difficile de faire la part des choses dans ma

---

\* Dans le point 5 de ses aveux, Fekete rappelle qu'au printemps 1957 il m'a montré son étude intitulée *Hungaricus* dans laquelle (et là je cite ses aveux) « il y avait une remarque contre lui entre autres à propos des « jeunes titans déboulonnant Marx ». Dans une discussion que nous avons eue à mon domicile, Kornai a réfuté le postulat de *Hungaricus* selon lequel la théorie de la valeur de Marx et le matérialisme historique font autant partie organique de la science universelle que, disons, les thèses d'astronomie de Képler. Il affirmait encore plus fermement qu'auparavant que l'économie politique marxiste est erronée dès ses prémisses. » Il est très étrange de lire aujourd'hui en 2004 comment une critique de la théorie marxiste de la valeur était devenue une affaire de police dans les prisons de la répression. Au chapitre suivant je reviendrai encore sur les aveux de Sándor Fekete cités ici.

propre histoire, encore moins puis-je me risquer de le faire concernant autrui, s'agissant même d'une personne aussi proche que Kende.

Des critiques innombrables avaient déjà paru à propos des thèses de Marx. Le nombre des ouvrages qui avaient l'ambition de critiquer Marx avec une objectivité scientifique et une analyse approfondie était moindre, mais restait néanmoins considérable\*. Je n'avais en réalité pas grand-chose à y ajouter. Les analyses ci-dessous n'ont nullement la prétention de réfuter le marxisme en quelques phrases. Ce qui peut néanmoins être instructif dans mes remarques, ce n'est pas tellement le contenu de la critique, mais plutôt la description de la succession chronologique du processus de désenchantement. Quelle a été – dans mon cas personnel – la structure logique de la rupture avec le marxisme ?

Au quatrième chapitre j'ai déjà expliqué que la mue de mes idéaux n'a pas commencé sur un plan rationnel, mais sur un plan métarationnel. C'est ma *foi* communiste qui a été ébranlée lorsque je me suis éveillé aux mensonges et aux cruautés qui m'entouraient. C'est le fondement éthique de mon idéologie qui s'est écroulé.

Si c'était bien, en utilisant une métaphore géologique, la strate la plus profonde, alors le fondement *épistémologique* du marxisme se trouvait au-dessus, dans une sphère désormais rationnelle. Le marxisme clame être la théorie du socialisme *scientifique*. Il se démarque des différentes versions antiscientifiques des socialismes, il les stigmatise comme naïves et utopiques. Il prétend que le marxisme, et le marxisme seulement, offre une méthodologie scientifique pour les recherches et les connaissances consacrées à la société.

Si je me suis détaché du marxisme c'est parce que je me suis convaincu que justement il était infondé à cet égard. Je n'ignore pas qu'en me lançant maintenant dans des analyses méthodologiques de théories scientifiques, je m'avance sur un terrain mouvant. Entre les philosophes s'occupant du sujet il n'y a pas de consensus pour savoir ce qui rend une allégation « *scientifique* » et même pas pour savoir quand on peut considérer qu'une proposition est vérifiable. Mais une autobiographie intellectuelle ne peut pas avoir pour but de trancher dans ces débats. Je m'efforce seulement de faire connaître mon histoire personnelle.

Jusqu'en 1955 l'unicité et la structure logique limpide de la construction intellectuelle marxiste étaient à mes yeux des arguments suffisants pour penser qu'elle n'était pas seulement logique, mais aussi *vérifiable*. Dès que, déçu et soupçonneux, j'ai commencé à revoir ma conviction théorique préalable, j'ai appliqué avec de plus en plus de fermeté un nouveau critère : la confrontation de la théorie à la réalité. C'est précisément l'amère

---

\* C'est à cette époque que j'ai lu par exemple la critique mémorable de Marx par le grand économiste autrichien Böhm-Bawerk (1926 [1896]), qui démontre de façon convaincante les contradictions entre les volumes I et III du *Capital*.

impression de la duperie qui donnait plus de poids à ce nouveau critère. Comment se rapporte « la théorie de la valeur » au prix réels ? Comment se rapporte la théorie de la « paupérisation » à la dynamique historique réelle du niveau de vie ? Comment se rapporte « la théorie des crises capitalistes » au cycle des affaires de la vie réelle ? Comment se rapporte la théorie « des classes » et de la « lutte des classes » à la stratification réelle de la société et aux conflits sociaux véritables ? Le problème n'était pas seulement que dans ces confrontations les dogmes marxistes ont échoué de A à Z aux examens de la comparaison avec la réalité. Le plus grand problème est que Marx, et surtout ses disciples ultérieurs, ne ressentent pas comme leur devoir intellectuel primordial une application du critère élémentaire de scientificité, la confrontation avec la réalité.

Le marxisme n'est pas la seule tendance en sciences sociales qui commet cette erreur fondamentale, mais alors, en 1955-1956, c'est au marxisme que j'ai réclamé de répondre à cette exigence primordiale de la scientificité, la comparaison de la théorie à la réalité.

Bien sûr, la position des sciences sociales est plus délicate à cet égard que, par exemple, celle des sciences naturelles expérimentales. Celles-ci peuvent justifier une proposition théorique plus facilement et avec plus de rigueur statistique. Mais même si les possibilités d'une justification empirique sont plus limitées, les chercheurs sur les phénomènes sociaux doivent néanmoins démontrer qu'ils ont *fait leur maximum* pour vérifier leurs thèses, c'est-à-dire qu'ils ont essayé de confronter la théorie à l'expérience avec tous les moyens à leur disposition, aussi consciencieusement que possible. Et s'ils voient que sur des points importants la réalité diverge de la théorie, ils doivent alors modifier cette dernière, ou si cela ne réussit pas, ils doivent rejeter la théorie réfutée par la réalité.

Poursuivant la métaphore géologique précédente, toutes les affirmations théoriques erronées s'étaient superposées sur une couche épistémologique et méthodologique erronée. Si tant de couches théoriques erronées ont pu se superposer, c'est parce que le créateur de la théorie n'avait exigé ni de lui-même ni d'autrui une confrontation à la réalité. Tels des espèces animales depuis longtemps éteintes et fossilisées, des doctrines dépassées se sont perpétuées, figées, sous une forme inchangée. Les admirateurs de Marx, même contraints de reconnaître bon gré mal gré la nature erronée de l'un ou l'autre dogme, en accusaient les mauvais disciples, les « vulgarisateurs » du maître. La vérité est que c'est Marx qui les a habitués (et qui nous a habitués) à l'algorithme d'un mauvais raisonnement.

Poursuivons la métaphore géologique\*. Aux yeux des adeptes de l'économie politique marxiste *la théorie de la valeur* est considérée comme

\* Je sens qu'avec cette métaphore je me retrouve dans une situation étrange. Pendant que je critique le marxisme, j'utilise une des formules favorites des marxistes : la

la conception centrale de toute la science économique marxiste. Elle est donc la strate suivante que je souhaiterais traiter brièvement.

C'est à cette époque que j'ai commencé à comprendre que l'allocation des ressources fonctionne mal dans le système socialiste. La fonction des prix dans une telle économie est presque impossible à expliquer. Il est vrai que Marx n'a jamais promis de dire à l'avance ce qu'il faudrait faire exactement dans le système socialiste. Mais nous devrions pouvoir au moins comprendre dans ses écrits, comment cela fonctionne dans le capitalisme. Il a suffi de poser clairement cette question pour que ceci devienne évident : Marx a échoué à nous donner la réponse. Dans ses ouvrages nous trouvons maintes allusions à « la concurrence » qui détermine les prix. Mais comment ? Le volume 1 du *Capital* flotte en l'air. Son affirmation principale selon laquelle le travail est le seul créateur de toute valeur est un cas typique des affirmations non testables, non réfutables – donc non scientifiques. Qui plus est, de cette thèse principale du volume 1, il est impossible de déduire la ligne de pensée du volume 3 selon laquelle la survaleur « se transforme » en un profit moyen, proportionnel au capital. Là, on trouve des affirmations testables et réfutables, mais celles-ci ne pèsent pas lourd dans une confrontation à la réalité. La théorie visait à expliquer le profit explique assez mal quels sont les facteurs qui déterminent le profit dans la réalité du capitalisme. Pour me résumer : j'en suis arrivé à la conclusion que la théorie de la valeur de Marx est inapplicable.

Les autres thèses de l'économie marxiste se superposent aux strates déjà traitées. Je vais en présenter une ici pour illustration : l'affirmation concernant la *paupérisation de la classe ouvrière*. Elle ne provient d'aucune autre thèse de façon déductive. À supposer que nous admettions la théorie de la valeur de Marx, ainsi que ses théories concernant le profit moyen et le prix de production, ainsi que toutes les autres thèses auxiliaires qui figurent dans *le Capital* – on pourrait en déduire aussi bien que le niveau de vie des travailleurs manuels baisse, stagne ou s'améliore relativement (en comparaison des autres groupes) ou absolument (si l'on prend en compte les changements de long terme). En ce qui concerne la vérification empirique, l'histoire réfute sans ambiguïté l'enseignement marxiste de la paupérisation en tant que tendance à long terme. On peut montrer statistiquement et sans équivoque que dans tous les pays du monde (fonctionnant dans le cadre du

---

confrontation de l'essence « profonde » avec les phénomènes superficiels. Le fait que les psychologues éloignés du marxisme utilisent aussi volontiers la métaphore des couches profondes de la réflexion et de celles plus proches de la surface me rassure peut-être quelque peu. Encore une remarque. Comme je l'expliquerai à plusieurs reprises, je persiste à penser que de nombreux éléments de l'enseignement de Marx et de ses disciples fonctionnent et sont porteurs de lumière. Je tiens à rester exempt de tout préjugé. Par exemple, le fait que des marxistes utilisent une métaphore avec prédilection, ne m'ôtera pas l'envie de l'utiliser moi aussi.

système capitaliste) la consommation matérielle des travailleurs et leurs conditions de vie se sont substantiellement améliorées au cours des cent ou deux cents dernières années.

Beaucoup d'intellectuels de convictions autrefois marxistes ne sont pas capables d'une rupture idéologique radicale. Ils poursuivent un combat d'arrière-garde désespéré comme une armée, chargée de protéger une ville, et condamnée à la perdre, se retirant de pâtre de maisons en pâtre de maisons en abandonnant ses positions. Ils se cramponnent aussi longtemps que possible à une thèse théorique ou une méthode de recherche. Quant à moi, j'ai appliqué une autre stratégie pour reformuler mes pensées. Vers la fin de 1955 j'ai abandonné en esprit le marxisme. J'ai déclaré, d'abord à moi-même, que désormais je ne suis plus marxiste. Je ne réfute pas chacune de ses méthodes ou de ses affirmations (on y reviendra dans un chapitre ultérieur de ce livre), mais je rejette le « -isme », la structure intellectuelle marxienne. Parfois, entre amis très proches, j'ai décrit cet état de pensée comme ceci : dans ma tête « j'ai effacé le marxisme ». Je n'accepterais plus rien sur la simple base de rester fidèle à une école de pensée. C'est en partant de cet « effacement », en combattant ma suspicion et ma défiance intellectuelles, compréhensibles et normales sur la base de l'expérience antérieure, que je devrais me convaincre de les accepter de nouveau si je voyais que l'une ou l'autre thèse marxiste ou méthode de réflexion est malgré tout utilisable.

J'ai constaté que cette stratégie de rupture me convenait bien. Je devenais complètement ouvert à de nouvelles pensées. Il n'était plus nécessaire d'exposer longuement toute idée rivale à l'épreuve du feu du dogme marxiste, car je l'avais désormais balayé de la route. J'ai découvert que cette stratégie m'a donné un important avantage sur nombre de mes contemporains avec lesquels nous étions en même temps devenus marxistes mais qui le sont restés bien plus longtemps que moi, il leur a fallu des années, voire des décennies pour se libérer des liens entravant le libre envol de leur pensée. Dans les années 1960 et 1970 de nombreux philosophes, économistes, historiens de Budapest jouaient encore avec l'idée « d'une renaissance du marxisme » et pesaient en avançant d'une idée marxiste à une autre quoi éliminer et quoi préserver – alors que moi j'avais depuis longtemps dépassé ce stade laborieux, qui ne fait que freiner la pensée<sup>†</sup>.

---

\* J'ai radicalement rompu avec la théorie et l'idéologie du marxisme. En revanche, j'ai encore gardé un temps la confiance dans la possibilité de réformer le système socialiste. Nous verrons plus tard comment je me suis éloigné pas à pas de la conception du « réformateur naïf ».

† Mihály Vajda, philosophe connu, a rendu compte ainsi de ce processus (Pogonyi, 2003, p. 14.) : « Je me rappelle avoir dit à mes amis adeptes de Lukács au milieu des années 1970 : « Je pense que je ne suis plus marxiste. » Non pas à cause de toutes

### *Je deviens chercheur*

Pour ce qui est de mon âge, je n'étais pas en retard. J'avais vingt-sept ans quand j'ai entamé la rédaction de ma thèse; cela correspond en gros à l'âge moyen du « graduate student » américain dans sa phase d'écriture de thèse.

Lorsqu'un étudiant américain commence à rédiger son PhD, il a déjà une large connaissance du travail de recherche de ses professeurs. Beaucoup d'entre eux voient de près l'atelier des chercheurs pour avoir aidé un professeur en tant qu'assistant. Par la suite ce sera un directeur de thèse officiellement désigné qui leur donnera des conseils. Les méthodes de recherche sont transmises du professeur au doctorant, puis du disciple de naguère devenu professeur aux étudiants suivants dans un enchaînement de générations, comme jadis dans les corporations, le maître et le disciple désormais libéré enseignaient l'apprenti. À moi, la possibilité d'observer le métier de chercheur auprès de maîtres dans un atelier scientifique ne m'était pas donnée. Mon guide de recherche officiellement désigné, Tamás Nagy, qui était en même temps, en tant que chef du « département de théorie générale », le patron dans mon emploi, a gratifié ma rédaction de nombreuses remarques utiles. Il possédait un bon sens tactique et ressentait bien « jusqu'où on pouvait aller » dans les limites politiques du moment. Mais étant donné que lui-même n'avait jamais fait de véritable recherche, il ne disposait pas du savoir-faire d'un maître de recherche, par conséquent il n'avait pas de méthode à me transmettre.

Pendant quelques mois je n'ai pas eu de sujet déterminé, ma tâche officiellement désignée consistait à travailler avec Péter Erdős en qualité d'assistant de recherche. Je l'accompagnais dans ses déplacements, nous discutions beaucoup. Comme il ressort de ses ouvrages postérieurs, il n'était vraiment intéressé que par les théories abstraites ; il n'avait aucune expérience de la recherche empirique. Il voulait connaître l'avis des dirigeants économiques sur les problèmes de l'orientation et de la planification. Mais son manque de naturel, son approche agressive, souvent arrogante n'incitaient pas ses interlocuteurs à la franchise. C'était un homme intelligent et spirituel paré d'une ironie assassine. Malheur à celui qu'il avait choisi de critiquer ! Il rouspéait contre tout, beaucoup de choses lui déplaisaient dans le régime politique stalinien et dans l'état figé de la théorie marxiste. Il avait le sentiment qu'il n'avait rien à craindre de moi, oppositionnel récemment licencié de *Szabad Nép*, c'est pourquoi il s'ouvrait à moi. Mais cette franchise était passablement unilatérale. En dépit de toutes ses critiques, il est resté en fin de compte un adepte fidèle et infiniment loyal du parti communiste et de la théorie marxiste. J'évitais de lui dévoiler où j'en étais dans le rejet du marxisme et des idéaux communistes. Je me

---

les cochonneries faites au nom du marxisme, mais parce que le marxisme n'explique pas ce qui se passe autour de moi. »

contentais d'écouter sans plus ses diatribes critiques. C'était suffisant pour établir entre nous une relation amicale.

Ni lui ni Tamás Nagy n'ont protesté quand, quelques mois plus tard, j'ai demandé qu'on me laisse désormais travailler de façon autonome. J'avais en effet décidé d'essayer de comprendre le fonctionnement de la direction économique dans un seul domaine bien délimité, l'industrie légère : que représentait dans la réalité la planification centrale ? Si j'ai choisi l'industrie légère c'est que les données de l'industrie lourde étaient plus difficilement accessibles. Dans ce dernier domaine beaucoup de données de la production étaient qualifiées de confidentielles à cause de certaines connexions militaires. D'un autre côté, j'étais intéressé par le rapport entre la production et la consommation, or dans une branche dont les produits sont achetés par la population cette recherche paraissait évidemment plus facile.

Je n'avais aucune hypothèse positive préalable en commençant ma recherche. Une hypothèse négative fondamentale influençait en revanche mon questionnement : les affirmations des manuels officiels et de la propagande du parti selon lesquels la centrale de planification détermine les plans, et les processus économiques réels sont conformes aux instructions, ne tiennent vraisemblablement pas debout.

J'ai choisi mes méthodes de recherche sans hésitation ni expérimentation. J'ai bâti ma méthode autour d'une enquête approfondie sur les acteurs du processus de gestion et de planification économique. J'ai instinctivement senti que eux et eux seuls savaient vraiment ce qui se déroulait dans la tête et les actes des dirigeants. J'ai interrogé des gens dans des fonctions élevées, médianes et subalternes. Les entretiens se déroulaient principalement en tête à tête, mais quelquefois aussi en groupes. Dans plusieurs branches le même groupe devait se réunir à plusieurs reprises car même un échange d'idées de plusieurs heures ne suffisait pas pour traiter tous les sujets.

Tous ceux que j'ai interrogés ont répondu volontiers. Ils étaient prêts à critiquer l'état des choses avec courage. Je me suis souvent posé la question, même à l'époque, pourquoi le faisaient-ils ? La nature humaine, et en particulier celle des Hongrois, d'aimer se plaindre, a dû jouer un rôle. Mais le fait qu'ils sentaient à quel point m'intéressait ce qu'ils avaient à dire devait être une motivation bien plus importante. Je ne suivais pas mécaniquement les points successifs d'un questionnaire préfabriqué. Ils voyaient bien que je les écoutais les yeux grands ouverts, avide de connaissances. Je me fâchais avec eux des imbécillités de la bureaucratie, je me mettais en colère à cause des gaspillages, du manque d'intérêt pour les besoins des acheteurs, de la vue bornée des chefs. Entre moi et les interviewés se formait un rapport humain sincère. Plus d'un a pris le risque de vraiment vouloir m'aider lorsque, quelques années plus tard, j'ai été licencié de l'Institut de sciences économiques, et que j'ai alors cherché du travail dans l'industrie légère.

Mais n'anticipons pas, restons-en aux méthodes de recherches employées en 1955-1956. D'où me venait l'inspiration de construire la documentation empirique de ma thèse sur la méthode des interviews directes ? J'en avais probablement pris l'habitude dans ma pratique journalistique. Si ma mémoire est bonne, c'est moi qui avais popularisé à *Szabad Nép* le genre que nous appelions « reportage analytique ». À la place des rapports de correspondants de quelques lignes, un reportage de ce type remplissait une page entière du journal. En compagnie d'un ou de deux collaborateurs nous nous rendions dans une usine, nous y passions plusieurs jours, nous interrogions tout le monde depuis la direction jusqu'aux ouvriers sur ce qu'ils pensaient de la marche de leur usine. Le rapport entre le journaliste communiste intervieweur et le directeur d'usine interviewé était probablement très différent du rapport que chercheur, j'établissais maintenant avec les gens. En tous cas, en tant que journaliste j'avais appris la conduite technique des entretiens et je savais exploiter toutes leurs possibilités.

J'ai par ailleurs été aussi inspiré par la grande tradition hongroise de sociologie paysanne. La lecture de quelques ouvrages de ce type m'a fortement marqué intellectuellement\*. J'ai réalisé l'importance de l'écoute des villageois, source décisive de connaissances du réel.

Bien sûr, les paroles de mes interlocuteurs n'étaient pas l'unique source des connaissances empiriques. Ce que j'entendais de leur bouche, je m'efforçais de le compléter par une connaissance des textes des règlements et des instructions et naturellement par des données chiffrées, en recherchant des tableaux statistiques par entreprises et par branches industrielles. J'ai vite reconnu à quel point les instructions données et l'exécution peuvent se contredire. À quel point peuvent différer deux descriptions d'un même phénomène, en fonction de la position hiérarchique « haute » ou « basse » de la personne qui le rapporte. C'est justement cela qui a rendu si excitantes la recherche et la découverte de la vérité†.

Personne ne m'a appris les méthodes modernes d'analyse quantitative. L'économétrie m'était inconnue, cette technique dont l'application

\* J'ai lu dans cette période *Les conditions à Tard*, de Zoltán Szabó (1986 [1936]) et *La révolution muette* de Imre Kovács (1989 [1937]). Au-delà de ce que ces ouvrages m'ont appris sur la vie de la paysannerie, j'ai aussi trouvé instructive l'approche méthodologique des deux écrivains sociologues : questionnement des gens, collecte des données par questionnaire, et complément de l'expérience directe par une analyse dense des données statistiques. Au moment où j'ai lu ces ouvrages, je ne connaissais rien encore sur les méthodes de recherche de la sociologie moderne.

† La légitimité de cette approche reste inchangée. Le monde comprendrait mieux par exemple tout ce qui s'est produit lors de la transformation post-communiste en Europe de l'Est, dans les États autrefois appartenant à l'Union soviétique ou en Chine, si les chercheurs avaient suivi non pas de façon occasionnelle, mais plus fréquemment une méthode similaire d'entretiens approfondis.

aujourd'hui est obligatoire, non seulement dans les thèses de doctorat, mais même dans le moindre mémoire de maîtrise. Je pourrais rougir de mon ignorance de l'époque. Mais peut-être ai-je plutôt de quoi être fier que sans préparation professionnelle j'aie réussi à reconnaître tant d'interactions. Je vais plus loin et aujourd'hui, cinquante ans après je risque une affirmation encore plus osée. Dans la suite de ce livre il va souvent être question des désavantages qui ont été mon lot par un manque de formation méthodique en économie. Or, même si cela est surprenant dans la bouche d'un professeur d'université qui aime tant son métier, je n'hésite pas à affirmer que l'ignorance a aussi ses avantages. *Justement parce que* je n'étais précédé d'aucun professeur et que je n'étais obligé de marcher humblement dans les traces de personne, j'ai osé et j'ai su être original. *Justement parce que* je ne comprenais pas la technologie moderne de la recherche économique, je ne me suis pas perdu dans des actions formelles, purement techniques, je ne me suis pas occupé de l'ajustement des régressions, je ne connaissais pas et par conséquent j'ai ignoré en toute tranquillité les redoutables exigences techniques des rapporteurs anonymes des revues et des éditeurs importants. Je ne m'intéressais qu'à une seule chose : je cherchais à comprendre le fonctionnement de ce mécanisme étrange qui faisait fonctionner la production dans notre pays.

L'historien György Péteri décrit ainsi l'approche appliquée à l'institut Friss (y compris ma méthode de travail) : « de l'empirisme naïf »<sup>37</sup>. La « naïveté » est bien trouvée. Ce travail était caractérisé par la naïveté qui est celle des peintres naïfs et d'autres artistes instinctifs. Naïveté primitive et innocente. Dépourvue des tours de main du métier, elle est rudimentaire mais c'est peut-être justement ce qui lui prête fraîcheur et sincérité.

La qualification « d'empirisme » ne dit que la moitié de la vérité. Plus haut, j'ai décrit les châteaux en Espagne de la théorie marxiste. À l'époque, dans ce milieu intellectuel, ne pas tenir compte de la distinction « entre travail concret et travail abstrait », de la thèse selon laquelle « la somme des valeurs » est égale à « la somme des prix » et autres théories vides de ce genre, de même que prendre un virage à cent quatre-vingt degrés pour se tourner vers l'expérience – était un acte révolutionnaire.

Mon propre travail ne s'est pas arrêté à la cartographie de la réalité, à la simple observation des faits empiriques. De ce point de vue il est allé plus loin que, disons, les écrivains sociologues de la ruralité. Mon travail a essayé d'intégrer mon expérience dans une structure intellectuelle rigoureuse. Il a tenté de déceler les régularités des phénomènes. Il s'est essayé à l'analyse de la causalité. Il est vrai que je ne suis pas arrivé jusqu'à élaborer une théorie (heureusement, parce que j'étais encore loin de comprendre à fond les relations concernées). Mais le lecteur attentif de ma thèse a pu sentir l'effort de l'auteur de tirer des conclusions générales à partir d'observations partielles.

Ma façon de travailler reflétait l'effort assidu de mettre de l'ordre dans mes pensées. Je ne restais pas penché sur mes notes à longueur de journées. C'est de cette époque que date mon habitude de partir en longues « promenades de travail ». En flânant dans la forêt ou dans les rues je remâche les matériaux collectés et les pages à écrire. J'ai toujours dans ma poche un carnet et de quoi écrire et, en marchant ou en m'arrêtant, je note mes idées.\*

J'ai aussi pris l'habitude de faire avancer la rédaction de l'étude en préparation non sur mon lieu de travail, mais à la maison ou ailleurs, où je n'étais pas dérangé dans ma concentration. La plupart de mes collègues allaient quotidiennement à l'institut, tandis que moi j'ai passé une bonne partie de mon temps à la maison, à rédiger. Comme d'autres personnes exerçant des métiers semblables, j'avais besoin de certains « rituels » pour stimuler le travail : cérémonie de préparer et de boire un café, écouter de la musique en travaillant, promenades pour interrompre la position du dos courbé au bureau, ainsi de suite. Mon fils Gábor avait alors trois ou quatre ans. Je l'accompagnais souvent moi-même à l'école maternelle (le retour était déjà qualifié de « promenade de travail »). Il a vite pris l'habitude et mon fils András a aussi appris à son tour de ne pas me déranger quand je travaillais à la maison. Bien sûr, il y avait quelquefois une contradiction entre deux intentions : le temps à passer avec les enfants et celui consacré au travail.<sup>†</sup> Dans mes propres souvenirs ce dilemme ne s'est jamais dégradé en conflit, mais il est possible que les enfants ou Teri s'en souviennent autrement.

Le travail de recherche m'a donné beaucoup de joies. Les entretiens m'intéressaient prodigieusement, je travaillais volontiers sur mes notes, j'aimais aussi rédiger. Et les instants où j'avais l'impression d'avoir compris ou découvert quelque chose, font partie des instants les plus heureux de ma vie. J'avais enfin trouvé ma place.

### *Principales conclusions de ma thèse*

Le premier jet du livre était prêt en un peu moins d'un an. Après l'avoir un peu retravaillé en tenant compte des conseils des collègues, mais sans rien

\* Il m'est arrivé un jour, bien plus tard, que lors d'une de mes promenades de travail j'ai été suivi par un passant soupçonneux qui était intrigué de me voir prendre des notes. Il m'a interpellé, furieux : « Travaillez-vous pour le compte de voleurs de voitures en notant l'immatriculation des véhicules ? »

<sup>†</sup> Comme pour beaucoup d'autres parents, les minutes où l'on raconte des histoires le soir aux enfants restent inoubliables. Quand les garçons étaient un peu plus grands, nous lisions ensemble Winnie l'ourson, Alice au pays des merveilles et beaucoup d'œuvres allègres de Frigyes Karinthy. L'hypothèse que ces impressions littéraires précoces et ces « orgies de lecture » communes ont formé le sens profond de l'humour de mes fils, n'est peut-être pas exagérée.

changer au contenu, je l'ai remis en état en 1956 en tant que thèse pour postuler au titre de « candidat », puis après quelques nouvelles corrections en septembre 1956 je l'ai soumis pour publication aux Éditions économiques et juridiques. Il a paru sous le titre de *La Surcentralisation de la direction économique*. (Par la suite je mentionnerai ce titre comme *La Surcentralisation*.)

Maintenant, presque un demi-siècle plus tard, je l'ai repris en mains. J'ai trouvé du plaisir à le relire. Certains passages reflètent bien sûr ma naïveté politique d'alors, mais j'assume tout le reste aujourd'hui encore, et même avec une fierté d'auteur.\* (Comme le lecteur le verra : je n'en dis pas autant de chacun de mes écrits.)

La *Préface* propose clairement mon programme : « Des douzaines de manuels ou polycopiés universitaires décrivent nos méthodes de direction et de planification économique, nos systèmes de prix et de salaires, etc. mais ces ouvrages ont tous un grave défaut commun : ils omettent d'expliquer comment fonctionne ce mécanisme économique *dans la réalité*, ils se contentent de dire comment ils fonctionnerait s'il fonctionnait selon les désirs des auteurs. Notre littérature économique nationale a pour tâche nouvelle, jusqu'ici laissée en friches, la description cohérente du mécanisme de fonctionnement réel de notre économie. »<sup>38</sup>

Le livre commence par une description du système des instructions du plan. On pourrait s'imaginer qu'une économie planifiée sert avant tout à anticiper dans un cadre pluriannuel. Mais il ne s'agit pas de cela. Pire, les entreprises ne prennent même pas le plan annuel vraiment au sérieux, essentiellement parce qu'il n'est pas accompagné d'incitations. (Ici est déjà posée avec acuité la problématique des incitations qui, quelques décennies plus tard, est devenue un des principaux thèmes de la science économique.) Les accrocs de l'approvisionnement en matières premières et en produits semi-finis, les fluctuations imprévisibles de la demande et les modifications répétées du plan de l'économie nationale génèrent une éternelle incertitude, et par là même minent la crédibilité des objectifs du plan annuel de l'entreprise. Ce qui a vraiment un effet sur la production, c'est le plan trimestriel – mais celui-ci n'est pas élaboré par l'entreprise elle-même, elle le reçoit d'un organisme de tutelle, la direction qui gère toute la branche industrielle. Il ne peut donc pas être question d'autonomie de l'entreprise, pourtant fréquemment affirmée. Même le plan trimestriel ne peut pas se réaliser avec exactitude. Si l'entreprise essaye de s'y tenir avec rigidité, elle se heurte aux conditions continuellement changeantes. Si en revanche les

---

\* Il n'y a pas que l'auteur qui l'assume. Trente-cinq ans après la première parution, il a été réédité d'abord par l'éditeur de la première publication hongroise, les Éditions économiques et juridiques, avec une nouvelle préface. La même chose s'est produite pour le livre anglais qui plus de trente ans après sa première parution a été réédité par Oxford University Press.

autorités ne cherchent pas à ce qu'il soit strictement appliqué, alors il n'a aucune autorité. « Il s'agit là d'une contradiction qu'aucune régulation (ni sévère, ni « libérale ») des modifications du plan ne peut résoudre, car ses racines se terrent en bien plus grande profondeur, dans les contradictions de nos méthodes de planification. »<sup>39</sup> (C'est ce genre de phrase qui déclenche la colère des défenseurs de l'économie dirigée. Une diatribe à l'occasion d'un débat me sonne encore à l'oreille : « Ça ne te va ni d'une façon ni d'une autre. Alors, qu'est-ce que tu veux ? »).

C'est la « valeur de production » qui était qualifiée d'indice le plus important. Toute personne d'une entreprise apprenait vite que la valeur de production pouvait être augmentée non seulement par des moyens normaux, mais aussi par des trucs habiles. Par exemple modifier l'assortiment de la production de façon à y trouver le plus possible de produits nécessitant beaucoup de matériaux, donc calculés à des prix élevés. (Ici aussi, *La Surcentralisation* s'attaquait à un problème qui depuis lors préoccupe toujours la théorie et la pratique de l'incitation. Que la prime ou la pénalité soient liées à *n'importe quel* indice quantitatif, la valeur de cet indice peut être biaisée. Si l'inventeur de l'incitation conçoit une stratégie, il suffit d'un instant aux incités pour trouver une contre stratégie efficace.)

Le livre traite en détails également les autres chiffres du plan ; il démontre item après item sur 55 pages, à quel point le système des indicateurs du plan est incohérent et provoque de nombreux effets secondaires indésirables.

Un chapitre distinct analyse les incitations, l'effet des salaires, des primes, des stimulants moraux, dans le bon ou le mauvais sens. Il traite également le rôle des contrôles et sanctions administratives (procédures disciplinaires ou judiciaires, peines de prison, etc.). « Moins le système s'appuie sur l'intéressement matériel (et moins il peut compter sur l'enthousiasme des gens) – plus il a besoin d'utiliser des moyens coercitifs. »<sup>40</sup> C'est dans le système incohérent lui-même qu'il faut chercher la tentation du dirigeant économique d'enfreindre les règles inobservables, même s'il est sanctionné quand il est démasqué.

Quatre décennies plus tard, une des principales constatations de mon livre synthétique sur le système socialiste était qu'une réforme ni chair ni poisson du socialisme, son « assouplissement », mine sa capacité de fonctionner. Il n'y a pas de régime socialiste sans répression. Maintenant, en relisant mon premier livre, j'ai retrouvé les prémisses précoce de cette pensée. Parmi les conséquences du « nouveau cours », *La Surcentralisation* mentionne le fait que les organismes supérieurs avaient bien moins souvent recours aux moyens administratifs d'un renforcement de la discipline (diverses pénalités et autres moyens de contrainte). « Mais ils ont commencé à moins y recourir au temps où aucun système meilleur, plus global de l'incitation matérielle ne remplaçait encore leur manque. L'ancien mécanisme économique continuait toujours à fonctionner sans changement – or c'est un mécanisme qui ne

travaille pas sans être « huilé », comprenons par là des mesures administratives appliquées à une large échelle. À défaut de telles mesures les rouages de ce mécanisme commencent à se gripper, à grincer. Cette situation *ni chair ni poisson* était alors une des causes de beaucoup de désordres. »<sup>41</sup>

L'ensemble des instructions et des incitations génère des *régularités*. *La Surcentralisation* met en évidence les suivantes :

1. L'attention des directeurs se porte sur le quantitatif. C'est d'une part favorable, puisque l'augmentation du volume de la production est d'intérêt public. En même temps c'est aussi néfaste car cela développe une vue quantitative unilatérale.

2. Il se forme une hiérarchie faussée des tâches à accomplir. Ainsi par exemple la réduction des coûts ou l'innovation technique sont repoussés à l'arrière-plan car ils ne sont stimulés ni par les instructions ni par les incitations.

3. Une fétichisation du « 100 % ». Si l'on prend le plan au sérieux, une performance en dessous du 100 % signifie un manquement aux instructions. Quand on veut à tout prix tirer d'une entreprise le résultat qui manque aux 100 %, cela peut entraîner des effets bizarres et même souvent carrément néfastes.

4. » La spéculation dans le cadre du plan ». C'est ainsi que j'ai appelé les jongleries avec lesquelles les directeurs d'entreprise, tout en respectant à la lettre les lois et les instructions, « produisent » le résultat de production et de consommation qui leur assure le plus de primes et de reconnaissance. Ce faisant ils ignorent fréquemment les intérêts réels de l'économie nationale.

5. La lutte autour d'un relâchement et d'un resserrement du plan. Ici *La Surcentralisation* donne une description et une analyse du phénomène que les débats hongrois postérieurs ont appelé « marchandise sur le plan », et les soviétologues occidentaux ont nommé « effet de cliquet » (*ratchet effect*)\*. Si, en vue d'une plus forte prime et d'une meilleure reconnaissance, une entreprise a largement dépassé son plan, alors ce niveau plus élevé « est normalisé ». Les 105 ou 110 % précédents deviennent obligatoirement les 100 % pour l'année suivante. L'entreprise a par conséquent intérêt à freiner la production et ne pas la laisser s'élever au-dessus d'un niveau de 100 à 102 %. Et même, lors des débats préparatoires d'un plan, les directeurs essayent de faire paraître la capacité moindre que la réalité, d'exagérer les difficultés à attendre pour obtenir de cette façon un plan moins « tendu »

6. Une irrégularité récurrente de la production. La production connaît d'étonnantes pulsations, alternant des périodes de « travail rapide », de « cadences effrénées » et d'oisiveté. Les rapports entre le rythme calendaire des plans et les fluctuations de la production apparaissaient clairement. Au fur et à mesure qu'on s'approchait de la fin d'une période du plan, sa

\* « Ratchet » : une roue dentée spéciale que l'on peut tourner dans un sens, mais pas dans l'autre.

réalisation et avec elle la prime pouvaient éventuellement être compromises, la pression augmentait en conséquence.\*

7. Le conflit entre « aujourd’hui » et « demain ». C’est un des problèmes centraux de la science économique, principalement quant à la consommation d’aujourd’hui et à l’investissement et l’épargne futurs. *La Surcentralisation* a montré ce conflit sous un autre aspect : l’attention et l’énergie des dirigeants économiques se concentre sur l’accomplissement des plans à court terme, pendant ce temps ils négligent les tâches à plus long terme (développement technique, introduction de nouveaux produits, modernisation de l’organisation du travail, ainsi de suite) qui permettraient de préparer une production plus efficace dans l’avenir.

*La Surcentralisation* appelait ces régularités des « tendances nécessaires ». « Des tendances que de purs souhaits ne font pas cesser ; des tendances que même des paroles éclairées ne peuvent qu’adoucir mais pas éliminer. Pour les éliminer il faut changer globalement et profondément les méthodes de direction économique elles-mêmes, les modalités de planification et d’incitation. »<sup>42</sup>

Opposons cette approche à celle que la littérature « d’économie politique » d’alors nommée d’après Staline « la loi du développement planifié harmonieux ». Les auteurs de ce genre de thèse souhaitaient que l’économie évolue de façon planifiée et proportionnée. Ils désignaient cette exigence *normative* sous le nom de « loi », or c’est une notion réservée exclusivement à la science *positive*. La science doit et doit seulement désigner comme loi ce qui se passe *réellement*. Les régularités, les « tendances nécessaires » que décrivait *La Surcentralisation*, existaient *réellement* – et par là même réfutaient que « l’évolution proportionnée et planifiée » soit une loi.

Le livre consacre un chapitre à part à la problématique de ce qui est devenu un des sujets centraux de mon ouvrage ultérieur : *La Pénurie*. Étant donné que c’est la production que j’analysais, le phénomène de la pénurie des approvisionnements se trouvait à l’avant-scène de l’étude. Déjà à l’époque je percevais bien les conséquences de la pénurie : elle réduit l’efficacité, elle asservit l’utilisateur au producteur. *La Surcentralisation* a montré l’étroitesse de la relation entre la pénurie et la centralisation ; la pénurie renforce l’inclination à la centralisation, et la centralisation, elle, génère la pénurie.<sup>†</sup>

\* András Bródy (1956) a analysé le premier la pulsation de la production et en a expliqué les causes. J’ai trouvé convaincante et instructive non seulement la conclusion de son étude mais aussi sa méthode d’analyse.

† Il n’y a qu’une seule citation de Marx dans *La Surcentralisation*, justement celle relative au problème de la pénurie. Marx a fait très rarement allusion à la façon dont le système socialiste devra être géré. On peut lire un de ces rares passages (1978 [1885], vol. II, p. 426.). Marx donne le conseil de veiller à ce que dans une

Déjà à l'époque j'aurais voulu comprendre pourquoi l'économie socialiste souffrait en permanence de pénurie. *La Surcentralisation* décrit une partie des causes (pas la partie la plus importante). Un long travail de recherche était encore nécessaire pour approfondir cette analyse.

Le chapitre suivant fait un pas de plus dans la généralisation des conclusions. Une entreprise est exposée à des influences venues de deux directions : des relations horizontales la lient aux autres entreprises et des relations verticales à la direction supérieure. Une économie planifiée socialiste est caractérisée par la domination des relations verticales, l'effet des relations horizontales reste minime. Autant que j'aie pu le vérifier c'est cet ouvrage qui a formulé le premier cette distinction – au demeurant très répandue depuis.

Le chapitre de clôture commence par un bref résumé d'une idée de base du livre qui parcourt tout l'ouvrage. Je la cite : « La surcentralisation est un mécanisme homogène et cohérent, qui a sa propre logique interne, de nombreuses tendances internes, « sa nécessité »... »<sup>43</sup>. Mais cela ne signifie nullement qu'elle est harmonieuse. Au contraire, elle renferme des contradictions profondes. Elle veut tout régenter par des instructions, ce qui est impossible. Elle veut tout centraliser alors que c'est également irréalisable.

Ici apparaît déjà clairement dans ma conception ce que j'ai appelé plus tard « le paradigme systémique ». Il ne suffit pas de comprendre les détails – le tout est plus que l'ensemble des parties. En conséquence il ne suffit pas de modifier certains détails – des petites modifications subalternes ne remplacent pas un changement global.

Le chapitre de clôture essayait d'éclairer les racines de la surcentralisation, mais dans cette tentative il s'est arrêté à mi-chemin. À l'époque je ne comprenais pas encore la profondeur à laquelle les racines descendaient : jusqu'à la structure politique et les rapports de propriété. Mais même dans ces analyses il y a un passage digne d'attention dont le titre est : « Peur de toute spontanéité »<sup>44</sup>. Ces quelques paragraphes ont bien irrité les lecteurs marxistes-léninistes orthodoxes du livre.

Pour finir, *La Surcentralisation* présente l'échec des pâles tentatives de réformes ayant eu lieu jusque-là, il attire l'attention sur les forces conservatrices qui mettent des bâtons dans les roues des réformes. Le livre reste jusqu'au bout, sans s'en écarter, sur le plan de la description positive et de l'analyse, sans proposer des réformes. Seules les quelques dernières lignes donnent au lecteur quelque encouragement en disant : le travail visant la déconstruction de la surcentralisation rencontrera finalement le succès.

---

économie socialiste il y ait toujours une « surproduction relative », afin de permettre (grâce à des réserves qui s'accroissent parallèlement à la production) d'éliminer les fluctuations de la production.

Maintenant, lorsqu'en quelques semaines j'ai feuilleté tous mes articles écrits dans *Szabad Nép* ainsi que *La surcentralisation*, le changement de style m'a sauté aux yeux. Je m'étais trouvé. L'enthousiasme d'autrefois et l'encouragement claironnant au travail et à la performance était remplacé par un style objectif et factuel. L'ouvrage de deux cents pages communique essentiellement des *faits*.

Le message du livre est transmis non seulement par ce qui peut être lu dans le texte écrit mais aussi par ce qui *ne s'y trouve pas*. Il utilise un langage technique « neutre », et on n'y trouve plus trace du jargon marxiste de « l'économie politique ». Dans le discours de l'époque sur le mécanisme économique, l'économiste partisan de la réforme ne disait pas « qu'il faut donner plus d'espace au marché », mais qu'il faut que « la loi sur la valeur s'exprime plus librement ». Bien des années plus tard en Union soviétique, Kantorovitch et ses collègues économistes mathématiciens, parlaient encore en jargon marxiste même des paramètres produits par voie mathématique ou de ce qu'ils appelaient les prix fictifs (*shadow-prices*) de la programmation linéaire.

Pour transmettre des pensées, le langage a une grande importance. Lors de l'écriture de *La Surcentralisation* et lors de l'élaboration de mes publications ultérieures je n'ai pas entrepris une critique ouverte de la théorie marxiste. Je me suis toutefois efforcé tout à fait consciemment d'éviter le langage marxiste, et le lecteur averti s'en est vite et clairement aperçu. (Le fait que cet effort était effectivement conscient, nous l'avons vu plus haut dans ce chapitre, lorsque j'ai traité mon éloignement du marxisme et mes études complémentaires à *La surcentralisation* mais non publiées.) Je voulais démontrer et enseigner à mes lecteurs que pour faire des constatations approfondies en économie il faut obligatoirement se débarrasser de l'appareil des notions marxistes, autant de pièges intellectuels. Dans la littérature économique hongroise cette tendance a trouvé quelques émules. Néanmoins dans les autres pays socialistes, et même chez nous dans la plupart des disciplines des sciences sociales, l'usage de l'appareil des conceptions marxiennes a régné longtemps encore et a freiné la libération de la réflexion.

#### *Premier accueil du livre*

La thèse a été accueillie par ses premiers lecteurs, confrères économistes et proches amis, avec enthousiasme. Cette réaction m'a pris au dépourvu, je ne l'avais pas prévue. J'avais entamé la carrière de chercheur avec peu de confiance en moi, et cet écho favorable était un fort encouragement.

Les débats dans le cadre de l'institut n'ont pas manqué d'éloges non plus. Comme c'était la coutume à Budapest, la nouvelle d'un ouvrage sortant des ornières habituelles, comptant pour un « morceau politique de choix » s'est vite répandue par le bouche à oreille.

Les règles hongroises voulaient qu'une thèse pour le titre de candidat soit soutenue en public. C'est le Comité scientifique des qualifications, organisme habilité à décerner les titres scientifiques, qui nomme le jury de la thèse et qui compose la commission qui délibérera après débat : le candidat est-il oui ou non digne du diplôme.

À ces débats de soutenance assistent ordinairement vingt ou trente personnes, les parents et les amis du postulant et le cercle étroit des experts attirés par le sujet. Au débat de la soutenance de *La Surcentralisation*, le 24 septembre 1956, une grande foule s'est présentée.<sup>45</sup> Ma mémoire embellit peut-être les faits, mais il me semble qu'il y avait bien deux cents personnes ou plus dans la salle.

György Péter assurait la présidence. Je le cite<sup>46</sup> : « Autrefois j'ai fait des études de physique. On nous a inculqué que la vraie science physique a commencé avec Galilée. Ce qui lui était antérieur, n'était que spéculations, pures hypothèses. C'est Galilée qui en physique est allé chercher la règle, l'horloge, les poids, et il a mesuré les choses. Et c'est alors qu'a commencé en réalité l'histoire des sciences exactes. Et quelque part c'est cela que me rappelle dans la présente thèse la discipline objective, le mode honnête du traitement des sujets, non influencé par aucune sorte d'émotion intime. Ceci est comme ceci, cela est comme cela ; il met les phénomènes sous un microscope, il les dissèque, et il décrit ce qu'il voit. » La comparaison avec l'histoire de la science est mille fois exagérée – néanmoins elle éclaire bien pourquoi György Péter a considéré *La Surcentralisation* comme un tournant dans le monde socialiste par rapport aux recherches économiques habituelles jusqu'alors. Parce qu'à la place d'une spéculation faite dans le vide, elle a mis en avant l'observation objective de la réalité, la mesure des phénomènes et leur description exacte.

Un des membres du jury était Miklós Ajtay, secrétaire d'état à l'industrie légère. Il a parlé de la thèse avec chaleur et approbation. (Plus tard, pendant l'ère Kádár, il a été promu à une haute fonction, il est devenu président adjoint de l'Office national du plan. Lorsque *La Surcentralisation* a été l'objet de dures attaques, je lui ai plusieurs fois demandé de publier son intervention au jury. Ajtay n'a pas donné suite à ma demande.)

Un autre juré, Mária Augusztinovics, a également exprimé un avis très favorable.<sup>47</sup> Elle a reproché à l'étude qu'elle ne contenait pas suffisamment d'analyses théoriques et qu'elle n'utilisait pas la méthode de l'abstraction. Au moment où l'ordre habituel du débat en est venu aux réponses du postulant, j'ai répondu aux mots de Guszti (tout le monde appelait Mária Augusztinovics comme ça) avec irritation. Ce n'était pas parce que j'aurais mis en doute le rôle de l'abstraction ou l'importance de la « théorie pure » pour expliquer la complexité des rapports de la réalité. Mais Guszti avait levé le lièvre au mauvais moment et au mauvais endroit. Ce dont on avait alors surtout un besoin brûlant, c'était justement de rompre avec les passages à vide théorisants, singeant le style de la réflexion marxienne.

De nombreuses remarques intéressantes ont été émises aussi dans les rangs du public. Ce qui a soulevé la plus grande attention, et ce à quoi se référaient plus tard le plus souvent les articles condamnant l'événement, était l'intervention de Péter Mándi.<sup>48</sup> Je connaissais déjà Mándi, il avait travaillé un temps au siège du parti, dans le département dirigé par István Friss. Il a objecté cette fois que ma thèse n'allait pas assez loin dans les conclusions. Il ne suffisait pas de chercher la source des problèmes dans le mécanisme économique concret. « Si le système est mauvais, a dit Mándi, alors il ne suffit pas d'arracher une à une les mauvaises herbes, mais il faut fondamentalement changer le système tout entier. »

Je ne sais pas ce qu'entendais alors Mándi par « système ». Mais ce qui est certain, et avec ma tête d'aujourd'hui je suis du même avis, c'est que *La Surcentralisation* s'est arrêtée à un point critique dans l'analyse causale des problèmes. Elle constatait à juste titre qu'une des causes des problèmes était l'économie dirigée, le degré extrême de la centralisation, la mise à l'écart du marché de la coordination. Mais elle n'a pas cherché plus en profondeur. Elle n'a pas reconnu le rôle fondamental de l'oppression politique, du monopole idéologique et de la propriété étatique excluant la propriété privée, dans le dysfonctionnement de l'économie. Il est possible que ces pensées avaient déjà mûri en Mándi – chez moi ce processus a nécessité plus de temps. Je faisais encore confiance alors à la possibilité de réformer l'économie socialiste. Dans un de mes écrits postérieurs j'ai qualifié l'état de ma réflexion du moment de *réformisme naïf*.

J'avais tellement confiance en une possibilité de changement qu'au printemps 1956 j'ai accepté de prendre la tête d'un groupe de travail qui résumerait les propositions de réformes soulevées à l'institut à l'attention du parti et du gouvernement. On a rendu possible que plusieurs collaborateurs intérieurs et extérieurs travaillent sur ces propositions sous ma direction. András Nagy, Péter Bod, Aranka Rédey étaient là pour m'aider. En août nous avons déposé un rapport d'environ cent vingt pages qui exposait, sur un ton pondéré, dans une rédaction soignée, traitant beaucoup de détails concrets, nos propositions en vue de l'introduction du « socialisme de marché » hongrois.<sup>49</sup> En toute modestie le document ne traitait que l'industrie légère, mais son message était plus global. On peut considérer ce projet comme un premier jet brut du programme de la réforme de 1968 introduisant le « nouveau mécanisme économique ». Comme sources d'inspiration intellectuelle on trouvait derrière cette proposition de réforme les articles de György Péter et ma *Surcentralisation*. Un débat objectif et riche en contenu, favorable aux idées de base a eu lieu sur la proposition de réformes à l'institut, en y intégrant aussi des experts extérieurs. István Varga, principal économiste du Parti des petits propriétaires de jadis que le gouvernement Kádár a appelé en 1957 à diriger le comité de réformes économiques, a lu en détail et a largement commenté et mon livre et la proposition de réformes de l'institut. Mon livre et la proposition de réforme

ont également été examinés à fond par Tamás Nagy, mon directeur de thèse et mon supérieur du moment à l'institut, à qui le parti allait confier le poste de secrétaire de la commission préparatoire de la réforme de 1968. Nombre de ceux qui ont alors examiné mon livre ou la proposition de réformes de l'été se sont retrouvés plus tard membres de la commission Varga en 1957 et de la commission Tamás Nagy dans les années 1960. Je suis convaincu que mes idées d'alors avaient exercé sur eux une influence forte et durable. Cette influence vivait et même se renforçait en eux et en certains autres même au moment où moi j'avais déjà dépassé de loin cet état de réformateur naïf, et je me posais la question : pouvait-on, avait-on le droit de s'arrêter à cette réforme partielle du socialisme ?

À *Szabad Nép*, mon emploi précédent, on a repris contact avec moi et on m'a demandé de résumer dans un article les idées principales de la thèse et de la proposition de réformes. Par un heureux hasard, comme une distinction inattendue, mon article a paru le 14 octobre, dans le numéro du journal qui a aussi fait savoir que Imre Nagy était réintégré dans le parti<sup>50</sup>.

Ma carrière à l'Institut de sciences économiques avait commencé par ma rétrogradation en collaborateur auxiliaire. Cette fois mon directeur István Friss a publiquement et solennellement souligné les mérites de mon travail, il m'a promu collaborateur scientifique, m'a accordé une augmentation et une prime. Un peu moins de dix-huit mois après mon licenciement de *Szabad Nép* ma carrière a repris son ascension.

#### *Contexte politique*

Si tout cela se passait en Amérique, sur Massachusetts Avenue à Cambridge, à l'Université Harvard ou au MIT, on pourrait dire que Kornai a changé de métier. Précédemment il était journaliste et maintenant le voilà chercheur scientifique, apparemment il est sur les rails.

Sauf que cela est arrivé en Europe de l'Est, à Budapest. Ce n'est pas un étudiant doctorant qui a entrepris dans le silence de la bibliothèque d'une paisible ville universitaire de clarifier un problème technique étroit proposé par un professeur. Si dans la première partie du présent chapitre j'ai mis en avant l'histoire du début de ma propre carrière de chercheur, maintenant il est temps d'esquisser l'arrière-plan politique.

À mon entrée à l'institut, Rákosi et sa clique tenaient encore en main les rênes du pouvoir, persuadés que leur règne venait d'être consolidé. Mais huit mois plus tard, la vie des pays communistes a été bouleversée par le tournant orageux déclenché telle une explosion par le XXe congrès du parti communiste soviétique. C'est alors que Nikita Khrouchtchev a prononcé son fameux discours sur les crimes de Staline. La vie politique hongroise en a été tout à coup revigorée. L'intelligentsia s'agitait. Au Cercle Petőfi, le club de l'intelligentsia s'activait, les réunions se succédaient exprimant des critiques et des accusations plus graves les unes que les autres. D'abord à mi-voix,

puis de plus en plus fort on entendait l'exigence de retrouver la politique du « nouveau cours », d'écartier Rákosi de son poste, de réintégrer Imre Nagy dans le parti et de le replacer dans la direction politique.

Si mes écrits ont pu avoir un écho en Hongrie, c'est parce qu'ils ont paru *dans cette atmosphère politique*. Je ne me fais pas d'illusions et je n'imagine pas que c'est uniquement le niveau *scientifique* de ma thèse qui a attiré tant de participants à mon débat de soutenance. De nombreuses personnes s'y sont rendues car des bruits ont couru que mon livre donnait une critique mordante de l'état des choses. Nous étions le 24 septembre, et un mois seulement nous séparait de l'explosion de la révolution. Des nuages d'orages s'accumulaient dans le ciel, la « tempête purificatrice » qu'appelait de ses vœux Tibor Méray à notre assemblée générale approchait.

C'est également cela qui explique pourquoi des commentaires élogieux sur le débat de ma soutenance ont paru dans les quotidiens. Normalement, ni en Hongrie ni à l'étranger la presse quotidienne ne rend compte des soutenances de doctorats ou des thèses de candidats. Si ma soutenance préoccupait tant de monde, c'est parce qu'elle ne se limitait pas à être une réunion académique, mais elle comptait pour un événement politique.

Il n'existe pas d'auteur qui ne se sentirait flatté d'une attention honorable et inhabituelle. Cela me réjouissait, mais me troublait aussi. Pour décrire ma propre réaction, je dois remonter dans le temps et je dois expliquer ma position de l'époque sur la relation entre un travail de recherche et un rôle dans la vie politique ou publique.

Lorsqu'il fut décidé que je deviendrais collaborateur d'un des instituts de l'Académie des sciences de Hongrie, j'ai fermement décidé de consacrer désormais toute mon attention à l'activité scientifique. Je n'avais d'ailleurs jamais considéré le journalisme comme une vraie vocation. À mon sens, de 1945 à 1955 j'ai exercé une profession *politique*. Savoir si dans le cadre de cette carrière politique je choisissais d'être fonctionnaire du mouvement de jeunesse ou rédacteur au journal central du parti, n'était qu'un choix de deuxième ordre. Arrivé à ce point je voulais rompre, une fois pour toutes, avec la carrière politique. Ce n'est pas seulement l'intérêt intellectuel qui m'attirait vers la science, pas uniquement la promesse d'y mieux voir s'épanouir mes capacités. La motivation négative de m'écartier de la politique était au moins aussi importante.

Le désenchantement, le sentiment d'avoir été trompé m'ont rendu la politique repoussante – j'ai déjà expliqué cela à la fin du troisième chapitre. Je dois y ajouter encore un élément important. La décennie passée avait été un grand examen pour moi, et j'avais l'impression d'avoir échoué à cet examen. Pour se faire tromper, il faut deux parties : non seulement celui qui fraude, mais aussi celui qui se laisse avoir. Mon fils András, adolescent, m'a demandé au cours d'une discussion à propos du début des années cinquante : « Papa, tu es un homme intelligent. Comment tu as pu être imbécile à ce point ? ».

Dans les chapitres précédents des présents mémoires, j'ai essayé de rendre compte fidèlement et d'expliquer dans les détails le déroulement de ce processus. Des explications existent, des excuses existent. Néanmoins la question posée par András, même s'il simplifie le problème, est légitime.

Il existe certaines qualités indispensables pour réussir en politique. Il ne suffit pas de posséder certaines facultés intellectuelles, également nécessaires dans beaucoup d'autres métiers. Un homme politique doit *croire*, doit croire très fort en ce qu'il fait et ce à quoi il incite les autres, il doit avoir un rayonnement qui irradie sa foi vers les autres. Moi, j'ai eu la foi pendant un certain temps – mais à l'époque, en 1955, j'ai décidé de ne plus jamais être un croyant de ce genre. Je voulais désormais douter de tout – et ceci est incompatible avec le succès en politique.

Un homme politique à succès agit par désir du pouvoir. Cette motivation, même au temps où je travaillais dans la sphère politique, a toujours manqué de vigueur en moi. Et maintenant, constatant les crimes des hommes ivres de pouvoir, j'avais définitivement décidé de ne jamais rechercher un pouvoir quelconque. J'écarterais tout poste dans lequel la moindre tentation de pouvoir pourrait se présenter.

Aucun homme politique ne peut accomplir quelque chose de grand s'il n'a en lui au moins une dose d'implacabilité, d'absence de scrupules. Cela suppose un épiderme coriace ; il faut être capable de digérer les insultes et de ne pas agir par emportement mais réagir après mûre réflexion politique. Dans son système de valeurs, l'idéal politique, le parti, le service du mouvement, comptent davantage que la famille, l'amitié, l'art ou les joies de la nature. Je n'ai jamais été fait pour la politique. Si je voulais m'analyser, tous mes traits de caractère sont exactement le contraire de ce que je viens d'énumérer comme nécessaire pour faire un homme politique. Et je savais que je ne voudrais jamais leur ressembler.

Je n'avais pas l'intention non plus de tenter de combiner le rôle du politique avec celui du chercheur. Je craignais (probablement à juste titre) qu'on ne puisse répondre à ces deux sortes de vocations par moitié. Non seulement parce que cela aiguiserait la rivalité entre les deux fonctions pour mon temps et mon énergie, et je vivrais en conséquence dans un combat intérieur constant. Mais aussi parce que les deux fonctions affectent la mentalité. On ne peut pas être le matin un homme politique passionnément partial et objectivement impartial l'après-midi. On ne peut pas croire sans réserve en sa vérité les jours pairs et douter de sa propre analyse les jours impairs.

J'ai décidé de choisir la science. Je ne prétends pas y être resté fidèle à cent pour cent à tout instant depuis lors. Qui peut toujours rester parfaitement cohérent ? Mais je peux dire qu'à de rares exceptions près, pendant le presque demi-siècle qui s'est déroulé depuis je suis toujours resté fidèle à mon choix.

Bien sûr un problème difficile est resté ouvert : où tracer la limite entre les deux sphères ? Il n'était pas question pour moi d'opter à l'intérieur du monde des sciences pour une activité totalement apolitique. Pourtant cela aurait été possible. Dans le cadre du métier des sciences économiques il existe des disciplines purement techniques ou méthodologiques jouissant d'une grande estime. Mais ce ne sont pas celles-là qui m'intéressaient le plus. Je me suis plutôt senti une vocation pour comprendre et étudier le monde qui s'agitait autour de moi. Je ressentais aussi une fascination pour comprendre le régime socialiste. Pas un instant je n'ai eu l'impression qu'en me tournant vers la science cesserait ma responsabilité envers mon pays, envers les gens. Je voulais pratiquer une science « engagée ».

Je peux donc poser la question : où tracer la limite entre « politique » et « science » dans mon cas ? Pendant que j'étais solidement ferme dans mon choix de base (science plutôt que politique), je n'avais aucune idée préconçue, bien définie pour la frontière entre les deux. J'ai vite expérimenté qu'une ligne de séparation nette, visible, comme les frontières entre États sur la carte, n'existe pas. Entre ces deux mondes s'étale un vaste *no man's land*. En tâtonnant, en me trompant à plusieurs reprises, j'essayais (et j'essaye toujours) de décider au cas par cas : qu'est-ce que j'assume et à quoi je me refuse.

Pour tracer cette limite je disposais de quelques repères. Pour contribuer à l'avancement de la science on doit publier ses résultats. À l'époque j'ignorais la relation entre carrière et publications dans la vie académique occidentale. Je ne songeais nullement à obtenir une chaire universitaire avec mes écrits. Mais je n'ignorais pas que dans l'histoire des sciences certaines œuvres restées dans les tiroirs, si elles ont suscité l'étonnement de chercheurs postérieurs, sont pourtant restées stériles. Par conséquent si je travaille dans un pays où la parole n'est pas libre, où la publication légale a des limites politiques, je dois être réaliste et en tenir compte. Je reviendrai plus loin en détail sur cette question particulièrement épingleuse des publications légales ou clandestines. Si je dois m'en préoccuper ici, c'est que déjà à cette époque la vie m'a placé devant ce dilemme difficile.

Lorsque j'ai achevé ma longue étude qui réagissait à l'écrit de Péter Kende et qui clarifiait mes vues sur le marxisme, Miklós Gimes l'a lue, a manifesté sa chaleureuse approbation et il m'a proposé de la ronéotyper et de la diffuser. J'ai décliné son offre. Je ne voulais pas mettre en danger la publication légale de ma thèse. Mon écrit sur le marxisme ne servait qu'un seul but : la clarification de mes propres idées. Je voulais y mettre de l'ordre. En effet, pour écrire ma thèse j'avais besoin de peser point par point : qu'est-ce que je sais et que je publie, et qu'est-ce que je sais, mais que je ne publie pas. Il est vrai qu'une partie de mes sujets est restée bloquée en moi. C'était très douloureux. Les quelques dizaines, éventuellement quelques centaines de personnes qui auraient lu l'étude illégalement publiée, je les privais de quelques idées stimulantes. En revanche le livre publié légalement est arrivé

entre les mains de milliers de lecteurs tant en Hongrie qu'à l'étranger, et a pu exercer un effet durable.

Aux séances du Cercle Petőfi j'ai ressenti une forte effervescence intellectuelle et politique. J'ai assisté à toutes, à une exception près. Pourtant je ne suis intervenu qu'une seule fois ; je n'ai pas pu résister à poser une question lors d'un débat sur un sujet économique. Alors que j'avais publié des centaines de pages sur les questions débattues, je n'étais pas disposé à donner une conférence. L'atmosphère des réunions m'attirait tel un aimant en tant qu'*auditeur*. Mais je ne me sentais alors pas à l'aise en tant que *conférencier* potentiel. Ces séances étaient une combinaison particulière de débats intellectuels techniques et de réunions politiques. Au-delà d'une argumentation factuelle il était nécessaire de faire appel aux moyens de la psychologie de masse. J'ai bien perçu l'importance et l'influence positive des débats du Cercle Petőfi. Mais, mesurant mes propres capacités, j'ai pensé que ce n'était pas une tribune pour moi. J'adorais les séquences « questions et réponses » après une conférence universitaire. Cela pouvait jouer un rôle scientifique, il suffisait d'être prêt scientifiquement et intellectuellement. Par contre, obtenir un écho à une réunion comportant une forte charge politique, susciter l'enthousiasme ou la révolte contre l'adversaire – je ne me sentais pas de talent pour cela.

C'est l'un ou c'est l'autre – c'est en des termes aussi tranchés que je me suis posé la question. Aux yeux de certaines personnes un choix aussi tranché était une position trop rigide, d'autres l'admettaient avec tact et compréhension. Quelles qu'aient été les réactions, j'ai décidé de demeurer, non pour moitié mais entièrement, dans le monde scientifique.

## LA RÉVOLUTION – ET SES SUITES

23 octobre 1956 – 1959

La révolution d'octobre 1956 ne m'a pas pris tout à fait au dépourvu. Deux de mes amis, Miklós Gimes et Péter Kende (je crois, indépendamment l'un de l'autre, se basant sur des signes différents) expliquaient que la tension politique grandissait, que l'insatisfaction des gens pourrait même éclater sous une forme quelconque à l'automne. En septembre, octobre, on pouvait sentir une accélération subite des événements. Mais personne peut-être ne pouvait prévoir quand et comment interviendrait l'explosion – moi certainement pas.

### *Nouveau programme gouvernemental d'Imre Nagy*

Le 23 octobre en début d'après-midi, en discutant avec Ferenc Donáth nous disions que nous allions tous les deux participer à une réunion au bureau de Zoltán Vas. Ferenc Donáth était un ancien dirigeant communiste respecté. Lors de la distribution des terres en 1945 il était secrétaire d'État au ministère de l'agriculture de Imre Nagy. Plus tard il avait eu la charge du secrétariat de Mátyás Rákosi. Quand on a commencé à préparer le procès de János Kádár, Donáth a été arrêté et gardé en prison pendant plusieurs années. Il a été relâché en 1954, et nommé adjoint de István Friss dans notre institut. À l'époque il était considéré comme une des personnalités marquantes des « déviationnistes de droite » écartés. Je ressentais pour lui un grand respect, et il m'aimait bien. Plus tard, après qu'il ait aussi connu les prisons du régime Kádár et en avoir été également libéré, une amitié s'est tissée entre nous.

Zoltán Vas qui allait nous recevoir dans son bureau était lui aussi un ancien communiste. Il avait passé plus de quinze ans à la prison Csillag à Szeged en compagnie de Mátyás Rákosi. Il était devenu légendaire pour avoir été en 1945 maire de Budapest. Il avait été respectivement président du Conseil économique général, puis de l'Office national du plan (c'est là que je l'ai connu), sa carrière était tantôt ascendante, tantôt descendante, selon l'arbitraire de Rákosi. En 1956 quand il se préparait à nous réunir, il exerçait la fonction de président du Conseil national des coopératives.

Cette fois Zoltán Vas avait pris position aux côtés de Imre Nagy. Pendant notre réunion dans son bureau le téléphone ne cessait de sonner. Vas recevait des comptes rendus de l'importance de la foule qui s'accumulait place Bem, des premiers mouvements vers l'Université technique. Donáth a déclaré qu'on pouvait affirmer avec certitude qu'Imre Nagy redeviendrait premier ministre. Il s'agissait de préparer son discours de programme à tenir au Parlement. Nous devions convenir qui en rédigerait le premier jet. Quelqu'un (Tamás Nagy, je crois) m'a proposé l'écriture de la partie économique du programme. Béla Csikós-Nagy s'est manifesté pour le faire volontiers. Mais Donáth m'a plutôt donné sa préférence. Imre Karczag, autrefois secrétaire d'État à l'industrie, a remis sa note récapitulative de nos propositions. Julia Zala, proche collaboratrice de György Péter, s'est proposée pour m'aider à rechercher des données. Elle m'a suggéré de venir travailler à l'Office central des statistiques (KSH). György Péter se trouvait à l'étranger. Je pouvais occuper son bureau, et son secrétariat était à ma disposition. J'ai accepté cette tâche<sup>51</sup>.

Évidemment aucun de nous ne pouvait prévoir cette après-midi là l'importance de cette date, le 23 octobre 1956. Mais j'ai senti, moi comme les autres participants de la réunion, que nous vivions des heures historiques extraordinaires. Dans cet instant dramatique j'ai mis de côté ma décision de ne vouloir m'occuper que de science et non de politique.

Lors de cette réunion nous avons eu de longues discussions sur le contenu du programme. Tard le soir, lorsque je suis arrivé à la maison, mes amis m'ont mis au courant des événements par téléphone, et en particulier de ce qui s'était passé devant la Radio. Le lendemain, tôt le matin, je me suis rendu au KSH (Office central des statistiques), je me suis assis au bureau de György Péter et j'ai commencé à travailler au projet.

Hélas, le texte que j'ai rédigé est perdu. Après l'invasion armée du 4 novembre, j'ai confié le document à ma sœur Lilly pour le cacher car je craignais une perquisition à mon domicile. Oui, mais un peu plus tard j'ai aussi demandé à Lilly et à ma mère de cacher Miklós Gimes chez elles. Un jour après qu'il eût quitté le domicile de ma mère et de ma sœur, il a été arrêté. Lilly craignait désormais à juste titre une perquisition chez elles. Elle a fait brûler tous mes documents et notamment le projet gouvernemental rédigé en ces jours d'octobre. Je ne peux me fier qu'à ma mémoire pour reconstituer son contenu.

Ordinairement j'écris facilement et vite, si je sais ce que j'ai à dire. Pour ce texte-là, je ne sais pas combien de fois j'ai dû reprendre mon élan et recommencer. Il m'a fallu deux ou trois jours pour aboutir à une esquisse valable. C'est l'élaboration d'un programme *économique* et des mesures sociales et politiques correspondantes qui m'avait été confiée. Ma tâche excluait en principe des projets politiques, juridiques, ou diplomatiques.

Comme je l'ai dit précédemment, nous avions préalablement discuté de certaines questions de politique économique dans le bureau de Zoltán Vas le

23 octobre, mais je pensais avoir les mains suffisamment libres pour écrire sur le moment ce que je croyais juste. Imre Nagy et ses collaborateurs directs allaient de toutes façons vérifier mon travail et décideraient ce qu'ils en garderaient et ce qu'ils y changeraient.

Le premier ministre, à supposer qu'il accepte le projet, aurait annoncé son intention de démontrer, après des préparatifs suffisants, le système des instructions planifiées et de développer une économie de marché à la place de l'économie dirigée. En même temps, il permettrait aux ouvriers d'avoir leur mot à dire dans les décisions managériales, il instaurerait la démocratie à l'usine (dès le deuxième ou troisième jour de mon travail des bruits ont commencé à courir sur la formation de conseils ouvriers. Cela m'a conforté dans l'idée que l'organisation d'une certaine forme d'autogestion ouvrière devait être incluse dans le programme).

Le projet encourageait les petits artisans et commerçants privés à reprendre leur activité, sans même effleurer l'idée dans le programme de privatiser les entreprises propriétés de l'État. Au contraire, il préconisait la protection de la propriété de l'État.

Quant à l'agriculture le projet autorisait la dissolution des coopératives nées sous la contrainte et le rétablissement de la propriété privée paysanne chaque fois que les membres des coopératives le souhaiteraient. En même temps il promettait son soutien aux coopératives agricoles qui souhaiteraient se maintenir.

Le programme désirait élargir les relations du commerce extérieur sans exclusive – mais émettait des réserves quant à un éventuel retrait de la Hongrie du Comecon, ou à une libéralisation complète du commerce extérieur.

Le projet abordait également les tensions macroéconomiques. Il soulignait qu'il n'était pas permis de mettre en danger le niveau de vie atteint – sans promettre pour autant une amélioration rapide dans l'avenir.\*

Le projet que j'ai mis sur papier se situait dans la suite directe du « nouveau cours » de 1953, tenant compte de la situation économique concrète du moment. Ce que ce programme contenait en plus, c'est le « socialisme de marché » et la « démocratie à l'usine ». Ces points ne figuraient pas encore à l'agenda en juin 1953. S'il m'a semblé important de les introduire c'est que mes recherches des dix ou douze mois précédents, ainsi que l'accueil favorable de notre proposition de réforme auprès des experts, orientaient mes idées dans cette direction.

---

\* Cette question avait été débattue à la réunion préparatoire du 23 octobre. Certains souhaitaient qu'Imre Nagy annonce un programme aussi populaire que possible. D'autres soulignaient qu'il fallait se limiter à des promesses réalisables, tenables. Le même dilemme qui jusqu'à nos jours pèse sur les hommes politiques et les divise a donc déjà été soulevé. Moi, j'ai été et je demeure un adepte des promesses modérées et responsables.

Repensons à l'histoire depuis 1954. Si la victoire (momentanée) d'Imre Nagy en octobre 1954, à la séance de la Direction centrale du parti communiste avait été suivie quelques semaines plus tard par un discours au Parlement – alors ma rédaction aurait été un bon point de départ pour constituer le programme. C'était vraiment un programme sur mesure pour Imre Nagy. Il correspondait à ce qui était acceptable dans le cadre de sa réflexion radicale de communiste réformateur.

Mais c'est que la marche de l'histoire ne s'est pas arrêtée en octobre 1954. Ce qui avait démarré maintenant après le 23 octobre 1956, avait déjà de loin dépassé ce cadre. Les quelques premiers jours on aurait pu à la rigueur encore imaginer la survie du système de parti unique, dans une version réformée et rendue « plus démocratique ». Mais il est vite apparu que les événements s'accéléraient. Un gouvernement de coalition était en train de se former, ressuscitant les anciens partenaires de la coalition de 1945. Plus d'une vingtaine de partis sont nés en quelques jours, la sphère politique fonçait dans la direction du pluralisme. Dès le troisième ou le quatrième jour j'ai eu l'impression que le projet que j'avais rédigé était décalé par rapport à la réalité politique. Mais je n'étais pas préparé à élaborer le programme économique d'un gouvernement de coalition.

Il est impossible de dire *a posteriori*, si les choses avaient été autres, ce qu'aurait été le programme économique du gouvernement de coalition d'Imre Nagy d'alors, si la situation s'était suffisamment consolidée pour rendre ce programme public. Géza Losonczy a tenu une conférence de presse le 3 novembre 1956, c'est-à-dire la veille de l'intervention armée soviétique et, répondant à une question il a dit : « Le gouvernement déclare unanimement qu'il ne souhaite rien abandonner des acquis positifs des douze dernières années : ni la réforme agraire, ni la nationalisation des fabriques et des usines, ni les acquis sociaux... Le gouvernement est déterminé – unanimement – à ne tolérer en aucune circonstance le rétablissement du capitalisme en Hongrie. »<sup>52</sup> Mon propre combat intérieur autour du programme économique gouvernemental s'est déroulé quelques jours (quelques jours vraiment décisifs) plus tôt que cette conférence de presse de Losonczy. Je dois avouer que j'avais des sentiments très incertains concernant l'avenir politique. Je n'ai absolument pas exclu la possibilité que la marche des événements dépasse radicalement le stade des réformes socialistes, et qu'un tel mouvement crée en Hongrie un régime économique de type occidental.

Mes angoisses étaient multiples : l'atmosphère incandescente, les nouvelles de manifestations extrémistes qui me parvenaient. En même temps je n'avais pas de ressentiment politique ou idéologique contre la ligne principale des événements. Au contraire, je me réjouissais d'avancées – apparemment – vers une véritable démocratie en Hongrie. Mais je ne possédais pas les connaissances nécessaires sur lesquelles bâtir le travail de préparation d'un programme satisfaisant les exigences de la nouvelle réalité

politique. J'ai admis que Ferenc Donáth, Zoltán Vas ou Tamás Nagy avaient beau s'imaginer que j'étais un économiste savant, en réalité j'en savais trop peu pour imaginer comment passer d'un régime de parti unique à un régime multipartis, et d'un système socialiste à une véritable économie de marché, au système capitaliste.\*

Après plusieurs jours de tentatives laborieuses j'ai tiré mes conclusions et j'ai abandonné la rédaction du programme. C'est ce que j'ai dit à Donáth qui en a pris acte avec compréhension. J'ai remis à sa secrétaire le texte que j'avais rédigé. Je suppose que cet exemplaire a aussi été perdu.

L'abandon de ce travail, un échec professionnel et politique, m'a été très pénible. L'orage historique grondait autour de moi, et moi avec mes connaissances simplistes et étroites, non préparé à la nouvelle situation, je restais assis, impuissant parmi mes papiers.

#### *Le « Magyar Szabadság » (Liberté Hongroise)*

Après m'être penché à mon bureau ou avoir dicté mes textes aux aimables secrétaires du secrétariat Péter pendant des jours, j'avais enfin envie de sortir pour faire un tour dans la ville. Le 29 octobre au matin je me suis rendu chez Péter Kende qui habitait tout près, et nous sommes allés ensemble chez Pál Lőcsei. Je me rappelle encore l'instant amusant où il nous a reçu dans une chemise de nuit rose. Il s'est vite habillé et nous sommes partis tous les trois dans la direction des Grands Boulevards et de l'Avenue Rákóczi.

J'ai lu les souvenirs de Kende sur ce jour.<sup>†</sup> Nous gardons fondamentalement les mêmes souvenirs *factuels* des événements. Je me permets d'y ajouter ce que moi seul peut dire : ce qui s'est déroulé dans mes pensées et mes sentiments.

Tout d'abord nous sommes allés au Palais New York, où siégeait la rédaction de *Magyar Nemzet* avant la révolution. Nous avons rencontré Gyula Obersovszky qui alors depuis un ou deux jours dirigeait le nouveau journal intitulé *Igazság* [Vérité]. (Obersovszky a été condamné à mort par le tribunal d'exception du régime Kádár et il n'a dû la vie sauve qu'à la pression des protestations.) Celui-ci nous a exposé en des termes saisissants que son journal avait la vocation d'être le porte-parole des insurgés qui avec

\* La situation était différente trente-trois ans plus tard : sur les mêmes questions j'étais déjà armé de connaissances fondées et mûries. En 1989, lors de la rédaction du *Pamphlet passionné*, j'avais le sentiment que je pouvais écrire ce qui selon moi était à faire, et que je pouvais le dire à tous ceux qui pouvaient, s'ils le voulaient, le faire passer dans la pratique.

<sup>†</sup> Dans une interview de Kende à Oral History Archivum (interview OHA n°84. Donnée les 5 et 20 septembre 1987 ; pp. 358, 359 et 372). Sándor Révész (1999, pp. 317-322) rapporte en détail la fondation de *Magyar Szabadság* [Liberté Hongroise] dans son livre sur Miklós Gimes.

témérité et courage ont pris les armes au risque de leur vie. Il nous a invités à participer à ce travail. Seuls Pali et Péter ont pris part à la conversation, moi je me suis tu. Dans mon for intérieur je reconnaissais et admirais le courage des insurgés et je percevais que leurs actions armées insufflaient un tournant à la suite des événements. Mais quelle sorte de gens étaient-ils ? Je ne connaissais personne parmi eux. Étaient-ils des combattants avertis, pour des idées nobles ? De jeunes aventuriers aux yeux brillants dès qu'ils peuvent prendre un fusil en main ? Qui leur avait distribué des armes ? Et de toute façon, est-ce que je me réjouissais d'entendre le bruit des armes ? N'aurait-il pas été possible d'avancer vers la démocratie sans faire couler le sang ? Une chose est certaine : je ne ressentais aucun titre moral ni politique et aucune motivation intérieure pour devenir moi-même porte-parole des insurgés. Je ne condamnais nullement l'insurrection armée. La victoire de la révolution me remplissait d'enthousiasme. En même temps je ressentais trouble et gêne, je ne me retrouvais plus dans les événements et n'entrevois pas les forces qui en étaient le moteur.

On s'est séparé bons amis, Obersovszky, son équipe et nous, nous nous sommes rendus au siège de *Szabad Nép*. Cela faisait plus de deux ans que je n'y avais mis les pieds. Entre-temps nous avions pris tous les trois la décision de ne nous joindre à aucune rédaction, mais de lancer notre propre journal.

Le siège était occupé par une nouvelle force politique, un des multiples groupes d'insurgés. Leur chef s'appelait József Dudás. (La répression de Kádár l'a condamné à mort et ce jugement a été exécuté sur le champ.) Lőcsei a discuté avec eux et il est revenu en nous disant que Dudás et les siens ne nous mettraient pas de bâtons dans les roues concernant notre activité de journalistes.

Miklós Gimes est alors arrivé, il a accepté d'écrire l'éditorial du premier numéro. *Liberté Hongroise* fut le titre de l'éditorial et en même temps le nom de notre journal : « *Magyar Szabadság* »<sup>53</sup>. Et Lőcsei et Kende se sont mis de suite à écrire des articles, Lőcsei de politique intérieure, Kende de politique étrangère. À l'évidence la tâche d'écrire sur la situation économique et les défis correspondants m'incombait.

Lorsque je travaillais pour le programme de gouvernement, je m'y étais essayé à maintes reprises pendant des jours. J'ai recommencé cette fois, mais j'ai posé ma plume bien plus vite. Pour ne pas me soustraire au travail commun, j'ai préféré remplir la tâche qui était la mienne à *Szabad Nép* durant les dernières semaines : j'ai assumé la mise en page et la rédaction technique du journal. Je suppose que par là même j'ai rendu service et que j'ai contribué au démarrage de la machine d'un nouveau quotidien.

Le jour même d'autres collaborateurs se sont manifestés, entre autres Gábor Lénárt, Erzsi Kovács, László Horváth. Si ma mémoire est bonne, tous d'anciens collègues. Une équipe de journalistes s'est constituée, chargée d'un passé à *Szabad Nép*, sous la direction de ceux qui étaient les têtes et les

participants téméraires de notre « révolte » de naguère. Un passé commun et quelques idéaux nouveaux nous liaient : la démocratie, l'indépendance, la liberté. Foi en une sorte de socialisme dont la seule chose qu'on pouvait savoir est qu'il devait être très différent du régime communiste de la dictature de Rákosi.

Ma plume était totalement paralysée par l'absence de clarté de mes idées politiques. Les gens intelligents aux intentions pures qui s'étaient réunis ici ne savaient de façon sûre que ce qu'ils ne voulaient pas. En revanche ils n'avaient jamais eu l'occasion de discuter à fond sur ce qu'ils voulaient définitivement effacer du passé et ce qu'ils voulaient mettre à la place. Avec qui voudraient-ils faire alliance soit tactique soit durable ? Qui sont ceux qu'ils excluent de toute alliance ? Afin d'atteindre les objectifs politiques, quels sont les moyens qu'ils pensent légitimes ou qu'ils se refusent d'utiliser ?

Aujourd'hui, après que pendant des décennies, je me suis trouvé souvent devant des décisions difficiles à prendre, je peux désormais évaluer objectivement mes propres capacités et limites. Ma capacité de jugement est assez fiable quand je construis sur des bases intellectuelles et morales sûres et solides. Il y a une condition supplémentaire : je dois disposer de temps pour peser les choses, pour passer au crible d'une critique répétée ma première réaction à chaud. Ce jour dramatique du 29 octobre, là-bas, dans le local de rédaction du *Szabad Nép* de naguère, aucune de ces conditions n'étaient réunies. Mon idéologie d'ancien communiste s'était écroulée, et dans mon for intérieur j'étais à peine sur le point de commencer à en construire une nouvelle. Les choses n'étaient prêtes qu'à moitié dans ma tête. Comment aurais-je pu déduire de ces prémisses inachevées des conclusions pour la politique du jour ? Dans de telles circonstances certains écoutent leur instinct politique qui leur souffle ce qu'il y a à faire. Mon instinct à moi restait silencieux.

Dans une partie antérieure de mes mémoires je me décrivais comme un *sommambule* qui, endormi, marche à pas assurés sur la balustrade du balcon ou sur le bord du toit. Eh bien, j'avais eu le temps de me réveiller, les deux dernières années et surtout les quelques jours vécus depuis le 23 octobre m'ont assurément réveillé. Par là même mon assurance a complètement disparu.

Des années plus tard j'ai discuté avec Aliz Halda, compagne de Miklós Gimes, sur cette après-midi-là. Nous avons comparé les pensées et actions de Miklós avec ce qui s'est déroulé en moi. Je cite le dialogue qu'elle décrit dans son livre ; les caractères romains rendent les paroles d'Aliz et les italiques mes mots à moi :

*« - Je n'ai pu écrire une seule ligne. Tout simplement j'ignorais ce que je devais conseiller au peuple hongrois dans cette situation. J'ai alors définitivement compris que ce n'étais pas fait pour moi.*

- En fait ce n'est pas si grave. Chacun doit jouer son rôle dans une société, et peu de gens peuvent être plus utiles que toi.

- *Ce n'est pas si simple. Tu peux me croire, j'ai mille fois repensé à tout cela dans toutes ces décennies ; plus d'une fois en me confrontant au sacrifice de Miklós. Lui a manifestement senti en lui la capacité de décider dans une telle situation.*

- Je crois que le remords aussi a motivé ses actes.

- *Moi aussi j'ai connu le remords. C'est évident. Mais hélas il n'en découle pas que j'aurais su ce qu'il fallait faire. Pour user d'une comparaison : si j'écrase quelqu'un et qu'il n'y a pas de médecin dans les parages, je n'entreprends pas de l'opérer. L'avoir écrasé ne m'a pas rendu chirurgien pour autant.*<sup>54</sup>

Je n'ai pas poursuivi le travail à *Magyar Szabadság*. Les jours suivants je me suis rendu à l'Institut, je parcourais la ville, je rencontrais des amis. Un de mes « camarades révoltés » d'autrefois, Lajos Fehér, a convoqué une réunion, il recrutait des collaborateurs pour le *Népszabadság* qui allait naître. J'ai refusé. István Friss m'a téléphoné à mon domicile et voulait me persuader d'aller à la Radio pour qu'y retentisse là aussi une voix de sagesse. J'ai également refusé. J'ai essayé de comprendre ce qui se passait autour de moi, je me réjouissais des bonnes nouvelles, je m'angoissais à l'idée que les choses tournent mal. C'est ainsi que nous sommes arrivés jusqu'au 4 novembre. Les chars soviétiques sont entrés.

### *Jours tourmentés, années tourmentées*

Ici j'interromps l'ordre chronologique. Les deux ou trois années qui ont suivi, comme pour tant d'autres Hongrois, ont été la période la plus tourmentée de ma vie. Si j'étais cinéaste et que j'essayais de faire sentir comment se déroulait ma vie, je choisirais de montrer un défilé de flashes. Je me prépare plein d'angoisse à être interrogé rue Gyorskocsi.\* Je

---

\* Dans les affaires où j'ai été moi aussi assigné à comparaître, les interrogatoires se faisaient dans les locaux que le Ministère de l'Intérieur possédait dans le deuxième arrondissement, au 31 rue Gyorskocsi. La dénomination officielle de l'organisme qui menait ces enquêtes était : « Département d'investigations de la Direction générale d'enquêtes politiques du Commandement général de la police nationale du Ministère de l'intérieur ».

Dans l'énorme pâté de maison dont l'arrière donne sur la rue Gyorskocsi et le devant s'ouvre sur la rue Fő, le Département d'investigations occupait la partie arrière. C'est là qu'on gardait en détention provisoire pendant la période des investigations tous ceux contre qui on comptait intenter un procès politique, parmi eux, mes amis dont il va plusieurs fois être question dans ce chapitre. C'est là que furent détenus Imre Nagy, ramené de force depuis la Roumanie ainsi que les autres coaccusés du futur procès Imre Nagy. Dans la partie du pâté de maisons sur la rue Fő fonctionnaient, dans des conditions moins improvisées, plus consolidées, le tribunal

suis assis à mon bureau et j'annote avec application le livre théorique de Samuelson. Très excité, je fais les cent pas dans le couloir de la maternité le jour de la naissance de notre deuxième enfant, la sage-femme arrive et annonce la bonne nouvelle : un garçon, tout va bien.\* Nous chuchotons entre amis à l'Institut : la commission de supervision envoyée par le parti fait son travail, il en résultera un grand nettoyage. Moment joyeux : je reçois le tiré à part de l'édition anglaise de *La Surcentralisation*. Nouvelle effroyable : des arrestations parmi les amis les plus proches. Entretiens techniques avec un directeur d'une usine textile. Ainsi de suite ; les images tantôt redoutables, tantôt rassurantes, tantôt heureuses, tantôt désespérées, tantôt instructives ou grotesques pourraient se succéder.

Je ne suis pas cinéaste. Je dois renoncer à vous restituer l'atmosphère de cette époque oppressante, les fluctuations nerveuses de mes propres sentiments et pensées. Pour accomplir sa tâche, ma mémoire a besoin *d'analyse*. Je dois démêler les fils entremêlés. Dans les deux chapitres qui viennent, je vais traiter séparément les différentes dimensions de ma vie, renonçant à faire bien ressortir à quel point les effets réciproques d'événements simultanés tenaient mon âme dans un état surexcité, toujours en alerte, souvent anxieux.

### *La vie de La Surcentralisation continue*

Peu avant la révolution j'ai livré le manuscrit du livre aux Éditions économiques et juridiques. Dans les premiers jours de novembre je me suis rendu dans leurs bureaux pour récupérer mon manuscrit. Qui sait ce qui pouvait arriver, il était mieux chez moi.

---

et la procureure militaires. C'est là qu'on a utilisé une salle de réunion pour y conduire en secret le procès Imre Nagy. Ceux qui préparaient le procès ont trouvé là tout le confort voulu. Il était inutile de trimballer les accusés en voiture, à travers la rue entre le bâtiment de la prison et le bâtiment du tribunal, il suffisait de les transférer à l'intérieur du pâté de maisons du lieu de l'instruction sur le lieu du procès. Cela permettait plus facilement de tout effectuer dans un secret complet. C'est ici, au 70 rue Fő, qu'Imre Nagy, Pál Maléter et Miklós Gimes ont été condamnés à mort.

Le joli square planté de beaux arbres et d'arbustes qui délimite sur un côté ce pâté de maisons, s'appelle aujourd'hui Place Imre Nagy.

La dénomination « Rue Gyorskoci » rappelle clairement dans nos cercles le lieu où sévissaient les enquêteurs de la police politique.

\* En juin 1957, à la naissance d'András, les événements se sont déroulés différemment qu'en 1952 quand Gábor est venu au monde. Alors son imbécile de père croyait que le monde et la rédaction allaient s'écrouler ou au moins qu'il commettait une faute morale grave si à l'heure de l'accouchement il passait la garde de la rédaction à autrui et s'absentait pour affaires privées. Cette fois tout s'est passé comme chez des gens normaux.

Quand la situation s'est un peu calmée après le 4 novembre, je me suis manifesté de nouveau aux Éditions. *La Préface* datée de janvier 1957 rappelle que j'avais déposé initialement le manuscrit en octobre 1956, puis elle continue : « Il ne pouvait pas être question de parution jusqu'à présent. J'ai naturellement repris, relu le texte – mais je me suis dit qu'il ne serait pas correct d'y changer quelque chose maintenant. La pierre de touche de la vérité d'un travail scientifique est : résiste-t-il au temps ? En quelques mois des événements dont l'impact se fera sentir pendant des décennies viennent de se dérouler dans notre pays. Beaucoup de gens ont ressenti le besoin de changer, peut-être plus d'une fois, leur conception sur de nombreuses questions fondamentales, politiques ou économiques. Moi, je pense que ce qui était vrai le 22 octobre, l'est resté aussi le 24 et aussi en janvier 1957. La question qui se pose est : était-ce vrai aussi à l'origine ? Étant donné que je suis convaincu d'avoir écrit la vérité sur la situation de 1955-1956 (si je le crois à juste titre, c'est à mes critiques d'en juger), je n'ai pas retravaillé cette étude. »<sup>55</sup>

Ces mots arrogants ont fâché ceux qui par la suite ont attaqué le livre. Mais n'anticpons pas. Nous sommes début 1957. Toute l'attention du groupe Kádár – Münnich se concentre sur la mise au pas des derniers soubresauts de l'insurrection, l'apaisement des ouvriers en grève, le commencement d'une campagne de répression. Il ne leur reste pas d'énergie pour s'occuper de l'édition de livres. Par chance, le directeur de la maison d'édition Tibor Keresztes et la rééditrice Margit Siklós chargée de mon manuscrit étaient prêts à prendre le risque et ont envoyé le livre à l'imprimerie. Il a paru quelques mois plus tard et il a vite été épuisé.

Quelques mois auparavant, encore fin 1956, sous la plume de Zsuzsa Esze un excellent article a paru dans *Közgazdasági Szemle* (Revue Économique) sur le débat de ma soutenance de thèse<sup>56</sup>. Cet article a attiré l'attention de beaucoup sur l'ouvrage. Plus tard, suite aux appréciations entendues durant le débat, un ou deux commentaires positifs ont paru. Je dois en souligner un en particulier, celui de György Péter. Il a volontairement publié son commentaire dans l'hebdomadaire des adeptes de Rákosi qui était en train de reprendre des forces ; il plaide vigoureusement en faveur de *La Surcentralisation*<sup>57</sup>.

Oui, mais les temps avaient changé, les louanges devenaient plus rares. Au printemps 1957 une véritable rafale d'attaques a été lancée contre le livre. Dans des périodiques spécialisés et des hebdomadaires économiques, dans *Népszabadság*, dans des polycopiés distribués à l'université, on citait *La Surcentralisation* comme un exemple patent de « révisionnisme ». Ils lui

\* Le stigmate « révisionniste » dans le jargon des partis communistes marquait ceux qui se disaient marxistes, mais qui voulaient modifier une thèse ou une autre de Marx. Cette épithète n'était pas légitime dans mon cas, car alors je ne voulais plus réviser le marxisme, mais au contraire m'en détacher.

reprochaient de rejeter les bases d'une économie planifiée, de vouloir libérer les forces spontanées du marché. « Les idéologies révisionnistes se manifestant dans la science économique étaient liées à la préparation idéologique de la contre-révolution, et lui offraient quasiment une plateforme économique »<sup>58</sup> – écrivait Géza Ripp en parlant de mon livre. « Il n'est pas vrai que la science économique au sens strict n'a rien à voir avec la contre-révolution... Il en résulte qu'il ne faut pas être indulgent envers le révisionnisme se manifestant en germe... »<sup>59</sup> recommandait Endre Molnár, avant d'illustrer son avertissement avec mon livre. « La thèse de Kornai s'est parfaitement insérée dans la campagne politique et idéologique qui a préparé intellectuellement la contre-révolution »<sup>60</sup>, précisait Emil Gulyás dans le polycopié distribué à l'école supérieure du parti.\*

En septembre 1957, sans me douter de rien, je suis allé écouter une conférence de notre directeur István Friss à l'Académie politique du parti en réorganisation. Dans la seconde partie de sa conférence il a fait le tour des économistes « révisionnistes ». György Péter s'en est tiré avec un avertissement léger, tandis que Tamás Nagy et Péter Erdős ont écopé d'une remontrance plus sévère. J'ai eu mon tour en dernier. Je n'oublierai jamais l'effarement, le mouvement des sentiments qui m'ont envahi à ces instants, là, assis dans les rangs de l'auditoire. Le même István Friss qui un an auparavant m'avait exprimé ses louanges pour le livre, m'avait octroyé une prime et promu – à cette fois démolí ce même livre. À son avis on pouvait comprendre que je rejetais le système socialiste. Or, dit-il, si c'est l'avis de Kornai, alors son livre n'exprime plus simplement des positions antimarxistes, mais il rejette carrément le marxisme.

Aussi bien alors qu'aujourd'hui je lisais les attaques contre moi avec un sentiment double. Si je prends les reproches au pied de la lettre, il faut constater qu'en réalité les attaquants n'avaient pas tort. Oui, *La Surcentralisation* est allé beaucoup plus loin que la révélation des erreurs, que la critique d'une dimension limitée de la direction économique. Le livre démontre que l'économie dirigée fonctionne mal en tant que système. Oui, *La Surcentralisation* faisait vraiment partie d'une vague intellectuelle qui remettait en question les fondements du système socialiste, et préparait par là même idéologiquement la révolution du 23 octobre. Oui, l'auteur avait effectivement rompu avec le marxisme. Ces accusations, je les accepte.

Mais ce n'est qu'une moitié de l'histoire. L'autre moitié ne sera pas tranchée par le contenu de vérité des arguments et des contre arguments,

\* József Révai aussi a écrit un article foudroyant sur les idéologues préparant la contre-révolution, et il s'est élevé vigoureusement contre le laxisme dans la lutte idéologique. Mon rédacteur en chef de naguère n'a pas manqué non plus de me stigmatiser. Son article fut jugé trop radical, même par la direction du parti de Kádár, ils ont donc empêché sa publication. (PIL 793. f. 2/116. ö.e. p. 14). Le manuscrit de l'article date de 1957.

mais par la situation dans laquelle retentissaient les attaques. Il ne s'agissait pas là d'un duel intellectuel à chances égales. János Kornai affirme une chose, et face à lui, Géza Ripp, Endre Molnár, Emil Gulyás et István Friss en affirment une autre. Ils avaient, eux, toute liberté de m'attaquer, mais moi il ne m'était pas permis de me défendre franchement en public, en exposant ma position et mes arguments. Nous étions en 1957. Plus d'un de mes amis les plus proches pourrissaient en prison, d'autres venaient d'être mis à la porte de leur emploi. Tous ceux qui avaient été du côté de la révolution étaient victimes de la répression. Dans une telle situation être qualifié de « révisionniste », être accusé « d'avoir rejeté l'économie socialiste », etc., était porteur de menaces graves. Endre Molnár a ouvertement dit « qu'il ne faut pas être indulgent envers le révisionnisme se manifestant en germe. »<sup>61</sup>

Je préfère laisser à plus tard mon récit de la réalisation des menaces parce que j'aimerais ici poursuivre l'histoire du livre. Pendant qu'en Hongrie les attaques pleuvaient, un autre chapitre de l'histoire de *La Surcentralisation* s'ouvrirait ailleurs. Le point de départ était qu'András Nagy avait suggéré à un jeune économiste István Zádor, qui comptait émigrer clandestinement en Angleterre, d'emporter le livre ainsi qu'un bref résumé qui en avait été fait en Hongrie, pour le faire parvenir à des économistes anglais. Ce qui fut fait. Le résumé a abouti chez John Hicks, professeur à l'université d'Oxford, une des personnalités les plus éminentes de l'économie moderne, ultérieurement prix Nobel. Parallèlement un autre économiste d'origine hongroise vivant en Angleterre, Anthony de Jasay (en hongrois Antal Jászay) a aussi pris connaissance du livre et il a aussi attiré l'attention de Hicks sur mes travaux.\* Hicks l'a donc proposé pour publication à Oxford University Press, une des premières maisons d'éditions scientifiques du monde. Peu de temps après l'éditeur m'a proposé un contrat.

Évidemment j'ai voulu saisir cette opportunité aussi fantastique qu'inattendue. Selon les règles, je devais demander l'autorisation de István Friss, directeur de mon institut. István Friss avait deux âmes, et même plusieurs. Après m'avoir encensé jusqu'au ciel, puis piétiné dans la boue – il

---

\* Zádor s'est plus tard suicidé, et je n'ai jamais eu l'occasion de parler avec lui de l'histoire du livre. Quand au professeur Jasay, nous avons échangé des lettres des années plus tard, mais j'ignore toujours si l'action de Zádor et la sienne couraient parallèlement ou étaient liées. Je suis reconnaissant à tous les trois, Hicks, Jasay et Zádor, d'avoir contribué à la publication anglaise du livre. Je cite un passage d'une lettre que le professeur Jasay m'a écrite en anglais en 1990, que je garde toujours dans mes archives privées : « Qu'il ne soit pas question d'une gratitude que vous me devriez. Si en 1957 j'ai recommandé la publication de votre livre à Oxford University Press, c'est parce que je l'ai trouvé original et digne de publication. Mon seul mérite était de savoir lire le hongrois, d'avoir été en mesure de le remarquer, et que John Hicks était disposé à me croire sur parole. »

a maintenant consenti à cette publication.\* La traduction a été lancée. La chance a fait que le frère de Mária Knapp, chère camarade de classe de mon lycée allemand à Budapest de jadis, János, qui vivait en Angleterre, était professeur d'économie et il a accepté cette tâche ardue. Il a réalisé un travail extrêmement consciencieux. Je viens de relire notre très longue correspondance dans laquelle nous avons éclairci chacun des termes techniques, précisé le sens de chaque expression problématique. Il n'était pas facile de répondre aux demandes du traducteur collant humblement à mon texte – et au-delà d'assumer tous les risques d'une parution occidentale du livre – pendant que le même texte était vilipendé dans la presse hongroise et qualifié de dangereuse œuvre contre-révolutionnaire.

Lorsqu'en 1958 l'édition anglaise a vu le jour<sup>62</sup>, il a fait rapidement grand bruit à l'Ouest aussi. Des articles élogieux de toute une page l'ont analysé dans les quotidiens anglais les plus importants, le *Financial Times*, le *Times Literary Supplement* et le *Guardian*<sup>63</sup>, les meilleures revues économiques occidentales ont publié des comptes rendus précis et favorables « C'est très certainement un livre important – son ton est ouvert, il offre de riches aperçus et une profusion d'analyses authentiques »<sup>64</sup> – écrivait *American Economic Review*. « Mr. Kornai nous a tous rendu son débiteur en nous servant des arguments logiques et une image cohérente... son travail se révèle être un phénomène unique jusqu'à nos jours. Nulle part ailleurs dans le monde communiste n'a paru une telle étude »<sup>65</sup> a affirmé le commentaire de *Economica* de Londres.

De nombreuses années plus tard j'ai rencontré personnellement Alec Nove, Joseph Berliner, David Granick, Nicholas Spulber et les autres, auteurs de ces comptes rendus. Ils m'ont rapporté la grande émotion que le livre a soulevée en son temps. Ils avaient essayé de deviner qui pouvait bien être celui qui derrière le rideau de fer avait osé éléver la voix et dire ce que le livre révélait au monde en langue anglaise.

#### *On m'écarte de l'Institut*

De nombreux événements déterminants de ma vie m'attachent à la rue Nádor de Budapest. C'est là que se trouvait l'étude d'avocat de mon père avant la guerre. J'ai déjà mentionné que c'est là qu'a aménagé l'Institut de

\* Friss a mis des conditions à la parution. Il a exigé la suppression de la préface originale. Moi je voulais la garder, mais j'ai accepté d'en supprimer la phrase arrogante citée plus haut. En outre j'ai complété l'édition anglaise d'une préface dans laquelle j'ai précisé : ce livre ne présente pas l'économie planifiée socialiste en général, mais il caractérise un lieu et une période donnés, et d'ailleurs, depuis sa parution on peut déjà déceler quelques pas vers des réformes. J'ai aussi dû censurer un ou deux autres passages du livre qui avaient particulièrement irrité Friss et les siens. Bref, j'ai fait quelques concessions, mais a posteriori je suis d'avis que cela a valu la peine pour permettre une publication du livre à l'étranger.

sciences économiques\*. C'est à l'angle de la rue Nádor et de la rue Mérleg que j'ai croisé un jour de fin novembre 1956 la secrétaire de la section du cinquième arrondissement du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois (le parti communiste réorganisé), une jeune femme que j'avais bien connue en vacances. Nous nous sommes mis à discuter. Comme tout le monde ces jours-là, nous évaluions la situation politique. En cours de conversation je lui ai fait savoir *que je n'étais pas marxiste*. Je précise que je ne lui ai pas dit de façon confidentielle. Je l'ai priée de prendre acte de cette déclaration en sa qualité de secrétaire d'arrondissement du parti.

Pourquoi ai-je dit cela, à cette jeune femme amicale et bienveillante ? Probablement mû par la colère, par bravade. Je voulais me désolidariser de ceux qui, aussitôt revenus à eux de la révolution, se dépêchaient de se placer de nouveau. Cette même annonce sur le reniement du marxisme, je l'ai répétée aussi à d'autres à l'institut. Là-bas la réorganisation du parti était en cours. L'adhésion automatique des anciens membres du parti avait cessé. Ceux qui souhaitaient adhérer de nouveau devaient en faire la demande. C'étaient mes anciens collègues de bureau Péter Erdős et Róbert Hoch qui s'occupaient du recrutement. Je leur ai annoncé que je ne désirais pas adhérer. Ma prise de position annoncée à la secrétaire d'arrondissement n'a pas tardé à être connue à l'institut. Elle a été gravée une fois pour toutes dans mon dossier de cadre : János Kornai déclare qu'il n'est pas marxiste. Le refus du marxisme n'était pas qualifié de faute particulièrement grave concernant István Varga, Ede Theiss ou Jenő Rácz considérés depuis toujours comme « économistes bourgeois ». Contrairement à ces derniers, je n'étais pas un « païen », mais d'abord un « hérétique », puis un « renégat ». Moi j'avais été en possession de la vérité, mais je l'avais trahie. « Hors-parti-depuis-toujours » – c'est un statut acceptable. Chez un hors-parti les communistes considèrent même le silence comme un geste amical. En revanche celui qui abandonne le parti, renie le marxisme, est un renégat, un traître.

La plupart de mes collègues de l'institut se sont résolus – après plus ou moins d'hésitation – à adhérer de nouveau au parti. Plusieurs ont ressenti le besoin de passer d'abord par mon bureau pour m'expliquer leur décision. La situation était passablement grotesque. Comme s'ils m'avaient demandé la permission ou l'absolution.

Deux parmi nous, mon ami András Nagy et moi, sommes restés intransigeants, et avons refusé jusqu'à l'idée d'une adhésion. Je ne souhaite pas aujourd'hui, en 2003, classer les gens selon qu'ils ont été ou non membres du parti sous le régime de Kádár. Je sais qu'on trouvait de

---

\* Plus tard c'est là que fonctionnait l'Office national du plan où je me suis fréquemment rendu au sujet de nos modèles de planification mathématique. C'est là que j'ai rencontré ma seconde épouse, Zsuzsa Dániel, à cette époque collaboratrice de l'Office du Plan.

nombreuses personnes respectables et honnêtes même au sein du parti, et on pouvait aussi en trouver de malhonnêtes ou malveillantes à l'extérieur du parti. Dans mes mémoires je suis en train de parler du tournant des années 1956 et 1957, d'un lieu de travail par définition intellectuel où hormis une ou deux exceptions, tous les collaborateurs étaient membres du parti jusqu'au 23 octobre 1956. Dans les journées révolutionnaires, pratiquement tout le monde à l'institut a exprimé sa sympathie à l'égard des changements, et quasiment personne n'a prononcé le moindre mot contre. Puis la révolution a été balayée par les chars soviétiques. Retourner au parti en rasant les murs *après tout cela* – cela avait alors tout de même une signification particulière à mes yeux. Cette métamorphose rapide a planté depuis lors en moi doute et méfiance irrépressibles envers la constance et la cohérence humaines.

Il n'est pas exclu qu'à l'époque j'aie été trop sévère et trop rigide dans mes jugements. Un grand nombre de personnes sont très certainement restées sincèrement fidèles au socialisme. Parmi elles figuraient celles qui pensaient de bonne foi qu'en adhérant de nouveau au parti elles seraient mieux placées pour améliorer l'état des choses qu'en restant en dehors. Je reconnais aussi qu'il y en avait, peut-être même beaucoup, qui ont respecté leurs engagements et lutté à l'intérieur du parti pour les réformes et les progrès du pays. Mais alors je n'étais pas capable d'accepter un tel raisonnement.

Quelques semaines après le début du processus de restauration on m'a téléphoné du siège du parti. C'était Jenő Fock, plus tard premier ministre. Nous nous connaissions de l'époque où il était ministre des industries lourdes. Le parti avait l'intention de s'occuper de la réforme du mécanisme économique. Fock avait entendu parler de mon travail et a souhaité ma collaboration. Je l'ai refusé.

J'ai aussi été contacté par István Varga qui, malgré son grand savoir en matière de sciences économiques et l'autorité professionnelle dont il jouissait, avait été écarté et ignoré pendant l'ère de Rákosi. Cette fois le gouvernement Kádár – Münnich lui a confié la direction d'une commission d'économistes censés élaborer des propositions de réformes détaillées. J'avais plusieurs fois discuté avec Varga au cours des mois précédents. J'ai déjà rappelé qu'il avait soigneusement étudié mon livre ainsi que la proposition de réformes préparée sous ma direction en été 1956. Il a essayé de me persuader de participer au travail qui démarrait. J'ai refusé.

Pourquoi ? Je n'ai pas refusé une collaboration pour la raison *qu'alors* j'aurais été convaincu en théorie que le régime socialiste n'était pas réformable. Je n'irai pas non plus jusqu'à dire que j'aurais souhaité leur échec. Je n'ai jamais accepté le principe d'opposition machiavélique de « la politique du pire ». J'aurais trouvé très utile le moindre assouplissement du centralisme bureaucratique.

Ce n'est pas en tant qu'économiste que me suis opposé à l'engagement pour les réformes, j'avais des motivations *politiques*. J'avais été

profondément écœuré par l'intervention soviétique. J'ai ressenti fureur et mépris contre János Kádár et ses acolytes qui d'abord se sont rangés du côté de la révolution, puis l'ont trahie. À mes yeux l'exil forcé d'Imre Nagy et de ses amis était une trahison épouvantable. Quelques pages plus haut j'ai rendu compte en toute franchise de mon trouble intérieur durant les jours révolutionnaires *victorieux*. Je n'arrivais pas à décider ce que j'avais à faire. Mon instinct avait démissionné. La situation devenait toute différente maintenant, à partir du moment de la *défaite* de la révolution. J'ai senti instinctivement que je devais dire non.

Fin 1957 le siège du parti a dépêché une commission pour examiner comment s'était comporté l'institut avant, pendant et après la « contre-révolution ». Cette commission était dirigée par László Háy, recteur de l'université. (À propos, c'est le même qui avait déclaré : « Aussi longtemps que je serai le recteur de l'Université de sciences économiques, Kornai ne pourra pas enseigner ici. ») Endre Molnár était le secrétaire et l'homme à tout faire de la commission, le même Endre Molnár qui avait écrit les articles au vitriol contre moi. Un bras de fer se jouait dans les coulisses.\* Les uns préconisaient une dissolution de l'institut, un terreau du révisionnisme. István Friss et la cellule du parti, en particulier Erdős et Hoch luttaient pour sauver l'institut. Ils nous ont tout simplement sacrifiés, András Nagy et moi.<sup>†</sup>

\* Au printemps 1958 la direction du parti à l'institut avait fortement recommandé aux collaborateurs qui, comme moi et András Nagy, avaient été actifs pendant les *journées d'octobre* de profiter de la réunion de travail convoquée pour juin de faire leur autocritique sincère. Nous devions nous démarquer de la « contre-révolution », d'Imre Nagy, et nous devions aussi déclarer notre loyalisme envers la nouvelle direction de Kádár et notre fidélité au marxisme-léninisme.

La réunion a eu lieu le 23 juin 1958, à peine quelques jours après que la sentence dans le procès d'Imre Nagy eut été rendue publique. Plusieurs de nos collègues sont allés très loin dans le retrait de leur profession de foi antérieure, dans la condamnation de leurs propres actes. En revanche, András et moi nous avons refusé d'obtempérer aux appels répétés. Nous avions décidé tous les deux que bien qu'obligés de prendre la parole sous la pression de nos collègues et amis bienveillants, nous allions reconnaître nos « erreurs » relatives à des questions économiques politiquement hors sujet. Dans mon intervention j'ai prononcé quelques phrases d'ordre général sur l'importance de la planification centrale et de la direction économique, et sur le fait que je ne l'avais pas suffisamment soulignée dans mes travaux – mais point d'autocritique politique, rien sur la révolution d'octobre et sur une condamnation d'Imre Nagy, point de déclaration de fidélité politique et idéologique. András a fait comme moi. Notre attitude (« notre entêtement », comme l'ont qualifié plus tard certains collègues restés à l'institut) a dû jouer en ce que nous deux avons justement été licenciés de l'institut.

† Dans ses mémoires Tamás Nagy a décrit ainsi l'inspection du parti : « L'institut a été déclaré foyer purulent et ils ont mis à la porte un tas de gens. Même si Friss s'efforçait, et c'est tout en son honneur, de caser ses gens dans des emplois supportables, il ne les a pas vraiment défendus. » (OHA. Interview n°26, p. 133.)

István Friss a trouvé inconfortable de nous communiquer personnellement la décision. C'était à nous de rechercher un nouvel emploi. András, expert reconnu du commerce international, s'est orienté dans cette direction. Moi, j'ai cherché un emploi dans l'industrie légère.

Je repense avec gratitude aux collègues dans l'industrie légère, György Sik, Miklós Simán, Sándor Fülöp, György Schiller et les autres, qui m'ont aidé à me trouver une place. Qui plus est, je n'ai pas trouvé seulement une place pour gagner ma vie, mais un emploi qui me permettait de continuer mon travail de recherche « en cachette ». J'ai d'abord trouvé un emploi au Bureau d'études des industries légères, et plus tard à celui de l'Institut de recherches de l'industrie textile.

Mon embauche a été facilitée par le soutien de l'Institut de sciences économiques. Je connais beaucoup de cas où l'employeur précédent « suivait » une personne licenciée, et lui mettait des bâtons dans les roues partout où elle était susceptible de trouver un nouvel emploi convenable. Je n'ai pas pu reconstituer les entretiens téléphoniques confidentiels qui devaient se dérouler derrière mon dos. J'ai l'impression qu'une fois de plus c'est le caractère à multiples facettes d'István Friss qui s'est manifesté, cette fois par un côté favorable. Pendant que – pas de sa propre initiative, mais de celle de Háy et de Molnár – il était prêt à nous jeter aux chiens, il voulait en même temps nous lancer une bouée pour qu'on puisse continuer une carrière d'économiste.

Le 15 septembre 1958 j'ai quitté l'institut le cœur lourd. Une nouvelle forme de vie s'est façonnée pour moi. Formellement j'étais employé par les organismes cités plus haut, mais en pratique je disposais de mon temps sans entrave. J'accomplissais une partie de mon travail dans les locaux du Ministère de l'industrie légère. (Juste en face du morne pâté de maisons de la rue Gyorskoci où l'on gardait mes amis en captivité, et où de temps en temps j'étais convoqué pour des interrogatoires.) Je passais beaucoup de temps chez moi. De nombreuses réunions de travail se tenaient non pas dans des bureaux, mais aux cafés Gresham ou Gerbeaud.

Dès ce moment j'avais le sentiment que je n'avais aucune raison de me plaindre ou de me faire plaindre. Il est vrai que je n'avais plus derrière moi le prestige de l'Académie des sciences de Hongrie et de son institut, j'étais livré à moi-même. Mais j'avais à côté de moi le filet protecteur et la main secourable d'amis et de collègues.

---

Réalisée en 1986.) *Közgazdasági Szemle* (Revue Économique) a publié en 1958 un article sur cette inspection du parti. Mon nom figure dans l'article sous mes initiales : K.J.

### *En liberté, sous la menace de la prison*

Le 6 décembre 1956 j'ai rencontré au domicile de ma mère, Aliz Halda, courageuse compagne de Miklós Gimes. Deux jours plus tôt Miklós avait passé la nuit ici, chez ma mère, et la nuit suivante ailleurs. On venait d'apprendre qu'on venait de l'arrêter. C'est alors que j'ai senti pour la première fois l'ombre de la prison sur moi. À partir de ce jour je me réveillais souvent la nuit à un bruit, je courais jusqu'à la cuisine pour observer la rue : n'y a-t-il pas une voiture arrêtée pour m'emmener ? J'ai déjà mentionné plus haut qu'au temps de Rákosi je ne craignais pas une arrestation. Je ne la craignais pas parce que, comme je l'ai écrit, j'étais un somnambule qui monte hardiment sur la balustrade du balcon sans ressentir la peur de tomber. Cette fois je savais déjà beaucoup sur ce régime. Cette fois j'avais peur.

Malgré mes craintes je n'ai pas quitté le pays. Après l'écrasement de la révolution le rideau de fer s'est pour ainsi dire ouvert pendant quelques semaines. Il était possible de franchir la frontière avec un risque bien moindre que d'habitude. Deux cents à deux cent cinquante mille personnes ont fui. Plusieurs de mes amis proches ont aussi opté pour quitter le pays, parmi eux mon meilleur ami Péter Kende. Nous ne pouvions pas savoir alors si nous nous reverrions, s'il y aurait un jour une possibilité pour moi de partir ou pour lui de revenir. Ma femme et moi avons décidé ensemble : nous restons. Dans un chapitre ultérieur je traiterai en détail ce dilemme de « rester ou émigrer ».

Dans le titre j'ai marqué par 1959 l'année de clôture de la période que je traite dans ce chapitre. Il ne s'agit pas d'une période de l'histoire hongroise, il s'agit d'un tronçon de mon histoire personnelle exclusivement. En y repensant je peux dire qu'en 1959 la série oppressante des menaces de la police, la succession de mes interrogatoires avaient cessé.

Nous nous sommes souvent posé la question, Sándor Fekete, un des révoltés de *Szabad Nép* et moi, comment nous nous comporterions si nous étions arrêtés et interrogés.\* Lui, sûr de lui, déclarait qu'il n'avouerait pas. Je

\* Une de ces conversations s'est tenue au domicile de Fekete. Comme cela s'est ultérieurement avéré dans les actes de la police, l'appartement de Sándor Fekete était déjà sur écoutes (ÁBTL 0-10986/1, pp. 187-196. Rapport d'écoute du domicile de Sándor Fekete. Date : 4 juillet 1958). Le 4 juillet 1958 je lui ai rendu visite. Comme d'habitude, nous parlions de tout : de sujets qui volaient haut (le martyr de Giordano Bruno et autres hérétiques, l'avenir de la Chine) et d'autres qui volaient moins haut (la manie de la femme de ménage des Kornai d'oublier les choses, le nouveau règlement sur les loyers). Les hommes de la police chargés de réaliser et de synthétiser l'écoute n'arrivaient pas à bien suivre la conversation au moment où nous nous sommes posé la question : jusqu'où irait la force morale de chacun pour résister à la torture physique ? En relisant quarante-six ans plus tard le texte du rapport plein de pointillés et de points d'interrogation, je suis envahi de sentiments

doutais de ses paroles. (Nous verrons que c'était à juste titre.) Mon opinion à moi, je l'avais formée bien plus tôt, après m'être entretenu avec ceux qui avaient été torturés dans les caves de Rákosi et avec Gábor Péter, et j'avais beaucoup lu sur ce qui s'était passé lors d'interrogatoires soviétiques, yougoslaves ou hongrois. Ma conclusion était sans équivoque : personne n'est capable de résister jusqu'au bout. À quel stade de la torture on se laisse aller, cela dépend de la force physique et psychique du torturé. Si l'interrogateur est prêt à augmenter la torture sans limite, il est possible d'arriver à un degré où sous la torture, l'homme avoue n'importe quoi.\* Je souffrais d'une luxation chronique de l'épaule, chaque déboîtement me causait une douleur insupportable jusqu'à ce qu'on la remette en place. J'ai la pénible habitude d'anticiper en imagination le mal qui *pourrait* m'arriver. J'ai essayé de penser à ce que je ferais si volontairement on me déboîtait l'épaule et on me disait : on ne la remet pas en place jusqu'à ce que...

J'ai décidé de choisir mes actions politiques de façon à ne pas tomber entre les mains des tortionnaires. La restauration communiste se poursuivait à l'ombre des chars soviétiques. Qui pouvait prévoir les moyens qu'allait utiliser la nouvelle répression, quelles méthodes de la Tcheka, du NKVD ou de l'ÁVH la police politique de Kádár allait emprunter ? Je craignais la torture. Mais je craignais au moins autant de trahir non seulement moi-même mais aussi d'autres si l'on me torturait et que je n'étais pas capable de résister. C'est aussi pour me préserver d'une telle infamie que j'ai décidé de me refuser à toute action clandestine. Une pénible mais sage reconnaissance de mes propres limites a été une des motivations de cette décision.

Il n'est peut-être pas intérressant d'ajouter ici l'histoire de mon interlocuteur Sándor Fekete. Il a pris part à de nombreuses actions clandestines courageuses. Il a été arrêté. Il n'a pas été soumis à des tortures physiques, mais on l'a menacé de la potence. Dans sa frayeur il a avoué non seulement ses actes, mais il a tout relaté, tout ce qu'il savait de ses amis, de

---

contradictoires. Je préférerais rire de la sottise et de l'inculture des gens de la police, des malentendus stupides qui fourmillent dans le rapport si, tant d'années plus tard, je n'étais pas écœuré par cette surveillance tyrannique de la pensée libre, la basse immixtion dans les conversations privées des gens.

\* Orwell (2004 [1949], pp. 270-271 et 277) illustre explicitement cela avec la machine à torturer équipée d'une échelle quantitative. Il suffit de monter la manette d'un cran et la souffrance augmente. La seule différence entre une victime et une autre est de savoir si c'est à quarante ou à quatre-vingt-dix qu'elles sont prêtes à reconnaître n'importe quelle fausse accusation, à trahir leur amour. – Au demeurant c'est justement ces jours-là, quelques jours avant son arrestation que j'ai prêté le livre d'Orwell à Fekete. (ÁBTL V-145-288/2. irat, p. 326. Date : 18 décembre 1958, aveux de Sándor Fekete, point 6.).

ses camarades intellectuels, tout ce dont il était au courant.\* (J'ai déjà cité plus haut ses aveux me concernant, et j'y reviendrai par la suite.)

J'avais donc pris une résolution claire. Oui, mais comment savoir où est la frontière précise entre légal et illégal ? Les limites tracées par la loi ne sont pas toujours sans équivoque, même dans un État de droit – alors dans une autorité communiste ! Dans ce régime une possibilité d'interprétation large du droit sur le papier permet une large latitude aux autorités de police et de justice dans ce qu'ils qualifient ou non de violation de la loi. Ma résolution de me restreindre à des activités légales a diminué la probabilité de mon arrestation et de ma condamnation, mais sans les exclure.<sup>†</sup>

Par-dessus le marché je n'ai pas été totalement conséquent pour me tenir à ma propre résolution. Tantôt par imprudence, négligeant les précautions nécessaires, tantôt consciemment, j'ai franchi les limites de la légalité, m'exposant à ce qu'on me demande « légalement » des comptes. Il fait partie des bizarries de mon histoire que, comme on le lira par la suite, j'ai de temps à autres été entraîné à proximité de procès justement par des événements auxquels – me conformant à ma résolution ci-dessus – j'avais refusé ma participation dans une action illégale.

J'ai été plusieurs fois interrogé, si bien qu'au bout d'un temps cela devenait pour moi quasiment routinier. Mais en réalité c'est un souvenir cauchemardesque auquel je n'ai jamais pu m'accoutumer. Si ma mémoire est bonne, à chaque occasion je recevais une convocation, me permettant en quelque sorte de me préparer.<sup>‡</sup> La convocation ne faisait jamais savoir dans quelle affaire on voulait m'interroger. Avec une concentration maximale j'essayais d'imaginer de quoi il allait être question. J'envisageais le dialogue

---

\* Je cite György Litván qui au cours d'une table ronde en 1981 a décrit ainsi le comportement de Sándor Fekete : « ...on lui a présenté – il me l'a avoué très confidentiellement – la photo de Gimes sur la potence. C'est ainsi et avec d'autres moyens semblables qu'ils ont essayé de l'impressionner. Il en est arrivé à un point où il était persuadé qu'en niant il ne pourrait qu'aggraver sa situation. C'est un fait qu'il a tout livré, mais c'est aussi un fait que malgré cela personne n'a été arrêté à cause de lui ; ce qui bien sûr n'était pas purement de son fait puisqu'à cette époque ils avaient déjà envie de clore ce dossier... » (Les animateurs de la table ronde étaient Zsolt Csalog, Gyula Kozák et Miklós Szabó. Le compte-rendu est gardé aux Oral History Archivum. OHA. interview n° 800, p. 953. Daté de 1981.)

<sup>†</sup> Une blague de Pest de 1957 : Deux personnes bavardent à propos d'amis communs récemment condamnés. « Je comprends que « A » ait écoper de huit ans, mais pourquoi « B » a-t-il écoper de quatre alors qu'il n'a rien fait ? » – « Je ne comprends pas non plus. Pour rien ils donnent d'habitude deux ans seulement. »

<sup>‡</sup> J'étais une fois gravement malade, alité à la maison. Alors c'est l'officier de police qui est venu à mon domicile pour m'interroger, assis à mon chevet. Je me souviens bien du soulagement que j'ai ressenti quand il est parti et qu'est apparue dans l'encadrement de la porte Magdi, notre chère femme de ménage, avec une tasse de café.

prévisible avec plusieurs variantes, je décidais comment répondre aux questions potentielles. L'interrogatoire récent d'un ami ou d'une proche connaissance pouvait quelquefois servir de repère pour imaginer ce qui serait à l'ordre du jour. Cette partie de la préparation est en fait une tâche *intellectuelle*, un duel cérébral entre l'officier interrogateur et la personne convoquée.

C'était une tâche difficile. Plus d'une fois j'ai été surpris de découvrir que l'interrogateur savait déjà exactement ce que je comptais lui cacher. D'abord il écoute jusqu'au bout mes aveux – il est vrai, partiellement faux – et ensuite il me révèle les informations déjà en sa possession.

Mais la vraie difficulté de la situation ne concernait pas le duel entre l'intelligence et le niveau d'informations de l'interrogateur et de l'interrogé. Le vrai dilemme était d'ordre *moral*. Nous avons essayé, nous qui étions encore en liberté, et même ceux (avant leur arrestation) qui allaient être enfermés, de nous accorder sur le traitement de certaines informations. (Souvent en vain car l'un ou l'autre de ceux qui étaient en liberté ou déjà en prison rompait l'accord.) Le problème devient presque insupportablement grave lorsque ce qui peut nuire à soi-même et à autrui pendant l'interrogatoire devient incertain. Si une personne interrogée, pour le moment en qualité de témoin, refuse de parler de quoi que ce soit, il est quasiment certain qu'elle ne sera pas relâchée. Si on voulait éviter une détention, il fallait dire quelque chose. Mais jusqu'où devait-on aller ? Sur cette question nous n'avions aucune entente préalable. Nous n'avions pas convenu d'un « code moral » pour le temps des interrogatoires.

J'ai essayé d'établir pour moi des règles et des interdictions morales. Je ne serai pas un témoin obstiné qui ne voudra rien dire. Je suis prêt à dire ce dont je suppose que l'interrogateur le sait déjà. Je suis prêt à dire des faits dont je suppose qu'ils ne nuiront pas à la personne détenue. Je ne suis pas sûr d'avoir réussi à toujours respecter sans faille ces règles auto-prescrites dans ce combat du chat et de la souris entre interrogateur et interrogé. Une chose est en tout cas certaine : je n'ai pas violé ces prescriptions en connaissance de cause. Je sais que ces règles ne sont pas de glorieux postulats de l'héroïsme. Je n'ai pas voulu devenir un héros politique transformant sa défense en un discours d'accusation. Je me suis prescrit une norme beaucoup plus modeste, les exigences élémentaires de la morale, et j'ai essayé de m'y tenir dans la mesure du possible.

Je vais relater quelques épisodes concrets, non pas dans l'ordre chronologique des interrogatoires, mais en suivant la chronologie des événements sur lesquels on m'interrogeait.

Les événements s'étant déroulés le 29 octobre concernaient l'affaire de Pál Lőcsei, la création de *Magyar Szabadság*. (C'est un exemple précis de l'attitude que je viens d'expliquer en termes généraux. Je n'avais pas accepté d'écrire dans ce journal, et après une seule nuit j'ai quitté la rédaction. Pourtant je n'ai pas pu éviter d'être inquiété pour cela.).

Dans l'affaire Lőcsei nous avons essayé de nous accorder à plusieurs sur ce que nous dirions à la police, nous avons consulté l'avocat de la défense (sans succès, je crois). J'ai été convoqué dans le cadre de l'enquête de la police, et j'ai aussi été cité comme témoin au tribunal.<sup>66</sup> Nous avons plusieurs fois reparlé de ces auditions avec Pali après sa libération. J'ai écouté avec émotion, et j'ajouterais que j'ai été rassuré par les paroles amicales qu'il a prononcées à l'occasion de mes 75 ans lors d'une réunion de nos plus proches amis. Il a évoqué le souvenir de mon audition au tribunal, l'anxiété de ma voix, la frayeur de mon visage qui reflétaient le souci de surtout ne pas nuire à Pali. Comme cela est ressorti des paroles de Pali : assis là-bas dans sa solitude au banc des accusés, quand il m'a vu m'éloigner, me retourner dans sa direction et lui adresser un regard plein d'encouragement et d'affection, cela lui avait mis du baume au cœur.

La première quinzaine de novembre 1956, Miklós Gimes m'a invité, de même que d'autres anciens journalistes, dans son bureau aux Éditions Corvina, pour proposer de continuer la résistance par la rédaction et la distribution d'un journal ou d'un revue clandestine ronéotypée. Je n'ai pas accepté d'y participer. Au-delà des intentions personnelles dont j'ai déjà parlé, le fait que je ne voyais aucun sens à cette démarche a aussi joué dans ce cas. La révolution était brisée avec une force militaire brutale, le pouvoir communiste était rétabli. Une petite publication ronéotypée, qui pouvait-elle faire lever maintenant derrière elle, et sur quoi pouvait-elle mobiliser ses lecteurs ? J'étais d'avis que l'effet politique à en attendre était disproportionné avec le risque.

Mes arguments étaient-ils légitimes ? Jusqu'à ce jour je ne suis pas sûr de la réponse. Si nous mettons sur la balance le calcul risque-bénéfice, j'avais raison. Mais ce n'est pas la seule approche possible. Dans une perspective historique le fait même que la nation hongroise puisse se glorifier de héros tels que Miklós bravant tous les dangers, a une valeur morale énorme. Le journal nommé *23 Octobre* a paru, et par ce seul fait il a prouvé que l'esprit de la révolution n'a pas pu être complètement étouffé.

Le 16 avril 1957, rue Gyorskoci, on a commencé à m'interroger pour que je dise qui étaient les participants de la réunion là-bas, aux Éditions Corvina.<sup>67</sup> Je noyais le poisson en prétextant que je ne m'en souvenais pas. Là-dessus l'officier interrogateur s'est mis à lire les aveux datés du 10 avril de P.P., déjà en état d'arrestation, rendant compte de la réunion dans ses moindres détails et en toute exactitude.<sup>68</sup> J'ai été profondément frappé par ce que j'ai entendu. J'ai compris que je ne pouvais pas faire autre chose que de confirmer la liste des participants selon le compte-rendu de P.P.

L'officier m'a également demandé de confirmer qu'à cette réunion aux Éditions Corvina Miklós Gimes avait proposé la création d'un journal clandestin. Je reproduis un extrait du procès-verbal de l'interrogatoire :

*Question : « Quelles questions Gimes a-t-il soulevé à cette réunion ? »*

*Réponse* : « Je suis incapable de me le rappeler, car en vérité il a été question à cette réunion de plusieurs sujets différents. »

*Question* : « D'après des données en notre possession, Gimes a concrètement soulevé là sa volonté de lancer un journal illégal. Je vais vous citer un passage des aveux de P.P. sur ce point. Gimes a exposé qu'il a lancé un journal ronéotypé clandestin qu'il souhaite diffuser à une périodicité régulière. Qu'avez-vous à dire sur cette question ? »

*Réponse* : « Je n'ai aucun souvenir sur cette question et je ne peux rien dire d'autre à propos d'un journal, parce que j'avais d'emblée déclaré que je ne souhaitais participer à aucune action politique. Je ne peux rien ajouter de plus. »<sup>69</sup>

Je crois que mes aveux n'ont pas beaucoup fait avancer l'enquête. Savoir qui était présent en novembre aux Éditions Corvina n'a pas beaucoup pesé dans la liste des griefs contre Gimes. Ce qui a dû peser c'est le fait qu'il a fini par effectivement publier ce journal – ce que, sous la terrible pression des interrogatoires il a fini par reconnaître lui-même.\*

J'ai été profondément secoué par mon interrogatoire. C'était la première fois que j'étais confronté avec l'événement qu'un homme en état d'arrestation, en l'occurrence P.P., faisait des aveux contre ses compagnons de combat de naguère soit arrêtés, soit en liberté. Lorsque quarante-sept ans plus tard, en collectant des notes pour écrire mon autobiographie j'ai reçu de nombreux documents du dossier de P.P., j'ai compris qu'il a rendu compte de maints détails « révélateurs » concernant un grand nombre de personnes, quasiment tout de suite après son arrestation.<sup>70</sup>

La réunion aux Éditions Corvina a été le deuxième cas où, bien qu'ayant dit non à la participation à une action, cela ne m'a pas épargné d'être convoqué rue Gyorskoci.

L'affaire de Sándor Fekete, telle que je la vois, était différente. Elle peut servir d'exemple pour démontrer que je n'étais pas toujours cohérent dans le refus de la participation à des actions collectives clandestines.

Au tournant des années 1956-1957, sous le pseudonyme *Hungaricus*, Fekete a écrit un essai dans lequel il essayait de faire une évaluation de la révolution, ses causes, son déroulement, ses succès et ses échecs.<sup>71</sup> Il l'a montré à plusieurs amis, moi entre autres. Ce que je lui ai dit dans une conversation confidentielle, il l'a cité précisément dans ses aveux à la police. Je reprochais à son essai d'être « trop marxiste », comme je l'avais déjà évoqué au chapitre précédent.

Pour en revenir au destin de *Hungaricus*, malgré mes réserves théoriques, idéologiques et politiques, j'étais prêt à l'aider à faire parvenir son manuscrit à l'Ouest afin qu'il soit publié là-bas. C'est en ma compagnie que Fekete a

\* Le livre de Sándor Révész (1999) décrit en détails la pression et les terribles menaces qui ont pesé sur Miklós Gimes depuis son arrestation jusqu'à son audition au tribunal où on l'a condamné à mort.

fait la connaissance de Jorgos Vassiliou, fils d'un leader Chypriote grec communiste.\* Jorgos était un jeune homme charmant et intelligent, doctorant auprès de István Friss. C'est en cette qualité qu'il fréquentait l'institut où il s'est lié d'amitié avec András Nagy et moi. Il est souvent venu chez nous à la maison. Il comptait partir – tout à fait légalement – en France et en Angleterre, et a accepté d'emporter le manuscrit de Fekete et de le remettre à Kende et à François Fejtő, historien et publiciste légendaire vivant à Paris.<sup>†</sup> Ce n'est pas moi qui l'y ai encouragé, mais j'étais au courant. Comme il ressort des aveux de Jorgos à la police : chez Fejtő il était important que Jorgos pût se recommander aussi de moi. Cela a aidé à convaincre ceux de Paris qu'il ne s'agissait pas d'une provocation. L'essai a paru dans des revues intellectuelles françaises importantes et a fait grand bruit.<sup>72</sup> Jorgos et moi avions convenu d'un message codé par lequel il me signalerait quand il aurait remis le manuscrit aux destinataires.

Jorgos a été poursuivi par la police.<sup>73</sup> Il avait été membre du parti, et à cause de cette affaire il a été exclu du parti communiste. Peu de temps après il a définitivement quitté la Hongrie.

Trois décennies plus tard, en 1988, Jorgos Vassiliou est devenu président de la République de Chypre.<sup>‡</sup>

Mais revenons à 1958-1959, rue Gyorskocsi. Après les aveux de Fekete et de Vassiliou la lumière était faite sur mes relations toujours suivies avec Péter Kende,<sup>74</sup> et ils savaient que j'étais au courant de la sortie en fraude du manuscrit *Hungaricus*.<sup>75</sup> On pouvait donc prouver sans équivoque que j'avais omis de remplir mon devoir de dénonciation.<sup>§</sup>

Dans le cas de la sortie frauduleuse de *Hungaricus*, j'ai manifestement désobéi à ma résolution de ne plus prendre part à des activités politiques, et de prendre mes distances avec les actions clandestines. Je ne peux pas

\* András B. Hegedűs a fait une interview avec lui en 1991, publiée plus tard en hongrois dans un livre. Dans ce recueil figure Giorgios comme prénom, mais nous, amis du jeune Grec, l'appelons Jorgos. Je parle donc ici de Jorgos.

† François (Ferenc) Fejtő était avec Attila József, avant d'émigrer, un des rédacteurs de *Szép Szó* (Belle Parole). En France il a acquis une grande notoriété, il est considéré comme un des meilleurs experts de l'Europe de l'Est. Pendant les semaines où j'écris ces lignes il a célébré ses 95 ans entouré de ses amis hongrois.

‡ Árpád Göncz, Président de la République de Hongrie participait à une réception au Japon en 1990 lorsque quelqu'un l'a accosté et, avec un léger accent étranger, mais un hongrois courant, lui a dit : « Moi aussi je suis un président hongrois. » C'était Jorgos qui portait encore alors le titre de président chypriote.

§ Ceci a été inscrit dans mon « casier » qui depuis lors était brandi chaque fois qu'ils rencontraient mon nom pour une raison quelconque. Voici texte exact qui figurait dans mon dossier : « A été au courant de l'envoi à l'Ouest de la publication contre-révolutionnaire intitulée *Hungaricus*. En 1957 il était en relation avec un membre d'un groupe contre-révolutionnaire illégal enfui illégalement à l'Ouest. Le 9 février 1959 il a reçu un avertissement de la police. »

fournir une explication claire sur ce qui m'a incité à une telle inconséquence. Peut-être simplement le fait que dans le réseau tissé des fils de l'amitié il est difficile de dire non à chaque appel. Précédemment, respectant les interdictions faites à moi-même, j'avais systématiquement refusé chaque appel à une participation à des actions politiques venus de mes amis *les plus proches*. Sándor Fekete était mon ami, mais peut-être pas aussi proche que Kende, Lőcsei ou Gimes. Quand l'idée s'est présentée de l'envoi de *Hungaricus*, Kende se trouvait déjà à Paris, Lőcsei et Gimes en prison. Je craignais peut-être de perdre l'amitié de Fekete, le seul homme encore accessible et physiquement proche de notre ancien groupe d'amis, si je lui refusais mon aide.

Mais cette amitié a quand même été perdue.

#### *Amitié et solidarité*

J'ai ressenti comme extrêmement importante la solidarité avec ceux que le régime de Kádár poursuivait. Le reproche fait par des hommes libérés des prisons de Rákosi me résonnait encore à l'oreille, ils reprochaient en effet à leurs anciens amis de les avoir abandonnés, eux et leur famille.

Sándor Novobáczky, un des révoltés de *Szabad Nép* était pour moi un ami proche et très cher. Il était l'auteur avant la révolution d'un article célèbre souvent cité, dans *Irodalmi Újság* (Gazette Littéraire). L'article évoquait l'orgueil communiste, citant les mots de Staline : « Nous, communistes, nous sommes des gens spéciaux... »<sup>76</sup> On ne lui a pas pardonné ses phrases ironiques. Quand Sándor a été emmené, je n'arrivais pas à comprendre les causes de son arrestation. Je comptais contacter Lajos Fehér, notre ami commun, avec lequel nous nous étions plus d'une fois réunis au domicile de Novobáczky, afin de préparer l'assemblée générale de la révolte. Fehér, proche ami de combat de jadis de Imre Nagy, appartenait maintenant au cercle supérieur direct de János Kádár. Je voulais naïvement lui demander son intervention pour faire libérer Sándor. Il avait un bureau au Parlement. J'ai pu parvenir jusqu'à sa secrétaire que je connaissais encore de la rédaction, et à qui j'avais fait savoir au préalable la raison pour laquelle je voulais rencontrer son chef. C'est elle qui était chargée de me remettre le message : Lajos Fehér refusait de me recevoir. Il ne souhaitait rien faire dans l'affaire de Novobáczky.

Nous comme d'autres amis collections systématiquement de l'argent pour les familles des emprisonnés.<sup>77</sup> Je jugeais que cela restait dans les limites que je m'étais fixées. Je ne considérais pas cela comme une activité politique, mais comme une action humanitaire. Je ne pouvais pas regarder sans rien faire que les proches de mes amis manquent de tout. Dans certains cas il ne s'agissait pas simplement de « proches des amis », puisque je considérais Gizi Lőcsei ou Éva Novobáczky comme des amies personnelles, plus que comme des conjointes de leur mari. Il n'en reste pas moins que nous

collections de l'argent car nous sentions comme une obligation morale de soutenir les épouses et les enfants des prisonniers politiques même inconnus.

Une idée de plus que j'avais s'est avérée illusoire, en l'occurrence celle qu'une action « humanitaire » restait en dehors de la politique. Pendant que se déroulait l'enquête policière dans l'affaire Mérei-Litván-Fekete, la collecte a été considérée comme partie d'une conspiration politique. Je suppose que les dirigeants de la police n'avaient pas oublié que pour le parti communiste clandestin de jadis le « Secours Rouge » était une « organisation de masse » particulière permettant au parti qui était isolé d'accéder à un cercle large de sympathisants. Ils pouvaient supposer que cette fois la collecte pouvait encore être une couverture de ce genre. Ils ne pouvaient même pas imaginer que les gens puissent être motivés par autre chose que la politique, notamment par l'humanité et la solidarité avec les personnes en difficulté.

Cette histoire est triste, mais il y en a une autre qui, en langage populaire, est plutôt rigolote. Pendant que les foudres des arrestations pleuvaient autour de nous, nous essayions de préserver notre bonne humeur. Fin 1957 nous étions en train de préparer la soirée de la Saint-Sylvestre chez Péter Hanák et sa femme avec dix ou vingt invités. Péter et moi étions chargés de l'animation. Chacun devait arriver avec un numéro de cabaret soigneusement préparé. La scène la plus réussie m'est restée en mémoire. Sándor Fekete et György Litván ont sorti la chemise de leur pantalon, ils ont bouclé la ceinture sur la chemise, et on mis une casquette – ils ressemblaient à de vrais moujiks russes. La scène se passe en Sibérie. Litván était censé y avoir été déporté depuis longtemps, Fekete arrivait seulement, et faisait son compte-rendu des autres : qui devient quoi à Budapest. Un des révolutionnaires tonitruants vient d'adhérer au parti, un autre vient d'être arrêté, et ainsi de suite. Un rire général a accueilli la production qui, peut-être pas dans chaque détail, s'est avérée être une vision prophétique.

La fête a continué rue Gyorskoci.<sup>78</sup> Notre humour macabre de la Saint-Sylvestre a été pris mortellement au sérieux, et notre petite fête a été qualifiée d'élément de manifestation d'une organisation de conspirateurs. Elle a été considérée comme une tentative de recrutement par la prétendue organisation, destinée à créer parmi les gens une atmosphère contre-révolutionnaire.

On a vu par la suite (en partie bien des années plus tard, dans les documents de la police et les rapports des indicateurs), que tous les liens d'amitiés n'ont pas survécu à ces années difficiles. Mais ceux qui ont survécu, se sont renforcés. Pour moi, il était extrêmement important de connaître des amis avec qui parler sincèrement et en toute confiance, des amis sur qui je pouvais compter même dans les moments les plus difficiles.

En premier lieu je dois mentionner Teri, ma première femme. Nous avons traversé ensemble des temps difficiles. Teri est toujours restée à mes côtés, je pouvais toujours compter sur sa compréhension, ses conseils, son aide.

C'est à cette époque que je me suis extrêmement rapproché de Péter et Kati Hanák, Gizi Lőcsei, Duci Fónyi, Éva Csató, Gyuri et Éva Litván, András Nagy et Ági Losonczy. Nous étions liés de multiples façons : depuis l'échange des nouvelles politiques fraîches jusqu'aux grands débats théoriques, des plaisanteries communes aux secours portés en commun à ceux que le sort frappait. Ces amitiés ont été nouées pour la vie.

Plus tard, quand je passais beaucoup de temps en Amérique, j'ai pu observer la légèreté avec laquelle les gens distribuent là-bas l'épithète « d'ami ». Y ont droit ceux avec qui parfois on discute agréablement à une *party* ou que l'on côtoie de temps en temps dans une commission universitaire. Autour de moi on n'a pas l'habitude d'attribuer ce qualificatif aussi facilement. Le mot « ami » avait du poids. Vivre en dictature sans ami aurait été insupportable.



## Septième chapitre

# MES UNIVERSITÉS

1957-1959

C'est ainsi que Gorki appelait la période pendant laquelle, au lieu d'être instruit pas des professeurs d'université, la vie lui a enseigné l'essentiel. Cette expression me convient également pour décrire une tranche de vie dans ma propre évolution. Qualifions de « préformation » les expériences utilisables de même que les désillusions et les conclusions propres à ouvrir les yeux, tout ce que j'ai connu avant 1955. Même plus tard, déjà chercheur scientifique professionnel, j'ai en réalité continué ma formation en autodidacte, mais avec beaucoup plus de méthode.

### *Formation autodidacte*

Après la répression de la révolution j'ai mis mes idées au clair et j'ai décidé que, sans quitter mon pays, *je voulais appartenir à la profession d'économiste au sens occidental*. La révolte que j'ai ressentie à la suite de l'entrée des chars soviétiques m'a donné une impulsion exceptionnellement forte pour cette « orientation occidentale ».

Si je lisais couramment l'allemand, malheureusement, ma connaissance de l'anglais acquise au lycée était bien rouillée. En 1957 j'ai donc écrit en premier lieu sur mon agenda : apprendre correctement l'anglais. Je me suis relativement vite familiarisé avec la lecture de la littérature professionnelle, même sans aller très loin dans le langage parlé.

Il serait faux de dire que « j'ai dévoré les livres » (comme je l'ai fait avec la littérature pendant mon adolescence). J'apprenais beaucoup et systématiquement. Aurais-je reçu de bon conseils de quelqu'un ou ai-je simplement eu de la chance, toujours est-il que j'ai choisi les œuvres de base à lire avec bonheur. J'ai commencé par le célèbre manuel introductif de Samuelson<sup>79</sup>, que j'ai lu en traduction allemande. Comme vue d'ensemble du « niveau moyen », j'ai appris très en détail le manuel en trois volumes de l'économiste ouest-allemand Erich Schneider, moderne et didactiquement de premier ordre.

J'en ai ainsi terminé avec l'apprentissage des manuels généraux, et à partir de là je n'ai lu que diverses monographies, recueils d'études et articles de revues. J'ai conservé beaucoup de notes prises sur mes lectures d'alors.

J'énumère ici quelques-uns des auteurs (non pas dans l'ordre de mes lectures, mais en ordre alphabétique) : Arrow<sup>80</sup>, Arrow-Karlin-Scarf, Boulding, Eucken, Haberler, Hayek<sup>81</sup>, Hicks<sup>82</sup>, Kalecki, Pigou, Samuelson<sup>83</sup>, Stackelberg<sup>\*</sup> et Tinbergen<sup>84</sup>. Je mentionne ici uniquement des auteurs dont j'ai pu apprendre plus tard, après avoir acquis des connaissances à l'étranger, que ce sont des « grands » noms.<sup>†</sup> J'ai aussi lu de nombreux autres ouvrages dont j'ai dû constater plus tard que je n'avais eu guère de chance en les choisissant. Le temps que j'ai passé à les lire, je l'aurais mieux utilisé à aborder des ouvrages plus importants. Dommage que je n'aie pas eu un maître expérimenté, à jour dans la littérature contemporaine, qui aurait pu me conseiller.

J'étudiais très intensivement. Je ne parcourais pas simplement les textes mais pour mieux les mémoriser, je prenais en notes leurs idées successives, je faisais des exercices. Chaque fois que la lecture le permettait, j'essayais de les transposer à une économie socialiste et j'en tirais des conséquences qui pouvaient en découler. Le mécanisme en question était-il applicable pour mieux comprendre le fonctionnement d'une entreprise hongroise, d'une branche d'industrie ou de l'économie entière ? Non seulement les thèses formulées dans les ouvrages lus représentaient pour moi un cadeau intellectuel pour toute la vie, mais aussi la *méthode* et le *style*. Ce ne sont pas des doctrines ou des spéculations creuses qui m'ont conduit à des conclusions, mais des déductions logiques, parfois difficiles, toutefois accessibles et tangibles. Les auteurs n'essaient pas de remplacer les arguments par des références à des autorités. (Cela allait déjà de soi à l'époque pour les étudiants occidentaux, mais me paraissait à moi rafraîchissant après les textes truffés de citations de Marx, Engels, Lénine, Staline et Rákosi.)

J'étais surtout intéressé par la micro-économie et les sujets qui s'y rapportent, avant tout par l'économie du bien-être et la théorie de la décision rationnelle. (Je n'ai eu que plus tard une connaissance approfondie de Keynes.) Une fois complètement balayé de mon cerveau tout préjugé marxiste contre « l'économie bourgeoise », je devenais ouvert pour accueillir la pensée économique « mainstream ». Il ne s'agissait plus là d'une immersion sans aucune critique dans un « -isme », comme cela s'était passé

\* Eucken ou von Stackelberg, économistes allemands, ont enrichi la science économique d'idées très importantes. C'est injustement que leurs noms manquent au corpus que l'on enseigne aux étudiants en sciences économiques dans les universités anglo-saxonnes. Étant donné que leurs œuvres étaient à ma disposition en allemand en 1957, elles m'étaient plus vite accessibles que des ouvrages en anglais.

† György Péter et le compositeur András Mihály, plus tard directeur de l'Opéra, avaient déjà voyagé à l'Ouest, et ils étaient prêts à m'apporter des livres. D'autres ouvrages pouvaient être accessibles dans les bibliothèques universitaires de Budapest ou bien des instituts académiques.

dans ma tête dix ou douze ans auparavant en digérant le marxisme. Les explications des phénomènes économiques offertes par ces livres me paraissaient convaincantes. Grâce au manuel de Samuelson je connaissais déjà la signification de l'adjectif « néoclassique ». En réalité il ne me manquait pas beaucoup pour que, à la fin du cursus privé que j'avais suivi, je me qualifie d'adepte du courant néoclassique. Ce n'étaient pas de vrais doutes ou contre-arguments qui m'en retenaient, mais plutôt un entêtement lié à la désillusion précédente, la volonté de rester intellectuellement indépendant.

Personne n'était derrière mon dos pour me pousser à apprendre, personne ne me délivrait de certificat servant de ticket d'entrée pour une nouvelle carrière. Il y avait des jours où le matin j'étais interrogé par la police et l'après-midi, par entêtement, je m'asseyais quand même avec mes livres pour apprendre. Le lundi arrivaient toujours de mauvaises et effrayantes nouvelles, cela ne m'empêchait pas le mardi et le mercredi de m'atteler au pensum que je m'étais ordonné. J'appliquais alors (et souvent plus tard aussi quand pesaient sur moi de graves soucis) une thérapie d'étude et de travail pour panser des plaies de l'âme.

Qu'il me soit permis de faire ici un saut dans le temps. Lorsque j'enseignais déjà régulièrement dans des universités américaines, jamais un confrère professeur ou un étudiant n'a songé à se demander où j'avais pu me procurer mes connaissances en science économique. Cela leur paraissait allant de soi. Or cela ne l'était pas. Non seulement parce que je n'avais jamais fréquenté l'université d'économie de Budapest. Même si j'en avais obtenu le diplôme (cela aurait été à la fin des années 1940 et dans les années 1950, autrement dit au moment de la prise de pouvoir idéologique puis du monopole marxiste), je n'y aurais jamais appris la science économique occidentale moderne.

### *Débat Lange-Hayek*

Un débat sur le socialisme dans les années 1930 entre des économistes occidentaux a présenté pour moi un intérêt intellectuel tout à fait spécial. L'article sur le socialisme désormais classique de Oskar Lange, grand économiste polonais vivant alors en Amérique, est le premier texte technique que j'ai lu en anglais. Par la suite j'ai étudié tous les textes importants de ce débat, y compris le volume<sup>85</sup> rédigé par Hayek, tirant en rafales sur la planification, ainsi que le célèbre livre de Abba Lerner sur la théorie de la régulation (*Economics of Control*). J'ai été utilement aidé dans la sélection de mes lectures par l'article intelligent de Abram Bergson donnant une vue large et globale de la bibliographie sur la question.<sup>86</sup> En lisant ces ouvrages je n'aurais pas imaginé que plus tard je rencontrerais personnellement Lange, Lerner, Maurice Dobb. Je n'aurais pas supposé, même en rêve, que je

disposerais un jour d'un bureau à Harvard, voisin de celui d'Abram Bergson. (Plus tard nous habitions même deux logements voisins à Cambridge.)

C'est des paroles et des articles de György Péter, ainsi que de la description du régime yougoslave que m'est parvenue pour la première fois l'idée qu'à l'intérieur de l'économie socialiste on devrait confier au marché l'allocation des ressources. Mon propre livre livrait bataille à la surcentralisation. J'apprenais maintenant que vingt années plus tôt, à Chicago et à Londres, à Cambridge en Angleterre et en Amérique, des économistes débattaient à un niveau théorique élevé pour savoir jusqu'où pouvait aller la décentralisation dans une économie où les entreprises étaient propriété d'État. Lange a édifié un modèle théorique dans lequel la production est confiée à des entreprises en propriété publique. Elles sont intéressées par un unique objectif économique, la rentabilité.\* Les prix ne se forment pas librement, c'est une autorité de planification centrale qui les prescrit, selon une règle très simple. Si, concernant un produit, la demande dépasse l'offre, on augmente son prix. Mais si c'est l'offre qui dépasse la demande, on le baisse. Le planificateur central n'a pas autre chose à faire que d'observer le rapport de l'offre et de la demande, et selon le résultat observé modifier les prix. Lange, en parfait accord avec les thèses conventionnelles de la microéconomie néoclassique concernant le marché et les prix, certifie que l'état du marché converge vers un équilibre. C'est alors que j'ai appris dans l'article de Lange l'idiome anglais « trial and error ».<sup>87</sup> À la suite d'un processus d'essais et d'erreurs, les prix finiront par parvenir au « prix d'équilibre ». Le fondateur de ce qu'on appelle la « théorie de l'équilibre général » était un des géants de l'histoire de la science économique, l'économiste français Léon Walras. De chaque ligne de l'étude de Lange rayonne l'inspiration de l'économie walrassienne.

L'ouvrage de Lange satisfaisait, au meilleur moment et sous la forme la plus adéquate, les exigences intellectuelles et idéologiques de nombreux économistes occidentaux de gauche. D'un côté, sur la base de sympathies politiques, ces derniers étaient enclins à accepter un certain type de système socialiste. D'un autre côté, ils rejetaient l'hostilité du marxisme envers le marché. Aussi, sur la base de réflexions pratiques, mais également par conviction théorique, ils étaient favorables au marché. Ils étaient loin du marxisme, et ils acceptaient Walras et la théorie néoclassique. C'est pourquoi ils ont accueilli avec enthousiasme la synthèse proposée par Lange. C'est un peu par le même raisonnement qu'il m'était alors sympathique. Au-delà de son contenu économique paraissant convaincant, j'étais ébloui par, je crois que c'est le terme juste, « l'esthétique » de son raisonnement, par l'harmonie simple et claire de la construction théorique.

---

\* Lange prescrivait à l'origine une « minimisation des coûts », mais il a corrigé ce point dans ses articles ultérieurs.

Par contre la critique de Hayek m'a aussi fait forte impression. Il puisait ses arguments principaux non dans la théorie, mais dans des raisonnements pratiques. Comment le planificateur central sera-t-il capable de connaître à un moment donné l'offre et la demande d'un million de types de produits différents ? Ces arguments m'ont mis le nez sur un phénomène que je connaissais si bien : les limites des connaissances centralisées. Hayek a démontré à juste titre que le marché n'est pas un simple mécanisme créant l'équilibre. La connaissance est décentralisée dans la société. Seules une économie de marché et la propriété privée décentralisées créent la possibilité pour chacun d'être incité à utiliser au mieux les connaissances dont il dispose. C'est la lecture de Hayek qui a attiré mon attention sur le lien étroit qui existe entre connaissance, incitation et propriété. La structure de ces relations n'était pas encore claire pour moi à l'époque, mais au moins j'ai commencé à y réfléchir méthodiquement.

Je ne veux pas projeter à rebours sur 1957 ma position que je n'ai développée que bien plus tard, dans plusieurs écrits et qui rejettait fondamentalement la proposition de Lange. Mon opinion contraire ultérieure consistait à penser qu'un lien inséparable existe entre la structure politique, les rapports de propriété, et la coordination du marché d'autre part. En 1957 je ne voyais pas encore ces relations aussi clairement et aussi nettement. Pour caractériser ma réaction d'alors je dirai que je n'arrivais pas à décider à qui donner raison. Les arguments tant de Lange que de Lerner me paraissaient intelligents et cohérents, mais j'étais aussi frappé par la critique de Hayek.

Le style du débat produisait sur moi un effet plus fort encore peut-être que son objet. Un débat était en cours en Hongrie aussi, en réalité sur un sujet proche. György Péter et moi soulevions des idées très similaires à celles de Lange et Lerner à l'Ouest. Nous avons été éreintés, menacés. Là-bas la controverse courait sur un ton civilisé. Aux arguments, il convenait de répondre par des arguments, au lieu de rages et de marques d'infamie. Il devenait clair pour moi que ce style de combat ne trouvait pas son origine chez Endre Molnár et Géza Ripp. Dans cette tradition, la brutalité contre l'adversaire, le mépris et l'arrogance face aux vues différentes commence chez Marx, continue chez Lénine et culmine chez Staline. Lui ne se contente plus de vilipender l'adversaire, mais il le fait fusiller.

### *Poursuite de la recherche dans l'industrie légère*

Parallèlement à ces études j'avais l'intention de poursuivre la recherche commencée avec *La Surcentralisation*. Je voulais compléter sur plusieurs points les analyses résumées dans le livre. D'une part je voulais les étendre à des sujets que je n'avais pas abordés, tels que, parmi d'autres, l'étude des prix, des investissements, la fiscalité et le crédit. D'autre part je voulais suivre à la trace les changements en cours dans les méthodes de la direction

économique. Les recommandations formulées avant la révolution ainsi que celles présentées par la commission Varga évoquée plus haut, ont-elles été suivies d'effet ? Aussi bien celles-là que celles-ci s'orientaient dans la même direction, vers, sinon la liquidation, au moins une limitation étroite du système d'économie dirigée, et en même temps un élargissement du rôle du mécanisme de marché.

J'ai poursuivi intensivement ma recherche. J'ai ravivé mes anciennes relations dans l'industrie légère et je les ai complétées de nombreuses nouvelles connaissances. Je réalisais mes entretiens plus systématiquement qu'avant, appuyés sur des questionnaires préétablis.

Je m'efforçais aussi de tirer bénéfice des nouvelles connaissances puisées dans la littérature occidentale. Si un jour j'apprenais quelque chose de la fonction de coûts des entreprises, j'utilisais mes visites d'usine des jours suivants à essayer de définir la fonction réelle de coûts d'une usine de textiles, tenant compte du fait qu'il s'agit là de production verticale multi étapes, et que l'on y fabrique parallèlement de nombreux produits différents. Lorsque j'ai connu l'appareil conceptuel de la substitution et du taux de marginal de substitution, j'ai essayé de clarifier comment se fixent en Hongrie les prix des matériaux nationaux ou d'importation qui se substituent les uns aux autres. Si la pratique hongroise n'est pas assez rationnelle (comprendre : n'est pas conforme au modèle normatif connu dans la littérature occidentale), comment faudrait-il modifier cette pratique de détermination des prix ?

C'était une saine imbrication de l'enquête et de la recherche. Il est didactiquement utile pour l'étudiant de pouvoir confronter à chaud le modèle sur le papier et la pratique effective. Cela aide aussi à mémoriser la chose apprise. Et encore plus important : cela oblige à vérifier l'applicabilité de la théorie. Il ne s'agit pas ici d'une grande thèse théorique, mais de composants élémentaires de la théorie néoclassique globale. Néanmoins, au moins dans le domaine de ces relations limitées, j'ai été en mesure de faire ce qui me manquait tant dans les ouvrages théoriques marxistes : confronter avec persévérance la théorie à la réalité.

Je ne me suis pas contenté d'une vérification et d'une application pratiques de la théorie fraîchement assimilée en tête et dans mes cahiers de notes, mais j'ai essayé de les élaborer dans des articles plus ou moins longs. J'ai publié tout un tas d'écrits dans des revues techniques et économiques à tirage limité, destinées à des spécialistes.\* D'autres facteurs aussi me

\* J'ai écrit des articles non seulement sur des questions étroitement liées à mes études, mais aussi sur d'autres sujets. Je repense avec gratitude aux rédacteurs de *Élet és Tudomány*, *Figyelő*, *Közgazdasági Szemle* et *Statisztikai Szemle* [Science et Vie ; Observateur ; Bulletin Économique ; Bulletin Statistique], qui n'ignoraient pas que « là-haut » on n'appréciait pas qu'ils me publient. Cela ne les a pas empêchés de le faire, aussi pour me permettre de compléter un peu mes revenus. Parfois ces

poussaient à cette activité de publication. C'étaient des exercices. Je suis un homme de l'écrit, je dirais même un « graphomane », qui ne peut pas longtemps exister sans écrire. Déjà le besoin de clarification m'incitait à écrire. Quel que soit le problème qui me préoccupe – alors comme aujourd'hui – pour structurer mes idées arborescentes, j'ai besoin de les écrire. Cette écriture peut être un article ou, si je débats avec quelqu'un, une lettre (qu'éventuellement je n'enverrai jamais au destinataire) ou de simples notes gardées pour moi-même. Quoi qu'il en soit, pour y voir clair, j'ai besoin d'écrire.

Une autre motivation était de partager mon savoir avec d'autres. Quand j'avais enfin compris une chose, un autre devait également la comprendre, le futur lecteur de mon article.

Du point de vue de l'évolution de la pensée économique ces petits articles étaient insignifiants. Ils n'ont en rien contribué à la science, mais ils ont contribué à mes propres progrès. Je les revois comme un sportif repense à ses entraînements.

#### *Un désaveu*

La structure de mes mémoires m'a incité à disjoindre certains événements connectés : le chapitre précédent a décrit les orages politiques qui sévissaient autour de moi et en moi, tandis que dans le présent chapitre il ne s'agissait jusqu'ici que d'activités intellectuelles silencieuses. Je lis, je discute avec des collègues, je prends des notes, j'écris des articles techniques – à l'instar de tous les jeunes chercheurs qui travaillent à Oxford, Princeton ou Kiel. Je dois rappeler au lecteur que dans mon cas la situation d'alors était différente. Dans ma réflexion et mon monde affectif, cohabitaient un mélange d'œuvres littéraires, d'interrogatoires policiers, d'écriture d'articles et d'événements politiques oppressants dans de libres associations difficilement séparables qui se bousculaient dans mon cerveau. Il est parfois arrivé que la sphère politique fasse brutalement irruption dans la sphère professionnelle.

L'enquête policière faisait encore rage dans l'affaire du *Hungaricus* de Sándor Fekete lorsque j'ai été contacté par un ancien collègue de l'institut. Il était membre actif et convaincu du parti. Il avait toujours été bienveillant à mon égard, nous étions relativement proches, il savait pas mal de choses sur mes idées et le cercle de mes amis. Nous nous sommes mis à parler de choses et d'autres, mais il a fini par révéler qu'en réalité il était porteur d'un message. « Les camarades verraien d'un bon œil que tu te désolidariseras de Péter Kende qui n'hésite pas à attaquer le pays depuis Paris tout en se référant à ton livre... » Parler au nom « des camarades » était une formule bien connue à l'époque. Je n'ai demandé qui l'avait envoyé ni alors ni plus

---

réédacteurs étaient contraints de publier mes articles sans signature ou signés de mes seules initiales (ou fausses initiales).

tard au porteur du message. Pendant que j'écris mes présents mémoires, il n'est plus parmi les vivants, pourtant j'aimerais tant l'interroger. Je me doute que le message provenait de István Friss. Je suppose que les enquêteurs ont interrogé Friss à mon sujet et lui ont appris l'histoire du *Hungaricus*. Jorgos Vassiliou avait été doctorant sous sa direction et cela pouvait être gênant pour lui. Il faut aussi savoir que c'est à Friss que *Közgazdasági Szemle* avait confié la relecture de mon article dont il va être question. Mais tout cela reste une hypothèse. La source de ce message était peut-être quelqu'un du siège du parti ou de la police. Bien que le collègue m'eût transmis le message sur un ton amical, j'y ai senti une exhortation pressante de la part de ceux qui l'avaient émis.

Péter Kende avait publié dans une revue française un article intéressant et brillant sur l'économie planifiée en Hongrie, et il y faisait plusieurs allusions à *La Surcentralisation*.<sup>88</sup> Il a dû juger important d'être correct et de mentionner la source des idées ou des informations conformément à l'éthique des publications scientifiques. Il pouvait aussi légitimement considérer que dans une certaine mesure il était lui aussi partie prenante dans *La Surcentralisation*, puisque le dialogue fréquent avec lui avait exercé une grande influence pendant l'écriture. Il pouvait aussi s'imaginer que les auteurs sont généralement contents de se savoir cités. Oui, en général j'étais moi aussi généralement content de me voir cité – excepté dans la période autour de 1957, précisément dans une publication de Péter Kende. Cela était alors très pénible, étant donné que rue Gyorskocsi, Fekete et Vassiliou étaient interrogés entre autres sur le rôle qu'avait joué le duo Kornai-Kende dans la publication du *Hungaricus*. Pendant qu'on m'interrogeait sur le sujet on me montrait le procès-verbal de leur interrogatoire. (Comme j'ai eu l'occasion de le dire, le duo Kende-Kornai a été inscrit dans mon « casier » à la police.)

J'ai décidé d'obtempérer à la « recommandation » portée par le message. J'étais justement en train de rédiger un article basé sur ma recherche, qui étudiait, dans quelle mesure l'attitude des responsables économiques était influencée par « l'optique quantitative » et par « l'optique de rentabilité économique »<sup>89</sup>. Mais c'est dans cet article que j'ai glissé, un peu tiré par les cheveux, le « désaveu ». L'article proteste contre l'interprétation de Péter Kende qui lit l'échec du socialisme dans mon livre. J'y ai fait mon autocritique : c'était la faute d'une mauvaise rédaction de *La Surcentralisation* si on pouvait en tirer une telle conclusion.

Ce fut un sentiment oppressant et dégradant de céder à la pression. Le faire justement à l'égard de Péter m'a particulièrement rempli de honte. J'aurais pu me rassurer et me dire qu'il vivait en sécurité à Paris, que je ne pouvais pas lui nuire, alors que j'avais simplifié ma propre situation. Les économistes ont l'habitude de remarquer la tête froide dans ce genre de cas

que c'était la solution « Pareto optimale »\*. Il n'est pas exclu qu'au nom de la stratégie de survie cette qualification tienne debout. Mais je sens que par ce « désaveu » j'ai violé les normes qu'en amitié je considère comme intangibles.

Nous nous sommes rencontrés en 1964. Depuis l'émigration de Péter c'était la première occasion de nous revoir. L'article est venu sur le tapis, et Péter ne m'a reproché qu'une chose : pourquoi ne lui ai-je pas envoyé un message indiquant que j'étais contraint d'écrire cela sans le penser vraiment ? J'ai reconnu qu'il avait raison. Nous avons ensuite convenu de ne plus jamais en reparler. Durant son émigration de plusieurs décennies nous allions pourtant souvent nous revoir en différents points du monde, à Paris et à Venise, en Belgique et en Hollande, en Angleterre, Suisse et Allemagne, et même, depuis la fin des années 1980, à Budapest, mais ce pénible sujet n'a plus jamais été soulevé entre nous.

Je crois que toutes sortes de sentiments pouvaient se mêler dans la réaction de Péter, mais c'étaient l'humour et l'ironie qui dominaient. Lorsque, cinq ans plus tard, son livre incluant son article évoqué a paru en France, il m'en a fait parvenir un exemplaire dédicacé<sup>90</sup> : » Je me défends bien contre mes ennemis, mais que Dieu me garde de mes amis ! Un auteur. »

### *Cul-de-sac*

Récemment, en feuilletant les produits publiés de ma recherche sur l'industrie légère, un feuillet a attiré mon attention. Sous le titre ennuyeux « Faut-il rectifier la participation aux bénéfices ? » il traite un sujet intéressant. À partir de 1957 on a en effet voulu intéresser les dirigeants et les travailleurs des entreprises d'État à l'augmentation du profit. De prime abord cela paraissait prometteur. Les entreprises d'État s'éloignaient de l'intéressement « maximisant seulement le quantitatif » et s'approchaient de l'intéressement « maximisant le profit », ce qui caractérise les économies de marché basées sur la propriété privée. Oui, mais il est vite apparu que la répartition du profit était « injuste » entre les entreprises. Une entreprise ne faisait guère de profit parce qu'indépendamment de sa volonté les conditions internationales étaient défavorables, par exemple à cause d'un rétrécissement de la demande pour les produits à exporter. Dans une autre entreprise le profit était faible parce que l'organisme de tutelle la forçait à une production moins rentable. Une troisième entreprise expliquait le manque de bénéfices par rapport à d'autres par son faible équipement technique. Les problèmes n'étaient pas de son fait mais de ceux qui décidaient les investissements et le

\* Une modification satisfait le critère de la Pareto optimalité si elle améliore la situation d'un individu ou d'un groupe sans altérer celle d'autrui. (Ce critère a été introduit dans la science économique par Vilfredo Pareto, économiste italien.)

développement technique des entreprises. Ces entreprises-là exigeaient « un ajustement » de leur participation aux bénéfices. Qu'on les dédommager pour tout manque dû à des causes ne dépendant pas d'elles. Que le profit ne soit donc pas une catégorie de marché formé par la différence entre une offre et une demande exogènes, par la différence entre le prix de vente effectif et les coûts réels, mais qu'il soit une juste récompense dépendant purement des qualités endogènes de l'entreprise, c'est-à-dire du fait qu'elle ait « bien » ou « mal » procédé.

En 1958, lorsque j'ai écrit cet article, j'étais déjà assez près de la problématique que j'ai baptisée vingt ans plus tard le syndrome de la « contrainte budgétaire lâche ». L'entreprise essaye de contraindre l'organisme de tutelle de compenser ses pertes n'étant pas de son fait. Un véritable intérêt au profit ne peut s'exercer dans sa plénitude que si l'on ne dédommage pas les entreprises des difficultés financières dans lesquelles elles se trouvent soit par leur faute, soit par un concours malheureux de circonstances extérieures. Ce n'est peut-être pas « juste », mais cela force les acteurs de l'économie à faire face aux difficultés, à s'adapter aux conditions défavorables, à essayer d'obtenir beaucoup de profit même dans des situations difficiles grâce à des innovations techniques ou commerciales. Une compensation pour cause de circonstances défavorables entraîne la passivité, déshabite de la lutte tant il est plus facile de pleurnicher pour des subventions de l'État.

L'exemple de cet article prouve que seraient probablement parvenu plus tôt aux découvertes ultérieures si j'avais pu pratiquer mes recherches dans une atmosphère plus libre. Malheureusement ce n'était pas le cas. Le plus difficile était de répondre à la question constituant un des problèmes fondamentaux de ma recherche dans l'industrie légère en 1957 : dans quelle mesure le mécanisme économique avait-il changé après 1956 ? L'État avait-il tenu ses promesses de ne pas revenir à la surcentralisation bureaucratique antérieure ? La vérité est que trop peu de changements favorables avaient eu lieu dans la direction de la décentralisation (l'un d'eux aurait été la participation aux bénéfices), en outre la plupart avaient été rapidement effacés.

Dire ouvertement cette vérité, publier ce résultat de recherche aurait été impossible dans l'environnement politique du moment. Or je ne voyais pas l'intérêt d'écrire pour mon tiroir. S'il est impossible d'écrire et de publier les conclusions hardies des recherches avec leurs riches justifications factuelles, alors il convient de prendre acte que cette recherche se heurte à une contrainte politique. J'avais le sentiment de me trouver dans un cul-de-sac. Maintenant, en écrivant mes mémoires, je me pose bien sûr la question de savoir si j'ai bien jugé la situation. N'aurait-il pas été possible, n'aurait-il pas valu la peine de poursuivre le travail sur la suite de *La Surcentralisation*? Une chose est sûre, j'étais alors d'avis que cela n'était pas possible, cela n'en valait pas la peine.

Je me suis forgé la conviction qu'une modification mineure du sujet ne suffisait pas. Je devais donner une nouvelle orientation à ma recherche. Cette nouvelle orientation était *l'application économique de méthodes mathématiques*, le sujet du chapitre suivant.

Dans le titre du présent chapitre j'ai indiqué 1959 comme année de clôture. Bien entendu, ce n'est pas du jour au lendemain que j'ai rompu avec le sujet précédent. Mais arrivé à la fin de l'année 1959, j'ai complètement et définitivement arrêté mes recherches consacrées aux méthodes de direction économique dans l'industrie légère après 1956. Beaucoup de travail y avait été investi. Hormis l'avantage que cela représentait comme « entraînement » du point de vue de ma propre évolution professionnelle après 1957, ce fut un travail fondamentalement stérile et perdu. J'ai rangé les milliers de notes dans mes archives. Maintenant, quand j'écris mes mémoires, même après tant d'années je les feuillete le cœur lourd.

### *Décisions pour la vie*

« Camarades, ce n'est pas un hasard si... » – souvent les déclarations vides de sens commençaient par ces mots. Les experts en philosophie marxiste diraient que les œuvres de Marx n'ont jamais défendu un déterminisme extrême, la prédestination des événements. Mais, dans le quotidien du régime socialiste, les secrétaires du parti et les auteurs d'éditoriaux, les professeurs d'histoire et les chefs de département des bureaux du plan voulaient donner l'impression *qu'il n'y avait pas d'alternative*. On ne peut faire qu'une chose, ce que dictent les forces historiques du progrès. Or ce diktat, ils l'ont généralement identifié à leurs propres instructions. Il n'y a pas d'autre voie possible que la collectivisation de l'agriculture. Le plan de l'économie populaire n'est préparé qu'en une seule « version », celle que tous les organismes formellement habilités à accepter ou à refuser le plan doivent approuver. Il n'y a qu'un seul parti, c'est celui-là qu'il faut élire.

Dans la deuxième moitié des années cinquante une idée contraire m'envahit sous plusieurs formes et venant de multiples sources : *oui, un choix est possible*.

C'est alors que j'ai lu les drames de László Németh, le grand écrivain hongrois. Ils m'ont véritablement secoué. Les uns après les autres, ils représentent les réponses alternatives que l'on peut donner à de véritables dilemmes historiques. Jan Hus, le plus grand réformateur religieux tchèque du XVe siècle, qui refuse sans hésiter toute concession (il sera brûlé), Galilée qui fait des concessions au moment le plus difficile (et ainsi ne pourra jamais se sentir en paix avec lui-même), Miklós Misztótfalusi Kis, un typographe et théologien hongrois du XVIIe siècle, qui renie ses paroles (et par là même se brise psychiquement), István Széchenyi qui, bien que précédemment réticent envers la révolution de 1848, n'arrive pas à en

accepter l'écrasement (et se suicider) ainsi que Sándor Petőfi qui se lancera dans la bataille, non pas spontanément mais en obéissant aux souhaits de son entourage (et mourra en martyr). Si l'ensemble des drames historiques de László Németh ne désigne pas le chemin à suivre, il présente des solutions alternatives aux grands dilemmes tragiques et la souffrance que suscite d'avoir à choisir.

C'est en ce temps que j'ai fait la connaissance de la philosophie existentialiste. D'abord c'est un court écrit de Sartre qui m'est tombé entre les mains<sup>91</sup>, puis j'ai aussi étudié d'autres œuvres. J'y ai lu avant tout (peut-être parce que c'est ce que je voulais y lire), que si Dieu n'existe pas, l'homme est libre et contraint de choisir. Il n'existe pas de situation aussi désespérée qu'il ne reste pas une possibilité de choisir, et où aucune responsabilité n'incomberait au décideur. Pour moi, à qui on avait inculqué que « le parti décidera... », il était essentiel de comprendre que j'étais responsable de mes propres décisions et que je ne pouvais pas en faire endosser la responsabilité aux circonstances.

En outre, à l'économiste que j'étais c'est en ce temps que le modèle du « choix rationnel » est devenu une constante de ma réflexion. Dans un chapitre ultérieur du livre je traiterai en détail la critique de cette théorie. Mais ici je veux souligner une des grandes vertus du modèle. La structure de base du modèle suggère qu'un *choix existe*. Si nous l'utilisons pour une analyse positive, alors il convient de définir *a posteriori*, même à l'encontre des faits, quelles ont été dans le passé les alternatives possibles mais rejetées. D'un autre côté, en cas d'utilisation normative, il convient d'évaluer précisément toutes les entraves qui délimitent effectivement notre choix indépendamment de notre volonté. À l'intérieur de l'ensemble des contraintes possibles, le choix est libre.

Je vais essayer de résumer où j'en étais dans mes propres choix autour de 1959. Il existe peut-être des personnes capables de changer de trajectoire en un seul tournant dramatique. Pour moi décider comment je voulais vivre dans l'avenir a pris environ cinq ans, de 1954 à 1959. Mes résolutions se sont formées à travers un mélange de réflexions conscientes et d'improvisations. À chaque étape l'espace des choix potentiels avait été restreint par les pressions du monde extérieur. Le choix était possible à chaque moment. Mais, on peut le dire *a posteriori*, autour de 1959 quelques-unes de mes décisions étaient enfin mûres. Je souligne ici cinq décisions.

1. Je romps avec le parti communiste.

2. Je n'émigre pas.

3. Ma vocation ne sera pas la politique, mais la recherche scientifique. Je ne me livrerai pas aux formes héroïques, illégales, d'un combat contre le régime communiste. C'est par mon activité académique que je souhaite contribuer au renouveau.

4. Je romps avec le marxisme.

5. J'acquiers les connaissances fondamentales de la science économique moderne. Avec mes études et mes recherches je désire appartenir à la profession de l'économie au sens occidental.

Dans les chapitres précédents il a déjà été question de chacune de ces décisions, mais à cet endroit il convient de les mettre côte à côte et de les résumer pour que je les évalue. Aucune d'elles n'était évidente ; aucune n'a été déterminée *a priori*. On peut citer des quantités d'exemples dans mon propre entourage, ceux de connaissances, voire d'amis proches qui dans l'un ou l'autre dilemme, voire dans tous les cinq, ont pris une décision différente de la mienne.

Dans mon cas en 1959, ces quelques décisions n'étaient plus un ensemble disparate d'intentions obscures et floues, mais un stratégie pour la vie, *consciente*, bien réfléchie. J'ai parlé de ces principes aux personnes les plus proches de moi.

Quarante-cinq années ont passées depuis. Ce temps est assez long pour que je puisse dire que ces cinq décisions ont vraiment depuis déterminé toute ma vie. Je ne prétends pas avoir satisfait à chacune sans exception dans chaque cas. L'homme est faillible. En tous cas je me suis efforcé de respecter au mieux la stratégie choisie pour ma vie. S'il m'arrivait de faire des entorses à mes propres principes, je me le reprochais ultérieurement. La norme morale « soit fidèle à toi-même » a acquis une grande valeur à mes yeux.



---

## APPLICATIONS DES MÉTHODES MATHÉMATIQUES À L'ÉCONOMIE

1957-1968

### *La planification à deux niveaux*

Au fur et à mesure que j'avancais dans mes études économiques, le rôle joué par les mathématiques dans les sciences économiques modernes m'apparaissait de plus en plus clairement. Sans me familiariser avec le langage des mathématiques je ne pourrais pas comprendre ce que je lisais. Je devais apprendre l'application des méthodes mathématiques si je voulais faire de la recherche économique au niveau de mon temps. Il m'était par conséquent indispensable d'étudier, de transformer mon profil de chercheur et de m'initier à l'usage des outils mathématiques.

### *Rencontre avec Tamás Lipták*

Mon projet était facilité par mon attirance vers la cohérence logique, rendant ma réflexion proche de cette discipline. Au lycée j'étais toujours excellent en mathématiques et en physique. Après 1957, dans ma période « d'étudiant thésard privé », je me suis mis à réviser les programmes mathématiques du secondaire et je me suis lancé dans leur approfondissement. J'apprenais dans des livres à la maison, je participais aussi à divers cours, me concentrant sur certains chapitres, ceux le plus fréquemment utilisés par les économistes de l'époque : l'algèbre linéaire et le calcul différentiel et intégral.

J'aurais aimé également utiliser les outils mathématiques en tant que chercheur. Dans le cadre du travail empirique que j'ai exposé au chapitre précédent et qui étudiait l'évolution des méthodes de direction économique après 1957 dans l'industrie légère, j'ai commencé à m'intéresser au rôle du profit dans l'entreprise. Tout travail occidental considérait comme évident que la motivation des dirigeants d'entreprise peut être décrite par l'hypothèse que l'entreprise cherche à maximiser le profit. En somme, après 1957, on a essayé de rendre les dirigeants, voire tous les travailleurs des entreprises de l'industrie légère intéressés aux bénéfices. On a lié diverses primes au profit, mais d'une façon assez particulière. La participation aux

bénéfices dépendait de l'amélioration de la rentabilité (exprimée en pourcentage des recettes des ventes) par rapport à un niveau déterminé. On n'incitait donc pas les entreprises à maximiser, au sens mathématique, *le montant absolu*, c'est-à-dire le profit, mais un *quotient*, le rapport du profit au revenu des ventes. Beaucoup n'y voyaient aucune différence, mais pour moi il devenait clair que ces deux types d'intérêsement entraînaient des effets économiques différents.

J'ai commencé à écrire, sous forme mathématique, les deux fonctions de maximisation ainsi que les tâches de programmation qui y étaient liées. J'ai bricolé un modèle, mais je n'en étais pas satisfait. J'en étais là quand András Bródy, mon ancien collègue à l'Institut de sciences économiques, bien plus avancé que moi dans la connaissance des applications économiques de méthodes mathématiques, m'a proposé de me faire rencontrer un jeune mathématicien de l'Institut de recherches mathématiques de la MTA (Académie des sciences de Hongrie). Bródy était un très bon ami et partenaire de recherche de Alfréd Rényi, mathématicien mondialement connu, directeur de l'Institut de recherches mathématiques. C'est ainsi que Bródy a appris qu'un des doctorants de Rényi, Tamás Lipták, s'intéressait aux applications en économie.

J'ai donc fait la connaissance de Tamás. Notre rapport professionnel est devenu de plus en plus étroit et s'est complété d'une amitié personnelle. Il s'est vite avéré que nos vues politiques étaient en harmonie. N'oublions pas que nous étions en 1957. Un intellectuel ne pouvait pas garder un rapport de confiance avec quelqu'un qu'il devait craindre politiquement.

C'était un jeune homme d'une maigreur invraisemblable (il l'est d'ailleurs resté plus tard aussi). Son beau regard, sa voix chaleureuse, son discours brillant séduisaient tout le monde en quelques instants. Malgré son physique ingrat les femmes l'adoraient.

Lipták avait un talent mathématique extraordinaire. Je n'exagère peut-être pas en affirmant qu'il avait du génie. Non seulement il utilisait son énorme savoir déjà accumulé avec un sens absolument sûr, mais il était capable de faire ressortir comme par magie une thèse ou une méthode aperçue un jour quand le besoin s'en faisait sentir. C'était un penseur original, un vrai novateur.

J'ai énormément appris de Lipták. Pendant des années il a été mon « précepteur » en mathématiques. Il ne délivrait pas un cours méthodique mais nous mettions toujours sur le tapis le sujet dont nous avions besoin. À ces moments il me proposait des lectures et m'aidait à les comprendre. Grâce aux connaissances reçues de lui ou acquises avec son aide, j'ai appris à aborder un problème. Il n'essayait pas de dissimuler sur quelle hypothèse abstraite reposait un modèle, sur quel point il simplifiait par rapport à la réalité. Au contraire il voulait révéler les simplifications cachées dans le modèle avec le maximum d'intégrité intellectuelle.

Il exigeait une précision absolue. Son effort scientifiquement légitime dans ce domaine atteignait des extrêmes qui auraient pu faire présager les premiers symptômes de sa névrose ultérieure. Nous étions dans une période antérieure à l'informatique. Tamás écrivait chacun de ses travaux à la main, d'une écriture joliment calligraphiée. S'il remarquait une petite erreur à la page vingt du texte rempli de formules, il ne corrigeait pas. Il préférait le jeter et recommencer l'écriture. Un manuscrit devait être sans faute !

Personnellement je n'ai jamais accédé à un si haut degré de précision, néanmoins l'exemple de Tamás a sûrement contribué à mon évolution. Depuis lors, si je remarque un manque de précision quelque part dans mon texte, je revois l'image de ce possédé de la rigueur mathématique : Tamás jettait le texte et le recommencerait.

Je n'aimerais pas trop idéaliser le portrait de Lipták. Ce cerveau brillant, cet homme infiniment charmant n'était pas facile dans certaines autres dimensions de la vie. J'exige de moi-même d'arriver à l'heure où que j'aille (ce qui fait que j'arrive souvent avant l'heure à mes rendez-vous). L'inexactitude d'autrui me fâche, me révolte même.\* J'essaye de tenir les délais convenus. Je me fais un cas de conscience de ne pas y arriver, et j'essaye au moins de réduire le retard au maximum. Dans ce domaine Tamás était tout le contraire. Il ne s'est pratiquement jamais présenté à l'heure à nos rendez-vous. Il n'a jamais tenu un seul délai. Les retards, les oubliés des rendez-vous, le manquement aux promesses, il les justifiait de la façon la plus infantile, voire pas du tout. Cette différence dans nos caractères a suscité des frottements innombrables entre nous.

#### *Recherche mathématique sur la participation aux bénéfices*

Revenons aux questions économiques à propos desquelles j'avais pris contact avec Lipták en 1957. Il apparut rapidement que si nous approchions le problème avec rigueur et ne voulions pas le simplifier jusqu'à disparition des complications causées par la réalité, il était mathématiquement difficile à traiter. Il fallait avoir recours à une programmation non linéaire spécifique. Nous nous y sommes attelés à plusieurs reprises. Les chapitres de l'étude ont dû être effectués dans une douzaine de variantes, après de pénibles casse-têtes pour chacun et d'innombrables heures de travail commun. Nous avons fini par rédiger un texte d'environ 250 pages paraissant acceptable pour nous deux.

---

\* Un jour, j'étais encore jeune journaliste débutant, Ernő Gerő, « tsar » de la politique économique du parti, m'a convoqué à une heure donnée. J'ai attendu un moment, puis sur un ton irrité, j'ai déclaré à son secrétaire que l'heure du rendez-vous était dépassée de vingt minutes. Je suis parti. Les gens ne comprenaient pas comment j'avais osé agir ainsi. Apparemment mon attitude en a imposé à Gerő, car il n'a rien redit à mon incartade.

Mais là le travail a dû être interrompu. Tamás a été arrêté. Il avait été un simple soldat de l'action dont il a beaucoup été question dans le chapitre précédent. L'étude de Sándor Fekete intitulée *Hungraicus* que j'avais contribué à faire parvenir à l'étranger, avait été au préalable reproduite et distribuée dans des cercles intellectuels en Hongrie, et c'est Tamás qui en avait assuré la reproduction. Nous étions camarades de combat de la même action, mais sans nous connaître. Devenus ensuite collaborateurs – sur le front de la science, non de la politique – nous avons découvert que nous étions liés par ce passé politique commun. Son arrestation n'était pas une vraie surprise pour nous.

Tamás a été condamné dans ce procès en tant que énième accusé. Il a passé environ un an au total en prison, y compris la préventive. Une fois j'ai noté une ou deux questions mathématiques relatives à notre recherche commune et je les ai transmises à sa femme, Manyi. Je lui ai suggéré d'essayer de les envoyer à Tamás pour qu'il réfléchisse là-dessus dans sa cellule. Ce n'est pas le problème professionnel que j'ai senti urgent, mais j'imaginais aider Tamás en lui soumettant un problème scientifique intéressant pour occuper son esprit à autre chose que la vie en prison.\* Pauvre Tamás, réfléchir à des problèmes mathématiques ou économiques était loin de lui ! Il a tenté de se suicider. Ce fut un des premiers signes catastrophiques de sa dépression ultérieure. Heureusement sa vie fut sauvée.

Tamás était encore en prison quand j'ai été licencié de l'Institut de sciences économiques. J'ai demandé l'aide du Ministère de l'industrie légère pour faciliter la publication de notre manuscrit de la taille d'un livre. Ils étaient prêts à aider, à couvrir les frais d'impression, à condition de ne pas y faire figurer le nom de Tamás Lipták, emprisonné. Je suis allé voir Alfréd Rényi, directeur et ami paternel de Tamás. Nous avons convenu de remplacer le nom de Tamás sur la couverture par cette formulation : « avec la collaboration de l'Institut de recherches mathématiques de l'Académie des sciences de Hongrie ». Le travail a finalement paru en 1958 sous forme de polycopié, dans un habillage passablement primitif, mais se présentant comme un livre.<sup>92</sup>

Dans la bibliographie du livre figurent, en plus d'ouvrages empiriques sur l'industrie légère hongroise, quelques ouvrages économiques occidentaux que j'avais étudiés. Au chapitre 5 par exemple on peut repérer les noms de Erich Schneider et Jan Tinbergen. Rien de particulier, vu d'aujourd'hui. Mais en 1957, en Hongrie, cela n'allait pas de soi de se référer sur un ton positif à des « économistes bourgeois ».

Quand Tamás est sorti de prison nous avons décidé de publier à l'Ouest le résultat de notre travail. Nous avons rédigé en anglais un texte de la taille

\* Ce n'était pas une mauvaise idée. On a appris plus tard que parmi les condamnés de 1956 certains s'occupaient à apprendre une langue étrangère ou à traduire, et certains écrivains tentaient même d'écrire.

d'un article de revue.\* Tamás était dans son élément. Moi je commençais seulement à connaître le style et les exigences formelles des revues mathématiques ou économiques occidentales, mais Tamás lisait systématiquement depuis des années des revues mathématiques. Le *contenu* de l'article est notre produit intellectuel commun. La précision mathématique de la rédaction, la structure et le style « occidentalisés » sont à inscrire au mérite du seul Tamás.

En ce temps-là, et encore pour longtemps, il était interdit à l'auteur d'un travail scientifique ou académique d'envoyer son travail à l'Ouest sans autorisation. La procédure habituelle à suivre prévoyait que le chercheur, dans la plupart des cas un salarié d'un institut de recherche ou d'une université, présente son article à son supérieur direct. Celui-ci le passait à son supérieur en suivant la voie hiérarchique. Au cas où l'écrit était politiquement problématique, le manuscrit pouvait remonter jusqu'à la direction du parti<sup>†</sup>. L'autorisation d'une publication à l'Ouest était tranchée au niveau adéquat.

Lipták et moi avons décidé de ne demander l'autorisation de personne. Nous avons simplement glissé l'article dans une enveloppe et nous l'avons posté. Des gens accusés entre autres d'avoir fait illégalement parvenir l'œuvre d'un auteur hongrois à l'étranger croupissaient en prison. Et Lipták

---

\* C'est (le baron) József Hatvany qui a traduit notre texte en anglais. Sa vie à lui mériterait non pas une note de bas de page mais tout un roman. Il était un descendant de la célèbre et richissime famille Hatvany. Il était le neveu de Lajos Hatvany, un des « découvreurs » de Endre Ady et d'Attila József, généreux mécène de ces deux géants de la poésie et de nombreux autres écrivains, organisateur enthousiaste de la vie littéraire hongroise et plume avertie lui-même.

József Hatvany avait fait des études de physique à Cambridge, tout en ayant acquis l'anglais à la perfection. En Angleterre il devint communiste. Après la guerre il se fit un devoir de revenir dans la Hongrie socialiste. Ici il fut jeté en prison comme « espion anglais ». Quoi d'autre que de commencer une carrière d'espion, selon l'appareil, aurait pu motiver ce jeune communiste enthousiaste, qui a abandonné la confortable vie anglaise académique, qui a rompu avec sa famille riche et titrée, pour revenir au pays ? En 1954 (au cours d'une vague de libérations) il a été relâché puis de nouveau jeté en prison après 1956. Après sa seconde libération il a pendant un temps gagné sa vie comme traducteur. Il était désireux de trouver des travaux qui, tout en étant rémunérés, pouvaient l'intéresser. C'est ainsi que j'ai pu lui confier la traduction de mes divers travaux.

József Hatvany a plus tard retrouvé la vie académique, il est devenu le principal moteur intellectuel et praticien reconnu de renommée internationale de la recherche informatique en Hongrie.

<sup>†</sup> Aujourd'hui, en 2004, il est question de publier un de mes travaux en Chine. Le premier éditeur qui avait prévu de le faire l'avait trouvé problématique, et l'ouvrage a abouti « pour approbation » au siège du parti chinois. Au premier tour la publication n'a pas été autorisée. Une autre maison d'éditions a plus récemment repris le projet de le publier – on verra bien avec quel succès.

et moi étions partie prenante dans cette affaire. Il est vrai que l'article que nous avons envoyé cette fois à l'étranger était exempt de politique. Néanmoins la procédure suivie n'était pas légale, nous avons enfreint la procédure réglementaire. Nous jugions tous les deux important de soustraire notre article à la procédure d'autorisation officielle. À partir de ce premier précédent, pour toutes mes publications à l'étranger, j'ai toujours suivi cette même voie. Je n'ai jamais demandé l'accord de mes supérieurs, j'ai toujours posté l'œuvre directement à la revue ou à la maison d'édition. Ceci différait de la pratique suivie par beaucoup de collègues hongrois et étrangers vivant dans d'autres pays socialistes qui se sont souvent plaint plus tard qu'on leur refusait l'autorisation de publications étrangères. J'ai appliqué la recette du soldat débraillé de l'armée austro-hongroise, de Hašek. D'après le brave soldat Chveïk *il ne faut rien demander* car si on pose des questions, la réponse sera « non ».

C'est à *Econometrica*, principale revue d'économie mathématique que nous avons envoyé notre travail. J'ai appris des années plus tard que l'article était tombé entre les mains du français Edmond Malinvaud, corédacteur de la revue. Ils l'ont immédiatement accepté pour publication, et même sans y changer le moindre mot, la moindre virgule.\* L'étude a paru en 1962.<sup>93</sup> L'article traitait un problème très spécifique, il analysait une forme d'incitation des entreprises appliquée exclusivement en Hongrie. Il soulignait que nous étudions une économie *socialiste*. Soulever une telle question représentait un défi intellectuel en soi :

- L'incitation n'est pas déterminée à l'avance. Elle n'est pas créée par une voie naturelle, spontanément, comme effet des rapports de propriété et des données institutionnelles, elle fait elle-même l'objet d'une décision au cas par cas. Cette approche est en réalité un précurseur d'une thématique bien plus tardive, d'une littérature considérable traitant des incitations, et du rapport entre le « principal » et l'« agent ».

- Les prix ne sont pas non plus donnés d'emblée, ils ne sont pas déterminés par le marché, mais par une réglementation centrale. L'article analyse le système de relations complexes qui existe entre, d'une part, l'incitation des entreprises et les prix et, d'autre part, la quantité et l'assortiment de la production. Quelle est l'incitation qui conduit à une production inférieure ou supérieure à la capacité ? Dans quelle direction oriente-t-elle la variété de la production ?

Parmi les économistes européens j'ai souvent entendu déclarer que s'ils ne publiaient pas dans des revues techniques occidentales, c'est parce que leurs rédacteurs ne s'intéressaient pas à notre économie. Mon expérience

---

\* Bien plus tard, j'ai pu connaître la pratique de rédaction et de relecture des meilleures revues occidentales. Le refus ou la demande répétée de réécriture est monnaie courante. J'ai pu apprécier l'éloge que représentait l'acceptation immédiate et sans modification de notre texte.

est différente. Bien au contraire, ce premier article dans *Econometrica* ainsi que mes publications ultérieures ont *justement* suscité de l'intérêt parce qu'ils venaient de la plume d'un auteur vivant dans un pays socialiste et qu'ils rendaient compte d'un monde éloigné des rédacteurs, dans leur langage, celui de l'économie moderne.

### *Programmation dans l'industrie textile*

Tamás Lipták et moi faisions de l'analyse économique théorique. Parallèlement je me suis lancé dans une autre orientation de la recherche : je voulais utiliser des moyens mathématiques dans la planification. Ici l'objectif n'est pas d'aboutir à des conclusions théoriques mais, en utilisant des données quantitatives effectives qui reflètent l'économie réelle, de faire des calculs pour préparer des décisions réelles. C'est donc de l'économie appliquée.

Je me suis plongé dans la littérature. Il s'agissait d'approfondir le savoir accumulé dans les domaines voisins, voire se recouvrant, de la microéconomie, la théorie des décisions, la recherche opérationnelle et les analyses « coûts-avantages », et de voir comment les appliquer dans les conditions d'une économie socialiste centralisée. En ce qui concerne l'appareil mathématique, j'ai utilisé la *programmation linéaire*. J'ai étudié son système conceptuel, la structure du modèle à construire pour ces calculs. J'ai acquis la « technique » de la réflexion qui permet de traduire un problème pratique décisionnel dans le langage du modèle de programmation linéaire.

Un des ouvrages qui à l'époque a eu un grand effet sur moi était le livre de Dorfman, Samuelson et Solow sur l'application économique de la programmation linéaire. Cet ouvrage, ainsi que les trois essais de Koopmans parus en un volume, m'ont beaucoup aidé pour comprendre comment les relations que je connaissais en microéconomie se reflètent dans le monde de la programmation linéaire.<sup>94</sup> Au bout d'un certain temps j'avais le sentiment que je faisais désormais la navette sans trop de difficulté entre les deux formes de réflexion, la microéconomie théorique et la pratique des calculs numériques de la préparation de décisions.\*

Mon premier modèle de programmation linéaire était censé répondre à la question suivante : dans l'industrie du coton les planificateurs ont le choix entre différentes possibilités de progrès technique. Il est possible de conserver l'état technologique existant, ou, avec relativement peu d'investissement, d'obtenir une évolution technique modeste, ou encore, au prix d'investissements importants et d'importations onéreuses, d'augmenter davantage la productivité. Les calculs ne cherchaient pas à donner une

\* J'ai été grandement impressionné lorsque plus tard j'ai pu rencontrer ces quatre héros de mes débuts de chercheur et me trouver en proximité amicale avec eux.

réponse simple et unique à la question, ils tendaient plutôt à montrer comment le meilleur choix dépend quantitativement d'un grand nombre de facteurs, entre autres le taux d'intérêt, le taux de change et les prix des exportations et des importations futures.

Les décideurs, les ingénieurs et les spécialistes du commerce international, les informaticiens de l'industrie légère ont participé à ce travail, tout électrisés par la nouveauté de l'approche. C'était l'époque héroïque de l'ordinateur en Hongrie. Encore un domaine où nous étions en retard par rapport à la science occidentale. Le seul spectacle du premier ordinateur était un événement sensationnel pour nous, celui qui fonctionnait alors avec des tubes à vide et remplissait tout une salle. Cette machinerie monumentale que faisait fonctionner le Centre de calcul de l'Académie des sciences de Hongrie savait faire infiniment moins qu'un ordinateur portable ordinaire de nos jours.

Une équipe enthousiaste de mathématiciens et d'ingénieurs a travaillé pendant des semaines pour résoudre avec cette machine un système comportant vingt-quatre équations.\* (Les ordinateurs font aujourd'hui facilement, en quelques instants, les calculs de modèles cent fois plus grands !) Nous étions fiers d'être les pionniers de deux voies prometteuses à la fois : la programmation linéaire et l'application économique pratique de l'ordinateur en Hongrie.

Une coopération et une émulation stimulantes se sont développées entre les deux groupes utilisant des méthodes mathématiques, les adeptes de la programmation linéaire et ceux de « l'analyse input-output » élaborée par l'économiste américain d'origine russe Wassily Leontief. Ce dernier groupe, dirigé d'abord par András Bródy, puis par Mária Augusztinovics, disposait de beaucoup d'avantages. Ils avaient entrepris le travail plus tôt. Au moment où j'avais à peine commencé à m'intéresser à la programmation linéaire, ceux de « l'input-output » connaissaient déjà à fond la littérature de leur sujet. L'Office central des statistiques avait investi des ressources importantes dans la constitution de tableaux input-output de grandes dimensions, fondés sur des enquêtes statistiques. Ceci donnait un fort arrière-plan empirique à leurs calculs. Nous fixions généralement les paramètres de nos modèles de programmation linéaire à partir des estimations des experts. Autrement dit il fallait évaluer intuitivement le chiffre qui exprimait la réalité.

Nous avons beaucoup discuté et débattu de ces deux approches lors de rencontres personnelles, puis également à des colloques. Ce sont principalement des réflexions théoriques qui m'ont incité à tenir bon pour suivre la voie de la programmation. J'avais le sentiment que de l'analyse input-output émane une philosophie *déterministe*. Si le vecteur des emplois

\* Plus exactement : dans la programmation linéaire on trouve des inégalités, des limites supérieures et inférieures balisent les décisions.

finaux est donné (et les planificateurs s'efforçaient à tout prix de le déclarer comme « donné »), alors la production correspondante et toutes les combinaison input-output compatibles avec ce vecteur sont déterminées sans équivoque. En revanche la programmation linéaire, elle, suggère la possibilité *d'un choix*. J'ai déjà expliqué plus haut l'importance du choix dans l'évolution de ma vision du monde.

András Bródy a magistralement démontré comment on pouvait décrire les fameux « schémas de reproduction » de Marx, présentés dans le livre 2 du *Capital* à l'aide des modèles de Leontief.<sup>95</sup> Chez Marx le coût *moyen* de production et le profit *moyen* jouent un rôle central, et ceci s'harmonise bien avec l'analyse input-output dans laquelle tous les coefficients sont censés représenter justement ce genre de moyennes sociales. J'ai reconnu alors (comme je le fais toujours aujourd'hui) le rôle pionnier de Marx dans ce que les marxistes appellent l'analyse de la « reproduction » et ce que les économistes de notre temps appellent des modèles dynamiques. Néanmoins pour ce qui me concerne, la proximité de l'économie politique marxiste, non seulement ne m'attirait pas vers l'analyse input-output, mais éveillait plutôt ma défiance. Je jugeais à juste titre que quelque chose se perdait ici : le choix technique, la décision. Je sympathisais avec l'économie néoclassique, or celle-ci est en affinité avec la programmation linéaire (voir l'ouvrage Dorfman-Samuelson-Solow déjà mentionné). Les catégories « marginales » jouant un rôle important dans la théorie occidentale (coût marginal, taux marginal de substitution, revenu marginal, produit marginal, etc.) ne peuvent pas être calculées au moyen d'analyses input-output, alors que la programmation linéaire produit automatiquement ces indices.\*

En apparence deux cadres mathématiques « vides » s'affrontent ici, deux méthodes mathématiques sans politique, sans idéologie. Or le manque d'accord théorique a introduit une couleur particulière dans ce débat. Sans l'expliciter, mais dans l'arrière-plan intellectuel des débats, est apparue la question : fallait-il renouveler le marxisme à l'aide de la technique des mathématiques modernes, ou bien, ce qui correspondait à ma forte conviction personnelle, fallait-il l'abandonner ?

---

\* Les traductions hongroises de la littérature occidentale rendent par l'adjectif « limite » ce qu'en anglais on appelle « marginal ». Exemples : coût *limite*, taux *limite* de substitution, rendement *limite*, etc. ; dans chaque cas il s'agit de la dérivée première d'une fonction, c'est-à-dire d'une grandeur différentielle. Un exemple un peu simplifié : si la production croît d'une unité, quelle est l'augmentation du coût ? C'est ce qu'on appelle le « coût limite ». Un autre exemple : si la ressource disponible croît d'une unité, quelle sera l'augmentation totale du rendement ? C'est ce qu'on appelle la « rentabilité limite ».

### *Planification à deux niveaux*

La programmation dans l'industrie du coton a rencontré le succès et a été reconnue, et elle a été suivie par des calculs dans d'autres branches industrielles. Je me suis posé la question d'un éventuel rapprochement de ces données branche par branche. En vérité mon intérêt s'orientait depuis longtemps vers des problèmes portant sur toute l'économie nationale. Comment pourrait-on appliquer la programmation linéaire au niveau d'une planification économique nationale ?

Si on avait voulu décrire l'économie nationale globale d'une façon aussi détaillée que les modèles de branches antérieurs, on aurait eu besoin d'un système d'équations vingt ou même cinquante fois plus complexe. Cela aurait été impossible dans les conditions informatiques primitives de l'époque. C'est ainsi qu'on a lancé l'idée de diviser le vaste modèle économique national en des composantes plus modestes. On ferait converger pas à pas les calculs partiels harmonisés vers la « grande » solution commune. Les algorithmes dit « de décomposition » de la programmation linéaire utiles à cette technique de calcul étaient connus de la littérature. C'est dans ce domaine qu'il fallait chercher la procédure convenable.

J'ai réfléchi sur la façon de travailler de l'Office national du plan (ONP). On préparait d'abord les prévisions au niveau macro, puis on les décomposait en branches. On les passait aux ministères de tutelle des branches, là on vérifiait les chiffres reçus de l'ONP, puis on commençait à négocier avec les planificateurs centraux. Le centre modifiait éventuellement les prévisions des branches, et après des négociations répétées on parvenait à établir un plan économique au niveau national et sa désagrégation par branches.

Il y avait enfin une troisième source d'inspiration que j'avais rencontrée dans le travail théorique de Samuelson.<sup>96</sup> Même si à un moment donné les transactions sur un produit se font à des prix différents, quand le marché aura atteint son état d'équilibre optimal, *les prix se seront égalisés*. Un produit – un prix unique.

Ce sont ces trois sources qui ont suggéré l'idée de base de l'algorithme de la planification à deux niveaux. J'ai commencé à rédiger le canevas d'un modèle. Dans ce modèle le centre alloue aux branches des quantités (des quotas d'input et des objectifs d'output). Les branches composent le plan optimal satisfaisant les instructions du centre à peu près de la même façon qu'elles le faisaient auparavant dans le cadre de la programmation linéaire de branche, puis elles annoncent en retour le prix virtuel (*shadow-price*) des ressources et des objectifs. C'est un rapport spécifique de rentabilité économique. Sur la base du principe de l'égalisation des prix, le centre recalcule les allocations ; il reprend des ressources là où leur rendement marginal apparaît faible, et il les réoriente là où il est élevé. Le centre réalloue également dans le même esprit les objectifs de production. Les

branches recalculent – et la navette est répétée autant de fois qu'il faut pour trouver l'allocation optimale.

L'idée était trouvée, mais je n'étais pas capable de la formuler précisément. Je ne pouvais que me référer à l'analogie. Si Samuelson a pu prouver le théorème de l'égalisation des prix, alors la règle de réallocation mentionnée plus haut doit conduire ici aussi à un équilibre et à une solution optimale. Oui, mais il ne suffit pas de se référer à l'analogie, l'affirmation doit être démontrée – et mes forces étaient insuffisantes pour cela.

Ce que je n'étais pas capable de faire moi-même, Tamás Lipták l'a fait. Il a eu une idée brillante : reformuler le problème en un modèle de la théorie des jeux. Il a proposé cela en 1963, de nombreuses années avant la renaissance de la théorie des jeux en économie. L'un des joueurs serait le centre, l'autre serait l'ensemble des branches. Dans une telle approche on pouvait trouver une proposition mathématique rigoureusement démontrée qui attestait que la procédure ainsi décrite convergerait vers la solution optimale.

L'étude intitulée *Planification à deux niveaux* (Two-Level Planning) a été ainsi achevée.<sup>97</sup> J'étais à l'origine du modèle décrit et des idées économiques de base de l'algorithme de calcul, et c'est moi qui ai fait l'interprétation du modèle mathématique de l'algorithme. La précision remarquable de la description, je pourrais dire « son élégance », revient au mérite de Tamás Lipták. L'astuce (la transformation de la tâche en un problème de théorie des jeux) avait jailli de son cerveau, ce qui avait rendu ce problème difficile mathématiquement traitable, et qui avait permis que nos conjectures soient démontrées.

Une fois de plus c'est à *Econometrica* que nous avons envoyé l'étude.<sup>98</sup> La suite a ressemblé à notre publication commune précédente : l'article a été accepté pour publication sur le champ et sans changements. Il a paru en 1965. Il a rendu nos noms célèbres quasiment d'un seul coup partout dans le monde, dans les cercles de l'économie mathématique. Il a été cité des centaines de fois, traduit en de nombreuses langues, il est entré dans les programmes universitaires. Lorsqu'en 1971 Arrow a rassemblé en un volume les 22 écrits théoriques les plus importants, ayant eu le plus d'effet, parus dans *Econometrica*, il a inclus *Planification à deux niveaux*.<sup>99</sup>

L'article représentait l'unification de deux de mes efforts. D'une part je cherchais à passer des modèles au niveau des branches à une programmation au niveau de l'économie nationale, et à disposer pour cela d'un algorithme permettant une combinaison des modèles de branches. Je reviendrai plus loin sur cette intention et sa réalisation. Mais (tout) d'abord je dois dire quelques mots de mon autre objectif : l'examen théorique de la planification centrale.

### *Un modèle idéalisé de la planification centrale*

On peut concevoir la planification à deux niveaux comme un modèle idéalisé de la planification centralisée. Il prouve qu'il existe un procédé à l'aide duquel les planificateurs centraux et de branches, au prix d'un effort commun, peuvent parvenir à un plan qui satisfasse les exigences suivantes :

- Les plans de branches s'insèrent précisément dans le plan central. L'harmonie est totale entre les plans du centre et des branches.

- Le plan est réalisable, il correspond aux contraintes de ressources, aussi bien au niveau national qu'au niveau des branches.

- Le plan est le meilleur possible parmi les variantes réalisables. Il réalise au mieux l'objectif fixé par le centre.

- Le plan n'est pas un simple diktat du centre. Il n'exige pas que toutes les informations soient entre les mains du centre. Il compte également largement sur les informations accumulées de façon décentralisée (dans notre modèle : au niveau des branches).

Si les économistes mathématiciens occidentaux s'enthousiasmaient pour le modèle théorique de la planification à deux niveaux, c'est parce qu'il peut être élégamment et clairement confronté au modèle de Oskar Lange dont il a été question dans le chapitre précédent. Lange en son temps n'avait appliqué aucun modèle mathématique pour illustrer ses idées. C'est plus tard qu'on a réussi à les exprimer dans le langage mathématique, la construction théorique en a été élaborée par le grand économiste français Edmond Malinvaud.<sup>100</sup> Dans son modèle, comme dans le nôtre, il y avait un niveau supérieur, le centre, et il y avait des entités de niveau inférieur. (Chez lui le niveau inférieur était composé des entreprises.) Et ici et là-bas les informations passaient entre le centre et les entités de niveau inférieur. Par contre, en ce qui concerne le flux d'informations économiques, le modèle Lange-Malinvaud et le modèle Kornai-Lipták sont « l'inverse » l'un de l'autre. Dans le premier le centre détermine des prix, et l'entreprise, s'ajustant aux prix centraux, fait en retour un rapport au centre sur les volumes de production et d'inputs. En partant de là, le centre peut constater les endroits où il y a un excès d'offre ou un excès de demande, en déduire les conséquences et décider dans quel sens il convient de changer le prix fixé centralement. Voilà l'image idéalisée du socialisme du marché. Chez nous le sens du flux est inversé. Il n'y a pas de flux d'informations sur les prix du haut vers le bas, mais une information sur les quantités, les quotas de ressources et de production. Ici les rapports sur l'efficacité économique de

---

\* Lorsque nous travaillions sur le modèle de la planification à deux niveaux, Lipták et moi ne connaissions pas encore le modèle de Malinvaud. Quand Malinvaud en tant qu'un des rédacteurs de *Econometrica* a reçu notre manuscrit, il a favorisé leur publication avec enthousiasme et empressement. Plus tard aussi il a saisi toutes les occasions pour m'aider dans mon travail.

l'emploi des ressources et les objectifs de production assignés aux branches remontent du bas vers le haut. Voilà l'image idéalisée de la planification centralisée.

On peut aller encore plus loin dans la mise en regard. Le modèle Kornai-Lipták est le modèle d'une « planification parfaite ». Le contraste est ici avec le modèle walrassien du « marché » parfait, la théorie de l'équilibre général. Le premier modèle prouve qu'on peut théoriquement imaginer un système dans lequel une centralisation totale fonctionne parfaitement, tandis que le second prouve le contraire : théoriquement on peut imaginer un système dans lequel une décentralisation totale fonctionne parfaitement.

Je souhaite émettre quelques remarques sur ce qui vient d'être dit. Je ne reproduis pas ici ce que j'ai pensé sur cette étude au moment de son écriture, mais ma façon de la voir aujourd'hui en 2004. Je ne voudrais pas faire ici le bilan relatif de la performance de deux chercheurs est-européens isolés du monde. Je voudrais plutôt examiner si cet article transmet un enseignement théorique *durablement valide*.

Je crois que oui. Une des grandes forces de la modélisation mathématique réside justement en ce qu'elle clarifie de façon correcte dans quelles conditions les déductions démontrées sont valables. Celui qui sait comment il convient d'interpréter correctement un travail théorique d'économie mathématique, peut réfléchir justement sur ces hypothèses.

L'algorithme de la planification à deux niveaux fonctionne si (et seulement si) les conditions suivantes sont réunies :

1. Dans le modèle, les planificateurs centraux suivent des objectifs clairs et explicites. (C'est ce qui est représenté dans la fonction objectif.) Dans la réalité de l'économie socialiste, la situation est différente : la direction centrale n'est pas cohérente, elle modifie sa politique de façon inattendue, elle improvise, elle avance et recule, elle hésite, elle est affectée de conflits internes. La politique économique n'arrive pas à harmoniser ses différents objectifs de façon cohérente, elle n'est pas capable et ne s'efforce même pas de déterminer le poids relatif des objectifs.

2. Dans le modèle la branche n'a pas d'objectifs propres, indépendants. Elle subordonne ses propres objectifs aux finalités du centre. Dans la réalité de l'économie socialiste tous les acteurs à tous les niveaux de la hiérarchie ont des intérêts propres qu'ils essayent de faire valoir.

3. Dans le modèle on ne peut tenir compte que de plans qui prennent acte des limites supérieures et inférieures reflétant les situations données. Dans la réalité on accepte des plans irréalistes (le plus souvent surtendus), sachant très bien que leur réalisation se heurtera à divers obstacles.

4. Dans le modèle toutes les informations du haut vers le bas ou du bas vers le haut sont pertinentes. Dans la réalité de l'économie socialiste tous les éléments d'information sont incertains. De plus, les acteurs de l'économie mentent en fonction de leurs propres intérêts. Ils déforment les chiffres à la

hausse ou à la baisse, en fonction de ce qui les mettra dans une position plus favorable.

5. Dans le modèle règne une discipline parfaite. Les chiffres centraux arrivent à temps, les branches envoient leurs retours dans les délais et à un rythme régulier. Dans la réalité de l'économie socialiste les retards et le manque de fiabilité sont fréquents – le travail est fait par des hommes et non par des machines.

6. Dans le modèle l'appareil de planification est patient, plusieurs itérations répétées se déroulent entre le centre et les branches pour approcher la solution optimale. Dans la réalité du système socialiste les plans sont établis dans une grande précipitation. Même s'il y avait une intention répétée de correction des chiffres du plan, il n'y aurait tout simplement pas le temps pour le faire.

Il convient donc de suivre le raisonnement suivant.

Premièrement, nous entendons l'affirmation du modèle théorique comme suit : la planification centrale fonctionne parfaitement si...

Deuxièmement, nous réfléchissons à fond sur ces critères « si... ». Nous confrontons les conditions théoriques à la réalité.

Troisièmement, nous constatons que les conditions ne sont pas réalisées. Et même, nous pouvons affirmer qu'il est *impossible* qu'elles se réalisent.

Enfin, quatrièmement, nous en tirons la conclusion. Il est impossible que la planification centrale fonctionne parfaitement.

Un des rôles du modèle théorique consiste à permettre de suivre un tel raisonnement. Dans ce sens le modèle de planification à deux niveaux est toujours valable et constitue un moyen de réflexion utile.

Il vaut la peine d'ajouter à ceci un commentaire personnel. Comme il apparaîtra dans les chapitres ultérieurs, dans une période plus tardive je suis devenu très critique vis-à-vis de la pensée néoclassique et de son noyau théorique, la théorie de l'équilibre de Walras. C'est entre autres, la déduction ci-dessus, le contrôle des hypothèses du modèle, la confrontation à la réalité qui ont confirmé en moi la critique du *mainstream* de la pensée économique. Mais à l'époque où nous construisions le modèle de planification à deux niveaux, cette perception critique n'existant encore pas du tout en moi, sinon en germe. C'est alors que mon identification avec le courant principal néoclassique était la plus totale. Les leaders intellectuels de cette école pouvaient légitimement considérer que j'étais sur la même longueur d'onde qu'eux. Cette empathie intellectuelle a dû accroître leur intérêt pour mon travail et ma personne.

#### *Programmation de l'économie nationale : quelques principes de départ*

Quand nous avons écrit l'étude sur la planification à deux niveaux, Tamás était surtout intéressé par les aspects théoriques du problème. En tant

que mathématicien, c'est le défi technique d'une formalisation du problème qui le motivait. Moi par contre j'étais autant intéressé par l'interprétation théorique que par *l'application pratique*.

Il convenait de clarifier le rapport qui devait exister entre le plan officiel établi à l'Office national du plan et dans les ministères et le plan calculé par les chercheurs à l'aide du modèle mathématique. La procédure suggérée par le courant principal de la théorie économique était que les chercheurs formulent une « fonction de bien-être » censée exprimer l'intérêt collectif de la société. C'est elle qui figurerait comme fonction objectif dans le modèle. Un plan est optimal si, compte tenu des limites imposées par les conditions objectives, il assure un bien-être maximal aux membres de la société. Le chercheur économiste éclairé procède avec circonspection dans la définition et l'interprétation de la « fonction de bien-être ». Il interprète le « bien-être » selon sa préconception, en tenant compte des composantes matérielles et immatérielles (culturelles, stratégiques, géopolitiques, etc.) du bien-être. Il tient compte du fait qu'il faut assurer non seulement le bien-être présent, mais aussi celui des générations futures. Une fois qu'une telle « fonction de bien-être » est établie, le planificateur mathématicien calcule le plan et le soumet avec le commentaire : « *Ceci est le plan optimal* ». Vous, décideur politique, c'est celui-ci que vous devez accepter et non pas l'autre établi par des bureaucrates du plan qui travaillent avec les méthodes traditionnelles.\*

Me trouvant face à la tâche, je souhaitais appliquer une autre approche. En travaillant sur les principes de départ de mes propres recherches, j'étais animé par de nombreuses réflexions.

J'étais influencé par des considérations tactiques. Je voulais éviter que les planificateurs voient en nous des concurrents, qui voudraient remplacer leur travail par des modèles et des machines. J'aurais aimé initier une coopération amicale entre les planificateurs « traditionnels » non mathématiciens et les mathématiciens. Ceci a pour une bonne part réussi. Les responsables de l'Office national du plan chargés de la planification à long terme, et avant tout István Hetényi, ont d'un bout à l'autre accompagné et aidé notre travail avec intérêt.<sup>†</sup>

J'avais aussi de vives objections théoriques. Ni alors ni depuis je ne peux accepter qu'on puisse déterminer une unique et générale « fonction de bien

\* On a soulevé l'idée suivante au cours des débats. Le planificateur mathématicien doit interroger les dirigeants supérieurs de la politique économique sur leurs propres préférences, et en faire la fonction objectif du modèle. Ce n'est donc pas les souhaits de la population qu'ils devraient adapter au modèle, mais les jugements des hommes politiques.

<sup>†</sup> On peut me demander pourquoi j'étais prêt à coopérer avec l'Office national du plan, alors que j'avais refusé de participer au travail des « commissions de réformes » montées par le Parti Socialiste Ouvrier Hongrois. Je reviendrai sur cette question dans le chapitre 15 qui traite de la réforme de 1968.

être ». En d'autres termes, il est impossible de déterminer sans équivoque ce qu'est l'intérêt de la société. La société n'est pas une entité homogène. Elle est fortement divisée en fonction des groupes ou des individus, ce que les uns et les autres considèrent comme leur intérêt, ce qu'ils qualifient de bien-être, selon leur façon d'imaginer la répartition des bénéfices et des coûts entre les générations présentes et futures, ainsi de suite. Les conflits d'intérêt sont tranchés dans l'arène politique, là où l'on décide du budget, des lois ou des plans économiques. L'économiste mathématicien n'est pas en mesure de prendre ces décisions. J'ai développé ces objections dans diverses publications.\*

Lors de la rédaction de mes questionnements théoriques relatifs à la « fonction de bien-être », dans les années 1960, j'ignorais tout du grand travail théorique dans lequel Kenneth Arrow avait développé la thèse importante et fertile du fameux « théorème d'impossibilité »<sup>101</sup>, et qui depuis s'est élargie en une tendance importante et fructueuse de la recherche.<sup>†</sup> On peut démontrer rigoureusement l'affirmation suivante : il n'existe pas de procédure de décision démocratique qui soit en mesure d'unifier des préférences individuelles nettement différentes en une fonction de bien-être commune. Par la suite, la connaissance de la littérature correspondante a justifié à mes yeux qu'il était légitime de refuser la pensée d'une maximisation d'une « fonction de bien-être », d'une définition d'un « critère optimal au niveau de l'économie nationale » censé exprimer l'intérêt social.

En liaison avec ce refus, il y avait pour moi des considérations politiques et idéologiques. J'y ai beaucoup réfléchi, mais sans publier ces réflexions. J'étais obligé de prendre acte du fait que dans le système donné, qu'on le veuille ou non, toutes les décisions fondamentales étaient prises au sommet de la hiérarchie du parti. Les planificateurs de l'Office national du plan ou des ministères s'y ajustent. Leur sens du devoir les conduit éventuellement à éléver prudemment la voix si les objectifs fondamentaux qui leur sont

---

\* Le professeur Tinbergen a participé ce débat. En accord avec Abram Bergson et Ragnar Frisch, il considérait comme possible et souhaitable de construire une « fonction de bien-être ». J'ai eu le grand honneur de voir cité ce débat tenu avec moi dans la conférence que Tinbergen a tenue à la réception de son prix Nobel (1981 [1969], p. 21). Il a proposé, et permettez-moi de le citer : « Aussi bien l'Est que l'Ouest doivent tenter d'établir leur propre fonction de bien-être, de façon à comprendre si leurs objectifs finaux sont effectivement très différents l'un de l'autre. » Cette suggestion de Tinbergen illustre son souhait d'une coexistence et d'une coopération pacifiques, mais aussi le fait que la bonne volonté allait hélas de pair chez lui avec la naïveté politique.

† L'œuvre de Amartya Sen (1997 [1982]) a joué un rôle éminent dans l'élargissement et l'approfondissement de la théorie du choix social. Des circonstances heureuses ont voulu que, deux décennies plus tard, Amartya Sen soit devenu mon collègue et ami à l'Université Harvard. Nous avons eu plus d'une occasion de discuter des problèmes du choix social.

imposés ne leurs paraissent pas réalistes, mais en fin de compte ils ne peuvent guère faire autre chose qu'obtempérer aux instructions venues d'en haut.

Entouré de planificateurs utilisateurs de méthodes traditionnelles j'ai commencé à faire des calculs de plans avec des moyens mathématiques – tout en essayant de garder une certaine distance avec les décideurs. Au lieu d'entamer un débat pour déterminer quelle « fonction de bien-être » il convenait d'utiliser, nous avons appliqué la formule simple que voici. Nous prenons le plan « officiel » comme *donné*, et nous l'imposons comme contrainte dans le modèle. Et pour la fonction objectif, nous prévoyons un indicateur dont l'amélioration serait utile sans contestation. Un tel indicateur pouvait être par exemple dans notre cas une amélioration du solde de la balance des paiements calculée en devises convertibles. Le modèle établit donc un plan qui « produit » tout ce que produisait aussi un plan établi avec les méthodes traditionnelles, et *en prime* il réduit l'endettement de la Hongrie. Vous, planificateurs, indépendamment de nous, programmeurs mathématiciens, pouvez prescrire un plan au pays. Nous en prenons acte. Nous essayons d'améliorer un peu la situation économique du pays par rapport à votre plan. Quelle que soit la façon dont on envisage les conditions politiques et l'évolution future, tout le monde peut tomber d'accord pour dire que diminuer l'endettement du pays est une bonne chose.\*

Dans ces années-là, l'idée d'appliquer des méthodes mathématiques dans la planification est également apparue en Union soviétique. C'est Leonid V. Kantorovitch, le découvreur des fondements mathématiques de la programmation linéaire qui était le leader du groupe qui travaillait sur différents modèles de plans à Moscou et à Novossibirsk. La rhétorique de l'école soviétique était fort différente de ce que je préconisais à Budapest. Eux, ils promettaient de préparer des « plans optimaux ». Pour moi cela sonnait faux ; cela susciterait des illusions, une approche erronée.

Je polémiquais souvent avec cette école qui avait ses adeptes en Hongrie aussi. Je me suis tenu à une promesse bien plus modeste : nos calculs à nous pouvaient conduire dans le meilleur cas à des propositions, qui pouvaient apporter de sensibles améliorations par rapport au plan officiel qui serait établi de toute façon.

Je n'ai pas un instant imaginé appliquer la programmation linéaire à la planification opérationnelle de l'économie, autrement dit dans l'élaboration

---

\* Nous avons utilisé plusieurs types de fonctions objectif dans nos calculs. Ainsi par exemple la maximisation de la consommation de la population – tout en respectant les autres objectifs du plan officiel. En calculant avec les différentes fonctions objectif, nous avons produit plusieurs versions de plans, augmentant les possibilités de choix. Par là même nous voulions contribuer à abolir le dogme selon lequel « il n'y a qu'un seul plan possible », il n'y a qu'une seule voie que l'on peut et que l'on doit suivre.

du plan annuel de l'économie nationale. Il était évident pour moi que c'est le marché qui avait vocation à coordonner la production et la consommation au quotidien, plutôt qu'un modèle mathématique. Je souhaitais exclusivement participer à la planification à moyen et long terme. Déjà les programmations de branches proposaient des choix entre alternatives d'investissements, c'est cela que je voulais poursuivre au niveau d'une modélisation de l'économie nationale.

### *Calculs*

Il n'est pas sans intérêt de parler brièvement de la mise en œuvre pratique des projets. À cette époque, autour de 1962-1963, la terrible répression commençait à se relâcher. À la suite d'une amnistie générale, mes amis emprisonnés après 1956 ont été libérés. De nombreux signes permettaient de penser que mon « exil » dans l'industrie légère touchait à sa fin. Lorsque, dans le cadre de la recherche dans l'industrie textile, je coopérais avec les utilisateurs du premier ordinateur de Hongrie, des collaborateurs du Centre de calcul informatique de l'Académie des sciences de Hongrie, ils m'ont proposé d'aller travailler avec eux. Je me suis fait un plaisir d'accepter.

Je me suis trouvé en rapport professionnel avec l'Institut de planification économique de l'Office national du plan, qui accepta d'introduire les méthodes mathématiques pour la planification.\* En y intégrant des collègues

---

\* La direction de l'Institut de planification économique aurait préféré m'engager comme collaborateur à plein temps. Mais le directeur des ressources humaines de l'Office national du plan y a mis son veto. Récemment, quand j'ai eu accès aux archives de la police de l'époque, j'ai pu reconstituer ce qui a précédé cette interdiction. La direction des ressources humaines de l'Office national du plan a demandé l'avis des responsables des ressources humaines de mes employeurs précédents. Mes deux employeurs dans l'industrie légère n'avaient nullement l'intention de mettre un obstacle quelconque à mon nouvel emploi et ont donné un avis plutôt « neutre ». L'Institut de sciences économiques de l'Académie hongroise des sciences a envoyé, lui, une évaluation « d'une part, d'autre part », en soulignant mes mérites professionnels, mais en faisant ressortir le rôle que j'avais joué en 1956 et ensuite, et que j'avais été écarté de l'institut pour des raisons politiques. Cela n'a pas dû encourager l'Office national du plan. Parallèlement à cet échange, l'Office a aussi demandé dans cette affaire la position du Ministère de l'intérieur. Il y a eu consultation, au niveau de colonels de la police, entre le département III/III du Ministère de l'intérieur chargé de la lutte contre l'espionnage intérieur, et le III/II chargé de la lutte contre l'espionnage extérieur. Ils ont sorti mon « dossier », ils ont constaté que, je cite : « Selon nos archives le susnommé figure en raison de ses activités exercée durant la contre-révolution... » (ÁBTL V-145-288-a, pp. 502-505. La date de l'ordre donné au département III/III pour lancer l'enquête est le 27 décembre 1962.) C'est manifestement sur l'interdiction du Ministère de l'intérieur que l'Office national du plan a renoncé à m'employer dans son propre institut. Le retour de Kornai à l'Académie – à la rigueur. Mais le faire entrer à

de là-bas et avec le soutien efficace de plusieurs dirigeants de l'office, la programmation au niveau de l'économie nationale a commencé.

Conformément à la construction décrite dans l'étude Kornai-Lipták nous nous sommes mis à édifier un système de modèles : un modèle central et, pour réaliser les premiers calculs expérimentaux, 18 modèles de secteurs. J'ai recruté successivement les constructeurs des modèles sectoriels, plusieurs économistes par modèle, collaborateurs d'institut centraux et de branches ainsi que de ministères. Parallèlement à cela j'ai recruté l'équipe centrale, quelques collaborateurs qui consacraient tout leur temps de travail à nos calculs, et d'autres qui contribuaient par leurs conseils ou en résolvant un problème partiel. Au plus fort du travail c'est toute une armée, 150 à 200 collaborateurs qui travaillaient avec enthousiasme à la construction du modèle, à la collecte des données et aux calculs. Nombre de ces chercheurs de « la planification à deux niveaux » se trouvaient au début de leur carrière en se joignant à l'équipe, et se sont plus tard fait un nom soit comme responsables de la politique économique, soit comme dirigeants économiques, soit comme chercheurs en économie (Gusztáv Báger, Pál Benedek, Anna Jónás, András Nagy, Ferenc Rabár, Judit Rimler, György Simon, József Sivák, Márton Tardos et beaucoup d'autres). Une assemblée d'esprits de premier ordre.

Comme toujours dans ces cas il fallait trouver de l'argent. J'ai fait le tour de bureaux de l'administration pour trouver des soutiens aux modélisateurs de secteurs. On a rédigé une série de brochures à l'attention des « commanditaires », autrement dit les directeurs de bureaux prêts à nous soutenir, ainsi que des collègues intéressés. Certains de nos textes donnaient des instructions détaillées : comment construire les modèles, quels calculs effectuer, ou ils donnaient des explications théoriques. D'autres indiquaient les résultats obtenus. J'étais l'auteur de la plupart de ces brochures. Dans le cadre de ce travail j'ai rédigé ces années-là non moins de deux mille pages, qui ont été reproduites et diffusées aux économistes nationaux.

La première phase du travail que j'ai dirigée personnellement a commencé en 1963 et a duré cinq ans.\* La majeure partie des calculs de branches a été normalement achevée et a donné des résultats dignes

---

l'Office du plan –c'en serait trop ! C'est un bon exemple pour montrer que ma vie s'écoule parallèlement « en deux dimensions ». La partie visible : j'investis tous mes efforts dans la recherche sur les méthodes mathématiques de la planification. La partie « invisible » : le réseau des directions du personnel et de la police politique m'observe et interfère dans mon destin.

\* Le dernier bulletin d'information polycopié sur la programmation au niveau de l'économie nationale, communiquant les résultats finaux des calculs, est paru en 1968. Après l'achèvement de la première programmation expérimentale, je n'ai plus directement pris part au travail, la direction a été reprise par d'autres économistes et par mes collaborateurs précédents.

d'intérêt. Nous avons eu plus de difficultés avec les calculs centraux. Il s'est avéré que, avec les moyens informatiques d'alors, l'algorithme Kornai – Lipták était trop lent, nécessitait trop de calculs. Nous avons été contraints de remplacer l'algorithme élégant mais insuffisamment souple par des procédés d'approximation moins fins.

Entre temps nous avions également construit un autre modèle de planification de l'économie nationale plus concis, de petite taille, et nous l'avons utilisé pour de nombreux calculs. Notre idée était que, si les résultats des calculs du grand modèle à deux niveaux tardaient, au moins ce petit modèle pourrait prouver l'utilité de la programmation linéaire aux yeux des planificateurs.\*

Au fur et à mesure que les années passaient, de nouvelles difficultés de collecte de données ou de processus de calcul apparaissaient, et l'enthousiasme du début déclinait. L'équipe autrefois si motivée se réduisait petit à petit, et ceux qui restaient étaient fatigués par la lutte. Certains sentaient comme leur devoir de ne pas tout laisser tomber en cours de route jusqu'à ce que l'on parvienne à obtenir un résultat honnête. Cependant les derniers résultats ne donnaient rien de spectaculaire ou de décisif. Nous ne pouvions prétendre, et nous n'avons pas dit : voilà, nous sommes parvenus à un plan de l'économie nationale confirmé scientifiquement par un modèle mathématique, et fondé sur des calculs effectués sur ordinateur.

Vers la fin du travail nos sentiments étaient indéniablement mitigés ; succès et échec se côtoyaient. Le groupe ayant conduit collectivement ce travail, ne s'est jamais réuni pour une évaluation commune de l'expérience. Les uns et les autres ont publié des résultats partiels de ce travail gigantesque dans des études personnelles. J'ai moi-même écrit plusieurs articles. Une partie de mes observations et conclusions se retrouve dans mon livre *sur la planification mathématique* dont la deuxième édition rend compte en détail du modèle de programmation au niveau de l'économie nationale, des calculs exécutés et de quelques enseignements économiques que l'on pouvait en tirer.†

---

\* Nous avons construit ce modèle ensemble, Zsuzsa Dániel et moi (à l'époque Zsuzsa Újlaki), devenue par la suite ma seconde femme, et nous en avons testé les résultats. C'est ce travail commun qui nous a rapprochés. Si ces années consacrées à la planification mathématique n'avaient apporté rien d'autre que cela – cela en aurait bien valu la peine.

† La seconde édition de mon livre intitulé *Planification mathématique des décisions structurelles* a paru en 1972. Si je considère le travail complémentaire que j'y ai ajouté, alors cet ouvrage a absorbé une partie considérable de mes forces pendant environ une décennie.

### *Cela valait-il la peine ?*

Quelle est mon estimation, avec les yeux d'aujourd'hui, de cette entreprise de taille gigantesque, ayant exigé de moi comme des autres intervenants un très grand investissement de temps et de travail ? De point en point je vais mettre en regard ce que j'attendais de ce travail en le commençant, et dans quelle mesure cette attente a été satisfaite. Mon analyse concerne essentiellement la modélisation au niveau de l'économie nationale, mais j'ai aussi des choses à dire sur la recherche dans le domaine de la planification mathématique.

L'une des attentes du début est liée à l'environnement politique qui m'entourait. À la fin du chapitre précédent j'ai expliqué que vers la fin des années 1950 j'avais le sentiment que la suite des programmes de recherche empiriques commencés par *La Surcentralisation* aboutissait à un cul-de-sac.

Au cas où les recherches ultérieures auraient mené à une forte critique du régime existant d'administration économique en cours (or elles y auraient sûrement conduit), leur publication aurait été impossible. L'application de méthodes mathématiques semblait donner une issue de ce cul-de-sac. Le langage mathématique était incompréhensible pour les commissaires, les dirigeants du parti et en général tous ceux qui contrôlaient politiquement le travail des instituts, maisons d'édition ou revues. Dès qu'ils découvraient une formule mathématique dans un manuscrit, ils le mettaient de côté avec dégoût. Le langage lui-même représentait par conséquent une sorte de camouflage aux yeux des censeurs, des politiciens et leurs affidés, les « économistes politiques » aux aguets. Le formalisme mathématique donnait l'impression d'une neutralité politique. À juste titre dans une certaine mesure, puisqu'une formule, une équation, une figure géométrique ne sont pas « partisans » a priori. C'est pourquoi cet autre domaine de recherche promettait d'être relativement plus calme.

Mon attente a été satisfaite sur ce point. Jamais personne n'a mis le nez sur une base politique dans mes recherches dans lesquelles j'utilisais des méthodes mathématiques. Je pourrais aussi le dire ainsi : aussi vigilants qu'aient été les commissaires, avec un bon choix de sujets j'ai été plus malin qu'eux. Cela me remplit d'aise aujourd'hui encore.

J'attendais de l'orientation de mes recherches liées à l'application de méthodes mathématiques de m'aider à me perfectionner, à approfondir mes connaissances dans les sciences économiques modernes. Cette attente a également été couronnée de succès.

J'avais prévu que ce travail me permettrait non seulement d'apprendre, mais aussi *d'enseigner*. À cet égard la marche effective des événements a non seulement répondu à mes espérances, mais les a largement surpassées. J'avais été interdit d'enseignement à l'université, je n'avais aucune autorisation formelle d'avoir des élèves. Toutefois la direction d'une équipe de recherche, nettement plus nombreuse qu'initialement prévu, m'a quand

même permis d'enseigner. Bien sûr il ne s'agissait pas d'une relation formelle « de professeur à étudiant ». Une partie de mes collaborateurs avait le même âge que moi, voire plus ; je n'étais pas officiellement leur supérieur hiérarchique. Ils ont tous volontairement accepté que, dans le cadre de ce travail, je les dirige. Je suis certain que j'ai pu leur communiquer de nombreuses idées. La programmation de branches de l'économie nationale, tout comme moi, les a aidé à acquérir une connaissance moderne en microéconomie.

L'application de méthodes mathématiques à des calculs économiques et à la recherche n'est pas restée une tentative « méthodologique » au sens strict. En réalité elle s'est élargie en un mouvement intellectuel. Dans ce mouvement particulier nous, ceux « des deux niveaux », formions une faction, mais il existait également d'autres groupes : ceux « de l'input-output », les économétriciens, les adeptes de la recherche opérationnelle. Il y avait des recouvrements. Nombreux étaient ceux qui s'occupaient de sujets ou qui appliquaient des méthodes qui s'avéraient être des idées génératrices de groupes. Nos points communs à tous étaient de tourner le dos à la voie sans issue de « l'économie politique » des années 1950, la recherche de l'exactitude, la connaissance et l'acquisition des résultats de la science économique moderne (comprendre : occidentale). Nous organisions des colloques. Avec quelques collègues nous avons créé le Département d'économie mathématique de la Société hongroise de science économique.\*

Précédemment j'ai déjà mis l'accent sur le fait que je voulais consciemment devenir acteur de la profession à la manière occidentale. De ce point de vue-là, les résultats ont de loin surpassé mes attentes. Je pouvais de plus en plus sentir que j'étais entré dans un fort courant de pensée occidental. C'était la période où plusieurs pays développés tels que la France, les Pays-Bas, des pays scandinaves, inauguraient des institutions officielles destinées à une planification économique nationale, et ils y utilisaient des modèles mathématiques. Des économistes s'intéressant à des pays en voie de développement élaboraient des modèles pour l'Inde, le Mexique, la Turquie, en collaborant avec des collègues locaux. L'Inde a créé

\* À l'époque je connaissais déjà les règles de fonctionnement de la Société économétrique internationale, et selon son modèle j'ai proposé que le mandat du président ne soit pas à durée indéterminée, mais qu'on en choisisse un nouveau chaque année. Cela fut fait – mais uniquement dans notre département. Moi-même, en tant qu'un des premiers présidents et quelques-uns de mes successeurs n'avons assuré la fonction qu'une seule année. Mais cette procédure de rotation basée sur une cooptation des adhérents agaçait notre organisme de tutelle, la direction de la Société hongroise de sciences économiques. Y être président était une fonction quasiment à vie. Le président pouvait rester en place aussi longtemps que les organismes politiques de tutelle compétents l'approuvaient. Au bout de quelques années c'est cette pratique que le département d'économie mathématique a été aussi contraint d'accepter.

un comité d'État pour le plan dans lequel les économistes mathématiciens ont acquis un rôle influent.

La modélisation en cours en Hongrie a suscité un intérêt considérable chez les collègues occidentaux. Il ne s'agissait pas seulement de la confrontation théorique du modèle Lange-Malinvaud au modèle Kornai-Lipták. Les praticiens comparaient aussi la structure des modèles de calcul ainsi que la collecte de données et l'application des modèles effectuées par les organismes de planification étatique française, hollandaise et indienne au travail que nous faisions en Hongrie, avec l'aide de l'Office national du plan. Notre travail a été estimé et reconnu comme une réalisation intellectuelle importante, même au-delà des frontières de notre pays.

Si l'on compare les attentes initiales et les résultats obtenus, il faut poser la question : la méthode que nous avons introduite, a-t-elle pu influencer la pratique effective de la planification ? La réponse est dans ce cas moins tranchée. D'une part, on peut dire que les calculs input-output, et ensuite la méthode de la programmation linéaire ont été adoptés par l'Office national du plan et des ministères. Il y avait des départements ou des sections plus modestes chargés de l'emploi de ces moyens, qui ensuite présentaient leurs résultats de calculs aux responsables de l'appareil de planification. On peut supposer que ceux-ci réfléchissaient sur les chiffres reçus. Mais j'ignore dans quelle mesure ils en ont tenu compte.\*

D'autre part, aussi longtemps que j'ai pu observer la situation de l'intérieur, j'ai eu l'impression que la planification mathématique est restée un corps étranger dans l'organisme de la planification bureaucratique traditionnelle, sans pouvoir vraiment s'y intégrer. Plusieurs responsables de haut niveau de l'Office national du plan et des ministères sympathisaient avec notre activité. Notre travail était entouré d'une aura particulière. Il donnait l'impression qu'il rendait la planification plus scientifique et plus moderne, puisqu'il utilisait les mathématiques et des ordinateurs. Quel était donc le problème ?

Tous les problèmes tournent autour de six questions que j'ai traitées précédemment dans la présentation du modèle *théorique* de la planification à deux niveaux. Non seulement le modèle théorique différait de la pratique sous des aspects substantiels, mais de plus *l'application* du modèle à des fins de planification n'était pas vraiment compatible avec l'exercice quotidien de la planification socialiste effective. Si l'on avait exécuté le travail de

\* Mon travail a pris une autre orientation à partir de la fin des années 1960. Je ne dispose pas de suffisamment d'expérience directe des décennies suivantes. Il est possible que la méthodologie ait été utilisée plus largement que je ne le suggère. On peut y ajouter qu'avec la diffusion des ordinateurs personnels et l'amélioration de leurs performances le rôle de la planification mathématique a dû augmenter. Il est impossible de donner une évaluation catégorique sur la question, puisque l'appareil de la planification centrale a été dissout après le changement de régime.

planification selon le modèle mathématique, les conditions suivantes auraient dû être satisfaites :

1. Il aurait fallu déclarer sans équivoque les intentions de la politique économique, et chaque fois que les intentions et les objectifs changeaient, il aurait fallu recommencer l'élaboration du plan. Mais quel homme politique accepterait cela ? Tout politicien cultive l'ambiguïté. S'il y a une contradiction dans ses objectifs déclarés, il y est indifférent. Il aime rester au niveau des généralités. Il refuse de communiquer sous forme chiffrée le poids relatif des orientations et des intentions simultanément proclamées de la politique économique, l'ordre des priorités, c'est-à-dire toutes les informations apparaissant sous forme quantifiée dans la fonction objectif d'un modèle de programmation. Il y rechigne car ces proportions chiffrées l'engageraient trop.

2. Quand nous avons collecté les données de la programmation de l'économie nationale et fait connaître ses résultats partiels, nous avons pu constater : autant d'organismes ou de personnes, autant d'accueils. Si, par bonheur, notre calcul renforçait leur point de vue, alors ils le saluaient avec enthousiasme. Mais s'il ne le renforçait pas, ils faisaient la grimace prétendant que le modèle simplifiait la réalité (ils avaient raison), qu'il négligeait ceci ou cela, que les données étaient incertaines (ils avaient encore raison), etc.

3. Il était souvent difficile de faire comprendre aux responsables de la politique économique et aux planificateurs à leur service qu'il convient de distinguer « l'objectif », c'est-à-dire *l'orientation* des intentions de la politique économique, et « les contraintes » qui *délimitent* les décisions. Comme je l'ai déjà signalé au point 1, le responsable de la politique économique n'aime pas dire que la croissance est plus importante que la décélération de l'inflation ou l'inverse. Il préfère définir une prévision pour les deux cas. Cela ne présente aucune difficulté du point de vue de la structure mathématique du modèle. Dans le modèle, ce genre de macro intention peut aussi être prescrit comme « contrainte », au sens mathématique. Mais il n'est pas sûr que ces contraintes arbitraires, *subjectives*, qui reflètent les intentions de la politique économique soient en harmonie les unes avec les autres, et puissent être simultanément satisfaites. Une autre question est de savoir si elles sont compatibles avec les contraintes *objectives* reflétant les conditions extérieures (par exemple les ressources naturelles, les capacités de production, la main-d'œuvre disponible, les restrictions aux importations).

4. Nous-mêmes ne pouvions pas prendre au sérieux les données dont nous alimentions l'ordinateur. Les planificateurs essayaient de nous faire avaler leurs chiffres. Ils ne voulaient pas nous révéler les calculs qu'ils utilisaient pour leurs propres estimations. Ils gribouillaient les chiffres sur des bouts de papier, mais dans la mesure du possible ils préféraient les dissimuler. En effet, ces chiffres constituaient l'arsenal de chaque

planificateur dans la lutte qu'il menait contre les autres planificateurs pour acquérir des ressources et pour repousser des objectifs fixés à un niveau trop élevé.

5. et 6. Il est possible qu'en possession de nos ordinateurs du XXIe siècle nous aurions été capables de tenir le rythme d'élaboration des plans. À l'époque nous en étions incapables. Nos calculs arrivaient systématiquement en retard. Il est plus facile d'estimer approximativement les balances d'un plan en se fiant à la pratique, que de le calculer dans le cadre d'un système d'équations rigoureux.

Une des racines communes de toutes les difficultés réside en ce que la planification socialiste est une cuisine où les chefs ne permettent pas que des étrangers fourrent leur nez dans leurs chaudrons. Ils refusent le droit de regard et la transparence. Le modèle mathématique les contraindrait à une discipline, il faudrait additionner ce qui est à additionner et soustraire ce qui est à soustraire. Ceci était inacceptable pour eux.

Ceci, en analysant de nouveau le problème avec la tête d'aujourd'hui, oriente la réflexion vers l'argument déjà mentionné de Hayek. Il n'est pas possible de collecter toutes les connaissances et toutes les informations dans un unique centre, ni dans un centre et quelques sous-centres complémentaires. La connaissance est nécessairement décentralisée. Pour en tirer pleinement et efficacement bénéfice, le détenteur de l'information doit pouvoir la faire fructifier pour son compte personnel. L'information décentralisée doit aller de pair avec la libre entreprise et la propriété privée. Il n'est pas nécessaire d'utiliser toute information jusqu'au moindre détail de façon décentralisée, mais il est bon de procéder de cette façon le plus possible.

Sur ce point nous avions dépassé la question étroite (pourquoi la planification mathématique ne peut pas s'intégrer dans le fonctionnement normal de la planification centrale), et nous sommes parvenus à une question plus générale : pourquoi la planification centrale, dans l'environnement politico-socioéconomique socialiste ne peut-elle pas fonctionner efficacement et dans les temps ?

En fin de compte, ce travail de tant d'années à l'intérieur des murs d'institutions consacrées à la planification, non seulement ne m'a pas réconcilié avec l'idéal de la planification centrale, mais au contraire il m'en a encore éloigné. Déjà en 1956 je m'étais tourné avec véhémence contre la centralisation bureaucratique. En ce temps-là j'étudiais le problème « d'en bas », au niveau des entreprises et des autorités subalternes qui les dirigeaient directement. C'est plus tard, entre 1963 et 1968, que j'ai pu connaître ce qui se passait « en haut ». Ma conviction s'en est trouvée renforcée : la planification socialiste, quelles que soient les techniques modernes qu'elle tente d'appliquer, ne peut pas être en mesure de satisfaire les espérances que les adeptes du socialisme mettent en elle.

Afin de clore la confrontation des attentes et de leur réalisation, je voudrais dire encore quelques mots justement sur cette croyance en la possibilité de la planification. De nombreuses personnes étaient attirées vers le socialisme justement parce qu'il permet une planification prévoyante, consciente. L'idée que ce qui se passe dans l'économie est régulé par l'esprit humain, plutôt que par des forces spontanées, aveugles (le marché), est fascinante. Le succès d'une planification à l'échelle nationale pourrait être la justification de la confiance investie dans la rationalité humaine. Nous pouvons dire même plus : la planification à l'échelle nationale dans les pays socialistes était une tentative hardie, sans précédent, de transposer cette foi et cette espérance dans la vie réelle.

Dans mes mémoires j'essaye de rendre compte de quelle façon je me suis détaché, palier par palier, des idéaux communistes et de la théorie marxiste. Mon opposition politique était déjà totale, et je m'étais largement éloigné aussi de l'économie politique marxiste lorsque je gardais encore espoir que la planification centrale pourrait jouer un rôle positif et efficace dans l'allocation des ressources d'investissements et la détermination des possibilités d'évolution à long terme des branches de l'économie – surtout si elle était conduite avec des techniques modernes (modèles mathématiques, ordinateurs). Être déçu dans cette espoir aussi m'a sérieusement affecté.

Ce désenchantement se mêlait avec la conscience que tout ce temps passé parmi les planificateurs a été forcément très instructif pour moi. On pourrait comparer ma situation à celle d'un anthropologue qui aurait vécu des mois durant au milieu des hommes qu'il souhaite étudier. Si mon travail peut être qualifié d'*authentique*, c'est parce que j'ai connu le régime socialiste de l'intérieur. De ce point de vue la grande entreprise de la programmation de l'économie nationale a eu pour moi une valeur inestimable.

J'interromps à cet endroit mon récit autobiographique pour faire une remarque. Qu'est-ce que je pense de la possibilité de la planification *aujourd'hui*, en 2004 ? Je considère qu'il est regrettable que l'échec du régime communiste ait discrédité l'idée de la planification. On a dissout non seulement l'Office hongrois du plan, et non seulement le Gosplan soviétique ainsi que les appareils de planification centrale des autres anciens pays socialistes, mais aussi les institutions chargées de la planification en dehors du bloc soviétique : elles ont périclité ou ont perdu leur influence. Il n'est pas nécessaire d'être communiste ni d'admettre la pensée marxiste pour voir, aujourd'hui encore, des possibilités dans la planification au niveau de l'économie nationale. On aurait besoin de calculs sachant dépasser l'horizon d'une ou de deux années budgétaires, et qui tentent d'évaluer de façon cohérente les chemins alternatifs de l'évolution future d'un pays ou d'un autre. Ce genre de planification ne doit pas forcément conduire à un plan contraignant et forcé pour les acteurs de l'économie. Il suffirait que, par le calcul des trajectoires alternatives de l'évolution, les responsables politiques, économiques et les représentants des groupes sociaux s'en servent comme

base de réflexion et de débat, à peu près à la façon dont l'avaient imaginé dans le temps Ragnar Frisch, Jan Tinbergen et les planificateurs français des années 1960, lorsque, plutôt qu'une planification *impérative* de l'économie communiste, ils ont préconisé une planification *indicative* compatible avec l'économie de marché. Un jour peut-être, une fois que les souvenirs opprassants de la planification de type ancien réalisée dans le cadre des régimes communistes seront évanouis, une renaissance de l'idée de planification redeviendra possible. Peut-être même que quelque chose de l'expérience que nous, planificateurs mathématiques d'autrefois avons accumulée, pourra être utilisé.

### *La coopération avec des mathématiciens*

J'en reviens à mon histoire personnelle. Tamás Lipták et moi avons fait plusieurs tentatives après l'article de 1965, pour continuer le travail en commun. Hélas, sans succès. Une grave névrose envahissait progressivement Tamás, minant de plus en plus sa capacité de chercheur. Après *La Planification à deux niveaux* il n'est plus parvenu à créer une œuvre significative ni seul, ni avec moi ou d'autres coauteurs. En Hongrie, et moi et ses autres amis essayions de lui procurer du travail (ou au moins des travaux faciles qui lui permettraient de gagner sa vie) pour qu'il ait de quoi vivre. Ensuite il a émigré en Angleterre. Là-bas aussi on lui a fait confiance au début et on comptait sur lui pour qu'il produise des résultats de recherche dignes de son renom. Mais plus tard tout le monde a été obligé d'abandonner cet espoir et de se dire que cet esprit aux débuts exceptionnels, génial, n'était plus capable d'une activité productive et qu'il en était réduit à vivre des œuvres sociales de l'État anglais. C'est un accident subi lors d'une de ses visites à Budapest qui a causé sa mort en 1998.

Lorsque j'ai abordé la première fois la modélisation mathématique, il me paraissait comme allant de soi qu'un économiste et un mathématicien devaient s'attaquer en commun à un tel problème. Notre coopération avec Tamás était le résultat d'une heureuse complémentarité, non seulement de deux métiers mais aussi de deux façons de penser issues de deux disciplines. Le métier de mathématicien éduque à pousser l'abstraction à l'extrême, tandis que le métier d'économiste habite à lever sans cesse le regard sur le monde pratique. Bien sûr, dans un cas idéal l'aptitude maximale à l'abstraction rejette le sens maximal du réel dans un unique cerveau. Mais cela n'arrive pas souvent.

Après l'interruption du travail commun avec Tamás Lipták, j'ai collaboré à plusieurs sujets de recherche et publié comme coauteur avec d'autres mathématiciens ou d'autres économistes mathématiciens dont les études initiales étaient les mathématiques. J'ai pu fructueusement collaborer avec Péter Wellisch, Bálint Dömöki, Béla Martos, Jörgen Weibul et András Simonovits. Toutes ces coopérations ont pu utilement faire fructifier la

complémentarité entre la perception et les connaissances de l'économiste et du mathématicien.

Quand plus tard j'ai pu connaître de plus près les recherches économiques qui avaient cours dans le monde occidental, j'ai pu réaliser que cette forme de coopération que j'avais connue comme allant de soi n'existe plus guère de nos jours. Un jeune qui se destine aux sciences économiques, doit d'abord s'armer de toutes les connaissances mathématiques qui suffiront pour qu'il crée pour lui-même des œuvres nécessitant un appareil mathématique développé. S'il s'associe à des coauteurs, ceux-ci aussi, tout comme lui, sont des chercheurs « bi-métiers », c'est-à-dire des économistes appliquant des méthodes mathématiques à haut niveau.

Le nouvel état des choses a certainement beaucoup d'avantages. Je ne veux pas transformer une faiblesse en vertu. J'ai souvent ressenti de l'amertume de ne pas avoir reçu une formation supérieure normale, qui m'aurait permis d'être sûr et solide dans l'usage autonome de moyens mathématiques raffinés. Mais le fait que tous les économistes d'aujourd'hui sans exception sont « autosuffisants » dans la chose mathématique a peut-être aussi des inconvénients. Ils sont obligés de mettre une limite à leurs recherches là où se terminent leurs propres connaissances en mathématiques. Des mathématiciens « professionnels » affirment que ces limites sont passablement étroites. Il est plus d'une fois arrivé que les limites *techniques* de la science économique aient été abolies par des savants qui, quant à leur formation de base et leur vocation principale, étaient des mathématiciens. Pensons seulement à János Neumann ou à John F. Nash. Il y a certainement plus d'un problème dont les aspects mathématiques sont trop difficiles même pour un économiste rompu aux mathématiques – mais il existerait peut-être un mathématicien capable d'en venir à bout.

On parle souvent de nos jours de l'importance des recherches interdisciplinaires. Cela vaudrait la peine de se demander si la forme de coopération économiste-mathématicien du type « Kornai-Lipták » n'aurait pas sa place dans l'avenir aussi sur la riche palette des recherches économiques.

## VOYAGE À L'OUEST

1963-

Un ancien souhait, un espoir très profond, s'est accompli en été 1963 : j'ai pu me rendre à un congrès à Cambridge en Angleterre. Ceci a été précédé d'une longue histoire.

### *Les précédents*

Quand *La Surcentralisation* est paru en Angleterre, le professeur Ely Devons, titulaire de la chaire de sciences économiques de la *London School of Economics* (LSE), d'une grande notoriété dans le monde entier, lui a consacré une page élogieuse entière dans le *Guardian*. Sur son initiative la LSE m'a invité en 1958. Il m'a été proposé de tenir des conférences, d'organiser un séminaire à leur université – ils n'ont pas mentionné d'autres obligations, me laissant libre le reste de mon temps.

Cette proposition – la première invitation scientifique occidentale de ma vie – m'a électrisé. J'ai aussitôt déposé une demande de passeport qui après une longue période d'attente m'a été refusée. J'ai réitéré ma demande à plusieurs reprises, mais ce voyage en Angleterre m'a chaque fois été refusé.

En 1962, en guise de manifestation de l'assouplissement de la répression, on m'a autorisé un voyage à l'étranger – pas à l'Ouest, mais au moins dans un autre pays socialiste. Grâce à des amis de l'industrie légère, j'ai pu me rendre à des colloques et j'ai pu tenir des conférences en RDA, en Pologne et en Tchécoslovaquie. Mes premières apparitions scientifiques à l'étranger.

En 1962, j'ai reçu une invitation de l'Association économique internationale (International Economic Association, IEA) à une table ronde organisée en Angleterre, à Cambridge, en 1963. Le sujet en était : « Analyse de l'activité dans la croissance et la planification à long terme ». À cette époque on désignait par analyse de l'activité l'emploi dans la science économique de la programmation mathématique et autres techniques mathématiques analogues. L'économiste français Edmond Malinvaud était un des principaux organisateurs de cette table ronde ; comme on l'a vu dans le chapitre précédent, il était aussi un des rédacteurs de *Econometrica*, en tant que tel il connaissait nos articles communs avec Tamás Lipták. Ils auraient voulu inviter Lipták aussi, mais lui, à cause de son « casier », n'a

même pas tenté de demander un passeport. J'ai demandé, moi, l'autorisation pour ce voyage, non plus alors sur l'invitation de la LSE, mais sur celle de l'Association économique internationale. Cette fois on m'a accordé l'autorisation.

### *Cambridge, Angleterre*

Après cinq années d'attente la barrière s'est ouverte. D'autant plus grande était ma joie que mon ami, András Nagy, a aussi reçu une invitation. Nous avions été licenciés ensemble de l'Institut des sciences économiques, et maintenant nous pouvions aller ensemble en Angleterre.

Nous sommes arrivés à Londres en juillet 1963 et le lendemain nous avons poursuivi notre route vers Cambridge. Le lieu du congrès était le Clare College, c'est également là que nous avons été hébergés. J'ai découvert Cambridge comme un jardin d'Eden pour un jeune homme assoiffé de science. Nous nous promenions entre les harmonieux bâtiments du College aux calmes allées. Nous visitions les autres collèges célèbres, le King's, le Trinity... ; j'ai pu voir la fameuse pelouse anglaise dans sa cour rectangulaire. J'ai beaucoup roulé ma bosse depuis mais je reste persuadé que Cambridge en Angleterre avec tous ses superbes bâtiments et son parc est un des plus beaux lieux de la planète. C'est du monde fiévreux de Budapest que j'échouais ici où tout rayonnait le calme et la paix.

Les tables rondes de l'IEA sont des manifestations en cercle restreint. Les organisateurs tentent de réunir les plus éminents experts du sujet traité. Je me suis retrouvé au milieu de conférenciers tels que Maurice Allais (futur prix Nobel), Sukhamoy Chakravarty, Robert Dorfman, Terence Gorman, Frank Hahn, Léonid Hurwicz, Tjalling Koopmans (futur prix Nobel), Lionel McKenzie, Roy Radner, Richard Stone (futur prix Nobel) – pour ne mentionner que quelques-uns. Familiar de la littérature scientifique, je connaissais par mes lectures le nom de la plupart des participants, et cela m'a fait une énorme impression de les voir là en chair et en os. Il y avait aussi quelques autres dont je n'apprendrai la notoriété que plus tard.

Le niveau des conférences et des débats était très élevé, incomensurablement plus haut que ce à quoi j'étais habitué à Budapest. Bien que chacun montrât une attitude amicale à mon égard j'ai suivi les séances rempli d'angoisse. J'avais le sentiment de ne pouvoir jamais m'élever au niveau de cette société.\*

Je n'osais pas encore faire une conférence en anglais. J'ai donc parlé en allemand et j'étais traduit soit par un interprète de conférence, soit dans certains cas par Koopmans ou Hurwicz qui avaient un bon allemand. Avant

\* J'ai la fierté de dire pendant que j'écris ces lignes que je suis actuellement le président de l'Association économique internationale, l'IEA qui a organisé cette table ronde de 1963 à Cambridge.

ma conférence j'avais un trac infernal. (Le trac précédent les conférences ne m'a jamais quitté, tout au long de ma carrière. J'éprouve beaucoup de plaisir à communiquer mes idées de vive voix – mais je paye un prix élevé à chaque occasion à cause de la tension qui précède.)

Les conférences traitaient de sujets intéressants et stimulants pour l'esprit (les actes complets de la table ronde ont paru plus tard sous forme de livre).<sup>102</sup> C'est alors que j'ai connu de plus près le modèle de planification de Malinvaud dont il a été question au chapitre précédent, et que l'on commençait à comparer dès cette conférence à notre modèle à deux niveaux.

Nous logions dans des chambres d'étudiants. Elles avaient l'air de petits studios agréablement aménagés, rien à voir avec les dortoirs encombrés de nos universités. Un matin, Tjalling Koopmans et Léonid Hurwicz ont frappé à ma porte pour une petite conversation. Ils m'ont posé beaucoup de questions, sur mes recherches, sur la situation en Hongrie. C'était ma première rencontre avec Koopmans qui m'a pris en amitié et qui plus tard de cent façons a toujours aidé mon travail. Il n'était pas homme à familiarités, à faire des plaisanteries, à intimités faciles. Il était ouvert, droit, sérieux, profondément humain non en déclarations affectives, mais dans sa façon de penser. Ce n'est pas à ses propres paroles qu'il donnait de l'importance, mais à ce que disait son interlocuteur ; il savait écouter comme personne. C'est ce qui s'est passé ce matin-là.

Dans un certain sens, cette conversation était une sorte « d'examen oral » pour lequel je n'aurais pas pu trouver de meilleurs professeurs. En même temps nous avons fait connaissance. D'un côté deux hommes de l'Ouest, Koopmans, né aux Pays-Bas, ayant commencé ses études chez Tinbergen, et Hurwicz qui en Pologne avait été l'assistant de Oskar Lange ; tous les deux vivaient aux USA depuis des décennies. Pour la première fois peut-être ils rencontraient un homme venu de derrière le rideau de fer, et même si celui-ci n'était pas à l'aise en anglais, il parlait quand même la même langue qu'eux. Je suppose que la rencontre n'était pas non plus sans intérêt pour eux.

Le soir Miklós (Nicholas) Káldor a donné une réception chez lui pour les participants du congrès. (Je l'ai déjà présenté au premier chapitre.) Était présente, portant un sari indien, Joan Robinson, l'une des personnalités marquantes de la science économique du XXe siècle, l'un des créateurs de la théorie de la concurrence imparfaite, dont je connaissais le nom par mes lectures.\* Encore une légende qui prenait corps.

---

\* Joan Robinson suscitait toujours des tempêtes professionnelles et politiques. Dans son grand âge elle est devenue une maoïste enthousiaste et partisane. En 1977 un petit groupe de Hongrois s'est réuni un jour dans la maison de Káldor : Tibor Scitovsky et sa femme Erzsébet, ma femme Zsuzsa et moi. La conversation se déroulait en hongrois quand, de façon inattendue, est entrée Joan Robinson, fréquente visiteuse de la maison. Nous n'avons pas immédiatement suspendu notre conversation en hongrois. Joan Robinson a patienté un temps sans mot dire, mais

Après le congrès, je me suis rendu à Londres. Je souhaitais prendre contact avec la LSE. L'initiateur de mon invitation, le professeur Devons m'a accompagné chez le Director (c'est ainsi qu'on appelle le recteur de la London School of Economics), Sir Sidney Caine, pour me présenter. Sir Sidney était en bras de chemises et même sa chemise sortait de son pantalon. Cela m'arrivait souvent aussi, autrefois et même depuis. Si je m'en aperçois ou qu'on m'en fait la remarque, je remets les choses en place, mais je pense à Sir Sidney et je ne me sens nullement gêné.

Nous avons convenu que si rien ne s'y oppose je reviendrais à Londres l'année suivante.

### *À la London School of Economics*

J'ai pu y aller. Je suis arrivé à Londres en train, en avril 1964. Dans mon excitation j'ai oublié mon porte-document à la Gare Victoria. Je ne m'en suis aperçu que deux ou trois heures plus tard. J'ai rebroussé chemin, la serviette était là où je l'avais laissée. Cela a renforcé ma confiance dans les Anglais.\*

Dès le lendemain j'étais à l'université et je n'ai pas tardé à commencer mon enseignement. J'ai tenu une série de conférences sur l'économie planifiée, et plus précisément sur l'emploi de méthodes mathématiques. J'avais l'impression que, pas facilement toutefois, ils comprenaient mon anglais et ce que j'avais à leur dire, car le petit groupe, dix à quinze étudiants de troisième cycle, m'écoutaient avec intérêt. Quelques-uns sont venus me voir dans mon bureau pour discuter encore des problèmes soulevés dans le cours. L'un d'entre eux, Michael Ellman, manifestait un intérêt tout particulier. Son esprit vif m'était d'ailleurs vite apparu. Ellman est devenu plus tard professeur à l'université d'Amsterdam ; nous avons depuis gardé un contact professionnel et amical.

Pour un jeune chercheur occidental, entamer une activité d'enseignement ne présente pas de problème particulier. Il a eu une expérience personnelle de l'enseignement universitaire. Moi par contre qui n'ai jamais été étudiant en économie, ni en Hongrie, ni à l'étranger, plonger à Londres dans le métier de professeur était une tâche très difficile. J'ai dû élaborer sur le tas mes propres méthodes d'enseignement.

---

ensuite elle a déclaré d'une voix impérieuse : « Kornai vient avec moi ». Elle m'a arraché au cercle des Hongrois, nous sommes allé dans sa maison toute proche et avons commencé à discuter de la Chine. Elle voulait à tout prix me convaincre que les Chinois avaient trouvé le vrai chemin vers le communisme, parce que les dirigeants du parti et de l'État, je la cite littéralement, « servent volontairement le peuple », et non sur incitation financière comme les Soviétiques. Elle ne voulait entendre aucun contre-argument, ni connaître les expériences est-européennes.

\* J'oublie souvent mes affaires ici ou là. Quel bonheur de constater que chez moi ce n'est pas un signe de vieillesse, mais un trait de caractère.

Je n'ai d'ailleurs pas manqué de sources d'inspiration. J'ai assisté à de nombreux cours tenus pas les professeurs de la LSE ou par des professeurs associés venus d'ailleurs. A.W. Phillips était alors chargé d'un cours (c'est son nom que l'on a donné à la construction théorique introduite dans son étude pionnière et souvent évoquée en macroéconomie, la « courbe de Phillips »). Deux grands économistes américains, Lawrence Klein et Robert Solow, tenaient des conférences dans des amphithéâtres pleins à craquer. Ces quelques mois peuvent être considérés comme ma première prise de contact avec l'enseignement supérieur en économie dans cette partie du monde.

J'ai beaucoup appris, mais pour dire la vérité, je me suis senti passablement solitaire. Je n'avais plus l'âge des étudiants, et le corps enseignant, après les premiers contacts de courtoisie, ne cherchait pas vraiment mon amitié. Il est possible que les professeurs en général ne se fréquentaient guère entre eux. Seul l'expert de l'Union soviétique de la LSE, le professeur Alfred Zaiberman, un émigré de Pologne, est devenu un ami proche. J'ai lié encore une amitié durable cette année-là, lors d'une visite en Écosse. J'ai en effet fait la connaissance d'Alec Nove, connisseur mondialement célèbre de l'histoire et de l'économie de l'Union soviétique et, c'est encore plus important, un homme chaleureux, affectueux doté d'un merveilleux sens de l'humour. Nous nous sommes souvent revus plus tard aussi et avons eu de passionnantes discussions. Lui, il avait encore une foi inébranlable dans le socialisme « non existant » mais « réalisable », alors que la plupart d'entre nous en Europe de l'Est avions depuis longtemps perdu nos illusions.

Un compatriote, Imre Lakatos, enseignait à la LSE. Déjà à cette époque, les gens de l'université londonienne avaient remarqué sa brillante intelligence. Plus tard il est devenu connu dans le monde entier et jusqu'à nos jours on le compte parmi les autorités éminentes de la théorie des sciences. Je le connaissais un peu de Budapest. Nos connaissances communes à Budapest appréciaient ses capacités intellectuelles exceptionnelles, toutefois il avait mauvaise réputation à cause de son passé politique. Il devinait peut-être que je pouvais savoir certaines choses de son passé, ou éventuellement je ne lui étais simplement pas sympathique. En tous cas nous ne nous sommes croisés qu'une ou deux fois pour quelques minutes, il préférait manifestement éviter ma compagnie.

Fort heureusement, l'attitude d'Imre Lakatos était une exception. Lors de mes nombreux voyages à l'étranger j'ai pu constater que les confrères émigrés de Hongrie m'accueillaient avec une attention particulière, ils m'aidaient dans mon travail et dans la vie quotidienne. Le simple fait que j'arrivais de Hongrie suffisait pour mobiliser leur solidarité et leur disponibilité. Le souvenir des amitiés liées dans les années ultérieures avec Béla Balassa, Tamás Balogh, Vilmos Fellner, János Harsányi, Miklós

Káldor, Richárd Quandt, Tibor Scitovsky et Tamás Vietorisz me fait chaud au cœur.

Évidemment le séjour en Angleterre représentait bien plus qu'une connaissance professionnelle de la LSE. Visiter Londres était pour moi un très ancien désir. Le livre intitulé *Allô, ici Londres*<sup>103</sup> était une lecture favorite de mon enfance. Je connaissais par cœur le nom de rues et de places célèbres, d'édifices historiques et de monuments connus. Tout cela se dévoilait maintenant à mes yeux.

Après les années de vaches maigres passées dans une économie de pénurie, j'ai ressenti le même ébahissement devant cette abondance, cette richesse et ce calme, qui avaient troublé avant moi György Péter et Miklós Gimes. Le bref voyage à Cambridge en 1963 m'avait déjà donné un court aperçu de la vie anglaise. Mais l'année suivante j'ai passé de longs mois à Londres. Bien sûr je n'ignorais pas, même avant mon départ, qu'il existait des différences entre la vie en Angleterre et en Hongrie. Mais c'est une chose de l'avoir lu dans des livres ou de l'avoir entendu raconter, et c'en est une autre de le voir soi-même de près de façon tangible, dans la vie quotidienne. En vérité c'est ici que j'ai commencé à pratiquer « l'économie comparée » avec cette approche qui a toujours caractérisé mon travail. Je compare les deux régimes en théorie et sur la base de données statistiques, mais il y a derrière les idées *l'expérience directe* authentique, la connaissance personnelle des deux régimes.

#### *La même chose, vue par les indicateurs et les espions*

Quarante années après ces événements j'ai eu en mains le dossier secret qui m'a appris beaucoup de choses : ce qui s'est déroulé à mon insu concernant mon voyage, dans l'arrière-plan, dans les bureaux de la police politique.

L'économiste Tamás Bácskai servait la police politique comme indicateur. Je cite un de ses rapports, écrit de sa main.<sup>104</sup> « J'ai parlé avec János Kornai il y a environ un mois. Il m'a expliqué qu'il n'était pas marxiste... Il n'accepte pas par exemple la paupérisation absolue de la classe ouvrière, il n'accepte pas le rôle dirigeant de la classe ouvrière... Il n'accepte pas le rôle économique dirigeant de l'Etat... »

Après avoir lu, lors de la collecte documentaire pour ma biographie, de nombreux rapports d'indicateurs, je constate que ceux-ci suivent un format régulier. Le rapport était évalué par l'officier compétent de la police politique qui y ajoutait ses instructions suivantes à l'agent. Je cite le commentaire que le commandant de la police de l'affaire a ajouté au rapport de Tamás Bácskai qui vient d'être cité.

« *Remarque.* Kornai veut voyager en Angleterre au courant de l'automne.

*Commentaire.* Le rapport est significatif, parce qu'il révèle que Kornai n'a pas abandonné sa position révisionniste. Or si c'est le cas, il n'est pas

bon pour nous de le laisser partir en Angleterre, car Kornai pourrait facilement se laisser influencer là-bas, voire même être recruté.

*Instructions.* Parler avec Kornai et aborder les questions à propos desquelles Kornai n'est pas d'accord avec le marxisme. »

Un épais dossier contient la collection des rapports de Tamás Bácskai.\* Il comptait parmi ses collègues, amis et parents surtout des économistes, des hommes de lettres et des cinéastes, c'est sur eux qu'il rédigeait des rapports. Il utilisait aussi les informations qu'il se procurait dans les conversations avec son propre père ou sa propre sœur. Bácskai ne faisait pas partie de mes amis au sens strict, néanmoins nous avions une relation amicale depuis de longues années.

Il est peut-être intéressant de compléter le document de la police relatif à l'autorisation de mon voyage en Angleterre, par mon hypothèse personnelle. Dans les années les plus sombres du régime de Kádár, au temps de la répression la plus dure, allant de l'écrasement de la révolution jusqu'à l'amnistie de 1962-1963, dans les cas comme le mien la police politique faisait valoir son point de vue et les demandes de passeport étaient rejetées. Mais ensuite, quand on a un peu desserré les boulons de la répression et qu'on essayait de présenter un visage un peu plus souriant envers l'Ouest, les arguments de la politique culturelle et de la politique étrangère l'emportaient sur les positions rigides de la police. On m'a permis de partir. Toutefois, comme nous allons le voir, la police secrète ne m'a pas quitté des yeux.

À Londres j'ai rencontré R.R., un de mes collègues journalistes d'autrefois. Cela faisait déjà dix-sept ans que nous étions liés par une amitié chaleureuse. Bien entendu il y avait de nombreux désaccords politiques entre nous : il travaillait comme correspondant d'un journal hongrois à Londres. Malgré cela je le considérais toujours comme un ami. Avant que ses agissements ne soient dévoilés, j'étais plusieurs fois allé le voir pour lui demander de l'argent pour aider les familles de personnes emprisonnées. Il avait systématiquement répondu à cette attente humanitaire.

Nous avons eu de longues conversations à Londres. Il m'a emmené en excursion dans sa voiture. Un jour il m'a accompagné dans un magasin pour que j'achète une statuette africaine en bois sculpté ; il était lui-même collectionneur et savait où l'on pouvait trouver de belles pièces moins cher.

Lorsque récemment j'ai eu accès à mes dossiers à la police et au service de contre-espionnage, j'ai dû découvrir avec effarement et dégoût qu'il a

---

\* C'est Erika Laczik (2005) qui a rendu public dans un article l'activité d'indic de Tamás Bácskai. Celui-ci a été en service durant presque cinq ans, du 29 novembre 1956 au 16 août 1961. L'article fait connaître en détail le cercle dans lequel Bácskai collectait les informations, le nom des personnes sur lesquelles il faisait des rapports. Après la parution de l'article Tamás Bácskai a reconnu ouvertement son passé d'indicateur. Je reviendrai plus loin sur ce point et j'expliquerai pourquoi je révèle le nom de Tamás Bácskai, alors que je ne donne pas le nom des autres indicateurs.

décrit dans les détails pour ses supérieurs mes idées politiques et le contenu de nos conversations.<sup>105</sup> Le rapport date de 1965. La police secrète voulait alors collecter des informations sur moi, et elle a appris que R.R., un de leurs agents permanents à Londres, me connaissait bien. L'agent a reçu l'ordre de décrire mon caractère. Il a aussitôt obéi et dans ses rapports il a évoqué également nos conversations londoniennes.

R.R. envoyait des rapports sur moi, mais aussi sur d'autres personnes. Il travaillait sous un nom de couverture permanent. Ses rapports rendaient fidèlement mes opinions. Il n'embellissait (il convient d'entendre « embellir » du point de vue du régime de Kádár) ni n'exagérait mon opposition envers le régime. Il restituait vraiment les mots que je prononçais dans des conversations entre amis, à ses supérieurs.

Je cite le rapport : Kornai « ne se considère pas communiste... Il veut tourner le dos à la politique... Il m'a demandé d'aider l'épouse de Pál Lőcsei... Il n'est pas d'accord avec les aspects économiques de la politique du parti... Il la tient pour non scientifique, ayant échoué... »

N'aurais-je pas dû discuter avec R.R. en toute franchise ? Mais en qui doit-on avoir confiance, si ce n'est en son ami ? Ou étais-je naïf, sottement de bonne foi, quand je croyais que l'amitié était plus forte que la loyauté envers le parti communiste ? En dépit des divergences de nos vues politiques, je croyais que nous étions des amis. Mais lui, dans ses rapports il faisait savoir à ses supérieurs : « ...nous étions étroitement amis jusqu'en 1953-1954. Ensuite nos opinions ont divergé et l'amitié confiante a cessé. »

Sur la base de documents soigneusement vérifiés je sais précisément qui était R.R. Je traite de la même façon les autres indicateurs, traîtres et agents secrets qui apparaîtront plus tard dans mon histoire et remplace leur nom dans ce livre par deux lettres majuscules. Il est probable que le lecteur se pose la question : si je connais leur nom, pourquoi je ne le donne pas ?

Selon la loi hongroise en vigueur au moment où j'écris mon autobiographie, le citoyen a le droit *d'apprendre* qui l'a trahi, qui était l'indicateur ayant fourni des rapports sur lui.\* Toutefois le droit ne lui permet pas de *divulguer* cette information.

Le débat faisait rage en Europe de l'Est après l'écroulement des régimes communistes pour savoir ce qu'il fallait faire des archives des services secrets de jadis. Certains préconisaient la solution radicale qu'a choisi l'Allemagne, rendant les archives de la Stasi accessibles à tous. Cette procédure avait ses défenseurs en Hongrie aussi. Mais ceci s'est heurté à la résistance des responsables politiques. Dans les débats publics des contre-arguments juridiques, de sûreté nationale et d'éthique ont également été soulevés. On ne peut pas exclure non plus l'hypothèse que des arguments politiques de parti ont aussi joué un rôle. Il existait peut-être des hommes

\* C'est une autre question que le citoyen n'est pas toujours en mesure d'user de ce droit car il ne réussit pas toujours à se procurer toutes les informations.

politiques qui, même non concernés personnellement, pensaient ménager l'autorité de leur parti, craignant que l'on trouve d'éventuels indicateurs ou traîtres dans leurs rangs. De temps en temps le débat ressurgit : ne conviendrait-il pas d'amender les règles et de divulguer le nom de tous les agents, indicateurs, et autres membres de ces réseaux secrets ? Début février 2005, au moment où je clôturais la rédaction de mon autobiographie, la polémique faisait rage devant le public et derrière les coulisses, sur ce qu'on devait, ce qu'on pouvait et ce qu'il était interdit de divulguer des données concernant les indicateurs, leurs supérieurs et leurs victimes espionnées. Le jour de la remise du manuscrit le débat n'était pas encore clos.

Je me suis posé la question de savoir si je le ferais, dans le cas où la loi hongroise n'interdirait pas la divulgation des noms. Je ne veux pas éluder la question, la contourner en me référant à des textes, je préfère regarder en face ce problème éthique et ce dilemme psychologique.

Étant donné que ce genre de cas se présente à plusieurs endroits dans mon livre, j'ai dû me poser ce problème chaque fois. Chaque cas est différent. Il y avait des indicateurs ou des personnes qui donnaient leurs amis, leurs connaissances aux services secrets ; si elles ne m'étaient pas inconnues, nos relations étaient insignifiantes et superficielles. Mais il y en avait d'autres que je comptais parmi mes cinq ou dix meilleurs amis. J'évoque des conversations que nous avons eues ensemble durant quinze ans ou plus sur le travail, la vie publique, la famille, les enfants – comment ont-ils pu être capables de me trahir ? Qu'est-ce qui a pu les inciter à jouer ce rôle écœurant, probablement pas uniquement contre moi, mais aussi d'autres amis ?

Je l'ignore. Pendant la très longue période que j'ai passée dans le monde occidental, avant tout en Amérique, un important concept nommé en anglais *due process* s'est ancré en moi. « Droit à une procédure honnête » serait peut-être la meilleure traduction. Toute personne soupçonnée ou accusée de quelque chose doit disposer de la possibilité de se défendre. Si elle considère le soupçon ou l'accusation faux, elle doit pouvoir les réfuter. Si elle peut opposer des circonstances atténuantes, elle doit pouvoir les indiquer. Quelqu'un qui soupçonne ou qui accuse doit pouvoir, indépendamment de l'aveu du suspect ou de l'accusé, prouver ses affirmations. S'il a connaissance de circonstances soit aggravantes, soit atténuantes, il est de son devoir de les faire connaître. Il faut auditionner des témoins. Une fois qu'une sentence a été prononcée, il faut assurer un droit d'appel, ainsi de suite. Or, qui pourrait faire valoir ce genre de droit à une procédure honnête aujourd'hui, trente ou quarante années après les faits ? Une partie des traîtres supposés ne sont plus.

Néanmoins ce ne sont pas les plus importants des arguments qui m'incitent à une réponse négative. Je ne dois pas porter de jugements moraux. Des personnes ont été contraintes de jouer ce rôle méprisable par des moyens auxquels quiconque aurait eu du mal à résister.

Je ne les excuse pas aveuglément en déclarant qu'un indicateur est lui-même une victime que l'horrible régime oppresseur a contraint à ce rôle. Bien sûr, c'est avant tout le régime qu'il faut condamner. Cela n'empêche pas que ma conviction reste entière : chacun est responsable de ses actes. Il y en a qui ont su dire non. Il y en a qu'ils n'ont même pas mis à l'épreuve car ils savaient qu'ils ne pouvaient pas leur faire confiance. Mais je me refuse aussi à la généralisation contraire. Je ne condamne pas aveuglément les agissements de l'indicateur parce que je ne suis pas en mesure de peser les circonstances.

Je ne juge pas. Loin de moi toute idée de vengeance. Si je divulguais le nom de l'indicateur, ce serait en soi le punir. Je ne m'attribue pas le droit de punir R.R. et les autres ainsi qu'indirectement leur famille.

Dans les premiers jets de mon autobiographie je ne faisais pas figurer le nom de Tamás Bácskai, j'avais remplacé son nom par deux lettres majuscules. Pendant que je travaillais sur le manuscrit, son nom a été dévoilé dans un article de journal. L'article mentionnait entre autres que Bácskai avait fourni des rapports d'indicateur notamment sur moi. Dans ces conditions je ne vois plus l'intérêt de maintenir son anonymat.

Ces derniers mois les publications dans la presse démasquant des indicateurs se sont multipliées. Ce n'est nullement le but de ce livre de valoriser ce processus sur le plan éthique ou juridique. J'aimerais tout simplement préciser que je n'ai pas l'intention de participer à la campagne des révélations. J'ai une fois de plus repensé à fond les principes expliqués ci-dessus, et je les maintiens même à la lumière d'éventuelles nouvelles révélations. À mon sens il n'est pas contradictoire de divulguer ici le nom d'un indicateur déjà démasqué qui lui-même a déjà reconnu les faits.

Après ce détour, revenons-en au fil conducteur du récit et de l'analyse. En étudiant les documents de l'époque j'ai clairement constaté qu'il y avait deux histoires parallèles et simultanées. La première histoire est celle que j'ai vécue directement en requérant une permission de partir en voyage, qui a d'abord été refusée puis accordée, j'ai voyagé, je suis revenu à Budapest, dans l'angoisse qu'un voyage suivant me serait peut-être refusé, et ainsi de suite. Mais en même temps, sans que je le sache, une autre histoire suivait également son cours. Des rapports s'écrivaient sur moi, mes paroles étaient évaluées. Ce n'était pas seulement mes actions qui étaient soupesées, mais aussi mes pensées. Avec les mots d'Orwell, on a analysé les « crimes de pensée » que j'avais commis.

Quand la police secrète politique avec son réseau d'indicateurs internes et le contre-espionnage (ces organismes coopéraient étroitement sous la tutelle d'une direction centrale), ont levé le veto qui jusque-là avait empêché mon départ, ils se sont demandé s'il n'était pas judicieux de me recruter. Cette suggestion a été lancée dès le retour de mon premier voyage en Angleterre par un des agents secrets londoniens, X.X., un collaborateur de l'ambassade. Je me souviens très précisément de ce X.X. amical et prévenant. J'étais alors

si crédule que je ne me serais pas douté qu'il puisse être un agent londonien des services secrets hongrois.<sup>106</sup> Je me rappelle qu'il m'a accompagné dans un magasin de tissus où j'ai pu acheter à prix réduit de l'excellent drap anglais pour un costume.\*

La suggestion de X.X. a été sérieusement envisagée, ils se sont activés pour vérifier qui j'étais et quelles étaient mes positions. Je cite un document daté du 26 mars 1964 qui contient la décision : « Sur la base d'une proposition antérieure du camarade X.X. nous avons vérifié l'utilisabilité opérationnelle de la personne susdite [comprendre : János Kornai, nommé dans l'en-tête du document]. Les vérifications ont toutefois montré que ladite personne ne paraît pas apte à être recrutée. Compte tenu de son attitude politique hésitante au cours des dix dernières années nous ne l'orientons pas, ni au nom du Ministère des affaires étrangères, ni en notre propre nom. Après son arrivée à l'étranger, le camarade X.X. pourra l'utiliser obscurément, mais uniquement dans des questions relatives à ses activités diplomatiques légales. »<sup>107</sup>

Une petite explication me paraît ici nécessaire : que signifie dans ce contexte, dans le jargon particulier des services secrets hongrois les expressions « orienter » et « utiliser obscurément » ? Les personnes voyageant à l'Ouest, éventuellement utiles du point de vue de l'espionnage politique, loyales envers le régime, ils les « orientaient » avant leur départ. Cela se passait soit à la direction du personnel de leur entreprise, soit on les convoquait au Ministère des affaires étrangères, ou encore à la police. On leur expliquait comment ils devaient se comporter à l'étranger, avec qui ils devaient entrer en contact, de qui ils devaient se méfier, à quelles informations ils devaient s'intéresser. Ils exprimaient leur souhait que le voyageur envoie des rapports détaillés de ses expériences. « L'orientation » ne signifiait pas encore un recrutement formel, seulement une prise de contact – et la possibilité ouverte d'approfondir ce contact par la suite. La police politique et l'espionnage risquaient ce genre de prise de contact couple uniquement avec des voyageurs dont ils étaient sûrs de la loyauté. De *leur* point de vue il aurait été pénible que le voyageur se rende à l'Ouest et y dévoile comment se déroule en fait ce genre « d'orientation ». Dans mon cas la police de la pensée a clairement compris (de mes propres déclarations et des rapports des indicateurs) qu'ils ne pouvaient pas envisager non seulement un recrutement formel, mais que je n'étais même pas suffisamment fiable pour une « orientation » préalable. Ce sont mes

---

\* Il s'est montré à tel point amical qu'après mon premier voyage de 1963 et avant celui de 1964, je lui ai écrit une lettre de Budapest : je me préparais à revenir à Londres et je souhaitais profiter d'une partie de mon temps pour approfondir mon anglais. Je lui demandais de me proposer un bon cours de langues. Il a été surprenant de retrouver ma lettre au ton amical et personnel dans le dossier de X.X. agent secret, qu'il avait lui-même jointe à son rapport.

prises de position, mon opposition aux idéaux fondamentaux du parti communiste, qui m'ont protégé d'une tentative de recrutement de leur part.

Pour expliquer l'autre expression du jargon des services secrets, je cite le « lexique » constitué par János Kenedi :<sup>108</sup> « ... *renseignement* » *obscure* : l'officier de renseignement ou l'agent obtient des données précieuses ou des informations au cours de conversations, de telle façon que le partenaire ignore qu'il se trouve en face de l'ennemi, et qu'il lui a délivré une information précieuse. Il est dans l'ignorance de l'intention « obscure » de l'ennemi. L'officier de renseignement ou l'agent a préparé la conversation. ». Par conséquent, X.X., pendant que nous déambulions ensemble dans Regent Street dans la direction d'un magasin de tissus et parlions à bâtons rompus, essayait en réalité de m'arracher, selon un plan bien réfléchi, des informations importantes pour ses supérieurs. Une chose est sûre : même si j'ignorais que j'avais un agent secret en face de moi, il n'a strictement rien appris de moi d'utilisable.

Je vais présenter encore un document de cette époque. Lorsque, après de nouvelles invitations, la police politique avait à traiter ma nouvelle requête de voyage, elle trouvait sur son bureau un rapport passablement bien informé sur ma personne et, comme cela apparaît dans la rédaction du texte, sur mon travail. Qu'il s'agisse d'un employé interne de la police secrète ou d'un expert extérieur mandaté, on peut être sûr que c'est un *confrère économiste* qui a évalué mon travail. Il a écrit entre autres : Kornai « a réalisé un travail pionnier sur le plan national dans le domaine de l'emploi des ordinateurs (programmation mathématique) dans la science économique. Il s'est presque exclusivement basé sur des sources occidentales, il n'a rien introduit de nouveau qui ne serait pas connu à l'Ouest. Son travail de recherche national ne justifie pas ses invitations répétées à l'Ouest. Kornai ne peut rien donner de nouveau à l'Ouest. »<sup>109</sup>

#### *Quelques remarques générales sur les voyages et les publications étrangères*

Une des informations sur mon travail, figurant dans l'avis d'expert rendant compte à la police secrète, correspondait sans aucun doute au fait qu'en ce temps les invitations occidentales se succédaient déjà. Il avait aussi raison en disant que ce n'est pas de moi que l'Ouest voulait apprendre que l'ordinateur est utile. Ils en utilisaient de bien plus modernes que notre ordinateur de marque Oural de fabrication soviétique, de dimensions gigantesques, en retard de dix ou vingt ans. Il est vrai aussi que c'est moi qui ai appris dans des livres occidentaux l'utilisation en économie de la programmation linéaire et non l'inverse. Il n'empêche qu'apparemment je pouvais dire quelque chose de nouveau aux Occidentaux, parce qu'ils voulaient année après année me voir et m'entendre.

Mes invitations n'intriguaient pas seulement la police secrète. Elles étaient le sujet de conversations parmi les collègues économistes aussi. À Budapest il y a une habitude répandue : ce qu'on dit dans le dos de quelqu'un, lui sera tôt ou tard répété. J'ai donc appris que mes invitations étaient ainsi commentées : Kornai est indubitablement habile. Il sait se construire des relations, et il obtient que ses connaissances l'invitent.

Je voudrais réagir à ces insinuations. C'était d'autant plus nécessaire qu'après mes voyages occidentaux de 1963 et 1964 les invitations ont commencé à pleuvoir. On me demandait à plusieurs endroits, mes voyages à l'étranger devaient fréquents et réguliers. Je ne souhaite pas examiner *en général*, dans quel cadre les différents chercheurs voyageaient à l'étranger, je n'ai pas étudié les préparatifs des voyages d'autrui. Je commente exclusivement mes propres voyages.

Dans chaque cas, sans exception, c'est un jugement favorable de mes travaux qui a suscité l'initiative de m'inviter. Comme je l'ai rapporté précédemment, si j'ai été invité au congrès de Cambridge en 1963, c'est parce que les deux articles dans *Econometrica* ont fait bonne impression sur le professeur Malinvaud, l'organisateur français du congrès. Si j'ai été invité à la LSE, c'est parce que le professeur Devons titulaire de chaire a apprécié mon livre paru à Oxford. J'ai reçu une invitation à Rome au congrès international de la Société économétrique (Econometric Society) en 1966 parce que Koopmans, l'organisateur de la section planification avait fait ma connaissance à Cambridge en Angleterre, et il avait apprécié mon travail là-bas. J'ai par la suite participé à un séminaire à Venise où se rencontraient des économistes de l'Est et de l'Ouest. C'est *La Surcentralisation* qui avait attiré l'attention des organisateurs.\*

Je pourrais continuer l'énumération, mais ce n'est pas utile. J'ai pu aller à beaucoup d'endroits – et j'ai pu le faire sans jamais avoir demandé à quiconque d'organiser mon invitation. À des jeunes collègues, si le sujet venait sur le tapis, je conseillais toujours de publier dans des revues que la profession internationale suit avec attention. Tôt ou tard ceci doit porter ses fruits, diriger l'attention sur leur activité. Certains ont écouté le conseil, d'autres non.

---

\* Les économistes de l'Ouest connaissaient au début deux Kornai différents. Pour les experts spécialisés dans la recherche sur l'Union soviétique et l'Europe de l'Est, les soviétologues et les économistes comparatistes, j'étais l'auteur de *La Surcentralisation*, alors que pour les économistes mathématiques j'étais l'un des auteurs du modèle Kornai-Lipták. En ce temps-là les soviétologues ne lisraient pas la revue *Econometrica*, et les économistes théoriques ne suivaient pas la littérature sur l'économie communiste. L'initiative des différentes invitations revenaient tantôt aux uns, tantôt aux autres. Il a fallu attendre un certain temps pour que mes deux portraits formés des deux aspects se réunissent en une image commune.

Aujourd’hui on parle beaucoup de l’importance des *réseaux de relations* dans le monde de la politique, des affaires, de la culture ou des sciences. Certaines personnes dans leur stratégie de vie mettent le « *networking* » à la première place, comptabilisent comme succès en soi d’avoir de nombreuses relations utilisables. Je ne souhaite pas lancer ici un débat pour décider quelle est la bonne stratégie, je ne souhaite pas évaluer les stratégies possibles, ni pour leur opportunité, ni pour leur éthique. Toutefois la naissance d’une relation n’a jamais été pour moi un succès en soi, elle ne pouvait être qu’une *retombée* de l’activité de chercheur, d’enseignant ou de conférencier. C’est en écho à mes articles, livres, conférences que diverses personnes ont cherché à entrer en relation avec moi. Une partie de ces relations est ensuite restée au niveau des connaissances professionnelles ou à celui de relations professeur-étudiant, d’autres on pris la vigueur de liens d’amitié. Aujourd’hui mon « réseau » a pris des proportions considérables. Le nombre des fils est plus de l’ordre des milliers que de l’ordre des centaines. Les relations primaires génèrent des fils secondaires ; après un temps le fait d’être connu, la notoriété, devient un mouvement autonome par effet boule de neige. Ce que j’aimerais souligner ici, c’est *l’origine* des relations primaires. Chez moi celles-ci ont été générées d’abord et avant tout par la réussite scientifique.

J’en reviens maintenant aux voyages. Je promets à mes lecteurs de ne pas les ennuyer par une énumération de tous les voyages et d’éviter tout compte-rendu touristique. (Je n’ai pas de talent pour cela. Au retour de mes déplacements à l’étranger j’ai du mal à raconter ce que j’ai vu à ma famille et à mes amis, sous une forme colorée et amusante.) Je préfère faire quelques observations globales. Je fais également connaître quelques règles que je me suis données à propos des voyages et des manifestations à l’étranger et, en étroite liaison avec le problème traité plus haut, avec les publications internationales.

À partir de 1963 et 1964, lorsque je commençais à me rendre à l’Ouest, en général on autorisait nos départs. (Pour l’information des lecteurs occidentaux et la génération plus jeune, un passeport en cours de validité ne suffisait pas pour traverser la frontière. À chaque occasion, on avait besoin en plus d’une autorisation de sortie, selon son diminutif populaire « une fenêtre ».) Pour obtenir cette fenêtre il fallait déposer une requête à part, obtenir le soutien et la signature de son supérieur hiérarchique, du chef du personnel et du secrétaire du parti. C’était en soi une procédure humiliante, même pour les personnes qui pouvaient compter sur la bienveillance des signataires. Même à l’époque où je recevais déjà systématiquement les autorisations de sortie, chaque fois me rongeait l’angoisse préalable : et si on me la refusait, justement cette fois-ci ?\*

\* En 1970 j’ai été invité en Bulgarie à une conférence internationale organisée par la Commission économique pour l’Europe de l’ONU. Je me rappelle fort bien le

Quel sentiment libérateur cela a été quand après le changement de régime, cette procédure humiliante a cessé d'exister et le droit au voyage est enfin devenu une réalité pour tous.

À chaque retour il était obligatoire de remettre aux supérieurs un « rapport de voyage ». Après mes quelques premiers voyages à l'Ouest j'ai satisfait à cette obligation, néanmoins je rendais des rapports plutôt vides, formels. Mais dès que mon autorité professionnelle s'est affirmée en Hongrie, je ne rendais plus de rapports de voyages. On me l'a fait remarquer un certain nombre de fois, mais après les autorités compétentes s'y sont faites. Non que n'importe quel organisme fouineur aurait tiré un quelconque bénéfice de mes rapports creux – je ne voulais pas obtempérer à cette obligation que je sentais dégradante.

Je n'acceptais des invitations étrangères qu'au cas où la partie invitante couvrait tous les frais.\* Quel qu'ait été l'organisme hongrois qui m'employait il était en fin de compte toujours financé sur le budget de l'État. Ce n'est pas une responsabilité de citoyen envers le budget qui me motivait. Je pensais que les sommes que les différentes institutions pouvaient utiliser pour les voyages des universitaires et des chercheurs étant très modiques, les personnes aspirant au voyage étaient conduites à de véritables combats pour obtenir ce privilège. Humainement on pouvait comprendre que beaucoup voulaient voyager à l'étranger. En tout cas, moi j'ai décidé d'éviter de participer à ces luttes.

Je m'efforçais de ne pas montrer un double visage, un visage en Hongrie (et les autres pays communistes) et un autre à l'Ouest. Ce n'était pas facile puisque l'atmosphère libre de l'Ouest incite forcément à une liberté de parole, à la différence de l'atmosphère étouffante des menaces, dénonciations, indicateurs, censures et accusations. Suivre cette règle prescrite à moi-même était une sorte *d'autodéfense*. J'ai tenu des conférences à l'Ouest, sans jamais oublier que les indicis de la police secrète hongroise pouvaient être assis dans l'auditoire. (Je ne me trompais pas. Parmi les documents secrets que je viens de retrouver, figurent par exemple des rapports d'agents qui rendaient compte d'une conférence que j'ai tenue à New York en 1985. J'y reviendrai plus en détail dans un prochain chapitre.)

---

sentiment oppressant qui m'étreignait à cause du retard de la délivrance de l'autorisation de sortie. Au sens littéral du terme on m'a octroyé la fenêtre à la dernière minute, quelques heures avant le départ.

\* Pour les voyages que l'on ne pouvait pas faire sur invitation, il fallait être délégué par un organisme d'État hongrois, ce qui constituait l'exception. Par exemple, les Académies soviétique et hongroise s'étaient accordées sur le fait que chacune désignait les personnes se rendant dans l'autre pays, et chacune finançait ses voyages. Lorsque des collègues soviétiques voulaient me connaître, ils ne pouvaient pas m'inviter directement. Ils devaient obtenir que l'Académie soviétique propose à l'Académie hongroise de m'envoyer.

D'autre part, au-delà du besoin d'autodéfense, je répugnais à montrer un double visage pour des raisons morales aussi. Les frontières sont floues entre un discours ou écrit sélectif, aux termes choisis, dicté par une autodéfense lucide et le « double visage ». À quoi aurait conduit de m'habituer à dire ceci ici et cela là-bas ?

Je me suis à la rigueur autorisé à être (et à l'Est et à l'Ouest) plus décontracté dans des cercles d'amis que dans les manifestations publiques. Mais non à dire des choses différentes, voire contradictoires dans une conférence publique en Europe de l'Est, en Europe de l'Ouest ou en Amérique.

Je me suis largement efforcé, dans l'esprit du même « visage unique », de faire paraître simultanément tous mes écrits en hongrois et en anglais (ou une autre grande langue occidentale). Je n'ai destiné aucun de mes écrits importants soit exclusivement à l'est du rideau de fer, soit au monde occidental.

Cette résolution que je viens de résumer ici brièvement, avec des mots secs et factuels, était un de mes soucis les plus éprouvants de la période entre 1964 et 1989. Dans ce domaine aussi, le changement de régime m'a soulagé d'un poids immense.

#### *Un « procès monté de toutes pièces » avorté*

L'histoire qui va suivre a sa place dans ce chapitre où je relate plusieurs aspects de l'activité des services de renseignement. Pendant que j'écris ces lignes je tiens en main la photocopie d'une lettre du 14 octobre 1964 de John Michael Montias, économiste américain, professeur à l'université de Yale. Il s'apprêtait à venir en Hongrie avec une bourse et il me demandait conseil pour son travail. Il mentionnait qu'il avait déjà commencé à apprendre le hongrois.

Cette lettre était précédée d'une courte histoire. J'avais connu l'activité de Montias d'abord par ses écrits, puis en 1963, nous nous étions croisés à Budapest où il participait à un congrès sur l'économie mathématique. Montias avait éveillé l'attention de tous les participants au congrès lorsque, proposant spontanément son aide, il avait traduit en simultané du russe en anglais la conférence de Leonid Kantorovitch, économiste mathématicien soviétique mondialement célèbre, puis il a aussi interprété dans les deux sens la discussion qui a suivi. Tout le monde a pu découvrir qu'il n'était pas seulement un bon économiste, mais aussi un génie des langues.

Revenons à sa lettre. Je ne l'ai pas sortie de ma collection personnelle, mais je l'ai retrouvée dans les archives des services secrets.<sup>110</sup> La lettre personnelle qu'un professeur américain m'avait écrite a été ouverte à Budapest, photographiée, puis son enveloppe recollée pour que la poste hongroise me la livre comme il se doit. Tout le monde se doutait que de

telles choses arrivaient fréquemment, néanmoins le constater de façon aussi tangible était un sentiment troublant.

À l'époque je n'ai vu que quelques instantanés de « l'affaire Montias ». Mais maintenant dans les archives j'ai pu en reconstituer l'histoire.

Montias était une personnalité éminente du métier de « soviétologue » aux États-Unis. La plupart de ses collègues ne connaissaient qu'une seule des langues de la région, alors que Montias, lui, en lisait et parlait un grand nombre. À cette époque la plupart des soviétologues étaient des économistes bien formés et connaissaient à fond les conditions politiques et économiques de l'Union soviétique ou de certains pays de l'Europe de l'Est, mais ils n'étaient pas tous rompus aux théories écrites dans le langage mathématique de l'économie moderne. Montias appartenait à cette nouvelle génération d'experts qui maniaient bien les moyens modernes. (Une fois il a été coauteur de Koopmans, le grand économiste mathématicien que j'évoque souvent dans mon livre.)<sup>111</sup>

Je me suis fait un plaisir d'aider Montias à préparer son séjour à Budapest. Je lui ai prodigué des conseils pour le choix de ses sujets, je lui ai proposé de le mettre en contact avec des collègues hongrois. Nous avons échangé plusieurs lettres. Il a déposé une demande officielle dans laquelle il a détaillé son programme scientifique et évoqué ses relations hongroises. Mon nom se retrouvait aussi dans la rubrique adéquate de la demande.<sup>112</sup>

Pendant qu'en surface tout se déroulait selon les règles et coutumes des relations scientifiques internationales, Montias et ses collègues hongrois se préparaient à la visite, l'agitation faisait rage dans l'arrière-boutique des services secrets. Le premier avertissement est arrivé de Tchécoslovaquie : selon les Tchèques, tous les signes permettaient de croire que Montias était un agent de la CIA.\* Les contre-espions pouvaient espérer faire une belle prise !

Au fur et à mesure qu'approchait la date de la visite, de plus en plus d'hommes étaient mis sur l'affaire. Ils ont repris le « dossier » des chercheurs hongrois que Montias nommait dans sa demande. D'autres noms y figuraient également ; mes recherches aux archives m'ont seulement permis de comprendre les actions qui étaient menées contre moi.

Ils ont ressorti les documents qui avaient été montés sur mon compte dans la période 1956-1959, puis au temps de mes voyages en Angleterre en 1963 et 1964, par les diverses sections du département III. Le capitaine Z.Z.

\* Les documents que j'ai récemment obtenus révèlent l'étroitesse de la coopération entre les services secrets des divers pays communistes. En 1963 les organes de sécurité d'État tchécoslovaques ont perquisitionné l'appartement de Montias qui séjournait là-bas. Ils ont retrouvé dans son manteau, entre autres, une feuille de papier avec mon nom et mon téléphone privé. Ils n'ont pas tardé à l'annoncer à leurs collègues hongrois (IH 1656. 2/2-2358., p. 3. Date : 8 mai 1964. Ainsi que IH 34-4-797/1965, p. 4. Date : 23 avril 1965.)

a écrit sur moi un rapport de conclusions.<sup>113</sup> Il a regroupé tout ce qu'ils pensaient pouvoir inscrire à ma charge.

En étudiant le dossier des services secrets, je suis tombé sur des transcriptions d'écoutes de mon téléphone, datant de 1963. Ils avaient alors dressé une liste de toutes mes relations. Ils n'avaient rien trouvé qui aurait été digne de leur attention. Des amis de Budapest, des parents, des collègues économistes figuraient sur cette liste, parmi les étrangers figuraient Ely Devons et Tjalling Koopmans (j'ai déjà évoqué leurs noms). Tamás Lipták me demandait de lui prêter de l'argent. (Ce n'était pas étonnant à la lumière de ce que j'ai relaté sur Tamás.) Encore une citation du rapport rendant compte des écoutes téléphoniques : « Helga ? Olga ? Elle donne de l'argent à Kornai. » Alors là, c'est suspect. Une femme qui paye Kornai... En réalité il s'agissait d'une chère connaissance prénommée Elga, à qui j'avais prêté de l'argent l'été précédent. Nous discutions de la restitution du prêt au téléphone. On aimerait bien rire de la bêtise des agents opérant les écoutes, si on avait envie de rire d'une histoire aussi sordide.<sup>114</sup>

Sur le rapport du capitaine Z.Z. son supérieur hiérarchique a noté à la main qu'il n'était pas conseillé de m'utiliser pour un « sous coupage ». Je me suis adressé à des spécialistes pour qu'ils m'expliquent ce que peut signifier cette expression : un service secret doit se servir d'agents qui de son point de vue sont fiables et obéissants, et qui sont capables de gagner la confiance des personnes surveillées. Si on trouve un tel agent on peut l'envoyer « sous couper » la personne surveillée, ainsi il sera en mesure de se procurer des informations utiles pour les services secrets.<sup>115</sup>

Remontons une fois de plus à la surface visible. La demande de Montias a été acceptée par les organismes compétents hongrois des relations culturelles, il a reçu son visa d'entrée. Montias est arrivé. Il a rencontré plusieurs économistes hongrois, il s'est entretenu avec eux. Il a commencé à apprendre le hongrois. Je lui ai proposé mon amie Kati Hanák comme professeur de hongrois, elle a bien voulu accepter. Montias faisait des progrès rapides dans l'acquisition de la langue. Il vivait la vie habituelle des visiteurs étrangers, avec sa femme il allait à l'opéra, il dinait parfois avec des collègues hongrois. Nous les avons aussi reçus.

Comme il ressort des documents, pendant ce temps il était constamment surveillé. Son téléphone était sur écoutes, on le suivait dans la rue. J'ai lu le rapport des agents de surveillance : toutes ces longues pages de texte n'ont rien révélé du tout. Je pourrais répéter ma phrase d'avant : le dossier pourrait nous faire rire si nous ne savions pas quelles forces maléfiques mouvaient les exécutants de l'instruction. Je ne suis pas un familier des romans d'espionnage. Peut-être une règle ou la tradition veut que même dans les rapports internes de l'organisme on n'ait pas le droit de nommer les personnes surveillées sous leur vrai nom. Nous habitions alors rue Pusztaszeri, ma femme et moi n'étions pas désignés dans les rapports comme Kornai et Laky, mais comme « Monsieur Puszta » et « Madame

Puszta ». Les Hanák habitaient dans la rue Garas. Eux ont reçu les noms inventifs de « Monsieur Garas et Madame Garas ».<sup>116</sup> Dans leurs documents internes secrets ils n'auraient pour rien au monde désigné Montias comme Montias, il y figure comme « Zimelio » (en revanche, pour varier les plaisirs, on lui flanque le pseudonyme « Maître » dans les rapports de surveillance réalisés dans la rue.)

Le plan était ourdi. Il convenait d'accuser Montias d'abuser de son statut de chercheur scientifique boursier pour vouloir extorquer des données, constituant des secrets d'état, sur l'économie nationale ainsi que sur le CAEM.\* On a commencé à interroger les économistes hongrois avec lesquels Montias était en contact.

Ils m'ont aussi interrogé. J'ai relu les procès-verbaux. Aucun témoin n'a fait aucun aveu à charge contre Montias. Aucun témoignage n'a confirmé les soupçons que Montias se serait procuré des données secrètes.<sup>117</sup>

Peu après Montias a été expulsé sans délai de Hongrie. Ils ont publié un article dans la presse expliquant cette expulsion.<sup>118</sup> La publication l'accusait, à tort, de vouloir collecter des données secrètes, d'espionner. Mais ils étaient incapables d'appuyer cette calomnie par des témoignages ou des preuves. Le spectaculaire procès pour espionnage n'a pas eu lieu.

Cette histoire est digne d'intérêt sous plusieurs aspects. Elle illustre bien ce dont il a déjà été (et il sera encore) question plusieurs fois dans ce livre : le monde de la science n'a pas été non plus un territoire protégé ou d'exception. Les tentacules de l'État totalitaire y pénétraient en profondeur, il était épié et terrorisé.

Bien qu'une continuité existât entre les régimes de Rákosi et de Kádár, des changements substantiels se sont aussi produits. Dans l'ancienne période de l'ÁVH on aurait arrêté tous les protagonistes, le professeur américain et ses amis hongrois, et on les aurait torturés assez longtemps pour qu'ils avouent et confirment devant le tribunal que, du début jusqu'à la fin, ils espionnaient pour le compte de la CIA. Même à l'époque plus récente l'interrogatoire était un événement oppressant, bouleversant pour les témoins hongrois. Mais nous avions la possibilité de refuser de confirmer les fausses accusations.<sup>†</sup>

---

\* Le Conseil d'Aide Économique Mutuelle (CAEM) était l'organisation des relations économiques entre l'Union soviétique et les pays communistes d'Europe de l'Est. À l'Ouest on l'appelait COMECON.

† Dans un chapitre précédent j'ai écrit : après 1956 j'ai pris la ferme décision de « devenir un membre de la profession d'économiste occidental ». Je n'ignorais pas les risques que cela représentait. Dans la mémoire de chacun de nous les temps où le simple fait de « relations occidentales » suffisait pour devenir suspect, et pour qu'un innocent contact professionnel soit requalifié « d'espionnage » dans un procès monté de toutes pièces était encore vive. Ce cauchemar n'a jamais cessé de me hanter aussi longtemps qu'a duré le régime communiste. On voit *a posteriori*

À l'époque où se déroulait l'affaire Montias, deux lignes politiques distinctes s'opposaient en Hongrie. Les adeptes de la ligne « plus souple », réformiste, auraient aimé construire des relations plus amicales avec l'Ouest, en particulier dans la sphère de la culture et des sciences, tandis que les forces « plus dures », anti-réformistes, auraient saisi toutes les occasions pour miner les relations Est-Ouest. Démasquer un espion américain aurait été pain bénî pour les adeptes de la ligne « dure », mais le projet a fait long feu.

Il convient d'ajouter deux épilogues à cette histoire.

L'un rend compte de la suite de mes rapports avec le professeur John Michael Montias. En 1970 j'ai passé un semestre à l'Université de Yale. Mike et moi nous sommes souvent rencontrés et avons beaucoup discuté. Nous ne sommes pas revenus sur l'histoire de son expulsion. Il s'imposait une attitude de retenue, à juste titre, il ne voulait pas la remettre sur le tapis, puisqu'il savait que je retournerais en Hongrie. Plus tard aussi, chaque fois que je revenais à Yale, nous nous sommes toujours revus. J'ai fait des conférences à l'institut qu'il dirigeait. Lorsqu'en 1976 il a publié un livre sur la théorie comparative des systèmes, j'en ai fait paraître un compte rendu.<sup>119</sup> Non seulement parce que je le tenais pour un bon livre, mais je voulais aussi manifester par-là que je le considérais comme un *savant*. Montias était rédacteur, fondateur, du *Journal of Comparative Economics*, la principale revue consacrée à la comparaison des systèmes qui a si souvent servi de plateforme à des économistes vivant dans les pays socialistes. J'ai moi-même publié plusieurs articles dans les colonnes de cette revue.

Dans les années 1970, Montias aurait aimé revenir en Hongrie, mais les autorités hongroises lui refusaient le visa d'entrée.<sup>120</sup> C'est seulement en 1989, aux dernières heures de l'ancien régime, que son nom a été retiré de la liste des personnes interdites en Hongrie.<sup>121</sup>

Hélas, l'aventure hongroise a quelque peu refroidi l'enthousiasme de Montias pour la « soviétologie ». Ce fut une vraie perte pour la profession. Son intérêt s'est tourné de plus en plus vers l'histoire de l'art. Ses ouvrages sur la peinture hollandaise du XVIIe siècle comptent aujourd'hui parmi les grands classiques du sujet.<sup>122</sup>

Un autre épilogue se rattache au souvenir budapestois. Quand en 1998 j'ai fait une première demande de consulter le dossier de l'affaire Montias, l'autorisation m'a été accordée mais avec diverses restrictions. On n'avait pas le droit à l'époque de photocopier des documents. Pendant que je lisais les feuillets d'archive, un collaborateur du bureau compétent était présent. Il avait peut-être instruction de surveiller que je n'empochais pas un document en secret. C'était un homme affable. Quand je suis arrivé à la fin de mes lectures, il s'est mis à discuter avec moi et il m'a dit quelque chose comme :

---

évidemment qu'il n'y a pas eu de restauration stalinienne. Mais nul n'avait *a priori* la garantie qu'une éventuelle tentative de restauration ne surviendrait pas.

« Eh oui, nous n'avons pas réussi à mettre le grappin sur celui-là... ». Je ne saurais pas le citer mot à mot. Je n'ai pas enregistré ses paroles sur un magnétophone pour pouvoir les reconstituer avec exactitude. Il est certain qu'il parlait à la première personne du pluriel, sur un ton ironique et avec des regrets dans la voix. Une étrange continuité.



## Dixième chapitre

# À CONTRE-COURANT

1967-1970

### *Anti-Equilibrium*

Pendant que je m'occupais encore des calculs de la planification mathématique, l'autre moitié de mon temps, je commençais déjà un autre programme de recherche, la critique de la théorie économique néoclassique et plus précisément, la critique de la théorie de l'équilibre général. J'ai résumé ce travail dans mon livre intitulé *Anti-Equilibrium* (par la suite : *A-E*).

#### *Historique du livre*

Le premier manuscrit a été achevé en 1967, dans une version courte,<sup>123</sup> dont le sous-titre était : *Essai sur les théories du mécanisme économique et les tâches de la recherche* (par la suite je me réfèrera à cette première version sous l'abréviation *Essai*).<sup>\*</sup> Je l'ai aussi fait traduire en anglais.<sup>124</sup>

C'est alors qu'est arrivée l'invitation de Kenneth J. Arrow pour que je passe quelques mois dans son institut à Stanford. Arrow a reçu le prix Nobel en 1972. La profession était généralement d'accord pour dire qu'à l'époque

\* Pendant que je travaillais à ce manuscrit, j'ai pris l'habitude de « m'échapper » pour le temps des travaux exigeant une grande concentration. Au lieu de travailler dans mon confortable foyer ou dans mon bureau à l'institut, je préférais boucler mes bagages et me cacher dans une résidence de vacances ou une chambre d'hôtel où je ne peux être rattrapé ni par la famille, ni par les collaborateurs, ni par des visiteurs extérieurs. Je travaille pendant une semaine, quelquefois deux, à un rythme tendu, je n'adresse la parole à personne, excepté les serveurs du restaurant ou les femmes de ménages – jusqu'à ce que mon poignet soit pris de crampes douloureuses d'avoir trop tapé et que je sois obligé de cesser de marteler le clavier de la machine à écrire, ou plus tard de l'ordinateur. Après un temps, cette habitude est devenue une véritable addiction, et j'entre en état de manque si ces conditions de vie érémitique ne sont pas réunies pour rédiger un essai important ou un livre. J'ai commencé à écrire la première version de *Anti-Equilibrium* à Siófok, je l'ai continuée à Visegrád, et je l'ai achevée à mon endroit préféré, la résidence de l'Académie à Mátraháza. Je repense avec gratitude à cette maison de repos, à ses employés aimables, toujours prêts à assurer un calme paradisiaque pour un travail de grande concentration.

il était le « N°1 » de la théorie économique utilisant le langage mathématique. J'ai emporté *Essai*, j'ai continué d'y travailler à Stanford. La situation me paraissait délicate, puisqu'au centre de mon livre se trouvait justement la critique de la théorie que Arrow et un autre économiste américain d'origine française, Gérard Debreu, incarnaient dans sa forme moderne. Je n'ai pas eu courage de révéler à Arrow ce que je cachais dans mon tiroir. C'est par quelqu'un d'autre qu'il a entendu parler du manuscrit que j'avais montré à plusieurs collègues. Il me l'a demandé, il l'a lu avec soin. (Arrow comprend les choses et réagit avec une rapidité admirable. Il parle très vite, il est difficile à suivre. Ses pensées volent à la vitesse de l'éclair, le commun des mortels n'arrive pas à le suivre, même en haletant.) Non seulement il ne l'a pas mal pris, il a au contraire reçu ce défi intellectuel avec enthousiasme, dans un milieu où jusqu'alors tout le monde avait admis sa théorie sans hésitation. Dans une série de conversations nous avons parlé de l'ensemble du manuscrit. Il appréciait le fait que la critique de l'essai se basait sur une connaissance précise de la théorie de Arrow-Debreu ; l'étude fait d'abord connaître au lecteur en détail et avec objectivité le contenu de la théorie, et entreprend la critique seulement ensuite. Arrow m'a donné de nombreux conseils constructifs pour améliorer le texte. « Ce sera un joli mémorial sur la tombe de la théorie de l'équilibre général » – a-t-il remarqué en souriant.

C'est à mon retour à Budapest que j'ai fini de retravailler *l'Essai*, grossi en un livre substantiellement plus long. (Dommage.) Le temps que le texte hongrois et la nouvelle traduction anglaise se préparent, j'ai reçu une nouvelle invitation, sur l'initiative cette fois de Tjalling Koopmans. J'étais invité à l'institut de recherche de la « Cowles Commission » fonctionnant à l'Université de Yale. C'est une institution légendaire de la science économique mathématique américaine. C'est là que Debreu avait écrit entre autres son classique, *Théorie de la Valeur (Theory of Value)* ; son livre que *A-E* essayait de mettre en pièces. Koopmans qui lui-même appartenait aux grands maîtres de la théorie mathématique moderne de l'équilibre, était très ouvert à la critique. Il m'a demandé de me charger d'un séminaire sur le sujet. Lui aussi a fait de nombreuses propositions pour améliorer la version élargie.\* Lui et un autre collaborateur mondialement célèbre de l'Institut Cowles, le professeur James Tobin, ont chargé leurs propres étudiants de vérifier la traduction anglaise faite à Budapest.

Je n'oublierai jamais cette générosité, cette grandeur d'âme scientifique dont ont fait preuve Arrow et Koopmans, ces deux savants éminents, en

\* C'est avec émotion que j'ai pris récemment en mains, alors que je revoyais les documents nés pendant l'écriture de *A-E*, la note reçue de Koopmans – 21 pages dactylographiées de sa main – dans laquelle page après page il annotait mon manuscrit de ses remarques. Rares sont les grands savants très occupés qui consacrent autant d'attention à soutenir le travail d'un jeune confrère.

mettant tous leurs moyens à ma disposition pour que la critique de leur création intellectuelle soit la plus précise et du plus haut niveau possible.\*

Le livre a paru en 1971 en même temps en hongrois et en anglais ; par la suite il a été traduit en plusieurs autres langues.

*Qu'est-ce qui m'a incité à écrire ce livre ?*

Depuis que j'ai commencé à observer d'un œil critique le mécanisme économique socialiste basé sur une planification autoritaire, et que j'ai entrepris de connaître la science économique moderne, toute une série de questions essentielles se sont posées à moi.

Quelle sorte de système de prix pourrait mieux orienter les décideurs ? Peut-on confier la formation des prix au libre jeu de l'offre et de la demande ? Une intervention de l'État, tout au moins sur certains points, n'est-elle pas nécessaire ?

Peut-on créer une économie de marché *dans le cadre* du système socialiste ? Est-ce compatible avec la propriété de l'État et la structure politique du régime communiste ? Ou bien peut-on dire que les liens existant entre les sphères politique et économique sont trop étroits pour cela ?

Si l'on compare les deux « grands » systèmes, pourquoi le capitalisme est-il plus efficace que le socialisme ? Est-ce parce qu'il sait mieux calibrer les prix qui donnent les incitations à créer une combinaison efficace des inputs et des outputs, garantissant l'équilibre du marché ? Ou bien y a-t-il d'autres explications importantes de la performance économique impressionnante du capitalisme ?

Désormais j'avais plus que des connaissances théoriques acquises dans des livres. J'avais passé des mois à Londres et visité de nombreuses autres villes de l'Ouest. L'expression « offre du marché » m'évoquait désormais le grand magasin Selfridge's de Oxford Street à Londres ou les boutiques de Bahnhofstrasse à Zürich. Qu'est-ce qui incite les vendeurs à garder en stock des marchandises si incroyablement variées ? De voyage en voyage apparaissaient de nouveaux produits (ainsi par exemple les calculatrices de poche, puis le premier ordinateur personnel). Qu'est-ce qui incite les entreprises productrices à présenter continuellement de nouveaux produits ?

Dans l'attachement à des convictions théoriques il y a quelque chose qui ressemble à l'amour. Il fut un temps où je m'accrochais aveuglément et avec

---

\* Une histoire pour illustrer la grandeur humaine de Koopmans. Il a reçu son prix Nobel pour l'élaboration de la programmation linéaire partagé avec Kantorovitch, mathématicien et économiste soviétique. Koopmans était d'avis que George Dantzig aurait dû partager le prix avec eux puisque c'est Dantzig qui avait élaboré l'algorithme permettant l'application pratique de la programmation linéaire. Par conséquent lui, Koopmans, n'aurait pas dû toucher la moitié, mais seulement le tiers du prix. Il a donc renoncé à la différence entre la moitié et le tiers et il a fait don de cette somme conséquente à un institut de recherches international.

passion au marxisme, et la rupture m'a fortement secoué. Je suis un peu tombé amoureux ensuite de la théorie néoclassique, que je considérais au début avec quelque partialité. On est toujours indulgent envers les petits défauts de l'objet aimé, aussi longtemps que dure cet amour. Mais cette passion était loin d'être aussi prégante que l'enthousiasme pour le marxisme. Mes yeux se sont vite ouverts, et d'abord j'ai été mécontent puis carrément en colère devant les réponses insatisfaisantes que donnait la théorie néoclassique à mes obsédantes questions, ou pire encore : j'avais le sentiment que la réponse que je recevais était erronée.

Si, comme je l'ai expliqué plus haut, je me suis détourné de la théorie marxiste, c'était entre autres parce qu'elle ne confrontait pas ses thèses à la réalité. Cette fois j'avais une impression assez semblable à propos de la théorie néoclassique. Le mal surgissait ici sous une forme moins pénible, moins aiguë. Les chercheurs avaient proposé certaines thèses partielles qu'ils essayaient consciencieusement de vérifier expérimentalement. La science spécialisée dans l'analyse des mesures économiques, l'économétrie, avait élaboré à cette fin des moyens de premier ordre, et cette technique était enseignée dans toutes les universités occidentales. Cette confrontation « théorie vs. réalité » me manquait à moi, non pour des détails, mais pour *l'ensemble*. C'est une théorie générale concernant les systèmes capitaliste et socialiste dans leur ensemble qui me faisait le plus défaut. C'est cette ligne de réflexion qui m'a incité à mettre ce qu'on appelle la théorie de l'équilibre général dans le centre de ma révision critique.

Ce que la profession d'économiste appelle « la théorie néoclassique », se compose de diverses sous-théories. Les manuels d'économie occidentaux les plus répandus fournissent un aperçu de tout ce qu'on peut ranger sous ce terme, quelles sont les plus importantes notions traitées, à quelles questions la théorie prétend fournir des réponses, quelles méthodes elle utilise pour étayer ses affirmations. Aujourd'hui c'est la théorie néoclassique qui est qualifiée de courant principal de la science économique. Le *noyau* théorique de cet ensemble de pensées est la théorie de l'équilibre général, créée par l'économiste franco-suisse Léon Walras dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans le monde simplifié du modèle de Walras, des entreprises veulent maximiser les profits. En outre, dans le système agissent également des ménages qui souhaitent dépenser leur argent de façon à maximiser leur utilité. La théorie démontre qu'il existe des prix qui établissent un équilibre entre l'offre et la demande des entreprises et des ménages et dans certaines conditions cet équilibre sera optimal. Équilibre, harmonie, le meilleur état possible dans les conditions données – c'est l'image de la société qui émane de cette théorie.

Le modèle de Walras est *le seul* parmi les nombreux modèles néoclassiques qui essaye d'englober la totalité de la vie économique, non en condensé comme le font les théories macroéconomiques, mais divisée en ses éléments. Apparaissent ici les acteurs de l'économie ainsi que les flux entre

ces acteurs. C'est le seul modèle qui représente l'économie de marché en tant que *système*. J'ai donc pensé légitimement : si j'ai un problème avec les réponses reçues de la théorie néoclassique, alors il convient de soumettre justement la théorie de l'équilibre général à un examen critique.

Déjà Walras présentait sa théorie sous une forme mathématique, mais plus tard, à la suite de Arrow, Debreu, Koopmans et d'autres, l'arsenal mathématique de la démonstration de la théorie s'est considérablement perfectionné. Cette théorie est strictement logique – je pourrais dire aussi : elle est « belle » dans sa concision et sa pureté de cristal. Elle captive tous ceux qui ont la chance de bien la connaître. Elle m'a aussi captivé, aussi longtemps que mes objections critiques ne se sont pas présentées.

Mon grief principal était que cette théorie et toutes les recherches qu'elle a engendrées, le programme scientifique néoclassique global, ne donnent pas de réponse aux grandes questions, n'aident pas une meilleure compréhension du capitalisme et du socialisme, et ne donnent pas de repère : comment faire pour « améliorer » le monde. J'ai écrit tout cela, pas tout à fait avec les mêmes mots, dans la préface et l'introduction du livre.

### *Similitudes intrigantes*

Le modèle Walras-Arrow-Debreu peut être mis en regard avec le modèle Kornai-Lipták dont il a été question dans le huitième chapitre. Ils représentent deux économies frontalement opposées. Le premier est parfaitement décentralisé, le second est parfaitement centralisé. Dans le premier ce sont les prix qui portent l'information entre les unités indépendantes les unes des autres, toutes sur un pied d'égalité, autonomes et décentralisées. Dans le second le centre diffuse des prévisions quantitatives aux unités qui sont soumises, qui lui doivent obéissance.

C'est maintenant qu'arrive une constatation étonnante. Dans les deux systèmes, si certaines règles sont respectées, l'équilibre se crée. Et même, dans certaines conditions les deux systèmes peuvent atteindre un état optimal. Cette affirmation peut être démontrée mathématiquement.

Cette similitude m'a troublé. Suggérerait-elle qu'il serait indifférent de vivre dans une économie centralisée ou décentralisée ? Que le capitalisme et le socialisme reviendraient au même ? Ou alors, sommes-nous parvenus à ce parallélisme insolite parce que les deux modèles négligent certaines propriétés des systèmes économiques réels, véritables, justement les propriétés qui expliqueraient la différence entre capitalisme et socialisme, entre économie de marché réelle et économie dirigée réelle ?

Plus tôt déjà j'avais bien relevé certaines hypothèses, coupées précisément des principales caractéristiques de la réalité, des deux modèles différents. Il en a déjà été question dans le chapitre consacré à la planification mathématique, mais ici je dois y revenir.

L'hypothèse commune des deux modèles généraux consiste en ce que les décideurs disposent d'informations précises. Dans la réalité, dans les deux mondes, les informations sont pleines de distorsions spontanées tout comme de déformations volontaires. Oui mais sur ce point s'arrêtent les similitudes et apparaissent des différences essentielles. Dans le capitalisme basé sur la libre entreprise et la propriété privée, un lien naît entre information et incitation. Chacun peut tenter de tirer bénéfice de la connaissance qu'il possède ou qu'il peut acheter à d'autres. C'est l'intérêt de chacun de rendre précise l'information qu'il utilise. Au contraire, dans le socialisme l'information dispersée est « réquisitionnée », qu'on le veuille ou non, par le centre comme les céréales du kolkhoze. Celui qui dispose de l'information, qui l'a trouvée ou collectée le premier, ne peut pas la gérer – il est obligé de la livrer au centre. Le fait que l'information décentralisée et l'incitation décentralisée se combinent donne au capitalisme une force motrice puissante, ce qui manque au socialisme.

Aussi bien dans le modèle de Walras que dans le modèle de planification à deux niveaux, tous les processus se déroulent sans friction. L'adaptation est parfaite. Dans la réalité, le mécanisme de l'adaptation grince dans les deux systèmes – mais pas dans la même mesure. Le système socialiste est bien plus rigide que le capitalisme, pour de multiples raisons. Dans une économie décentralisée la plupart des décisions peuvent être prises au niveau le plus bas. À l'opposé, dans une économie centralisée, le signal d'un obstacle doit franchir de nombreux paliers pour se hisser jusqu'à un niveau suffisamment haut de la hiérarchie pour qu'une décision soit prise – pour redescendre ensuite à travers les mêmes paliers jusqu'au niveau adéquat pour exécuter la décision d'éliminer le désaccord. Ce parcours est beaucoup plus long. Un autre facteur s'y ajoute encore. Les plans surtendus ne permettent pas la formation de réserves à chaque point d'utilisation, or pour savoir s'adapter rapidement il est nécessaire de disposer partout de réserves suffisantes.

Un autre problème s'ajoute ici. Dans les deux modèles les décideurs se comportent de façon strictement rationnelle, en utilisant le terme « rationalité » comme il a été défini par la théorie néoclassique. Leurs préférences sont constantes et, en accord avec ces préférences, ils choisissent entre les alternatives disponibles de façon cohérente. Là aussi j'ai perçu de graves problèmes. Je vais en mentionner un seul. Le modèle Kornai-Lipták suppose que le centre de planification est strictement rationnel, il prend des décisions parfaitement cohérentes. Je suis souvent entré à l'Office du plan de Budapest, j'ai souvent entendu dire quelles sortes d'instructions recevaient les planificateurs depuis le siège du parti. Rationalité ? Cohérence ? Autant de souhaits irréalisables, coupés de la réalité. Des pressions sur les experts de la planification de la part des différentes forces politiques et des lobbies professionnels ou régionaux. Des rapports de force qui changent et les priorités qui changent avec eux. Parfois des tournants bouleversant toute

préférence antérieure sont pris à la hâte. (Il sera question plus tard de la rationalité et de la cohérence des décisions individuelles prises dans une économie décentralisée.)

Une autre similitude entre les deux modèles des grands systèmes réside dans leur commune nature statique. Pourtant l'une des différences fondamentales entre les deux systèmes économiques réside justement dans leur dynamique différente. Dans le capitalisme, la concurrence est une force motrice qui incite les producteurs à un renouvellement technique permanent. En revanche dans le socialisme la force spontanée de la concurrence n'agit pas, c'est contraints que les producteurs introduisent un nouveau produit, en traînant les pieds, uniquement sur instruction bureaucratique reçue des planificateurs centraux.\*

*Ce qu'on peut attendre et ce qu'on ne peut pas attendre  
d'une théorie générale*

J'ai tâché d'expliquer pourquoi je ressentais une méfiance envers *les deux modèles*. Mais alors que j'avais des problèmes concernant les deux modèles, mes réactions étaient différentes. Prenons d'abord le modèle de planification à deux niveaux. J'appréhendais de m'engager dans toute la profondeur de son interprétation théorique. En effet, dans une première approche, comme je l'ai développé dans le huitième chapitre ainsi que ci-dessus, ce modèle peut aussi être perçu comme un « modèle de la planification centrale parfaite ». Or si, tout au moins sur le plan de la théorie abstraite, une planification parfaite peut exister, alors, malgré moi, le lecteur superficiel ou partial pourrait le prendre pour une apologie du système socialiste.

De telles réflexions ne m'ont pas retenu de critiquer le modèle Walras-Arrow-Debreu.

Avec ma tête *d'aujourd'hui* je pense qu'il y avait de sérieuses erreurs au point de départ théorique de ma critique, du point de vue de la philosophie des sciences.<sup>†</sup> La question clé à ce propos est de clarifier *ce qu'on peut attendre d'un modèle abstrait*.

---

\* Il y a une autre différence importante entre les deux systèmes dont les deux modèles s'abstraient. Déjà quand je m'occupais de la critique de la théorie de l'équilibre, j'avais rejeté la structure politique répressive et l'idéologie officielle du régime communiste. Mais je n'avais pas encore vraiment compris les liens complexes qui existent entre la démocratie et la décentralisation économique d'une part, et entre la dictature et la centralisation économique d'autre part. Cet argument était absent non seulement de mes publications, mais aussi de ma réflexion d'alors.

<sup>†</sup> C'est Frank Hahn qui a mis le doigt sur cette erreur de A-E dans son compte rendu très approfondi, du format d'un article, qu'il a publié en 1973. Il a choisi une citation de Shakespeare comme titre de son article : *L'hiver de notre mécontentement* (*The Winter of Our Discontent*), visant aussi bien mon mécontentement que le sien.

Le constructeur d'un modèle peut commettre toutes sortes d'erreurs, mais on ne peut pas lui reprocher de vouloir l'abstraire de la réalité. C'est l'essence même de la construction d'un modèle. Une critique qui démontre qu'un modèle suppose *une chose*, alors que dans la réalité, comme chacun peut le voir, on ne trouve pas ladite chose mais *une autre*, saisit le problème par le côté facile.

Un modèle théorique peut être utilisé à de nombreuses fins. Je vais en choisir deux, en relations entre elles.

Un modèle théorique aide à préciser dans quelles conditions une affirmation est vraie. Le constructeur de modèle, pendant la création de sa théorie, ne part en général pas des prémisses, mais de ce qui figurera comme « conclusion » dans le fil de la réflexion. De là il avancera « à rebours » : que faut-il supposer pour que cette conclusion soit vraie ? Il veut construire son modèle si possible de façon parcimonieuse : quelles sont les conditions nécessaires et suffisantes pour que l'affirmation soit démontrable ? Et quand une telle argumentation est établie, elle peut devenir point de départ de réfutations de nombreuses autres affirmations, ou tout au moins leur mise en question.

Par exemple le modèle Arrow-Debreu affirme que l'équilibre peut exister et, en l'interprétant selon certains critères, qu'un état optimal peut être atteint, mais seulement si l'information qui circule dans l'économie est adéquate. Ceci ne signifie pas que Arrow ou Debreu ne savaient pas eux-mêmes combien d'incertitude et d'inexactitude se dissimulent dans les informations.\* Celui qui interprète correctement le modèle peut lire dans son déroulement logique l'avertissement : si les informations sont incertaines ou déformées, n'imaginez pas que le mécanisme du marché fera à tout coup parvenir l'économie à un état optimal. Ceci serait vrai (au conditionnel !) si les informations étaient adéquates.

Si nous suivons dans cette optique toutes les hypothèses du modèle Walras-Arrow-Debreu, alors en fin de compte ce n'est pas l'apologie du marché que nous y trouverons, mais une liste très précise de mises en garde. Si on écarte telle ou telle abstraction, la conclusion ultime de la théorie ne serait plus valable, le marché ne pourrait plus être qualifié de régulateur parfait.<sup>†</sup>

---

\* Arrow par exemple a été parmi les premiers à écrire des études importantes sur les effets de l'incertitude et sur les échecs du marché. Il est le pionnier, par exemple, des théories qui prouvent que le système de santé ne peut être géré convenablement par un pur mécanisme de marché.

† Cet argument que j'emploie à propos du modèle Walras-Arrow-Debreu, est déjà apparu précédemment dans le huitième chapitre, lors de l'interprétation théorique du modèle Kornai-Lipták à deux niveaux. À cet endroit je n'ai toutefois pas signalé à quel point cette approche est liée à des problèmes particulièrement difficiles de philosophie des sciences.

Une autre fonction de certains modèles fortement généralisateurs, « purs », abstraits à l'extrême peut être liée à cette question: ils peuvent servir dans des comparaisons, ils peuvent servir d'étalon. Une économie de marché fonctionnant dans le capitalisme réel est loin de l'idéal walrassien. Par contre l'idéal est une mesure adaptée si nous voulons savoir *dans quelle mesure une réalité est éloignée* de lui. Par exemple nous pouvons dire d'une information réelle, en quoi elle diverge de la précision absolue décrite dans le modèle walrassien. Ou un autre exemple : à propos des frictions dans la réalité nous pouvons déterminer en quoi elles diffèrent de l'état dépourvu de friction du modèle walrassien. Je dois ajouter que moi-même j'ai utilisé le modèle walrassien à des fins de comparaison dans mon livre intitulé *La Pénurie*.

Le modèle Kornai-Lipták, comme je l'ai déjà exprimé dans le huitième chapitre, peut être utilisé de la même façon. À ce modèle pur de la « planification parfaite » peut très bien être comparée la planification réelle, absolument pas pure et très éloignée de l'idéal.

Ce n'est donc pas dans le modèle montrant un monde « pur », idéal, extrême, qu'il faut chercher le problème mais dans le fait que souvent on l'interprète de façon erronée, on en déduit des conclusions erronées. Beaucoup de lecteurs des ouvrages théoriques sont enclins à de grands « sauts » intellectuels. Ils oublient l'ensemble des conditions strictes du modèle, par conséquent ils interprètent mal l'affirmation qui n'est valable *qu'à l'intérieur* du modèle. Par exemple ils lisent dans le modèle Walras-Arrow-Debreu une glorification du marché complètement laissé à lui-même, exempt de toute influence de l'État – or sur la base d'une compréhension profonde du modèle cela *n'est pas déductible* de la théorie. Cette incompréhension, voire cette interprétation fautive méritent une critique sévère.

Il ne faut pas reprocher à une théorie de diverger de la réalité, la faute est à celui qui fait entrer la théorie dans sa propre réflexion, il convient de l'avertir plus énergiquement de quoi nous avons fait abstraction, en quoi nous nous sommes écartés de la réalité. Il convient de former avec beaucoup plus d'insistance les pratiquants du métier d'économiste en vue d'une grande prudence quand ils veulent déduire des conclusions pratiques à partir de la théorie pure, et quand ils parlent « d'implications de politique économique ». Dans ces cas il est obligatoire de repenser chaque hypothèse. Cette abstraction de la réalité qui est nécessaire lors de la création d'une théorie peut être source de problèmes dans l'action pratique quand nous ne pouvons plus échapper aux conditions réelles.

J'ai commencé cette partie en disant que *A-E* contenait une erreur importante de philosophie des sciences. Je n'aurais pas dû critiquer la pureté de la théorie (autrement dit le caractère abstrait, non réaliste de ses hypothèses), mais son usage erroné par l'économie du courant dominant. Le véritable destinataire de la critique est la pratique pédagogique du courant

*principal et ses programmes de recherche.* On ne peut pas obliger le créateur d'une théorie pure d'inclure dans son œuvre un tel avertissement. Par contre de la part de ceux qui plus tard interprètent et enseignent cette théorie, l'absence de cette explication complémentaire est une négligence. Est-ce qu'on enseigne bien la théorie ? Qu'est-ce que l'on explique, et qu'est-ce qu'on manque de présenter à propos d'une interprétation correcte de la théorie ? Quels sont les avertissements qui seraient nécessaires et que négligent pourtant souvent les auteurs d'articles théoriques ou les enseignants de matières théoriques ? Quels sont les sujets de recherche que l'on recommande et quels autres sujets sont remisés à l'arrière-plan ? Il aurait mieux valu centrer les critiques du livre autour de ces questions. L'erreur qui réside dans les fondements de la philosophie des sciences tout au long de *Anti-Equilibrium* affaiblit la force de conviction du livre, même là où la critique développée est pertinente et suscite la réflexion.

#### *Le décideur rationnel*

Je passe à quelques points du livre que je tiens toujours comme valables.

Les hypothèses concernant le comportement rationnel du décideur jouent un rôle central non seulement dans le modèle très abstrait de Walras-Arrow-Debreu, mais c'est aussi un des éléments les plus importants du mode de pensée de toute l'école néoclassique. Les économistes interprètent traditionnellement la « rationalité » de façon spécifique, différemment des autres disciplines ou du langage quotidien.

Pour un économiste du *mainstream* la notion de « rationalité » va de pair avec les exigences de non-contradiction et de cohérence temporelle.\*

Dans l'approche qui vient d'être présentée, le modèle extrême représentant un décideur strictement cohérent peut rendre un service utile. Il peut servir de base de comparaison quand on veut déterminer quelle incohérence révèle l'attitude du décideur *réel* : à propos de quels problèmes de décision, dans quelle direction, dans quelle mesure, à quelle fréquence, il

---

\* Pour ceux qui ne sont pas rompus au sujet, je résume brièvement l'essentiel de cette idée. Un décideur peut être dit rationnel s'il a des préférences et s'il s'y tient. Il donne la préférence soit à l'alternative A face à l'alternative B, soit à B face à A, ou les deux lui sont indifférents. Mais si une fois il a donné sa préférence à A, la fois suivante il ne peut pas choisir B. Dans la plupart des travaux de l'école néoclassique on suppose que le décideur dispose d'une « fonction d'utilité ». Ce qui le caractérise c'est qu'il maximise ou qu'il « optimise » cette utilité. On peut montrer que, selon des hypothèses déterminées, les deux formalismes (le classement des préférences et la maximisation de la fonction d'utilité) sont équivalents entre eux.

Amartya Sen (1977) raille cette conception à juste titre, quand il écrit qu'un « idiot rationnel » (rational fool) correspond aussi à ce modèle du décideur rationnel. Même s'il suit des idées fixes démentes, s'il le fait avec cohérence – il est qualifié de rationnel.

s'écarte du décideur *idéalement* cohérent. Il est dommage que *A-E* n'ait pas suffisamment mis en relief ce rôle précieux.

Hélas dans les centaines de modèles de l'école néoclassique ce n'est pas selon cette interprétation nuancée que l'on utilise le modèle du décideur cohérent, rationnel. Ils supposent plutôt que ce modèle strictement cohérent, de maximisation de l'utilité, d'optimisation, représente tout de même approximativement, tant bien que mal, le comportement humain typique. Ils ont la prétention de tenir en main le modèle explicatif *universel* du comportement humain. N'importe quoi peut être décrit par ce moyen ; non seulement les décisions économiques stricto sensu, mais tout problème impliquant des choix, depuis le divorce ou la détermination du nombre d'enfants jusqu'au vote aux élections législatives. Le livre critiquait avec raison cette approche réductrice. Ce que j'ai dit plus haut en général sur les défauts de l'interprétation et de l'enseignement du modèle néoclassique, vaut avec une acuité particulière sur les théories de l'optimisation, des fonctions d'utilité ou de la hiérarchie des préférences. L'économiste prend l'habitude de tenir ce modèle pour universel, et il a tendance à penser dans ce cadre conceptuel même quand cela est erroné.

*Anti-Equilibrium* consacre deux chapitres conséquents à ce problème, mais ici je vais en aborder un seul. *A-E* a introduit une distinction importante. Il fait la différence entre décision répétitive et décision non répétitive, ainsi qu'entre décisions comparables et décisions non comparables.

Tous les jours je peux choisir une boisson que j'ai envie de boire à mon repas. Même si la boisson dépend du menu du jour, de mon état d'esprit, etc., il est probablement possible de démontrer dans mon comportement de consommateur un certain schéma, une certaine permanence des préférences et des aversions en matière de boisson. Le choix du liquide est une décision répétitive, et mon problème décisionnel d'aujourd'hui est en tout point comparable à mon problème de la veille.

Comparons cela à un autre dilemme de choix. En hiver 1956-1957 la frontière s'est ouverte, on pouvait se glisser sous le rideau de fer sans risque majeur. Auparavant celui-ci était fermé, et chacun se doutait bien (comme cela s'est avéré plus tard, à juste titre) qu'il allait se refermer de nouveau. Rester ou partir ? C'était un problème de décision non répétitif. Certains ont « fait déflection » plus tard, mais cela s'est passé dans une situation différente, les risques étaient autres, et l'accueil à l'étranger était autre aussi. Le problème « rester ou partir » de plus tard n'est plus comparable avec le dilemme qui se posait à nous en hiver 1956-1957.

Nous pouvons faire deux remarques.

Il est possible d'utiliser le modèle des préférences néoclassique pour analyser les problèmes de décision répétitives et comparables. Ce modèle permet par exemple d'évaluer l'incohérence. En revanche, le modèle du

« choix rationnel » est tout simplement inapplicable aux décisions non répétitives et non comparables.

Bien sûr, les « petites » décisions répétitives sont aussi intéressantes, surtout pour un économiste. C'est là-dessus que nous construisons par exemple l'estimation des fonctions de demande basées sur l'observation systématique du comportement des consommateurs, ou encore les fonctions décrivant le comportement des entreprises reflétant les décisions récurrentes des directions d'entreprises.

Mais les « grandes » décisions les plus importantes de la vie sont généralement uniques, non répétées. Il existe dans l'histoire des individus et des peuples des tournants, des événements qui ne reviennent pas. Gare au spécialiste de sciences sociales qui voudrait expliquer par un ordre de préférences prédéterminé comment se comportent les gens dans le cas des véritables grandes décisions ! Lorsqu'en 1967-1970 j'ai donné mon opinion sur cette question et que j'ai introduit cette distinction, je m'en suis fondamentalement remis à l'introspection. Je ne peux pas voir dans l'âme d'autrui, dans les processus de décision d'autres personnes, seulement dans les miens. Je sais que dans ces grands instants dramatiques, quand je dois décider sur des questions telles que émigrer ou non, adhérer de nouveau ou non au parti, comment agir dans les moments de la révolution, et ainsi de suite, je n'ai aucune préférence préétablie.\* Une interaction particulière se forme entre les valeurs (les préférences) et les conditions, les possibilités de choix. Il est impossible de séparer les « contraintes » et les « préférences ». La question d'une cohérence temporelle stricte ne peut même pas vraiment se poser, car dans une période ultérieure les grands défis d'un moment donné, les circonstances des grandes décisions de ce moment, peuvent être radicalement différents de ce qui a précédé.

Aujourd'hui encore je suis d'avis qu'avec cette distinction ainsi qu'avec plusieurs autres remarques critiques je cherchais dans une bonne direction.

L'évolution scientifique de la période passée depuis l'écriture de *Anti-Equilibrium* ne peut pas être jugée précisément du point de vue de notre sujet. Il existe des évolutions encourageantes qui vont dans la direction qualifiée de désirable dans *A-E*. La plus importante parmi celles-ci est la coopération apparue entre psychologues et économistes théoriciens, en général afin d'étudier les processus de décision, et plus précisément pour réévaluer le modèle idéalisé du « décideur cohérent ». De nombreux résultats scientifiques intéressants ont vu le jour. Le programme de recherche qui se

\* Au deuxième chapitre j'ai décrit le processus de décision qui dans mon cas a conduit à adhérer au parti communiste. Je n'avais aucune préférence préétablie. Ma décision se fondait sur de nombreuses motivations. Et une fois que la grande décision valable pour une longue période était prise, c'est justement elle qui a engendré mes préférences concernant d'autres plus petits problèmes répétitifs pendant la période suivante.

désigne comme « économie comportementale » (*behavioral economics*), et qui cherche à imiter le comportement humain avec un œil neuf et souhaite le décrire avec des modèles plus proches de la réalité, est devenu une école scientifique. Dans cette école Amos Tversky et Daniel Kahneman se distinguent particulièrement ; leur œuvre démontre de nombreuses anomalies de la théorie, autrement dit on observe des écarts systématiques par rapport à ce que l'on devrait trouver selon le modèle décisionnel rationnel standard. Le prix Nobel décerné à Kahneman en 2002 (malheureusement le coauteur Tversky est décédé avant la distinction) a exprimé une large reconnaissance de la profession.\*

Mais sous d'autres aspects apparaissent des phénomènes inquiétants. On commence à appliquer le modèle du « choix rationnel » à une large échelle en sociologie, sciences politiques, et même, Dieu nous pardonne, dans une discipline jouant un rôle prépondérant dans l'étude d'événements uniques, non répétitifs, l'histoire. Qui plus est pas à la façon nuancée évoquée auparavant (comme étalon de comparaison), mais dans une interprétation souvent assez rudimentaire, simplifiée à l'excès. L'avertissement et la critique exprimés il y a plusieurs décennies sont donc toujours d'actualité.

### *Signaux d'une autre nature que les prix*

Dans la théorie critiquée c'est un unique type d'information qui circule entre les unités du système, et c'est le prix. J'étais gêné par cette exclusivité.

Dans le socialisme, dans la relation entre les entreprises, les prix n'influencent guère la production ou la consommation. D'autres informations ont une plus grande importance : les instructions du plan, les signaux donnés par le gonflement ou la diminution des stocks, la longueur de la queue et le temps d'attente pour acheter un produit, les commandes passées avec indications quantitatives exprimées en unités et ainsi de suite. Si l'on ne tient pas compte de tout cela dans l'analyse, on ne peut pas expliquer en quoi consiste cet avantage spécifique qu'auraient les signaux prix en cas de restauration du mécanisme du marché.

Bien sûr dans l'économie capitaliste de marché les prix n'ont pas non plus l'exclusivité de porter des informations. D'autres signaux d'une autre nature que les prix y jouent également un rôle.

*Anti-Equilibrium* cherchait aussi sa voie dans la bonne direction en étudiant cette question. Il est réjouissant de constater que l'étude scientifique

\* Généralement on reconnaît les résultats de Tversky et Kahneman d'une inclinaison de tête, ou au moins dans une note de bas de page. Mais ensuite la plupart des économistes du courant principal continuent comme si cette nouvelle théorie n'avait jamais existé. Ils appliquent tranquillement les hypothèses habituelles, se disant : les autres ne font pas autrement. Il serait hélas, se défendent-ils, trop difficile d'inclure les résultats de Tversky et Kahneman dans le modèle, cela rendrait l'appareil mathématique trop compliqué.

du rôle des signaux et des informations s'est développée largement au cours des décennies passées.

### *L'équilibre, le marché d'acheteurs et le marché de vendeurs.*

J'ai cité John von Neumann dans mon livre : « Ce qui, dans la science économique, paraît particulièrement difficile est la définition des catégories... L'absence d'exactitude provient toujours du domaine des concepts... »<sup>125</sup>. Or il y a eu (et il y a encore) confusion autour de la notion d'équilibre.

La science physique et les sciences naturelles en général l'utilisent comme une catégorie *positive*. Le terme (tout comme le terme latin, anglais ou allemand) évoque la balance qui porte des poids égaux sur les deux plateaux. Si l'on touche la balance, après quelques oscillations elle retourne à son état d'équilibre ; si l'on n'y touche pas, elle ne quitte pas d'elle-même son équilibre (équilibre stable). La balance reste en place, c'est pourquoi dans cette métaphore il faut parler d'équilibre statique. De façon similaire, on peut parler d'un sentier d'équilibre dynamique. L'ensemble du système bouge, mais si on découpaît n'importe quelle image du film qui en a été tourné, l'image nous montrerait un système en équilibre.

L'école théorique néoclassique utilise le concept d'équilibre de marché dans cette interprétation positive. Dans la théorie statique le marché est en équilibre si l'offre et la demande s'équilibrivent pour chaque produit. Pour de nombreux types d'analyse cette définition est satisfaisante. Avec la diffusion des connaissances économiques élémentaires c'est cette définition qui s'est ancrée dans le langage des responsables de la politique économique et des journalistes.

L'approche *normative* du problème s'est conjuguée à cela. Il est souhaitable que le marché soit en équilibre. Il est mauvais que la demande excède l'offre et qu'une pénurie s'installe, mais il n'est pas meilleur que des stocks d'invendus augmentent sans cesse.

Bien que je concède l'éclaircissement qu'apporte cette terminologie en usage, et aussi le fait que par sa simplicité elle a séduit et la profession et le langage courant – elle ne me satisfaisait pas au moment de l'écriture de *A-E*, et elle ne me satisfait pas plus aujourd'hui.

Observons d'abord le capitalisme. Les vendeurs souhaitent toujours vendre plus que ce qui, considérant l'ensemble des vendeurs et des acheteurs, peut vraiment être vendu aux prix en vigueur. Chacun séparément s'est préparé à ce que, si ça marche, il soit capable de vendre plus qu'avant. À cette fin il préserve une capacité inutilisée et un stock. *Dans ce sens-là* l'offre dépasse la demande. L'offre constitue le côté long, la demande constitue le côté court, et la transaction, la vente et l'achat effectifs, se réalise toujours conformément au côté court. Si nous utilisions le terme « équilibre » à la manière des physiciens, ceci constitue l'état d'équilibre du

marché, et non un état « offre égale demande ». C'est dans cet état-là que revient le marché, même s'il en a été écarté par le cycle des affaires. (Dans la période d'un boom par exemple, les surcapacités disparaissent ou se rétrécissent fortement, et les stocks se réduisent anormalement.) Il ne faut pas s'en inquiéter, puisqu'une des forces motrices du vrai capitalisme se cache justement dans l'asymétrie. C'est cette asymétrie qui anime la concurrence et qui stimule la rivalité. Cette sorte d'asymétrie assure une supériorité à l'acheteur. C'est lui qui peut choisir son vendeur, et ce n'est pas le vendeur qui peut choisir son acheteur. Et le plus important : la concurrence et la rivalité poussent le progrès technique, la mise sur le marché de nouveaux produits.

J'ai d'autant plus perçu cette asymétrie que je vivais dans une situation inverse dans laquelle la supériorité appartenait au vendeur, et c'est ce dernier qui pouvait choisir parmi les acheteurs. Cet état-là n'est pas un écart provisoire vis-à-vis l'équilibre : l'excès de demande est durable. Certaines conditions politiques et économiques reproduisent constamment la pénurie. Le véritable état d'équilibre du régime socialiste est l'économie de pénurie et non la situation « offre égale demande ».

Dans *A-E* j'ai donné un nom nouveau, inhabituel à ces deux états d'équilibre : « la pression » et « la succion ». Dans le premier le vendeur fait pression sur l'acheteur pour qu'il prenne le produit, tandis que dans le second l'acheteur assoiffé aspire le produit présenté par le vendeur. J'ai dû constater que ni la profession ni le langage commun n'acceptait mes appellations. Dans mes ouvrages ultérieurs je n'ai plus insisté. À la place je me suis résigné à utiliser la terminologie déjà répandue parmi les économistes qui parlent de « marché d'acheteurs » et « marché de vendeurs ». Ces dénominations n'ont suscité aucune aversion.

Hélas, je dois constater que le problème majeur n'était pas un baptême mal réussi. C'est l'idée de base elle-même qui n'a pas su se frayer un chemin – l'état asymétrique, unilatéral, caractéristique des deux systèmes, la supériorité dans un cas de l'acheteur, dans l'autre du vendeur. Je persiste pourtant dans mes affirmations. Je regrette de ne pas avoir su en convaincre mes confrères.

Dans la théorie Walras-Arrow-Debreu apparaît la notion « d'équilibre concurrentiel ». Il s'agit de l'état où sur chacun des compartiments du marché la demande et l'offre sont à égalité. Je reconnais que grâce à sa précision cette notion théorique peut aussi servir d'étalon. Si nous pouvons dire : ceci s'écarte de l'équilibre concurrentiel walrassien de telle ou telle façon, cela facilite la description d'un système réel. Mais l'épithète « concurrentiel » est ici hors de propos. C'est justement la concurrence véritable qui se perdrait si le capitalisme atteignait l'état de repos

walrassien.\* Ici il n'est plus nécessaire de se battre ou d'innover, chacun a trouvé sa chacune, chaque producteur-vendeur a trouvé acheteur pour sa production. Heureusement pour le vrai capitalisme, ce n'est pas son état d'équilibre normal et durable, car celui-ci consiste en la concurrence sans fin des producteurs et des vendeurs voulant se surpasser les uns les autres, et renouvelant constamment la composition de la production.

Maintenant je suis en mesure d'expliquer le titre du livre, qui avait un sens double. D'une part il tendait à critiquer la théorie de l'équilibre général. D'autre part il s'opposait à l'idée que ce qu'on appelle « l'équilibre concurrentiel », cet état paisible, ne suscitant aucune innovation, serait un état souhaitable.

### *Interprétation de la théorie de l'équilibre général d'un point de vue politique*

Les critiques radicaux du capitalisme accusent l'école d'économie néoclassique de se faire le chantre du système et de le défendre avec ses théories. C'est une généralisation fausse.

La théorie néoclassique comme son noyau théorique, la théorie de l'équilibre général, sont *politiquement neutres*. Ni ses axiomes ni son cadre conceptuel ne sont politiquement « partiaux ». Parmi ses fidèles et ses utilisateurs on trouve des conservateurs, des libéraux et des socialistes. *A-E* a affirmé ce point de vue avec fermeté et s'est opposé à ceux qui en ce temps-là étaient incapables de parler des chercheurs de l'école néoclassique autrement qu'en termes « d'économistes bourgeois », « d'apologistes du capitalisme ».

J'ai décelé deux erreurs caractéristiques dans la science économique occidentale de l'époque, du point de vue du chercheur comparant les systèmes et souhaitant changer l'ordre établi. La première : elle pousse à l'idéalisation du marché, elle manque d'intégrer à la réflexion des économistes qu'on a besoin d'État et d'autres mécanismes régulateurs complémentaires. La seconde : elle ne démontre pas le véritable avantage du marché réel, les forces motrices véritables du capitalisme dont nous venons de parler. La science économique occidentale donne une image à la fois trop favorable et insuffisamment favorable du marché.

J'ai tenté d'analyser soigneusement dans les ouvrages d'esprit socialiste radical, les parentés que l'on peut trouver avec le modèle Walras-Arrow-Debreu, et plus généralement avec la pensée néoclassique.

---

\* La forme imprimée de *A-E* a été précédée par sa version plus courte, *l'Essai*. Dans ce dernier j'ai comparé la notion walrassienne de l'équilibre concurrentiel à un mariage entre une femme frigide et un mari impuissant. Il semble que plus tard j'ai cru bon de choisir un style plus sobre car cette comparaison très juste ne figure plus dans le livre.

Je citerai en exemple Oskar Lange déjà évoqué dans ce livre, qui en utilisant la machinerie intellectuelle de la théorie walrassienne a créé sa célèbre théorie du socialisme.

L'école soviétique de Kantorovitch était un exemple d'un type nouveau. Ses membres proposaient sérieusement de réguler l'économie au moyen de prix fantômes obtenus par la programmation linéaire, comme substituts des prix formés sur un marché réel. Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi les économistes occidentaux ont reconnu en Kantorovitch un proche parent intellectuel ; son système d'équations, sous une forme mathématiquement légèrement modifiée, est une variante du système walrassien.

*A-E* a abordé aussi les nombreux liens de parenté qui existent entre le système d'équations du volume deux du *Capital* de Marx, la notion d'équilibre dynamique d'une part, et la théorie de l'équilibre général d'autre part. Ceci a irrité les lecteurs marxistes.

Malgré cela le camp socialiste radical a plutôt salué en *A-E* un allié, qu'il ne s'en est démarqué. Il s'est réjoui et a déclaré que « notre adversaire est commun ». Ils n'ont pas vu que *A-E* constitue une défense du capitalisme beaucoup plus forte que tout éloge simpliste d'un insipide « équilibre concurrentiel ». Mon livre souligne parmi les vertus de l'économie capitaliste ce qu'admettait également *Le Manifeste Communiste* de Marx et Engels, et ce qui se trouvait au cœur de la théorie de Schumpeter : le progrès technique et l'innovation permanente comme forces motrices que le système capitaliste ne cesse de générer.\*

### *Réforme ou révolution dans la science*

Passant en revue l'état de la science économique de l'époque j'ai observé que de nombreuses recherches intéressantes et s'orientant dans la direction que je préconisais étaient en cours, commençant à combler les lacunes entre la théorie de Walras et la réalité. Mais j'ai perçu le changement comme trop lent. À la place de la réforme en cours dans la réflexion scientifique, je préconisais la nécessité d'une révolution scientifique. Je n'étais pas arrogant, je n'ai pas prétendu une seconde que c'est mon livre qui devait représenter cette révolution.

Je qualifiais mon travail de produit semi-fini, d'ouvrage qui n'était rien de plus qu'une expression *du désir* d'une révolution. J'utilisais des termes très crus. M'appropriant l'expression de Werner Heisenberg, je baptisais la

\* Le livre fournit un tableau détaillé des nouveaux produits les plus importants qui révolutionnent la production, la consommation et le mode de vie ; dans quels pays et quand sont nés ces produits. On y découvre que les économies socialistes, pendant la période historique qui est la leur, n'ont guère créé de tels produits « révolutionnaires ». L'écrasante majorité de ces produits sont nés dans l'économie capitaliste. Cette comparaison en soi est un acte d'accusation contre l'économie socialiste.

théorie de l'équilibre général de « cristal mathématique », de système fermé qui ne peut pas être corrigé.<sup>126</sup>

Avec mes yeux d'aujourd'hui je considère cette pensée révolutionnaire comme une erreur.\*

Depuis l'ouvrage classique de Thomas Kuhn sur la philosophie et l'histoire des sciences<sup>127</sup>, savoir si des révolutions au sens véritable du terme se produisent dans l'histoire des sciences naturelles, fait l'objet de débats. Il apparaît en tous cas certain que dans l'évolution des sciences sociales, s'il se produit des tournants, de brusques avancées, des remplacements d'anciens sous-systèmes de pensée par de nouveaux, il règne néanmoins un degré élevé de continuité. Les éléments de réforme et de révolution s'imbriquent continuellement.

Lors de l'écriture de *A-E* j'ai mésestimé la volonté et la capacité du *mainstream* à se renouveler. Tous les nouveaux résultats que j'ai mentionnés dans cette courte réflexion, ainsi que ceux dont il n'a pas été question ici, témoignent que même sans une révolution spectaculaire cette école a pu aller beaucoup plus par rapport à l'état où elle se trouvait dans les années 1960.

Mais je dois ajouter que mon impatience d'alors était compréhensible et d'ailleurs elle n'a jamais cessé. On perçoit la capacité de renouvellement mais on voit aussi l'entêtement, la quasi-obstination à conserver des schémas mentaux anciens et confortables, même là où des doutes légitimes ont survécu contre leur emploi.

#### *Premier accueil, effet à long terme*

Au début *A-E* a eu un puissant écho. J'étais l'objet d'une grande estime. L'une ou l'autre de mes constatations ont été rappelées positivement par Kenneth Arrow et Herbert Simon dans leur discours Nobel.<sup>128</sup> Dans les premières années suivant la parution, de nombreux autres auteurs s'y référaient dans des articles et des livres. Trente-huit comptes rendus ont paru sur le livre dans la presse professionnelle internationale. Des étudiants en science économique en débattaient en long et en large partout dans le monde. Le simple fait qu'un livre critique globalement l'école économique omniprésente suscitait une grande excitation intellectuelle et remplissait de joie beaucoup de monde.

---

\* Quand j'ai rompu avec le marxisme, le radicalisme m'a réussi ; j'ai d'abord effacé le capital intellectuel repris du marxisme, j'ai tout rejeté en bloc, et c'est seulement un à un, en repensant chacune des thèses ou des méthodes, que j'ai accepté de les reprendre – sous réserve de m'assurer de leur utilité. Ce même radicalisme qui apparemment est un de mes penchants ne m'a pas réussi non plus à propos du courant principal néoclassique. Celui-ci (pour reprendre l'expression d'Imre Lakatos) n'est pas un programme scientifique en dégénérescence, il garde sa viabilité.

Il y a eu très peu de rejet significatif. Je croyais que mon travail allait porter ses fruits, stimulerait une effervescence, aurait une influence durable.

Ce n'a pas été le cas. Les premiers rejets n'ont pas été suivis d'autres ; il est vrai que les premières réactions positives n'ont pas été suivies d'autres non plus. Le débat a cessé. Le grand intérêt électrique du début a été remplacé par un grand silence.\*

J'ai rendu compte des recherches intéressantes en cours dans de nombreux domaines, orientées justement dans la direction indiquée par *A-E*. C'est un sentiment réconfortant. Toutefois je dois dire en toute sincérité que j'ai été très déçu de ce que des publications ne citaient pas *Anti-Equilibrium* comme faisant partie des précurseurs théoriques et historiques des nouveaux développements.<sup>†</sup>

Pourquoi le livre dont j'attendais qu'il exerce une grande influence sur la pensée de la science économique n'a pas eu plus d'effet ? J'ai d'autres ouvrages qui ont produit les fruits que j'espérais, voire plus que ce que j'en attendais. Pourquoi *A-E* a-t-il dû me décevoir ?

Un de ses problèmes réside dans son style, ou je pourrais dire : dans son « genre ». Il est truffé de symboles mathématiques, pourtant il ne les utilise pas vraiment pour une analyse mathématique. On y trouve trop de définitions pédantes – puis il n'utilise pas la définition péniblement clarifiée à une analyse rigoureuse. Le livre abuse de la volonté de « rebaptiser » des notions. Cette volonté réussit rarement. Ici elle a certainement fait long feu. Cette abondance de nouveaux concepts a rebuté le lecteur.

La première version, *l'Essai*, plus court, plus concis, avec moins d'équations, a fait plus d'effet sous plusieurs aspects. J'ai mal compris la situation. Observant les nombreux ouvrages ayant recours à l'appareil

---

\* Olivier Blanchard (1999, p. 205), célèbre macro économiste franco-américain m'a interviewé pour une revue. J'ai mentionné que *Anti-Equilibrium* avait « disparu de la scène » deux ans après sa parution. Il a réagi ainsi (je cite un passage de l'interview publiée) : « À mon avis le livre a eu un grand effet. Dans mon pays, la France, il était un des livres que nous avons tous lu. Ce livre fait désormais partie du savoir commun, et en tant que tel on n'a plus guère besoin de le citer. Je crois que c'est le lot commun de nombreuses pensées. C'est peut-être un des signes du succès. »

† De célèbres économistes ont entrepris une critique globale de la théorie néoclassique, reprenant sur de nombreux points les mêmes points de vue que j'avais exposés dans mon livre publié en 1970 – sans que celui-ci ne soit cité en tant que précédent. Pourquoi ne pas y avoir fait référence ? Est-ce par ce qu'un chercheur ignorait *A-E*, et qu'il avait mené ses recherches indépendamment ? Ou bien, un autre avait peut-être lu mon livre un jour mais il l'avait enfoui dans les couches profondes de sa conscience et il ne s'en souvenait plus lorsqu'il rédigeait sa publication ou préparait son cours ? Mais je ne peux pas exclure non plus qu'en fait ils se souvenaient de *A-E* qui contenait bien l'idée qu'ils allaient exposer, mais qu'ils négligeaient le devoir de le faire savoir à leurs lecteurs ou leurs auditeurs.

mathématique, j'avais décidé d'appliquer ce genre à mon travail. Il aurait été plus judicieux de développer mon sujet dans le style d'un essai.

Le ton de ma critique était courtois et civilisé sans la moindre trace de l'arrogance du discours marxiste-léniniste. Mais même comme ça le ton était exagérément radical. J'ai été fortement frappé quand j'ai lu l'écrit de David Laibson et Richard Zeckhauser sur Tversky<sup>129</sup>, le grand économiste psychologue israélien qui en coopération avec Kahneman a beaucoup fait pour une meilleure compréhension du processus de décision. Tversky était exempt des erreurs « diplomatiques » que moi j'ai commises dans *A-E*. Il n'a pas invité à « recommencer à zéro ! », mais il a reconnu la valeur des modèles jusque-là utilisés. Il disait : « partons de là et continuons par... » Il est beaucoup plus facile de faire admettre une telle attitude par un confrère chercheur que nous avons justement à convaincre de la nécessité d'un changement.

En analysant les causes de cet échec (ou plutôt demi-échec), il convient de dévoiler aussi des causes portant sur le *contenu*, plus importantes que le style ou le « genre ».

La critique en soi peut tout au plus affaiblir l'autorité d'une théorie et par là même assouplir la résistance face à une nouvelle théorie. Mais elle ne peut jamais conduire à renverser une théorie reçue, utilisée par la profession. Il ne peut pas y avoir de vide. Une nouvelle théorie ne peut prendre la place d'une ancienne que si la profession se convainc que la nouvelle est mieux applicable.

*A-E* n'offrait pas de nouvelle théorie ; c'est ce qui l'a empêché avant tout de percer.

Je mentionne un seul exemple. Le livre explique que le modèle Walras-Arrow-Debreu projette une image d'harmonie : chacun trouve parfaitement et paisiblement sa place dans l'état d'équilibre. Il serait temps de consacrer beaucoup plus d'attention à la modélisation des conflits. Le livre évoque également quelques exemples de conflits qui s'installent entre les branches de la bureaucratie de l'État ou à l'intérieur d'une entreprise. Il propose une étude des conflits – bien avant la renaissance de la théorie des jeux.

---

\* Cela est devenu clair pour moi avant même les critiques qui ont suivi la publication du livre. Dès les débats sur le manuscrit on a attiré mon attention là-dessus. Dans ma collection de documents j'ai gardé une lettre sur le sujet. Je l'avais envoyée en 1970 de l'Université de Yale à un collègue à Budapest, et je lui rendais compte de l'accueil de mes cinq conférences tenues à propos de *A-E*. Après lui avoir décrit l'accueil favorable, je continuais ainsi : « Un autre groupe d'opinions mêlait reconnaissance et insatisfaction... Un des collègues, ironisant avec humour sur eux-mêmes, décrivait leur attitude schizophrène : avec une moitié de leur conscience ils savent que ce qu'ils font est mauvais – mais avec l'autre moitié ils continuent de le faire. Et ils ne cesseront d'agir ainsi que si quelqu'un leur fournit une meilleure approche. »

C'est justement là que le bât blesse. L'examen des conflits a commencé à prendre un élan fantastique quand, à la suite de Nash et d'autres, on a élaboré de nouveaux moyens théoriques et on les a appliqués à la construction de nouvelles théories.

Il n'y a pratiquement pas d'exemple où la seule *proposition* d'un grand sujet important lancerait un programme de recherche fertile. Un programme de recherche vraiment productif commence par une *création constructive stimulante*. C'est à propos de ce genre d'œuvres que la littérature anglo-saxonne utilise l'adjectif « *seminal* », c'est-à-dire « germinatif ».

« Fais-le toi-même, maître, si tu n'as pas de domestique » dit le dicton hongrois. Parmi les tâches de recherche préconisées par *A-E*, j'ai essayé de réaliser certaines choses moi-même (tout seul ou avec des collaborateurs). Quelques-unes de ces tentatives ont fini par générer des nouveaux résultats théoriques. (Il en sera question dans des chapitres ultérieurs.)

Pendant que je médite sur ce problème, je dois en réalité réfléchir aussi à la production scientifique globale de ma vie. Il existe un type de chercheur qui a eu une fois une grande idée, une idée originale et importante, et qui ensuite consacre toute sa vie à élaborer, approfondir, développer, appliquer, répandre celle-ci, à créer une école autour de son idée. Un autre type de chercheur base son activité sur deux ou trois pensées importantes et réalise ensuite tout ce que je viens de dire du premier type de créateur. L'histoire des théories prouve que ce genre de stratégie concentrée de recherche peut produire de très grands résultats. J'ai dû prendre acte que mes inclinations m'orientent vers une autre stratégie. De nouvelles idées surgissaient successivement dans ma tête. Hélas, j'ai rarement eu la patience de m'arrêter à l'une ou l'autre et de commencer à l'élaborer, l'appliquer, la diffuser avec un maximum de persévérance et de construire une école autour d'une idée. Le temps que cela soit lancé (en fait la chose a vraiment démarré dans un certain nombre de cas...) – moi je poursuivais déjà ma course, parce que déjà c'est l'idée suivante qui me stimulait. Pas dans chaque cas, mais cela s'est passé ainsi très souvent dans ma carrière. En tout cas le contenu de *A-E* et l'épilogue de son histoire illustrent bien cette « course effrénée ». Malgré sa construction soignée, ce livre reste une course d'une idée à demi approfondie à l'autre.

### *Est-ce que ça valait-il la peine de l'écrire ?*

Avoir écrit et publié *Anti-Equilibrium* a indubitablement causé beaucoup de difficultés dans la suite de ma carrière. On trouve dans notre métier certains suiveurs bornés et partiaux de l'école néoclassique aux yeux de qui *A-E* semble une faute impardonnable. Par-dessus le marché, malgré les erreurs et les nombreuses faiblesses que je lui trouve aujourd'hui, une partie considérable des idées décrites dans *A-E* reste à mes yeux toujours valable. Aujourd'hui encore je ne suis pas un adepte aveugle de l'école néoclassique,

je la vois d'un oeil critique. S'il faut me classer aujourd'hui, j'ai l'habitude de dire que j'ai un pied dans le courant principal et un pied en dehors. Dans l'approche de certaines questions je nage avec le courant, mais dans d'autres, je tente encore de nager contre le courant. Cette position mi-dedans, mi-dehors est parfois source de frictions. Mes écrits ne correspondent pas toujours aux goûts des éditeurs et des rédacteurs de revues qui ne sont pas suffisamment ouverts à « quelqu'un de différent ».

Comment ai-je rassemblé mon courage pour écrire ce livre ? Déjà avant de m'y mettre je n'avais pas le moindre doute sur les ressentiments que cet ouvrage très critique allait susciter. Le fait qu'après ma déception du marxisme l'inclination à mettre en question et à douter des choses s'est renforcée en moi, a dû aussi y avoir sa part. Après avoir été aveugle et dépourvu de critique à l'égard du marxisme – je ne voulais pas être une fois de plus aveugle et dépourvu de critique.

Dans les précédents chapitres j'ai déjà développé les désavantages qui étaient les miens de ne pas avoir fréquenté une bonne université, et d'avoir été obligé de me former en autodidacte. Mais cela avait aussi des avantages. En effet, si j'ai appris la théorie du courant principal, personne ne me l'a inculquée dans des dizaines de conférences, de séminaires et de préparation à des examens, avec une profondeur telle que même dans mon sommeil j'en vienne à donner automatiquement la réponse néoclassique conventionnelle à toutes les questions. Je ne me permettrais pas de me comparer à Haydn. Je perçois seulement quelques similitudes avec sa *situation*. Haydn a passé de longues années loin des centres musicaux du monde (il se trouve que c'était chez nous, en Hongrie, dans le château des Esterházy). Il a écrit une fois : « J'étais isolé du monde, cela m'a permis d'évoluer, d'assumer des risques. À Eszterháza il n'y avait personne pour détourner mon attention, ou pour éveiller des doutes en moi. Cela m'a permis de devenir original... »<sup>130</sup>

Si toute ma carrière académique s'était déroulée dans des universités américaines, ma nomination comme *full professor* (professeur titulaire) serait venue à peu près à l'âge où j'ai écrit *A-E*. Les revues importantes auraient refusé mes manuscrits si des conclusions étaient à moitié achevées et si par-dessus le marché ils contenaient des idées non orthodoxes critiquant les dogmes fondamentaux. Or la nomination d'un jeune universitaire dépend du nombre de ses publications dans les revues prestigieuses. Je me serais donc peut-être retenu de fâcher mes confrères juste au moment où ils s'apprétaient à prendre une décision me concernant, ces collègues dont l'opinion pèserait lourd dans ma nomination. De ce point de vue il était vraiment bénéfique pour moi de vivre dans la lointaine Hongrie. Même si cela surprend, cela m'a donné une plus grande indépendance. On ne m'a pas « dressé » à accepter les conventions de la vie académique occidentale, comme on le fait là-bas pour former tout débutant et pour l'aider à atteindre sa première promotion.

Quelle est enfin la réponse à la question posée en tête du sous-chapitre : est-ce que je regrette d'avoir écrit ce livre ? Je pense que mon exemple peut être cité pour illustrer la riche incohérence des comportements humains. Parfois je me dis que j'aurais mieux fait de ne pas l'écrire ! Parfois mon sentiment est différent : je n'aimerais pas exclure a posteriori la critique de la théorie néoclassique de mon œuvre. En revanche comme ce serait bien de pouvoir escamoter, selon un trucage orwellien, la version de 1971, et la remplacer par une nouvelle que j'écrirais avec ma tête d'aujourd'hui et basée sur mes connaissances d'aujourd'hui. Comme ce serait bien d'échanger les volumes qui prennent la poussière dans les rayons des bibliothèques contre une telle version révisée ! Mais malheureusement, comme l'a dit Kálmán Mikszáth : « Ce qu'on a écrit une fois, on ne peut plus le découper, même à la hache. »

Mais tout compte fait je ne regrette pas d'avoir publié *Anti-Equilibrium*. Le critique le plus approfondi et le plus sévère du livre, Frank Hahn, que j'ai déjà mentionné, a terminé ainsi son compte rendu dans lequel il avait énumérée toutes ses objections : « ...mieux vaut pour nous avoir ce livre que de ne pas l'avoir. Kornai est tellement honnête et son intégrité de savant est si évidente qu'il réoriente l'attention de chacun de nous depuis les points erronés de sa thèse vers des points justes. Et parmi ces points justes, il y en a qui sont très justes. »<sup>131</sup> Il me rend même fier de ce que j'ai fait. Bref, comme l'a écrit Hahn, mieux vaut l'avoir que de ne pas l'avoir... C'est le genre de livre que je pouvais écrire alors. Il n'était peut-être pas inutile. J'ai certainement profité de l'avoir écrit, ainsi que des débats qui se sont déroulés autour. En tout cas, il fait partie de ma vie.

#### *Quelques remarques subjectives pour finir*

À la fin, j'aimerais sortir un moment du monde de l'économie et de la théorie scientifique, et faire quelques remarques personnelles à propos de *Anti-Equilibrium*. Un lecteur du premier jet de mes présents mémoires a commenté ainsi ce chapitre : « À quoi bon te morfondre et détailler les raisons de l'échec ? Tu dois passer outre. » Un autre lecteur a fait cette remarque : » On n'aime pas les regrets... Ce que tu écris à propos des citations qui furent omises, cela est dicté par ta vanité. Aux yeux d'autrui cela paraît moins important. »

Je reconnais qu'il serait plus élégant de ma part de passer outre ce problème que m'a causé l'histoire du livre avec un geste de dédain. Sauf que ce n'est pas mon genre. J'envie les personnes qui ont le même sentiment qu'Edith Piaf : « Non, je ne regrette rien... » Je ne peux pas en dire autant. Il y a des choses que je regrette, il y en a que je ne regrette pas. Il y a des pas que j'ai franchis et sur lesquels, même a posteriori, je suis incapable de porter un jugement clair. Il arrive encore que me préoccupent d'anciens dilemmes, d'anciens choix. N'aurais-je pas mieux fait d'opter pour une autre

réponse ? Dans tous les cas, je ressens avec plus de profondeur les échecs que les succès.

*Anti-Equilibrium* n'est pas un simple item sur la liste de mes publications. C'était l'entreprise la plus ambitieuse de ma carrière de chercheur. Je m'étais attaqué à quelque chose de trop grand, trop lourd pour moi, je me croyais capable de l'assumer. J'en ai pris acte – mais cette pensée ne me rend pas heureux pour autant, il ne m'est pas facile de passer outre.

Je ne suis indifférent ni aux succès ni aux échecs. Je suis convaincu que la plupart des chercheurs scientifiques ont le même sentiment à cet égard, même si beaucoup ne l'avouent pas. Ils craignent que l'opinion publique le prenne mal de leur part. Cela a davantage d'allure si, à propos de l'évaluation du travail d'un chercheur, celui-ci donne l'impression que la seule chose qui le préoccupait est le progrès de la science, la découverte de la vérité. Mais s'il en était ainsi, que signifieraient dans cette sphère la multitude bariolée des décos, primes, marques de statut et reconnaissances, à l'instar de la littérature, des autres branches artistiques ou des sports, dans la production et le monde des affaires, ou à l'inverse, les diverses réactions négatives, allant du silence réprobateur à la réprimande publique, voire la mise au ban ? Il existe peut-être des fanatiques et des saints que tout cela laisse froid. Mais chez la plupart des faillibles humains il y a un lien positif étroit entre vivre intensément le succès et l'échec d'une part, et l'envie de créer quelque chose. Il est vrai que le *principal* moteur du travail de recherche est la joie de comprendre, la recherche de la vérité. Mais en même temps il existe d'autres motivations complémentaires qui renforcent ce moteur premier. Une personne qui serait indifférente à l'accueil de ses résultats par les autres (et ne ferait pas que seulement mimer cette indifférence), ferait généralement moins d'effort pour avancer.

Dans ce chapitre mais aussi dans les autres parties de ce livre je me suis efforcé à une introspection honnête et sincère. J'ai essayé de clarifier la part qui m'incombait dans le fait que *Anti-Equilibrium* n'a pas obtenu l'effet que j'en espérais. Cela entre autres me donne une base morale pour poser la question : l'absence de l'effet escompté était-elle *seulement* de mon fait ? Ce n'est nullement la vanité blessée qui me conduit à essayer de répondre. Je suis le porte-parole du jugement de nombreux autres chercheurs quand je relève le refus par la profession de toute forte critique qui lui est adressée, et la brièveté de sa mémoire ; cette mémoire qui devrait saluer la première apparition, parfois des balbutiements maladroits, primitifs mais néanmoins pionniers, d'importantes nouvelles idées.

Il m'aurait été facile d'accepter le conseil de deux critiques. J'aurais pu biffer quelques paragraphes ici, dans ce dixième chapitre ainsi qu'à quelques autres endroits dans le livre – et les impressions contestables à mon sujet auraient d'un coup disparu. Il est possible qu'après ces suppressions le portrait que le lecteur se formerait serait plus proche du portrait du « savant » idéal – mais ce portrait ne serait pas le mien.

## Onzième chapitre

---

### INSTITUT, UNIVERSITÉ, ACADEMIE

1967-

Du monde de la théorie pure je reviens maintenant dans l'environnement social pas pur du tout qui m'entourait à Budapest. Pendant que j'écrivais le premier jet hongrois de *Anti-Equilibrium*, mon employeur principal était encore le Centre d'informatique, et je consacrais toujours la moitié de mon énergie à la planification mathématique – néanmoins j'étais déjà revenu à mi-temps à mon emploi d'autrefois, à l'Institut de sciences économiques de l'Académie, dont j'avais été écarté en 1958 : en 1967 István Friss, le directeur de l'Institut m'a invité à revenir à plein temps dans son institut. J'y ai répondu positivement. À partir de ce jour cet institut est demeuré mon employeur hongrois pendant plus de vingt-cinq ans.

#### *Le dirigeant numéro un de la science économique officielle*

Quelques mots concernant István Friss qui m'a rappelé. Les instituts de recherche de l'Académie des sciences de Hongrie sont organisés selon une hiérarchie compliquée. István Friss était le président du Département IX de l'Académie, responsable de l'orientation des branches économique, juridique et de sciences sociales. Il était le président de la Commission économique de l'Académie qui au sein du Département IX était responsable pour cette discipline. Enfin il dirigeait aussi le centre de recherche le plus important, l'Institut des sciences économiques. Cas exceptionnel dans les hiérarchies : il occupait une position aux trois niveaux, autrement dit il était par deux fois son propre chef et son propre contrôleur dans une structure politique où des poids considérables se concentraient entre les mains des responsables.

C'était une personnalité contradictoire. Plusieurs valeurs se heurtaient dans sa mentalité, plusieurs modèles, traditions, conditionnements se mêlaient, alternaient dans son comportement. Il était d'abord et avant tout communiste.

À partir du moment où dans sa prime jeunesse il s'était détaché de son environnement grand bourgeois et avait adhéré au parti communiste clandestin en assumant le risque des persécutions, il est resté jusqu'à sa mort indéfectiblement fidèle à sa conviction leniniste. Il a vécu un temps en exil à Moscou où il a adopté certaines attitudes de là-bas : garder ses distances,

manquer de confiance envers ses collaborateurs. En même temps distribuer brutalement des ordres lui était étranger, il n'avait rien d'un potentat, il n'aimait pas crier plus fort que les autres. Il avait fait une partie de ses études en Allemagne et en Angleterre, et il avait gardé jusqu'au bout quelque chose d'un gentleman à la voix douce et aux manières policiées. Il s'est avéré peu fertile en tant que chercheur et homme de science, aucune idée originale ne s'attache à son nom. En revanche il a acquis de grands mérites dans l'organisation de la science. Chaque fois que c'était possible (cette restriction est déjà grotesque en soi), il a respecté la liberté d'opinion de ses subordonnés dans la recherche, il ne les a pas forcés à suivre la ligne du parti comme tant d'autres dans des positions similaires en Union soviétique et en Europe de l'Est. Il favorisait volontiers la recherche empirique, l'observation du réel.

Entre István Friss et moi s'est créé un rapport ambigu. Il avait vingt-cinq ans de plus que moi ; certains traits patriarchaux ou paternalistes se sont glissés dans nos relations. On se tutoyait ; lui il m'appelait Jancsi, moi, comme tout le monde, je l'appelais camarade Friss.

Je me sens obligé, quitte à me répéter, de rassembler certains événements que j'ai déjà abordés séparément dans les chapitres précédents. Déjà à l'époque de *Szabad Nép* c'est István Friss qui me communiquait les informations et instructions relatives à la politique économique du parti. Quand j'ai été mis à la porte du journal, il m'a accueilli, mais il a réduit mon salaire au minimum. Quand j'ai de nouveau excellé avec mon travail, c'est lui qui m'a promu et il me citait en exemple aux collaborateurs de l'institut. Au temps de la révolution d'octobre 1956 il m'a téléphoné et voulait me persuader de parler à la radio en faveur de la cause du parti communiste, ce que j'ai refusé de faire. Après l'échec de la révolution, il a clamé du haut de la tribune du parti que j'étais un traître au marxisme. Ce n'est pas lui qui a pris l'initiative de mon licenciement de l'institut, mais au lieu d'y mettre obstacle il l'a exécuté en soldat discipliné, et il a signé la décision de mon éviction. En revanche, une fois de plus il m'a aidé à trouver un nouvel emploi, et il a donné son accord pour la publication de mon livre en Angleterre.

Cette fois il m'a rappelé à l'institut. Que s'est-il passé ? Sous des formes multiples il a exprimé à quel point il appréciait et respectait mon travail. Il m'a rendu visite quand j'étais alité chez moi après une opération et m'a demandé si je voulais lui succéder comme directeur de l'institut. (J'ai refusé.)

#### *Comme si rien ne s'était passé*

Être écarté de l'institut a été un des grands drames de ma vie. Le retour en revanche s'est fait en douceur, sans rien de spectaculaire. Comme si rien

ne s'était passé... István Friss n'est pas revenu sur le passé, de même que les autres dirigeants, les collègues, et moi non plus.

Toutes sortes de pensées et de sentiments se mêlaient en moi. La préparation du « Nouveau mécanisme économique » introduit en 1968 battait déjà son plein. Une ou deux années après ma réintégration j'ai croisé Rezső Nyers, alors secrétaire du Comité Central, qui dirigeait l'élaboration de cette réforme. Il m'a lancé comme en passant : « Êtes-vous au courant de votre réhabilitation ? » Ce à quoi j'ai répondu : « Comment le serais-je ? Personne ne m'en a rien dit. » Parmi ceux qui travaillaient à la préparation de la réforme, nombreux étaient ceux qui avaient lu mon livre autour de 1956-1957, qui avaient participé au débat sur notre proposition de réforme en été 1956, ou ceux avec qui j'avais pu discuter dans le temps sur le sujet. J'étais sûr que mes idées les avaient influencés. Pourtant jamais personne n'en a soufflé un mot ni oralement, ni par écrit. István Friss non plus ne m'a pas expliqué que cette fois, en accord avec la ligne du parti du moment, il soutenait la réforme dont les pionniers, et moi avant tout, avaient été marqués d'infamie par lui-même au nom du parti.

Mais d'un autre côté j'aurais été gêné si on m'avait interrogé pour connaître ma relation avec la réforme économique. En ce temps j'avais déjà dépassé la période « réformiste naïf » de ma vie ; la conviction que les changements projetés n'allaiient pas assez loin se renforçait en moi.

Mon opposition au régime en place était principalement de nature politique. Je me souvenais des accusations dont j'avais été l'objet en 1958 de la part des commissaires dépêchés à l'institut. Si ces derniers me prenaient pour leur adversaire idéologique, *ils avaient raison* : j'ai effectivement contribué par mon travail écrit à l'érosion de l'idéologie communiste, mon activité faisait partie de la ligne intellectuelle de la révolution de 1956. S'ils ne me faisaient pas confiance, *ils avaient raison* : beaucoup de mes amis croupissaient en prison, vivaient en exil ou écartés de leur emploi, j'avais renié le marxisme, je n'ai pas repris ma carte du parti. Si j'ai été mis à la porte de l'institut, ce n'était sûrement pas dû uniquement à mon livre, mais à mon opposition au parti communiste. Aucun événement nouveau ne pouvait expliquer qu'ils déclarent soudain : on revient là-dessus. Dans la pratique des partis communistes on ne pouvait « réhabiliter » au sens *politique* que celui qui est resté communiste, même si ses propres camarades lui refusaient cette qualification\*

---

\* Dans les années 1950 on racontait la blague suivante : Kohn est exclu du parti. Il rêve la nuit : les troupes des Etats-Unis envahissent la Hongrie. Tel Miklós Horthy en 1919, le président Eisenhower entre à Budapest sur son cheval blanc. Mátyás Rákosi à genoux lui remet les clés de la ville. Eisenhower dit d'une voix tonitruante : « Rákosi ! Kohn doit être réintégré dans le parti ! ». Que j'étais loin alors en 1967 de l'espoir comique de ce pauvre Kohn !

Ceux qui décidaient de ma réintégration à l'institut n'auraient pas été prêts pour autant à retirer leurs déclarations. Quant à moi, je voulais éviter de donner l'impression que l'entente serait rétablie entre moi et ceux qui alors m'avaient exclu et souhaitaient maintenant me réintégrer. L'unique solution acceptable pour chacune des parties était *de ne rien clarifier*. Au demeurant c'était une formule largement répandue dans le régime Kádár.

Cela n'empêche que cet effacement, cet oubli du passé m'a tout de même laissé une épine dans le pied. En tant que perdant de la bataille politique d'autrefois, j'ai pris acte que momentanément cela pouvait être la solution la moins inconfortable. Celui qui un jour monte dans l'arène politique n'a pas à lécher ses propres blessures. Mais en tant que chercheur, homme de science, j'avais vu qu'en 1958 la liberté de la recherche avait été gravement violée. István Friss n'a pas eu le courage moral de me dire un mot au moins sur cet aspect des choses.

### *Confiance et patience*

Je vais essayer d'esquisser dans ce qui suit dans quelle mesure je me sentais en confiance avec mes collègues. J'écarterais de mon analyse les personnes auxquelles m'attachaient des fils d'amitié étroite déjà avant 1967 : András Nagy qui a été licencié de l'institut en même temps que moi et qui a également été rappelé en 1973, Judit Rimler qui avait été embauchée sur mon initiative\*, Márton Tardos avec qui nous sommes devenus amis autour de 1956 et qui est devenu collaborateur de l'institut à la fin des années 1970. Je me limiterai aux relations qui me liaient aux autres collaborateurs de l'institut.

Quand j'ai réintégré l'institut, un pesant manque de confiance me retenait de toute conversation qui aurait touché directement des questions politiques. Le souvenir des interrogatoires auxquels il apparaissait qu'un ami proche répétait à ceux qui le questionnaient les remarques de nature idéologique que j'avais faites sur leur travail restait encore brûlant en moi. J'avais du mal à me libérer du soupçon que mon interlocuteur du moment pourrait aussi faire la même chose.

Mes collègues ont ressenti cette volonté de garder mes distances. Kati Farkas qui mourra si jeune, avec qui je travaillais depuis un ou deux ans déjà et nous sympathisions, a levé un jour sur moi un regard doux, plein de

\* En 1959, au temps de mon « exil » dans l'industrie légère, on m'a offert la possibilité de me faire aider dans la recherche. J'ai demandé à des connaissances universitaires de me proposer leur meilleur étudiant. C'était Judit Rimler, la première « assistante de recherche » de ma carrière, qui elle-même a su devenir par la suite une chercheuse reconnue. Chaque fois que j'étais sur le point de changer d'emploi, je tentais de donner la possibilité à Jutka de travailler au même endroit que moi.

reproches et m'a demandé : » Dis-moi, János, pourquoi es-tu si méfiant avec nous tous ? »

Nous avons discuté ; j'ai essayé de partager mes sentiments avec elle. Les arguments cités ne sont pas les plus intéressants, l'important est l'effet qu'a fait sur moi l'atmosphère de cette conversation. Elle m'a permis de me détendre un peu face à ceux dont je pouvais supposer qu'ils n'abuseraient pas de ma confiance. Mais ce dégel en moi a été lent, progressif, et dans la plupart des cas très partiel.

Il n'est plus jamais arrivé que je dise spontanément, en me laissant aller, sans arrière-pensée, sans examiner mon interlocuteur, en totale liberté, disons, ma façon d'analyser une importante information politique du jour. Je ne cessais de me contrôler. J'évaluais chacun séparément, selon sa personnalité, ses écrits, ses paroles et ses actes – et selon le résultat je distribuais ma confiance à bras légèrement ouverts ou avec des pincettes. « Ne gaspille pas ta confiance » – écrivait le poète Attila József.<sup>132</sup> Moi je ne l'ai pas gaspillée !

Si j'ai exercé quelque influence sur les collègues de mon entourage, en particulier sur les jeunes, cela n'était pas dû à l'expression de mes vues politiques, mais à d'autres causes. Ils voyaient comment je travaillais, nos conversations leur permettaient de connaître mes exigences professionnelles, mes écrits leur montraient mes orientations intellectuelles – les personnes assez ouvertes à ce genre d'impulsions étaient capables d'en assimiler beaucoup.

Au fur et à mesure que passaient les années, le nombre des personnes avec qui j'aimais discuter augmentait. Au bout de quelque temps il m'est devenu possible de faire venir un ou deux collaborateurs à l'institut. Plus tard j'ai été promu chef de groupe, et quelques jeunes chercheurs travaillaient directement sous mon autorité. J'ai eu comme étudiants à l'université les jeunes mariés János Gács et Mária Lackó. Je leur ai proposé de prendre un des deux avec moi à l'Institut de sciences économiques ; il ne m'était pas possible d'obtenir deux postes. Ils ont décidé que ce serait Mari qui viendrait chez moi. Judit Szabó était également mon élève à l'université. András Simonovits, fraîchement diplômé en mathématiques, m'avait été recommandé par Tamás Lipták. Mihály Laki est devenu aussi membre de l'équipe à une période ultérieure. Zsuzsa Kapitány était initialement professeur de mathématiques dans le secondaire, elle est entrée à l'institut comme informaticienne chez une autre collègue, et quand je l'ai appelée, elle s'est occupée d'abord de la même chose. C'est plus tard qu'elle s'est progressivement formée à la recherche en économie. Toutes ces personnes que je viens d'énumérer étaient bien plus jeunes que moi. Un autre collaborateur de ma génération complétait notre équipe, Béla Martos, initialement mathématicien.

Le lien entre les membres du groupe Kornai étaient bien sûr et avant tout le travail commun, une conception professionnelle commune.\* (On y reviendra au chapitre suivant.) Mais nous étions aussi liés par la sympathie et les liens d'amitié. Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, être lié par le seul travail à ceux qui collaborent avec moi n'a jamais pu me satisfaire. C'était ainsi à *Szabad Nép*, ça l'est devenu à l'Institut de sciences économiques de la MTA, et il en sera ainsi plus tard à l'Université Harvard. Il se peut que cette façon d'organiser le travail ne soit pas suffisamment efficace et professionnelle, et que cela nuise à la l'établissement de rapports hiérarchiques basés exclusivement sur des critères professionnels. Pourtant je ne regrette rien de mes habitudes et exigences. Pour moi la chaleur des relations humaines, l'amitié et la confiance, sont des valeurs irremplaçables.

C'est devenu une tradition que le groupe Kornai déjeune toujours ensemble, à onze heures trente précises. À dire vrai, c'est moi qui insistais pour cette heure précoce, car j'aime manger de bonne heure et je déteste attendre pour le repas, autant être les premiers servis. Souvent d'autres collègues se joignaient à nous. La qualité de la cuisine n'était pas particulièrement bonne, mais la bonne compagnie, les vives discussions autour de la table étaient toujours source de joie.

C'est un alliage particulier de collégialité et d'amitié qui caractérisait mes relations non seulement avec les jeunes de mon groupe, mais aussi avec d'autres, embauchés ces années-là à l'institut. Je ne mentionne que quelques noms d'une liste qui devrait être beaucoup plus longue : Tamás Bauer, Aladár Madarász, Attila Soós Károly, Iván Major, János Kóllő, Péter Pete, Gábor Kertesi, Péter Mihályi. Ils ont tous fait depuis une belle carrière scientifique, la plupart sont devenus professeurs d'université. Certains économistes nommés ici ont occupé après le changement de régime de 1989 un haut poste politique pendant un temps plus ou moins long. Ma route a croisé la leur à un moment où ils mûrissaient leur réflexion. Avec certains j'ai souvent mené de longues discussions, avec d'autres mes relations étaient moins intenses. J'avais eu certains d'entre eux comme étudiants à l'université. Non seulement je m'efforçais de lire soigneusement et de commenter leurs travaux à l'institut (je garde encore mes notes de l'époque), mais nous parlions aussi de la recherche, de la réforme économique, de questions générales, de la vie des intellectuels ou d'éthique.

Discuter avec les membres de mon équipe et avec d'autres, lire leurs études, était extrêmement instructif pour moi. Grâce à eux j'ai beaucoup appris du fonctionnement de l'économie hongroise, des débats entre économistes, de l'atmosphère dans le pays, des alternatives pour l'avenir. C'était un milieu intellectuel stimulant dont le contact m'était cher. Je ne

---

\* Selon la structure de l'institut à l'époque plusieurs groupes fonctionnaient côté à côté, chaque groupe sous la direction d'un chercheur expérimenté. J'utilise le terme « groupe » dans ce chapitre au sens strictement organisationnel.

peux pas dire grand-chose de l'influence inverse ; j'ignore quelle était l'influence que mes travaux et nos relations personnelles ont pu exercer sur eux – eux seuls pourraient le dire. Je les revois chacun de temps à autres, certains assez régulièrement, mais par pudeur nous n'abordons pas ces sujets.

Des sociologues pourraient dessiner les réseaux qui se formaient au sein de l'institut, y placer des nœuds, des vecteurs, des chiffres décrivant l'intensité des échanges. Une telle carte démontrerait certainement l'existence de zones plus denses, des clusters. Plusieurs facteurs expliquent la formation de tels clusters.

L'un de ces facteurs de cohésion ou de divergence était le jugement porté sur l'utilisation de méthodes mathématiques. À cet égard la situation en Hongrie ressemblait à celle des chaires d'économies des universités américaines plusieurs décennies auparavant : la plupart des chercheurs rechignaient à utiliser les modèles mathématiques et l'analyse économétrique. Certains chercheurs chez nous développaient une véritable phobie contre la montée en force des mathématiques, ils la considéraient comme une escroquerie intellectuelle. Une certaine cohésion régnait en revanche parmi les chercheurs adeptes des méthodes mathématiques – indépendamment de savoir s'ils étaient marxistes ou non, s'ils sympathisaient ou non avec le régime Kádár.

Comme dans toute organisation, il y avait aussi chez nous des personnalités marquantes, qui suscitaient la formation de groupes en attirant ou en repoussant les gens.

Le facteur le plus important pour former ou délimiter des groupes était la vision du monde, la position politique.\* Même si les gens n'avaient pas fait de déclaration politique au sein de l'institut, on pouvait quand même discerner les affinités des uns et des autres. J'ai l'impression que l'affinité politique avait un poids beaucoup plus grand chez nous que parmi les intellectuels du monde occidental.

Sur le plan idéologique, l'ensemble des chercheurs de l'institut était depuis toujours passablement hétérogène, représentant toutes les nuances du spectre politique. Personne n'était un stalinien endurci, mais on y trouvait plus d'un communiste conservateur attaché aux vieux dogmes du parti. Les communistes réformateurs progressivement plus clairvoyants et qui voulaient le changement étaient assez nombreux ; ils voulaient injecter une dose plus ou moins grande d'économie de marché dans le système, plus de possibilités de critique, un peu de « démocratisation » – alors qu'ils ressentaient encore une affinité avec le régime de Kádár. Et il y avait enfin

---

\* Étant donné que des réseaux relationnels se formaient selon des critères multiples, il pouvait y avoir des recouvrements partiels. L'un ou l'autre collègue pouvait se lier simultanément à plusieurs groupes, par des liens plus ou moins étroits.

ceux qui s'étaient éloignés ou étaient d'emblée étrangers au parti communiste et qui observaient le régime au pouvoir d'un regard critique.

La composition politique de l'institut changeait au fil du temps, des anciens partaient, de nouveaux arrivaient. La mentalité des collaborateurs se transformait au fil des années, quelquefois substantiellement. En conséquence la taille et la composition des groupes se modifiaient aussi. C'était un processus dynamique. Mais quel que soit le moment qu'on ait choisi, on aurait toujours trouvé des groupes informels organisés selon les convictions politiques. En les observant de près, on pouvait dire que les personnes de mentalités voisines témoignaient davantage de confiance politique les uns envers les autres que ce qu'ils se permettaient envers les gens de mentalité différente. Moi aussi je limitais plutôt mes relations personnelles à ceux qui pensaient politiquement à peu près comme moi.\*

Oui, il y avait des groupes, mais il n'y avait pas de guerre de tranchées. Les plus âgés et ceux d'âge mûr (je faisais partie de ce dernier groupe) gardaient en eux la marque du traumatisme de 1956. Chacun l'avait digéré dans son for intérieur selon son idéologie, mais ce qui était commun à ces générations d'intellectuels, c'était la volonté d'éviter toute nouvelle guerre idéologique ou politique. Une *treuga dei*, une trêve de Dieu particulière s'est instaurée entre les divers groupes intellectuels : nous ne vous attaquons pas et nous espérons que vous ne nous embêterez pas non plus. *Leben und leben lassen* ; vivre et laisser vivre. Les conflits politiques ouverts ont été évités.

Comment qualifier cet état des choses ? Chacun maintenait ses principes, et nous ne nous sommes pas fait de concessions dont nous aurions pu avoir honte.<sup>†</sup> Chacun poursuivait son combat « à l'extérieur de la maison », s'il était de nature combative. Chacun exprimait ses opinions dans son travail scientifique s'il avait quelque chose à dire en vue de l'intérêt général. Mais « à l'intérieur de la maison » une sorte de *tolérance* prenait le dessus. Ne nous heurtons pas les uns les autres, parce que si on commençait à le faire, cela secouerait la ruche, et chacun endurerait des blessures encore plus douloureuses de la part de ceux qui, à l'extérieur, ne craignaient pas de pratiquer même les formes les plus impitoyables de la dictature. C'est peut-être cette conscience, celle *du danger commun, de l'adversaire commun*

\* Pour ma part, dans les périodes ultérieures, plus souples du régime de Kádár je ne respectais plus autant les limites politiques et idéologiques des clusters. Il y avait un ou deux collègues d'opinions manifestement très différentes des miennes avec qui malgré cela nous avons pu nous lier d'amitié.

† Je n'ignore pas que tout le monde ne partagerait pas cette opinion. Il existe une position radicale qui considère ces « trêves » locales de l'époque de Kádár comme des compromis inacceptables, et sont d'avis que ceux-ci ont prolongé la survie du régime. Ils l'ont peut-être prolongé, mais ils ont aussi rendu la vie supportable aux individus. Cette évaluation conduit en fait à une question fondamentale : les gens doivent-ils soumettre l'amélioration de leur destin individuel aux objectifs de la communauté – dans l'exemple présent, au renversement plus rapide du régime ?

nous guettant à l'extérieur, qui générait à l'époque la patience des uns envers les autres, cette patience que l'on rencontre de nos jours si rarement dans les communautés intellectuelles. Dans les conditions du pouvoir de l'époque, à l'intérieur de l'institut, ceux qui se rangeaient ouvertement du côté du régime de Kádár et qui défendaient la théorie marxiste, pouvaient se sentir en position protégée. Il était rassurant de constater que de leur position proche du pouvoir ces personnes se retenaient de provoquer des débats politiques, de « démasquer » les antimarxistes, ils préféraient laisser tranquilles ceux qui avaient des opinions différentes.\*

Je repense avec satisfaction à ce que, pendant qu'au dehors la mer était orageuse, l'institut est resté un îlot relativement paisible. La chose la plus importante à faire était pour moi la recherche, elle exigeait toutes nos forces et un maximum de concentration. Le calme est nécessaire pour cela.<sup>†</sup>

### *Réforme avortée à l'Institut*

J'ai beaucoup voyagé à l'étranger, non seulement pour des congrès ou des conférences, mais aussi pour de plus longs séjours. Je commençais à connaître l'Occident de l'intérieur, la vie, le déroulement de la recherche et de l'enseignement dans les plus célèbres centres universitaires. J'aurais aimé implanter dans notre institut certaines des pratiques observées. En 1969 nous avons entrepris, deux collègues, Ádám Schmidt et János Kovács, et moi, d'élaborer une proposition de réforme.<sup>133</sup> Nos idées à tous les trois apparaissaient dans le document final, néanmoins j'étais l'auteur des propositions les plus délicates, soulevant le plus de débat.

Je proposais de créer des liens beaucoup plus étroits entre l'avancement à l'institut et les publications des chercheurs. Je proposais de pondérer la valeur de chaque publication, de donner un plus grand poids aux publications à l'étranger et de tenir compte de la réputation de l'éditeur des ouvrages ou de la revue scientifique.

---

\* Le fait que les directeurs successifs de l'institut, István Friss, Rezső Nyers, puis Aladár Sipos eux-mêmes n'ont jamais pris l'initiative d'un nettoyage politique, a dû jouer un rôle. Au contraire, lorsqu'une attaque politique a été lancée contre Tamás Bauer et qu'en haut lieu on a exigé son renvoi, Rezső Nyers, le directeur du moment l'a défendu.

† L'atmosphère paisible du lieu de travail m'a beaucoup aidé dans une période où dans ma vie privée j'ai traversé une crise. Mon premier mariage avec Teréz Laky a fait naufrage. Lorsqu'en 1970, après six mois passés à l'Université de Yale je suis revenu en Hongrie, je me suis peu après installé avec ma seconde femme Zsuzsa Dániel.

Toutes ces choses étaient des exigences allant de soi dans le monde occidental.\* Mais elles étaient loin d'une acceptation générale en Hongrie. Une publication hongroise ne pouvait pas être considérée comme un label de qualité. On publiait aussi bien sûr des études de haut niveau et riches en contenu, mais des travaux professionnellement peu exigeants trouvaient aussi relativement facilement une plateforme. Peu de chercheurs publiaient à l'Ouest, et encore moins essayaient-il d'accéder à des revues vraiment importantes. Pendant que notre économie qui débutait dans le « socialisme de marché » reconnaissait qu'un vrai test de qualité pour nos produits devait être la compétitivité vis-à-vis des marchés d'exportation occidentaux, il n'était pas nécessaire de soumettre les produits de notre recherche au test de l'exportation.

Ce n'est pas seulement la sévère épreuve de qualité de nos publications qui manquait. Une partie des collaborateurs pouvaient végéter à l'institut pendant des années pendant qu'ils ne publiaient guère ou pas du tout. Une fois quelqu'un embauché à l'institut, il pouvait y rester tout au long de sa vie, alors que des chercheurs plus doués et plus créatifs auraient bien aimé prendre sa place.

Je dois ajouter que même parmi ceux qui avaient signé des publications, certains travaillaient avec une efficacité extrêmement faible selon les critères occidentaux. Bien que contrairement aux économistes universitaires occidentaux, ils n'étaient pas chargés d'enseigner, le nombre de leurs publications, si l'on ne considère que les données chiffrées, était une faible fraction de ce que produisaient des collègues occidentaux de même âge dans les universités les plus réputées.

Ce n'est pas uniquement à la suite des expériences étrangères que sont nées en moi les exigences que je viens de résumer. C'est ma propre morale de travail et mes ambitions professionnelles que j'aurais voulu exiger de tous. Comme dit le proverbe : « On juge comme on vit. » Je ne refuse pas d'utiliser une petite partie de ma journée à des discussions, mais j'aime utiliser la majeure partie de mon temps pour un travail productif de recherche. J'étais irrité de voir que la journée de beaucoup de monde se passait à des conversations sans fin. Il est vrai que les dialogues et les débats derrière des portes fermées étaient censés remplacer une vie publique ouverte, un discours intellectuel et politique libres, ils contribuaient à clarifier les idées, ils éveillaient de nouvelles pensées chez les participants et diffusaient de nouvelles connaissances. Mais ce qui dans ces conversations était productif, se mêlait immanquablement à des bavardages improductifs et répétitifs, volant un temps précieux au travail de recherche.

---

\* Là-bas ils en étaient déjà, et sont encore, à lutter contre l'autre extrême : les excès de la courses aux publications peuvent causer des dégâts. J'y reviendrai dans un autre chapitre.

Le directeur financier de l'institut a tenté d'imposer une discipline de travail en nous obligeant à pointer à l'arrivée et au départ. Cette mesure administrative grotesque n'a eu aucun effet. L'impulsion doit venir *de l'intérieur*. Évaluant mon expérience occidentale, je pensais que la motivation intérieure de nombreux chercheurs n'est pas indépendante des incitations extérieures, des conditions d'admission à l'institut, du maintien au poste de travail, de la promotion et autres modes de reconnaissance formelles ou informelles de la part de l'institution où l'on travaille. La proposition recommandait des changements profonds dans les méthodes d'incitation et de promotion.

L'accueil de la proposition de réforme a été plutôt mitigé. Il y eut quelques murmures approbateurs – mais la vérité est que la plupart des collaborateurs n'adhéraient pas à notre idée. Certains argumentaient en disant que les revues et éditeurs occidentaux rejettent les ouvrages écrits par des marxistes. (C'est faux, on peut citer de nombreux contre-exemples.) D'autres déclaraient que ce qui se passe à l'Est n'intéresse pas l'Ouest. (C'est faux, les chances d'une publication dépendent surtout des normes professionnelles selon lesquelles le chercheur traite son sujet.) D'autres encore affirmaient, surtout en tête à tête, qu'ils étaient allés assez loin dans la critique du régime mais que leurs conclusions ne pouvaient pas être publiées légalement. (C'est un argument plus sérieux – et d'ailleurs je vais l'évoquer en détail dans un chapitre ultérieur.)

Je n'ai pensé, ni alors, encore moins aujourd'hui, que le mécanisme de sélection des revues occidentales fonctionne sans défaut, j'observe au contraire d'un œil critique leur pratique rédactionnelle. Elles rejettent parfois sans raison des articles pionniers, proposant des idées inhabituelles, retardant ainsi la publication de résultats importants. Les erreurs dans le sens inverse ne sont pas rares non plus. Des travaux de moindre valeur peuvent glisser à travers leur filtre parce que, à défaut de portée réellement significative et moderne, ils s'insèrent de façon conformiste dans l'esprit du *mainstream*, ils en empruntent le style et la méthodologie. Malgré les faiblesses et les défauts, il existe cependant une corrélation positive entre la véritable valeur scientifique des travaux d'une part, et la publication dans une revue reconnue internationalement d'autre part. Pour cette raison je pense même a posteriori que j'ai bien fait d'essayer d'encourager mes collègues à publier dans des revues scientifiques prestigieuses.

Un autre argument contre nos propositions a été soulevé dans le débat. Pourquoi donner tant d'importance aux publications ? La part que prend un collaborateur dans l'élaboration de la politique économique, le rôle qu'il joue en tant qu'expert, conseiller, alors que son nom n'apparaît naturellement pas dans les textes et décisions publiées par l'État et le parti, serait au moins aussi important, sinon plus. Nous avons contesté cet argument aussi. Oui, l'activité dans la politique économique peut être

estimable et importante – mais elle est insuffisante pour montrer un progrès scientifique.

Dans la section précédente j'ai décrit l'existence de groupes cloisonnés selon des critères politiques et idéologiques. Notre récente proposition de réforme traversait les limites politiques des clusters et a transformé les groupes formés antérieurement. Certains, nombreux, étaient d'accord avec les changements que nous proposions, parce qu'eux-mêmes avaient déjà publié dans des revues importantes, ou ils sympathisaient avec l'esprit de la proposition et ambitionnaient de faire connaître leurs travaux dans l'avenir à la communauté internationale.\* En revanche la proposition était rejetée, sans égard pour la position politique, par tous ceux à qui manquait ou le talent, ou l'énergie ou l'ambition pour admettre les normes professionnelles occidentales. Bref, ceux qui ne voulaient pas entrer dans l'arène concurrentielle de la publication, un critère qui, s'il n'est pas entièrement satisfaisant, garde son utilité pour évaluer l'effort scientifique.

La proposition de réforme s'est dans la pratique ensablée. L'institut n'a rien changé aux normes et procédures de son fonctionnement officiel qui aille dans le sens de nos propositions. Tout est resté comme avant.

Connaître ce que décidaient les collaborateurs, individuellement, sur leur propre stratégie professionnelle, est une question différente. Certains, relativement peu nombreux, il est vrai, relevaient le défi de la comparaison professionnelle avec l'Occident de façon sérieuse et conséquente. Dans cet esprit ils essayaient de publier à l'étranger, tantôt avec succès, tantôt sans, ou de se faire connaître à l'Ouest par leur enseignement. Mais la plupart ont carrément refusé toute idée de compétition. J'ai revu plusieurs collègues d'autrefois qui, après le changement de régime, ont reconnu avoir eu tort. Mais le retard de tant d'années ou de décennies ne pouvait plus être comblé.

#### *On m'interdit – pourtant j'enseigne*

J'ai déjà évoqué plus haut que, lorsqu'en 1958 des commissaires du parti ont inspecté le personnel de recherche de l'institut, László Háy avait déclaré : « Aussi longtemps que je serai le recteur de l'Université de Sciences Économiques, Kornai ne pourra pas enseigner ici. » Non seulement il a tenu parole, mais même ses successeurs se sont tenus à la détermination du prédécesseur. Plusieurs célèbres universités étrangères auraient été heureuses que j'aille enseigner chez elles. Mais l'université qui alors avait le monopole de l'enseignement de l'économie en Hongrie, l'Université de

---

\* De nombreux économistes hongrois, parmi eux certains collègues de l'institut, avaient déjà des publications remarquées avant la présentation de notre proposition de réforme, et plus tard ils étaient encore plus nombreux. Mais les publications ne sont entrées parmi les principaux critères de la qualification professionnelle et des promotions que de longues années après ce débat et très progressivement.

sciences économiques Karl Marx de Budapest (MKKE) a refusé pendant des décennies de me proposer un emploi d'enseignant. Je suppose que l'idée selon laquelle Kornai pouvait faire de la recherche, mais qu'il convenait de l'éloigner de la jeunesse, émanait des cercles supérieurs du parti ou était confirmée par eux<sup>\*</sup>

La dislocation du régime de Kádár était déjà passablement avancée lorsqu'en 1987 le recteur d'alors, Csaba Csáki m'a fait une première proposition de poste universitaire en Hongrie. Je cite ma lettre de réponse<sup>134</sup> : « Ton initiative a eu lieu après... que j'ai accepté l'invitation de l'Université Harvard. Je te suis reconnaissant pour ton attention, mais je dois te dire qu'elle est venue trop tard. On ne vit qu'une seule fois ; j'ignore comment ma vie aurait tourné si la MKKE s'était adressée à moi plus tôt. Je peux déclarer que j'aurais été à tout moment prêt à mettre une grande part de mes capacités au service de la MKKE durant les trois décennies qui ont précédé le moment où j'ai accepté la proposition de Harvard. Au cours de toute ma carrière scientifique j'ai ressenti amertume et douleur parce que là où on forme les jeunes économistes hongrois on ne m'a jamais invité comme enseignant ; on m'a refusé les droits et l'influence intellectuelle du professorat, on m'a refusé la possibilité de la proximité étroite avec la jeunesse. Ceci reste pour moi une perte irremplaçable que d'autres réalisations dans l'enseignement ou la recherche ne pourront pas compenser. »

Si je n'ai pas reçu de poste d'enseignant, j'ai tout de même réussi parfois à enseigner à la MKKE sous une forme ou une autre. En 1968 on m'avait octroyé le titre de « professeur honoraire d'université ». Ce titre ne donnait pas de droits ni d'influence sur la vie de l'université, mais il m'a permis d'organiser quelques séminaires ou séries de cours. J'ai mené à bien pendant trois promotions ce qu'on appelait des « séminaires thématiques ». Je ne connaissais aucun modèle à suivre, j'essayais d'inventer ce que je devais enseigner et comment. Nous traitions chaque fois pendant une année un des sujets que j'avais approfondis dans ma propre recherche. J'aimais beaucoup ce travail, et jusqu'à nos jours je reste lié aux étudiants de ces séminaires par des souvenirs chers et des attaches sentimentales chaleureuses. J'espérais qu'en complément aux programmes officiels, communiqués de façon trop souvent routinière, en tant que catalyseur intellectuel, il ne serait pas inutile que des jeunes fassent directement connaissance avec les pensées d'un homme de la recherche, et acquièrent des connaissances non orthodoxes

\* Les dirigeants du parti se souvenaient du rôle effervescent que la jeunesse étudiante avait joué en octobre 1956. Ils ont donc tout fait pour isoler des étudiants ceux qui, parmi les intellectuels, pouvaient avoir sur eux une influence risquée. Ils ont autorisé par exemple que certains, parmi ceux qui avaient été poursuivis après 1956 puissent faire de la recherche dans les instituts de l'Académie – mais aucun d'eux ne pouvait enseigner à l'université.

qu'il ne trouveraient pas dans les programmes officiels. Je ne me limitais pas au transfert de connaissances, je m'efforçais plutôt d'éveiller en eux l'esprit de la pensée critique. Un grand nombre d'économistes chercheurs, professeurs ou dirigeants économiques sont issus de ces séminaires.

J'apprécie tout particulièrement les liens tissés avec le Rajk Kollégium, créé en 1970. Le directeur Attila Chikán avait créé là un atelier intellectuel unique en Hongrie. Dans son fonctionnement, le Rajk Kollégium a repris plusieurs traits des traditions des collèges populaires dissous sous Rákosi ainsi que celles de Eötvös Kollégium de même que des « grandes écoles » parisiennes ou des collèges d'Oxford ou de Cambridge, et les a modifiées ou complétées de ses propres innovations. Les étudiants de ce Kollégium étaient choisis parmi les meilleurs étudiants de l'Université, après une sélection soigneuse. On y enseignait des connaissances modernes, inconnues dans le cadre de l'enseignement universitaire. On y formait les étudiants à une réflexion indépendante, exempte de doctrine. Ce désir se manifestait aussi dans le choix des personnes invitées à y donner des cours. Dans leur liste on retrouve le nom d'intellectuels qui quelques années auparavant étaient en prison, et on y retrouve aussi les leaders intellectuels de « l'opposition démocratique » qui s'organisait dans les années 1970, ceux du mouvement dissident opposé au régime communiste.

J'y ai donné des cours à plusieurs reprises. Quand j'avais une nouvelle étude en préparation, j'aimais bien expérimenter mon sujet en le présentant pour la première fois devant l'auditoire à l'oreille attentive et sensible du Rajk Kollégium.

Dans la plupart des pays occidentaux ce sont les universités qui délivrent la formation *graduate*, de troisième cycle, nécessaire pour obtenir le doctorat. J'ai déjà expliqué dans le cinquième chapitre, en détaillant mon parcours, que la procédure était différente dans les pays qui suivaient le modèle soviétique. La formation nécessaire pour obtenir le titre de *candidat*, équivalent au PhD, ce qu'on appelait *l'aspiranture*, n'était pas organisée par l'université mais par une institution centrale distincte des universités, créée à cette fin, le Comité scientifique des qualifications (en hongrois : TMB). C'est ce comité qui désignait le directeur des études du postulant, le « guide de l'aspiranture ». Cette fonction correspond à peu près à celle de *l'adviser* de l'étudiant *graduate* à l'Ouest. L'une des plus importantes différences parmi d'autres était que *l'adviser* était choisi par l'étudiant occidental lui-même, tandis que le guide de l'aspiranture était désigné par l'organisme habilité, le TMB, sur la base de multiples considérations, principalement politiques.\*

Plus tard, à l'Université Harvard, j'ai moi-même assisté le travail de nombreux étudiants *graduate* en qualité d'*adviser*. En Hongrie la situation

---

\* Dans aucun des systèmes il ne s'agit de décision unilatérale : dans les deux systèmes *l'adviser* ou le guide de l'aspiranture doit accepter la mission.

était différente. J'ai obtenu le titre de *candidat* en 1956, depuis lors, selon la règle en vigueur en Hongrie, j'avais la formation et le titre officiel pour devenir guide d'aspiranture. Mais le TMB ne m'a pas désigné une seule fois à cette fonction pendant le demi-siècle de son existence. Je traduis en langage de type occidental : jamais on ne m'a confié un seul étudiant doctorant en Hongrie.

Cette pensée m'est très douloureuse. Dans le langage des universités occidentales un professeur utilise en général l'expression « mon ancien étudiant... », à propos de quelqu'un s'il a aidé cette personne dans le cadre de son doctorat. *Dans ce sens-là* je ne peux dire de personne en Hongrie que c'est mon ancien étudiant. Je ressens une certaine consolation par le fait qu'il existe des économistes qui proclament haut et fort qu'ils se considèrent malgré tout comme mes étudiants.

### *Comment je suis devenu académicien*

L'Académie des sciences de Hongrie (MTA) jouait plusieurs rôles, selon le modèle soviétique. En tant que collaborateur d'un des instituts de recherche de l'Académie, j'étais salarié de cette dernière. La MTA, en tant qu'employeur, comptait plusieurs dizaines de milliers de salariés.

L'Académie des sciences de Hongrie jouait en même temps le rôle traditionnel des académies nationales : elle se targuait d'être l'assemblée des plus éminents savants du pays. Mais qui doit être qualifié de plus éminent ? Si on lit simplement la lettre des statuts de l'Académie, la procédure de qualification ressemble à celle des grandes académies occidentales. Sur la base de soigneuses évaluations préalables, de façon souveraine, les membres de l'Académie élisent les nouveaux membres à la majorité, par un vote secret.\* Mais il n'est pas sans intérêt d'examiner de plus près comment se déroulait cette élection *dans la réalité*. Mon histoire en fournira une belle illustration.

Si on lit minutieusement les statuts d'alors de l'Académie, il ressort qu'on attend d'un membre de l'Académie qu'il se réclame de « la conception du monde la plus progressiste ».† Cela ne simplifiait déjà pas la

\* On peut être membre suivant deux niveaux. Le niveau inférieur est celui de membre correspondant de l'Académie, le niveau supérieur est celui de membre ordinaire de l'Académie. Le « grand saut » consiste à obtenir le degré inférieur. C'est celui-là qui mérite tous les efforts pour celui qui veut y faire entrer quelqu'un. Le pas suivant ne pose plus de problème. Les membres correspondants deviennent presque automatiquement membres ordinaires au bout d'un certain temps.

† L'alinéa (1) du paragraphe 1 des statuts de l'Académie Hongroise des Sciences stipule que l'Académie mène ses activités « sur la base de la conception scientifique du matérialisme dialectique ».

tâche de ceux qui voulaient me recommander à l'Académie.\* Mes déclarations, largement documentées dans mes dossiers, faisaient apparaître sans équivoque que je n'étais pas marxiste-léniniste. N'importe quel lecteur attentif de mes œuvres pouvait constater la même chose.

Lorsque la question de mon élection a été soulevée pour la première fois au début des années 1970 dans le cercle des membres de l'Académie, j'avais déjà acquis un nom, non seulement à l'intérieur du pays, mais aussi à l'étranger. Qui plus est, chose plus délicate, l'Académie américaine des arts et des sciences m'avait élu comme membre étranger honoraire ; j'avais déjà obtenu d'autres marques de reconnaissance sur le plan international. Nous étions désormais dans une période du régime de Kádár où il voulait démontrer à quel point la vie intellectuelle en Hongrie était civilisée, cultivée, quasiment « occidentale ». Quelle impression donnait le fait qu'un chercheur hongrois puisse être membre de l'académie américaine, mais pas de l'académie hongroise ? Il n'y avait plus de temps à perdre, il convenait de débattre de mon élection.

Je suis contraint de décrire de façon relativement détaillée la procédure formelle de l'élection, sans quoi on ne pourrait pas comprendre le déroulement réel des choses. Le processus d'élection se déroule *de jure* en deux phases. D'abord un vote secret du département académique responsable de la discipline du postulant (dans mon cas le Département IX compétent pour les affaires juridiques, économiques et autres sciences sociales) décide de la personne à proposer pour élection à l'assemblée générale. Pour cela la personne doit obtenir la majorité simple des voix. Ensuite c'est l'assemblée générale de tous les membres de l'Académie qui élit par un nouveau vote secret les nouveaux membres parmi les candidats proposés par les départements. Le scrutin de l'assemblée générale est assez formel, les candidats des départements obtiennent en général une majorité écrasante. La véritable lutte se noue au niveau du département pour savoir quelle candidature celui-ci doit proposer à l'assemblée générale.

La majorité des académiciens étaient membres du parti. Il était notoirement connu que la réunion « officielle » du département pour proposer des membres était précédée par une réunion de la cellule du parti des académiciens du département. Là, les membres du parti se mettaient

---

\* Il y a toujours eu des personnes qui postulaient elles-mêmes, qui exerçaient des pressions pour être élues, qui essayaient de trouver des recommandations, de convaincre des académiciens de voter pour eux. D'autres ressentaient ce genre d'auto-publicité comme inappropriée, et pensaient que c'était l'affaire de la conscience professionnelle des collègues de savoir qui élire. Quant à mon attitude à moi, qu'il s'agisse de devenir membre de l'Académie ou de toute autre distinction, j'ai toujours appartenu à la seconde catégorie. Ceux qui dans les années 1970 ont avancé la cause de mon adhésion à l'Académie, l'ont fait sur leur jugement professionnel, de leur propre initiative.

d'accord pour qui ils voterait positivement ou négativement parmi les candidats. Comme les membres du parti étaient majoritaires, en fin de compte c'est le parti communiste qui désignait les nouveaux membres de l'Académie.

Ma désignation a échoué à la première tentative de 1973, dès la phase préparatoire, la réunion des membres du parti. Comme j'ai pu le constater dans les documents d'archives, le département compétent du siège du parti avait préparé un rapport pour le Bureau politique, organe supérieur de décision du parti, sur la préparation de l'assemblée générale annuelle de 1973.<sup>135</sup> Dans ce rapport on lit noir sur blanc les noms de candidats soutenus ou rejetés par les membres du parti. Ma candidature a été soutenue par István Friss, mais rejetée par la majorité des communistes (parmi eux le même László Háy qui m'avait interdit d'enseignement universitaire après 1956).<sup>\*</sup> Le Comité politique a pris une décision sur mon cas : il « n'a pas soutenu » (comprendre : il a interdit) ma candidature.<sup>136</sup>

L'élection suivante devait avoir lieu à l'assemblée générale de 1976. Elle a comme toujours été précédée par le processus préparatoire habituel. Cette fois, à la réunion des membres du parti, ceux qui refusaient mon adhésion ne constituaient plus qu'une courte majorité. Mais celle-ci suffisait pour que la décision de la réunion des membres communistes refuse ma candidature.

Comme d'habitude, le département compétent du siège du parti avait aussi, en octobre 1975, envoyé son rapport sur la préparation de l'assemblée générale de l'Académie de 1976. On y trouve, entre autres, mon cas. Le rapport rappelle la décision négative du Comité politique deux années auparavant, en y ajoutant : « la situation n'a pas fondamentalement changé ».<sup>137</sup> Cette fois le Comité politique n'a pas décidé aussitôt sur les désignations académiques, mais a décidé de revenir sur le sujet à une date ultérieure.

Et ici l'histoire a pris un tournant inattendu. Dans le cadre du Département IX de la MTA, la séance des académiciens économistes et juristes s'est tenue peu après. (Pour mémoire : y participaient tous les académiciens et pas seulement les membres du parti. Comme je l'évoque plus haut, *de jure* c'est cette assemblée qui « décide » les désignations.) Ici, sur le papier, au scrutin secret, je n'aurais pas pu obtenir la majorité si tous

\* En 1975, quand mon nom a été une nouvelle fois proposé à la désignation, le chef du département compétent au siège du parti, Mihály Kornidesz, a rappelé les avis concernant ma carrière qui lui étaient parvenus en 1972 à l'occasion de la précédente proposition. Je cite ses mots prononcés devant le Comité politique tels qu'ils se trouvent dans le procès-verbal (MOL M-KS 288. f. 5/682. ö.e. p. 3.): « Lorsque son nom a été cité pour la première fois, des avis contradictoires ont été émis. Certains évoquaient une faiblesse professionnelle, d'après eux il n'atteint pas le niveau requis, c'est un savant en chambre coupé des réalités, à qui ils ne faisaient pas confiance politiquement... »

les académiciens membres du parti avaient donné une réponse conforme à l'entente préalable, c'est-à-dire contre moi.

À la surprise générale ma désignation a été votée à une majorité imposante. Autrement dit, il y avait des académiciens membres du parti qui, sans avoir élevé la parole pour ma désignation lors de leur propre réunion en cercle restreint, le jour du scrutin secret, à l'abri du secret, brisant la discipline du parti, ont quand même voté pour moi.

Un autre économiste à propos duquel le parti n'avait pas de problème politique, a obtenu la majorité nécessaire en même temps que moi.

Ce qui a encore compliqué la situation était que deux autres économistes, spécialement soutenus par le siège du parti ont reçu exactement cinquante pour cent dans le scrutin secret. Si on prend le règlement de l'Académie à la lettre, leur candidature n'aurait pas dû aller plus loin puisqu'ils n'avaient pas obtenu la majorité des voix.

Pour les fonctionnaires responsables des affaires de l'Académie la situation était gênante. Kornai, cet homme politiquement douteux a obtenu la majorité contrairement à nos deux hommes de confiance. Ce dilemme s'est avéré si grave qu'il a été impossible de le résoudre sur le vrai lieu du processus de décision, au sein de l'Académie, et même pas au niveau médian de la direction politique. C'est l'organe politique supérieur, le Bureau politique du parti qui a dû prononcer la décision finale.

En janvier 1976, le Bureau politique s'est réuni une nouvelle fois pour revoir l'affaire de désignation à l'Académie. Un nouveau rapport a été rédigé, suivi d'un débat où le rapporteur a déclaré qu'ils s'étaient largement informés sur mes activités, et cette fois les avis étaient favorables.<sup>138</sup> János Kádár a fini par prendre position (je cite précisément le procès-verbal) : « En ce qui concerne ces modifications, Kornai peut à mon avis être accepté, les arguments politiques ne pèsent pas si lourd. La comparaison est difficile, mais après tout il ne s'agit pas de fonctions au parti ni même d'une adhésion au parti, mais de l'Académie des sciences au sein de laquelle on peut très bien imaginer quelqu'un même s'il a des petits problèmes politiques si par ailleurs sa performance scientifique est positive, il pourrait être un membre constructif, utile de l'Académie. Le fait donc qu'il n'atteint pas le degré de solidité idéologique d'un ancien membre du parti n'est pas rédhibitoire. »<sup>139</sup>

La question a donc été tranchée. Mon dossier d'adhésion à l'Académie a donc pu poursuivre sa route.

Mais le siège du parti a cru bon de devoir, au diable les statuts, assurer au moins un équilibre, et ils ont aussi proposé de voter à l'assemblée générale la désignation des deux candidats à 50 %. Si en plus de Kornai on fait entrer à l'Académie trois personnes de confiance, alors l'équilibre est préservé. C'est ainsi qu'en cette année 1976 l'Académie a élu quatre nouveaux membres correspondants économistes.

Vu de près donc, c'est ainsi que fonctionnait l'autonomie de l'Académie dans les années 1970, le scrutin secret souverain établi par les statuts. Dans

la sélection se mêlait l'évaluation de la véritable réussite scientifique avec le fait qu'ici aussi, comme dans toutes les sphères de la vie, le parti communiste souhaitait faire valoir ses propres critères de pouvoir. La sélection selon des critères politiques a fortement marqué la composition du corps des académiciens, et les conséquences s'en font sentir jusqu'à nos jours.

Ce qui s'est passé dans mon cas correspond à peu près à ce que si, disons, aux États-Unis, le gouvernement devait débattre, puis le président devait décider si le savant XY pouvait devenir membre de la National Academy ou de l'American Academy. Il suffit de penser à cette analogie pour ressentir l'absurdité de la procédure.

Cette histoire illustre, en plus de l'amputation de l'autonomie de l'Académie, un autre phénomène important : la recherche d'un consensus caractérisant la politique culturelle de l'ère Kádár-Aczél. L'équipe de Kádár ne reculait pas devant quelques concessions. Me permettre d'entrer à l'Académie a été une de ces concessions, puisque c'était bien le désir exprimé par certains membres récalcitrants du parti s'abritant derrière le scrutin secret. En même temps ils voulaient veiller à garder dans leurs mains les positions dominantes ; en outre, puisque c'était la condition formelle pour faire valoir la volonté politique au sein des organisations « autonomes », ils veillaient à assurer à tout moment une majorité fidèle à la ligne du parti.

#### *Les priviléges d'un académicien*

Dans les régimes communistes les membres de l'académie nationale des sciences sont privilégiés. Ils touchent un salaire conséquent et bénéficient de nombreux autres avantages.

En Union soviétique, sur la gamme de prestige des rangs et titres, le titre d'académicien avait une réputation encore plus grande qu'à l'époque en Hongrie. Peu après mon élection, sur proposition de mes amis soviétiques qui connaissaient mon travail scientifique et qui désiraient me rencontrer personnellement, j'ai reçu une invitation de l'Académie des sciences de l'URSS pour une visite à Moscou. À mon arrivée, personne ne m'attendait à l'aéroport, j'ai dû organiser moi-même (tâche difficile à l'époque) le transfert à mon hébergement. Le lendemain matin je reçois un appel téléphonique ; une voix du département international de l'académie soviétique ne cessait de s'excuser. La veille ils pensaient savoir que je n'étais que « docteur ès sciences ». C'est seulement le matin qu'ils avaient appris que quelques jours plus tôt j'avais été élu académicien. Ils s'excusaient donc de ne pas avoir envoyé une voiture me chercher à l'aéroport. Bien sûr désormais à Moscou j'aurais désormais une voiture avec chauffeur à ma disposition.

Le titre d'académicien pesait beaucoup en Hongrie aussi. Quelques années avant mon élection nous avions quitté notre petit appartement équipé d'un téléphone pour déménager dans un nouveau logement plus spacieux. À part ses avantages le nouveau foyer avait un inconvénient : il n'y avait pas de téléphone. Nos plus jeunes lecteurs qui ne lâchent pas une minute leur portable, et que les compagnies téléphoniques démarchent incessamment et poussent à la consommation, ne comprendront peut-être pas que dans le temps les ménages devaient attendre des années pour avoir le téléphone. Un piston pouvait éventuellement aider. En 1975, après notre déménagement, j'ai prié Rezső Nyers, le directeur de notre institut, d'essayer de m'obtenir le téléphone. Peu avant il avait été secrétaire omnipuissant du parti, sa parole devait encore compter auprès des dirigeants économiques. Il a essayé de plaider mon cas, puis, sur le conseil de ses connaissances à la poste ; il m'a fait la suggestion suivante : le moment n'est pas encore opportun pour m'attribuer un téléphone prioritaire. Attendons que je monte un peu plus en grade et que je devienne membre de l'Académie des sciences, alors nous referons une demande. Ainsi fut fait. Je suis devenu académicien, Rezső Nyers a refait la démarche – et miracle, quelques jours plus tard des techniciens du téléphone sont arrivés chez moi.

Avoir des priviléges – cela soulève des problèmes moraux. J'avais moi aussi des sentiments mitigés. Profiter d'un avantage dont beaucoup d'autres chercheurs hongrois méritants ou d'intellectuels ne peuvent pas bénéficier me dérangeait beaucoup.\* Néanmoins je suis persuadé que ceux que j'avais reçus n'avaient pas été obtenus de façon honteuse. Les confrères savants qui avaient lutté pour mon élection estimaient sincèrement mon travail. J'avais le sentiment que je pouvais accepter la conscience tranquille les faveurs qui accompagnaient le titre d'académicien.

---

\* En discutant avec des collègues occidentaux j'ai plusieurs fois constaté qu'ils se faisaient des idées très fausses sur les priviléges matériels des académiciens. Beaucoup d'entre eux s'imaginaient que ceux-ci avaient un niveau de vie spécialement élevé à l'échelle occidentale. C'était évidemment très éloigné de la réalité. Le salaire « conséquent » de nos académiciens était seulement une fraction du leur. Les maisons de vacances des savants atteignaient peut-être la qualité d'hôtels de deux ou trois étoiles, alors que les professeurs occidentaux pouvaient se permettre des hôtels d'un niveau bien supérieur. Il est vrai qu'on n'envoie pas de voiture de service pour les chercher à l'aéroport, mais ils trouvent des taxis sans difficulté. Et ils n'avaient pas besoin de piston pour obtenir une ligne téléphonique après de longues années d'attente.

Le cas des académiciens ressemblait à d'autres groupes privilégiés du régime socialiste : c'est par rapport au bas niveau de vie moyen des chercheurs qu'ils bénéficiaient de faveurs. Pour ma part, les avantages que m'a procuré mon statut d'académicien était qu'il a permis de soulager un peu (sans les supprimer) les restrictions et les limites sur mes voyages.

---

## CHERCHANT LA VOIE, LA PRÉPARATION

1971-1976

*Précipitation ou croissance harmonique  
La régulation sans les prix*

Mon livre *Anti-Equilibrium* est paru en 1971. Au cours des six ou sept années suivantes j'ai subi l'influence de multiples impulsions intellectuelles : des lectures, des débats, mes propres recherches lancées dans diverses directions, des voyages, les impressions personnelles vécues en consommateur ou en maître d'ouvrage de mon nouvel appartement. En revisitant cette période avec ma tête d'aujourd'hui je peux constater que chaque influence a été utile pour me préparer et entamer en 1976 une analyse globale de l'économie socialiste, et chaque événement a laissé des traces dans ma vie ultérieure, même dans mes travaux bien plus tardifs. Mais c'est seulement a posteriori que je peux appeler cette période « préparation » au livre que j'allais écrire quelques années plus tard. En 1971 l'idée de me préparer à écrire une monographie sur l'économie de pénurie ne m'était même pas venue à l'esprit. Un des objectifs de cette autobiographie est de mener une introspection basée sur mes expériences afin de présenter le déroulement de la création au long d'une recherche en sciences économiques ; comment avance la connaissance et la compréhension, comment elle peut déboucher dans un cul-de-sac, comment elle peut être bloquée. À cette fin je signalerai le lien entre l'impression fraîchement vécue et les œuvres ultérieures.

Contrairement aux autres parties du livre, le contenu du présent chapitre ne peut être présenté selon une structure logique. La force de cohésion des impressions multiples, successives ou parallèles, des impulsions intellectuelles se trouvera dans le livre achevé en 1980.

Dans ces années-là d'importants événements se sont succédés dans l'économie hongroise. La réforme entamée tambour battant en 1968 s'est bloquée au début des années 1970, la balance du pouvoir politique a même basculé du côté des forces rétrogrades, opposées à la réforme. Sur certains points on a assisté à des reculs par rapport aux changements annoncés. Dans la vie intellectuelle, la volonté d'une restauration des restrictions antérieures était décelable sur le front idéologique aussi. Pendant que naturellement je

subissais l'influence de mon environnement immédiat, je recevais également d'autres impulsions qui ne restaient pas sans effet.

### *Croissance forcée ou croissance harmonieuse*

Le professeur hollandais Jan Tinbergen qui avait reçu le premier prix Nobel d'économie, partagé avec le savant norvégien Ragnar Frisch, m'a invité à tenir à l'université de Rotterdam la conférence de 1971 des « Conférences De Vries ».

Tinbergen était un des hommes les plus exceptionnels que j'aie rencontrés. Son immense savoir, l'originalité de sa façon de penser, allaient de pair avec une simplicité, une modestie et une bonté du cœur infinies. Je ne lui ai peut-être trouvé qu'une seule faiblesse humaine : à la limite de la naïveté, il croyait que les autres étaient comme lui, aussi rationnels, aussi honnêtes, aussi généreux.

Comme toujours, j'avais un immense trac avant l'exposé qui était un grand honneur pour moi, et comme toujours, j'ai senti que je devais aborder un sujet complètement nouveau. Depuis un certain temps j'étais préoccupé par les possibilités d'une planification à long terme, j'avais pris part aux débats menés sur les stratégies de croissance. J'ai donc choisi pour ma conférence aux Pays-Bas un sujet ressortant à la *théorie de la croissance*.<sup>140</sup>

J'ai commencé par une comparaison : « un homme portant une chemise en tissu de qualité, une belle cravate, un veston élégant, et qui les complète d'un pantalon usagé mais encore acceptable, et chaussé de souliers à semelles trouées, cet homme produit une impression de disharmonie ».<sup>141</sup> De la même façon, les pays dans lesquels le développement est inégal dans les différents secteurs de l'économie donnent aussi une impression de disharmonie. Ma conférence était une critique de la théorie de ce qu'on appelait « l'industrialisation socialiste », qui essayait de présenter comme une vertu un problème sérieux, les disproportions et les discordances produites par la croissance forcée. Le terme *rush* figurant dans le titre anglais de la conférence est peut-être encore plus expressif que de parler de « croissance forcée ». Allez, pressons, courrons, pour augmenter encore le rythme de la croissance, principalement dans l'industrie lourde, même au prix de négliger le niveau de vie de la population, le patrimoine national existant, l'entretien des bâtiments, machines, équipements, routes, la santé publique et l'enseignement, la protection de l'environnement, et sans constituer les réserves nécessaires pour faire face à des difficultés imprévues.

La conférence, qui sous forme de livre a reçu le titre de *Précipitation ou croissance harmonique*, s'opposait à la théorie de la croissance d'Albert Hirschman et Paul Streeten, défendant la croissance déséquilibrée et ayant fait grand bruit à cette époque.<sup>142</sup> Selon eux, il est expressément avantageux que dans les pays en développement se forment des goulets d'étranglement, des pénuries, des états de déséquilibre, car ceux-ci donnent une impulsion

forte à la société léthargique pour rétablir les bonnes proportions et l'équilibre. En revanche, riche de l'amère expérience d'une économie socialiste j'étais d'avis que ces disproportions sont sources de plus d'ennuis que de succès.\* Le défaut des plans préparés dans l'économie socialiste n'est pas d'engendrer l'inertie, mais le contraire : ils incitent à une hyperactivité au niveau macroéconomique, à des investissements forcés, accélérés. L'étude aborde les relations entre une croissance déformée, précipitée et la prévalence des pénuries – mais elle n'élaborait pas encore l'analyse des relations de causalité entre les deux phénomènes.

En me référant à l'étude théorique de la croissance précipitée, utilisant des données statistiques hongroises, je me suis consacré, en coopération avec d'autres auteurs, à la construction et à l'application de modèles dynamiques de simulation. C'est alors que j'ai fait connaissance de la simulation sur ordinateur, cette méthode souple qui convient bien à la recherche. Un des calculs à propos de ce que nous avons nommé *la résonance du plan* présentait de manière instructive les conséquences nuisibles de la croissance disharmonique, avant tout la négligence des infrastructures.<sup>†</sup>

### *Invitation à Cambridge en Angleterre*

En 1971 j'ai participé à un congrès à Genève où j'ai revu l'excellent économiste anglais Richard Stone. J'avais fait sa connaissance en 1963 lors de mon premier voyage en Angleterre.<sup>‡</sup> Il m'a convié à un entretien en tête à tête pour me faire savoir qu'ils aimeraient m'inviter de façon permanente à l'université de Cambridge. La tension augmentait entre deux groupes d'économistes. Frank Hahn était le leader spirituel des économistes

\* Le livre a été traduit entre autres en chinois. Je suis allé récemment en Chine et l'analyse en question est plusieurs fois revenue sur le tapis dans les discussions que j'ai eues. Il s'est avéré qu'en Chine se font fortement sentir les aspects négatifs et les pertes sociales d'une croissance surchauffée, extrêmement rapide, et de la « manie de la croissance » unilatérale qui l'accompagne ; il est plus actuel que jamais là-bas d'insister sur les exigences d'une croissance harmonique.

<sup>†</sup> Dans ce travail mes coauteurs étaient ma femme Zsuzsa Dániel, ainsi que Béla Martos et Anna Jónás.

<sup>‡</sup> Stone n'avait rien d'un savant en chambre occupé de théories, il était surtout intéressé par des recherches en relation directe avec la pratique. C'est sous sa conduite qu'a été élaboré le système de comptabilité et de statistiques que l'ONU a adopté et qui depuis lors sert à assurer l'homogénéité et la comparabilité des statistiques économiques au niveau international. Quelques années plus tard, Stone a reçu le prix Nobel. Dans son caractère se combinaient harmonieusement le travail scientifique et les joies quotidiennes de la vie. Il s'habillait avec une élégance raffinée, il appréciait les mets fins et les bons vins. Il remplissait de nombreuses fonctions sociales, parmi lesquelles il soulignait avec fierté qu'il était le président du « Comité des Vins » du King's College. Ce comité avait la charge de choisir les vins à acheter pour les caves du collège.

mathématiques, tandis que Joan Robinson et mon compatriote Nicholas Kaldor (plus tard Lord Kaldor) étaient les leaders des opposants aux méthodes mathématiques. Après plusieurs consultations il était d'avis que ma nomination comme professeur serait bien vue et saluée par les deux camps. Ma présence contribuerait même peut-être à apaiser les tensions. Ce n'est donc pas seulement en son propre nom, m'a-t-il dit, qu'il me proposait ce poste de professeur.

Cambridge ! Haut lieu de la science économique où avait travaillé et enseigné Keynes. Le lieu par où j'avais pénétré pour la première fois dans le monde scientifique occidental, l'univers des merveilleux collèges plusieurs fois centenaires, le calme des parcs pleins de fleurs et des bords de l'eau. C'était la seconde fois qu'émergeait pour moi la possibilité d'émigrer. Mais ce n'était plus la période pleine d'incertitude de la vague d'émigration de l'hiver 1956-1957. Quinze années étaient passées depuis, et cette fois c'est un poste de professeur titulaire qui m'était proposé, qui plus est dans une des universités les plus cotées du monde.

J'ai demandé un peu de temps pour réfléchir, pour en discuter avec ma femme qui participait également au congrès. Ensuite, exprimant ma gratitude pour ce grand honneur, j'ai refusé. Dans une partie ultérieure de ce livre je reviendrai en détail sur le dilemme de la décision « émigrer ou rester ». Ici je voulais seulement évoquer cet événement à sa place chronologique.

#### *Le buste dans le plâtre – Keynes et Hirschman*

Au début de 1972 on a dû m'opérer deux fois. Avant les opérations mes deux épaules avaient la fâcheuse habitude de se déboîter, de plus en plus souvent ; c'était très douloureux et il fallait absolument y remédier par des interventions chirurgicales. J'ai eu le buste dans le plâtre pendant des semaines, j'étais très limité dans mes mouvements.\* Période faste pour la lecture ! À l'hôpital j'étais couché dans une chambre à dix lits, il n'y avait pas de place même pour une chaise. Dès que j'ai été autorisé à me lever, j'ai passé le plus clair de mon temps assis dans le couloir. On m'a autorisé à rentrer chez moi pour la convalescence. Mes amis qui venaient me voir à l'hôpital puis chez moi s'étonnaient de me voir consacrer mon temps, plutôt qu'à de la littérature policière, à l'œuvre fondamentale de Keynes, la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*.

Bien des années plus tôt, autour de 1957-1958, au temps de mes « études universitaires » autodidactes, j'avais déjà fait connaissance de la

\* Le spectacle que j'offrais devait être grotesque. Un jour, dans l'ascenseur de mon immeuble un enfant m'a aperçu et il a éclaté en sanglots. Un de mes bras était fixé en position horizontale, plié, tendu en avant. Mon fils Gábor, connu pour son humour, a remarqué un jour : mon bras plié et tendu pouvait parfaitement servir à accrocher des pantalons, et il a sur le champ illustré son idée en en posant un.

macroéconomie moderne, mais je l'avais alors reléguée dans un coin caché de ma mémoire. En relisant Keynes, l'idée que notre économie de pénurie était en quelque sorte le reflet inversé du déséquilibre keynésien m'est apparue clairement. Tout comme pour Keynes le *chômage* constituait le phénomène manifeste à partir duquel il pouvait présenter et étudier les problèmes du capitalisme, pour moi c'est un syndrome de signe contraire, la *pénurie*, qui pouvait jouer ce rôle dans l'analyse. Lui, décrivait un état de l'économie dans lequel les transactions entre vendeurs et acheteurs étaient limitées par la *demande*. Le producteur pouvait produire plus, mais au prix donné la demande était insuffisante. Moi, j'aurais aimé comprendre et expliquer l'état contraire, en l'occurrence la situation dans laquelle les transactions entre vendeur et acheteur sont limitées par la *barrière de l'offre*. L'acheteur aimerait acheter davantage au prix donné, mais l'offre est insuffisante.

La lecture d'un autre ouvrage m'a également fortement marqué en ce temps-là : le brillant petit livre de Albert Hirschman, *Défection, prise de parole et loyauté (Exit, Voice, and Loyalty)*. Un exemple simple peut bien illustrer son idée de base. Un client habituel d'un restaurant est de façon répétée mécontent des plats qu'on lui sert. Que peut-il faire ? Un : il se plaint auprès du directeur (prise de parole). Deux : il change de restaurant (défection). Oui, mais il en est peut-être empêché par ses relations anciennes avec son restaurant favori (loyauté).

De nombreuses situations relèvent de ce schéma. C'est devant ce dilemme que se retrouvent en cas d'insatisfaction le client dans un magasin dont il est un habitué, l'actionnaire à la bourse, l'élève et sa famille à l'école que fréquente l'enfant. Va-t-on entendre leur réclamation et va-t-on agir pour éliminer le problème ? Y a-t-il un risque à éléver la voix ? Quel sera l'effet d'une défection ? Voire même, y a-t-il possibilité de faire défection ? C'est justement ce genre de questions stimulantes et provocatrices de Hirschman qui m'ont guidé vers le problème de l'économie de pénurie. Les dirigeants de Fiat ou de Citroën réfléchiraient si des automobilistes se plaignaient en masse de la qualité de leur voiture, mais ils prendraient encore plus peur si leurs clients jusque-là fidèles, changeaient pour une Toyota ou une Volkswagen. Mais la voix des clients préoccupe-t-elle les fabricants de Trabant ou de Skoda ? Pourquoi faudrait-il craindre leur défection alors que manifestement ils sont prêts à faire la queue et patienter pendant des années pour une voiture ? Aucune protestation ni menace de défection ne peuvent être efficaces dans une économie de pénurie chronique. Que ça plaise ou non, c'est à prendre ou à laisser.

Hirschman souligne qu'aussi bien la prise de parole que la défection agissent comme signaux et que – si les circonstances sont favorables – elles s'accompagnent d'un *feedback*. Si le mécanisme fonctionne bien, ces signaux génèrent une amélioration de la situation ; le système ou le sous-

système ne fonctionne efficacement que si les deux signaux peuvent être librement et effectivement émis.

Les idées de Hirschman dépassent le domaine de l'économie. Lui-même évoque la situation difficile du membre du parti stalinien au pouvoir : sur des questions essentielles il ne peut ni éléver la voix, ni claquer volontairement la porte, car il subirait une terrible répression. C'est justement l'étouffement des *feedbacks* qui cause la paralysie complète, la grave dégénérescence des partis staliniens. Un autre exemple est le dilemme de l'émigration. Faut-il rester au pays et exprimer son insatisfaction, ou bien faut-il choisir le départ, quitter le pays et protester par là même contre l'état des choses ?

À l'époque je ne connaissais Albert Hirschman que par ses écrits. Je l'ai rencontré personnellement dix ans plus tard quand il m'a invité à l'*Institute for Advanced Study* de Princeton. Sa façon originale de voir les choses, de garder ses distances avec les courants à la mode, ses larges connaissances et son savoir éblouissants représentaient intellectuellement beaucoup pour moi.

En sortant de l'hôpital après mes opérations et en rentrant chez moi, le buste toujours dans le plâtre, j'ai participé à la fête de famille organisée pour les quatre-vingts ans de ma mère. Munyó attendait ce jour avec beaucoup d'excitation, elle s'angoissait un peu : serait-elle encore là pour l'événement ? Des photos ont été prises sur lesquelles elle est entourée de l'amour de tous les membres de sa famille. Quelques mois plus tard elle s'est paisiblement endormie, pour ne plus se réveiller. Nous nous sommes souvent vus et nous parlions chaque jour au téléphone durant les dernières années de sa vie. Pour moi c'était une perte indicible de ne plus entendre sa voix enjouée. Je me souviens du grand respect avec lequel elle parlait des professeurs de médecine qui nous avaient traités les uns et les autres et qu'elle évoquait toujours comme « les célèbres professeurs ». Elle attachait à leur science beaucoup plus d'importance qu'à la fortune ou au renom qu'une haute fonction de l'État peut donner à quelqu'un. Quel dommage qu'elle n'ait pas vécu assez longtemps pour être là quand son fils est devenu professeur ! Quel dommage qu'elle n'ait pas pu venir nous voir en Amérique ! Comme elle aurait été fière de raconter ce voyage à ses amies âgées en prenant le café chez Szalay sur le boulevard Szent István !

#### *Enseignement à Princeton*

Après m'être remis de mes opérations, en 1972, nous sommes partis pour toute l'année aux États-Unis.\* La première étape a été l'université de

---

\* J'avais promis à mes lecteurs de ne pas les ennuyer avec des rapports de voyages. Je reste fidèle à ma promesse. Bien que dans ce chapitre (comme dans d'autres plus tard) j'évoque mes séjours à l'étranger, je ne rapporte nullement des impressions touristiques, mais je me limite à mes expériences intellectuelles et politiques en différents lieux.

Princeton, pour le premier semestre de l'année académique.\* Il était intéressant d'observer les différents types de jeunes étudiants en économie. Plusieurs étudiants européens ont suivi mon cours, ils avaient beaucoup réfléchi sur les différents défauts de l'économie capitaliste et ils auraient bien vu la réalisation d'une version améliorée, tendant vers un État providence. Cette préoccupation avait éveillé leur attention pour la planification, par conséquent ils étaient particulièrement intéressés à la vision de quelqu'un qui avait étudié « de l'intérieur » l'économie planifiée. Je repense avec plaisir à deux étudiants de mon cours avec lesquels je me suis lié d'amitié à Princeton, et qui sont allés très loin par la suite. L'une, Louka Katsely était présidente de l'office du plan en Grèce au début des années 1980, au temps du gouvernement socialiste de Papandréou. L'autre étudiant, Kemal Dervis, est devenu vice-président de la Banque mondiale, puis on l'a rappelé en Turquie pour traiter la crise économique dans son pays, où il a travaillé dans les années les plus difficiles comme ministre des finances, avec une orientation politique sociale-démocrate. Le conflit turco-grec remonte très loin dans le temps et flambe de temps à autres, déclenché par des causes diverses. Il m'était agréable de voir que dans l'atmosphère intellectuelle supranationale du monde universitaire une amitié pouvait se tisser entre une étudiante grecque et un étudiant turc et leurs conjoints.

Louka Katsely, Kemal Dervis, comme beaucoup d'autres étudiants de même tendance, sympathisaient avec une *réforme* de gauche de l'économie capitaliste moderne. Ils ne souhaitaient pas renverser le régime et le remplacer par un régime socialiste. Les graves problèmes des régimes communistes les auraient, entre autres, dégoûtés de telles idées révolutionnaires. Mais il y avait aussi un autre groupe d'étudiants à Princeton. Ils s'appelaient les « économistes radicaux ». Ils lisraient assidûment *Le Capital* (mais pas forcément avec autant d'attention, de phrase en phrase comme je le faisais 25 ans auparavant). Ils savaient qui j'étais, d'où je venais, et ils n'ignoraient pas qu'on parlerait à mes cours des problèmes du socialisme *existant*.† Malgré cela (ou justement pour cette raison) aucun d'eux n'a suivi mon cours. Ils m'ont en revanche invité une fois à l'une de leurs propres réunions hors programme. Ils me semblaient être des jeunes gens sincères, naïfs, de bonne volonté.

Je suis allé à la réunion armé de mon expérience est-européenne, mais pas seulement. Dès ma première visite américaine en 1968, dans un des berceaux

---

\* Je repense avec gratitude et amitié à tous les soins attentifs et toute l'aide affectueuse que nous a prodiguée notre compatriote, le professeur Richard Quandt, auteur de nombreux ouvrages de microéconomie.

† De nombreux intellectuels d'Europe de l'Est utilisaient ironiquement cet adjectif « *existant* ». À mon avis le terme est bien trouvé, j'aime bien l'employer, sans guillemets. Le socialisme a existé – il était comme il était (il ne ressemblait pas à ce que les pères du socialisme avaient rêvé à l'origine).

de la *New Left* (la nouvelle gauche), en Californie, j'avais fait connaissance avec les idées de cette tendance. Nous étions après la révolte estudiantine de 1968 à Paris ; j'avais rencontré des gens « de la nouvelle gauche » dans plusieurs pays de l'Europe et chez moi à Budapest, tantôt patiemment, tantôt en colère, j'avais mené des débats avec eux. Leur contestation du « socialisme du goulasch » me gênait, alors qu'en Hongrie un certain relâchement de l'étau de l'économie de pénurie apportait quelques améliorations dans les conditions de vie de la population, et que le consommateur pouvait enfin accéder à certains produits introuvables auparavant. Les mesures favorisant un avancement de l'économie de marché ne représentaient pas à mes yeux une trahison d'idéaux élevés, mais une victoire de la raison, dans l'intérêt d'une amélioration de la vie des gens.

C'est à cette époque que le livre récent de Assar Lindbeck, économiste suédois, m'est tombé entre les mains : *L'économie selon la nouvelle gauche : vue de l'extérieur* (*The political economy of the new left : an outsider's view*), un résumé concis et drôle des idées de la nouvelle gauche et de la pensée libérale qui lui fait face.

Pour rencontrer les jeunes « radicaux » de Princeton j'ai préparé des contre arguments propres à affronter leurs positions. Sans succès. Ce n'est pas avec le socialisme qu'il y a des problèmes en Union soviétique et dans les autres pays de l'Est prétendaient-ils, mais avec la *mauvaise application* des justes idéaux socialistes. Il fallait faire les choses bien... Cette discussion à Princeton de même que d'autres rencontres avec des intellectuels de la nouvelle gauche dans les pays développés justifiait ce que j'ai constaté sur mon propre exemple dans les précédents chapitres de ce livre : la foi peut être plus forte qu'un raisonnement rationnel. Quelqu'un qui a une foi profonde et sincère, seul un événement puissant peut en général produire en lui un tournant, une sorte de choc qui bouleverse dans ses fondements sa conviction antérieure.

Nos trois enfants, Gábor, Judith et András avaient passé deux mois à tour de rôle avec nous à Princeton. En tant que professeur j'accumulais des expériences sur ce que pensaient du socialisme des étudiants américains, grecs ou turcs. En tant que parents nous pouvions observer les impressions d'une première rencontre avec l'Amérique sur trois adolescents hongrois. Bien sûr chaque enfant a une personnalité propre, chacun vivait cette expérience différemment, à sa façon. Néanmoins il y avait aussi des similitudes. Évidemment, comme tous les touristes, ils admiraient les gratte-ciels et les musées de New York ou le magnifique campus universitaire de Princeton. Je voudrais plutôt rapporter d'autres réactions que j'ai senties comme caractéristiques en tant que chercheur sur l'économie de pénurie et le régime socialiste. Les premiers jours ils ont presque dévoré les aliments et boissons fraîches que les enfants hongrois ne connaissaient pas chez eux. L'un ne pouvait pas résister aux glaces et à une mixture appelée « Dr. Pepper ». Un autre se gavait de corn-flakes. L'un tombait en admiration

devant le nombre infini de chaînes télévisées et on ne pouvait pas le décoller du petit écran. L'autre est devenu un fana de la musique rock et des célébrités musicales dont il a entendu certains en chair et en os, en concert. András et Judith ont fréquenté un lycée à Princeton pendant quelques semaines, Gábor, lui, a pu vivre un temps dans un internat de l'Université de Yale. Ils ont tous particulièrement apprécié la grande liberté de choix des étudiants, beaucoup plus large qu'en Hongrie. La rencontre avec le mode de vie américain a fortement marqué les trois enfants, et après leur retour, la réinsertion leur a pris du temps. Mais plus tard, déjà plus mûrs, l'effet intellectuel des impressions s'est renforcé en eux. Eux et nous les parents sommes aujourd'hui d'avis que ce premier voyage en Amérique a contribué à leur ouverture d'esprit et à la formation de leur système de valeurs et leur amour de la liberté.

Je dois ajouter encore un épilogue à cette période de 1972 à Princeton. En 1974, j'ai reçu une invitation de l'Université de Princeton pour un poste de professeur permanent, semblable à celle que m'avait proposée plus tôt l'Université de Cambridge en Angleterre.<sup>143</sup> Même l'environnement aurait été un peu similaire : le style des bâtiments du campus de Princeton et le beau parc évoquent l'atmosphère des collèges de Cambridge et d'Oxford. Encore une offre tentante – mais j'ai une fois de plus donné une réponse négative.

#### *Continuation à Stanford et à Washington*

Nous avons passé le second semestre de l'année universitaire 1972-1973 à l'Université de Stanford. Je garde de riches souvenirs de cette période. En plus de l'amitié qui nous liait à Kenneth Arrow, à Alan et Jackie Manne, c'est là que nous nous sommes rapprochés de Tibor Scitovsky et sa femme Erzsébet. J'avais fait leur connaissance en 1970 à Yale, mais la véritable amitié entre nous date de cette période.

Tibor est né et a grandi en Hongrie. Son père était une haute personnalité de la vie publique hongroise et du monde des affaires, il avait servi entre autres comme ministre des affaires étrangères puis président de la plus grande banque commerciale hongroise. C'était un monsieur de mentalité conservatrice. Tout en gardant des relations respectueuses avec ses parents, Tibor avait tôt dévié de leur vision du monde. S'étant forgé des idées de gauche, il observait avec compassion la vie des pauvres et des défavorisés et s'intéressait à l'évolution des pays sous-développés dans les différentes régions du monde. Il se battait pour une politique économique propre à améliorer la situation de ces populations ou de ces pays.

Quand nous sommes devenus proches, il vivait aux USA depuis déjà des dizaines d'années. C'était un homme doux, silencieux, toujours optimiste ; un alliage particulier de ce qu'il y a de mieux entre les cultures américaine et européenne. Au début nous n'avions encore que des conversations sur les

Américains qui, dans leur bien-être matériel, ne savent pas vraiment jouir de la vie : ils ne vont pas suffisamment au théâtre, au concert, ils mangent leur infâme « fast-food » au lieu de s'alimenter de façon saine et agréable. Des années plus tard ces observations critiques sont revenues sous une forme scientifique et soutenue par des données statistiques dans le livre passionnant de Tibor, *L'Économie sans joie (The Joyless Economy)*.\*

Malheureusement alors, en 1973 nous n'avons pas encore abordé dans nos conversations l'analyse du fonctionnement du marché. C'est seulement des années plus tard, après l'écriture de *La Pénurie* que nous avons découvert un important point de rencontre entre nos idées. Nous étions tous les deux préoccupés par *l'asymétrie* des situations de l'acheteur et du vendeur. (Contrairement à l'approche habituelle encline à considérer les parties se trouvant des deux côtés de la transaction comme parfaitement symétriques, reflet parfait l'une de l'autre.) Scitovsky avait clarifié un aspect important de l'asymétrie entre vendeur et acheteur dans une étude bien antérieure : il distinguait entre les rôles et les attitudes du *price-maker* et *price-taker* (celui qui détermine le prix et celui qui l'accepte). À l'époque, en 1973, j'ignorais encore que c'était Tibor qui avait introduit cette distinction dans la science économique. Il était suffisamment modeste pour ne me l'avoir jamais mentionnée, ce qui explique que le sujet ne soit pas apparu dans nos conversations.

À la fin de l'année universitaire nous avons passé un mois à Washington. Les Européens de l'Est ne se bousculaient pas encore à l'époque aux postes de direction des institutions financières internationales de Washington. Je crois que j'étais l'unique chercheur en économie d'un pays d'Europe de l'Est qui participait depuis 1968 au travail de la section de recherche de la Banque mondiale (stigmatisée par les régimes communistes pour être une agence de l'impérialisme). J'avais fait deux études pour eux. Les deux ont été publiées, et j'avais assumé ouvertement qu'elles étaient faites sur commande de la Banque mondiale.

C'est durant notre séjour à Washington qu'a éclaté l'affaire du Watergate. Je me retrouvais déjà assez bien dans la vie des États-Unis. Depuis longtemps j'étais un lecteur assidu du *New York Times* ou du *Washington Post*. Les auteurs, sans signature, des éditoriaux développaient en général le point de vue progressiste, avec lequel je sympathisais, développé de façon concise, dans une logique limpide appuyée sur des informations fiables. J'appréciais tout autant les pages *op-ed* de ces journaux,<sup>†</sup> les débats ouverts, les vives polémiques. J'aimais également beaucoup le journal télévisé du soir de la *Public Channel* (chaîne non commerciale financée essentiellement

\* Il semble que depuis la parution de ce livre en 1976, dans les derniers dix ou vingt ans, une évolution importante se joue en Amérique pour vaincre les mauvaises manières autrefois criantes de la consommation.

† *Opinions and Editorials*, les avis et les positions de la rédaction.

par des dons privés), la fameuse MacNeil-Lehrer Hour, dans laquelle, en plus de l'exposé factuel des nouvelles, il donnait généralement place aussi à des débats. Quand il s'agissait de politique intérieure, il mettait face à face un républicain et un démocrate ; si à l'ordre du jour il y avait le conflit Inde-Pakistan, on écoutait en même temps les deux ambassadeurs. Les représentants des deux opinions contradictoires pouvaient s'exprimer, sur un ton civilisé à l'égard de l'adversaire. L'animateur du débat ne prenait pas position, mais il savait poser toutes les questions délicates. Dans les commentaires d'événements quotidiens j'ai découvert ce que signifient liberté d'expression et débat civilisé. Tout cela était pour moi une école de démocratie.\*

En conséquence quand l'affaire du Watergate a éclaté, j'avais déjà une idée du fonctionnement de la presse libre. Mais même dans un pays où la liberté de la presse fait organiquement partie depuis des siècles de la vie des citoyens, c'est un événement inhabituel qu'un quotidien frappe un point vulnérable d'un président antipathique faisant fi des libertés publiques. Ensuite le journal enquête avec le flair et la persévérance d'un chien policier à la recherche d'indices, produit toujours de nouvelles révélations. Chez moi, en Hongrie, les commentaires, émanant non seulement des représentants de la ligne officielle, mais aussi des intellectuels indépendants qui n'étaient pas toujours bien informés, supposaient que Nixon se faisait attaquer par les ultra réactionnaires parce qu'il avait osé assouplir l'attitude américaine rigide à l'égard de la Chine et de l'Union soviétique. Moi, j'étais déjà en mesure jusqu'à un certain point de comprendre « de l'intérieur » ce qui se passait en Amérique. L'attaque provenait de la direction exactement opposée. Ceux qui voulaient écarter Nixon de son poste étaient les gens qui craignaient pour la démocratie et les libertés publiques de la part de ce président paranoïaque, à la poigne de fer, appliquant des méthodes frôlant ou dépassant les limites de la légalité, maniaque du pouvoir. Ils l'attaquaient non seulement à cause de l'action illégale durant la campagne électorale, mais plus tard pour les tentatives de dissimuler des indices, d'influencer les participants et de subordonner les témoins, de les inciter à couvrir ou à nier les faits. Nous étions cloués, hypnotisés devant le petit écran, comme si nous

---

\* Je ne lisais pas la presse de caniveau et je ne regardais pas les quantités invraisemblables de médiocres programmes télévisés. Mais j'étais ouvert au meilleur de la presse écrite et télévisuelle américaine, au journalisme du plus haut niveau. J'ai néanmoins vite compris que *les deux allaient de pair*. La liberté de la presse permet les discours de qualité, la critique acerbe du gouvernement – mais en même temps elle ouvre les écluses devant un torrent de saletés culturelles. Les deux sont malheureusement des produits jumeaux. La liberté de la presse est liée à l'économie de marché, à la libre entreprise, or la fabrication et la vente de produits culturels bas de gamme offre des opportunités commerciales gigantesques.

regardions une histoire à suspense, nous suivions jour après jours les témoignages et les investigations du congrès.

Nous avons quitté l'Amérique peu avant le dénouement de l'affaire du Watergate. Arrivés à Budapest nous avons appris avec soulagement la démission de Nixon.

### *La régulation végétative*

Après la parution de *Anti-Equilibrium*, au début des années 1970, nous avons entrepris avec quelques-uns de mes collaborateurs, Béla Martos, András Simonovits et Zsuzsa Kapitány la modélisation mathématique de quelques idées du livre.\* C'est en 1973 qu'est parue la première publication dans ce domaine, signée de Béla Martos et moi sous le titre « La régulation végétative du système économique » (*Autonomous Control of the Economic System*). La revue *Econometrica* l'a publiée en anglais en 1973.<sup>144</sup>

Nous avons emprunté la métaphore à la théorie du système nerveux d'organismes vivants supérieurs, l'homme par exemple. Les tâches de régulation d'un niveau supérieur sont exécutées par le système nerveux central, les tâches plus simples comme par exemple la respiration, la digestion, la circulation sanguine, le fonctionnement automatique du cœur, des poumons, de l'estomac, des intestins, des reins, incombe au système nerveux végétatif (ou selon une expression usitée dans le langage médical anglais : autonome). On retrouve une division du travail similaire dans le système économique. De nombreuses tâches répétitives, quasi automatiques, de la régulation, sont exécutées par des mécanismes très simples.

L'article développe cette idée sous une forme générale, puis il approfondit un exemple de façon mathématique détaillée : celui de la régulation fondée sur les signaux de l'état des stocks. Pensons par exemple à un supermarché. Pour réapprovisionner les stocks en continu il vaut mieux ne pas attendre que, sous la pression d'une demande ou d'une offre en excès, le prix du produit monte ou descende, ou que la marge augmente ou baisse. Il suffit d'observer les stocks de la marchandise en question. Si le stock d'un produit donné baisse, il convient d'en commander. Si le stock enflé au-dessus du niveau normal, on attend sa réduction avant d'en commander de nouveau, et ainsi de suite. Dans la marche habituelle du commerce il est possible d'assurer l'approvisionnement continu des clients sans se préoccuper des signaux de prix, par la seule observation de la fluctuation des stocks.

---

\* Ce n'est pas par hasard que j'utilise la première personne du pluriel, parce que je rends compte ici des idées communes d'un groupe de chercheurs. Dans un article écrit en 2003, András Simonovits baptise la tendance de recherche que je décris ici « d'école hongroise de la théorie de la « régulation » (*control theory*)».

Nous nous sommes occupés de plusieurs types d'indicateurs. Un autre indicateur important, autre que le prix (*non-price*), est l'état des commandes, ou une autre information proche de ce dernier : la longueur de la queue formée par les clients attendant la marchandise. Il existe une longueur « normale » de file d'attente. Si la file est plus longue que d'habitude, il convient d'offrir plus de produit ou plus de service. Si « trop peu » de clients font la queue, alors cela vaut la peine de réallouer les ressources pour produire les biens pour lesquels la file d'attente est inhabituellement longue.\*

Diverses conclusions découlent de ces observations.

De nombreux auteurs présentent l'économie socialiste comme si toute régulation et tout contrôle émanaient d'un centre. Cela n'est pas correct. En réalité, aussi centralisé que soit ce système, beaucoup de processus se régulent de façon décentralisée, grâce au mécanisme de régulation « végétative » élémentaire, simple, esquisé plus haut.

Il est vrai que ce genre de décentralisation « végétative » n'est pas à même d'assurer une allocation efficace des ressources. Elle n'est pas susceptible de piloter le progrès technique, ni de réaliser l'adaptation aux demandes de produits nouveaux. Pour ces dernières fonctions de régulation, des prix reflétant bien les raretés relatives, ainsi que des incitations conduisant à réagir aux prix, aux coûts, au profit, sont indispensables. La régulation végétative n'est capable d'assurer une coordination que pour une composition de produits habituels et des technologies familiaires, pour une combinaison donnée des inputs-outputs, de l'offre et de la demande. Autrement dit, elle peut seulement garantir une coordination élémentaire, maintenant le modèle antérieur, conservateur, de la production – mais cela, elle peut le faire bien. C'est-à-dire qu'elle est capable de faire fonctionner une économie dans une certaine mesure.

La notion de « viabilité » était centrale dans notre recherche.<sup>†</sup> Nous voulions comprendre comment le système socialiste, malgré les prix faussés et les incitations défectueuses, pouvait survivre jour après jour. (Je fais un saut dans le temps pour une remarque : après le changement de régime l'affirmation selon laquelle le socialisme s'est écroulé parce « qu'il ne marchait pas » s'est répandue non seulement dans le langage commun, mais même parmi les spécialistes. Cela sonne bien, mais c'est tout à fait faux. Les processus élémentaires du régime « ont marché » jusqu'au dernier jour, les gens allaient chaque jour à leur travail, les clients étaient servis dans les

\* *La Pénurie* mentionne une information importante autre que le prix : l'indicateur de « catastrophe ». Certaines décisions sont repoussées à plus tard, jusqu'à ce que surgisse un problème grave. Des mesures ne sont prises qu'une fois que la catastrophe s'est produite.

<sup>†</sup> La viabilité est une condition de l'efficacité et de l'optimalité. Mais l'affirmation n'est pas réversible. Un système non efficace, non optimal, peut aussi très bien fonctionner.

magasins, on dispensait l'enseignement aux enfants dans les écoles, les malades étaient soignés dans les hôpitaux, et ainsi de suite. Le système ne fonctionnait pas *bien*, il était affaibli par ses dysfonctionnements, ses fidèles devenaient hésitants, le système n'arrivait plus à résister à la pression extérieure – et on pourrait continuer longtemps l'énumération des véritables causes de l'écroulement afin de les analyser. Mais il est resté jusqu'au bout capable de satisfaire aux exigences élémentaires de la viabilité.) Pourquoi ? Pour répondre, il ne suffit pas de penser aux instructions du plan central ni à l'effet disciplinaire de la répression. C'est la régulation végétative qui constitue une partie importante de la réponse.

Nous nous consacrons essentiellement à l'étude de l'économie socialiste, toutefois notre sujet dépassait de loin ces limites. Dans *tout* système économique il existe une régulation végétative, et partout c'est celle-ci qui pourvoit à la majeure partie des fonctions de régulation primitive, élémentaire.

Dans la construction de certains de nos modèles nous prenions pour point de départ les quelques ressemblances entre la régulation de processus économiques élémentaires et le mécanisme que l'on utilise par exemple dans les appartements pour réguler le chauffage central. On règle le thermostat à la température moyenne désirée. Appelons cela la *norme* de la température. Si la température réelle monte au-dessus de la norme, le chauffage s'arrête, ce qui fait baisser la température, si elle est plus basse que la norme, le chauffage s'enclenche et la température augmente. C'est ce que nous appelions *régulation selon une norme*. Nous observions que de nombreux processus de l'économie (voir même des sphères non économiques de la société) sont dirigés par ce type de mécanisme. Nous ne nous préoccupions pas de la question de la formation des normes. Mais une fois que des normes sont données, la régulation selon la norme *devient viable*.

L'expérience prouve largement que des normes existent, et que la société trouve divers moyens pour ramener les individus et les organismes *atypiques* à proximité des normes. C'est ce que nous voyions autour de nous dans le socialisme qui ne tolérait guère que des personnes « sortent du rang », que leur attitude diverge des standards. Nous étions convaincus qu'ici il s'agissait d'un phénomène bien plus général qui se manifeste de diverses façons dans d'autres systèmes également.\*

---

\* Un autre mécanisme de régulation végétative est également connu, dans lequel la variable observée ne peut bouger qu'entre des limites inférieure et supérieure définies. Ce sont les *limites de tolérance* du système. C'est Irena Grosfeld, chercheur polono-française, alors débutante (devenue célèbre depuis dans la profession) qui a élaboré les modèles mathématiques des mécanismes opérant entre des limites de tolérance. Ce mécanisme est largement répandu non seulement dans la sphère économique proprement dite, mais aussi dans la politique et la régulation des comportements sociaux.

Nous avons fait paraître les résultats de notre recherche d'abord dans des revues, puis réunies dans un livre. Celui-ci a paru bien après la période indiquée en tête de chapitre, en 1981, sous le titre de *La Régulation sans les prix (Non-price Control)*.<sup>145</sup> À ce propos il n'est pas inintéressant de résumer ici mes observations concernant la recherche durant cette période d'une dizaine d'années. Si nous mesurions les résultats simplement à l'échelle des publications académiques, nous n'aurions eu aucune raison d'être insatisfaits. Nos articles étaient publiés dans des revues faisant autorité, notre recueil d'études a été publié dans la « série verte »\* d'un des éditeurs les plus prestigieux, North-Holland.<sup>146</sup> Pourtant je dois dire que j'attendais un écho plus important quand nous avons lancé cette direction de recherche.<sup>†</sup>

Je suppose que cela pouvait avoir plusieurs raisons. Une première raison était que la plupart des économistes se consacrant à la comparaison des systèmes sociaux, politiques et économiques s'intéressaient davantage aux recherches qui avaient une dimension idéologique ou politique, ou tout au moins des implications de ce type. Marché vs planification centrale ; prix vs directives ; centralisation vs décentralisation – autant de sujets excitants, quelle que soit la position politique du chercheur. Un phénomène existant dans tous les systèmes était moins stimulant pour les soviétologues, les économistes spécialisés dans l'analyse de l'Europe de l'Est ou de la Chine.<sup>‡</sup> Cette explication est particulièrement vraie pour des chercheurs opposés au régime communiste (soit dans le monde socialiste, soit en dehors). Ils auraient préféré voir des modèles (et j'en ai produit dans mes autres ouvrages) qui démontraient les travers du système socialiste. Ils étaient bien moins curieux de savoir pourquoi l'économie socialiste, malgré ses dysfonctionnements manifestes, était capable de continuer de végéter. (À quel point le verbe « végéter » s'applique bien justement à ce contexte !)

Observons maintenant une autre catégorie dans la profession d'économistes : les théoriciens. Je comprends à la rigueur que les chercheurs théoriciens, par exemple à l'Institut de sciences économiques, qui ne sympathisaient pas avec l'utilisation des méthodes mathématiquesjetaient un regard hostile sur ces recherches. Mais pourquoi n'ont-elles pas suscité un plus grand écho dans des sphères où l'on pratiquait déjà l'analyse

\* Il s'agit de la collection *Contributions to Economic Analysis*, dont notre livre constituait le volume n° 133.

† Je ne peux comparer les attentes aux résultats qu'en mon propre nom. J'ignore si les autres membres du groupe partagent mon avis.

‡ Il est possible qu'il y ait eu dans ce milieu un certain nombre d'économistes d'emblée rebutés par l'appareil mathématique utilisé dans nos études. Je reviendrai sur cette question pour expliquer qu'il existait en revanche des économistes qui lisaient volontiers les ouvrages écrits dans le langage formel des modèles mathématiques, mais qui avaient des réserves à l'égard de l'approche mathématique particulière que nous avions employée.

théorique formalisée, en Hongrie comme à l'étranger ? L'explication qu'ils n'avaient pas eu l'occasion d'en prendre connaissance ne tient pas, puisque *Econometrica* ou les livres de la « série verte » de North-Holland faisaient partie de leurs lectures régulières. Pour certains de mes travaux, l'accueil occidental a été empêché ou rendu difficile par le manque de formalisation mathématique. Mais ici il ne s'agissait pas de cela, puisque nous avons transmis nos idées dans le langage des modèles mathématiques, armés d'un formalisme moderne, je pourrais même dire élégant.

À mon avis il faut chercher l'explication avant tout dans *l'appareil théorique*. Des « critères d'optimalité » ne figuraient pas dans nos études. Nous n'avons pas traité la question de savoir si les acteurs de l'économie ont des fonctions d'utilité, des buts à atteindre. Nous avons représenté le comportement des acteurs du système économique avec des modèles plus simples, plus élémentaires (et pour cette raison d'une valeur plus générale). Le décideur reçoit une impulsion, il y réagit selon un certain ensemble de règles. C'est à cette formule simple ( $\text{impulsion} \Rightarrow \text{réaction}$ ) que s'adapte l'appareil mathématique utilisé : des équations aux limites ou différentielles. Nous ne cherchions pas de solutions optimales, nous cherchions à savoir si le système, avec le mécanisme de régulation donné, connaissait des trajectoires dynamiques durables, et si oui, quelles étaient leurs caractéristiques. Nos modèles voulaient donc présenter les lois de mouvement simples d'un système ou sous-système économique. En réalité ils présentaient de nombreuses similitudes avec l'approche des sciences naturelles.

Chez les tenants du courant principal de la science économique, et parmi eux les économistes théoriciens utilisant des méthodes mathématiques, l'idée qu'il n'y a pas de modèle sans optimisation s'est profondément ancrée : il n'y a pas de microéconomie conséquente sans dire quelle est la fonction d'utilité des décideurs. Il est obligatoire de prouver qu'une macro régularité est compatible avec des « fondements micro », autrement dit avec les critères néoclassiques concernant les décideurs « rationnels » maximisant l'utilité. Au cours des dernières décennies, non seulement cette exigence ne s'est pas relâchée, mais est devenue au contraire plus prégnante. Les époques de facilité où, sur inspiration keynésienne, sur la base d'observations empiriques, on pouvait se demander quelle réponse déclencherait une impulsion (disons une hausse du taux d'intérêt), étaient révolues : il vous faut montrer, si la régularité observée est oui ou non compatible avec le fondement théorique néoclassique du micro comportement ! La famille de modèles que nous présentions était très éloignée de la discipline stricte, du monde de la théorie de la décision orthodoxe.

La situation est décourageante – mais peut-être pas sans espoir. Je ne suis pas le seul, d'autres aussi partagent ma conviction que la situation de monopole d'une théorie de validité étroite et limitée freine tôt ou tard le processus de compréhension, de connaissance. On peut sans doute expliquer pas mal de choses en partant des fondements micro doctrinaires. En

revanche pour expliquer beaucoup d'autres phénomènes de l'économie et de la société, cette approche est inutilement rigide (la « régulation végétative » en était un exemple), ou elle conduit carrément à des erreurs. (C'est la situation par exemple lors de l'étude de la sphère politique, ou bien quand on étudie les liens entre la politique et l'économie.) Et si nous sommes nombreux à le sentir ainsi, alors tôt ou tard la recherche brisera ce carcan.

### *Le mécanisme grinçant de l'adaptation*

En 1974 j'ai écrit une étude sous le titre « Le Mécanisme grinçant de l'adaptation » (*The Creaking Machinery of Adaptation*) (par la suite *Mécanisme* en abrégé).<sup>147</sup> Elle a anticipé de nombreuses idées de *La Pénurie*. Le titre de l'étude était bien trouvé. Malheureusement il y avait encore des maladresses dans le texte, la ligne directrice des pensées restait insuffisamment développée, mal dégrossie, l'appareil conceptuel n'était qu'à demi achevé. Au cours des débats menés à l'institut quelques-uns ont perçu l'intérêt de *Mécanisme*, mais le travail a été aussi bombardé de critiques brutales et déplaisantes ; elles venaient surtout de mon collègue Péter Erdős.

J'ai déjà plusieurs fois évoqué son nom. C'était un interlocuteur intéressant quand je suis arrivé à l'Institut en 1955 et que nous partagions le même bureau. Pendant un temps j'ai été placé sous ses ordres comme collaborateur auxiliaire. Par la suite nous nous sommes éloignés l'un de l'autre, surtout en 1957 quand il a, un des premiers, adhéré de nouveau au parti communiste alors que je m'en suis bien gardé. Néanmoins nos rapports étaient restés amicaux.

Péter avait une très vive intelligence. Sa formation marxiste allait de pair avec une connaissance approfondie de la littérature occidentale, avant tout de Keynes. Il était un alliage particulier d'ouverture, de perception critique de l'état politique et économique en vigueur et d'attachement inconditionnel aux idéaux communistes. Plus d'une fois il a été écarté, une fois même exclu du parti, mais il a tenu bon, avec entêtement, jusqu'à sa mort.

Quand une étude lui déplaissait, il ne se contentait pas de la critiquer, mais au sens littéral du terme, il la déchiquetait. Pour ce faire, il avait recours à une argumentation rationnelle, mais au moins autant à l'arrogance et aux sarcasmes. Il avait pris ce style chez Marx et Lénine – mais sur ce plan il surpassait probablement ses maîtres. Au demeurant, ce genre de sadisme intellectuel, je ne l'ai pas rencontré que chez les marxistes, mais ailleurs aussi. Il y a des gens pour qui déchiqueter le travail d'autrui, l'humilier intellectuellement, cause un véritable plaisir. Ces attaques sanguinaires à la manière de Erdős m'écœuraient même quand la victime était quelqu'un d'autre. Cette fois c'est mon *Mécanisme* qui était au menu.

J'y ai survécu. Je pourrais à la rigueur lui être reconnaissant pour ses critiques. Il valait mieux ne pas avoir présenté ce travail semi fini à l'éditeur, et publier quelques années plus tard un travail bien plus mûr, *La Pénurie*.

Mais il n'est pas nécessaire d'humilier un chercheur sur le plan intellectuel pour l'inciter à une révision approfondie de son travail.\* On peut très bien émettre des critiques tout en reconnaissant et en soulignant, en même temps qu'une analyse des défauts, les résultats et les apports d'une étude, et principalement les potentialités du travail (s'il s'agit effectivement d'un travail prometteur), et encourager le chercheur à repenser, reformuler son sujet.

Après une aussi cruelle critique, le chercheur doit serrer les dents et s'obstiner s'il ne veut pas qu'on lui coupe définitivement l'envie de poursuivre son travail. Je me réjouis d'avoir gardé courage et foi dans la bonne orientation de mes recherches.

Parallèlement à *Mécanisme* j'ai dirigé une autre recherche. Cette entreprise trop ambitieuse se proposait de construire un modèle gigantesque de macro simulation à partir des données hongroises. La recherche s'est enlisée, elle n'a pas abouti. Je regrette tout le travail que j'y ai investi, et peut-être plus encore l'énergie que mes jeunes assistants, avant tout János Gács et Maria Lackó, y ont déployée.

S'il fallait décrire ma propre « structure de comportement » de chercheur, alors je dirais que la période 1971-1976 en est une bonne illustration. Beaucoup de chercheurs occidentaux avaient une tâche plus facile à étudier un problème particulier de l'économie capitaliste, puisque la structure intellectuelle à laquelle ils souhaitaient ajouter leur propre brique était déjà là. Aucune structure semblable n'était disponible pour expliquer le système socialiste. Celui qui s'était donné pour but une vraie compréhension de ce système, devait parcourir des chemins non balisés – il était presque inévitable qu'il se perde parfois dans un cul-de-sac, qu'il soit obligé de faire demi-tour et de chercher un nouveau sentier.

Je crois que je peux dire que j'ai cherché les nouveaux sentiers résolument, sans désespérer. J'ai tenté simultanément plusieurs entreprises dont chacune remplirait largement le temps complet d'un chercheur. Ce qui était problématique dans mon approche, était la *largeur* du front sur lequel je souhaitais avancer. Je n'ai à rougir ni pour la quantité produite de mes recherches, ni pour leur qualité. Mais en y repensant après coup, c'est la

\* Une question peut se poser : pourquoi je ne passe pas outre cette vieille histoire avec un haussement d'épaules ou avec un brin d'auto-ironie ? Je ne serais pas sincère avec mes lecteurs si je le faisais. J'ai lu récemment un livre instructif de D. Draaisma sur la nature de la mémoire. On peut démontrer que la mémoire humaine garde les souvenirs d'humiliation avec une acuité extraordinaire, avec plus de détails et de précision que les instants de succès et de joie. « Tout se passe comme si – écrit Draaisma (2003, p. 169.) – les blessures s'amplifiaient parmi les autres souvenirs, ou plutôt, comme si elles ne se rétrécissaient pas avec le reste, avec le passage du temps. Elles gardent leurs dimensions initiales, elles gardent même leur couleur, leur saveur et leur acuité. Même dans un âge avancé elles restent très vives – pourtant nous aimerais plutôt offrir cette perfection à d'autres souvenirs. »

proportion du travail investi par rapport aux résultats qui est effrayante. J'ai beaucoup de publications, mais il y reste aussi beaucoup de produits semi-finis qui se sont enlisés avant de mûrir jusqu'à publication. Certains de mes grands projets, occupant de nombreux collaborateurs, ont été interrompus. Finalement de nombreux résultats de ces recherches parallèles se sont organiquement intégrés dans *La Pénurie* – d'autres résultats en revanche se sont définitivement perdus. Comme un sculpteur qui s'attaque à une masse de marbre trop grande : beaucoup de précieux matériau et beaucoup de temps sont perdus avant que la statue prenne sa forme définitive.

La reconnaissance de ce problème n'était pas une découverte ; j'en étais conscient depuis longtemps. Il semble que je ne peux rien y changer. Ce gaspillage d'énergie n'est pas nouveau, c'est un de mes traits de caractère, aujourd'hui encore.

#### *Notre nouveau logement se construit*

Pendant que je menais assidûment mon travail de recherche, une autre entreprise absorbait beaucoup de mon énergie : la construction d'un logement. Le chantier de notre maison en copropriété, foyer pour nous et quatre autres familles s'est achevé en 1974. Le statut juridique et la forme d'organisation de ce type d'ouvrage étaient dénommés en ce temps-là « réalisation propre ». Ceci signifiait qu'il n'y avait pas de maître d'œuvre pour concentrer tous les travaux entre ses mains. C'était nous-même, les cinq futurs propriétaires de la maison qui recevions les corps de métier : des artisans dûment enregistrés auprès des autorités ou bien des « travailleurs au noir » appartenant à « l'économie grise ». Nous devions également nous charger de l'acquisition d'une partie considérable des matériaux et des équipements.

Au fur et à mesure que les travaux avançaient cahin-caha, ma femme et moi devenions malgré nous petit à petit les gérants du chantier. Nous devions découvrir des problèmes tels que par exemple l'impossibilité de se procurer certains matériaux nécessaires, des parpaings ou des carreaux de salle de bains, et, après de longues démarches et si cela s'avérait inévitable, faire de pénibles concessions de qualité.\* Nous avons parcouru tout le calvaire des achats dans une économie de pénurie que plus tard *La Pénurie* présentera de façon systématique. Nous devions choisir entre différentes solutions telles que la recherche, l'attente, la substitution forcée de marchandises ou l'abandon de l'intention d'achat. En plus de la pénurie de matériaux et de produits nous avons aussi dû subir la pénurie de main-

\* Nous avons dû avoir recours aux « relations » de ma belle-mère vivant à Szolnok pour qu'elle achète une baignoire pour nous. Elle n'a pu acheter qu'une baignoire de second choix, avec des défauts de fabrication, qu'il a fallu ensuite faire transporter sur cent kilomètres jusqu'à Budapest.

d'œuvre : tantôt un artisan qualifié, tantôt un autre ne se présentait pas et tout le chantier devait être suspendu. Nous avons été forcés constater de quelle façon la pénurie conduit à la corruption. Nous avons appris dans chaque usine, combien il fallait donner au magasinier de l'entrepôt contre un bon de livraison du matériau manquant, et quelle était la marque de cognac préférée du bureaucrate compétent du conseil de l'arrondissement dont la signature était nécessaire pour une autorisation.\*

Ces années-là je voyageais déjà assez souvent à l'Ouest. Chaque fois je partais avec une liste d'achats dans la poche. La liste était composée non d'articles meilleur marché à l'étranger que chez nous, ou intéressants à acheter parce que spécialités locales. La liste contenait presque exclusivement des articles introuvables en Hongrie, mais tout à fait banals dans une économie de marché normale.

Un souvenir de Moscou était une expression emblématique pour moi des différences Est-Ouest dans le rapport entre acheteur et vendeur. Dans la moitié occidentale du monde, les taxis font la queue dans les aéroports. Les passagers s'installent les uns après les autres dans un taxi et déclarent l'adresse où ils désirent se rendre. À Moscou un taxi s'arrêtait de temps en temps. Les passagers se ruaien sur le véhicule et demandaient au taxi où il comptait aller. Celui à qui la destination du taxi convenait, prenait place. Qui doit déterminer la destination, le passager ou le taxi ?

Chacun porte ses souvenirs personnels, récurrents, sur l'économie de pénurie. Toute personne avec qui j'en ai discuté, du chercheur scientifique à la femme de ménage, du directeur d'entreprise au coursier, chacun récitait la litanie d'épisodes allant des petites contrariétés jusqu'aux pires épreuves, à propos de l'économie de pénurie. Toutes ces histoires se sont déposées en moi pour refaire surface quand je me suis mis à ma table pour écrire un livre sur la pénurie.

#### *Une réforme orientée vers le marché – vue par les maoïstes de Calcutta*

À l'initiative d'économistes indiens je suis allé en Inde en 1975 avec ma femme pour un voyage d'études et de conférences de deux mois. Je pourrais consacrer un chapitre à part à cet événement, mais je vais me contenter d'en relater un seul épisode.

Avant mon arrivée en Inde je connaissais les données statistiques, et je savais où en était ce grand pays, fier de brillantes traditions culturelles, dans son évolution économique. Je connaissais d'excellents économistes indiens.

\* János Kenedi a publié un journal sur son expérience personnelle d'un chantier « privé ». Il a choisi spirituellement un ancien slogan de Mátyás Rákosi comme titre de son livre : *Le pays t'appartient, tu le construis pour toi-même*. Le livre a paru dans la collection éditée par l'émigration parisienne « Livres des Cahiers Hongrois ». [En traduction française : *Faites-le vous-même. L'économie parallèle en Hongrie*, Maspero, 1982 (NdT)]

En 1963, je m'étais lié d'amitié avec Sukhamoy Chakravarty, futur président de la Commission du plan, au cours de mon premier voyage en Angleterre, et avec T.N. Srinivasan (ou T N, comme l'appelaient ses amis), en 1968 à Stanford. Avant de devenir nos guides en Inde, ils m'ont bien préparé à ce séjour. Mais les explications sont une chose et ce qu'on voit de ses propres yeux en est une autre. La vue de familles vivant sous des tentes de misère plantées au bord du trottoir à Calcutta, celle des femmes lavant la vaisselle dans l'eau sale du canal ou celle des hommes à demi morts gisant dans les rues m'a causé un véritable traumatisme. Les experts expliquaient que Calcutta est la métropole indienne la plus peuplée où la misère est la plus visible.

Le parti communiste indien était alors déjà scindé en deux. Une aile était proche de Moscou, sympathisant avec l'URSS et ses pesantes réformes, et une autre, maoïste, radicale, révolutionnaire, proche de Pékin. Dans cette dernière fraction on trouvait même des groupuscules que ne rebattaient pas les méthodes des terroristes. Calcutta était le centre spirituel des maoïstes.

J'ai tenu une série de conférences, mais le débat qui a suivi l'une d'elles m'est particulièrement resté en mémoire.\* J'avais parlé de la réforme hongroise de 1968 et des dilemmes surgis au cours de ces changements. Dans le débat plusieurs intervenants rejetaient avec véhémence, je pourrais dire avec indignation, toute idée qui aurait poussé le système socialiste dans la direction de l'économie de marché : « Nous préférions assumer les tickets de rationnement alimentaire, les maigres portions, la pénurie – à condition que tout le monde ait droit à des parts égales ! Nous protestons contre l'anarchie du marché ! » Ils n'argumentaient nullement pour des avantages structurels de l'économie planifiée ; ils étaient prêts à admettre que de grandes difficultés pourraient surgir. Ils se désintéressaient de savoir quelles politiques macroéconomiques et quelles incitations microéconomiques pourraient augmenter la production et l'offre. Ce qui préoccupait vraiment leurs pensées et leurs sentiments, c'était la justice de la distribution. Je comprenais que quelqu'un, s'agissant même d'un professeur d'université, vivant au milieu de la misère de Calcutta, raisonne de cette façon. Je le comprenais mais je ne pouvais pas être d'accord. J'ai cru alors et je crois toujours que la sortie durable de pareille misère ne passe pas par la répartition, mais par la réforme de la production. Un système de tickets de rationnement distribuant une misère égalitaire peut calmer un moment la soif de justice, mais n'apporte pas de solution.

La discussion s'est poursuivie ensuite en cercle restreint au domicile d'un des professeurs, désormais sur le plan politique. L'Inde était à l'époque le seul pays en développement où fonctionnait une démocratie parlementaire.

\* C'est là que j'ai tenté de développer pour la première fois la réflexion que j'ai rédigée plus tard dans un article intitulé « L'efficacité et les principes de l'éthique socialiste » (1986b [1980]).

Le gouvernement avait une opposition légale, le parti au pouvoir pouvait être chassé par des élections, les journaux pouvaient critiquer le pouvoir en place, le corps judiciaire était indépendant du parti et du gouvernement. Mais les ennemis radicaux du capitalisme évoquaient tout cela avec mépris. Que valent les cadres vides d'une démocratie formelle si des millions de gens meurent de faim ? Advienne plutôt une dictature si elle s'accompagne d'une répartition juste et qu'ainsi le pays ne connaisse plus la faim, plutôt qu'une démocratie bourgeoise vide entraînant la misère de masse et la famine.

Des années plus tard on a appris que la famine avait tué des millions de gens dans la Chine de Mao. La propriété socialiste, l'économie planifiée n'avaient pu empêcher ces terribles fléaux. La dictature était juste bonne à dissimuler l'infamie de la situation à l'opinion publique chinoise et internationale, mettant obstacle par là même à un adoucissement du problème.

J'ignorais tout des dramatiques conséquences du Grand bond en avant au temps de mon séjour en Inde, pourtant cela aurait été un argument puissant dans la polémique. Nous avons débattu, mais ne nous sommes pas convaincus.

## LES ÉLÉMENTS TROUVENT LEUR PLACE

1976-1980

### *L'Économie de la pénurie*

Au début du printemps 1976 nous sommes arrivés à Stockholm pour un assez long séjour à l'Institut de recherche international en sciences économiques, sur l'invitation du professeur Assar Lindbeck, avec un statut de chercheur invité. Notre vie a démarré là-bas sous de mauvais auspices. Longtemps nous n'arrivions pas à trouver un logement convenable, nous ne nous sentions pas à l'aise dans la chambre d'hôtel. J'ai égaré dans le métro le gros dossier dans lequel pendant des années je réunissais toutes mes notes sur la littérature étudiée. Même la météorologie peut avoir quelque chose d'oppressant en automne en Scandinavie. Un matin pluvieux et venteux, en marchant vers l'université, j'ai éclaté : ne restons pas à Stockholm, rentrons plutôt à la maison.

Il aurait été dommage de le faire.\* La secrétaire serviable et infatigable de l'institut, Birgitta Eliason, a fini par dénicher pour nous un logement tout à fait charmant. Mes notes ont été retrouvées et je les ai récupérées intactes. L'environnement de Stockholm a créé des conditions idéales pour, selon mon évaluation personnelle, la période la plus fertile de ma carrière de chercheur ; c'est ici en effet qu'est né mon livre, *L'Économie de la pénurie* (*Economics of Shortage*).

### *Un environnement stimulant*

Dans la vie scientifique on débat souvent de nos jours des modes de financement de la recherche. Dans les pays où la répartition des moyens financiers se trouve dans les mains d'appareils d'État ou intergouvernementaux, la bureaucratie tient généralement à ce que le chercheur en quête de dotation dépose un « projet » ; qu'il précise à l'avance ce à quoi il souhaite aboutir, qu'il s'engage sur des délais et qu'il livre « le

---

\* Si ce matin-là nous avions fait demi-tour, notre fille ne se serait pas mariée en Suède, Zsófi et Anna, nos deux petites filles suédo-hongroises ne seraient pas nées. Heureusement, nous n'ayons pas succombé au premier mouvement d'humeur.

produit » à la date convenue. De plus en plus de fondations publiques et privées exigent de travailler dans une structure identique.

Si on avait voulu insérer mon travail de Stockholm dans ce lit de Procuste, il aurait certainement été voué à l'échec. Avant mon arrivée à Stockholm je n'aurais pas su définir précisément le sujet de mon projet. J'avais en tête des définitions générales, dans le genre de : *Anti-Equilibrium – revu et corrigé*. Ces quelques semaines de calme, la consolidation de nos conditions matérielles à Stockholm, étaient nécessaires pour que le sujet s'exprime clairement en moi. Fort heureusement les personnes qui m'avaient invité étaient beaucoup plus larges d'esprit que les bureaucrates évoqués plus haut. Ils ne m'avaient pas invité pour la réalisation d'un « projet », ils m'ont donné carte blanche.

J'ai beaucoup travaillé chez moi, dans mon appartement. Je n'ai rendu visite à l'institut qu'épisodiquement, quand j'avais une démarche à faire ou quand quelqu'un tenait une conférence intéressante. L'invitation était initialement prévue pour douze mois, mais comme je n'étais pas prêt, j'ai demandé une prolongation de trois mois, ils me l'ont accordée sans hésiter.

Le travail mené à la maison dans un certain isolement, était complété avec bonheur par un environnement intellectuel vif et stimulant.\* Je pouvais discuter avec des collègues de grand savoir. J'ai proposé de faire une série de conférences sur l'économie socialiste à l'université. Les étudiants en doctorat ainsi que les enseignants mêlés parmi eux étaient mes cobayes sur lesquels j'ai expérimenté la première fois les réactions qu'enclenchaient mes idées. À l'issue des conférences ils se réunissaient autour de moi, et me faisaient des remarques et des propositions constructives et amicales.

Plus tard quelques lecteurs qui, après avoir appris dans la préface du livre que je l'avais écrit en Suède, m'ont demandé si l'environnement est-européen, le vécu personnel quotidien ne me manquaient pas pendant que j'écrivais sur l'économie de pénurie et le système socialiste. Eh bien non ! Le jour où je suis arrivé à Stockholm j'avais suffisamment accumulé d'expériences. Pendant l'écriture j'avais plutôt besoin de ce calme, de l'éloignement des pénibles conflits de la vie hongroise, de ses luttes

---

\* J'ai relaté dans le chapitre précédent que l'observation de la vie publique américaine m'avait appris ce qu'était la démocratie. Cela continuait maintenant ici en Suède. Le jour où le premier ministre Olof Palme est apparu sur le petit écran, reste pour moi inoubliable. Pour la première fois après quarante-quatre ans de pouvoir, le parti social-démocrate venait de perdre les élections. Je suppose que c'était un événement bouleversant pour lui, mais il s'est parfaitement contrôlé. Un pâle sourire au visage, il a reconnu son échec et sur le ton le plus naturel du monde a déclaré qu'il passait le gouvernail aux vainqueurs. Cette scène s'est ancrée en moi : une démocratie se reconnaît le plus facilement par le passage du témoin, la façon dont le gouvernement accepte d'être révoqué de façon civilisée et dont il passe le pouvoir au successeur.

mesquines, de ses constants petits tiraillements, de l'effet irritant des nouvelles du jour.

Dans le chapitre précédent j'ai rapporté d'importants écrits, impressions, débats, expériences personnelles, qui ont certainement servi à préparer le livre. Et même, dans l'histoire de ma propre réflexion, l'intérêt pour l'économie de pénurie remonte en réalité bien plus loin, puisque ma thèse de « candidat des sciences » consacrait déjà tout un chapitre à ce problème. Durant vingt années je revenais constamment à cette question chaque fois sous un angle différent. Mais tout ce long travail n'avait produit jusqu'alors que des fragments qui s'entassaient, superposés dans mon esprit. Et cette fois, dans le calme de notre vie suédoise, les pièces du puzzle ont trouvé leur place.

À partir du moment où j'ai attaqué l'écriture du livre, j'ai avancé à une<sup>\*</sup> allure vertigineuse : j'achevais en moyenne un chapitre par semaine.<sup>\*</sup> Beaucoup de choses étaient quasiment prêtes dans ma tête, il suffisait de les mettre sur le papier. Comme cela m'est souvent arrivé, je trouvais en écrivant la réponse à beaucoup de questions, de même que je découvrais leurs relations réciproques.

De nombreux ouvrages économiques avaient déjà abordé le problème des phénomènes de pénurie expérimentés dans le système socialiste. Des auteurs avaient consacré à ce sujet quelques paragraphes dans un article, ou éventuellement tout un chapitre dans un livre. Néanmoins *L'Économie de la pénurie* était la première monographie consacrée toute entière à ce problème. Pendant que je rédigeais le livre, je recherchais avidement les œuvres auxquelles je pouvais me référer à titre de précédent. Chaque fois que je trouvais des précurseurs théoriques épars, j'insérais les références dans le texte conformément aux règles d'usage. De même, je citais les noms de tous ceux qui m'avaient donné des conseils ou avaient participé aux recherches préparatoires, et je les remerciais pour leur aide.<sup>†</sup> Je ne prétends donc pas à la paternité de la totalité des idées apparaissant dans le livre, ni être le premier à les avoir écrites. En revanche je peux affirmer que fondamentalement je n'ai nullement été inspiré par des raisonnements d'autrui sur le sujet. Je ne peux désigner aucune œuvre dont je pourrais dire : voici l'ouvrage dont *L'Économie de la pénurie* est la suite. C'est une autre question que certaines œuvres ont exercé une forte influence indirecte sur l'écriture du livre, comme celles de Marx, Keynes ou Hirschman.<sup>‡</sup> Il a déjà été question de ces

\* Pour chaque chapitre terminé je recevais de ma femme, en prime, une boîte de délicieuses pralines suédoises. (Je n'étais pas encore soumis à un régime pour le cholestérol.) Est-ce que cela m'a aidé à tenir le rythme ?

† Deux annexes d'économie mathématique font partie du livre. Jörgen Weibull et András Simonovits avaient contribué à leur écriture en tant que coauteurs.

‡ J'insiste particulièrement sur l'inspiration que j'ai puisée dans *Le Capital*. Marx n'avait pas considéré le chômage comme une erreur fortuite de l'ajustement du

influences dans les chapitres précédents. Mais ces œuvres n'étaient pas consacrées à la pénurie chronique des régimes socialistes.

Au cours de l'écriture du livre j'ai fortement subi l'effet de toutes les connaissances théoriques acquises depuis 1955 dans mes lectures, dans les recherches empiriques en Hongrie, ainsi que tout ce que je pouvais assimiler dans des entretiens personnels, l'écoute de conférences, les débats dans les congrès, les expériences de mes plus longs séjours à l'étranger. *La Surcentralisation* avait été écrite par un chercheur naïf observant la réalité les yeux grands ouverts ; alors que *L'Économie de la pénurie* est déjà l'œuvre d'un économiste professionnel, un membre chevronné du métier qui trace mieux sa voie dans le monde de l'économie, de la société et de la politique grâce à la littérature et grâce à sa propre expérience.

Ici je reviens un instant sur un point que j'ai évoqué au début de ce chapitre : j'avais emporté à Stockholm une montagne de notes prises au cours de mes lectures. Pour dire le vrai, je n'ai guère utilisé mes notes. C'est ma façon habituelle de travailler. Les idées reprises de la littérature sont très certainement entreposées dans ma mémoire, et aux moments cruciaux j'arrive à les extraire. En revanche, feuilleter les œuvres sources originales ou les notes que j'ai prises me gênerait plutôt pendant l'écriture. Je risquerai de trop y coller, au lieu de penser par moi-même. En général il suffit d'y retourner après avoir mis le premier jet sur papier, afin de préciser les références.

#### *Le message du livre*

Mon but était double. D'une part, je voulais donner une image globale du fonctionnement du système socialiste. D'autre part, je comptais présenter systématiquement les phénomènes, les causes et conséquences d'une économie de pénurie chronique. Plutôt que parler d'une coupure, il me semble plus juste de dire que je voulais discuter l'économie de pénurie afin de brosser un tableau plus vaste et plus approfondi, qui aille plus loin que les seuls facteurs qui provoquaient ce phénomène spécifique et ses effets. La pénurie est *le phénomène partiel* à travers lequel je cherchais à présenter *le tout*. Étant donné que tous les citoyens des pays socialistes rencontraient chaque jour les manifestations de la pénurie, ils devaient ressentir que cette fois il s'agissait d'eux, de leur vie. Déjà avec le choix du titre je voulais

---

marché ou comme une conséquence d'une politique économique erronée, mais comme un trait *spécifique structurel* du capitalisme. Marx est un des grands pionniers de l'approche qui cherche à déterminer et à expliquer les caractéristiques dysfonctionnelles, spécifiques au système, qui sont fondamentalement associées à des structures politiques et socioéconomiques données. Sous cet aspect il a été et il reste un modèle pour moi. Ce respect n'est nullement incompatible avec ma rupture radicale avec le marxisme en tant qu'explication globale du monde et programme politique.

provoquer, mettre les pieds dans le plat. Mon intention était d'essayer de généraliser à partir de *l'expérience quotidienne*, de la hisser au niveau d'une théorie d'ensemble.

Peut-être aurais-je pu atteindre cet objectif plus facilement en commençant la description du phénomène par la sphère de la consommation, puisque chacun sans exception joue constamment le rôle de consommateur. Mais du point de vue logique cela n'aurait pas été la démarche correcte, car les racines du problème doivent être recherchées plus profondément, au niveau de la production. C'est pourquoi j'ai commencé le livre par la présentation du fonctionnement de la sphère des entreprises et de la façon dont elles s'approvisionnent en inputs nécessaires à la production. (Pour mémoire : m'étant chargé de l'achat des matériaux pour le chantier de notre maison en copropriété, je me targuais d'une expérience toute neuve dans ce domaine.)

Des phénomènes de pénurie se produisent dans toutes les économies. Le passager ne peut pas partir car le dernier billet de transport vient d'être vendu sous son nez. On doit faire la queue devant le cinéma si on veut voir un film à succès récent. Ce sont des événements sporadiques, non durables et pas spécialement graves. Il est légitime de parler *d'économie de pénurie* si des phénomènes de pénurie se font sentir dans *toutes* (ou presque toutes) les sphères de l'économie : aussi bien dans le secteur des entreprises que dans le secteur des ménages ; aussi bien dans l'allocation des produits et des services que dans celle de la main d'œuvre ; aussi bien dans l'activité courante que pour les investissements. La pénurie n'est pas transitoire, elle est *chronique*. L'insuffisance de l'offre par rapport à la demande n'est pas marginale et elle est souvent très grande, en d'autres termes, la pénurie est *intense*.

Bref, une économie de pénurie est caractérisée par une pénurie globale, chronique et intense dans toute l'économie. Dans cette économie le marché ne fluctue pas transitoirement autour d'un point d'équilibre de l'offre et de la demande. Il est durablement éloigné de ce que j'appelais dans un précédent chapitre « l'équilibre walrassien ». La pénurie chronique n'est pas ici un événement atypique, elle est *l'état normal* du système.

Cette pénurie (et je n'ajouterais plus désormais systématiquement les épithètes « globale, chronique et intense ») a des conséquences graves.

À cause de la pénurie l'acheteur est souvent contraint d'acheter autre chose que ce qu'il souhaitait initialement. Cette substitution forcée érode la satisfaction de la consommation. L'acquisition des articles manquants se fait au prix de recherches et de démarches usantes. Faire constamment la queue dévore beaucoup de temps. Le même volume de consommation, obtenu dans une économie de pénurie, procure au consommateur moins de bien-être que dans une économie de marché bien approvisionnée.

Les approvisionnements irréguliers et incomplets en matériaux, produits semi-finis ou pièces détachées ainsi que la pénurie de main d'œuvre sont

autant de sources de frictions et de dysfonctionnements dans la production, ils nuisent à la productivité du travail.\*

Dans une économie de pénurie le producteur vend sa production sans souci, puisque l'acheteur attend impatiemment le produit. Il n'y a pas de concurrence entre producteurs pour gagner des acheteurs. Dans de telles conditions la pénurie prive l'évolution technique d'une de ses incitations les plus importantes ; c'est l'une des causes fondamentales de la stagnation technique du système socialiste.

J'ai énuméré ci-dessus les pertes économiques directes causées par la pénurie. Toutefois non moins important est l'effet que la pénurie exerce sur le bien-être psychique des gens.<sup>†</sup> La position de force des producteurs, des vendeurs, va de pair avec une dégradation des rapports humains. L'acheteur est asservi au producteur ou au vendeur, ce qui le met souvent dans une situation humiliante. Dans le cas de nombreux produits ou services il est d'ailleurs impossible d'organiser la distribution autrement que sous une forme de tickets de rationnement ou d'attribution administrative. Cela place un moyen important entre les mains de la bureaucratie, que celle-ci peut utiliser, elle peut même en abuser pour renforcer son emprise sur la vie de la population.

Cette dernière constatation pourrait suggérer que l'économie de pénurie aurait été prémeditée et créée par le pouvoir qui y voyait son intérêt. Ce n'est pas le cas. Il est vrai que le vendeur profite de la pénurie car l'acheteur ne peut ni faire la fine bouche ni refuser sa marchandise. Oui, mais tout vendeur est lui-même acheteur, utilisateur de nombreux produits et services, et se retrouve à son tour dans cette position humiliante. La plupart des membres de la bureaucratie, à l'exception d'une élite privilégiée, souffrent eux-mêmes de la pénurie. En vérité personne ne la souhaite, mais elle se manifeste tout de même. Si cela dépendait de la volonté de quelques uns, on pourrait peut-

---

\* Sous l'effet conjoint de plusieurs facteurs, le changement de système a engendré un assortiment plus large de produits, une productivité du travail plus élevée ainsi que l'accès à une technologie plus avancée. L'analyse statistique approfondie de plusieurs études témoigne que c'est la concurrence des producteurs pour gagner des acheteurs qui s'est avérée le facteur *le plus important*. À la lecture des études de Carlin et al. (2001) et Djankov et Murrel (2002), je me suis rendu compte que les changements intervenus dans la production lors de la transitions post-socialiste étaient une des principales thèses de *L'Économie de la pénurie*.

† Les étudiants étrangers (mais je pourrais ajouter : les jeunes Hongrois d'aujourd'hui) n'ont aucune idée des souffrances que peut causer la pénurie. Dans mes cours, pour illustrer les conséquences de la pénurie de logements, j'aimais citer le cas du couple de mariés ayant divorcé légalement mais obligés de continuer de cohabiter dans le même logement. L'ancienne épouse divorcée et la nouvelle épouse sont contrainte de partager cuisine et salle de bains. Quand j'en arrivais là dans ma démonstration, chaque fois un rire éclatait dans mon auditoire. Les jeunes trouvaient drôle cette situation pourtant oppressante et humiliante.

être les forcer à la supprimer, à transformer les rapports de force sur le marché. Mais la pénurie n'a pas été créée par la volonté d'un petit nombre, elle est engendrée *par le système lui-même*. Que cela plaise ou non aux acteurs, l'économie de pénurie chronique s'installe et elle se reproduit continûment.

Il ne suffit pas de repérer un unique facteur qui fournirait une explication suffisante à la création et à la reproduction de la pénurie. Il faut comprendre un mécanisme de causalité complexe, multifactoriel, pour parvenir à une explication complète. Un des maillons importants de la chaîne de causes et d'effets est le phénomène que j'ai baptisé dans le livre la « contrainte budgétaire lâche ». Ce concept ainsi que la théorie qui y est rattachée a soulevé un écho retentissant ; elle s'est mise à vivre sa propre vie, dépassant l'horizon de *L'Économie de la pénurie*. Pour cette raison j'y consacrerai un chapitre à part.

Le dernier maillon de la chaîne de causalité est la structure des institutions de l'économie socialiste. Je cite quelques lignes des dernières pages du livre, des « Remarques finales » : « ... des relations sociales définies et des conditions institutionnelles données développent des formes définies du comportement, des régularités économiques et des normes. Celles-ci ne peuvent pas être rendues nulles et non avenues par les décisions prises par l'Etat. Les décisions gouvernementales et le plan d'État n'ont pas prévu la tension d'investissement, la pénurie chronique de main-d'œuvre, la tendance à la dérive des prix, et ainsi de suite ; aucune décision gouvernementale ni aucun plan d'État ne pourront les éliminer aussi longtemps qu'existent les conditions qui maintiennent ces phénomènes. »<sup>148</sup> L'économie de pénurie est une caractéristique immanente, spécifique, du système socialiste. Des réformes peuvent atténuer le phénomène mais ne peuvent pas le supprimer.

Tel était le message du livre *L'Économie de la pénurie*.

#### *Autocensure*

Le livre a présenté des vérités importantes. J'ai mis chaque mot sur le papier dans la conviction que j'écrivais la vérité, rien que la vérité. Mais en même temps j'étais conscient que le livre ne contenait pas la vérité complète.

Nous habitions à Lidingö, une ville de la banlieue de Stockholm, sur une île dans la baie. Je garde un vif souvenir de longues promenades au bord de la mer que nous faisions ma femme et moi, et nous discutions sans fin de ce qu'il fallait garder dans le livre ou laisser de côté.

Le point de départ de notre réflexion était que le livre était avant tout destiné aux lecteurs hongrois, et qu'après la Suède nous retournerions vivre

en Hongrie.\* Jusqu'où pouvait-on aller dans un manuscrit que je souhaitais publier la première fois dans mon pays, en l'occurrence dans un livre publié et distribué en toute légalité ? Dès le commencement je réfléchissais aussi à ce que serait le destin du livre dans les autres pays socialistes. Serait-il publiable ? Ou si non, le qualifierait-on d'œuvre « hostile », et poursuivrait-on une personne qui le lirait ?

J'avais vu le célèbre film « Les murs » (1968) de András Kovács avant mon voyage en Suède. Dans le film il est question de combattants l'épée à la main dans une chambre noire qui craignent de se cogner aux murs qui les entourent – mais ils ignorent où sont les murs. C'est pourquoi ils n'osent bouger qu'au milieu de la pièce.<sup>†</sup> Les spectateurs comprenaient très bien l'idée de András Kovács.

Je n'ignorais pas l'existence des murs, mais je savais aussi où ils étaient. Bien qu'en Hongrie de l'époque l'espace de liberté fût bien plus vaste qu'en Roumanie ou en Albanie, les limites politiques du contenu des publications légales existaient aussi en Hongrie.

J'ai tenu compte du fait qu'alors, dans la seconde moitié des années 1970, j'avais déjà un renom et un prestige international importants qui m'assuraient une certaine protection. Ceci repoussait d'emblée un peu plus loin les murs qui auraient limité tout spécialement ce que j'avais à dire. J'ajoute que je ne voulais pas seulement aller jusqu'à « mes » murs, mais aussi les dépasser. C'est précisément avec ce livre que je voulais élargir l'espace entouré de murs, repousser les limites plus loin de moi – et par mon exemple, plus loin des autres aussi.

Mais même en tenant compte de tout cela je pouvais dire tout au plus que je disposais d'un certain espace de mouvements, mais je ne pouvais pas prétendre pouvoir *tout* écrire dans un livre destiné à une publication légale.

Je voulais contourner trois questions. Premièrement : je ne voulais pas parler de façon explicite de l'Union soviétique, des rapports des pays du bloc soviétique à l'Union soviétique, ni des relations commerciales

---

\* Nous débattions en détail de ces questions, ma femme et moi, et à la fin nous réussissions chaque fois à parvenir à un avis commun. Toutefois, en tant qu'auteur, c'est moi seul qui devais endosser la pleine responsabilité de ce qui serait publié. C'est pourquoi par la suite je présente au singulier, en mon seul nom, l'argument essentiel.

<sup>†</sup> Je cite quelques lignes du scénario (Kovács, 1968, p. 37) En italique, les instructions du scénario. En même temps un des principaux personnages, Benkő, commente ce qui se passe.

« *Les deux escrimeurs commencent à se chercher.*

Benkő : Vous voyez comme ils craignent les murs ? Ils sont loin pourtant.

*Même jeu, ils attaquent et s'esquivent, toujours de façon à rester au milieu de l'espace.*

Benkő : L'espace est beaucoup plus vaste. Mais ils n'en profitent pas, ce qui les fait paraître plus maladroits qu'ils ne le sont en réalité. »

internationales et autres relations économiques de ces pays entre eux. Deuxièmement : je ne voulais pas développer le rôle du parti communiste dans l'économie socialiste. Troisièmement : je ne voulais pas dire dans quelle mesure la situation changerait si la propriété d'État était remplacée par la propriété privée.

Ce ne sont manifestement pas des questions secondaires, elles jouent au contraire un rôle fondamental dans la compréhension du système socialiste. Mais je ne voulais pas dire des demi vérités sur ces sujets, or je sentais comme impossible d'exprimer toute ma pensée. *Taire* ces questions m'a paru la solution la plus pertinente.

Je comptais attirer indirectement l'attention du lecteur à l'oreille fine sur le problème. *L'introduction* soulignait quels étaient les sujets que le livre *ne traitait pas*, par exemple le rôle du parti. Elle expliquait qu'il ne serait question que des entreprises d'État, et qu'on ne s'occuperaît pas par exemple de « l'économie seconde », du « secteur informel ».

Plus important que ces allusions était à mes yeux d'entraîner le lecteur par la force des raisonnements, de lui faire accepter la logique du livre – le rendre capable de *poursuivre* ces réflexions à la force de sa propre pensée. Le livre se termine par le chapitre 22. Une longue réflexion laborieuse a précédé la décision : où fallait-il le terminer ? L'espoir que dans la tête du lecteur s'écrirait spontanément le chapitre 23 était un argument. On ne peut pas lire dans le livre que l'économie de pénurie générale, intense et chronique avait pour cause le régime communiste, et que la seule façon d'en sortir définitivement était de changer de système. Le livre n'explicitait pas que ce régime, quant à ses fondements, n'était pas réformable. Pourtant de nombreux lecteurs ont lu cela sans équivoque dans le livre.\*

Je viens de donner une description factuelle du fonctionnement de l'autocensure au temps de la rédaction de *L'Économie de la pénurie*. Je reviendrai à d'autres dilemmes politiques et éthiques à la fin du chapitre.

#### *Relecture chez l'éditeur*

Les Occidentaux qui ne connaissent pas le fonctionnement des régimes communistes ont tendance à croire que des autorités de censure créées spécialement à cette fin y ont fonctionné. De telles autorités ont effectivement existé dans certains pays, dans une période initiale de l'existence des régimes socialistes. Un régime consolidé n'en avait plus l'utilité. Les tâches de censeur étaient déléguées à ceux qui étaient

\* Un ancien lecteur, physicien intéressé à la politique et à l'économie, m'a dit récemment l'effet que lui a fait autrefois la lecture du livre, et à quel point l'affirmation de *L'Économie de la pénurie* qu'un changement de régime était nécessaire, l'avait secoué. À la distance d'un quart de siècle il se souvenait fermement de l'avoir lu dans le livre – jusqu'à ce que je lui montre que ceci n'était nullement explicité dans les pages imprimées.

personnellement responsables pour les mots imprimés ou prononcés (à la télévision, à la radio). Le rédacteur en chef d'une revue ou d'un journal, le directeur d'une maison d'édition, le président de la télévision et de la radio, étaient responsables pour ce qu'ils transmettaient. La personne en titre pouvait déléguer à ses subalternes par les canaux habituels, sans que cela la décharge de sa responsabilité. Elle devait rendre compte des publications à ses propres supérieurs. (Par exemple les directeurs des éditions d'État travaillaient sous la tutelle de la Direction générale éditoriale du Ministère de l'éducation et de la culture.) Mais en fin de compte le dirigeant de tout organisme d'État était responsable devant le parti communiste. Si une publication déplaisait au parti, c'est-à-dire pratiquement à n'importe quel gradé du parti ou rapporteur compétent de l'appareil au siège du parti, toutes ces personnes avaient le moyen d'intervenir au préalable ou d'appliquer des sanctions *a posteriori*.

En des temps plus durs la laisse était tenue très court. Dès qu'un manuscrit présentait le moindre problème, qu'il était par exemple plus critique que permis ou induisait un soupçon de « déviationnisme », le rédacteur en chef concerné exerçait lui-même le rôle de censeur et il rejettait le manuscrit. S'il n'était pas assez sûr de lui, il en référerait au siège du parti, pour avis. En aucun cas il n'aurait accepté la publication d'un manuscrit douteux sous sa responsabilité, car en cas de scandale politique on aurait pu lui faire subir de graves rétorsions.

Quand j'ai achevé le manuscrit de mon livre, le régime de Kádár s'était déjà passablement assoupli. Reprenons dans l'ordre comment s'est déroulé « le contrôle » officiel de mon livre.

Le directeur de l'édition ne souhaitait pas barrer la route à la publication. Le responsable des publications, László Fébó, s'était enthousiasmé pour le livre et a tout fait pour qu'il puisse paraître. À l'Ouest les auteurs d'ouvrages scientifiques ont l'habitude que la maison d'édition désigne, sans les consulter, des lecteurs dont elle attend des avis objectifs. Ceux-ci sont protégés par l'anonymat, en cas d'éventuel avis négatif l'auteur ne peut pas s'en prendre à eux. Par contre, dans les pays socialistes, le nom du lecteur apparaissait sur la page de garde, car il devait assumer publiquement la responsabilité professionnelle et, beaucoup plus sensible, politique, pour le livre. Le rédacteur en chef, assumant quasiment une complicité, s'était mis d'accord avec moi sur la personne du lecteur. Cela ne se produisait pas dans chaque cas, mais ce qui s'est produit cette fois n'était pas rare non plus. De plus, toutes les qualités ne pouvaient pas se retrouver en une unique personne : il a fallu un lecteur, autorité professionnelle reconnue, et un autre ayant le poids politique voulu.

Nous nous sommes mis d'accord et l'éditeur a confié le premier rôle à András Bródy, mon collègue à l'institut.<sup>149</sup> Personne ne pouvait mettre en doute son aptitude professionnelle puisqu'il avait déjà acquis une notoriété en Hongrie comme à l'étranger. À une époque j'étais lié à Bródy d'une

étroite amitié personnelle, mais elle s'était quelque peu relâchée ensuite. Je savais que certains de mes travaux antérieurs lui avaient déplu. Néanmoins, Bródy, acceptant les risques politiques, a soutenu la parution de tout son poids. C'est avec une générosité digne d'un authentique savant qu'il a rédigé son avis de lecteur. Il a déclaré que dans *L'Économie de la pénurie* je présentais le socialisme comme Adam Smith en son temps avait présenté le capitalisme. Je repense encore avec gratitude à Bródy pour ses encouragements et son soutien.

C'est à Lajos Faluvégi, le ministre des finances du moment, que l'éditeur a proposé d'être le second lecteur.<sup>150</sup> (Plus tard, il a été nommé à un poste encore plus élevé ; il est devenu président de l'Office national du plan.) C'était un expert en économie et pas un cadre du parti, mais il avait également l'estime des hautes sphères du parti où on avait confiance en ses jugements. Il appartenait aux réformistes engagés.

Je me sens un peu gêné maintenant que je me décide, pour la première fois, à rapporter l'histoire du rapport de lecteur de Faluvégi. Une excellente amie, Andrea Deák, était une proche collaboratrice du ministre. Il arrive fréquemment que les hommes d'État très occupés n'écrivent pas eux-mêmes les documents qu'ils signent ou les conférences qu'ils tiennent, mais en laissent la charge à un collaborateur. Ainsi son patron, le ministre, a chargé Andrea Deák de rédiger son rapport de lecteur sur le livre. Très bien, mais finalement, ce n'est pas Andrea qui a rédigé le texte, c'est moi. Je ne me rappelle plus qui a fait le premier pas, si c'est Andrea qui me l'a demandé ou si c'est moi qui le lui ai proposé. Toujours est-il que je connaissais forcément mieux le livre qu'elle, il m'était donc plus facile de rédiger le texte. Je l'ai donc rédigé, sur un ton modéré, reconnaissant ses valeurs sans toutefois les surestimer, et sans placer le moindre mot des conclusions osées que l'on pouvait tirer de l'ouvrage.

Tout cela évidemment en secret. Ni l'éditeur ni personne n'a appris qui était le véritable auteur de l'avis de lecteur. Et en réalité cela n'a aucune importance. Andrea en assumait la responsabilité en remettant le texte à son patron. Si un scandale avait dû en résulter, c'est à elle que Faluvégi s'en serait pris. Et plus important encore : Faluvégi, qui aurait dû jeter un coup d'œil sur le livre avant de signer le rapport, aurait dû en assumer la responsabilité si les hautes sphères du parti avaient eu des reproches ultérieurs à faire.

La maison d'édition avait ainsi en mains deux avis de lecteurs, tous les deux favorables à la publication. Le livre a donc franchi « la censure » à la hongroise. Les éditeurs et les lecteurs du livre (les « censeurs ») ne m'ont pas demandé de changer la moindre virgule.\* J'avais bien mesuré où

\* Quand nous discutions de la couverture du livre, les graphistes de la maison d'édition avaient proposé deux variantes en souriant. L'une qui ne contenait que des lettres est celle qui a finalement habillé le livre. Sur l'autre on voyait un dessin en

passaient les murs. L'automutilation qui devait s'exercer sur mes pensées, je l'ai réalisée moi-même, au préalable, de manière préventive.

### Premiers tirages

Je me rappelle bien l'heureux moment où, en 1980, dans la vitrine de la librairie de la Place de l'Université nous avons pour la première fois aperçu le livre, ma femme et moi. La première édition a été vite épuisée. L'hebdomadaire *Élet és Irodalom* a commenté l'événement sous le titre de *Pénurie de La Pénurie*.<sup>151</sup> Trois éditions au total se sont succédées en langue hongroise.

Le livre a également paru en anglais, à peu près en même temps que la publication en hongrois. Nous avions un accord préalable avec la directrice bienveillante et sympathique des Éditions North-Holland pour qu'elle publie *Economics of shortage* même au cas où l'édition hongroise serait empêchée pour une raison ou une autre.

S'ensuivirent plus tard des éditions française et polonaise, puis chinoise. Cette dernière en cent mille exemplaires ; dans l'année qui a suivi la parution elle y a gagné le titre de « meilleure vente de l'année » dans la catégorie des œuvres non littéraires. Le livre a également été publié en Tchécoslovaquie mais sans passer par la distribution commerciale ; il passait de main en main dans les institutions scientifiques seulement. La traduction russe a circulé d'abord en « samizdat ». Il a fallu attendre longtemps, jusqu'à la fin de l'ère Gorbatchev, pour qu'il puisse y paraître et circuler en toute légalité. Mais il a eu alors un franc succès, car 70 000 exemplaires ont été vendus.

La diffusion des idées du livre a été facilitée par le discours que j'ai tenu en 1978 aux conférences de la Société économétrique internationale, en qualité de président de cette association, pour résumer l'essentiel de la portée du livre ; le texte a aussi été publié par la revue *Econometrica*.<sup>152</sup>

Des commentaires ont paru dans toutes les revues importantes de science économique dans le monde occidental, et ils l'ont presque tous tenu en grande estime. La publication d'éventuels compte-rendus dans des pays socialistes dépendait de la dureté ou de la mollesse des régimes en place. J'ai jugé particulièrement important que même en Union soviétique il s'est trouvé un économiste en la personne de R. G. Karagedov qui a eu le courage

---

couleur : un personnage dévêtu devant sa glace. Le roi est nu. Ce dessin décore encore le mur de mon bureau.

Ma femme a tenu en secret un véritable séminaire sur *La Pénurie* à l'attention de János Kass, l'excellent graphiste qui, inspiré par le livre, a fait une série de dessins superbes. J'ai reçu ces dessins de Zsuzsa en cadeau d'anniversaire, ils sont toujours accrochés au mur à la maison. L'artiste a continué la série plus tard. Ses dessins ont même été utilisés pour illustrer les éditions hongroises et japonaises de recueils de mes textes.

de signer un éloge détaillé sur *L'Économie de la pénurie*.<sup>153</sup> Son article a facilité la circulation de l'édition samizdat évoquée plus haut.

Les références à ce livre dans les ouvrages des économistes aussi bien occidentaux qu'orientaux devenaient de plus en plus nombreuses, par centaines en l'espace de quelques années. Le livre a figuré bientôt dans les manuels d'enseignement. C'est avec joie que j'ai appris que le Rajk Kollégium à l'Université des sciences économiques Karl Marx de Budapest organisait chaque année un « Séminaire Pénurie » pour y débattre un nouveau chapitre de mon livre.

C'est à cette occasion qu'on m'a invité pour la première fois à l'Université pour y tenir une série de conférences publiques sur *L'Économie de la pénurie* devant un auditoire élargi. (Auparavant je ne pouvais y tenir que des séminaires, en cercle restreint.) Semaine après semaine, le grand auditorium était plein à craquer d'étudiants et d'auditeurs venus de l'extérieur.\*

### *Débat avec l'école du « déséquilibre »*

Je n'aimerais pas donner l'impression que mon livre aurait tracé sa route dans la gloire. Certains faisaient la moue ; d'autres considéraient que le choix du sujet n'était même pas pertinent. Un bon nombre, en Hongrie comme à l'étranger, émettaient des réserves ou carrément des critiques acerbes. Pour illustrer les opinions opposées, je vais évoquer deux polémiques dans ce chapitre. (Dans un chapitre ultérieur je me consacrerai plus en détail au débat qui opposait en Hongrie les adeptes et les adversaires de la réforme de la direction de l'économie, autour de l'interprétation de *L'Économie de la pénurie*.)

Au début des années 1970, deux économistes américains, Robert J. Barro et Herschel I. Grossman, ont construit un modèle inédit pour étudier des marchés hors de l'équilibre (walrassien), qui se trouvent soit en état d'excès de demande, soit en état d'excès d'offre.<sup>154</sup> Ils l'ont appelé « modèle de déséquilibre ». Dans leur façon de poser la question la similitude saute aux yeux avec les problèmes que j'ai posés d'abord dans *Anti-Equilibrium*, et plus tard, sous une forme bien plus élaborée, dans *L'Économie de la pénurie*.

Plus tard, l'économiste anglais Richard Portes, qui en ce temps se consacrait à l'étude des économies socialistes, a adopté la structure théorique du modèle Barro-Grossman et l'a utilisée pour des calculs économétriques. Portes a fait école : il a élaboré, ainsi que ses collaborateurs et émules, des séries de modèles de déséquilibre des différentes économies socialistes.<sup>155</sup>

---

\* À la première conférence j'ai récolté un certain succès quand, pour caractériser l'adaptation forcée, l'humiliation subie et le conformisme des gens, j'ai cité une chanson du populaire auteur-compositeur Zorán Sztevanovity : « ...la bière est tiède, mais nous, ça nous va... ».

J'avais fait la connaissance de Richard lorsqu'au début des années 1950, jeune doctorant, il étudiait la planification à Budapest. Plus tard, nous nous rencontrions de temps à autres et nous étions souvent du même avis pour juger les problèmes économiques qui se posaient. Cette fois en revanche un débat acerbe a surgi entre nous.

Je ne pouvais pas accepter que Barro et Grossman, puis dans leur sillon, Portes et ses émules, décrivent le marché de la consommation comme un *macro agrégat*. L'état du marché, dans le miroir déformant que lui tend ce type de modèle particulier, est soit en excès de demande générale, soit en excès d'offre générale, et il peut passer alternativement d'un de ces deux états de déséquilibre à l'autre. Comment pouvait-on prétendre d'une économie, comme par exemple l'économie polonaise où la population souffrait gravement des phénomènes de pénurie, qu'elle pourrait basculer, ne serait-ce que pour de courtes durées, dans l'état d'un excès d'offre général ? Si cela pouvait être justifié par le calcul économétrique, c'est parce qu'à la construction du modèle, on était parti de fausses hypothèses et de définitions erronées.

Mon livre soulignait que la pénurie ne peut pas être caractérisée de manière satisfaisante par des indicateurs agrégés. C'est justement la présence simultanée des manques et des excédents qui caractérise les économies socialistes. Du fait de la mauvaise adaptation, les deux choses ne s'excluent pas : pendant que de fortes pénuries se font sentir pour certains produits et services, des stocks d'invendus et des capacités inutilisées s'accumulent pour d'autres, dans un contexte de gaspillage.

En outre, on ne peut pas mesurer la pénurie avec les indicateurs statistiques habituels sur lesquels Portes et ses collègues ont basé leurs calculs. Si l'achat effectif concorde avec l'offre, alors les chiffres de vente et d'achat observés reflètent convenablement la demande. En revanche si les acheteurs n'ont pas réussi à réaliser leurs projets d'achat, qui peut savoir quelle était la demande véritable, initiale, restée insatisfaite ? Plus souvent il arrive que les acheteurs, réagissant à la pénurie, achètent autre chose que ce qu'ils comptaient se procurer initialement, plus l'information concernant cette demande perd en fiabilité. Les substitutions forcées siphonnent partiellement ou totalement l'excès de demande.

Je reprochais en outre à Portes et ses émules que leurs modèles décrivaient exclusivement le marché de la consommation, isolant celui-ci du marché de l'investissement. Or le nœud des problèmes réside justement dans la tension constante qui se manifeste dans la sphère de l'investissement : chez les dirigeants de l'économie et chez les directeurs des entreprises d'État, la « fringale d'investissement productif », la pulsion d'expansion sont inextinguibles, et en conséquence sur ce marché la demande surpassé toujours l'offre des ressources disponibles.

Dans les débats, l'équipe de Portes avait un immense avantage sur moi : dans les calculs ils utilisaient des données que l'on pouvait trouver dans les

statistiques disponibles. Ils étaient par conséquent en mesure de faire des calculs mathématiques et statistiques, ce qui sans aucun doute impressionnait tout le monde. Je ne pouvais pas faire autre chose que recourir à l'intuition des collègues, je pourrais dire leur bon sens, sans disposer de modèles Kornai quantifiés pour répliquer aux modèles quantifiés de Portes.\*

Nous avions besoin de nouvelles méthodes pour mesurer effectivement les phénomènes de pénurie. Nous avons donc planché sur l'élaboration d'une mesure d'un type nouveau. Je cite l'exemple de l'indicateur élaboré par Attila Chikán, le directeur du Rajk Kollégium, et qu'il est allé jusqu'à déterminer quantitativement avec l'aide de ses collaborateurs sur la base de données hongroises. En effet, dans une économie de pénurie les stocks d'une entreprise baissent côté production, puisque les clients s'efforcent d'acheter tout ce qu'ils peuvent. En revanche côté consommation les stocks enflent car se manifeste la « tendance à amasser » (*hoarding*). L'entreprise, craignant une pénurie à venir, accumule telle un hamster des stocks de matières premières et de semi-produits. La proportion des stocks d'outputs vis-à-vis de ceux d'inputs constitue un indicateur significatif : si elle diminue, cela signale un accroissement de l'intensité de la pénurie, si elle augmente, un adoucissement de la pénurie.

On a commencé à observer et à collecter méthodiquement d'autres indicateurs de pénurie (par exemple, la durée de la queue à faire pour les différents produits et services, la répartition et la fréquence des substitutions forcées). Cinq ou dix ans au moins auraient été nécessaires pour conduire ce travail à maturité, puisqu'il est nécessaire d'observer les données dans la durée pour bâtir à partir de là un modèle économétrique. Or à peine avions-nous entamé cette tâche, que l'économie de pénurie nous a glissé sous les pieds ! Remercions Dieu que cela se soit passé ainsi – mais le résultat est que le débat est resté à jamais non tranché. Pour ma part je persiste et garde mon argumentation logique, mais je n'ai pas pu (et je ne pourrai plus désormais) réfuter les calculs de Portes avec d'autres calculs plus convaincants.

En Hongrie ce genre de polémique empoisonne dans plus d'un cas les rapports humains entre les parties adverses. Heureusement cela ne s'est pas produit entre Portes (désormais Sir Richard) et moi. Notre amitié est restée aussi cordiale qu'elle l'était avant le débat.

---

\* Il y avait quelques premiers résultats très prometteurs. En Hongrie, surtout mes collaborateurs et mes disciples commençaient à faire des recherches empiriques dans l'esprit de la théorie développée dans *La Pénurie*. Il y avait aussi des chercheurs à l'étranger qui conduisaient leur recherche en partant de cette théorie. Il convient de souligner parmi eux les articles de Gérard Roland publiés en 1987 et 1990.

## Débat avec un économiste soviétique orthodoxe

Un autre débat s'est déroulé en 1981 à Athènes, lors d'une table ronde de l'*International Economics Society*. La séance était présidée par Sir John Hicks, le grand économiste anglais.\* J'ai résumé dans une conférence les principales idées de mon livre tout récent, et j'ai souligné que la pénurie était un problème systémique spécifique de l'économie planifiée socialiste. Le professeur V. R. Khatchaturov, président de la Société économique soviétique du moment, est intervenu pour réfuter agressivement mon point de vue. Il n'a pas nié que des phénomènes de pénurie pouvaient se produire. (Pouvaient se produire ? À ce moment la Hongrie était déjà le pays de l'abondance par rapport à l'Union soviétique où sévissaient non seulement une grave pénurie de logements, mais même les produits alimentaires de base et les articles d'habillement élémentaires manquaient systématiquement dans les magasins.) Mais ces phénomènes de pénurie se produisaient, selon lui, à cause d'erreurs de la planification. C'était le niveau de la planification qu'il fallait améliorer, et le mal disparaîtrait.

Leonid Kantorovitch, l'excellent économiste mathématicien, le pionnier de la théorie de la programmation linéaire, prix Nobel depuis 1975, était également présent. Il était là, mais il n'a pas ouvert la bouche.

Dans son allocution de conclusion Hicks a évoqué ma conférence avec une sensible approbation, mais il n'aurait pas considéré convenable de s'impliquer dans le débat de deux économistes venus de pays socialistes.<sup>†</sup>

L'acrimonie des paroles et du ton de Khatchaturov a confirmé ce qui pour moi était clair dès le début : le contenu de *La Pénurie* avait une charge politique forte.

## Contribution à l'érosion du système

Je viens de donner un aperçu de l'effet visible et audible du livre, j'ai rendu compte de publications, de tirages, de critiques et de citations. Mais l'influence que le livre a exercée sur la réflexion de l'intelligentsia vivant dans les régimes socialistes a été encore plus importante que ces effets concrets.

Des années plus tard je suis allé voir pour la première fois notre nouveau médecin généraliste, il m'a salué avec enthousiasme comme une vieille

\* J'ai déjà évoqué son nom : il avait soutenu la publication anglaise de mon premier livre.

† C'est à cette table ronde que j'ai rencontré pour la première fois le professeur Wu Jinglian qui allait plus tard devenir un des principaux constructeurs de la réforme en Chine. Il a dit qu'il trouvait mon argumentation convaincante. Il a exprimé son espoir que mes pensées deviendraient connues en Chine et que cela aurait un effet sur le développement dans ce pays. Je l'ai plusieurs fois revu depuis. Il est un des promoteurs des traductions chinoises de mes livres.

connaissance. Il avait lu *La Pénurie* et, selon ses propres mots, il pouvait dire sans exagération que le livre avait transformé sa vision du monde. Dorénavant il voyait l'économie socialiste avec un œil nouveau. Peu de temps après je me suis rendu à Cracovie où un sociologue polonais m'a répété à peu près la même chose. Je ne cite pas uniquement des dialogues personnels, mais aussi des textes publiés. Je me limite ici exclusivement à des mémoires d'économistes russes.\* Dans leur livre publié en 1998, Daniel Yergin et Joseph Stanislaw rapportent un entretien avec Egor Gaïdar, le premier ministre du gouvernement qui a conduit le grand tournant économique. Ils résument ainsi l'opinion de Gaïdar : « L'unique économiste vivant qui peut prétendre avoir influencé le mode de pensée de toute une génération d'intellectuels vivant dans un régime communiste est Kornai. Il a minutieusement disséqué l'économie planifiée centralisée, il en a démontré l'irrationalité et décrit son autodestruction. Il a également démontré les déficiences d'une variante potentielle de ce régime, celle du socialisme de marché. » Les auteurs citent plus loin encore une fois Gaïdar : « C'est Kornai qui a eu la plus grande influence sur nous tous dans les années 1980. Son analyse de l'économie de pénurie au début des années 1980 a exercé un grand effet sur nous. Il a regardé nos problèmes en face. Nous connaissons chacun de ses ouvrages. »<sup>156</sup>

L'ancien correspondant du *Washington Post* à Moscou, David E. Hoffman, a écrit un livre il y a quelques années sous le titre *Les Oligarques (The Oligarchs : Wealth and Power in the New Russia)*. Il rend compte des mémoires de jeunes économistes soviétiques se groupant autrefois autour de Egor Gaïdar et Anatoli Tchoubaïs. Je cite le livre : « L'inspiration les frappa alors comme la foudre. Ils ont été électrisés par un ouvrage de 630 pages, en deux volumes, publié par un professeur hongrois d'économie, János Kornai. *La Pénurie* bien plus que tout autre livre leur a permis d'entrevoir les échecs de l'économie soviétique. » Hoffman cite un membre du groupe d'économistes : « Le livre est d'abord arrivé à Leningrad, photocopié en contrebande, et est immédiatement devenu une *bible*. Nous avions au départ quelques idées, mais ce livre a provoqué une sorte de

---

\* C'est Attila Chikán qui a analysé l'écho du livre en Hongrie dans son article paru en 2004. À propos de l'influence en Hongrie, j'aimerais rappeler une autre série de données statistiques. Deux chercheurs hongrois, György Such et István János Tóth, ont publié en 1989 une étude « scientométrique » qui analyse en détail quels sont les auteurs cités et avec quelle fréquence dans la littérature économique hongroise. Il publie entre autre un tableau (p. 1207) qui donne la fréquence des citations des auteurs par période quinquennale. Dans les deux périodes allant de 1963 à 1972, Marx tient la première place. Entre 1973 et 1978 Marx garde toujours la première place, le second est Lénine et le troisième Kornai. Entre 1978 et 1982 l'ordre s'inverse, je monte à la première place. Entre 1983 et 1987, ce nouvel ordre reste inchangé. Les articles publiés par des économistes hongrois citent désormais deux fois plus mes travaux que des œuvres de Marx.

catharsis. Il a fait avancer d'un bond notre réflexion. Quand on rencontrait quelqu'un, on lui demandait : tu as lu Kornai ? Et la discussion démarrait là-dessus. »<sup>157</sup>

Si on me demandait à quel succès obtenu dans ma vie je repense avec le plus de fierté, je répondrais : à celui-ci ! Je me réjouis que mon livre ait été applaudi par de nombreux intellectuels et ait produit un choc chez des économistes, mais aussi dans d'autres professions, et les ait aidé à changer de regard sur le régime socialiste.

Après la chute du mur de Berlin, toutes sortes de théories se sont répandues sur les prémisses de l'événement. Diverses forces politiques, à l'est comme à l'ouest de l'ancien rideau de fer en revendiquaient le mérite. Certains attribuaient le tournant à la dureté de Reagan, à la pression militaire américaine, d'autres à la clairvoyance et à l'intelligence de Gorbatchev. Aux yeux de certains le facteur le plus important était l'émergence des résistants, des dissidents, tels que Sakharov, Havel, Michnik et les autres, d'autres mettaient en première place le rôle des « communistes réformateurs ». Personnellement, je pense que ce n'est pas la bonne façon de poser la question. Le tournant de 1989-1990 s'est effectué avec une grande rapidité, mais il a été précédé par un long processus d'affaiblissement et de détérioration du régime socialiste. Comme tout autre grand processus historique complexe, cette érosion s'explique par la concordance de multiples facteurs. Pour moi, au sens intellectuel, toute explication causale « unique » est suspecte, car elle simplifie à outrance la complexité des processus historiques. Ce genre d'explication unilatérale apparaît généralement avec les gros sabots d'une intention politique ou d'une volonté de mieux se faire valoir.

La transformation profonde qui s'est déroulée progressivement dans la réflexion des groupes des dirigeants politiques, économiques et culturels des régimes socialistes, sans en être la cause exclusive ou principale, en était certainement *un des* facteurs explicatifs importants. Aucun pouvoir, pas même une dictature, ne peut se perpétuer sans qu'un groupe de ses fidèles croie en la légitimité et la viabilité du régime. Un des fondements de l'édifice du régime socialiste réside dans l'existence de communistes qui croient en la cause, pour qui les problèmes sont tout au plus transitoires, et que leur mission messianique incite à accepter tous les sacrifices. Hitler et ses complices ont pu poursuivre la guerre jusqu'aux extrêmes, bien sûr par la répression et les ordres militaires, mais aussi parce que beaucoup croyaient en la cause jusqu'à la fin. Un des fossoyeurs du régime socialiste a été le délitement de la foi et de la confiance dans le système. L'orbite des sympathisants du socialisme s'est défaita, le cercle intérieur, les cadres, ont perdu leurs convictions et se sont mis à la recherche d'autres issues.

Cette érosion intellectuelle a été générée avant tout par l'expérience directe : les problèmes de l'économie, les pertes de la guerre en Afghanistan, l'amertume de la population. Cette dislocation a été accélérée,

l'interprétation des expériences a été favorisée par les ouvrages qui en ce temps parvenaient entre les mains des intellectuels politisés. Nombre d'œuvres pourraient figurer dans la liste. En premier lieu c'est l'explosif *Goulag* de Soljenitsyne qui a fait sensation, mais c'était aussi l'époque où beaucoup ont pris connaissance de l'œuvre d'Orwell ou de Koestler avec des décennies de retard. *La Pénurie* a ajouté une coloration particulière à cette image qui se dessinait sur le communisme. Chacune des trois œuvres mentionnées dévoilait avant tout la cruauté et la ruse de la répression, le mensonge et l'inhumanité du régime. Le ton pondéré et factuel de mon livre a secoué d'autres strates de la pensée et des sentiments du lecteur. *La Pénurie* a sapé l'idée naïve qu'il suffisait de donner au socialisme un « visage humain » pour qu'il soit en mesure de remplir sa mission historique. Lénine, à juste titre, avait affirmé que le socialisme serait victorieux s'il était capable d'assurer une productivité supérieure à celle du capitalisme. Celui qui a lu *La Pénurie* a compris : cette supériorité triomphale ne sera jamais atteinte.

J'ignore combien d'intellectuels politisés connaissaient mon livre, de première ou de seconde main, et combien étaient restés imperméables à son influence. Aucune enquête n'a jamais été réalisée là-dessus, même a posteriori. Mais même moi j'ai pu constater que des personnes dont j'aurais supposé qu'elles auraient aimé prendre connaissance du livre (au moins parce que durant quelques mois il était « à la mode » et qu'on en parlait dans l'intelligentsia) ne l'ont jamais lu.\* Cela me met en garde de surestimer l'effet de mon livre. Mais même si nous estimons cette influence de façon réaliste et modeste, on peut dire que son effet a été important.

#### *Retour sur les dilemmes politique et éthique de la publication*

C'est à la maison de vacances de l'Académie, au retour de Stockholm, que nous avons rencontré Ferenc Donáth, un des dirigeants du mouvement intellectuel opposé au régime de Kádár dont il a déjà été question dans les chapitres précédents. C'est là, à Mátraháza, que j'écrivais les derniers chapitres de *La Pénurie*. Nous déjeunions à la même table, nous nous promenions fréquemment dans les bois, nous avions des discussions amicales sur la science, les études académiques, la politique, l'économie.

---

\* J'ai lu le *Journal* de l'écrivain hongrois connu Ferenc Karinthy, qui rend compte entre autres de ses lectures. Nous nous connaissons personnellement et déjà cela aurait pu éveiller son intérêt pour mon livre. Or il s'est avéré sans ambiguïté que Karinthy n'a pas lu *La Pénurie* et qu'on n'en parlait pas autour de lui.

Gábor Klaniczay, historien de renom, a publié des souvenirs passionnants sur les œuvres qui avaient exercé le plus d'influence sur les intellectuels hongrois de sa génération, nés dans les années 1950. Mon ouvrage n'y figure pas.

Donáth m'a dit à l'issue d'une de ces promenades qu'ils constituaient un livre d'or en l'honneur de István Bibó.\* De nombreuses personnes de renom avaient déjà proposé de participer à ce travail. Accepterais-je d'y participer ? J'ai répondu par un non catégorique et sans équivoque. Comme Feri Donáth connaissait bien ma position générale à propos des publications légales et illégales, et il savait aussi à quoi je travaillais, il n'a pas insisté. Il a pris acte de mon refus sans essayer de me convaincre.

Je n'ai perçu aucun ressentiment dans ses paroles, ni alors, ni plus tard. Nous nous sommes encore souvent revus, nous menions des conversations intéressantes et amicales. En été 1983 il m'a rendu visite pendant mon séjour à Munich. Il était venu là pour des examens à l'hôpital. Quand je suis allé lui rendre visite plus tard à l'hôpital à Budapest, j'ai été bouleversé de voir avec quel héroïsme et affichant son habituel sourire ironique il supportait les souffrances de sa grave maladie. Nous suivions deux stratégies très différentes l'une de l'autre – mais cela n'excluait pas entre nous l'amitié et le respect.

De même que Ferenc Donáth, d'autres participants d'organisations clandestines ou semi légales que je connaissais de près ont pris acte de mes choix avec tact et compréhension. J'ai toujours senti qu'ils respectaient le choix que je m'étais imposé et estimaient mon travail.

Si le lecteur retourne aux chapitres cinq et sept, il reverra que ma décision était prise dès 1955-1956 et confirmée en 1957 de ne pas essayer d'agir par des publications clandestines sur la marche des événements. Dès ce temps je m'étais tracé le chemin que je voulais suivre : devenir économiste professionnel, compétent, à l'occidentale, voulant exercer une influence par ses publications légalement imprimées. Cela impliquait des concessions dès le début. J'étais près à faire des concessions, aussi longtemps que celles-ci ne se heurtaient pas à un veto de ma conscience.

J'ai essayé de rester conséquent et de suivre cette stratégie ; c'était cohérent avec l'écriture de *La Pénurie* comme avec mon refus d'écrire un article dans les « Mélanges Bibó ».

L'autocensure exigeait de moi d'amers sacrifices. Il existe peut-être des chercheurs en sciences sociales, ou plus encore des écrivains ou des poètes, qui trouvent un plaisir intellectuel à cacher entre les lignes ce qu'ils ont à

---

\* C'est János Kenedi qui à l'origine avait pris l'initiative de ce livre d'or, de constituer un « Festschrift » pour le soixante-dixième anniversaire de Bibó. L'organisation du volume n'a démarré en fait qu'après la mort de Bibó. Ferenc Donáth assumait la présidence du comité de rédaction, les membres de ce comité étaient György Bence, János Kis et Jenő Szűcs. Ils ont proposé le volume aux Éditions Gondolat pour une publication légale. Comme l'éditeur, manifestement après consultation des hautes sphères du parti, a refusé de le publier, le livre a paru en 1981 en « samizdat ». Il a reparu une seconde fois en 1991, après le changement de régime, cette fois imprimé, par les soins de Pál Réz, aux Éditions Századvég.

dire, et qui déjouent avec ruse la vigilance des censeurs politiques. Moi je n'y trouvais aucun plaisir. Au contraire j'essaye d'obtenir comme un forcené que ce que je mets en phrases soit clair et sans équivoque. Je ressentais comme une automutilation douloureuse de laisser le lecteur deviner ce que je n'avais pas explicité moi-même. L'autocensure est un procédé humiliant ; si j'ai ressenti le changement de régime comme une nouvelle libération, c'est aussi parce qu'il m'épargne désormais ce sentiment amer récurrent.

Ceux qui écrivaient pour des publications clandestines pouvaient sentir à juste titre que rien ne retenait leur plume. Ils pouvaient dire tout ce qu'ils ressentaient alors comme la *totale* vérité. Je les enviais pour cette liberté.\*

Dire non à un ami avec qui on est politiquement sur la même longueur d'onde m'était pénible et douloureux. Comme si je laissais tomber celui avec qui je combattais. Je me suis trouvé plus d'une fois dans une telle situation : tantôt on me demandait un article pour un « samizdat », tantôt on me demandait ma signature au bas d'une lettre de protestation. J'ai toujours refusé ces demandes.

Je me refusais de sautiller entre deux stratégies dans la vie. Je ne voulais pas simplement éviter les différents interdits de publications. Je tenais aussi à préserver ce droit qualifié encore de privilège, la possibilité de voyager à l'Ouest. Je peux dire la conscience tranquille que ce n'était pas pour le tourisme, mais parce que chaque nouveau voyage à l'étranger me renforçait dans la prise de conscience précoce que pour devenir un membre égal de la profession d'économiste, je devais avoir un contact régulier avec les confrères occidentaux, je devais passer des périodes suffisamment longues dans les hauts lieux académiques du monde occidental et acquérir aux meilleures sources le dernier état des connaissances. Celui qui ne franchit jamais les limites de son village, qui ne sort jamais de l'endogamie intellectuelle est-européenne, est davantage exposé à végéter dans un esprit provincial. Ceux de ma génération qui ont dû attendre le changement de régime pour mettre un pied dans le monde scientifique international ont pu éprouver le handicap qui était le leur.

Certains veulent justifier à leurs propres yeux les choix de leur vie en prétendant que leurs décisions sont les seules acceptables, les seules moralement défendables. Dans leurs moments de faiblesse ils se permettent peut-être quelques légers écarts. Mais si un autre est plus radical qu'eux, ils le qualifient de « tête brûlée », « avec ses imprudences il fait plus de mal que de bien ». Mais celui qui fait plus de concessions au pouvoir en place qu'eux-mêmes, c'est un « opportuniste » qui « se couche devant le pouvoir ».

---

\* Des années après m'être détaché du marxisme et après la maturation de mes idées relatives aux pensées de Marx, un texte polémique me titillait. Je n'aurais pas pu l'écrire légalement. Cet essai est donc resté enfoui en moi sans voir le jour.

Mes jugements moraux sur l'activité d'autrui sont plus tolérants, mais je n'admet pas le relativisme moral sans principe. Oui, il existe des concessions qui vont trop loin, qui valent à mes yeux des trahisons. D'un autre côté, un homme peut être un excité malavisé qui ne rend service à aucune cause sérieuse par son agitation. Je méprise tout particulièrement les caméléons politiques qui changent de vision du monde comme d'autres changent de chemise, et qui sont capables à tout moment d'abandonner leurs principes dans l'espoir d'un pouvoir politique ou d'une affaire juteuse.

Toutefois je suis pleinement convaincu qu'il n'existe pas une, il existe plusieurs stratégies *moralement acceptables*. Je vais plus loin, il n'existe pas une, mais il existe plusieurs stratégies *respectables*. J'admire et respecte profondément ceux qui ont risqué leur emploi, leur liberté, et s'il le fallait leur vie, dans une lutte clandestine menée pour la démocratie, pour les droits de l'homme.

Ne nous éloignons pas trop de mes propres problèmes de choix. Ce serait une argumentation partielle de ma part de remarquer qu'une publication « samizdat » n'était distribuée qu'en quelques centaines d'exemplaires, le plus souvent seulement à l'intérieur d'un pays, tandis que *La Pénurie* publiée légalement (autocensurée) est parvenue entre les mains de dizaines de milliers de personnes, même au-delà des frontières, dans de nombreux pays du monde. Il est vrai qu'on pourrait aussitôt soulever comme contre-argument qu'un « samizdat » aurait pu expliciter radicalement ce à quoi je pouvais faire tout au plus des allusions. Ces deux moyens de publication, dans les conditions d'une dictature, je ne les considère pas comme concurrents mais comme *complémentaires*. Je me réjouis de tout cœur que des hommes courageux qui ont rédigé et diffusé des journaux clandestins ont existé. Défenseur de la démocratie hongroise, je suis fier d'avoir eu de tels contemporains. Je vis dans la conscience apaisée que leurs écrits et mes travaux se sont mutuellement renforcés.

## LA PERCÉE

1979 -

### *La contrainte budgétaire lâche*

Quelques jours avant de commencer l'écriture de ce chapitre, la revue économique la plus lue, *Journal of Economic Literature*, a publié notre essai écrit en commun avec Eric Maskin et Gérard Roland dans lequel nous revisions la littérature consacrée à la contrainte budgétaire lâche.<sup>158</sup>

C'est en 1979 que j'ai utilisé cette notion la première fois dans une publication ; en vingt-cinq ans l'idée s'est largement répandue.

### *Signification et importance du concept*

J'ai repris l'expression « contrainte budgétaire » à la théorie microéconomique des ménages. Supposons que le ménage prépare un budget. Il doit prévoir ses dépenses de façon à pouvoir les couvrir par ses recettes, en sachant que celles-ci peuvent être complétées par l'épargne accumulée antérieurement. C'est l'ensemble des ressources financières à la disposition du ménage qui constitue sa contrainte budgétaire ; c'est une limite que les dépenses ne peuvent pas dépasser.

Regardons maintenant la gestion d'une entreprise d'État dans le cadre du système socialiste. Si tout va bien, les recettes couvrent les dépenses et un profit peut même se constituer. Mais que se passe-t-il si les dépenses dépassent les recettes, et si les réserves financières initiales sont aussi épuisées ? On peut distinguer deux cas. Dans le premier, l'entreprise est laissée à elle-même. Sa contrainte budgétaire est *dure*, et l'entreprise fait tôt ou tard faillite, conséquence de pertes durables. Ou bien un organisme supérieur se précipite à l'aide de l'entreprise et la renfloue (le langage technique anglais nomme cela *bail-out*.) Dans ce dernier cas la contrainte budgétaire est *lâche* ; en réalité elle ne limite pas les dépenses. Même si les dépenses excèdent longtemps la somme des recettes et du capital initial, l'entreprise durablement déficitaire reste en vie.

Cette histoire était connue de tous ceux qui savaient comment fonctionne l'économie dans un système socialiste. Le problème était particulièrement criant là où, comme en Hongrie, des premiers pas en direction de réformes avaient été tentés, par exemple en introduisant l'intéressement des dirigeants

d'entreprise à l'accroissement du profit. On entendait des mots d'ordre sur l'importance du profit, mais en réalité on avait miné sa véritable force incitative. Si l'entreprise était bénéficiaire, tout allait bien. Mais même si elle était déficitaire, ce n'était pas très grave car en fin de compte on finirait bien par la sauver de la faillite. C'est là qu'apparaissait le plus clairement la différence entre une vraie et une fausse économie de marché – dans la vraie, la concurrence n'a pas que des gagnants, elle a aussi des perdants.

La contrainte budgétaire lâche conduit à de graves dégâts. Même si les prix étaient raisonnables, l'entreprise n'était pas assez *sensible* aux signaux des prix, des coûts, du profit. La contrainte budgétaire dure frappe automatiquement de graves pénalités celui qui ne résiste pas à la concurrence et qui fait des pertes. La contrainte lâche dispense de cette pénalité et tolère l'inefficacité. Le producteur devient enclin à passer des commandes irresponsables (ce qui conduit à une dérive de la demande), puisque s'il ne peut pas payer, l'État assurera son sauvetage et couvrira la note. C'est une des principales explications des plans d'investissement surdimensionnés dans le système socialiste : les projets démarrent en général avec des prévisions de dépenses faibles et se terminent par des excès de coûts effrayants.

En fin de compte la dureté ou le relâchement de la contrainte budgétaire oriente les dirigeants des entreprises, leur indiquant ce qui mérite vraiment leur attention. Si la contrainte est dure, il convient de se concentrer avant tout sur l'efficacité et la rentabilité de la production. Mais si elle est lâche, le plus important est que les patrons de l'entreprise aient de bonnes relations « là-haut », d'où ils peuvent espérer, en cas de problème, le soutien financier. Il est plus utile de se montrer dans les couloirs du pouvoir et les antichambres des supérieurs que dans les ateliers de l'usine.

Pourquoi ce raisonnement a-t-il fait tant de bruit et pourquoi s'est-il si largement répandu ? Avant tout parce qu'il a saisi un phénomène pertinent et important qui se déroulait au vu et au su de tous ; un syndrome qui avait des causes, des régularités et des conséquences faciles à comprendre et explicables, ces conséquences étaient indéniablement *graves*. Dès le départ j'avais souligné que, même si ce phénomène est plus répandu dans le socialisme que dans les autres économies, il n'est nullement inconnu dans l'économie de marché basée sur la propriété privée. Au début, j'essayais de démontrer la présence de la contrainte budgétaire lâche dans le comportement des entreprises ; j'ai néanmoins attiré l'attention sur le fait que des problèmes semblables existaient aussi dans d'autres organisations, par exemple les institutions de santé ou d'enseignement, les ONG ou dans la gestion des collectivités locales. Des manifestations du syndrome peuvent même être observées dans l'économie de pays entiers s'il devient de règle que si un pays court à une faillite financière, des institutions financières internationales et la communauté mondiale des finances viennent le renflouer.

Le succès de cette idée ne s'expliquait pas uniquement par sa pertinence concrète, mais aussi par la circonstance heureuse que sa structure théorique s'insérait bien dans le mode de pensée du courant principal de la science économique. Tous ceux qui avaient appris la microéconomie avaient pris connaissance dans un de leurs premiers cours de la notion de contrainte budgétaire. Il n'est pas mauvais de commencer une réflexion par une notion bien connue, puis d'étendre et de préciser sa signification. Dans un des chapitres antérieurs je suis parvenu à la conclusion que nos idées concernant la régulation végétative ne pouvaient probablement pas se diffuser, parce que sur un certain nombre de points essentiels elles heurtaient la routine intellectuelle des économistes du courant principal. Ici, par chance, la situation était inverse. La théorie édifiée sur la notion de « contrainte budgétaire » connue de tous, a plus facilement suscité un écho sympathique et intéressé.

### *Les précédents*

Mes réflexions sur la théorie de la contrainte budgétaire lâche remontaient assez loin. J'ai mentionné au septième chapitre que lorsqu'en Hongrie on a commencé à introduire l'intéressement aux bénéfices, les entreprises ont tout de suite commencé à exiger des compensations en cas de pertes. « Faut-il corriger la participation aux bénéfices ? » — c'est sous ce titre que j'avais publié un article dès 1958. Depuis lors la question n'a pas cessé de me tarauder ; j'avais senti qu'ont était là face à un phénomène important.

En 1972, Andreas Papandréou m'a envoyé avec une aimable dédicace son livre *Le Capitalisme paternaliste (Paternalistic Capitalism)*. Il n'était pas encore le premier ministre grec, il était professeur d'université au Canada. Le livre a attiré mon attention sur ce phénomène social extrêmement important. Des traits paternalistes peuvent être observé dans plusieurs types de sociétés ; évidemment c'est leur apparition dans le régime socialiste qui m'intéressait avant tout.

Le dictateur communiste en Hongrie aimait bien jouer le rôle de « petit père du peuple », même au temps de la répression la plus féroce. Lorsque la dictature a commencé à se relâcher, sur ce visage rébarbatif, le rôle du père s'est métamorphosé en quelque chose de plus amène. Le paternalisme, examiné sous l'angle de la structure politique, signifie que le centre de pouvoir garde dans ses mains certains droits de décision qui dans une société structurée différemment, sans paternalisme, seraient entre les mains de l'individu, de la famille, de petites communautés ou d'une organisation de plus bas niveau (par exemple les entreprises). Dans la vie des familles dans des périodes historiques antérieures, le père détenait seul le droit de décision, mais il avait en même temps l'obligation de prendre soin de sa famille. Une société paternaliste considère ses membres comme des mineurs quasiment

infantiles. Il n'attend pas d'eux une autonomie quelconque, il considère comme naturel que les gens attendent « du haut » aide et secours à tous leurs maux.

Un raisonnement liant deux phénomènes se dessinait dans mon esprit : celui du paternalisme et celui de l'aide aux entreprises défaillantes – j'ai développé cette réflexion pour la première fois en 1975 dans une conférence que j'ai tenue à l'Université d'Oslo. J'ai comparé le schéma de la famille et de l'éducation des enfants pour décrire la relation entre l'État et l'entreprise. Je distinguais cinq degrés de paternalisme, partant du numéro quatre pour aboutir au numéro zéro. Le degré 4 : *dons en nature, acceptation passive*. C'est ce qui caractérise les conditions du nouveau-né qui reçoit tout des parents et qui ne sait même pas demander. Le degré 3 : *dons en nature, désirs formulés explicitement*. L'enfant a grandi. Il continue de tout recevoir des parents – mais il sait parler, il exprime ses désirs aux adultes. On peut comparer à ces degrés la situation de l'entreprise d'État dans une économie strictement centralisée. Le plan de production est prescrit centralement et les ressources sont également octroyées centralement. Si la dictature est à poigne, on ne demande pas l'avis de l'entreprise (degré 4) ; si la répression s'est atténuée, on peut tenter de négocier le plan (degré 3).

La dénomination du degré 2 est *allocation monétaire*. Un enfant s'y trouve (c'est le cas typique de l'étudiant universitaire américain) quand il a déjà quitté le foyer parental mais ne gagne pas encore sa vie. Les parents lui donnent de l'argent de poche. Quand il l'a dépensé il en redemande aux parents, et souvent ils lui en redonnent. La situation économique est analogue : l'entreprise reçoit une dotation monétaire pour réaliser un projet. Elle doit la gérer elle-même, mais si elle est finalement à court d'argent, l'État lui règle quand même ses factures.

J'ai appelé le degré 1 : *financièrement autonome – avec compléments*, et le degré zéro : *financièrement autonome – laissé à lui-même*. L'enfant est devenu adulte. Il gagne de l'argent, il gagne habituellement suffisamment pour ses besoins. Que se passe-t-il s'il a des ennuis financiers ? La famille se précipite éventuellement à son aide (degré 1). Ou bien la famille peut aussi décider que chacun doit être responsable de son destin. Un ennui financier est après tout le problème du membre de la famille devenu adulte, celui-ci doit désormais résoudre seul son problème (degré zéro). En quittant la métaphore familiale, pour parler de l'entreprise : le degré 1 reflète les conditions d'une économie socialiste à demi réformée, orientée vers le marché, dans laquelle l'entreprise est autonome mais peut être secourue en cas de pertes persistantes. Le degré zéro s'observe dans les dures conditions de la concurrence du marché, exemptes de paternalisme. Si l'entreprise fait faillite, c'est son problème – qu'elle ne compte en aucun cas sur quelqu'un pour épouser ses pertes.

Cette description illustrée des degrés du paternalisme, cette analogie entre famille et société, a trouvé plus tard sa place dans le livre *La Pénurie*. À

Oslo je n'utilisais pas encore les expressions « contrainte budgétaire lâche et dure ». En revanche le livre a adjoint cette nouvelle terminologie au modèle du paternalisme. Le degré 2 du paternalisme, et encore plus le degré 1, sont les phénomènes que j'ai baptisées contrainte budgétaire *lâche*, alors que le degré zéro correspond à la contrainte budgétaire *dure*.

L'idée de cette dénomination ne m'est pas venue en commençant à réfléchir sur le concept de la contrainte budgétaire, en essayant de l'affiner. Le point de départ était *le phénomène économique réel, l'observation de la pratique*. L'expression elle-même a surgi presque par hasard. J'étais en train de rédiger les notes de la douzième de ma série de conférences à l'Université de Stockholm. Je m'apprétais à noter au tableau noir le modèle de fonctionnement d'une entreprise socialiste sous forme d'inéquations mathématiques avec les limites inférieures concernant les produits et les limites supérieures concernant les ressources utilisables. Pour être complet je devais ajouter les contraintes financières. Bien que dans le modèle microéconomique standard d'une entreprise tendant à maximiser le profit on ne fasse pas figurer habituellement de « contrainte budgétaire », j'ai préféré l'intégrer dans le modèle. Oui mais, tout de suite après j'ai pensé : ce n'est pas une contrainte effective ! Si l'entreprise n'est pas en mesure de surmonter une contrainte de ressources réelles, comme un quota de matières premières, sa contrainte budgétaire, elle, est lâche, puisque l'entreprise est consciente qu'en cas de problème l'organisme de tutelle paiera.

Au cours de ma conférence j'ai donc utilisé l'expression de contrainte budgétaire lâche. Je me rappelle que deux des professeurs assis dans l'auditoire, le Suédois Bengt-Christer Ysander et l'économiste américain Harvey Lapham, ainsi qu'un étudiant, Lars Svensson (devenu plus tard chercheur de renom en économie) sont venus me voir après la conférence pour me dire qu'ils avaient vivement apprécié l'idée relative au relâchement de la contrainte budgétaire. Ces quelques mots d'encouragement m'ont incité à repenser à fond cette expression, et approfondir le travail sur les problèmes théoriques s'y rapportant.

À partir de là, dans mes conférences et mes articles traitant de la pénurie et de l'économie socialiste en général, la description et l'analyse du relâchement de la contrainte budgétaire comme traits caractéristiques du dysfonctionnement du système socialiste ont joué un rôle important.

Dans l'histoire de la connaissance on trouve assurément des théories qui jaillissent toutes prêtes, sous forme mûre, du cerveau de leur créateur. Cela ne m'est jamais arrivé. Si je commence l'histoire par l'article hongrois de 1958 mentionné plus haut et que je la termine en 2003 par l'article paru dans *Journal of Economic Literature*, l'idée de base est toujours restée la même, mais pendant ces quarante-cinq années la façon de la décrire, l'explication des causes et celle des conséquences ont subi des changements considérables. Ma position d'aujourd'hui est reflétée par l'article paru en 2003 ainsi que par mon livre de synthèse *Le Système Socialiste* publié en

1992. (Je reviendrai en détail sur ce livre plus tard.) Je souligne deux modifications qui distinguent des stades précédents l'état actuel de l'expression de l'idée de base, car ces modifications ne se limitent pas aux critères étroitement professionnels.

En expliquant les causes du relâchement des contraintes budgétaires, au temps des premières publications, le rôle paternaliste de l'État était particulièrement souligné : l'entreprise appartenant à l'État, ce dernier ne peut pas laisser tomber « l'enfant », qu'il a créé et dont il est responsable ; en outre, il doit veiller aux moyens d'existence de ceux qui y travaillent. Certains en ont conclu que l'analyse de causalité s'achevait à ce point. Mais pas du tout ! Déjà à l'époque je m'étais posé la question : pourquoi l'État du système socialiste se comportait-il ainsi ? Comment le rôle assumé de « maintien des moyens d'existence » est-il lié à la nécessité du pouvoir, qui plus est du pouvoir absolu ? Comment tout cela s'insère-t-il dans la structure politique du régime et dans son idéologie officielle ? Dans *La Pénurie* le chapitre 22 consacré au paternalisme aurait pu être suivi par une partie non écrite du livre qui aurait discuté ces rapports plus profonds – mais, comme je l'ai expliqué dans le chapitre précédent, l'autocensure m'a empêché d'écrire cette suite.

Comme je l'ai dit à cet endroit, bon nombre de lecteurs ont heureusement pu s'imaginer plus ou moins comment j'aurais pu continuer la ligne de pensée de *La Pénurie*. Mais tous les lecteurs n'étaient pas capables d'enchaîner ces nouvelles pensées par eux-mêmes. Ils s'imaginaient que je n'avais rien d'autre à ajouter sur la question.\* Ils supposaient que j'estimais que le socialisme était paternaliste, sans même remarquer que dans ce régime le parti communiste exerce une dictature et que les conditions politiques du pouvoir marquent de leur empreinte les relations entre les niveaux supérieurs et inférieurs de la hiérarchie ainsi que les relations entre l'État et les entreprises propriétés de l'État. J'avais essayé en vain de me faire comprendre entre les lignes. Dans ses pages finales, le livre contient des allusions générales au rôle « du système institutionnel ». Apparemment cela était insuffisant pour les lecteurs les moins imaginatifs.

Dans le chapitre précédent j'ai démontré le prix élevé que j'ai dû payer pour que *La Pénurie* et mes autres travaux puissent paraître légalement. Ma décision d'arrêter l'explication de l'enchaînement causal de la pénurie au paternalisme a engendré des malentendus chez certains. Je considère que c'est un des éléments regrettables du « prix » de la légalité. Dès que les murs de l'autocensure se sont écroulés, et que j'ai pu écrire *Le Système Socialiste*,

---

\* Une expérience récurrente a été pour moi pendant des décennies qu'une partie de mes collègues occidentaux n'avaient même pas envisagé que moi, citoyen d'un pays communiste, je pusse être limité par la censure ou l'autocensure. Chaque fois que je me trouvais confronté à cette bizarre incompréhension, j'en étais étonné.

j'ai enfin pu exposer mon argumentation complète à propos de la contrainte budgétaire lâche.

Je passe maintenant à la deuxième modification. Auparavant j'étais d'avis, et je le pense encore, qu'il existe une relation de cause à effet entre la contrainte budgétaire lâche et la pénurie, mais aujourd'hui je donne un poids différent à la force de ce lien.

Pour qu'une économie de pénurie globale, chronique et intense se forme dans un pays, une condition *nécessaire* est que la contrainte budgétaire au niveau des entreprises soit lâche dans la plus grande partie de la production nationale. C'est une condition nécessaire mais non suffisante. D'autres facteurs doivent également agir : l'interdiction de la libre entreprise, une limitation administrative de la concurrence des importations, des distorsions dans le système des prix, etc. *La Pénurie* mettait un accent unilatéral sur le relâchement de la contrainte budgétaire. Cela ne peut pas s'expliquer par une autocensure, par une automutilation de l'analyse causale dans l'intérêt d'une publication légale. L'explication est à chercher avant tout dans le manque de maturité de ma réflexion sur le problème.

Un autre aspect de ce biais dans l'analyse porte sur les conséquences de la contrainte budgétaire lâche. Étant donné que le sujet principal du livre était la pénurie, j'étais avant tout intéressé par l'effet qu'exerçait ce syndrome sur la « dérive » de la demande. Cette influence est très importante. Mais une chose est plus importante encore, à laquelle tous les auteurs du domaine allaient accorder la plus grande attention : l'effet nuisible du relâchement de la contrainte budgétaire sur la productivité, la compétitivité, les incitations. *La Pénurie* avait déjà relevé cet effet, mais cette fois avec encore plus de poids je le mettrais au premier rang des effets nuisibles.

#### *Justification expérimentale*

Je jugeais important une justification de la compréhension théorique par la voie empirique aussi. En collaboration avec une jeune femme, Ágnes Matits, maître-assistant à l'Université Karl Marx de Sciences Économiques, nous avons entrepris la construction d'une base de données contenant les principales données financières de l'ensemble des entreprises d'État hongroises, rétroactivement sur de nombreuses années. Nous estimions à environ 1,3 million le nombre d'informations collectées dans nos ordinateurs (qui étaient alors bien moins puissants que ceux d'aujourd'hui) ; Ágnes et ses collaborateurs ont ordonné ces chiffres sous une forme facilement maniable. Nous avons fait diverses analyses économétriques qui montraient les multiples canaux complexes par lesquels l'État redistribue le profit des entreprises. Il était impossible de reconnaître le montant qui apparaissait dans l'entreprise sous le nom de « profit final » à l'issue du labyrinthe bureaucratique des redistributions ; il était complètement détaché du point de

départ, du profit ou du déficit initialement produits. Une chose était certaine, et nous avons pu la confirmer dans nos calculs, c'est que, par la redistribution bureaucratique, on siphonnait une proportion importante du profit des entreprises qui originellement étaient les plus bénéficiaires, et on le transférait là où originellement il y avait des pertes. Celles qui avaient fait beaucoup de profit étaient donc « punies », et les déficitaires excessivement récompensées. Nous venions de saisir par là une des preuves tangibles de la contrainte budgétaire lâche. Agnes Matits et moi avons publié en 1987 les résultats de nos calculs dans notre livre intitulé *Redistribution bureaucratique des profits des entreprises*.

D'autres auteurs ont également publié quelques rares travaux empiriques avant le changement de régime politique pour tester les théories concernant la contrainte budgétaire lâche. Faisant un saut dans le temps on voit que les recherches n'ont pris un véritable essor que dans les années 1990. C'est alors que s'est produite une percée intellectuelle : les experts occidentaux venus dans les pays postsocialistes ont brusquement reconnu que le relâchement de la contrainte budgétaire était un des fléaux de l'économie héritée du système précédent. Ils étaient de plus en plus nombreux à comprendre que le durcissement de cette contrainte était une des tâches-clés de la transition vers l'économie de marché. Ils ont élaboré des études successives basées sur des collectes statistiques et des examens économétriques précis. Au-delà des recherches, dans cette période, on peut dire que la Banque mondiale ou la Banque européenne de reconstruction et de développement ne pouvaient plus publier de rapport sur les économies socialistes ou postsocialistes sans se préoccuper des contraintes budgétaires des entreprises de la région.

#### *Modélisation mathématique du phénomène*

De même que dans le cas des études empiriques, à propos de la modélisation mathématique du syndrome de la contrainte lâche je sentais aussi que je devais moi-même entreprendre une étude théorique formalisée. Fort heureusement j'ai trouvé une aide précieuse en la personne de Jörgen Weibull.\* Jörgen n'aimait pas l'expression « contrainte budgétaire lâche », mais l'idée du paternalisme lui plaisait. Nous avons réussi à construire un modèle mathématique qui établit que si, de manière paternaliste, l'état secourt les entreprises déficitaires, alors le secteur des entreprises devient

\* Le destin a voulu que Jörgen que j'avais connu comme étudiant d'un de mes séminaires en Suède devienne non seulement mon coauteur dans l'écriture de deux articles, mais aussi le mari de notre fille et le père de nos deux petits enfants suédois. Notre étude sur le paternalisme a été réalisée au début des années 1980. Nous avons commencé à y travailler lors d'une des visites de Jörgen à Budapest et nous l'avons terminée par correspondance, bâtiissant un pont entre Stockholm et Budapest. Aujourd'hui, à l'ère des courriels, cela n'a l'air de rien : le travail commun d'auteurs géographiquement éloignés est devenu chose plus fréquente.

moins prudent dans ses commandes, ainsi sa demande enfle, plus que si on laissait toutes les entreprises tenir seules tête à la concurrence.<sup>159</sup>

Un modèle intéressant était en cours de construction à Princeton également. Richard Quandt qui m'avait si affectueusement aidé quand j'enseignais chez eux, se tournait maintenant avec l'intérêt d'un savant vers la théorie de la contrainte budgétaire lâche. Lui et ses collègues ont signé toute une série d'études théoriques dans cette problématique, notamment pour présenter « l'effet Kornai », c'est-à-dire pour prouver la relation théorique qui existe entre le relâchement de la contrainte budgétaire et l'accroissement de la demande d'inputs des entreprises.<sup>160</sup>

Un tournant s'est produit dans le travail théorique par la naissance du modèle attaché aux noms de Eric Maskin, professeur d'économie à Harvard, et Mathias Dewatripont, encore étudiant doctorant à l'époque.<sup>161</sup> J'enseignais déjà alors à l'Université Harvard, et nous discutions souvent Eric et moi sur l'économie socialiste, entre autre des problèmes du relâchement de la contrainte budgétaire. Dewatripont et lui étaient depuis longtemps préoccupés par une question bien connue en théorie des jeux, le problème du « commitment » (l'engagement). La relation des « joueurs » (on pourrait dire aussi : les participants qui coopèrent ou qui sont en conflit dans une situation donnée) se construit autrement si toutes les parties respectent leurs engagements initiaux, ou au contraire, si elles changent leur position ultérieurement et deviennent de leur promesse. Leur comportement est-il cohérent ou incohérent avec le temps qui passe ? Les deux économistes théoriciens ont découvert que ma contrainte budgétaire lâche était *un phénomène d'incohérence particulier*.

Voyons un exemple simple. Une grande banque accorde un crédit d'investissement à une entreprise pour financer un projet. Elle prend l'engagement d'exiger le respect du contrat de crédit initial. Quoi qu'il arrive, elle s'attend à ce que l'entreprise qui réalise le projet d'investissement compte sur ses propres forces. Or l'entreprise rencontre des ennuis financiers, elle n'est pas en mesure de remplir les conditions initiales du contrat de crédit. C'est alors que la banque, malgré ses promesses, apporte tout de même une aide financière à l'entreprise ; elle se montre disposée à modifier les conditions du prêt, et à proposer un nouveau crédit.

L'analyse conduite avec ce modèle a démontré que même les stricts intérêts financiers de la banque elle-même plaident pour le « sauvetage ». Une fois qu'elle a prêté de l'argent pour l'investissement, il paraît logique qu'elle « courre après son argent ».

Le modèle Dewatripont-Maskin était particulièrement intéressant et important pour deux raisons. D'une part il enrichissait l'analyse de causalité. Il ne fallait plus se limiter aux cas où l'organisme qui se charge du sauvetage de l'entreprise déficitaire agit selon des motivations politiques, macroéconomiques ou sociales. Une banque orientée vers le profit est incitée par son propre intérêt économique à sauver une entreprise déficitaire à qui

elle a prêté de l'argent. Ceci peut être observé dans la pratique des affaires. Il est connu que les grandes banques, tout au moins pour un certain temps, sauvent leurs clients qui ont obtenu des résultats mauvais, ou douteux. Agir ainsi peut conduire à des pertes moindres et moins pénibles que renoncer aux créances.

L'autre attrait du modèle Dewatripont-Maskin résidait en ce que le problème devenait tout d'un coup gérable par l'appareil de la théorie mathématique des jeux. Nous sommes dans les années 1990 ; l'attention de la profession se tourne vers la théorie des jeux, des centaines de chercheurs utilisent volontiers cette démarche. Pour employer le jargon professionnel américain : c'est l'orientation vraiment « brûlante » de la recherche. Celui donc qui utilise volontiers la théorie des jeux, et qui comprend bien sa technique séduisante et souple, peut désormais décrire le syndrome de la contrainte budgétaire lâche au moyen de ce modèle facile à comprendre..

Le premier modèle Dewatripont-Maskin a été suivi par nombre de variantes. Chaque modèle éclaire sous un angle différent les nombreux aspects du problème, les causes et les effets du syndrome.

### *Histoire du premier article synthétique*

Remontons un peu dans le temps. Dans plusieurs de mes articles et dans *La Pénurie* il avait été, entre autres, question de la contrainte budgétaire lâche ; en 1984 j'étais d'avis que le moment était venu de consacrer un article expressément à ce sujet pour résumer ce que j'avais à en dire. J'aurais aimé qu'une importante publicité soit donnée à cet article, et non seulement dans le cercle des soviétologues et des spécialistes de l'Europe de l'Est. Je m'imaginais que si les autres praticiens de la profession prenaient connaissance de cette idée encore peu répandue, cela les inspirerait pour l'appliquer aussi à l'économie de marché.

L'article ne contenait pas de modèle mathématique, il était entièrement sous forme littéraire. Il était illustré de quelques tableaux, mais il laissait les chiffres parler d'eux-mêmes. Il ne contenait pas d'analyse mathématique-statistique des données, il n'étayait pas ses affirmations par une étude économétrique.

J'ai envoyé l'article à l'une des revues les plus prestigieuses, l'*American Economic Review*. Quelques mois plus tard j'ai reçu une lettre du rédacteur en chef. Trois rapporteurs avaient lu l'article. L'un d'eux l'avait proposé pour publication, avec de petites modifications, les deux autres l'avaient durement critiqué. Le rédacteur en chef remarquait que le ton des deux critiques était cru, peut-être trop cru. Il était toutefois d'avis que je devrais publier mes idées sous forme d'un compte-rendu de la littérature (*survey*), et non dans leur revue, mais dans le *Journal of Economic Literature*. Il pensait savoir que ce dernier périodique avait déjà conclu avec moi un accord pour l'écriture d'un tel article.<sup>162</sup>

Ce refus courtois de publier était basé sur une erreur. En effet j'étais alors depuis longtemps en train de travailler à une étude destinée à cette autre revue, mais sur un sujet différent : une étude d'ensemble et une évaluation de la réforme économique hongroise. (J'en parlerai dans le chapitre suivant.) Il n'y avait guère de recouvrement entre les deux articles.

En clair, l'*American Economic Review* a rejeté mon article. En deuxième tentative, je l'ai proposé à la revue *Kyklos* qui l'a accepté et l'a publié sans aucun changement.<sup>163</sup> Parmi toutes mes publications celle-ci est devenue la plus souvent citée.

Je pourrais me consoler facilement en me disant que pareil refus est arrivé à d'autres, à de plus grands que moi. Bien plus tard, deux chercheurs américains, Joshua S. Gans et George B. Sheperd, ont interrogé nombre d'économistes connus sur leurs expériences semblables.\* En partant de Roy Harrod, le pionnier de la théorie moderne de la croissance, jusqu'à Milton Friedman et Paul Samuelson, les deux économistes américains les plus célèbres du XXe siècle, beaucoup ont connu ce genre de mésaventure : une revue prestigieuse avait refusé un de leurs articles, souvent une œuvre plus tard qualifiée de « classique » par l'histoire de la théorie économique. Je pourrais en rester là sur cet événement, sachant qu'il ne s'agissait nullement de quelque chose d'extraordinaire.

Mais l'histoire a une suite intéressante. Quelques années plus tard Yingyi Qian (à l'époque étudiant doctorant à Harvard, aujourd'hui professeur à l'University of California à Berkeley) a proposé un article à la même revue, l'*American Economic Review*. Le sujet de l'article était la relation entre la pénurie persistante dans le système socialiste et la contrainte budgétaire lâche<sup>164</sup>. Il avait étudié cette relation à l'aide d'un modèle mathématique d'une construction originale, une variante modifiée du modèle Dewatripont-Maskin décrit plus haut. Comme cela se fait habituellement dans les articles de la revue, il publiait des thèses théoriques rédigées dans le langage formel mathématique précis avec leurs strictes démonstrations. L'article a correctement cité en référence les sources intellectuelles du travail : *La Pénurie*, l'article paru dans *Kyklos*, le modèle Dewatripont-Maskin. L'étude constituait une partie importante de la thèse de doctorat de Yingyi. Eric Maskin et moi étions ses professeurs, ses directeurs de thèse officiellement désignés. Nous avons tous les deux lu le manuscrit plusieurs fois, et comme il est normal de la part des directeurs de thèse, nous l'avons aidé de nos conseils. Dans l'article l'auteur a exprimé ses remerciements pour cette aide.

\* Ils m'ont aussi interrogé, mais j'ai refusé de divulguer cette histoire. Maintenant que nous avons pu rendre compte de la propagation de l'idée de contrainte budgétaire lâche dans les pages du *Journal of Economic Literature* et du *Közgazdasági Szemle*, je me suis dit que le temps était venu de rendre public cet épisode. Mon autobiographie offre un cadre approprié pour le faire, en fournissant le contexte complet de la succession des événements.

L'article de Yingyi Qian posait des questions pertinentes, il ajoutait des idées originales à l'abondante littérature sur le sujet. Le développement était exemplairement exact et clair. La rédaction de la revue a bien fait à mon avis de l'accepter et de le publier. Je peux affirmer la conscience tranquille qu'il n'y a pas trace en moi d'envie ou de jalousie de l'homme mûr envers ce jeune chercheur. Yingyi et moi sommes devenus des amis quand il était étudiant, et ce lien n'a fait que s'approfondir depuis. Je me suis toujours efforcé de l'aider dans sa progression, et à l'inverse j'ai aussi reçu de lui de multiples aides professionnelles et une attention amicale lors de nos rencontres personnelles.\* Cela me remplit de joie de savoir qu'un de mes étudiants les plus chers et les plus brillants ai pu publier son étude dans une revue prestigieuse.

Pourtant, il convient de se demander pourquoi la revue avait refusé le premier article et publié le second. Bien que je pose la question à propos du refus pénible qui me concernait, cette histoire individuelle pose des problèmes *plus généraux*. Selon quels critères les rapporteurs décident-ils des publications ? Quelles relations y a-t-il entre publication et carrière scientifique ? Et une question encore plus profonde : quel comportement de l'universitaire est encouragé par les pratiques actuelles des publications, des nominations et des promotions ?

### *Quelques leçons de l'histoire*

Avant de commencer à répondre j'aimerais préciser : les questions que j'ai posées sont de vastes questions et y apporter une réponse complète ne peut pas entrer dans cette autobiographie. L'analyse causale ne sera que partielle, et elle soulignera ce qui rentre dans mon histoire personnelle.<sup>†</sup> Dans les critères de sélection appliqués aux publications, je ne m'occupe pas de nombreux effets divers positifs ou nuisibles, pourtant non moins importants que les aspects que je traite ici. Par exemple je ne traite pas, bien que je la sache importante, l'influence favorable de l'exigence professionnelle avec laquelle les rédacteurs et les rapporteurs des revues sélectionnent les articles qu'ils acceptent pour publication.

Le processus dans lequel on décide quels sont les articles que l'on publie dans les revues prestigieuses comporte des éléments aléatoires. Il va de soi

\* À l'occasion du deuxième voyage que ma femme et moi avons effectué en Chine, Yingyi, prenant sur son temps libre, est venu exprès des USA en Chine pour m'aider dans la communication avec les collègues chinois. Nous avions en effet beaucoup de soucis avec les interprètes. À de nombreuses reprises il a bien voulu interpréter pour moi. Comme il a remarqué à titre de plaisanterie, il sait bien parler trois langues : le chinois, l'anglais et « le Kornai ».

† Je considère exclusivement les problèmes concernant les sciences sociales. Je ne connais pas d'assez près les méthodes de travail des chercheurs en sciences naturelles ni les processus conduisant à des découvertes dans leur domaine.

que deux types d'erreurs peuvent se produire : on refuse des articles dignes de parution et on en publie d'autres qui ne le méritent pas. Les décideurs sont des hommes et personne n'est infaillible. La question importante est de savoir s'il existe des erreurs *systématiques* ? Dans la pratique d'acceptation et de refus, y a-t-il une sorte de déformation régulière, récurrente ? Certains pensent qu'il existe plusieurs sortes de biais, et parmi ceux-ci je ne désire traiter en détail ici qu'un seul groupe de phénomènes.

Dans les sciences sociales, les idées novatrices vraiment importantes voient rarement le jour dans une rédaction précise, sans défauts.\* Elles apparaissent souvent sous la forme d'une conjecture imprécise ou à moitié claire au début d'un long processus d'exploration et de compréhension. Parfois c'est une affirmation erronée mais éveillant la réflexion qui déclenche une perspective fertile de recherches, et ce sont des tentatives de réfutation qui conduisent plus près de la vérité.

Depuis que les mathématiques sont entrées dans la boîte à outils de la science économique, elles jouent un rôle important dans la recherche. Pourtant, autant que je puisse le savoir, les premières formulations de nouvelles et passionnantes visions pénétrantes ne naissent pas en général dans l'esprit du chercheur pionnier sous forme de modèle mathématique, mais sous forme verbale. Il y a *d'abord* eu la prose d'Adam Smith sur l'activité coordinatrice de la main invisible, et c'est bien plus tard que Léon Walras en a formulé une version mathématique (la théorie de l'équilibre général, qui est relativement inadéquate, au regard de nos connaissances actuelles.) Encore plus tard vinrent Arrow et Debreu, désormais avec une précision parfaite. Il y a *d'abord* eu Keynes avec ses idées (plus ou moins imprécises) sur le taux d'intérêt et la préférence pour la liquidité, et seulement ensuite le modèle IS/LM de Hicks.<sup>165</sup> Rawls a *d'abord* développé sa théorie de la justice, et c'est seulement après que Arrow s'est chargé de formaliser une de ses thèses.<sup>166</sup> Schumpeter a *d'abord* écrit un livre totalement dépourvu d'analyse mathématique sur le rôle de l'entrepreneur<sup>167</sup>, et des dizaines d'années plus tard sont arrivés Philippe Aghion et quelques autres économistes pour mettre les idées de Schumpeter sous la forme concise d'un modèle mathématique solide.<sup>168</sup>

Même si j'introduis par là une très forte simplification, je vais tenter de découper la recherche économique, c'est-à-dire la genèse et la vie des nouvelles avancées vraiment substantielles, en trois phases successives (mais quelquefois partiellement superposées dans le temps). La première phase est la reconnaissance et la formulation du problème, elle inclut la première conjecture visant à résoudre l' »énigme». La deuxième phase est la clarification de l'enchaînement des idées, la précision de l'appareil

\* Il y a certainement des exceptions. Le « théorème d'impossibilité » de Arrow doit être l'une de ces exceptions : c'est une découverte originale et remarquable qui a vu le jour immédiatement sous une forme mathématique précise.

conceptuel, la définition exacte des affirmations, la clarification et l'explicitation des abstractions et des hypothèses débouchant sur des conclusions susceptibles d'être prouvées, ainsi que la démonstration logique des thèses. Enfin la troisième phase est la formulation des conclusions. Cela conduit éventuellement à soulever de nouvelles questions théoriques, et de plus il peut y avoir également des conclusions de politique économique pratique.

Dans la première phase, l'intuition, la capacité de reconnaître des problèmes, l'imagination et l'aptitude à relier de façon créatrice des observations et des affirmations isolées jouent un rôle important. L'analyse au moyen de modèles mathématiques a son importance surtout pendant la deuxième phase, elle constitue à ce stade un outil particulièrement important, voire indispensable pour certains sujets. Dans la troisième phase, celle des conclusions théoriques, se déroulent des processus cognitifs similaires à ceux de la première phase. En ce qui concerne la déduction de conséquences pratiques, les éléments nécessaires sont une connaissance approfondie de la réalité, un sens critique nécessaire pour mettre en regard la thèse théorique et les applications pratiques.

Selon mon expérience les véritables géants de l'économie mathématique voient clairement la complexité du processus cognitif et la répartition des rôles. Je n'ai jamais entendu dans la bouche de Arrow ou de Koopmans une remarque désobligeante sur des pensées présentées peut-être avec une demi précision, mais porteuses d'une découverte substantielle, ou sur leur créateur.\* Je cite une formulation spirituelle d'un économiste anglais, Wildon Carr<sup>169</sup>: « It is better to be vaguely right than precisely wrong. » (Mieux vaut être approximativement exact que dans l'erreur avec précision)

Je peux maintenant revenir aux critères de sélection des revues scientifiques. Où doivent paraître les idées intéressantes, novatrices, mais à demi achevées ? Est-ce que seuls les écrits à complète maturité, précis, devraient être imprimés dans les revues les plus prestigieuses ? N'a-t-on le droit de publier un écrit dans ces organes aristocratiques qu'une fois établi avec certitude que l'auteur ne s'est pas trompé ?†

\* En revanche je me rappelle la scène où un économiste mathématique plutôt médiocre a fait la moue devant l'œuvre intitulée *Défection, prise de parole et loyauté* (1970) de Hirschman, dont j'ai rendu compte deux chapitres auparavant. Ce petit livre soulève de magnifiques idées novatrices sous une nouvelle optique, mais l'économiste incriminé ne les estimait pas beaucoup sous prétexte d'une mise en forme approximative, pleine de longueurs. D'après lui un sujet aussi simple ne méritait pas tout un livre.

† Une fois qu'une théorie importante est née (ou même a été déjà entièrement développée) rédacteurs et rapporteurs n'ont pas besoin d'une grande sagacité pour dire si une petite modification à un modèle bien rodé est oui ou non valable. Mais il faut un œil perçant pour faire le tri parmi des théories ou des hypothèses inachevées, et distinguer ce qui est prometteur, ce qui pourra grandir et devenir une théorie à

Cela ne soulèverait aucun problème si, disons, l'*American Economic Review* se spécialisait exclusivement dans la publication des produits du processus intermédiaire que j'appelais ci-dessus ceux de « la deuxième phase ». Cela ne serait pas grave, sous réserve qu'il existât d'autres organes non moins prestigieux qui donneraient place aussi aux produits de « la première phase » ; organes dans lesquels pourraient donc paraître (en plus d'articles déjà mûrs) des articles présentant les premières conjectures, les idées inachevées de leurs auteurs.\*

À l'instant j'ai souligné l'expression « revues non moins prestigieuses ». Oui, il existe heureusement des revues qui sont disposées à publier des œuvres demi prêtes, prometteuses. Mais celles-ci pèsent moins lourd quand il s'agit de nominations ou de promotion des chercheurs. C'est sur ce point-là que les deux problématiques se rencontrent : les critères de sélection des revues prestigieuses et des universités prestigieuses. Je me rappelle mon étonnement quand j'ai entendu pour la première fois dans la bouche d'un chercheur suédois cette expression ironique et néanmoins un peu sérieuse : deux articles dans *Econometrica* suffisent en Suède pour une nomination de professeur. Même si ce n'est pas tout à fait exact, il y a quelque chose de vrai. Si un chercheur débutant, titulaire d'un PhD récent, veut faire une carrière académique rapide dans le monde occidental, il n'a pas intérêt à se présenter avec des idées neuves révolutionnaires, mais encore inabouties. Il fait mieux de ne pas se casser la tête à faire de grandes découvertes. Le chemin sûr est de se choisir une théorie déjà bien connue, acceptée par la profession, et le modèle mathématique bien rôdé et accepté de cette théorie. Il vaut mieux modifier un peu ce modèle, en veillant à la précision de toutes les définitions et à la démonstration rigoureuse de toutes les thèses. Le jeune chercheur a de bonnes chances qu'une des revues de premier ordre en accepte la publication.<sup>†</sup> Publier le plus possible dans les revues dites « top »,

---

maturité – et rejeter ce qui n'a ni valeur ni intérêt, ce qui est confus. Ils doivent publier les premiers types de travaux et refuser ces derniers.

\* Je peux citer un exemple tiré de l'histoire de mes propres publications. En 1978, aux conférences de la Société d'Économétrie à Chicago et à Genève, j'ai présenté quelques lignes directrices de *La Pénurie* en préparation. Il s'agissait d'un écrit rédigé « en prose » du début jusqu'à la fin, ne contenant aucun modèle mathématique. Les idées théoriques n'étaient pas tout à fait mûres. Malgré cela, le rédacteur en chef d'alors de *Econometrica* Hugo Sonnenschein m'a proposé de publier l'article dans la revue. Je crois que dans l'histoire de *Econometrica* c'était un événement assez exceptionnel de publier un texte au profil aussi inhabituel, complètement exempt de mathématiques. L'initiative courageuse prise par le professeur Sonnenschein et l'ouverture dont il a fait preuve aux idées non orthodoxes sont tout à son honneur.

† Une autre raison pour laquelle il vaut mieux ne pas aborder un nouveau sujet important est que celui-ci nécessite inévitablement un développement plus long, or les revues prestigieuses donnent la préférence à des articles courts, concis.

composées selon les critères ci-dessus – c'est le meilleur levier vers une belle carrière.

Ma conviction est que les traits du processus de sélection décrits plus haut sont nuisibles. Ils ôtent aux jeunes talents l'envie d'oser. Le risque d'erreur est trop grand – or c'est seulement parmi de nombreuses tentatives erronées que peut jaillir *l'étincelle* rare. Cette pratique habitue le chercheur à la prudence, au lieu de stimuler son courage. Déjà le titre d'un article paru en 2003 sous la plume de l'économiste suisse Bruno Frey soulève ce problème avec vigueur : « La publication, une prostitution ? Le choix entre la pensée personnelle et le succès académique » (*Publishing as Prostitution ? Choosing between One's Own Ideas and Academic Success*).

On ne donne même pas une vraie opportunité à un jeune chercheur d'essayer de déployer ses ailes. Il est immédiatement inséré entre les cloisons que je viens de décrire. Et c'est un processus cumulatif autoreproducteur. De plus en plus de revues essayent de devenir des « mini » *American Economic Review*, d'en singer les principes éditoriaux. De plus en plus d'universités de second ou de troisième ordre essayent d'imiter l'exemple des cinq ou dix universités de tête, et exigent de leurs candidats enseignants de presser chaque cellule de leur cerveau à travers la moulinette des publications, ce qui ne leur laisse aucune énergie pour des idées « risquées » du point de vue des publications. C'est parmi les jeunes gens filtrés de cette façon que l'on choisira les futurs rapporteurs des revues prestigieuses, qui ensuite préféreront les articles qui ressemblent à leur propre production. L'approche conventionnelle se reproduit. En style, en contenu, en format, en structure du développement, en méthode employée, la plupart des revues s'uniformisent à une assez grande échelle.

Je vais plus loin : cet exemple américain unilatéral est de plus en plus suivi par les départements d'économie et les revues des autres pays. Et chose encore plus dangereuse : le mauvais exemple répandu dans la science économique commence à contaminer, en Amérique mais aussi ailleurs, le monde des autres sciences sociales, et notamment la sociologie et la science politique. Dans ces disciplines également on commence à exiger des acteurs : ou bien vous décrivez le phénomène que vous étudiez à l'aide de modèles, ou bien nous considérons que ce que vous faites n'est pas de la science. Avant tout dans la science économique, mais dans plus en plus de sciences sociales, c'est l'application des méthodes mathématiques qui donne autorité à l'écrit. Même si on pouvait exprimer l'idée simplement, avec les mots de tous les jours, il est plus prudent de la présenter de façon compliquée, au moyen de formules mathématiques. Même si de cette façon ce sera plus difficile à comprendre, c'est ainsi qu'on donnera l'apparence du caractère scientifique. Souvent la formule ou l'équation apparaît dans la démonstration comme un cheveu sur la soupe ou comme une passementerie décorative sur une robe, sans aucune fonction explicative – mais on les met là parce que ça en impose.

Ce que je viens d'expliquer ici sur ton critique, ne vise nullement la formalisation des théories, l'application des techniques mathématiques en tant que telles. J'en ai été et j'en reste moi-même un praticien modéré. J'élève seulement la parole contre l'exagération et l'unilatéralité, contre le monopole d'une méthode ou d'une approche quelconque imposée avec agressivité. Et le plus important est que j'aimerais que les tentatives, les expériences intellectuelles, l'innovation, l'originalité reçoivent plus d'encouragement et plus de respect.

Souvent je pensais tristement : quel dommage que je n'aie pas pu passer ma vie dans le calme du monde académique américain. J'ai suffisamment de confiance en moi pour penser que là-bas aussi j'aurais pu monter d'un poste d'assistant au professorat. Que de détours ou de culs-de-sac j'aurais pu m'épargner, quel chemin rectiligne j'aurais pu parcourir ! À d'autres occasions je me dis en revanche : tant mieux que ce ne se soit pas passé comme ça. Depuis que je me suis engagé sur la voie de la recherche, je ne me suis jamais soumis à la discipline d'aucun dogme sous une contrainte extérieure. J'ai plutôt accepté le rôle d'outsider, je ne suis pas devenu un « suiveur de modèle » mécanique. Je me suis peut-être trouvé quelquefois hors circuit et j'ai essuyé des échecs, mais il est certain que j'ai toujours su préserver l'autonomie de ma réflexion.

Ces derniers temps de larges débats internationaux se sont élevés sur le problème de la pratique de sélection des revues prestigieuses et sur son effet sur l'évolution des sciences économiques.\* J'espère que mes commentaires contribueront au débat. Si j'ai consacré un si grand espace à l'analyse de ce phénomène, c'est parce que je suis convaincu que l'histoire de mon article permet de voir plus loin que le cas individuel, que la plainte mille fois entendue d'un auteur frustré sous le coup d'un refus, et cela me donne l'occasion d'apporter ma brique à propos d'un phénomène important et général.

Quelques chapitres auparavant j'ai évoqué une proposition de réforme que j'avais lancée en 1971 à Budapest, à l'Institut de sciences économiques. Alors je me démenais pour que l'on donne plus de poids aux critères des publications dans les procédures de nominations et de promotions. J'affirmais qu'un chercheur d'Europe de l'Est devait affronter aussi les revues internationales prestigieuses. Je ne nie pas qu'il y a 35 ans, je percevais moins bien les déformations dans les procédures de sélection liées à la profession d'économiste à l'Ouest, que de nos jours. Malgré cela, en connaissance de toutes les déformations néfastes que je viens de relater, même a posteriori, je ne reviens pas sur mon conseil d'autrefois : les auteurs est européens doivent absolument s'efforcer de publier dans les grandes

---

\* Un des initiateurs du débat international, Glenn Ellison, jusqu'à un passé récent rédacteur en chef de la prestigieuse revue théorique d'économie mathématique *Econometrica*, a très vivement critiqué la pratique actuelle des publications.

revues internationales. Je reprends la métaphore que j'ai utilisée dans le onzième chapitre, l'exemple des exportations vers les marchés occidentaux. Pour l'amélioration de la qualité des produits hongrois (ou plus généralement, est européens) il est absolument nécessaire de se mesurer aux marchés occidentaux exigeants. Il faut le faire, même si nous savons qu'il n'existe pas de marché parfait, que de nombreux facteurs déforment l'image idéale de la sélection des économies de marché : les monopoles, la puissance des groupes multinationaux, les préjugés des acheteurs envers les producteurs inconnus et ainsi de suite. Il ne faut pas s'enfermer à l'intérieur des frontières nationales, il faut refuser le provincialisme, on ne doit pas se contenter des résultats acquis sur le territoire national bien balisé, car cela peut conduire à l'immobilisme, à un abaissement des exigences de qualité.

Pour cette raison je maintiens les conseils que j'ai formulés pour les publications et, malgré ma position critique à l'égard de la profession au niveau international, je les considère aujourd'hui encore comme valables quand il s'agit en Hongrie de la promotion de chercheurs, des nominations de professeurs ou d'élections à l'Académie.

## Quinzième chapitre

---

# AVEC UN ŒIL CRITIQUE AMICAL ET IMPARTIAL

1968-1989

### *Le processus de réformes en Hongrie : visions, espoirs et réalité*

Dès 1949, la Yougoslavie, après s'être détachée du bloc et de l'hégémonie soviétiques, s'est détournée de l'ordre stalinien de direction économique, et a créé son propre système « autogestionnaire ». À l'intérieur du bloc soviétique la Hongrie était la première à essayer de combiner le régime politique communiste et l'économie de marché. En 1968 on a liquidé l'économie dirigée. On a mis fin aux instructions centrales sur ce que devaient produire les entreprises d'État, à la répartition centrale des matières premières, de l'énergie, de la main-d'œuvre ainsi qu'à la fixation du salaire de base. L'organisation mise à la place du modèle stalinien « classique » a été baptisée de « Nouveau mécanisme économique ».

On peut dire sans partialité nationaliste que le processus de réforme en Hongrie a vu son importance rayonner bien au-delà des frontières. Il a réveillé de nouvelles espérances partout où régnait jusque là le système rigide de l'économie dirigée, paralysant toute initiative. Aux yeux de beaucoup la Hongrie était un modèle à cette époque. L'expérience hongroise a exercé une influence sur la réforme chinoise, sur la réflexion économique soviétique et européenne de l'Est, et elle a également beaucoup intéressé les économistes occidentaux spécialisés dans l'étude des économies communistes.

### *Espoirs à demi réalisés, à demi déçus*

Le grand tournant de 1968 a été suivi de deux décennies mouvementées. En fonction des rapports des forces politiques, le processus de réforme tantôt stagnait, tantôt progressait, tantôt faisait deux pas en arrière sous l'effet des forces opposées à la réforme. Finalement c'est la tendance progressiste qui s'avéra la plus forte ; à la fin des années 1980 les caractéristiques d'une économie de marché étaient manifestement plus marquées en Hongrie qu'elles ne l'avaient été en 1968. Néanmoins, jusqu'au changement de système en 1989-1990 cette économie est restée hybride, une combinaison de bureaucratie et de marché, chargée de contradictions.

Dans ce qui s'est formé dans le secteur étatique de l'économie hongroise, il y avait quelque chose de faux, de construit artificiellement, de « factice ». Les instructions détaillées du plan ont cessé, le directeur d'une entreprise prenait en main le droit de décider. Oui, mais de quelle autonomie peut-on parler quand le même directeur avait été repéré par le comité du parti et le ministère, ces derniers disposant aussi des droits de nomination et de révocation ? Dans un vrai marché les prix sont établis par un accord entre vendeur et acheteur. Ici ce n'étaient pas directement le vendeur et l'acheteur, mais toujours, comme avant, l'Office central des prix qui décidait d'une partie considérable des prix. Dans le meilleur des cas, il « simulait » le marché, en essayant de trouver le prix qui correspondrait aux rapports de l'offre et de la demande. Dans le pire des cas il ne tentait même pas de « simuler » des prix de marché, mais les prix étaient déterminés d'emblée de façon telle que certains produits, voire même des entreprises entières, restaient durablement déficitaires, alors que pour d'autres un prix élevé garantissait d'emblée un profit. Le rôle du profit a été accru ; la direction des entreprises a commencé à beaucoup plus se préoccuper de rentabilité qu'auparavant. Seulement cet intérressement aux bénéfices n'était pas authentique non plus, pour partie à cause de la déformation des prix – dont il vient d'être question – et pour une autre partie, à cause de la redistribution bureaucratique des profits. Si une entreprise faisait « trop » de profit, on le lui prenait pour le donner à d'autres, déficitaires. C'était une concurrence qui avait ses gagnants assurés, mais qui ne devait pas avoir de perdants. En d'autres termes, la contrainte budgétaire est bel et bien restée lâche.

Ceux qui avaient placé leur espoir dans l'avancée du mécanisme de marché ne pouvaient être qu'à demi satisfaits. De même ceux qui auraient voulu que malgré la décentralisation partielle le pouvoir central perdure au moins dans les décisions les plus importantes, avaient un sentiment mitigé d'accomplissement et de déception. Le projet avait été que la régulation *directe* – les instructions du plan d'autrefois – soit remplacée par une régulation *indirecte*. Les moyens d'une politique monétaire et budgétaire, les taux d'intérêt, les taux de change, les barèmes d'imposition, les subventions de l'État auraient transmis les intentions de la direction économique centrale aux producteurs et aux consommateurs.

Seulement ceci s'est avéré n'être qu'une chimère.\* « J'ai eu une vision, ai-je écrit en 1982 : d'abord j'entrais dans la salle de commandes d'une usine moderne où clignotaient les différents « régulateurs » : des centaines de boutons, d'interrupteurs et de voyants de tableau de bord. Les techniciens s'agitaient : ils pressaient sur des boutons, ils tournaient des manivelles. Je passais ensuite à l'atelier et j'y voyais des hommes poussant des matériaux à la brouette et des contremaîtres qui hurlaient à tue-tête. Il est vrai que la production était effectuée – mais en gros indépendamment de qui appuyait et

\* László Antal (1982) a baptisé ce phénomène l'« illusion de la régulation ».

sur quel bouton dans la salle de commande. Ce n'était pas étonnant : la salle de commande et l'atelier n'étaient pas connectés. »<sup>170</sup>

Il manquait les câbles de connexion : que pouvaient y faire les taux d'intérêt et les taux de change si les entreprises n'étaient toujours pas suffisamment sensibles aux prix et aux coûts ? Or la sensibilité était réduite par le fait qu'à cause de la redistribution bureaucratique centrale des profits, la question de la rentabilité n'était toujours pas une question de vie ou de mort. Aussi, la carrière des managers dépendait bien plus des relations avec les niveaux supérieurs que des succès obtenus sur le marché.

Les bureaucrates tenaient toujours les managers en laisse, mais ils s'efforçaient d'être plus souples. Cela avait aussi des avantages : l'initiative de l'entreprise gagnait un peu d'espace, et certaines impulsions du marché se faisaient tout de même sentir. La pénurie a cessé pour de nombreux produits et services, néanmoins dans certains domaines d'une importance capitale – par exemple dans le commerce de nombreux articles d'importation, dans le secteur des logements en location, dans le service du téléphone et dans la santé publique – l'économie de pénurie persistait.

Parallèlement à la décentralisation à plus large échelle au niveau des entreprises, la discipline macroéconomique se relâchait. À la veille du changement de système en Europe centrale, et justement dans les pays qui avaient tenté des réformes de décentralisation, en Hongrie, puis plus tard en Pologne, l'inflation s'est accélérée, les mécanismes freinant les salaires se sont relâchés et la spirale de l'endettement envers l'étranger s'est accentuée. L'ancienne discipline administrative stalinienne ne freinait *plus* ces tendances macroéconomiques défavorables, mais la véritable stimulation par le profit, la vraie concurrence, les forces effectives du marché n'exerçaient *pas encore* l'effet de discipline nécessaire. Concernant ces indices importants, la performance des pays réalisant des réformes partielles s'avérait plus mauvaise que celle des dictatures communistes à poigne de fer, la Tchécoslovaquie de Husák ou la Roumanie de Ceaușescu, où au prix d'une baisse du niveau de vie de la population, on avait obtenu une balance des paiements courants plus favorable et un niveau de salaires et de prix plus stables.

La réforme de 1968 avait concentré l'attention sur la création du nouveau mécanisme économique dans le secteur d'État. Si la production de biens et de services par un secteur non-étatique de l'économie s'est accrue, ce fut presque en tant qu'effet secondaire de la réforme. Ces formes de propriété constituaient un ensemble hétérogène. Il y avait les « petites coopératives » qui étaient déjà effectivement plus ou moins autonomes, et donc différentes des organisations intitulées coopératives mais en réalité dirigées par des personnes nommées par l'État-parti. Il y avait aussi les petites entreprises des artisans, des commerçants ou des prestataires de services, basées sur la propriété privée. Il y avait les VGMK (partenariats de travail économique d'entreprise), ces formations très curieuses constituant autant d'îlots privés

au sein des entreprises d'État. Il y avait enfin la « seconde économie » de plus en plus vaste, foisonnant sous des formes diverses dans lesquelles des dizaines (ou des centaines ?) de milliers de gens s'activaient, tout en maintenant leur emploi officiel, ils continuaient donc également de travailler (plus ou moins) dans la « première économie ». Une des principales caractéristiques du processus de réformes hongrois était que, s'il ne l'encourageait pas, il fermait les yeux sur l'effritement du monopole (ou de la prépondérance) de la propriété d'État, l'attribut du socialisme classique.

### *Du réformateur naïf à l'analyste critique*

Les quelques pages précédentes n'ont pas pu donner une image détaillée des tenants et aboutissants très complexes qui sous-tendaient la procédure de la réforme hongroise. Elles ont tout juste permis d'entrevoir ce que je considérais alors (et ce que je considère toujours) comme les traits caractéristiques du Nouveau mécanisme économique. Cette courte description n'avait pas la prétention de suivre toute la dynamique du processus de réformes, elle n'a présenté que quelques photographies, des instantanés, caractéristiques du mécanisme économique hongrois des années 1980. Abordant cette réforme, je me dois avant tout de rendre compte de mon attitude à l'égard du processus de renouveau du système socialiste. Ce que j'en pensais, et comment j'agissais.

Le titre du chapitre indique 1968 comme année de départ de la période, car c'est alors que l'économie dirigée a été liquidée ; officiellement c'est l'année de lancement du Nouveau mécanisme économique. Mais l'histoire commence bien plus tôt. J'ai déjà abordé le sujet dans des chapitres précédents mais, au risque de me répéter, je dois dire quelques mots sur l'histoire antérieure et le rôle que j'ai pu y jouer.

À partir de 1954 je me tournais avec de plus en plus d'enthousiasme, d'intérêt et de confiance, vers l'idée d'un renouveau de l'économie socialiste. Mon livre sur la surcentralisation, bien que son sujet fût une analyse positive de l'ancien mécanisme, était imprégné de cette confiance. En été 1956, en guise de complément au livre, avec plusieurs collaborateurs j'ai élaboré une proposition de réforme. J'étais aussi été guidé par la grande idée d'un socialisme réformé pendant que, aux premiers jours de la révolution, je rédigeais le programme économique de Imre Nagy.

La cruelle répression déployée à l'issue de l'écrasement de la révolution a réduit cette croyance en miettes. C'était la fin de la période de mon parcours de « réformateur naïf ». \* La foi qui me faisait vivre pendant la période

\* J'ai utilisé cette expression pour la première fois en 1986 dans mon article (1986c) écrit pour la revue américaine *Journal of Economic Literature* (JEL). Le sous-titre du présent chapitre reprend le titre de l'article pour JEL Dans cet essai je qualifiais de « réformateurs naïfs » György Péter, père de l'idée de la réforme hongroise,

antérieure n'est plus jamais revenue. À partir de ce temps je n'ai plus jamais envisagé qu'une économie compatible avec la liberté individuelle et les droits de l'homme puisse fonctionner sous le contrôle du parti communiste. Ce sont des réflexions *politiques* et *éthiques* qui m'ont détourné de la variante est européenne du « socialisme de marché », qui prétendait maintenir le pouvoir du parti communiste (ou qui tout au moins s'arrangeait avec son maintien), et qui voulait combiner *ceci*, dans l'intérêt de l'efficacité, avec une coordination par le marché si bien réussie dans les pays capitalistes.

Je n'ai pas fait attendre ma réponse en 1957 quand on m'a téléphoné du siège du parti pour m'inviter à rejoindre le comité de réforme en train de naître. Ce n'était pas *ceux-là*, revenus la tête basse, affamés de vengeance, dans le sillage des chars soviétiques, qui avaient emprisonné mes amis, que je voulais fréquenter dans des comités.

Cette aversion profonde ne m'a jamais quitté, elle m'a encore retenu dans les années 1960 de participer aux comités organisés par le parti. J'avais des frissons dans le dos à l'idée de devoir entendre les dernières rumeurs pour savoir si le camarade X, le responsable du parti en charge cette semaine de l'économie, pouvait être gagné à l'idée que le taux de change devrait être fondé sur le coût marginal, ou s'il restait un défenseur inflexible du critère du coût moyen. Je ne voulais pas participer au bricolage de compromis dans des commissions, qu'une instance du parti finirait par débattre et dans le meilleur des cas ratifier.

Sous Kádár, beaucoup d'intellectuels hongrois influents entraient en relation personnelle sous une forme ou une autre avec György Aczél, le chef suprême des affaires culturelles. Il n'incombe pas à ce livre d'évaluer le rôle de Aczél et de mettre sur un trébuchet quand et dans quelle mesure il a été utile ou nuisible. Je ne porte pas de jugement sur ceux qui systématiquement ou de temps en temps dînaient avec lui, ceux qui faisaient tout pour obtenir ses faveurs, ou, par altruisme, pour essayer de secourir des camarades emprisonnés. J'attache plutôt une importance symbolique au fait que j'appartenais aux rares « intellectuels influents » qui n'ont jamais demandé audition à Aczél.\*

---

Włodzimierz Brus, principal intellectuel de la réforme polonaise, Ota Šik, principal économiste du printemps de Prague. Je rangerais également Gorbatchev dans cette catégorie. De nombreux économistes ont traversé une phase de « réformisme naïf », même si chez chacun d'eux cette phase peut être circonscrite par une date de début et une date de fin différentes. (Certains n'ont jamais abandonné cette position.)

\* En automne 1980, par la voix de Lajos Faluvégi, président de l'Office du plan, Aczél m'a fait parvenir un message. Il était mécontent de l'article que j'avais écrit sur le conflit entre morale socialiste et principe d'efficacité. (Comme il apparaîtra bientôt, il n'était pas le seul à faire des reproches à l'article.) J'ai bien écouté le message et répondu simplement : manifestement nous ne sommes pas d'accord. J'ai

Je reconnaissais que mon attitude à cet égard n'a pas toujours été conséquente. Je me faisais un honneur d'éviter le contact avec Aczél. Par contre, je l'ai déjà mentionné, je n'ai pas hésité à demander à Rezső Nyers d'intervenir en ma faveur pour me procurer le téléphone. Pourtant Nyers était quand même resté membre du Comité Central, après qu'on l'eut exclu de la direction supérieure du parti, et recasé à notre institut comme directeur. Je n'ai pas participé aux « groupes de travail », aux comités fonctionnant auprès du parti. Mais en même temps, je n'hésitais pas à témoigner une étroite amitié à un collègue qui était membre de la direction du parti de mon lieu de travail, et avait même rempli un temps la fonction de secrétaire de section. Je ne classais pas les gens selon leur appartenance ou non au parti. Pourtant, d'une manière peut-être un peu inconséquente, je me tenais en retrait des travaux actifs de réforme, avant tout parce qu'ils m'auraient lié *structurellement* à la direction du parti communiste, et, je sentais que cela m'aurait placé dans le cercle des compagnons de route qui gravitaient autour du sommet du parti.\*

Je le mentionne en second lieu, mais le comportement et la tâche que je me suis assignés après 1956 sont tout à fait déterminants, en étroite relation avec le facteur politique principal. J'ai strictement cloisonné (trop strictement, je l'admetts) les deux vocations possibles, celle du conseiller expert influençant les décisions politiques, et celle du chercheur scientifique.<sup>†</sup> Les deux rôles nécessitent des aptitudes différentes, et génèrent des comportements différents chez celui qui se prête à l'une ou l'autre fonction. Le conseiller doit être habile, tacticien, il doit savoir manœuvrer, il doit être souple et prêt à des compromis si le succès l'exige. Tout cela est une vertu dans l'arène politique, mais comporte des risques graves dans la recherche scientifique. Dans la sphère politique celui qui croit inébranlablement en ce qu'il dit et ce qu'il fait rayonne de certitude. Le chercheur scientifique doit en revanche rester objectif ; il doit peser les arguments et les contre arguments fondés sur la raison et non sur la foi, et il

---

reçu ses remarques critiques également sous forme écrite toujours par l'intermédiaire de Lajos Faluvégi.

\* Sans doute aiguillonné par un des académiciens économistes, János Szentágothai, président de l'Académie des sciences de Hongrie, a remarqué un jour : « Pourquoi es-tu si délicat ? Pourquoi crains-tu tant que de la boue souille la blancheur de ta toge ? »

† J'ai hésité dans le choix de l'expression, j'ai finalement choisi le terme « conseiller » (*adviser*) utilisé dans le langage commun politique américain. Ce rôle recouvre une grande partie de ce qu'on appelle « homme politique », mais je préfère réservé ce qualificatif à ceux qui s'occupent de politique en professionnels (par exemple les dirigeants d'un parti ou d'un mouvement, les députés ou ceux qui détiennent de hautes positions gouvernementales). Celui que j'appelle « conseiller », exerce un métier civil qui le fait vivre, mais consacre une part significative (la plus active) de son énergie à influer sur les événements politiques.

doit toujours garder en lui une bonne dose de doute, même à l'égard des thèses qu'il accepte en principe. Celui qui désire modifier la société selon sa vision, avec messianisme, garde difficilement en lui les qualités que l'on attend d'un homme de science.

Je n'aime rien faire avec un enthousiasme mitigé. Je ne suis pas capable de consacrer une moitié de mon cerveau et une moitié de mon cœur au conseiller du gouvernement et l'autre moitié au chercheur scientifique. Un autre en est peut-être capable, moi pas. Je crains que si je m'y essayais j'échouerais dans les deux rôles.

Je prie le lecteur de m'excuser de revenir à plusieurs reprises sur ce dilemme. Je ne peux même pas lui promettre de ne plus le faire dans le reste du livre, puisqu'il marque toute ma vie. Dans des situations politiques successives différentes, à propos de divers problèmes concrets de choix, les dilemmes toujours difficiles pour moi d'une totale concentration sur un engagement politique ou sur un travail scientifique se reposent chaque fois de nouveau. C'est pourquoi cela accompagne également mon autobiographie tel un leitmotiv, entraînant inévitablement des répétitions.

En fin de compte, ayant dépassé la période de « réformateur naïf », de ma vie, je suis devenu analyste critique de la réforme de l'économie socialiste. Je n'ai nullement tourné le dos au problème. Il me préoccupait même pendant les années où je n'ai pas écrit la moindre ligne à ce propos. À la lecture de chaque livre ou de chaque article, la question me taraudait : quelle conclusion en tirer concernant l'économie socialiste ? Mais cet intérêt particulier ne se limitait pas à la recherche. À tout moment j'observais attentivement les changements qui se succédaient dans la pratique de la direction économique.

Quelques années plus tard la problématique de la réforme est passée au premier plan dans mon travail de recherche aussi. *Anti-Equilibrium* touchait déjà ce problème en plusieurs points. Lors de l'écriture de *La Pénurie* je souhaitais montrer que les dysfonctionnements les plus caractéristiques de l'économie socialiste peuvent s'expliquer par les caractères fondamentaux du socialisme ; et que des réformes partielles à l'intérieur de ce système pourraient à la rigueur les adoucir, mais jamais les supprimer. C'est l'étude de l'économie hongroise à demi réformée, apparemment orientée vers le profit, qui a expressément attiré mon attention sur le phénomène de la *contrainte budgétaire lâche*.

J'ai plus tard écrit plusieurs essais dont le sujet central était la description et l'analyse de la réforme. En ce qui concerne donc le *sujet*, ces écrits ressemblaient aux travaux de mes collègues « économistes réformateurs ». Nous publions dans les mêmes revues hongroises. Il est même arrivé que nous prenions la parole devant les mêmes instances hongroises ou internationales.

Mes écrits et mes conférences ont clairement démontré que je sympathisais avec l'idée de la réforme. Je n'avais rien contre, bien au

contraire : j'aurais été content que la cause de la réforme s'épanouisse. Il n'était pas anormal non plus que je critique l'état de la réforme, d'autres que moi, les « économistes réformateurs » en faisaient autant, en des termes non moins durs. Pourtant entre leur approche et la mienne il y avait une différence fondamentale. Le mot-clé du réformateur optimiste était « pas encore... ». Le système des prix n'est pas encore adéquat. La bureaucratie de l'État ne se retire pas encore suffisamment de la vie des entreprises. Le marché des capitaux ne fonctionne pas encore. Pas encore... mais ce n'est que transitoire. Tôt ou tard tout ira mieux.

Moi en revanche, je n'avais pas du tout confiance dans ce scénario optimiste. Sur le modèle de la formule « eurosceptique », je qualifiais mes sentiments d'alors de « réforme-sceptique ». Mon ami Mihály Laki se baptisait avec une bonne dose d'ironie « grincheux de la réforme », tout comme moi et quelques autres collègues. Nous ressentions de la répulsion pour les aspects de cette réforme que nous sentions comme faux, artificiels, des simulacres. Ce n'était pas une véritable économie de marché. Et elle ne risquait pas de le devenir de cette façon.

Nous étions dans les années 1970 et 1980. De nombreuses années étaient passées depuis qu'une catharsis politique et éthique avait brisé en moi la confiance en un renouveau du socialisme. Depuis ce temps, avoir étudié la littérature occidentale, fait connaissance de première main avec l'économie développée de l'Ouest, avoir souvent repensé sur un plan rationnel avec un œil critique aux relations entre la propriété publique, la propriété privée, la bureaucratie et le marché, en tant qu'économiste et en tant que chercheur en sciences sociales, – tout cela m'a convaincu qu'une économie fondée sur la prédominance de la propriété publique n'est pas compatible avec le rôle principal du marché dans la coordination des processus économiques. Les deux sont inconciliables. Le problème ne réside pas en ce que l'une ou l'autre caractéristique de l'économie de marché ne se fait « pas encore » sentir. La vérité est que seule une économie capitaliste peut être une véritable économie de marché (et non fausse, ou simulée).\*

Cette conviction a rendu ambiguës mes relations et ma position relatives aux propositions des réformateurs justement les plus zélés. En quoi leurs propositions faisaient-elles avancer la réalisation d'une véritable économie de marché ? Ne réveillaient-elles pas de fausses illusions ? Ne suscitaient-elles pas chez de nombreuses personnes naïves, de bonne volonté, de conviction plus ou moins socialiste, le faux espoir que le maintien de la structure politique affichant une idéologie « anticapitaliste », proclamant des

---

\* La théorie économique de Marx inspire une défiance envers le marché. Les marxistes-léninistes orthodoxes qui avaient déclaré que les adeptes des réformes du marché étaient « antimarxistes », avaient complètement raison. Je me suis refusé de dire la même chose dans mes écrits, parce que je ne voulais pas donner mauvaise conscience aux réformateurs qui se disaient volontiers marxistes.

principes marxistes-léninistes, la prépondérance de la propriété de l'État, seraient compatibles avec le marché ? Ils pouvaient penser : encore quelques vigoureuses mesures de réforme et nous nous engagerons dans « la troisième voie » qui est à la fois le socialisme tout en ne l'étant pas encore, qui est une économie de marché – sans être du vrai capitalisme avec toutes ses vilétries. Une différence théorique fondamentale me séparait de ces économistes réformateurs qui croyaient toujours fermement qu'un socialisme de marché pouvait exister.

J'ai été mêlé à toutes sortes de débats. Dans certains cas, le dialogue se déroulait en face. Dans d'autres on polémiquait avec moi de façon indirecte, on dépeçait mes idées, on mettait en cause ma position. Des flèches pleuvaient sur moi de plusieurs directions. Je rapporte ci-dessous quelques épisodes caractéristiques ; c'est ainsi que le lecteur situera le mieux mes positions d'alors.

*« Au lieu de nous dire ce qu'on devrait faire... »*

Tibor Liska était une des figures légendaires de cette ère des réformes. Nous nous sommes plusieurs fois heurtés, néanmoins je repense avec affection à ses discours charismatiques, tout feu tout flamme, j'estime son esprit et son franc parler, sa fidélité à ses idées exemptes d'arguties bon marché. Liska était le prophète d'un capitalisme socialiste ou d'un socialisme capitaliste particuliers. Selon sa vision chaque citoyen devait recevoir la part qui lui revenait du patrimoine collectif du peuple. Cela devait constituer un capital de départ que chacun pouvait ensuite utiliser pour se comporter en entrepreneur dans une économie qui fonctionnerait part ailleurs selon les règles du marché.\* Liska avait dessiné minutieusement certains points de son projet, alors que d'autres points importants se perdaient dans le flou. Dans ce projet la foi pure de Tibor dans le noble postulat moral des chances égales se mêlait à son respect de l'esprit d'entreprise capitaliste, et à sa conviction que toute utopie est réalisable, il suffit de la vouloir intensément.<sup>†</sup>

Liska était un « gourou », entouré par l'adoration de disciples. Il organisait des séances auxquelles il conviait des économistes célèbres qui essayaient d'argumenter sur un ton modéré – mais Liska les envoyait chaque

---

\* On peut comprendre que certains partisans de Liska aient préconisé, après le changement de système, « la privatisation par coupons », la distribution gratuite aux citoyens du patrimoine de l'État.

† Liska avait écrit son œuvre *Éconostat* souvent citée en 1966, mais pendant 22 ans elle passait seulement de mains en mains sous forme de « samizdat ». Elle n'a été publiée qu'en 1988, pendant les derniers jours du kadarisme. Au demeurant Liska n'a jamais résumé sa vision de la réforme sous une forme dense et structurée. C'est dans un article écrit par son fils Tibor F. Liska (1998) que le lecteur d'aujourd'hui peut en trouver la meilleure synthèse.

fois au tapis avec quelques arguments massue et gagnait par K.O. Un jour c'est moi qu'il a défié pour un match de boxe intellectuel. J'ai dit ce que j'avais à dire dans mon style habituel, pesant avec objectivité l'état de l'économie hongroise à moitié réformée, ainsi que les vertus et les défauts du modèle de Liska, les possibilités réalistes et les limites de la transformation de la société.<sup>171</sup> Liska est devenu furieux. J'aimerais le citer littéralement mais aucun procès-verbal n'a été dressé. C'est pourquoi j'essaye de reconstituer ce qu'il a dit en faisant appel à ses propres souvenirs : « ... [Kornai dans sa conférence] joue au savant qui étudie ce que vaut la merde, quelle est la profondeur de la merde, et de quel genre de merde il s'agit, et non comment on pourrait en sortir. Mais il y a là une différence fondamentale. Car si quelqu'un veut analyser la merde, et cherche à mesurer si elle me monte jusqu'au cou ou si elle me rentre déjà dans la bouche et me pique les yeux – c'est une toute autre attitude que celle qui dit : aucun intérêt de savoir jusqu'où elle monte, ce qui compte c'est de s'en sortir le plus vite possible. »<sup>172</sup>

Une bonne chose aurait été qu'une riposte cinglante et spirituelle me vînt alors à l'esprit – mais ce genre de duel n'a jamais été mon fort. Je n'ai pu que formuler quelques contre arguments secs et pondérés, qui ont glissé sur un auditoire chauffé à blanc, tels que par exemple : la tâche qui incombe à la science est d'observer et de comprendre la réalité ; les économistes hongrois ne devraient pas produire des chimères sur la vraie économie de marché, ils devraient connaître à fond la réalité hongroise et la réalité de l'économie de marché, pour se frayer un chemin réaliste vers le redressement de la situation.

Une des figures de proue des économistes réformateurs hongrois était László Antal, un membre important de l'Institut de recherches financières. Il n'était pas un prophète, comme Liska, mais un observateur aux yeux perçants, un des meilleurs connaisseurs de tous temps de l'économie hongroise, un analyste réaliste, au jugement infaillible. D'un tempérament « militant » jusqu'à la moelle, contrairement à moi. Participer à la formation des décisions était pour lui (et est toujours, je crois) une passion, un élément vital. Donner des conseils avisés dans les coulisses à ceux qui détenaient le vrai pouvoir de décision était plus important pour lui qu'attirer l'attention sur ses propres publications dans le pays. Il n'attachait aucune importance à faire connaître ses idées par exemple aux collègues étrangers. En 1983, *Élet és Irodalom* (*Vie et Littérature*) l'a interviewé. Le journaliste, Sándor Szénási, lui a demandé : « Vous aimez vous qualifier d'économiste réformateur. Cela signifie-t-il une position particulière par rapport à l'expert « moyen » ? » Antal a répondu : « Si je dois faire une différence, je dirai qu'il existe des économistes qui n'assument qu'un rôle d'observation, de description, et qui donnent des diagnostics à l'abri d'une position éthique, et d'ailleurs sans risques – mais qui ne proposent rien. C'est leur droit, mais

cette attitude m'irrite. Je m'efforce, je l'avoue, d'influencer ouvertement les décisions. »<sup>173</sup>

Qui se sent morveux, qu'il se mouche. Moi, dès ce temps-là je me suis senti visé par la remarque de Antal. J'ai perçu que Antal, de même que bien d'autres économistes réformateurs prenaient mal mon attitude relativement aux réformes.

Je dois répéter ici une idée que j'ai développée dans un chapitre précédent à propos des « samizdats ». Pour ma part je suis d'avis qu'il n'y a pas un seul type de comportement moralement légitime, en l'occurrence le mien – alors que tous les autres comportements « m'irriteraient ». Il existe des comportements que je méprise, que je condamne moralement. En revanche je n'admet pas moralement un seul comportement, mais plusieurs. C'est bien qu'il y ait eu des gens qui ont fait activement de la politique en émigration. C'est bien qu'il y ait eu en Hongrie des combattants clandestins assumant le risque des persécutions policières. C'est bien qu'il y ait eu des « réformateurs », qui ont élevé la voix pour essayer de mieux orienter les dirigeants officiels de l'économie socialiste. Mais il est bien aussi qu'il y ait eu des analystes objectifs qui tentaient de mettre en évidence la vraie nature du système par une recherche scientifique. En fin de compte il est bien aussi qu'entre toutes ces formes d'attitudes et de modes de vie une division raisonnable du travail ait pu naître.

J'ai aussi eu parfois des mouvements d'humeur, je me révoltais devant les compromis des « économistes réformateurs » face aux détenteurs du pouvoir, mais finalement j'ai réussi à faire taire en moi ces sentiments sans les manifester en public. Le sentiment que leur activité avait plus d'utilité que le dommage qu'ils pouvaient causer par leurs concessions, prenait en moi le dessus. Il est possible que ce raisonnement n'ait pas été payé de retour chez l'un ou l'autre de ces économistes réformateurs. On ne peut suivre à la trace que les mots prononcés ou écrits. Je ne peux pas savoir ce qu'ont ressenti intimement mes confrères.

Je voudrais ajouter encore une remarque à cette polémique sur les comportements. Dans un paragraphe précédent j'ai cité l'argument de l'utilité de l'analyse scientifique du système socialiste pour défendre la voie que j'avais choisie. Ici comme dans d'autres chapitres j'ai souligné que la critique théorique s'avérait être un *instrument* efficace dans le processus qui affaiblissait les fondements de l'ordre communiste et qui a conduit finalement à son écroulement et à son dépassement. Même si cette fonction est effectivement importante, je ne voudrais pas réduire le rôle des sciences sociales à leur utilité comme instrument politique en faveur d'une bonne cause. La connaissance possède aussi une valeur en soi. Il y a des personnes pour qui la connaissance et la compréhension constituent en soi une source de joie. Cela a toujours été ainsi et ça le restera aussi longtemps qu'il y aura des hommes considérant le travail scientifique comme leur vocation.

## *Efficacité et morale socialiste*

En 1979 j'ai été pressenti pour être le conférencier de la « Geary Lecture », organisée chaque année en Irlande, en l'honneur du célèbre économiste et statisticien R. C. Geary. C'est là que j'ai présenté, désormais sous une forme plus aboutie, le fil des idées que j'avais esquissé pour la première fois en Inde.\*

J'ai mis en regard deux sortes de systèmes de valeur. Le premier : quelles exigences faut-il satisfaire pour que le mécanisme de marché stimule le plus possible l'efficacité des activités économiques ? Le second : quelles sont les exigences posées par la morale socialiste ? La réflexion a conduit à la conclusion qu'il n'est pas possible de satisfaire à la fois aux deux systèmes de valeurs. Je n'arrivais pas à prouver par un modèle mathématique rigoureux ce « théorème d'impossibilité ». (Je regrette encore que personne ne se soit attelé à ce problème.) J'ai seulement argumenté dans le sens de cette hypothèse, et j'ai cité en illustration les incohérences de la réforme hongroise. Par exemple la solidarité, l'obligation d'aider les faibles peut entrer en conflit avec la concurrence économique, si ceux qui restent en arrière connaissent des difficultés et supportent des pertes douloureuses.

Je destinai mon sujet essentiellement à ceux qui conciliaient trop facilement la conviction socialiste et le soutien de la réforme de marché ; comme si cette symbiose inhabituelle était exempte de tout dilemme.

Quand j'en suis arrivé au bout de ma conférence, R. C. Geary a demandé la parole et m'a posé une question. Il lui plaisait beaucoup que les pays communistes ne connaissent pas le chômage, qu'il y ait même un manque de main-d'œuvre. Mais ce qui à son avis était bon dans le monde occidental c'est qu'on y trouvait de tout et qu'on n'y connaissait pas la pénurie de marchandises. « Serait-il possible de combiner les avantages des deux systèmes sans leurs inconvénients ? » – a-t-il demandé.

J'ai répondu par l'idée que j'ai mise par écrit plus tard dans l'épilogue d'un article publié en 1980 : « ...on peut comprendre que ... l'idée d'envisager un « système économique optimal » s'est posée... Celui qui vise un tel but, imagine peut-être faire un tour dans un grand supermarché. On y trouve dans les rayons les différents éléments des mécanismes qui incarnent les caractères avantageux des divers systèmes. Sur un rayon se trouve le plein emploi tel que réalisé en Europe de l'est. Sur un autre le haut degré d'organisation des usines et la discipline telles qu'on les connaît en Allemagne de l'Ouest ou en Suisse. Sur un troisième rayon la croissance

---

\* Je n'ai jamais lu un texte rédigé à l'avance dans une salle de conférence. J'ai toujours préféré présenter mes exposés de vive voix, si possible à plusieurs reprises. En m'instruisant des réactions de l'auditoire j'essayais d'améliorer le raisonnement, de le faire mûrir de conférence en conférence. C'est seulement quand je le sentais suffisamment abouti que je me mettais à le rédiger par écrit.

économique sans récession, sur un quatrième la stabilité des prix, sur un cinquième l'adaptation rapide de la production intérieure à la demande du marché extérieur. L'organisateur du système n'a pas autre chose à faire qu'à pousser son caddie et y mettre ces « éléments optimaux », puis rentrer à la maison et constituer avec eux un « système optimal ». Malheureusement ce n'est qu'un rêve naïf. L'histoire ne fournit pas ce genre de supermarché dans lequel nous pourrions choisir ce qui nous plaît. ... Celui qui désire prendre position pour décider à quel système donner sa préférence, ne peut choisir qu'entre divers lots indissociables constitués à l'avance... »<sup>174</sup>

Quand l'essai a paru en 1980 dans *Valóság* (puis plus tard à l'étranger en de nombreuses langues), il a connu un grand retentissement, car il nageait à contre-courant, face à la vision d'une « économie socialiste de marché » harmonieuse.

Je ne peux pas résister à l'envie de faire une courte digression. Je voudrais faire revivre un épisode lié en l'occurrence à l'essai dont je viens de parler. C'est à cette époque qu'est apparu dans la vie publique en Hongrie le personnage de László Lengyel. Il avait d'abord exercé sa plume contre les historiens bien connus Iván T. Berend et György Ránki, qui avaient réfuté ses observations. Ensuite, s'associant à Miklós Polgár, il est intervenu à propos de mon article sur l'efficacité par opposition à l'éthique. Lengyel et Polgár ont développé deux idées. D'abord, derrière toute conception éthique se cachent les intérêts de groupes définis. Deuxièmement, il n'était pas vrai que les problèmes de la réforme étaient dus aux contradictions que je traitais dans mon article.

Le marxisme vulgarisé de la première affirmation, je l'aurais à la rigueur écarté d'un revers de main. Mais je ne pouvais pas laisser sans réponse la seconde. J'ai répliqué vertement, exigeant des auteurs un débat honnête. En effet, mon article avait souligné dès l'introduction : *je ne fais pas une analyse causale*. Il n'était pas question dans mon étude d'expliquer les problèmes de l'économie hongroise ou les difficultés de la réforme par un conflit entre les deux systèmes de valeurs. Leurs remarques avaient déformé ma pensée sur plus d'un point.

On avait écrit d'innombrables fois des remarques critiques sur mon compte, et il n'était pas dans mes habitudes de réagir. Si je n'étais pas d'accord avec quelque chose, je poursuivais sans débattre dans la plupart des cas ; et si je trouvais qu'il fallait prendre la critique au sérieux, son effet pouvait généralement être lu dans mes articles suivants. Ce que je sentais comme inacceptable dans l'intervention de Lengyel et Polgár, c'était la violation de l'éthique non écrite de la façon de débattre.\*

\* J'avais subi de graves blessures quand j'avais été attaqué par les idéologues de la répression de Kádár. La critique était alors à mes yeux politiquement et intellectuellement inacceptable – mais sans que cela me révolte *moralement*. Ces critiques se trouvaient de l'autre côté de la barricade intellectuelle, et ils n'avaient

Dans son interview autobiographique donnée à Elemér Hankiss, László Lengyel est revenu sur l'affaire. Il a dit, je le cite : « Notre style de débat provenait du ton marxiste implacable, sarcastique, méprisant, ou plutôt de la muflerie scientifique... Dans les années 1970 j'ai attaqué de mon ironie Kornai, Berend, Ránki. Même si j'avais raison sur de nombreux points, je reconnais que c'est leurs personnes que je voulais descendre de leur piédestal. »<sup>175</sup> Le ton de sincérité de cette autocritique est appréciable. Je reviens pourtant sur cet épisode, car j'ai l'impression que Lengyel se contente de condamner son ton arrogant d'autrefois. Or le *style* de sa critique n'était pas le seul problème, la *démarche* éthique était encore plus inacceptable. La mémoire de Lengyel est défaillante quand il rappelle sa propre position dans le débat qu'il m'a lancé : « même si j'avais raison sur de nombreux points... » En relisant ce débat ancien je suis toujours d'avis qu'ils n'avaient pas raison dans le *contenu* de leurs observations critiques. Ils ont arbitrairement construit des affirmations, en déformant mes raisonnements ; ils m'ont ensuite attribué ces affirmations – puis ils les ont réfutées. Si je reviens sur cette vieille polémique, c'est parce que ce genre de « technique de débat » sévit toujours, je dirais même plus que jamais. Il est inacceptable que dans la vie publique hongroise d'aujourd'hui, dans la presse, dans les écrits intellectuels, une déformation de la pensée de l'adversaire soit devenue banale, suivie du refus ou du rejet de ces affirmations falsifiées.

### *Importance des droits de propriété*

En 1983, l'économiste sociologue Andrea Szegő est intervenue dans les débats sur la réforme dans les colonnes de *Valóság*.<sup>176</sup> Elle a souligné qu'elle ne souhaitait pas une restauration stalinienne, en même temps elle a pris position pour une plus forte centralisation, réalisée avec des moyens plus modernes. Dans son article, critique « de gauche » du processus de réformes, elle faisait plusieurs références positives à *La Pénurie*. Elle avait déduit de mon livre que c'est la propriété publique qui génère la pénurie, autrement dit que la production n'est pas contrainte par la demande, mais par les ressources localisées au centre. Aussi longtemps donc, disait-elle, que la prépondérance de la propriété publique sera maintenue, une réforme ne sera pas en mesure de changer la nature fondamentale du système socialiste. La propriété publique est davantage compatible avec le contrôle centralisé qu'avec le mécanisme du marché.\*

---

pas falsifié mes idées. Ils avaient condamné ce que j'avais effectivement affirmé et pensé.

\* Plus tard, en 1991, Andrea Szegő a critiqué *La Pénurie* d'un point de vue kaleckien et elle s'est éloignée de mes théories.

Les économistes réformateurs sont peu après entrés en débat avec Andrea Szegő. De ce point de vue l'article de Tamás Bácskai et Elemér György Terták paru en 1983 était significatif. Réfutant l'interprétation « gauchiste » de mes idées ils ont souligné que mes travaux soutenaient la réforme.\*

La lecture de cette polémique m'était pénible. Il est vrai que je souhaitais le meilleur succès possible à la réforme. Toute restauration « de gauche » aurait été nuisible selon moi. *Dans ce sens-là* je me plaçais du côté des réformateurs. En même temps c'est finalement Andrea Szegő qui avait compris le fondement théorique de mes travaux et non ceux qui voulaient me défendre contre elle. Qui veut le marché doit aussi vouloir la propriété privée. Qui veut en revanche s'accrocher à la prépondérance de la propriété publique, ne doit pas s'étonner que la régulation bureaucratique reprenne toujours de nouvelles forces. Toute l'habileté des réformateurs voulant combiner la propriété publique et la coordination du marché ne pouvait pas permettre à l'économie de fonctionner durablement sans heurts, sans troubles. Dans un de mes articles ultérieurs j'ai même expliqué plus en détails qu'il existe une affinité naturelle entre la propriété privée et la coordination du marché d'une part, et la propriété publique et la coordination bureaucratique d'autre part.<sup>177</sup> Les réformateurs voulaient remplacer cette affinité naturelle par des règles construites artificiellement, quand ils voulaient forcer le mariage entre la propriété publique et le marché.

Dans ceux de mes essais publiés en 1981 et en 1986-1987 dans lesquels je faisais une synthèse critique du processus de la réforme hongroise, je soulignais l'importance qu'avaient pour moi la présence et l'accroissement d'un secteur non étatique vivant et multicolore. Là et seulement là le marché pouvait être réel !

Dans les années 1980, les adeptes radicaux de la réforme mettaient à l'ordre du jour « la réforme de la propriété ».<sup>178</sup> Márton Tardos, une des figures de proue intellectuelle des économistes réformateurs, avait proposé qu'on crée des « holdings », aux statuts semblables à ceux des associations du même type dans le capitalisme moderne. Les sociétés holdings, et non plus les ministères, seraient propriétaires des entreprises d'État, et leur direction exercerait les « droits de propriété ».

Cette prétendue « simulation » du vrai capitalisme dans une économie dirigée par le parti-État atteint ici les limites du grotesque. Réfléchissons. Les dirigeants de la bureaucratie nomment d'autres bureaucrates et ils leurs donnent ce programme : « Faites comme si vous étiez les propriétaires... ». Dans mon article qui confrontait les visions du socialisme réformateur à la

---

\* Ni son coauteur, ni les lecteurs, ni moi parmi eux, ne pouvions nous douter alors que le zélé réformateur Tamás Bácskai, comme j'en ai déjà rendu compte au chapitre 9, fut pendant de nombreuses années indicateur de la police politique. Le même Tamás Bácskai, qui maintenant « prenait ma défense », avait cru bon en 1960 d'informer la police politique de ce que j'avais rompu avec le marxisme.

réalité, j'ai posé la question : « un corps créé artificiellement auquel on a confié (qui on ? la bureaucratie ?) de représenter la société en tant que « propriétaire », peut-il simuler les intérêts des propriétaires ? »<sup>179</sup>

Plus tard, au moment du changement de régime, j'ai poursuivi la polémique avec les idées du « socialisme de marché ». Le sujet n'a pas disparu de l'ordre du jour, d'autant moins qu'en Chine, au Viêtnam, à Cuba on cherche toujours la voie d'une restructuration politique et économique de la société, et la vision du socialisme de marché continue de rester attractive.

### *Le modèle de Lange et la réalité de la réforme hongroise*

On ne débattait pas qu'en Hongrie de la réforme hongroise, à l'Ouest aussi. Tous ceux qui ici s'engageaient pleinement dans les échanges d'idées connaissaient plus ou moins la situation. Les avis divergeaient surtout sur ce qu'on pouvait attendre de cette réforme, quelles en étaient les perspectives. A l'étranger par contre j'ai souvent rencontré des résumés superficiels, livresques. Le manuel le plus lu d'analyse comparative des systèmes économiques, le livre de Paul R. Gregory et de Robert C. Stuart disait ceci en 1980 sur la réforme hongroise de la direction économique : « Le Nouveau mécanisme économique dans sa généralité ressemble fortement au modèle de Lange. »<sup>180</sup> Grave erreur ! Je rappelle au lecteur un chapitre antérieur dans lequel il a été question de la théorie du socialisme d'Oskar Lange. Il avait imaginé une économie dans laquelle toutes les entreprises étaient propriété publique. Le centre exerçait son influence sur l'entreprise d'une unique façon : réagissant à l'excès de demande ou à l'excès d'offre il augmentait ou baissait les prix.

La pratique hongroise était toute différente. C'est seulement dans un secteur plutôt étroit que se déroulait une régulation des processus de coordination économique qui ressemblait au modèle de Lange, là où les prix étaient centralement déterminés, et où on ne les fixait pas une fois pour toutes, mais on les changeait fréquemment. La majeure partie des prix se formait autrement. Par-dessus le marché, la bureaucratie de l'État intervenait par mille autres canaux dans les processus économiques. Il n'existant pas de vraie concurrence entre les entreprises, car celle-ci était déformée par le relâchement de la contrainte budgétaire. Enfin, la différence peut-être la plus notable par rapport au modèle de Lange était que la propriété publique n'était plus absolue, mais que le secteur privé avait (heureusement) fait son apparition et avec lui le marché réel, non simulé.

Hélas la confusion des concepts était grande et l'est d'ailleurs restée. Une clarification paraît sans espoir. Si, conformément à l'idée originale d'Oskar Lange, nous réservons la dénomination « socialisme de marché » à une économie qui combine la propriété publique et la coordination du marché, alors l'économie hongroise de la période 1968-1989 n'était pas du tout du socialisme de marché. Mais enfin l'expression « socialisme de marché »

n'est pas une marque déposée que l'on ne pourrait utiliser qu'au sens de Lange. Retournons la procédure de qualification. Soit un système donné dans lequel le parti communiste est au pouvoir et qui se qualifie officiellement de socialiste. Certains éléments d'une coordination de marché, avec une extension limitée, déformées par de nombreux effets bureaucratiques, apparaissent dans le cadre de ce système. Qui pourrait interdire que ses propres idéologues appellent ce système hybride « socialisme de marché » ? Ou si cette expression leur déplait, et qu'ils préfèrent jouer avec les mots, qui leur interdirait de l'appeler « économie de marché socialiste » ? On ne peut refuser à aucun régime le droit de se nommer lui-même. Néanmoins il est important (et je me suis efforcé de le souligner dans mes travaux) de ne pas confondre le modèle théorique et la réalisation historique lorsque dans l'amphithéâtre nous enseignons l'histoire de la pensée économique.

#### *Détour : un autre bout de la réalité hongroise*

L'expression « réalité hongroise » figurait dans le titre du sous-chapitre précédent. Puisqu'il en est question, ne restons pas dans l'espace brillant des analyses théoriques de haute volée. Quelque part, dans la sombre profondeur, se déroulaient des événements différents. Quand j'exprimais mes idées sur le socialisme de marché et sur la réforme hongroise à un séminaire hungaro-américain ou à une conférence à New York, un participant prenait des notes avec zèle.

Récemment, je collectais des matériaux pour écrire mon autobiographie et je fouillais dans les dossiers d'archives des services secrets. Certains documents me sont tombés entre les mains, dans lesquels j'ai appris que des rapports étaient envoyés, à propos de l'une ou l'autre de mes conférences, par des agents étrangers de la police politique hongroise.

L'un de ceux-ci est inclus dans le « Rapport informatif opérationnel quotidien » du 10 décembre 1981.<sup>181</sup> Ce rapport résumait chaque jour les informations fraîches les plus importantes provenant des dizaines de milliers de collaborateurs du gigantesque réseau d'agents et de la machinerie de la police politique. Le premier destinataire était le responsable de la hiérarchie de la police politique, le ministre de l'intérieur. Des copies étaient envoyées aux dirigeants de l'appareil du ministère de l'intérieur et de la police secrète, et des extraits aux dirigeants du parti et du gouvernement. Donc, le point 6 du rapport du dix décembre rapportait qu'au séminaire hungaro-américain tenu récemment à Budapest, je cite : « János Kornai, expert hongrois connu, a livré aux Américains des informations confidentielles et détaillées sur la situation intérieure du CAEM [Conseil d'Aide Économique Mutuelle, ou Comecon], sur les difficultés économiques de l'Union soviétique, ainsi que sur des différends dans les relations de notre pays avec certains autres pays socialistes. Kornai a analysé en détails les difficultés économiques et les

problèmes de notre pays. Avant leur arrivée à Budapest, les économistes américains étaient allés en Pologne. Avec l'aide de Kornai ils se sont efforcés de vérifier l'authenticité des informations économiques et politiques obtenues là-bas – avec succès, selon nos sources. »<sup>182</sup>

Une enquête a immédiatement été lancée contre moi, j'en ignorais naturellement l'existence. Ils ont constaté en fin de compte que je n'avais commis aucune violation de secret d'État, par conséquent aucune procédure n'a été lancée. (Je remarque que c'était un de mes principes de ne jamais utiliser des données secrètes dans une conférence ou une conversation ; même si je ressentais comme ridicule la nature secrète d'une donnée.)

Un autre « Rapport informatif opérationnel quotidien » est aussi sorti des archives secrètes, daté du 26 avril 1985.<sup>183</sup> Selon le point 7, j'ai tenu une conférence le 7 mars dans un institut à New York. D'après eux cet institut fonctionnait « sous l'égide de la CIA. » Sur instruction du général de la police Y.Y., adjoint au chef du bureau principal, une nouvelle enquête a été ordonnée. Naturellement j'ignorais tout de l'affaire ecomme dans le cas précédent. « La section III/II-1. doit jeter un coup d'œil sur Kornai » – avait ordonné le général. « Jeter un coup d'œil » signifiait qu'ils étaient allés rechercher mon dossier\*, un premier document, un second, un troisième, etc., donc tous les documents qui renfermaient des données à ma charge d'après eux. Je ne peux pas suivre dans quel ordre ils ont repris tous ces documents. Il paraît certain qu'ils ont en tout cas repris le résumé qu'ils avaient rédigé à la suite du rapport de 1981. Sur la chemise du dossier qui m'était consacré on peut lire, écrites à la main, mes données personnelles (je cite) : « János Kornai, économiste hongrois, collaborateur de l'Inst. des Sc. Éco. de l'Ac. des Sc., professeur d'université en titre (échec du recrutement). » Ensuite apparaissent les numéros des dossiers contenant les données qui me concernent. La dernière ligne manuscrite au bas d'une feuille est<sup>184</sup> : « III/II-20 : 85 professeur invité aux USA. A été invité à une conf. de la CIA. »†

Il n'est pas inutile de rappeler ces événements, lorsque nous cherchons à évaluer a posteriori à quoi ressemblait la structure politique et sociale dans laquelle se déroulait le processus de réformes. Au devant de la scène les intelligentsias hongroises et occidentales se congratulent, et nous menons des débats sérieux sur Oskar Lange et sur les prix. Derrière, en coulisses, sévissent les indicateurs, les enquêtes et les traîtres.

\* « Ce que j'ai dit au téléphone – à qui ? pourquoi ? - / Qu'à leur guise ils le vérifient ! / De tout ce que je rêve et qu'on rêve avec moi, / Qu'ils fassent un dossier perfide ! / Savoir quand vous aurez groupé suffisamment / De preuves, de motifs, dans ce beau document / Qui viole les droits de ma vie ! » (Extrait de *De l'air!* poème de Attila József, 1934 ; traduction française de Jean Rousselot)

† Je suppose que « conf. » signifie conférence. Ici ils citent probablement le rapport de 1985, et ils répètent comme une évidence qu'il s'agissait d'une « conférence de la CIA ».

## *En y repensant avec le regard d'aujourd'hui*

Je reviens au monde de la réforme économique. En relisant mes essais écrits sur la réforme hongroise j'ai pu constater, rassuré, qu'aujourd'hui encore je peux assumer ce que j'ai écrit alors. Si je comptais republier ces ouvrages, il me suffirait d'y ajouter quelques compléments ou notes de bas de page, en l'occurrence aux endroits où l'autocensure m'avait dissuadé de dire toute la vérité. J'avais raison d'attirer l'attention dans mes essais sur la nature ambiguë du processus de réformes, et de vouloir dissiper certaine faux espoirs.

Je peux me féliciter aujourd'hui pour la description positive et l'analyse de la situation d'alors. L'évaluation est une autre question. Aujourd'hui je donnerais une meilleure note aux accomplissements de la réforme. Bien sûr il est facile d'être intelligent après coup, dit-on. Ma seule défense est qu'avant toute évaluation impartiale de ces phénomènes, il fallait que soit connue la suite des événements.

Supposons un instant que l'empire soviétique ne se soit pas écroulé et que le règne du parti-État ait perduré en Europe de l'Est. Il est possible que cette réforme ni chair ni poisson, avec ses illusions, son idéologie trompeuse et ses résultats partiels aurait favorisé un maintien du système de Kádár. Les compromis obtenus par les réformateurs auraient pu repousser un véritable changement radical.\*

Heureusement cela ne s'est pas passé ainsi. Et puisque le changement de système a eu lieu, en regardant en arrière, même cette réforme hybride de demi marché s'est révélée être une bonne école préparatoire. Le peloton de tête de l'économie du socialisme réformateur, ou tout au moins la partie plus douée, mieux formée de l'élite économique, a pu alors s'accoutumer un peu au fonctionnement du marché, a pu apprendre pourquoi il fallait prêter attention aux coûts, aux prix, aux profits, ce que signifie un contrat privé, et ainsi de suite. Beaucoup de gens on appris dans le secteur privé de la période de la réforme ce que signifie être un entrepreneur. La Hongrie doit à cette « école de la réforme » d'avoir pris un départ à cet égard plus tôt que les autres économies postsocialistes.

Hélas, les quinze premières années passées, cet avantage s'est pour ainsi dire effrité. Cela peut être comparé à l'avantage qu'une bonne scolarité peut représenter dans la carrière d'un individu. Elle facilite indubitablement le démarrage. Mais un autre, qui malgré une formation plus sommaire, s'élance et a aussi de la chance, peut très bien rattraper et même dépasser les mieux diplômés. C'est ce qui s'est passé dans la transformation économique des pays d'Europe centrale et orientale. La Tchécoslovaquie où toute tentative de

---

\* Un peu semblablement à la réforme chinoise d'aujourd'hui qui a des effet ambivalents : elle stabilise et légitime aussi jusqu'à un certain point le pouvoir du parti communiste.

réforme avait été étouffée en 1968, était un pays où sévissait une des dictatures les plus dures et où l'économie était la plus fortement centralisée. Qui plus est, peu après le changement de système, ce pays s'est coupé en deux. Et le voici qui en matière de mise en place et de fonctionnement des institutions de l'économie de marché a rattrapé son retard par rapport à la Hongrie qui tenait la tête pour réformer le socialisme.

Ici nous sommes arrivés à l'un des problèmes importants de l'évaluation. À quoi attribuons-nous « des notes » en réalité ? À ce qu'avaient représenté les événements des années 1970 ou 1980 du point de vue de *l'avenir* de la nation vingt années plus tard ? Peut-être qu'un tel jugement est pertinent si l'on considère une vaste entité collective dans une perspective historique. Mais chaque personne n'a qu'une seule vie. Si je compare avec ma tête et mon cœur d'aujourd'hui les vingt années des Hongrois et des Tchèques entre 1968 et 1989, je dirais que c'était plus facile pour les Hongrois. L'atmosphère était plus libre, les voyages nous étaient plus faciles, nous importions de l'Ouest plus de marchandises et plus de culture moderne, la vie était plus vivable.\* C'est un lieu commun, mais il est exact que la Hongrie – comme on disait là-bas à l'époque – était la baraque la plus gaie du camp, un meilleur endroit pour vivre assurément que la Tchécoslovaquie, la RDA ou la Roumanie. L'assouplissement de la sévérité et de la rigidité de l'époque stalinienne était étroitement lié aux réformes économiques. En y repensant aujourd'hui, je vois cela comme un résultat plus important et plus estimable que ce que je ressentais au moment même de la réforme.

---

\* Les parents dont la mentalité était opposée au régime et qui avaient des enfants jeunes ou adolescents durant l'époque de la répression la plus dure, se trouvaient confrontés à un dilemme difficile. S'ils parlaient ouvertement à la maison, alors l'enfant pas tout à fait mûr, pas assez prudent, parlait éventuellement des opinions des parents là où il n'aurait pas fallu. Si en revanche, par prudence ou autodéfense, les parents ne parlaient pas en toute franchise devant leurs enfants, ils manquaient de donner l'éducation politique pourtant si nécessaire, ils ne fournissaient pas un contrepoids à l'éducation trompeuse exercée par la presse, la machine de la propagande, et très souvent même par l'école.

Nous, heureusement, n'avons pas eu ce problème. Nous pouvions parler avec nos enfants en toute franchise, même des questions politiques délicates. Eux et nous étions sur la même longueur d'onde. Le conflit de générations, si important dans de nombreuses familles entre parents et enfants dans des questions politiques et éthiques aussi fondamentales, était inconnu chez nous. Une compréhension mutuelle a pu s'instaurer par le fait qu'à l'époque où nos enfants commençaient à s'intéresser aux questions politiques et sociales, l'atmosphère était déjà moins étouffante en Hongrie, les discussions devenaient plus libres non seulement à la maison mais à l'extérieur aussi. Cela faisait partie de ce que j'ai appelé une vie plus vivable.

## Seizième chapitre

---

### HARVARD

1984-2002

Je me promenais dans le parc de l'*Institute for Advanced Study* en automne 1983, quand tout à coup j'aperçus Albert Einstein venant en face de moi en bras de chemise, sans chaussettes, en sandales. Je ne voulais pas en croire mes yeux. Tout collait : le visage, la flottante chevelure blanche, le regard, les vêtements. J'ai eu un choc. Qu'est-ce que c'est ? Un fantôme ? Une vision ?

Bien sûr il s'avéra qu'on tournait un film dans un lieu historiquement authentique. Einstein avait travaillé dans cet institut à partir de son arrivée en Amérique ; il aimait se promener dans ce parc, perdu dans ses pensées.

Nous vivions alors ici depuis quelques semaines, au n° 45 Einstein Drive, dans une petite maison du lotissement dessiné par un compatriote, Marcel Breuer.

#### *Princeton, Institute for Advanced Study*

Le culte d'Einstein est toujours très vivant à Princeton, son esprit inspire tous ceux qui parviennent ici. Avant d'en venir à mon expérience personnelle, je dois présenter en quelques mots l'institut de Princeton. Presque tous les chercheurs et les hommes de science aux États-Unis consacrent la majeure partie de leur temps à l'enseignement. Beaucoup de collègues américains enviaient les collaborateurs des instituts soviétiques, est européens, dispensés (voire interdits) d'enseignement. Quand Einstein est arrivé en Amérique, ses hôtes américains pensaient qu'on ne pouvait vraiment pas le forcer à se consacrer à longueur de journée à l'enseignement pour les étudiants. Il fallait donc créer un institut dans lequel Einstein pourrait consacrer toute son énergie à la recherche exclusivement. Et même s'il était impossible de trouver un second et un troisième Einstein, ce ne serait pas mal de recruter quelques autres savants éminents pour l'institut comme collaborateurs permanents. Ensuite leur rayonnement intellectuel permettrait d'inviter de talentueux chercheurs associés de toutes les parties du monde, pour passer ici une année. Loin de leur université ou institut d'origine, dispensés de toute tâche d'enseignement ou d'administration, ils

pourraient consacrer la totalité de leur énergie à la recherche sur un sujet librement choisi.

Grâce à la richesse et à la générosité de sponsors américains une fondation a été créée et l'institut put bientôt commencer à fonctionner. Au début ce cadre offrait un lieu de recherches idéal pour les seuls chercheurs en physique théorique et en mathématique. John von Neumann, le génie hongrois des mathématiques, a travaillé ici pendant toutes ses années américaines. (C'est son nom qu'on a donné à l'autre avenue du lotissement, Neumann Drive.) Gödel, le géant de la logique mathématique, a travaillé ici ; J. Robert Oppenheimer, après avoir été chassé du Comité de l'énergie atomique, a dirigé l'institut de Princeton de 1946 jusqu'en 1966.

En 1973 a été fondée l'École des sciences sociales. Dans cette *School of Social Science* chaque discipline est représentée par un professeur. Pendant l'année 1983-1984 que j'ai passée ici, Albert Hirschman était le membre permanent responsable pour la science économique, Michael Waltzer pour la science politique, et Clifford Geertz pour l'anthropologie ; tous les trois appartenaient aux sommités de leur discipline.

Les effectifs de l'institut ont gonflé au fil des ans, mais la structure caractéristique a été maintenue : un corps enseignant permanent à faible effectif, entouré de chercheurs associés, choisis par les membres permanents, se relayant année après année, six ou sept fois plus nombreux que les permanents. Dès le début se réunissaient ici des représentants de nombreuses disciplines ; le caractère interdisciplinaire est un des attraits principaux de cet institut.

J'ai ressenti l'invitation comme un très grand honneur, et j'ai passé ici une des années les plus intéressantes et les plus inspiratrices de ma vie. Si l'on voulait aménager dans l'au-delà un paradis spécial pour les savants, il faudrait prendre l'institut de Princeton pour modèle. Les bâtiments sont entourés d'un parc gigantesque, avec un petit lac au milieu, et si nous poussons plus loin la promenade, nous pénétrons dans la forêt qui appartient à l'institut. Elle est traversée par un ruisseau, des sentiers sinuieux passent entre les arbres ; cachette idéale pour quelqu'un qui comme moi aime s'enfoncer dans ses pensées en se promenant librement dans la nature. On trouve une compagnie parmi les collègues autour d'un excellent déjeuner.

La sélection des invitations à l'institut se fait en partie sur la base des dossiers de candidatures spontanées, et en partie sur une évaluation personnelle des collaborateurs permanents. Dans l'année académique 1983-1984, Albert Hirschman a réuni autour de lui un panel d'économistes qui étaient remarquables d'un certain point de vue, dérogeant au dogme néoclassique d'une certaine manière. Un groupe passionnant s'est trouvé ainsi réuni. On y trouvait Axel Leijonhufvud, professeur américain suédois, devenus célèbre par une réévaluation de Keynes.<sup>185</sup> Nous pouvions discuter avec George Akerlof : par son article spirituel sur les « citrons » (c'est le nom d'un tacot dans l'argot américain) il était devenu un des fondateurs de

la théorie de l'information asymétrique. Pour ce travail il a reçu plus tard le Prix Nobel. Don McCloskey aimait animer la conversation avec son bégaiement et des sujets toujours intéressants et novateurs : il avait suscité un grand intérêt avec ses travaux sur la « rhétorique » de la science économique. (En simplifiant son argumentation à l'extrême : dans les sciences sociales ne compte pour « vérité » que ce dont on arrive à convaincre ses collègues à l'aide de la méthodologie à la mode et bien admise du moment.)<sup>\*</sup>

Pour dire la vérité, j'étais dans une sorte de « crise de création ». J'avais achevé les ouvrages que je voulais écrire à la suite de *La Pénurie*, et je ne voyais pas encore quelle devait être ma grande tâche suivante. Je me débattais péniblement, empêtré dans la recherche de ma voie.

Dans les années « normales » mes lectures étaient souvent en rapport avec mes recherches en cours. Mais cette fois je profitais de la liberté paradisiaque de Princeton pour m'informer sur le plan général et pour m'instruire. Les ouvrages de Dahl<sup>186</sup> et Lindblom<sup>187</sup> sur la démocratie et la « polyarchie », la théorie de Rawls sur la justice, les idées originales de Schelling sur la stratégie<sup>188</sup>, et bien sûr les travaux des amis au sein de l'institut, Leijonhufvud, Akerlof, McCloskey, et aussi les livres des savants qui venaient à l'institut pour y diriger des séminaires, Amartya Sen, Oliver Williamson – quelques exemples des œuvres qui m'ont apporté une nourriture intellectuelle considérable cette année-là.<sup>†</sup>

L'idée mûrissait lentement en moi d'essayer de synthétiser en un seul ouvrage tout ce que j'avais compris et appris sur le système socialiste par le travail de recherche de décennies. C'est à l'institut de Princeton que j'ai écrit le premier jet du livre qui n'a paru que dix années plus tard sous le titre de *Le Système socialiste*.

C'est justement cela qui est le plus magnifique dans ce cadre structurel et financier généreux qu'offrent pour le travail scientifique les institutions du type de l'Institute for Advanced Study ! Prenons mon exemple : en arrivant à Princeton ce que je comptais faire n'était pas encore clair dans mon esprit. Là-bas, au fil du temps, mes projets scientifiques à long terme se sont clarifiés, et l'année à Princeton m'a aidé à rédiger une première ébauche. Mais finalement j'ai eu besoin de huit à dix années supplémentaires pour laisser complètement mûrir les idées qui avaient germées à Princeton, et

\* De ce Don bâti comme un athlète nous n'aurions pas pu imaginer que quelques années plus tard il se ferait faire une opération de chirurgie transsexuelle et continuerait sa brillante carrière scientifique sous le nom de Deirdre McCloskey. Le courage avec lequel McCloskey a assumé sa décision extrêmement difficile inspire le respect.

† Mes lectures attestent aussi que j'étais déjà décidé à surpasser la problématique de *La Pénurie*, et d'inclure aussi les questions des structures politiques, idéologiques et les rapports sociaux dans mes analyses.

poser le livre achevé sur la table. Quand un chercheur quémande des aides financières auprès d'une fondation publique ou privée, il est obligé de préciser à l'avance, de façon détaillée, ce qu'il compte en faire. Il y a grand besoin de laisser également ouverte aux chercheurs cette autre formule ne comportant pas des conditions aussi rigides.\* Les invités de l'institut de Princeton précisent bien sûr dans leur candidature de quoi ils aimeraient s'occuper. Mais cela n'a rien d'un « contrat de travail » juridiquement obligatoire, bureaucratique, qui les obligerait à rendre l'étude promise à la date précisée. Comme le montre mon cas, celui qui arrive à Princeton jouit d'une liberté quasiment sans limite. L'institut prend même le risque que son soutien généreux ne contribue le cas échéant à produire aucun résultat tangible. La seule garantie est que, s'ils choisissent bien ceux qu'ils invitent, le savant dont la passion est de toute façon la recherche, saura profiter des possibilités données par cette liberté et utilisera bien son temps.†

Un jour mon téléphone a sonné à l'institut de Princeton. C'était Michael Spence, directeur du département d'économie de l'Université Harvard qui m'appelait pour m'inviter à tenir une conférence publique.‡ Quand j'ai

---

\* J'ai eu la chance d'avoir pu profiter plusieurs fois dans ma vie de telles invitations occidentales offrant une possibilité de recherche libre. J'ai mentionné dans le chapitre consacré à l'écriture de *La Pénurie* que je n'avais aucune sorte de contrainte non plus à l'Institut de recherche international de sciences économiques de l'université de Stockholm.

† J'écris de façon un peu plus détaillée sur le mode de fonctionnement de l'institut à Princeton (sur les conditions de l'invitation, sur les attentes envers les chercheurs, etc.), parce que Princeton a représenté le modèle à suivre pour tous les Institutes for Advanced Study, entre autres pour le Collegium Budapest, le premier créé en Europe de l'Est, et dont j'ai été *permanent fellow* depuis sa création.

‡ L'Université Harvard, à l'instar des autres universités américaines, est structurée différemment des universités d'Europe continentale en général, notamment en Hongrie, et pour cette raison la désignation des entités est différente. À Harvard une *school* ou une *faculty* est beaucoup plus grande que son homologue en Hongrie. À leur tête il y a un *dean* (doyen). Par exemple l'enseignement des sciences économiques dépendait de la *Faculty of arts and sciences*, avec toutes les sciences sociales et naturelles. À l'intérieur d'une *school*, les plus petites unités se nommaient des *departments*. Le département est en réalité une unité beaucoup plus grande et globale que ce qu'on appelle en Europe continentale une chaire ou un institut. À la tête d'un *department* il y a un *chairman* (président). Celui-ci est responsable de la coordination des activités pédagogiques du *department*, de la coordination administrative, mais il n'est nullement « patron » des enseignants. Il est seulement premier parmi ses pairs. Même un jeune assistant ou maître de conférences n'est pas subordonné au *chairman*, il fait son enseignement et sa recherche de façon autonome. C'est une différence considérable entre le *department* américain et la *Lehrstuhl* allemande ou la chaire hongroise où il existe une relation hiérarchique entre le titulaire de la chaire et les membres de cette chaire. Malgré le contenu différent des termes j'ai choisi de parler dans le texte de « faculté », de « chaire » et

mentionné cet appel téléphonique à Albert Hirschman, qui avant Princeton avait été longtemps professeur à Harvard, il eut un bref sourire que je n'ai pas pu tout de suite m'expliquer. En tout cas, j'ai accepté l'invitation avec plaisir, et quelques semaines plus tard j'ai tenu la conférence en question.

#### *Comment nomme-t-on les professeurs à l'Université Harvard ?*

Avant d'entreprendre l'histoire de ma propre nomination, je fais un saut dans le temps. Je souhaite relater la procédure de nomination des professeurs à l'Université Harvard, telle que je l'ai observée, expérimentée quand, membre de la chaire, j'ai participé moi-même à la désignation de nouveaux candidats. J'aimerais souligner qu'aux États-Unis il n'existe aucune règle générale, obligatoire concernant le mode de désignation des professeurs d'université. Dans ce qui suit je me limite à la seule expérience de l'Université Harvard.

Un contrat de travail asymétrique particulier protège la sécurité du poste de travail d'un « professeur d'université titulaire » (*full professor*) américain, on appelle ce contrat *tenure*. Un *tenured professor* peut à tout moment démissionner s'il ne se sent plus à l'aise dans son travail ou si on lui propose mieux ailleurs.\* Par contre l'employeur, l'université, ne peut pas le licencier, même si elle est insatisfaite de ses résultats.<sup>†</sup>

L'intérêt de ce genre de contrat est discutable, mais beaucoup le soutiennent car on considère que cette complète sécurité est la garantie la plus importante de la liberté académique. De cette façon personne ne peut subir une menace existentielle à cause de ses vues politiques ou scientifiques. On a l'habitude de rappeler la période du maccarthysme quand la *tenure* protégeait plus d'un universitaire américain de la chasse politique aux sorcières.

Mais s'il est si difficile que cela de se débarrasser d'un professeur d'université, il vaut mieux réfléchir cent fois avant d'élire quelqu'un à la fonction. Il n'existe pas de règle légale uniforme, concernant toutes les universités des USA, je ne fais donc connaître ici que la procédure habituelle à Harvard. En plus de mon expérience personnelle, j'utilise le livre de Henry Rosovsky : *L'université – Mode d'emploi (The University. An Owner's*

---

de « titulaire de chaire », parce que l'usage des expressions *school*, « *class* » et « *président* » dans la vie universitaire aurait été trop inhabituel à nos oreilles.

Aux USA le dirigeant de l'université est appelé *president*, ce qui correspond au recteur en Hongrie et dans de nombreux autres pays. Pour désigner cette fonction j'ai gardé dans mon texte le terme *président*.

\* À Harvard et dans quelques autres universités seul un enseignant du plus haut rang, un *full professor* a droit à la faveur de la *tenure*. Cette faveur est plus fréquente dans certaines autres universités qui l'offrent également aux *associate professors*.

† Évidemment, la raison veut qu'il existe des cas exceptionnels quand, par exemple, le professeur commettrait un délit.

*Manual*). L'auteur a longtemps été doyen de la plus grande faculté, la Faculty of Arts and Sciences ; si quelqu'un était bien placé pour entrevoir les cuisines de la vie universitaire, c'était bien Henry Rosovsky.

Partons d'un exemple hypothétique : la chaire de sciences économiques aurait besoin d'un professeur, pour enseigner la finance d'entreprise. La présélection revient exclusivement au corps des *full professors*. Ni les enseignants moins gradés, ni les étudiants, ne participent à ce processus. La réunion mensuelle ordinaire des professeurs aborde d'abord l'idée elle-même. Est-ce bien ce domaine qui a besoin de renfort ? En cas de réponse positive, ils nomment une « commission exploratoire » (*search committee*). À partir de ce moment ce petit groupe planche sur le problème pendant des mois. Ses membres lisent la littérature la plus récente sur le sujet, s'informent puis, après plusieurs discussions, avancent un nom possible. Ils mettent la barre le plus haut possible. Je cite Rosovsky qui définit le critère du choix ainsi : « Qui est le plus brillant, le plus intéressant, le plus prometteur ? ... Qui est le 'meilleur au monde', correspondant à la description de la fonction en question ? ... Quelle est la plus grande autorité sur le sujet à l'échelle mondiale ? »<sup>189</sup> Un ancien collègue de l'Université Harvard définit ainsi ce qu'on attend d'un candidat : « A exercé une activité telle que, grâce à lui, dans le domaine en question, la recherche scientifique a pris un nouveau visage. »

La commission exploratoire ne se contente pas de sélectionner un nom accompagné de quelques phrases de recommandation. Le président de cette commission tient une véritable conférence sur l'activité de la personne envisagée. Il a la charge de convaincre les autres professeurs de la chaire que la personne proposée correspond à ces critères élevés. Chaque membre de la commission exploratoire intervient et donne son avis. Un débat est lancé ensuite. Ceux qui connaissent personnellement la personne proposée ou ont déjà lu ses travaux, développent leur point de vue. S'agit-il vraiment de résultats de recherche éminents, de nature pionnière, comme le disent les membres de la commission exploratoire ? Ceux qui ont des contre-arguments peuvent les avancer. La personnalité du candidat viendra également sur le tapis. Il faut peser tout ce qu'on veut savoir sur lui, s'il a réussi en tant que professeur, s'il est apprécié par ses étudiants. Mais ce dernier point, à ma surprise, n'est pas qualifié de critère décisif. Ce qui est vraiment décisif, c'est le niveau scientifique et le potentiel de recherche de la personne dans l'avenir.

Suit un long débat – qui ne débouche toujours pas sur une décision. Le titulaire de la chaire envoie une lettre à de nombreux représentants éminents de la sous discipline (dans notre exemple, la finance d'entreprise). La lettre contient plusieurs noms, parmi eux aussi celui qui a les faveurs de la commission exploratoire, sans préciser lequel. Il demande aux destinataires de dresser un ordre préférentiel dans la liste et d'argumenter aussi leur préférence. Étant donné que ces destinataires ignorent le nom envisagé par

Harvard, on appelle leur réponse « lettre aveugle ». Il s'agit donc là d'un processus de sondage d'opinion réalisé dans le cercle restreint des meilleurs connaisseurs du domaine.

On distribue la biographie du candidat pour étude aux professeurs, la liste de ses publications et deux ou trois de ses travaux. Ses autres ouvrages sont également mis à la disposition des collègues. Ces derniers ont pour mission de prendre connaissance de première main de la production du candidat. Quelques mois plus tard la proposition revient à l'ordre du jour de la conférence des professeurs. Nouvel échange d'idées. Il est possible que là, à la seconde séance, ils parviennent à un consensus général. Sinon, la question sera remise une troisième fois à l'ordre du jour. Enfin, lorsque tout le monde a pu se faire une opinion, on vote à main levée et le choix de chacun est inscrit au procès-verbal. Si le candidat obtient une majorité, le processus est terminé – non le drame de l'élection, seulement son premier acte.

C'est seulement maintenant que le titulaire de chaire va demander officiellement à la personne désignée s'il désire venir. L'emploi n'est pas soumis à un concours.\* Pour un poste de *full professor* à Harvard on invite la personne qui en a été jugée digne par ses futurs collègues. La réponse est le plus souvent positive. Il peut bien sûr arriver que la personne remercie pour le grand honneur qui lui est fait mais le refuse parce que, par exemple, il se sent bien là où il est, ou pour des raisons familiales ne veut pas déménager. Si c'est le cas tout recommence : la commission d'exploration proposera un autre nom et ainsi de suite.

Supposons que le pressenti est prêt à accepter sa nomination. Ceci ne signifie qu'un accord de principe, sachant que le deuxième et le troisième acte du processus de nomination restent encore à venir. L'étape suivante sera de discuter avec le doyen les conditions financières de la nomination. La chaire n'y participe pas car elle n'a pas son mot à dire. Le traitement est une affaire rigoureusement privée. Ni les autres professeurs de la chaire, ni même le titulaire de chaire ne savent combien touche leur collègue. Le traitement regarde uniquement le candidat et le doyen. Un économiste est relativement peu cher, car il suffit de lui donner un salaire, et éventuellement de l'aider financièrement pour se loger s'il vient d'une autre ville.<sup>†</sup> Un

\* La plupart des postes de nouveaux *full professors* est pourvue par des universitaires invités de l'extérieur. La procédure peut diverger quelque peu si le poste est pourvu par promotion interne. Un *associate professor* décide lui-même s'il accepte de se soumettre à la procédure de *tenure review*. C'est une décision risquée car elle se termine souvent par le refus de la *tenure*, ce qui est psychologiquement très difficile à supporter. Pour prévenir cela, beaucoup préfèrent passer dans une autre université, à un endroit où on leur propose une promotion, un poste de titulaire.

<sup>†</sup> Il est vrai que du point de vue du salaire, les économistes ont des revenus relativement élevés au sein du monde académique, parce qu'ils sont assez recherchés sur le marché du travail. Les meilleurs d'entre eux sont demandés

physicien ou un chimiste nécessite des investissements autrement plus élevés car il peut demander un laboratoire qui peut se compter en millions de dollars, et une équipe pour l'assister. Dans le cas des enseignants au rang de *full professor* il n'existe aucune grille fixe de salaire, qui s'appliquerait au nouveau membre du corps enseignant. Le doyen et l'universitaire invité au poste professoral se mettent d'accord dans le cadre de négociations individuelles quant au traitement et toutes autres conditions matérielles.

Si le doyen et le candidat pressenti se mettent d'accord, alors le doyen fait une proposition au président de l'université pour la nomination. Chaque membre de la chaire écrit une lettre au doyen dans laquelle il explique son vote, positif ou négatif. Le président reçoit ces déclarations des membres de la chaire ainsi que les « lettres aveugles ».

Les conditions nécessaires de la nomination sont l'accord du doyen et le vote majoritaire de la chaire. Conditions nécessaires mais non suffisantes. L'université veut être sûre qu'aucune coterie scientifique, idéologique, politique ou partageant une certaine vision du monde ne s'est formée et n'a pris la majorité pour faire entrer à tout prix son protégé. Un nouveau contrôle impartial est encore nécessaire. À cette fin le président nomme une commission dite ad hoc. Un membre de cette commission est un professeur de Harvard compétent dans le domaine mais appartenant à une autre chaire de l'université. (Par exemple un économiste enseignant dans la Business School.) De plus il convie deux experts d'autres universités ; le cas échéant de l'étranger. Les membres de la commission ad hoc reçoivent le dossier du candidat à l'avance et, s'ils en acceptent la charge, doivent lire à fond les travaux de ce candidat.

Ensuite le président, le doyen et les membres de la commission ad hoc se réunissent dans le plus grand secret dans le bureau du président. (J'ai moi-même été une fois membre d'une telle commission ad hoc à propos d'une nomination en cours dans une autre chaire, et j'ai pu observer la procédure.) L'événement commence par l'audition de « témoins ». Le titulaire de la chaire ne participe pas à la séance ; il est le premier « témoin » qui résume le point de vue de la majorité de la chaire. Les participants de la séance lui posent leurs questions puis il quitte les lieux. Ensuite c'est le tour des autres « témoins », avant tout celui des experts de la sous-discipline en question. On écoute aussi les « témoins » qui étaient opposés à la nomination. Les membres du comité souhaitent connaître le mieux possible les arguments des opposants. Quand l'audition des témoins a pris fin, le président demande un par un aux membres de la commission ad hoc de prendre position et de dire pourquoi ils sont pour ou contre la nomination. Ici on ne vote pas – cette commission n'a pas droit de décision. Ensuite le président invite la compagnie à déjeuner et la séance se termine.

---

également dans les sphères gouvernementales et dans les affaires, ce qui fait monter les rémunérations.

Vient ensuite la phase finale : le président décide.\* Dans la majorité des cas il accepte la proposition de la chaire et du doyen, mais le contraire peut très bien se produire. Une décision négative du président fait toujours grand bruit.

Le processus qui commence par la définition d'un poste de travail à pourvoir et qui se termine par la nomination officielle peut facilement durer un an ou deux.

La découverte de cette procédure m'a très fortement impressionné. J'étais habitué à ce que chez moi les « questions de personnel » soient traitées de façon partielle et souvent cynique. Je ne prétends pas que des critères professionnels ne jouaient aucun rôle chez nous, mais ce qui comptait vraiment c'était le réseau de relations personnelles de la personne à promouvoir. Quelles forces tentent de pousser quelqu'un ou de lui mettre des bâtons dans les roues ? Sur la base de critères politiques ? En contrepartie de sa loyauté personnelle, comme un retour d'ascenseur pour un service reçu ou espéré dans l'avenir, ou simplement par copinage ? J'ai été impressionné par l'importance de la primauté des résultats scientifiques à l'Université Harvard. Les professeurs s'identifient volontiers au souci de prestige de leur université : ils veulent contribuer par leur choix à conserver le rang de numéro un de Harvard.<sup>†</sup> De nombreuses personnes par ailleurs très occupées consacrent beaucoup de temps et beaucoup de réunions à faire le bon choix. Le corps professoral de l'université a le sentiment que c'est la décision *la plus importante* qu'ils doivent prendre. Si les professeurs sont bons, tout va bien. S'ils ne sont pas assez bons, l'université déclinera inévitablement au niveau de la médiocrité.

Personne ne prétend que cette procédure traditionnelle et bien préservée fonctionne à la perfection. Des erreurs peuvent se produire. Il peut arriver qu'un élu ne réponde pas aux attentes investies en lui. Il y en a aussi d'autres qui n'ont pas été acceptés et qui plus tard on fait une brillante carrière. L'histoire de Paul Samuelson est légendaire. Il avait fait ses études à Harvard sous la direction de Schumpeter. Il avait remis comme thèse de PhD

---

\* Au sens strict c'est l'organe officiel suprême de l'université Harvard qui prend la décision, sur proposition du président. Mais ce n'est qu'une formalité, la véritable décision finale est entre les mains du président.

<sup>†</sup> Une bonne partie de l'opinion publique américaine considère traditionnellement Harvard comme l'université la plus prestigieuse. De nos jours plusieurs institutions se consacrent à la hiérarchisation des universités en utilisant diverses méthodes de mesure. Je ne cite ici qu'une source : *The Times Higher Education Supplement*, qui combine plusieurs critères (sondages d'opinion menés dans le milieu des universitaires, fréquence des citations des œuvres des enseignants, taux d'encadrement professeurs/étudiants, etc.) pour classer systématiquement les universités du monde. Le classement de 2004 a placé l'Université Harvard à la première place ; en lui attribuant 100 points, la deuxième université a obtenu 88 et la troisième 79 points.

son œuvre devenue un classique, *Les fondements de l'analyse économique* (*Foundations of Economic Analysis*).<sup>190</sup> C'était un brillant mathématicien à une époque où ce n'était encore nullement attendu dans la profession d'économiste. Et pourtant l'Université Harvard ne lui a jamais proposé un poste de professeur.\* Il a été embauché par le Massachusetts Institute of Technology, également situé à Cambridge, le MIT, c'est lui qui y a réorganisé la chaire de sciences économiques. Samuelson est le premier économiste américain qui a reçu le Prix Nobel.

Il est possible que l'échelle de la sélection placée très haut ait contribué à ce que l'extérieur appelle « l'arrogance de Harvard ». Comme c'est souvent le cas dans des assemblées fières de leurs traditions et de leurs résultats, les professeurs de Harvard eux-mêmes n'ont pas le sentiment d'être hautains – même si les autres le leurs reprochent.

Toujours est-il que même si cette procédure de nomination comporte aussi ses inconvénients, je l'ai observée et servie avec respect et admiration aussi longtemps que j'y ai participé.

### *Nous déménageons à Cambridge*

Maintenant je peux revenir à l'histoire de ma propre nomination. En travaillant sur mon autobiographie, l'idée m'est venue de pouvoir peut-être, si longtemps après, avoir accès aux documents, procès-verbaux, « lettres aveugles » écrites tout au long de la procédure. J'ai demandé conseil à des collègues expérimentés, ils m'ont tous dissuadé de poser la question. Ils m'ont rappelé ce que j'étais censé savoir moi-même : l'un des fondements de la procédure est son caractère secret. Ceux qui interviennent dans la désignation d'un candidat, le font en étant certains que leurs remarques ne parviendront jamais, en aucune circonstance, aux oreilles de l'intéressé. C'est cela qui les encourage à exprimer en toute tranquillité même des avis négatifs. De cette façon cela ne menace pas leurs relations avec leurs collègues si d'aventure dans l'avenir ils partagent le même lieu de travail ou participent ensemble à des conférences. Le principe du secret ne serait en revanche pas violé, selon mes conseillers, si je me contentais de demander à l'un ou l'autre de mes collègues de la chaire comment ils se souviennent personnellement des événements.

Maintenant, a posteriori, sur la base de la connaissance des différentes phases de la procédure générale acquise ultérieurement, l'histoire se dessine devant mes yeux, au moins dans ses grandes lignes. Un jour, aux environs de 1983-1984, à la chaire d'économie de Harvard, l'idée a dû naître qu'il faudrait un spécialiste de l'étude des économies communistes. La recherche

\* Pourquoi non ? Certains l'expliquent par l'antisémitisme qui avait encore cours à l'époque. D'autres pensent que des professeurs à l'ancienne, ne connaissant rien aux mathématiques, craignaient l'esprit vif, l'œil critique de Samuelson.

pouvait être rendue particulièrement d'actualité par le fait que Abram Bergson, le savant le plus éminent des soviétologues américains, qui, en plus de ce thème important avait inscrit son nom dans l'histoire de la théorie de l'économie du bien-être (*welfare economics*) par la création de la fonction de bien-être social qui porte son nom, s'apprétait à prendre sa retraite. Mon nom a dû être avancé à un moment quelconque de la procédure de recherche. J'avais des confrères qui me connaissaient personnellement dans plusieurs universités américaines ; quelques-uns étaient même mes amis, mais il se trouve qu'à Harvard je n'avais aucune relation proche. Tout au plus avais-je rencontré un ou deux professeurs en passant, lors d'une réunion. Ils ont donc souhaité faire ma connaissance.

Ils m'ont d'abord invité à faire une conférence, elle a été suivie d'un dîner et d'une conversation professionnelle entre la poire et le fromage. Le pas suivant a été une invitation comme professeur associé pendant un an. En effet, ils m'ont proposé le prestigieux « Taussig Professorship » pour l'année 1984-1985. Je devais emménager là-bas, la chaire me procurait un logement, je devais assurer un unique cours et je pouvais consacrer le restant de mon temps à la recherche. J'ai accepté l'invitation avec une grande joie. Nous avons déménagé de Princeton à Cambridge.

J'ai donc tenu pour la première fois la série de cours que j'ai ensuite améliorée, élargie d'année en année – jusqu'à la prendre pour base de mon livre *Le Système socialiste*. J'ai fait la connaissance de Harvard et en même temps, maintenant c'est une évidence, les économistes de Harvard ont aussi fait ma connaissance. À l'occasion de mon invitation comme professeur associé ils m'avaient demandé ma biographie, et nombre de mes publications. Je devine que ces documents passaient de main en main pendant la procédure d'exploration.

Enfin le grand jour est arrivé, celui que j'ai appelé la fin du premier acte. Le titulaire de la chaire d'économie de l'Université Harvard, le professeur Jerry Green, m'a fait savoir que la chaire avait décidé de m'inviter en qualité de professeur. Le doyen était prêt à me recevoir pour négocier les conditions.

(Maintenant, vingt ans plus tard, j'ai demandé par courrier à Jerry Green ce qu'il pourrait me rapporter des événements d'alors. Je cite un passage de sa réponse : « nous avons chargé une sous-commission de lire quelques-uns de tes travaux et de nous faire un compte-rendu. Le résultat ne laissait aucun doute... L'assemblée des professeurs a voté ta nomination à l'unanimité... Je ne pense pas que quiconque s'opposerait à ce que je te rapporte cela tant d'années plus tard... »)<sup>191</sup>.

Lorsque les choses en sont arrivées là, j'avais déjà reçu trois autres offres de postes. J'étais invité par la London School of Economics, la première université occidentale à laquelle j'avais rendu visite ; j'étais invité par UCLA, l'université de Los Angeles faisant partie du réseau universitaire de l'État de Californie. Enfin, quelque chose de très concurrentiel avec l'invitation de Harvard et qui avait également dépassé le stade du scrutin

dans le cadre de la chaire et m'attendait avec une offre toute prête : Stanford. J'ai rencontré le doyen de l'Université Harvard, puis nous nous sommes rendus, ma femme et moi, à Stanford pour découvrir les possibilités là-bas. Nous avons réduit notre présélection à cette alternative : Harvard ou Stanford.

Beaucoup de choses m'attiraient à Stanford. Si je ne connaissais guère de confrères de Harvard, j'étais déjà lié d'amitié à plusieurs collègues à Stanford : Kenneth Arrow, Tibor Scitovsky, Alan Manne et Masahiko Aoki qui était devenu un ami lors de ma première visite en 1968. Une extraordinaire équipe était réunie là-bas, comptant comme la principale rivale professionnelle de Harvard et du MIT. Il fallait y ajouter la beauté du site, de la Californie, de l'océan et des forêts, la proximité excitante de San Francisco. Quand les alternatives sont aussi alléchantes, le choix est très difficile !

La tension de la décision nous a rendus malades au sens strict du mot. Le titulaire de la chaire de Stanford nous a prêté pour un week-end sa résidence au bord de la mer. Nous étions là, saturés de bonnes nouvelles, de possibilités et de tentations, dans un environnement naturel féerique – et j'ai été saisi d'un lumbago extrêmement douloureux, j'étais incapable de bouger. Je suppose qu'il s'était déclenché sous l'effet du stress. En même temps ma femme avait de la fièvre, causée par une infection. Scitovsky et sa femme sont venus nous chercher en voiture pour nous ramener à Stanford.

Finalement, après une longue hésitation nous avons opté pour que j'accepte l'Université Harvard. Les principaux arguments étaient d'ordre professionnel. La concentration des forces intellectuelles paraissait là-bas encore plus grande qu'à toute autre université, surtout si on compte aussi le MIT et les autres universités de la région de Boston. Cela était certainement vrai dans mon domaine : à Harvard et dans les lieux de recherche environnants beaucoup plus de chercheurs se consacraient à l'étude de l'Union soviétique, de l'Europe de l'Est et de la Chine, ainsi que de la comparaison de leurs systèmes économiques, qu'à Stanford.

Nous adorions la Californie, mais nous avons fait la connaissance de Boston et l'avons beaucoup aimé aussi, la plus anglaise, la plus européenne de toutes les villes américaines. Nous ne nous y sentions pas dépayrés. Il y avait un autre critère qu'il fallait faire entrer en ligne de compte. Aux deux endroits j'avais précisé que je ne passerais que la moitié de mon temps en Amérique. Je garderais l'autre moitié sans traitement, pour pouvoir aussi travailler en Hongrie. Les deux universités ont accepté cette condition, sans grand enthousiasme, elles auraient préféré toute ma présence et toute mon énergie. Mais puisque nous avions décidé de faire ainsi la navette, Boston était beaucoup plus près de Budapest que San Francisco.

Je me suis mis d'accord avec le doyen. Ils m'ont promis de nous aider pour trouver et aménager un logement permanent. En plus du salaire, ils ont accepté de couvrir les frais de voyage annuel pour deux personnes entre

Budapest et Boston. En même temps ils m'ont averti que ce n'était pour le moment qu'une proposition, je devais attendre la décision définitive qui pouvait encore être négative.

Des semaines ont passé ainsi dans une attente tendue. (Je n'ai compris que plus tard que c'était le temps de la convocation d'une commission ad hoc.) Enfin la décision définitive est arrivée : j'ai été nommé professeur de l'Université Harvard.

Nous nous sommes mis à chercher un logement, et nous avons fini par choisir un appartement dans une copropriété en construction, proche de l'achèvement. La tradition anglo-saxonne voulait qu'on donne des noms aux maisons. La nôtre s'appelait *University Green*. Elle se trouvait dans une partie de Auburn Street, assez proche du campus universitaire et de Harvard Square. Il se trouve que c'est le centre de la vie de Cambridge. La place est bordée sur un côté par le cœur du complexe universitaire, avec dedans Harvard Yard, les plus anciens amphithéâtres de l'université, les principaux bâtiments administratifs et le parc qui entoure l'internat. La place est en outre bordée de bureaux, de restaurants, de banques et de commerces – et le plus important, de librairies ouvertes jusque tard dans la nuit. Les samedis et les dimanches Harvard Square est envahi de musiciens de rues, d'acrobates et de marchands, quelquefois la place ressemble à une véritable foire. Nous trouver près de la pulsation enchanteresse de Harvard Square, cela a rendu le choix du logement particulièrement heureux.

Nous sommes rentrés à Budapest pour l'année universitaire 1985-1986. En revenant à Cambridge en automne 1986, nous avons logé quelques nuits au club de l'université. Nous avions hâte d'occuper notre nouvel appartement. Il était prêt mais complètement vide. Des amis nous ont prêté deux matelas, le temps de meubler notre nouveau foyer.

#### *Joies et difficultés de l'enseignement*

Le destin a voulu que j'aie commencé à enseigner, comme occupation principale, à un âge où les autres possèdent déjà une routine de plusieurs dizaines d'années, et ils n'ont plus besoin de beaucoup de temps pour préparer leurs cours.

Comparons ma situation avec celle d'un autre collègue de Harvard qui enseigne, mettons, la microéconomie. Il a assimilé sa matière à l'âge où il était étudiant, tout en observant la méthode de ses professeurs pour organiser les cours. Il n'avait pas encore trente ans quand on l'a nommé maître de conférences. Aujourd'hui il a, mettons, entre cinquante et soixante ans, et il enseigne toujours les mêmes choses depuis deux ou trois décennies. Il doit chaque année apporter un minimum de changements à ses cours dans la mesure où la littérature a produit dans l'année de nouvelles idées dignes d'être enseignées, et il doit au plus mettre à jour les données statistiques dans ses notes. Il n'a pas trop de difficultés pour insérer ses propres résultats de

recherche dans l'un ou l'autre de ses cours. C'est une pratique parfaitement permise et assez répandue qu'un professeur reprenne toute prête la structure d'un manuel apprécié, ou qu'éventuellement il compose son cours en piochant dans plusieurs manuels et les complète de ses propres résultats.

Moi, j'ai dû tout démarrer à l'âge de cinquante-six ans. La matière principale que j'enseignais portait comme titre *L'économie politique du système socialiste*. J'enseignais exclusivement à des étudiants graduate, qui suivaient des programmes de Master ou de PhD. Il existait des manuels occidentaux sur le sujet, je recommandais quelquefois un chapitre ou un autre dans ces manuels – mais je préférais construire le sujet à ma façon. Je n'avais jamais suivi des cours d'autres professeurs dans mon domaine ; je ne pouvais pas savoir comment procèdent les autres et comment procéder moi-même. Évidemment j'avais recours à la vaste littérature existante, mais ce que je voulais dire et comment je voulais le dire, je l'ai finalement élaboré moi-même de la première à la dernière phrase.

Qui plus est, ici il ne s'agit pas d'une sous discipline connue, comme le sont par exemple la microéconomie ou la macroéconomie. Dans ces dernières la réalité représentée par la théorie est passablement solide, le changement d'une année sur l'autre est à peine perceptible. Mais parler de l'économie socialiste était un défi comme par exemple tirer sur une cible en mouvement. J'ai commencé à enseigner à Harvard au milieu des années 1980. À cette époque tout bouillonnait dans le camp communiste, des événements d'une importance historique se succédaient. En URSS c'était le début de la *glasnost* et de la *perestroïka*. Des millions de Chinois ont manifesté sur la Place Tienanmen, et cela fut suivi d'une sanglante répression.\* Et enfin le grand tournant : la chute du mur de Berlin. J'ai dû rebaptiser mon cours : *L'économie politique du système socialiste et de la transition post-socialiste*. Il est vrai que ce que j'expliquais plus tôt, avant le changement de régime, aux étudiants sur l'économie communiste et les réformes qui se déroulaient dans le cadre de ce système, restait toujours valable. Mais je devais rendre la première partie de mon cours un peu plus courte pour laisser du temps à la seconde partie, l'explication des problèmes de la transition post-socialiste. On ne manquait pas d'informations, les nouvelles fraîches arrivaient en masse, mais bien sûr il ne fallait pas confondre un cours universitaire avec une revue de presse improvisée. Il convenait de tenter une analyse systématique aussi approfondie que possible.

---

\* Pendant les événements dramatiques de Pékin, ma femme et moi étions littéralement scotchés au petit écran où étaient retransmis en direct d'abord l'éclatement du mouvement des étudiants chinois, puis son écrasement. À nous qui avions vécu 1956 en Hongrie, les images n'étaient pas inconnues. Nous compatissons profondément avec mes étudiants chinois, nous discutions beaucoup des événements avec eux.

Je crois que mes collègues de la chaire n'ont pas perçu à quel défi difficile je devais faire face. Je devais rattraper cet avantage qu'avaient donné aux autres l'enseignement et l'expérience des universités occidentales. En même temps je devais maîtriser les difficultés intellectuelles du sujet. J'ai dû aussi surmonter des doutes et des hésitations, et même un sentiment d'infériorité professionnelle pour oser me tenir devant les étudiants de Harvard. C'était des jeunes gens qui dans un univers d'excellence avaient été sélectionnés avec la plus sévère exigence, et qui avaient l'habitude d'écouter tous les cours avec un fort esprit critique.

J'ai certainement dû commettre des maladresses. Mon incorrigible accent hongrois ne devait pas être une joie pour mes auditeurs. Toutefois je dois constater avec satisfaction que j'ai réussi à gagner l'attention et le respect des étudiants. Par rapport aux effectifs habituels des cours *graduate* non obligatoires le nombre des participants était exceptionnellement élevé. Les effectifs du départ non seulement ne se sont pas effrités, mais enflaient régulièrement.\* Bien sûr, les événements politiques plaçaient de plus en plus au premier plan les problèmes des systèmes communistes. Mais la réputation croissante de mes cours a aussi dû jouer un rôle.

À l'Université Harvard le professeur n'est pas le seul à attribuer des notes. À la fin de l'année on distribue aux étudiants des questionnaires où, sous le couvert de l'anonymat, ils donnent leur opinion sur le travail de l'enseignant ; ils remettent le questionnaire rempli à la chaire. Je garde encore ces questionnaires avec fierté. Il y avait quelques reproches récurrents, comme par exemple des mécontentements quant à ma sélection des lectures obligatoires et conseillées. J'appréhendais que certains protestent car je n'écrivais pas de formule au tableau ou parce que je ne proposais pas de modèle mathématique. Pour quelques étudiants, effectivement, ma série de conférences n'était pas suffisamment « technique », mais cette critique était relativement rare. Le contraire était bien plus fréquent. Beaucoup d'étudiants se disaient ravis de fréquenter mes cours, trouvaient rafraîchissant mon style discursif. J'avais l'habitude d'illustrer mes cours par mon vécu personnel, par des observations de première main. Je me référais parfois à des films ou des romans qui permettaient aux étudiants d'enrichir leur image des caractéristiques des systèmes communistes. Cette approche avec un large horizon était appréciée par les étudiants, elle rendait crédible à leurs yeux la description d'un monde si lointain pour eux. Ce qui devait aussi renforcer l'intérêt des cours, c'est

---

\* Au début de chaque année nous faisions un pari avec ma femme : combien d'étudiants allaient s'inscrire à mon cours ? Nous mettions chacun un nombre sous enveloppe et celui dont l'estimation était la plus proche des inscriptions effectives gagnait. Ma prévision était toujours plus pessimiste que celle de ma femme ; elle a toujours gagné. Le vainqueur pouvait choisir le restaurant où nous irions fêter cela le soir.

qu'aux questions curieuses, voire impertinentes, souvent même très personnelles, je répondais toujours avec sincérité.

La philosophie et la méthodologie sur lesquelles j'ai bâti mes cours et les écrits que j'utilisais dans mon enseignement, divergeaient sous plusieurs aspects de celles que les jeunes connaissaient dans leurs autres cours. Mais non seulement cette différence ne les rebutait pas, au contraire, c'était un de leurs吸引. Dans plusieurs réponses aux questionnaires les étudiants disaient apprécier que ce que j'enseignais ne fût pas de l'économie au sens étroit, mais englobait aussi l'analyse des structures politiques et idéologiques, les rapports sociaux du système socialiste. Autrefois c'était l'une des plus grandes figures d'une vision intégrée des sciences sociales, Schumpeter, qui avait enseigné à cette chaire – mais maintenant, un demi-siècle plus tard, il était rare que l'étudiant rencontre une approche interdisciplinaire.

Je ne veux pas surestimer l'importance des retours qui me venaient de ces questionnaires. Ce n'était pas une analyse complète de tous les étudiants en PhD de Harvard. Il s'agissait ici d'un cas que les sondeurs d'opinion publique appellent un échantillon auto sélectionné. Mon cours ne faisait pas partie des matières obligatoires. Il n'était qu'un choix facultatif de l'étudiant, mais une fois inscrit, il devait le suivre jusqu'au bout et passer l'examen. Ne s'inscrivaient chez moi que ceux qui étaient attirés par le sujet, et qui, grâce aux comptes rendus des promotions précédentes, savaient plus ou moins à quoi s'attendre. Je ne prétends donc pas que mon approche attirait les étudiants de Harvard. Je n'ai tiré que des conclusions bien plus modestes. Dans l'excitation et l'anxiété que je ressentais, je pouvais constater, rassuré, année après année, qu'il y avait de nombreux étudiants pour qui mes cours étaient sources de plaisir intellectuel, et qui grâce à mon enseignement et mes écrits recevaient des réponses stimulantes à leurs questions.

### *Diversité et tolérance*

L'esprit de mes cours différait des autres sous certains aspects sans que ce fût quelque chose d'exceptionnel. L'Université Harvard, de même que beaucoup d'autres institutions américaines d'enseignement supérieur, s'efforcent expressément d'offrir une grande diversité. L'étudiant peut choisir entre des courants intellectuels, des philosophies, des écoles scientifiques divergentes.

Amartya Sen partageait son temps entre la chaire d'économie et la chaire de philosophie. Durant plusieurs années il a dirigé un séminaire commun de philosophie avec Robert Nozick. Le jour où est paru *Anarchie, État et utopie* (*Anarchy, State and Utopia*) de Nozick, il a été considéré comme la nouvelle

étoile libertarienne.\* Sen était à l'autre extrémité du spectre politique : il étudiait les problèmes de la pauvreté et de la famine, et exigeait que l'État assume sans condition un rôle redistributeur. La divergence de leurs vues ne les empêchait pas d'être des amis sincères, et c'est justement cela qui rendait leur séminaire commun étincelant d'intérêt.

Au sein de notre chaire aussi on pouvait retrouver les différents courants des conceptions économiques, et les représentants d'idéologies politiques non seulement divergentes mais durement rivales. Steve Marglin, économiste de gauche radicale, ainsi que quelques keynésiens à l'ancienne enseignaient ici. Il y avait aussi parmi nous Robert Barro qui non seulement conduisait des recherches théoriques d'une importance pionnière, mais aussi intervenait régulièrement sur les questions de politique économique du jour dans les pages du quotidien le plus conservateur, le *Wall Street Journal*. Certains professeurs avaient servi plus ou moins longtemps dans l'administration présidentielle, avant de revenir à l'université. À mon arrivée John Kenneth Galbraith avait plus de quatre-vingts ans, vivait en retraité, il revenait néanmoins à la chaire de temps à autre (et nous apercevions régulièrement aussi sa silhouette de grand escogriffe à la piscine). Sa célébrité était énorme, bien sûr par ses livres, mais aussi parce qu'il avait appartenu aux proches entourages des présidents Kennedy et Johnson, et il avait aussi représenté les Etats-Unis comme ambassadeur en Inde. L'enseignement économique de base des étudiants *undergraduate*, cette tâche gigantesque d'organisation et de pédagogie, était tenu en main par Martin Feldstein. Il se trouvait sur l'autre hémisphère de la politique, il avait été pendant des années premier conseiller du président Reagan. Larry Summers était aussi notre collègue jusqu'à ce qu'il échange l'enseignement contre le service public : il a d'abord été vice-président de la Banque Mondiale, puis vice-ministre des finances du gouvernement Clinton, et enfin ministre des finances. À la fin de la présidence Clinton Larry Summers est revenu à Harvard. Son nom figurait toujours sur la liste des professeurs de la chaire d'économie, mais il est devenu le président de l'université en 2001. De même qu'à la chaire de philosophie, dans l'enseignement de l'économie aussi on trouvait un « couple de professeurs » le conservateur Robert Barro et le réformiste Gregory Mankiw, qui s'affrontaient dans un séminaire commun devant les étudiants.

Même si pendant l'enseignement, les cours, les manifestations publiques, les polémiques tendues ne manquaient pas, et qu'il était notoire que les professeurs sympathisaient avec les côtés opposés du spectre politique, il n'y a jamais eu de conflits autour de conceptions politiques ou d'idéologies divergentes dans les assemblées de la chaire. Les débats, les différences de

---

\* Nozick a modifié plus tard certains aspects des vues radicalement libertariennes de sa jeunesse. Malheureusement cet homme aux idées audacieuses, à la plume brillante, à l'humour chaleureux, est décédé à l'apogée de ses capacités en 2002.

vues n'excluaient pas une coopération positive. J'étais peut-être le seul à m'en étonner, pour tous les autres c'était naturel.

Un couple faisait partie de nos amis les plus chers : le mari était républicain, la femme démocrate. Nous nous amusions chaque fois quand au vu et au su des amis l'épouse à la langue bien pendue faisait des remarques ironiques sur les vues conservatrices de son mari. Cela ne les dérangeait nullement dans leur « coexistence pacifique » de plusieurs dizaines d'années. Nous avons forcément dû penser au cas d'amis hongrois qui après le changement de système nous ont expliqué avec tristesse qu'il leur était difficile de se retrouver aux déjeuners du dimanche avec leurs enfants adultes parce que les jeunes ménages tolèrent très mal entre eux les différences de vues politiques.

### *Rigueur éthique*

L'importance qu'attribuent les enseignants de Harvard au respect des exigences éthiques relatives au travail m'a fait grande impression. Il serait intéressant et instructif d'observer ce qui a changé dans les universités américaines depuis qu'on a pris des mesures énergiques contre le harcèlement sexuel des étudiantes, et qu'on a interdit aux enseignants tout rapport avec elles.\* Je n'ai pas acquis d'expérience directe de tels incidents, et les commérages qui devaient circuler ne sont pas parvenus à mes oreilles. Dans ces années tumultueuses, le comportement *politically correct* exigeait que les enseignants hommes gardent leurs distances même envers les collègues femmes, le mieux était de ne même pas apercevoir que l'autre était une femme. Moi, à Harvard, comme à Budapest, je faisais sans hésiter des compliments sur la nouvelle robe ou la coiffure de mes collègues féminines quand je les trouvais jolies, et à l'occasion je les asticotais un peu dans le cas contraire, sans me préoccuper de savoir si mon style était politiquement correct ou non. J'avais l'impression que les collègues aimait mieux ce ton humain qu'une retenue hypocrite.

Mais je crois que ce sujet ne mérite pas un excès d'intérêt, consacrons-nous plutôt aux problèmes éthiques liés à l'enseignement et à la recherche.

De nos jours la recherche fondamentale, la recherche appliquée et l'utilisation des résultats de recherches à des fins commerciales sont étroitement liées. Où finit l'activité académique menée de façon altruiste dans l'intérêt de la science, et où commence le travail motivé par un intérêt financier ? Dans le monde de l'Université Harvard on n'essaye pas de

---

\* Galbraith, dans une lettre de confession écrite dans le journal des étudiants, a avoué avoir, jeune assistant, succombé à ce péché. La jeune étudiante qu'il avait approchée était devenue sa femme et ils vivent toujours ensemble.

contourner hypocritement ce problème.\* Les financements venant du monde des affaires constituent une source financière importante de la recherche. L'université essaye d'établir des règles claires pour déterminer, au-delà de la délimitation des actes *légalement* autorisés ou interdits, ce qui est *éthiquement* acceptable ou inacceptable.

On distingue à l'université deux types de situations de conflit : le conflit d'intérêt et le conflit d'engagement (*conflict of commitment*). C'est un devoir moral du professeur ou d'un autre membre de l'université de respecter les intérêts matériels de cette dernière. (Par exemple ne pas utiliser l'équipement d'un laboratoire universitaire pour une recherche sans paiement pour l'université en contrepartie, dans le cas où la rémunération de cette recherche vient d'une entreprise privée.) Si quelqu'un assume deux activités – par exemple, à côté de son activité universitaire, travailler aussi pour une entreprise dans le cadre d'un contrat privé –, la seconde ne doit pas se réaliser au détriment de la première.

Les organismes de renseignement américains et les services secrets confient de temps en temps des tâches à des universitaires. Il ne s'agit pas de services d'espionnage comme on le voit dans des films, quand l'agent secret pénètre dans un bureau inconnu pour y voler des données militaires. Restons au niveau des économistes : il était connu que la CIA faisait régulièrement réaliser des estimations par des experts américains sur le PIB de l'Union soviétique, car à juste titre ils ne faisaient pas confiance aux rapports statistiques soviétiques. C'est une tâche scientifique sérieuse, et un économiste américain se sentant politiquement engagé pour son pays ne voyait rien de répréhensible à accepter ce genre de tâche. Bien sûr, mais que deviendrait l'indépendance et l'intégrité politique de l'université si ses collaborateurs menaient une activité pour des organismes de renseignement ? Peut-on tolérer que des universitaires touchent en secret une aide financière de l'armée ou des services de renseignement pour leur travail de recherche ? Une telle pratique ne se prêterait-elle pas à des attaques politiques à l'intérieur des frontières ou sur le plan international ?

L'université a analysé ce problème, et a établi la règle qui suit. Aucune recherche qualifiée de « secrète » ne peut être menée sur le campus universitaire. En ce qui concerne le travail fait à titre de consultant, chacun doit décider en conscience s'il accepte ou non une aide financière de l'armée ou des services de renseignement pour un travail de recherche mené en son propre nom. Mais dans ce cas il est tenu de le déclarer ouvertement. Par

---

\* On a formé une commission dont les membres étaient des professeurs et dont le président était un très haut fonctionnaire de l'Université Harvard, qui a publié un rapport détaillé sur ce problème et a formulé des propositions concrètes pour réglementer les contacts et les collaborations entre l'Université et le monde des affaires, et pour esquisser les principes en vue de régler d'éventuels conflits d'intérêt.

exemple s'il publie les résultats de sa recherche, le chercheur est tenu d'ajouter que son travail a été financé par le Pentagone ou la CIA.

Même si ces prescriptions et règlements paraissent solides, réfléchis et détaillés, il peut se produire des cas limite entre ce qui est permis et ce qui ne l'est pas. À cette fin, divers comités éthiques ont été créés à Harvard. Un enseignant ou autre collaborateur de Harvard peut spontanément demander conseil au comité ou, dans des cas plus simples, à un de ses membres.\* Le comité peut aussi lancer une enquête s'il apprend l'existence d'un cas qui lui semble éthiquement problématique.

Des initiés n'ignorent pas qu'à Harvard (à l'instar d'autres universités américaines éminentes) des cas paraissant suspects, éthiquement discutables, se sont produits. Je n'affirme pas qu'il n'y a pas de failles dans le système institutionnel censé défendre la pureté éthique de la recherche et de l'enseignement. Il reste encore de quoi faire. Néanmoins je peux affirmer que si, rarement, une histoire paraissant douteuse venait sur le tapis, les universitaires avec lesquels j'étais en contact ne réglaient pas la chose d'un cynique haussement d'épaule. Ils ont chaque fois réaffirmé, aussi bien en public que dans des conversations privées, que l'Université Harvard attend sans condition un comportement éthique de tous ses collaborateurs.

---

\* Cela m'est personnellement arrivé une fois. J'ai reçu un cadeau d'un étudiant et je n'étais pas sûr de pouvoir l'accepter. Étant donné que le cadeau avait plutôt une intention symbolique, sans grande valeur matérielle, et que l'étudiant avait déjà terminé ses examens, le conseil m'a été donné de l'accepter et de ne pas blesser la susceptibilité de l'étudiant par un refus.

## CHEZ MOI EN HONGRIE - CHEZ MOI DANS LE MONDE

1985-

À l'Université Harvard, en m'offrant un poste, on aurait aimé que j'y travaille à plein temps. Ils ont encore réitéré ce souhait plus tard. Ils m'ont fait clairement comprendre que si je souhaitais demander la nationalité américaine, l'université me soutiendrait de tout son poids. Ou, si je ne désirais pas aller jusque-là, que je demande au moins une carte de séjour permanente, mieux connue sous le nom de « carte verte », avec le soutien de l'université. J'ai repoussé chacune de ces propositions. Comme je l'ai déjà mentionné au chapitre précédent, dans le cadre des négociations j'ai insisté pour pouvoir passer la moitié de mon temps en Hongrie.

Pourquoi ?

### *Ce qui m'attache à la Hongrie*

J'aimerais tenir ma promesse faite plus tôt dans ce livre, et revenir sur la question de l'émigration. Je n'ai pas quitté mon pays avec la grande vague de réfugiés qui a suivi l'écrasement de la révolution de 1956. J'ai écarté les offres de l'université anglaise de Cambridge et de l'université américaine de Princeton, qui auraient exigé que je quitte la Hongrie. En 1985, au moment où je négociais avec Harvard (et parallèlement avec d'autres universités américaines qui me faisaient des offres), j'ai encore répondu non à la possibilité de l'émigration. (Si j'ai fixé 1985 comme année de début pour ce chapitre, c'est parce que c'est alors que la question est revenue à l'ordre du jour, et qui plus est sous la forme tranchée d'une décision à prendre.) Je ne peux pas expliquer la décision par des raisons familiales. Nous avons trois enfants, l'un vit en Hongrie, l'une en Suède et le troisième aux Etats-Unis.\*

\* Notre fils Gábor a fait des études d'économie, mais ce n'est pas à l'université, plutôt sur le tas qu'il a appris l'art de créer une entreprise et de la conduire avec succès. Il trouve un grand plaisir à consacrer une partie de son temps libre à enseigner le management à l'université de Pécs en Hongrie, tout en dirigeant avec succès son entreprise d'informatique. Notre fille Judith est également diplômée de l'université de sciences économiques de Budapest, et actuellement elle est directrice de programmes de la Business School de l'université de sciences économiques de

Nos sept petits enfants vivent également dans trois pays différents. Si nous nous rapprochons d'un enfant et de sa famille, nous nous éloignons des autres. Ce sont d'autres facteurs qui ont déterminé notre choix. Nous avons discuté et rediscuté le sujet avec ma femme, et nos avis concordaient non seulement sur la décision à prendre, mais aussi sur les raisons qui y conduisaient. Néanmoins, poursuivant le style de ces mémoires, je continue à écrire en mon propre nom, car je veux relater l'histoire de mes pensées et de mes sentiments.

Je suis attaché par mille liens sentimentaux à ce pays. J'éprouve un plaisir indicible chaque fois qu'au retour de l'étranger ma voiture traverse le Pont aux chaînes ou le Pont Élisabeth sur le Danube et que j'aperçois le panorama de Budapest. Je détenais en deux exemplaires les œuvres des poètes hongrois tels que Arany, Ady, Attila József ou la prose de Frigyes Karinthy ; l'un chez nous à Budapest, l'autre dans notre appartement américain. C'est le portrait de Bartók que j'ai suspendu au mur de mon bureau à Harvard.

Je pense en hongrois. Je ne lis pas mes conférences faites en anglais, je parle librement. Je m'exprime en anglais sans difficulté, mais j'écris plus volontiers (et mieux) en hongrois, et avant la publication de mes livres, je préfère demander à un traducteur professionnel de traduire mon manuscrit hongrois en anglais. Je compte en hongrois, je rêve en hongrois, même si le plus souvent j'oublie mes rêves.

Cela n'aurait pas de sens de dire que j'aime le peuple hongrois. Selon ma philosophie consciente et selon mes sentiments, je n'aime pas faire des déclaration générales sur un groupe quelconque de l'humanité. Il existe des citoyens hongrois que j'aime, et d'autres à l'égard desquels je suis neutre, ou que je méprise, à qui j'en veux, ou que j'accuse de péchés impardonnable. Je pourrais en dire autant des Américains, des Allemands ou des Israéliens. J'ai des amis en Hongrie comme à l'étranger, des amis vrais, des amis sincères. Mais des amis avec lesquels nous nous comprenons à demi-mot, auxquels tout mon passé me lie, je ne peux en trouver qu'en Hongrie.

La Hongrie est le pays dont le destin m'intéresse le plus. Je connais mieux son histoire que celle de tout autre pays. Depuis tout petit c'est avant tout ce qui s'est passé dans ce pays qui me touche le plus. Même quand je passais toute une année en Amérique, j'observais ce qui se passait là-bas en

---

Stockholm et elle organise la formation supérieure de dirigeants des affaires en Suède. Notre fils András est le seul qui a complètement dévié de l'économie : il a obtenu deux PhD, en mathématique et en linguistique. Aujourd'hui il exerce en Amérique une activité de chercheur appliquée dans le domaine le plus actuel, le développement de l'Internet. Il revient souvent volontiers à Budapest où, en tant que professeur à l'Université technique, il aide les doctorants. Tout parent est enclin à être fier de ses enfants. Ce qui nous réjouit le plus c'est que nos trois enfants travaillent dur et sont parfaitement autonomes.

quelque sorte « de l'extérieur » (mais avec une forte empathie). Même là-bas, nous faisions venir les journaux hongrois, et dès que l'Internet a existé nous avons suivi en permanence les nouvelles de Hongrie. Ce qui me préoccupe vraiment « de l'intérieur », c'est ce qui se passe en Hongrie.

Tout sentiment de supériorité nationale m'est étranger. Pourtant j'ai ressenti une grande satisfaction quand le film de István Szabó a reçu un Oscar, quand je voyais un sportif hongrois sur le podium olympique, quand je pouvais relater la pièce « Galilée » de László Németh à mes amis américains, quand venait sur le tapis cette école budapestoise où John (János) Neumann, Eugen (Jenő) Wigner et William (Vilmos) Fellner ont fait leurs études, quand je lisais dans le *New York Times* des articles enthousiastes sur le film *Mon vingtième siècle* de Ildikó Enyedi ou un récital de piano de András Schiff. Cela me faisait toujours chaud au cœur quand à l'étranger, en Amérique, en Chine ou en URSS, peu importe, on parlait avec estime du rôle pionnier d'économistes hongrois dans les débats internationaux sur le socialisme. Faute de mieux c'est pour des cas comme cela que je peux utiliser l'expression de fierté nationale.

Je n'aime pas le langage pathétique ; je ne me réfère jamais à des commandements tels que « c'est ici que tu dois vivre et mourir » de l'hymne hongrois. Je préfère dire, dans le langage sec de l'économiste que je suis cohérent. J'en ai déjà dit un mot sous un autre angle. Je suis demeuré fidèle à mon passeport hongrois, même quand pendant des années on m'a refusé les voyages, et que chaque fois que je voulais partir, j'étais obligé de demander une « fenêtre » (tampon) de sortie ; est-ce maintenant que je devrais l'échanger contre un autre passeport quand les voyages sont enfin devenus plus faciles ? J'ai assumé de rester en Hongrie au temps de la répression et des restrictions à la liberté, avec tous les inconvénients qu'entraînait la nationalité hongroise – et j'aurais dû partir quand l'ancien régime d'alors se relâchait puis se disloquait ?

Dans les motifs de mes résolutions dominent les attaches sentimentales. Mais je dois ajouter que des raisons professionnelles me faisaient aussi rejeter un départ en émigration. En effet, je m'étais spécialisé dans l'étude du système socialiste, puis de la transition postsocialiste. Beaucoup de confrères à l'Ouest aussi se consacraient à ce sujet. Ce qui donne une crédibilité particulière à mon travail depuis mon premier livre jusqu'à mon dernier article, c'est que leur auteur a personnellement observé et vécu ce dont il parle. J'ai fait des quantités de recherches sur des sujets généraux, mais je les ai basés sur des *exemples hongrois*. J'ai souvent exprimé cela dans mes articles : le titre indiquait le sujet général et un sous-titre ajoutait une précision telle que « à la lumière de l'expérience hongroise ». Je ne me suis jamais inquiété que mes lecteurs voient là du provincialisme. C'est cela que je sentais comme principal défi, découvrir – après les recherches factuelles comparatives et la collecte de l'information – dans l'observation partielle, ce qui est général.

C'est le droit souverain de l'individu de décider où il souhaite vivre. Mon système de valeurs accepte parfaitement qu'un individu né en Hongrie décide d'émigrer à un moment de sa vie. Il peut avoir de multiples raisons pour cela, fuite d'une persécution, déception de son environnement social, ou tout simplement le sentiment qu'il trouvera davantage le bonheur ailleurs.

S'agissant d'un intellectuel politiquement actif, il peut exprimer sa protestation politique par l'émigration, comme l'ont fait par exemple Lajos Kossuth, Mihály Károlyi, Oszkár Jászi, Béla Bartók, ou de nombreux hommes politiques démocrates de la période suivant 1945. C'était un geste héroïque de leur part entraînant de grands sacrifices. Je ne considère nullement ces parcours de vie comme moralement inférieurs au fait de rester au pays – mais pas supérieurs non plus. Est-ce que s'en aller est la seule façon d'exprimer son opposition à un régime tyrannique ? Et celui qui n'est pas parti, prouverait-il par le seul fait de rester chez lui qu'il courbe l'échine ? Ce classement est inacceptable de mon point de vue. On peut aussi se terrer en émigration, et on peut garder la tête haute sur sa terre natale. Si quiconque veut porter un jugement moral sur le parcours d'une personne, il doit considérer ses actions effectives et pas seulement le pays où elle a choisi de vivre.

#### *Comparaisons : la vie quotidienne à Cambridge et à Budapest*

Un semestre ici, un semestre là-bas – cette navette me constraint forcément à faire des comparaisons. Qu'est-ce qui est mieux ou moins bien là-bas et ici, ou qu'est-ce qui est tout simplement différent ? Ce n'est pas « l'Amérique » que je comparais à « la Hongrie » ou à « l'Europe de l'Est », mais tout au plus deux petites tranches dans l'énorme ensemble des phénomènes que je rencontrais dans les deux mondes. Je ne compare pas ici les deux régimes ou deux cultures différentes, il y a des centaines de livres et d'essais pour le faire ; j'ai écrit moi-même plusieurs choses sur le sujet. J'aimerais seulement relater quelques souvenirs et impressions personnels. Dans un questionnaire on m'a un jour demandé d'indiquer trois phénomènes qui me plaisaient ou qui me déplaisaient en Amérique. Cela semble offrir un cadre commode.

J'étais saisi par le sourire des Américains. Je ne pense pas du tout au « keep smiling » que l'on dit obligatoire, mais à cette bonne humeur habituelle des professeurs et des étudiants, des vendeurs de magasin et des garçons de café, des reporters des programmes matinaux à la télé et des personnes interviewées, beaucoup plus souvent que chez nous. Je suppose qu'ils ont leurs soucis eux aussi, mais ils se refusent à les transmettre au premier venu. Ma première secrétaire américaine, Madeline LeVasseur, soignait d'abord sa mère gravement malade, puis son mari luttant pendant longtemps contre la mort, avec un dévouement infini. Elle n'avait pas une vie facile. Pourtant, dès que j'entrais dans son bureau, un sourire éclairait

son visage ; jamais je ne l'ai entendue se plaindre. Une autre secrétaire de la chaire, une jolie jeune femme, avait été opérée d'un cancer puis la thérapie lui a fait tomber ses cheveux. Elle plaisantait, elle montrait sa perruque et son nouveau chapeau en souriant, et demandait avec une moue mutine si la couleur s'harmonisait avec le teint de son visage.

Au retour des longues périodes que nous passions là-bas, les plaintes des gens n'arrêtaient pas de pleuvoir sur nous en Hongrie. Elles étaient généralement légitimes – et pourtant la gravité du souci n'est pas le seul facteur qui peut compter, mais aussi notre capacité à les affronter. Quand nous étions encore débutants dans ces fréquents voyages aller et retour, et en revenant à Budapest à la question « Comment vas-tu ? » j'osais répondre, le visage jovial, « très bien », on me rentrait la question : « Vraiment très bien ? Ah, bien sûr, pour toi c'est facile, tu vis en Amérique... » Plus tard je suis devenu plus prudent. Je me préparais à débiter quelques plaintes, ce qui ne manquait pas de nous placer sur la même longueur d'onde.

Nous étions heureux de constater que les Américains à qui nous avions affaire, procédaient de façon correcte et honnête. Je ne compte pas évaluer ici, dans quel régime social ou dans quel pays les abus de pouvoir, la corruption ou le mensonge politique sont plus fréquents. Je ne parle que des petits événements de la vie de tous les jours. Quand je paye à la caisse d'un magasin, me rend-on précisément la monnaie ? Si un artisan promet qu'il vient le mercredi matin à neuf heures, se présente-t-il vraiment le mercredi matin à neuf heures ? Lorsqu'on me donne un renseignement au téléphone, est-il exact ? Si je laisse un message téléphonique à quelqu'un demandant de me rappeler, me rappellera-t-il ? À Cambridge on est bien moins souvent déçu de la fiabilité et de la précision des gens qu'à Budapest.

En Amérique aussi il existe une économie « grise », bien que moindre qu'en Europe de l'Est. Nous l'avons bien sûr croisée, mais je dirais qu'elle fonctionnait selon des règles plus correctes que chez nous. À notre installation nous avions bien sûr besoin d'aide, d'un « fixer », un homme à tout faire qui percerait des trous dans le mur, déplacerait les prises de courant, monterait les rayonnages de la bibliothèque. Steve venait après ses heures de travail, il a tout fait – excepté le montage des tringles à rideaux. Pendant la journée il travaillait chez un monteur de rideaux et il pensait qu'il ne serait pas correct de faire de la concurrence à son propre employeur dans son travail au noir.

Le professionnalisme des Américains et leur discipline de travail en imposent. Dans n'importe quelle activité et à n'importe quel niveau qu'on entre en contact avec quelqu'un, on voit qu'il connaît son travail, qu'il l'effectue consciencieusement. Ceci vaut non seulement pour des experts hautement qualifiés comme par exemple notre médecin généraliste qui était à jour des derniers résultats de la science, qui suivait l'évolution la plus récente des traitements ou de la pharmacopée. Nous avions l'impression que le réparateur de la caméra vidéo, le garagiste ou le peintre en bâtiment sont

aussi mieux préparés et se concentrent mieux sur leur travail que leurs équivalents hongrois. Il y a moins de temps morts et moins de palabres sur les lieux de travail. Nous avons fait la connaissance du « hard-working American », l'Américain qui travaille dur. Ils n'appartiennent pas tous là-bas non plus à ce type d'homme, au demeurant il y a chez nous aussi des personnes compétentes et diligentes, je dirai même que leur nombre semble plutôt augmenter – mais je ne pense pas me tromper en affirmant que le cas est bien plus fréquent outre-Atlantique. C'est une des principales sources de la croissance, de la haute productivité américaine.

Et maintenant je passe à trois expériences négatives. Je commence par la langue qui m'a causé beaucoup de soucis. Bien sûr, ce n'est pas la faute de la langue anglaise merveilleusement expressive, sinon dans la mesure où pour un adulte ayant grandi en pays étranger il est presque impossible de maîtriser sa prononciation et son vocabulaire incroyablement riche. Le problème devait être mon médiocre talent linguistique. Voici deux exemples de mes bêtises des premières années. À Boston, à mon examen de code de la route, les agents de police me montraient différents panneaux et je devais préciser leur signification. Pour le panneau « No hitchhiking » (autostop interdit) j'ai prononcé sans hésitation « No hijacking » (interdit de détourner les avions). L'éclat de rire fut général – néanmoins j'ai eu le permis de conduire. À un de mes cours universitaires le sujet portait sur les problèmes du stockage et des réserves. Lorsque j'ai parlé à trois reprises de « whorehouse » (bordel) à la place de « warehouse » (aire de stockage), mon auditoire étudiant s'est esclaffé. J'ai pu faire des progrès par la suite, mais jusqu'au dernier jour j'ai eu des difficultés pour déchiffrer l'anglais très spécial de mes étudiants japonais ou chinois ou pour comprendre le débit accéléré des renseignements téléphoniques.

Je mentionne en second un problème plus grave. J'ai été gêné de constater qu'une sorte de provincialisme particulier marquait en général les mentalités. Il est vrai qu'il s'agit d'une « province » de belle taille. Pourtant, quand on pense au rôle central que jouent les USA dans la vie politique, économique et scientifique, les Américains sont passablement nombrilistes. Pour bien saisir ce phénomène, un moyen simple est d'analyser les journaux télévisés du soir des trois plus grands réseaux télévisuels qui façonnent l'opinion. Il est très rare d'y entendre une information qui ne parlerait pas de l'Amérique. Si d'aventure ils rendent compte d'un événement étranger, il est quasiment certain que celui-ci est en rapport avec l'Amérique. L'Europe, et surtout les petits pays, me semblent beaucoup plus ouverts sur le monde.

Enfin un phénomène caractéristique qui éveille en moi des sentiments ambivalents est l'optimisme sempiternel des Américains et leur foi immuable dans l'action. Si une région est frappée d'une catastrophe naturelle, et que les reporters font parler les gens de la rue, la plupart de ceux-ci ne réagissent pas sur un ton désespéré, et ne réclament pas l'intervention et l'aide de l'État. On entend plutôt des mots comme « On

finira par s'en sortir... On s'arrangera... Oui, on repart... ». Et déjà ils expliquent comment ils vont s'y prendre, quels sont leurs projets. L'attitude du genre « Aide-toi » après un fléau est magnifique et mériterait d'être imitée.

Mais cette promptitude dans l'action s'accompagne fréquemment de naïveté et d'une sous-estimation de la complexité des situations. Dès qu'un Américain aperçoit un problème, il est certain qu'il y a une solution. Il ne peut pas imaginer qu'il puisse exister des problèmes sans solution. Ils ont tendance à sortir une solution toute faite de leur poche, qui va certainement tout régler. Hélas, leur idée se base dans beaucoup de cas sur une description trop simplificatrice et propose des solutions sommaires.

La promptitude à l'action est souvent capable de miracles ; là où les Hamlet et les Oblomov européens tergiversent ou se complaisent dans l'immuabilité des choses, les Américains mobilisent leurs forces. Mais dans certains cas agir brusquement, sans réfléchir, peut induire en erreur. Rappelons-nous (et ici je fais un saut dans le temps) ces conseillers américains qui dès le lendemain de la chute des régimes communistes savaient ce qu'il fallait faire, et proposaient les mêmes solutions partout. Parfois, cela a marché, parfois les conséquences furent catastrophiques.

#### *Dans un des hauts lieux de la culture mondiale*

J'estime que quand des intellectuels hongrois snobs parlent avec mépris et supériorité des Américains primitifs ou incultes ils commettent une grave erreur. Il existe bien sûr des Américains incultes et grossiers de même qu'il y en a en grand nombre en Hongrie aussi ou dans les autres pays de l'Europe. Mais moi j'ai eu la chance de me trouver dans un des hauts lieux de la science et de la culture mondiales. À Boston et dans ses environs fonctionnent sept universités ; deux d'entre elles se trouvent sur la même Massachusetts Avenue, d'abord Harvard et dix minutes plus loin le MIT. J'ai rencontré des chercheurs, des puits de science, à beaucoup d'endroits dans le monde, mais ce n'est peut-être pas pure partialité de ma part si je dis : la concentration de l'intelligence, du talent, de la culture qui est réunie ici est unique.

Notre Musée des Beaux-Arts de Budapest serait heureux de posséder les tableaux de Van Gogh, Gauguin, Max Beckmann, Klimt ou même de László Moholy-Nagy, qui se trouvent dans le musée de Harvard, sans parler des trésors du Musée des Beaux-Arts de Boston.

On n'avait qu'à prendre le métro et on arrivait en quelques minutes à Symphony Hall, la salle de concerts d'un des meilleurs orchestres du monde, l'Orchestre symphonique de Boston. À quels concerts nous avons pu assister ! Tous les artistes célèbres qui passent par l'Amérique considèrent comme un grand honneur d'être invités à Boston. Deux autres salles de concert nous étaient chères : Jordan Hall avec ses lambris et son excellente

acoustique, et Sanders Hall, le grand auditorium de Harvard. Au bout de quelques années de fréquentation de ces concerts, nous reconnaissions davantages de visages dans les rangs du public qu'à l'Académie de musique de Budapest.

Nous allions souvent au cinéma. Même si les choix étaient grands dans les locations de vidéos, cela ne remplaçait pas le plaisir de la salle de cinéma. (Un autre plaisir était de voir les films dès leur sortie. Aujourd'hui il ne faut plus aller si loin pour cela. Les nouveaux films arrivent presque en même temps sur les écrans de Budapest.) Certains films qui ne sont jamais parvenus à Budapest nous ont fait forte impression, par exemple une adaptation d'une magie particulière de Oncle Vania de Tchekhov, intitulée *Vanya on 42nd Street*, ou un film sur le prodige anticonformiste du piano, intitulée *Thirty Two Short Films about Glenn Gould*.

Et les livres ! À quelques pas de chez nous, sur Harvard Square, nous avions trois immenses librairies avec une offre infinie de lectures. Toujours pleines d'étudiants et d'autres lecteurs passionnés, elles étaient aussi ouvertes la nuit. Quand nos petits enfants de Suède venaient nous rendre visite, la première chose qu'ils aimait faire était de courir jusqu'au Square, dans les librairies. Nous nous jetions sur toutes les nouveautés pour parcourir les quatrièmes de couverture. Si nous voulions des indications plus précises, il fallait attendre le supplément dominical du *New York Times* avec sa *Book Review*, ou alors une des revues la plus intéressante du monde, la *New York Review of Books*. Si ces deux-là faisaient l'éloge d'une parution, nous pouvions tranquillement l'acheter.

Si l'offre culturelle de Boston ne nous suffisait toujours pas, New York ou Washington étaient aussi accessibles. Il n'y avait guère d'années sans qu'on ne passe quelques jours dans au moins une de ces deux villes. Si j'ajoute l'offre de ces deux villes en salles de concert, opéras, théâtres, musées, à celle de Boston – le choix était presque infini. Nous avions toujours, non sans raison, le sentiment de manquer quelque chose à voir ou à écouter – faute de temps, parce que nous avions du travail ou autre chose à faire.

#### *Attaches amicales*

L'amitié est pour moi une nécessité vitale. Évidemment les relations amicales peuvent être très différentes quant à leur intensité, leur degré de sincérité, la fréquence des rencontres. Mais même comme cela il existe une ligne de démarcation qui sépare les simples connaissances des amis. Cela me ravit si je peux sentir dans mon entourage un être proche de moi à n'importe quel titre.

Comme je l'ai déjà dit et répété, je ne me sens à l'aise dans un lieu de travail que si je suis attaché à mes collaborateurs directs par des liens amicaux. J'ai eu beaucoup de chance à cet égard à Harvard aussi. Mes

secrétaires étaient des femmes charmantes et attentionnées. J'ai déjà évoqué Madeline. Avec Kate Pilson la journée de travail commençait en général par une discussion sur les choses à faire, mais aussi sur les événements politiques, les films ou nos lectures. Lauren LaRosa m'avait passé une brochure avec ses propres poèmes : un signe de confiance. Cela fait des années que je ne les ai pas revues, mais je corresponds avec toutes les trois, et de temps en temps nous nous parlons même au téléphone.

Je n'ai jamais exercé une fonction de direction, mais tantôt un, tantôt plusieurs « research assistants » m'aidaient dans mon travail. Je ressentais comme un privilège particulier d'avoir Mária Kovács pour collaboratrice entre 1985 et 1997. Après ses études au prestigieux Rajk Kollégium de l'Université des sciences économiques de Budapest, elle avait accepté de travailler à temps complet avec moi. Elle m'a aidé en tout : à collecter des données, à mettre mes manuscrits au propre, à tenir ma correspondance, à veiller à mes relations, à l'administration de mes documents. Elle connaissait si bien chaque détail de mon travail, qu'il n'était pas nécessaire de lui dire un mot, elle savait toujours ce qu'il fallait faire. Lorsque qu'a commencé le travail à Harvard, Mária a accepté de faire les navettes avec moi : quand nous allions en Amérique, elle venait toujours avec nous.

Mária a été relayée d'abord par Ágnes Benedict, puis par János Varga. À l'instar de Mária, eux aussi faisaient la navette avec nous entre Budapest et l'Université Harvard. Au commencement ils avaient accepté tous les deux ce travail pour deux ans, mais ensuite chacun s'est proposé de rester une année supplémentaire.

Ces trois jeunes gens n'étaient pas seulement mes assistants, mais des amis chers que ma femme et moi considérions comme nos enfants ou nos petits-enfants. (Leur âge les plaçait entre les deux.) C'était pour nous un plaisir de pouvoir leur donner un coup de main s'ils avaient un souci, on les voyait souvent à l'extérieur de l'université aussi, ils appréciaient la cuisine de Zsuzsa.

La relation professeur-étudiant s'est transformée en amitié avec les élèves dont j'ai d'abord été le directeur de thèse, qui sont ensuite devenus mes assistants de recherche et qui m'ont aussi aidé à écrire mes livres. Les noms de Anna Selenyi, Yingyi Qian, Chenggang Xu, Carla Krüger, Jane Prokop, Alexandra Vacroux, Karen Eggleston, John McHale apparaissent non seulement dans les remerciements de mes écrits ou en tant que coauteurs, mais ils gardent aussi leur place dans mes souvenirs les plus chers. En dehors de l'université nous rencontrions chacun d'eux dans le cercle familial. Depuis qu'eux et moi avons quitté l'Université Harvard, le contact reste plus ou moins étroit entre nous, mais ce sont autant de relations vivantes.

Nous avions aussi besoin d'une aide-ménagère. Nous avons trouvé une petite annonce sur un tronc d'arbre, nous avons appelé le numéro indiqué, et peu après une charmante jeune fille, Susan Ryan-Vollmar s'est présentée

chez nous. Elle venait de sortir de l'université, elle aimait écrire des petits articles et des poèmes, et pour développer ses ambitions littéraires elle comptait gagner son pain en faisant des ménages. Nous nous sommes mis d'accord et c'est elle qui entretenait la maison. Plus tard nous sommes devenus des amis, et nous nous sommes attelés à la persuader de poursuivre ses études. Nous avons eu gain de cause. Elle a suivi une formation supérieure de journalisme, puis elle s'est faite embaucher d'abord dans un journal local, et plus tard dans un des quotidiens importants de Boston où elle est aujourd'hui l'adjointe du rédacteur en chef.

Quand nous nous connaissions déjà assez bien, elle nous a demandé de lui permettre de se faire seconder par une amie. Dès lors Susan la journaliste et sa collègue, Linda Croteau professeur dans le secondaire, faisaient le ménage chez nous en équipe. Elles nous sont restées fidèles ; la carrière de Susan a pu s'épanouir, l'enseignement a pu envahir le temps de Linda, par sentiment d'amitié elles nous ont aidés jusqu'au bout à faire tourner la maison. Nous avons passé des moments intéressants ensemble. Elles travaillaient dur, toutes les deux étaient des femmes de ménage inimitablement précises et efficaces.\* Quand elles s'arrêtaient pour une courte pause, nous débattions des actualités politiques ou des livres que nous étions en train de lire. Je pouvais parfois demander à Linda ou à Susan de m'aider à trouver le mot anglais qui me manquait. Le jour où elles nous ont annoncé que Susan attendait un enfant a pour ainsi dire été une fête de famille. Nous avons appris après notre départ d'Amérique, par téléphone, qu'elle avait eu un deuxième enfant.

Un jour Zsuzsa a fait la connaissance à la piscine d'une belle femme d'allure sportive aux cheveux blancs. La conversation occasionnelle s'est transformée en connaissance puis en amitié. Mimi Berlin enseignait l'histoire russe aux cours du soir de Harvard, et Gerry Berlin, excellent avocat, clarinettiste amateur, ancien combattant des droits civiques, sont devenus nos amis les plus proches. La tradition s'est créée que, à nos retours d'Europe, arrivés à Cambridge, nous dînions régulièrement chez eux le premier soir, de même que la veille de nos départs nous y partagions le dîner de la dernière soirée de Cambridge. Fort heureusement il nous est déjà arrivé de les accueillir à Budapest depuis que nous avons quitté l'Amérique.

---

\* Au moment de mon départ à la retraite, l'Université Harvard a donné un dîner en mon honneur auquel Susan et Linda étaient naturellement invitées. Les participants étaient placés autour de grandes tables rondes, et les voisins de table se demandaient qui était qui. Susan et Linda étaient entourées de professeurs d'université, et quand à leur profession elles n'ont pas hésité à répondre : nous sommes les femmes de ménage de János Kornai. Leurs voisins ont avalé leur cuiller, parce que même dans la très libérale Harvard la présence des femmes de ménages n'était pas courante aux dîners de gala des professeurs. Cela les a peut-être rassurés de découvrir qu'elles étaient aussi journaliste et professeur.

Nous avons passé de nombreuses soirées intéressantes avec Robert et Bobby Solow, avec qui nous allions souvent au concert. Chaque économiste sait ce que représente Solow pour la science économique. Assister à ses cours est chaque fois un grand moment.\* Je ne connais personne qui saurait expliquer comme lui des idées difficiles et complexes, d'une manière aussi claire, sans plastronner, épicee d'un esprit et d'un humour étincelants. Autour d'une table nous profitons chaque fois de cette même superbe intelligence, de ses traits d'esprit, accompagnés de son attention, de son intérêt humain, sa promptitude à aider ses amis.

La majorité de nos amis étaient des collègues de l'université. Ainsi Zwi Griliches, décédé depuis, qui nous manque tant, et sa femme Diana, Dale et Linda Jorgenson, notre compatriote Francis Bator (Feri Bátor) et Jae Roosevelt, Amartya Sen et Emma Rothschild, Robert et Nancy Dorfmann, Frank et Mathilda Holzmann, Robert Schulman et sa femme Judit Fejes – et je pourrais continuer.

Les réceptions (*parties*) sont une forme de vie sociale répandue en Amérique. Les gens se réunissent nombreux, ils piétinent longtemps, un verre à la main, on circule de l'un à l'autre, faisant la conversation avec tel ou tel. Ces échanges superficiels sont généralement suivi d'un dîner « avec placement », auquel il convient de discuter avec ses deux voisins alternativement (souvent avec des personnes totalement inconnues), pendant deux heures. Le jour où on n'a pas de chance avec ses voisins, on risque de passer une exécable soirée.

Je déclare fièrement que durant les longues années de notre séjour américain, nous n'avons organisé aucune réception. Si d'aventure on nous invitait, nous essayions de trouver des excuses pour refuser, dans la limite des convenances. La forme de rencontre que nous préférons est celle où à part les hôtes il y a au plus trois ou quatre invités. La conversation se forme en un seul groupe. Lorsqu'un thème est lancé, on essaye dans la mesure du possible de l'approfondir, d'en débattre, plutôt que de sauter d'un sujet à l'autre.

La conversation superficielle m'énerverait plutôt. Quelqu'un nous a expliqué que dans le monde universitaire américain il n'est pas convenable de parler des problèmes professionnels, ce serait discourtois envers les autres personnes qui ne sont pas du domaine. Un jour nous avons invité trois couples, parmi eux deux grands économistes et un politologue non moins grand, avec leurs épouses qui elles-mêmes étaient soit scientifiques, soit artistes. Nous nous y étions décidés pour rendre leurs invitations. Nous nous

---

\* Notre fille Judith hésitait encore sur l'université à laquelle candidater, lorsque en 1972, elle m'a accompagné en Amérique à une conférence où intervenait Robert Solow. Elle décida que si l'économie était si intéressante que ça, alors il n'y avait pas à hésiter. Je crains que par la suite elle n'ait été un peu déçue quand elle a pu constater que tous les enseignants ne sont pas des Solow.

étions préparés avec joie à cette soirée intellectuelle. Au lieu de cela la discussion a été des plus conventionnelles, car chaque invité évitait d'aborder l'ombre d'un sujet propre à son métier. Cela a été très instructif. Plus tard nous avons essayé d'orienter les conversations par des interventions ou des questions posées au bon moment pour que des discussions intéressantes puissent se former. Après que nos amis ont vu que nous préférions cette forme d'échanges, ils ont respecté nos souhaits. Il n'y a plus eu d'invitations à des réceptions, à la place on nous invitait à des réunions de conversation intimes, en cercle étroit, que nous aimions. S'il fallait hiérarchiser ce que nous avons le plus apprécié à Cambridge, je mettrais certainement à l'une des premières places la vie sociale et amicale très diversifiée, extrêmement vivante, si riche en plaisirs intellectuels.

Des invités aimaient bien venir chez nous car ils y goûtaient toujours des mets originaux. Un des gâteaux de Zsuzsa est devenu célèbre à Cambridge. Une connaissance plus lointaine, nous a-t-on rapporté, se demandait comment se faire inviter chez les Kornai, pour pouvoir aussi goûter au fameux gâteau aux amandes de la maison.

Je me suis aussi familiarisé avec le Harvard Faculty Club. Il n'y avait guère de semaine où je n'y aurais pas déjeuné une ou deux fois avec des collègues ou des visiteurs. Pour quelqu'un ayant passé toute sa vie dans le monde universitaire occidental, cela devait aller de soi. Ces formes de rencontres me sont devenues chères : d'intimes conversations intellectuelles autour de la table avant tout sur des problèmes de notre spécialité, mais aussi sur la politique, la culture, la vie privée.

Pourtant, quelle que soit la force de l'amitié qui se tissait avec nos amis américains, le passé commun manquait à ces relations. Les années décimaienent nos amitiés hongroises. Certains se sont éloignés, ou c'est nous qui nous sommes éloignés, séparés par nos idées ou nos activités publiques divergentes. L'amitié doit traverser des *épreuves*. L'histoire est un examinateur sévère de la fidélité, de la loyauté, du caractère. En revanche, les amitiés qui ont passé ces épreuves, en sont sorties trempées comme l'acier – incomparablement plus fortes, plus intenses que les amitiés tardives, moins profondément enracinées.

Si l'on mentionnait en compagnie d'Américains ce que représentait la répression dans un pays communiste, nos amis évoquaient le maccarthysme. Nous, nous pensions qu'il était difficile de comparer le harcèlement de quelques centaines de personnes, leur licenciement, avec la cruauté de l'ère de Rákosi, ou avec la cruelle répression de 1957-1958 qu'on a infligé pour dix jours de révolution dans un petit pays en assassinant deux cent vingt-neuf personnes sur sentence d'un tribunal, et en jetant des milliers d'autres en prison pendant des années.<sup>192</sup> Que savaient-ils de ce que représente un système totalitaire ? Eux, de leur côté, avaient l'impression que nous étions incapables de percevoir ce que représentait la menace organisée et l'amputation des droits pour une société habituée à la liberté. C'est en vain

que nous essayions les uns et les autres de comprendre grâce à la réflexion rationnelle et aux connaissances historiques ce que peuvent *ressentir* les autres. Ce n'est pas la même chose de subir soi-même ce qu'a représenté la répression pour soi et son entourage.

De même pour l'holocauste. Bien sûr, tous nos amis, juifs ou non juifs, ont profondément ressenti et condamné ces crimes barbares. Mais aucun d'eux n'avait jamais porté l'étoile jaune sur son propre veston. Beaucoup de nos amis américains se préoccupaient davantage du sort des Juifs que nous – pourtant une chose est l'empathie, la responsabilité morale et la solidarité, une autre est d'avoir personnellement connu un tel traumatisme.

Les expériences d'un sort difficile vécues en commun – autant de composantes des attaches qui ne peuvent nous lier qu'à nos amis de Hongrie. À chaque retour en Hongrie après une longue absence nous attendions avec impatience les comptes rendus de nos amis. Nous partagions la même excitation devant l'accélération des événements, les signes de plus en plus fréquents de l'affaiblissement du régime vieillissant de Kádár, du délitement de l'empire soviétique. Nous évitions les réceptions à la mode, les grands rassemblements, les « salons intellectuels » non seulement à Cambridge mais à Budapest aussi. Chez nous aussi nous n'aimions que les rencontres intimes, les conversations intelligentes et amicales. Nous préférions rencontrer Péter et Kati Hanák, Pál Lőcsei et Éva Kende, András Nagy et Ágnes Losonczy pour des conversations sans fin.\* György et Éva Litván et nous aimions faire de longues promenades ensemble à Buda, à Normafa. Nous aimions également la compagnie de mes anciens élèves ou collaborateurs, Mihály Laki, Kati Farkas, Tamás Bauer, János Gács, Mari Lackó, András Simonovits, Zsuzsa Kapitány. En suivant l'agréable coutume du club de Cambridge, j'aimais bien rencontrer autour d'une table à Budapest aussi Éva Csató que j'avais connue à *Szabad Nép*, Ilus Lukács qui était l'une des traductrices de *La Pénurie*, ou Ági Matits qui m'avait aidé à exécuter le grand examen empirique relatif à la contrainte budgétaire lâche. C'est un travail commun qui m'avait rapproché de toutes ces personnes, et chaque relation est devenue une amitié durable. Ici, dans le cercle de nos amis hongrois, nous recevions quelque chose qu'aucune relation américaine ne pouvait remplacer.

---

\* Mes rencontres avec Péter Kende et sa femme Hanna B. Kende constituent un cas à part. Péter n'a pas pu rentrer à Budapest jusqu'au changement de régime. C'est pourquoi nous saisissions toutes les occasions pour nous revoir lors de mes voyages à l'étranger.

## *Intégration dans la communauté des économistes de l'Europe et du monde*

À compter de 1983, mon séjour à Princeton, j'ai passé environ la moitié de ma vie en Amérique. Pourtant je ne suis pas devenu à demi américain. Trop d'attaches me liaient aussi à d'autres parties du monde, à des citoyens d'autres pays.

Bien plus tôt déjà j'avais commencé à assumer une responsabilité qui dépassait les frontières nationales, lorsqu'en 1972, sur la proposition de Tinbergen, j'avais été nommé vice-président du Comité de la planification du développement des Nations Unies. J'ai exercé cette fonction jusqu'en 1977. Avec des économistes indiens, mexicains, français, soviétiques, hollandais, polonais nous essayions de réfléchir et de faire des propositions concernant la politique économique des pays en voie de développement, et de transmettre des propositions à d'autres organismes de l'ONU.

Plus tard j'ai joué un rôle actif dans la Société d'économétrie, l'organisme international de l'économie mathématique. J'ai d'abord été élu membre du comité exécutif puis, en 1978, président de la société.\* En tant que président, en plus de toutes les obligations de la fonction, j'attachais une grande importance à ce que des économistes des pays socialistes puissent participer à nos conférences et s'intégrer par là dans les courants économiques du monde occidental.

Je m'efforçais de promouvoir cela par tous les moyens : dès qu'une occasion se présentait, j'insistais sur la participation de collègues hongrois ou est-européens et soviétiques à des manifestations internationales, je les proposais comme chercheurs ou professeurs invités.

Mon activité dans la *European Economic Association (EEA)* a coïncidé avec ma période à Harvard. Lorsque le professeur belge Jacques Drèze, que je respecte non seulement pour ses résultats scientifiques hors du commun mais aussi pour son dévouement au service public, a pris l'initiative de la création de cette société, j'ai soutenu son projet et j'ai été aussi un des fondateurs. C'est donc bien avant l'adhésion hongroise à l'Union européenne que j'ai découvert la citoyenneté européenne. Le rideau de fer était encore en place quand, en 1986, la société a été créée sous la présidence de Drèze. Deux candidats présidents ont été pressentis pour la seconde année : Frank Hahn et moi. J'avais fait la connaissance de Hahn à la conférence de Cambridge de 1963, lors de mon voyage en Angleterre. C'est lui qui a écrit l'article *The Winter of Our Discontent (L'hiver de notre*

---

\* À la Société d'économétrie, l'élection du président se fait en deux temps. On choisit d'abord parmi plusieurs personnes proposées le *President Elect*, autrement dit le « futur président » qui exerce en cette qualité pendant un an et prend connaissance de la fonction. L'année suivante son nom figure seul sur le bulletin de vote comme candidat à la présidence.

mécontentement), critique sévère de mon livre *Anti-Equilibrium*. (J'en ai parlé au chapitre 10.) Notre relation était amicale ; il avait proposé son aide lorsque Tamás Lipták avait émigré et je lui avais demandé de l'aider à lui trouver du travail. Pour en revenir à l'élection, dans ces cas-là on demande aux deux personnes pressenties s'ils acceptent la compétition. Nous l'avons acceptée tous les deux, et c'est moi qui ai obtenu la majorité des voix.

Tout comme plus tôt à la Société d'économétrie, j'essayais ici aussi de favoriser la participation de confrères vivant dans des pays socialistes. J'ai réussi à obtenir que pour le premier congrès de la société, organisé à Vienne en Autriche, certains chercheurs au nom encore inconnu dans le monde occidental, reçoivent des invitations. Cela a été le cas entre autres de Leszek Balcerowicz, jeune économiste polonais, devenu plus tard une des figures importantes du changement de système en Pologne, Tatiana Zaslavskaïa, sociologue, qui est devenu mondialement célèbre par ses analyses critiques du système soviétique, ou le jeune Vladimir Dlouhy, devenu chef de parti et ministre dans le gouvernement tchèque, après le changement de système.

En 1987, au congrès annuel, j'ai écrit ceci dans mon rapport de président : « Je suis citoyen d'un pays socialiste. Il est normal que la participation à notre Société d'économistes d'Europe de l'Est soit particulièrement importante à mes yeux. » J'ai énuméré les difficultés particulières auxquelles les Européens de l'Est devaient faire face, puis j'ai demandé l'aide des membres occidentaux de la Société qui, je cite, « ont la chance de ne pas connaître les difficultés que rencontrent les confrères de l'Est. En nous, citoyens d'Europe de l'Est, perce souvent le sentiment amer que l'intelligentsia occidentale identifie l'Europe à l'Europe de l'Ouest. Je rappelle à tous : la frontière du continent n'est pas tracée sur l'Elbe. Nous souhaitons être aussi considérés comme des Européens. »<sup>193</sup>

Définir le thème scientifique du congrès annuel est le privilège et le devoir du président. Le discours du président et les deux conférences principales portent sur ce thème. J'avais pensé que le plus important pour nous était à ce moment de parler de la *liberté*. Le titre de ma conférence fut : « La liberté individuelle et la réforme de l'économie socialiste » (*Individual Freedom and Reform of the Socialist Economy*).<sup>194</sup> J'ai invité Amartya Sen comme un des conférenciers principaux ; il a choisi le sujet suivant : « La liberté du choix : le concept et son contenu » (*Freedom of Choice : Concept and Content*).<sup>195</sup> C'est Assar Lindbeck qui a été le second conférencier principal, son exposé était intitulé : « La liberté individuelle et la politique de l'État providence » (*Individual Freedom and Welfare State Policy*).<sup>196</sup>

Dans ma propre conférence j'ai essayé de faire ressortir, par l'exemple hongrois, que la décentralisation, l'extension de la propriété privée, la réduction des phénomènes de pénurie, le relâchement des contraintes bureaucratiques sur le marché du travail peuvent servir non seulement l'efficacité économique, mais peuvent aussi améliorer la liberté de l'individu, sa possibilité de choix. J'ai souligné comme résultat important

que le monde socialiste ait évolué de la situation du « maximum d'État » vers une réduction du rôle de l'État et vers un accroissement de la liberté individuelle.

### *Voyage en Chine*

En été 1985 nous avons passé, ma femme et moi, quatre semaines en Chine sur l'invitation de l'Académie chinoise des Sciences sociales et de la Banque mondiale. Nous avons d'abord participé à une conférence à Pékin autour des problèmes des entreprises d'État. C'était déjà instructif, mais l'expérience vraiment particulière ne faisait que commencer. J'avais participé à beaucoup de conférences dans le passé, mais ce qui s'est déroulé ensuite ne peut être comparé à aucune autre.

Les Chinois avaient demandé à sept économistes étrangers d'intervenir pour faire leurs observations sur la situation du pays et son avenir : James Tobin, professeur à l'Université de Yale, grand savant macro économiste américain qui recevra le Prix Nobel quelques années plus tard ; Otmar Emminger, ancien président de la Bundesbank ouest-allemande ; Michel Albert, ancien président du Commissariat au plan français ; Sir Alexander Cairncross, professeur à Oxford, qui avait dirigé le service économique du gouvernement anglais dans les années 1960 et avait été un des principaux conseillers économiques du Labour anglais ; le professeur Aleksander Bajt, économiste yougoslave connu comme expert de l'autogestion ; Leroy Jones, professeur américain qui avait écrit un livre sur la planification en Corée du Sud, et moi.\*

Ces sept économistes et les Chinois qui les accompagnaient ont été reçus par le premier ministre Zhao Ziyang, qui a discuté avec nous durant deux heures.<sup>†</sup> Il nous a exprimé les questions qui les préoccupaient et auxquelles il attendait des réponses des savants étrangers invités.

---

\* Un des principaux préparateurs de la rencontre des économistes occidentaux et chinois était Ed Lim qui dirigeait alors le Bureau de la Banque mondiale en Chine. Son activité était un bon exemple pour montrer comment un conseiller occidental pouvait servir la cause de la transformation dans un pays socialiste. Il n'avait pas présenté de recettes toutes faites qu'il aurait voulu forcer à tout prix les Chinois à suivre. Il a préféré présenter une large gamme de possibilités. La liste des invités ci-dessus prouve que les Chinois souhaitaient connaître, avec l'aide de Ed Lim, aussi bien les expériences américaines, ouest-européennes et sud asiatiques, que les idées de la réforme en Europe de l'Est.

† Zhao Ziyang était un des pionniers de la réforme. La principale orientation des changements était insufflée par Deng Xiaoping, mais c'est Zhao Ziyang que l'on considère comme l'architecte, le principal organisateur des premières réformes. Lors des manifestations de millions d'étudiants en 1989, durant les journées de protestation place Tienanmen, il fut l'unique membre de la direction chinoise à venir parmi les manifestants pour parler avec leurs dirigeants. Après l'écrasement des

Le lendemain tous les invités et un groupe d'économistes chinois ont été transportés par avion à Chongqing. Là nous avons tous pris un bateau qui descendait lentement et commodément l'immense fleuve Yangtze. Nous nous trouvions dans de luxueuses conditions pour touristes, au restaurant on nous servait de succulents plats chinois, nous avions une piscine à bord. Mais le temps nous manquait pour le repos et les loisirs.

Nos hôtes nous faisaient travailler dur. Chacun des invités étrangers était sur la sellette pendant une demi-journée. Il devait tenir une conférence d'une demi-heure, puis les collègues chinois lui posaient des questions. Le président des séances était Zhang Yin-fu, membre du conseil d'État, l'un des principaux dirigeants de l'économie chinoise. Il était présent du début à la fin, prenait des notes, donnait la parole à ceux qui souhaitaient la prendre, mais n'a pas ouvert la bouche lui-même. Quelques économistes chinois importants posaient de nombreuses questions compétentes, mais ils ne souhaitaient aucunement prendre position en public sur les réformes. Ils étaient venus pour apprendre et non pour débattre. Il aurait été apparemment inconvenant pour les plus jeunes de poser eux aussi des questions. Il avait manifestement été décidé qu'ils discuteraient entre eux après le départ des invités étrangers sur les conclusions qu'il fallait tirer.

À cette époque la Chine avait déjà la première phase de la réforme derrière elle. Même si eux-mêmes tournaient cette affirmation autrement, d'une manière plus conforme à la ligne du parti, en réalité ils avaient déjà abandonné l'agriculture socialiste avec ses « communes populaires », la grande innovation chinoise. À sa place une agriculture fondée sur la propriété privée a ressuscité, résultat d'un mouvement des paysans balayant toute résistance. Et quelle résurrection ! Une véritable floraison. La pénible pénurie alimentaire s'est transformée en abondance. En ce qui concerne l'agriculture, la Chine avait de loin dépassé la transformation de la Hongrie ; sans même parler de la différence que l'on constatait entre le vigoureux régime chinois et le système soviétique des kolkhozes stagnants, incapables d'évoluer. Après le grand succès de la réforme de l'agriculture, la question du jour était en Chine : comment continuer dans les autres parties de l'économie ?

Lorsque, encore en Amérique, je préparais mon intervention, je m'efforçais de m'informer le mieux possible sur la situation en Chine. Un point qu'il me paraissait particulièrement important de clarifier était : en quoi la Chine ressemblait à la Hongrie et en quoi elle en différait. Il ne suffisait pas de songer aux différences évidentes qui peuvent exister entre un État de plus d'un milliard de personnes et un petit État de seulement dix millions d'habitants, ni aux différences entre culture asiatique et européenne,

---

manifestations, Zhao Ziyang a été évincé de son poste de premier ministre et placé en résidence surveillée. C'est ainsi qu'il a passé le restant de sa vie, jusqu'à sa mort en janvier 2005.

entre les passés historiques de la Chine ou de la Hongrie. Ils attendaient de moi avant tout d'analyser quels enseignements ils pouvaient tirer des expériences de la réforme hongroise : que valait-il la peine d'imiter et quels étaient les pièges à éviter ? Je me devais donc d'analyser les similitudes et les différences entre la situation et les possibilités des réformes hongroise et chinoise.

Dès la première conférence à Pékin, mais plus tard aussi quand nous discutions avec des économistes chinois et des responsables économiques, j'ai eu le sentiment que malgré la grande distance et les différences historiques et culturelles, j'étais dans un certain sens comme chez moi en Chine. Tous les phénomènes dont il s'agissait, tous les soucis et tous les problèmes m'étaient familiers. Ils affrontaient les mêmes difficultés qui nous avaient aussi préoccupés en Hongrie. Ils ont probablement pu apprendre beaucoup de choses intéressantes de l'expert américain de la macroéconomie ou du dirigeant de la Banque centrale ouest-allemande – mais nous autres est européens comprenions mieux le cadre des idées où ils vivaient eux aussi.

En Hongrie l'économie dirigée basée sur les instructions d'un plan central a été liquidée en 1968. Il s'est avéré que malgré cela le système économique fondé sur la domination de la propriété de l'État et dirigé par le parti communiste était capable de fonctionner. Le mécanisme bureaucratique et le mécanisme de marché, bien qu'avec des frictions importantes, étaient capables de coexister. Pendant qu'à Budapest j'observais la nature partielle et incohérente de la réforme avec un œil très critique, je pensais néanmoins que pour la Chine la suppression de l'économie dirigée signifierait déjà un grand pas pour faire progresser le processus de réforme. C'était une conclusion positive que je voulais absolument souligner pour la direction chinoise. En même temps je devais attirer leur attention sur les risques et les dangers : certaines incohérences de la réforme hongroise, la « contrainte budgétaire lâche », les distorsions du système des prix. La Chine présentait en ce milieu des années 1980 des projets de croissance à long terme extrêmement ambitieux. J'ai désigné certains risques de la course à la croissance : les dangers inflationnistes, la négligence de certains secteurs. J'ai rappelé à mes confrères le rôle important que joue l'exigence *d'harmonie* dans la pensée et la culture chinoise. Je leur ai conseillé de privilégier non une croissance précipitée, forcée, mais plutôt un développement harmonieux.

Aux habituelles conférences économiques européennes ou américaines, l'atmosphère de la salle, le visage de l'auditoire et bien sûr les interventions permettent d'apprécier l'effet produit par les paroles du conférencier. Là-bas, sur le bateau, c'était tout à fait impossible. Je n'ai rien pu lire sur le visage du président ou des participants. Je devais chercher d'autres indices pour mesurer le succès ou l'échec. Pendant les pauses j'étais entouré de nombreux jeunes économistes chinois. Ils me posaient fiévreusement des questions dans un anglais peut-être approximatif, mais se faisant bien comprendre. Ils

ont commencé à discuter de la façon dont ils comptaient s'y prendre pour entreprendre la publication de mes livres. J'y reviendrai, mais restons sur le bateau pour le moment.

De temps à autre le bateau accostait et nous observions des pauses d'une demi-journée. Un jour nous avons ainsi visité le marché d'un bourg fluvial. Nous avons vu de nos propres yeux les résultats de la réforme agraire : une offre colorée, des fruits magnifiques, des légumes, du poisson, des crabes, des tortues, un riche choix de viandes. Un autre jour ils nous ont fait visiter les Trois Gorges, un de leur plus spectaculaire site touristique. Nous sommes montés dans des barques pour mieux jouir de la beauté de la nature. On parlait beaucoup d'un projet gigantesque : afin de construire une énorme centrale hydraulique, ils allaient noyer la région et les Trois Gorges se trouveraient aussi sous l'eau. En effet la centrale a été construite quelques années plus tard et ce site merveilleux a disparu. Nous avons terminé notre voyage à Wuhan, j'y ai aussi donné une conférence à l'université.

A posteriori on peut affirmer que « le colloque du bateau », en chinois *Bashan Lun* (c'est le nom que lui donnait la presse locale) a exercé un effet significatif sur la pensée économique chinoise. Les textes de ce colloque ont été publiées sous forme de livre, les conférences largement commentées dans des revues.<sup>197</sup> Les économistes chinois se sont fréquemment référés aux conseils reçus des participants et évoquent encore aujourd'hui ce colloque tenu sur un bateau comme un événement remarquable.

Un an plus tard, en 1986 mon livre *La Pénurie* a paru en chinois, puis en 1998 une seconde fois. Lorsque l'économie dirigée a pris fin en Chine, ce livre a servi d'arrière-plan théorique. Partout où l'on enseigne l'économie, on l'utilisait comme matériel pédagogique. En comptant aussi cet ouvrage, au total huit de mes livres ont été publiés en langue chinoise. Lorsque bien des années plus tard je suis retourné en Chine, j'étais ému de m'entendre dire encore et encore par des enseignants universitaires, le maire d'une ville, des directeurs d'entreprises : « Je suis l'un de vos disciples... »

### *Où est-ce chez nous ?*

Notre foyer numéro un a toujours été et est resté la Hongrie. En même temps nous nous sommes efforcés de ne pas vivre à Cambridge en habitants provisoires. Nous avons aménagé notre logement américain aussi soigneusement que celui de Budapest. Nous y avons accroché des tableaux, déposé des objets personnels. Nous nous y sommes bien sûr faits des amis, mais nous avons aussi lié de nombreuses connaissances, depuis le portier de l'immeuble jusqu'au coiffeur, du médecin au maître-nageur, tous ceux que nous croisions dans la vie de tous les jours. Nous nous sentions chez nous à Harvard, à Cambridge, à Boston, en Amérique.

Je viens de passer une fois de plus au pluriel. Non seulement Zsuzsa et moi réagissions spontanément ainsi à tous ces voyages plus ou moins longs

et, parmi eux, tous les longs séjours de plusieurs mois, mais après un certain temps c'est devenu une attitude consciente. Où que nous allions, nous voulions nous y sentir chez nous. Dans la mesure où cela était techniquement et financièrement possible, nous essayions de personnaliser notre environnement matériel et social. Bien sûr cette intention était facilitée par notre appartenance au monde universitaire. Même si les différences sont grandes entre les héritages culturels et historiques nationaux, nous étions conduits à rencontrer des professeurs ou des étudiants en Inde, au Japon ou au Mexique ; il apparaissait vite que nous nous entendions parfaitement, il y avait quantité de points communs dans notre mentalité et nos intérêts.

Dans de nombreux pays j'avais des amis qui s'étaient spontanément proposés à jouer le rôle « d'agent littéraire » : ils entraient en contact avec des éditeurs, ils se chargeaient de traduire ou mettre en forme mes ouvrages. En France Marie Lavigne, Bernard Chavance et Mehrdad Vahabi, en Chine, Xiaomeng Peng, au Viêtnam Nguyen Quang A, au Japon Tsuneo Morita, en République Tchèque Karel Kouba, en Pologne Tadeus Kowalik et Grzegorz Kolodko m'aidaient généreusement, sacrifiant beaucoup de leur temps et de leur énergie, à faire parvenir mes livres aux lecteurs de leur pays.

Dans le monde académique « globalisé » nous nous sentons partout comme chez nous. Mais loin de moi l'idée de ne présenter qu'une seule face de ce sentiment. Les navettes entre la Hongrie et l'Amérique, les fréquents voyages dans toutes les parties du monde, entraînaient inévitablement que pendant que j'étais partout chez moi, je restais aussi partout un peu étranger. Nulle part on n'a le temps de se familiariser complètement, déjà sonne l'heure du départ, il faut partir ailleurs. Quand nous revenions à Budapest, nous avions de la peine d'avoir abandonné nos chers amis américains, de ne plus voir mes étudiants, de ne plus assister aux concerts prévus pour le mois suivant. Nous avions toujours le regret de manquer ce qui se passait à l'autre endroit. La vie était une série continue d'au revoir. Quand après une absence nous nous retrouvions à Budapest ou à Cambridge, éventuellement depuis plusieurs semaines ou mois, il arrivait qu'une connaissance dise avec étonnement : « Mais tu es ici ? Je ne t'ai pas appelé, je croyais que tu étais là-bas... »

Dans les années 1970 et 1980 on aimait citer une blague à Budapest. Le vieux Kohn s'exile en Amérique. Il s'y trouve déjà depuis un certain temps, il n'y est pas heureux, il préfère retourner à Budapest. Il ne s'y sent pourtant pas à l'aise, de nouveau il repart, puis il revient. Quand la fois suivante il demande un visa d'émigration, le préposé lui demande<sup>\*</sup> : « Dites-nous,

---

\* La blague dépeint une image trop idyllique sur les possibilités d'émigration. Mais pendant cette période tous ceux qui ne tombaient pas sous le coup d'une interdiction pouvaient déjà voyager sans trop de difficulté ; tant que vous ne disiez pas explicitement que vous ne comptiez pas revenir, il était effectivement possible de

Monsieur Kohn, où est-ce que vous aimez être en fait ? » La réponse : « En route... »

Parfois si pour une raison ou une autre nous ne nous sentions pas bien ici ou là, nous aussi nous rappelions cette blague. Ou bien c'est d'autres qui l'évoquaient, non sans malice, à propos de nos sempiternelles navettes : apparemment nous aussi préférions être en voyage. Mais cela n'était pas fondamentalement notre état d'âme. Les voyages étaient au contraire chose fatigante, nous aimions plutôt demeurer chez nous (ici ou là-bas).

Les voyages étaient fatigants parce qu'à chaque changement il fallait emballer et déballer beaucoup de valises, de notes, de livres, etc., mais ils étaient fatigants aussi car chaque fois il fallait recommencer les demandes de visa et autres formalités administratives. Enfin, l'adaptation au décalage horaire était aussi usante.\*

Je ne pense pas uniquement à la fatigue physique des voyages qui augmente avec l'âge. Le dédoublement de notre vie nous devenait une charge plus grande que les efforts demandés par l'adaptation à l'environnement. Toutes les activités que nous menions en Hongrie, toutes les attaches qui nous liaient à la Hongrie avaient un équivalent créé en Amérique. Nous avions un foyer là-bas et ici, une voiture là-bas et ici,<sup>†</sup> des impôts et des assurances à payer là-bas et ici, des déclarations de revenus à remplir là-bas et ici, un compte bancaire à gérer là-bas et ici, des dossiers numérotés, catalogués là-bas et ici – et j'en passe. Je n'étais rémunéré à tout moment que par un seul employeur, l'autre me mettait en congé sans solde,<sup>‡</sup> ce qui ne signifiait pas que je ne devais pas me soucier de l'autre fonction également. J'emportais toujours avec moi les nombreux problèmes et responsabilités du poste lointain, et j'essayais de m'impliquer dans leurs affaires par courriel, fax, courrier ou téléphone. Le résultat était que je n'étais pas chargé à 50 % plus 50 %, mais très certainement à plus de 100 %.

Malgré nos changements perpétuels de lieu, Zsuzsa se consacrait assidûment à ses propres recherches, l'étude de la répartition et de la politique des logements en Hongrie. Si elle essayait de profiter de nos

---

partir. Au demeurant l'obtention d'un permis de séjour permanent en Amérique n'allait pas de soi.

\* Chaque fois que c'était possible, en revenant de Cambridge en Europe nous faisions halte à Stockholm pour passer quelques jours avec Judith, Zsófi et Anna. Judith nous attendait avec nos plats favoris, nous entourait de sa tendresse et nous aidait à « passer le sas ». Elle m'excusait avec tact de piquer du nez pendant le dîner à cause du décalage horaire. Ressourcés des discussions intimes qui n'en finissaient pas, nous reprenions la route pour Budapest, revigorés.

<sup>†</sup> En Amérique nous avons acheté une Volkswagen Golf d'occasion datée de 1980. Nous l'aimions bien et elle nous est restée fidèle, d'aspect un peu délabré, mais le moteur tournait bien, jusqu'en 2002 quand nous avons quitté l'Amérique.

<sup>‡</sup> Beaucoup de gens de mon entourage ont dû penser que je touchais un salaire plein de deux sources simultanées.

séjours à Cambridge pour s'enrichir en expériences occidentales et pour faire des comparaisons internationales, malgré toutes les difficultés de l'éloignement elle persistait à vouloir travailler sur son sujet hongrois.

Cette double vie particulière, les navettes incessantes et les nombreux déplacement en d'autres points du monde exigeaient un effort important.\* Mais cela en valait la peine ! Je bénéficiais de première main de nombreux acquis de la vie occidentale, je faisais partie d'une communauté académique en tête de la science économique, sans couper mes racines nationales.

On parle souvent en Hongrie comme ailleurs du problème de la fuite des cerveaux. Les pays les plus riches du monde et avant tout les USA attirent les talents, et cela affaiblit la force intellectuelle des pays d'origine. Le mode de vie que je me suis choisi en acceptant la nomination à Harvard illustre une solution acceptable pour parer à la fuite des cerveaux. Oui, il est possible de vivre avec un pied en Amérique, tout en gardant l'autre là où nous sommes nés et où nous avons grandi.<sup>†</sup>

Nos amis américains utilisaient quelquefois l'expression : *enjoying the best of both worlds* pour qualifier notre forme de vie particulière. Vous profitez du meilleur des deux mondes. Oui. Je sais que Harvard, Cambridge, Boston, ce n'est pas « l'Amérique », mais c'est peut-être le meilleur (pour éviter l'accusation « d'arrogance de Harvard », je devrais sans doute dire : cela fait partie du meilleur) de ce que l'Amérique peut offrir à un intellectuel assoiffé de science et de culture. Et dans l'autre partie du monde, la Hongrie était « la baraque la plus gaie du camp ». Être chercheur académique en

\* Les collaborateurs que j'avais dans mes deux fonctions et leur aide, en ma présence comme en mon absence, m'ont beaucoup facilité la tâche. J'ai déjà mentionné mes secrétaires et mes assistants de recherches attentionnés en Amérique. À Budapest c'est d'abord Ica Fazekas, puis Kati Szabó qui ont tout fait pour m'aider. Julianna Parti était la coordonnatrice et la gestionnaire consciencieuse de tous mes écrits, et son mari Brian McLean, le traducteur permanent de tous mes textes du hongrois en anglais. Ils connaissaient si bien mes affaires que je pouvais quasiment leur téléguider mes demandes ; ils le faisaient avec un total dévouement, y compris pendant mes périodes d'absence. En matière d'aide de collaborateurs et d'amitié j'étais vraiment dans une situation enviable, meilleure même que mes collègues occidentaux.

† Il ne faut pas taire que ce choix avait des conséquences financières. Restons aux cas des chercheurs scientifiques hongrois qui se sont effectivement vu proposer un poste dans une université américaine. Celui qui choisit le poste américain à plein temps et par là même l'émigration, et c'était le cas de nombre de Hongrois, obtient un avantage financier considérable pendant sa période d'activité, et plus tard pour sa retraite, par rapport à ses collègues hongrois. La solution que j'ai choisie et sur laquelle j'attire l'attention d'autrui, réduit cet avantage de moitié environ. Le chercheur qui opte pour cette solution hybride, sacrifie une partie du surplus qui lui est offert, pour rester à moitié dans son pays. Mais évidemment, même comme ça, sa situation financière est bien meilleure que celle d'un autre chercheur hongrois qui a travaillé exclusivement en Hongrie.

Hongrie offrait assurément une vie plus intéressante et plus belle que celle à laquelle la plupart des citoyens des pays communistes pouvaient aspirer. Je sais gré au destin de m'avoir permis cela.



## SYNTHÈSE

1988-1993

### *Le système socialiste*

La décision d'écrire un ouvrage de synthèse sur le système socialiste a mûri en moi dès 1983 à l'institut de Princeton. Mes lectures m'ont servi de préparation intellectuelle ; là-bas j'ai mis sur papier les premières esquisses.

Le travail a connu un nouvel élan quand j'ai occupé mon poste de professeur à Harvard. C'est en 1984 que j'ai donné le premier cours abordant la synthèse de l'économie politique du socialisme. En 1986 j'ai pu distribuer le cours aux étudiants sous forme de polycopié ; on peut le considérer comme un premier jet de mon livre.

L'auditoire de mes conférences universitaires était très international. Il y avait dans la salle Chenggang Xu (aujourd'hui professeur à la London School of Economics) qui avait été exilé à la campagne pendant des années sous Mao, un jeune économiste polonais qui connaissait l'économie planifiée de l'intérieur, tandis que beaucoup d'autres ignoraient tout du fonctionnement du système socialiste. Plusieurs étudiants étaient de conviction radicalement anticomuniste, mais les « nouvelles gauches » allemande et américaine, cramponnées naïvement à leurs idéaux, sans rien savoir de la vraie nature des totalitarismes, étaient également représentées. Mon cours s'est formé, a évolué, d'année en année. Les questions et les débats m'incitaient à rendre mon exposé assez clair pour toute la diversité des auditeurs (et plus tard des lecteurs). Il n'existe pas de meilleure préparation pour un livre (utilisable également comme manuel) que de présenter le sujet à plusieurs reprises à un auditoire étudiant intéressé.

### *Comment le livre a-t-il été écrit ?*

J'ai construit le squelette de mon livre, j'ai déterminé les chapitres au printemps 1986. Peu après j'ai reçu une magnifique nouvelle possibilité de continuer le travail en toute tranquillité. Les Nations Unies disposent d'un institut de recherches économiques nommé WIDER (*World Institute for Development Economics Research*) à Helsinki. Son directeur Lal Yajawardena aujourd'hui décédé m'a proposé de poursuivre mon travail dans le cadre de son institut. En effet, en mai 1988, nous y avons aménagé et

nous y avons passé neuf mois. Nous avons reçu toute l'aide imaginable : un appartement confortable et agréable, des conditions de travail parfaites.

J'étais entouré d'un calme idéal. En général l'été est frais à Helsinki, mais cette fois la chaleur était agréable, nous pouvions nous baigner dans la piscine olympique et même dans la mer Baltique. Passer quelques mois au bord de la mer était une belle expérience pour nous, enfants d'un pays dépourvu de mer, nous admirions les couleurs des couchers de soleil. Les longues journées de travail étaient couronnées de promenades sur la côte, sur l'île musée très proche ou près d'une petite baie, dans la pleine lumière de dix heures du soir. Nous discutions de l'écriture du jour ou du lendemain. Le rythme de travail était soutenu, mais les distractions ne manquaient pas : nous achetions des poissons frais aux pêcheurs dans leur barques tout juste accostées, nous allions aux concerts au Palais Finlandia ou à l'église du Rocher, nous faisions des excursions sur les féeriques lacs finlandais.

Le WIDER attirait les économistes du monde entier. Cela nous a permis de recevoir des amis en visite. Jacques Drèze a interrompu ici sa longue croisière à la voile pour nous voir. Parmi nos amis de l'Université Harvard nous avons retrouvé Steve Marglin et Amartya Sen, une autre fois c'est le mentor de mon premier travail, Edmond Malinvaud qui a diné chez nous. Nous avons rencontré aussi le brillant économiste indien Sukhamoy Chakravarty et notre cher ami suédois Beng-Christer Ysander.\* Nous avons eu nombre de conversations intéressantes et stimulantes avec les collègues locaux, le directeur et les collaborateurs de l'institut, ainsi qu'avec des collègues finlandais.

Cette paix bénie, l'inspiration de la nature et de l'environnement, ont favorisé l'avancée rapide de mon travail ; j'ai égalé l'allure à laquelle j'avais écrit *La Pénurie* en Suède : un chapitre entier presque chaque semaine.<sup>†</sup> À part ces conditions idéales, un autre facteur contribuait à l'efficacité de mon travail. Ce livre était censé résumer les résultats de tout mon parcours de chercheur ; dans ce sens-là il était précédé de trente-deux années de travail. Même si je ne compte que la période de préparation directe, celle-ci a duré cinq ans. En m'asseyant devant mon ordinateur à Helsinki, je frappais les touches presque sans interruption, car ce que je voulais écrire était quasiment prêt dans ma tête.

Dans ce livre apparaissent non seulement mes idées mûries durant des années, mais le sujet est étayé par un « appareil » significatif : de nombreux tableaux, figures, données statistiques, références, citations, bibliographie.

\* C'est à Helsinki que j'ai rencontré pour la dernière fois Chakravarty et Ysander. Tous les deux sont morts à la fleur de l'âge.

<sup>†</sup> Naturellement c'est seulement le premier jet que j'ai rédigé aussi vite. Tout comme le premier brouillon de *La Pénurie*, celui-ci aussi a dû être retravaillé plusieurs fois. J'aimais demander à certains confrères de lire mon texte et de faire des observations dont je tenais compte lors des révisions.

Par chance je pouvais compter sur l'aide de toute une petite équipe. Ses membres étaient recrutés parmi mes étudiants hongrois et américains, ceux qui étaient mes étudiants au sens strict du terme, mais aussi d'autres jeunes qui se considéraient comme mes disciples et auxquels je m'étais lié d'attaches professionnelles et amicales. Cette proximité intellectuelle faisait que partout, à Helsinki, Budapest ou Cambridge, je pouvais compter sur leur aide rapide et efficace.

Les nouvelles nous parvenaient de chez nous sur la dislocation du régime, sur le renforcement d'une résistance intellectuelle et politique. Pendant que nous étions à Helsinki, loin de la ligne de front, les événements de chez nous me faisaient le même effet que de lointains grondements de canon. De temps en temps un appel téléphonique de Budapest me déconcentrait dans mon travail et me rappelait le véritable état critique du système socialiste, les derniers soubresauts des régimes est-européens, le désespoir et les combats politiques quotidiens de la population. Mais je m'efforçais de soustraire mes pensées à ces influences. Je me concentrais si fort sur l'écriture de mon livre pendant ces mois que j'étais englouti dans cette tâche. Savoir que le travail avançait bien et que ce que je faisais était vraiment important quoi qu'il advienne, m'absorbait totalement. Je sentais cela là-bas, et maintenant, une décennie et demie plus tard je me rappelle encore que ces quelques mois passés à Helsinki ont été une des plus heureuses sinon la plus heureuse période de ma vie. Tous ceux qui aiment leur métier, qu'ils soient charpentier, sculpteur ou constructeur de routes, connaissent cette joie de la création. J'ai eu de la chance, j'ai connu plusieurs fois ce bonheur – mais peut-être jamais aussi intensément, inoubliablement fort, que là-bas en été à Helsinki, en 1988.

En automne 1988 nous sommes rentrés à Budapest. Le grondement des canons ne provenait plus de loin, mais au contraire de tout près. J'avais dépassé le milieu du livre, mais il restait encore beaucoup à faire. Le travail à Budapest, puis le premier semestre de 1989 à Cambridge, ne se faisait plus dans la même concentration. Le deuxième semestre de 1989 j'ai complètement mis de côté *Le Système socialiste*. Quelque chose me disait que je devais éléver la voix à propos des changements politiques. Le moment était venu pour moi de faire des propositions politiques économiques pratiques ; c'est pourquoi j'ai écrit mon livre *Pamphlet passionné sur la transition économique [Du socialisme au capitalisme. L'exemple de la Hongrie]* (que j'évoquerai par la suite simplement comme *Le Pamphlet*). Il sera le sujet du chapitre suivant. Si je l'évoque ici c'est parce je travaillais parallèlement, d'une part, sur *Le Pamphlet*, ses publications et variantes en diverses langues ainsi que d'autres essais et conférences sur les tâches du changement de système, et, d'autre part, sur les chapitres successifs du *Système socialiste*. Plutôt que dire « parallèlement », il serait plus juste de décrire la situation en de tout autres termes : j'alternais avec fièvre et impatience ces travaux auxquels (en y ajoutant aussi l'enseignement à

Harvard) mon temps et ma capacité de travail mettaient une limite. Quand momentanément je me consacrais à des sujets d'actualité, j'avais de la peine à abandonner à mi-chemin la grande synthèse. Mais si je me remettais à l'écriture du *Système socialiste*, c'était ne pas approfondir suffisamment les problèmes quotidiens de la politique qui me donnait des remords. C'est en me battant ainsi avec les deux sortes d'obligations que j'ai réussi tout de même, tantôt à Budapest tantôt à Cambridge, à trouver des jours, des semaines, puis en été 1991 deux mois entiers, consacrés à l'écriture du livre. Je trouvais encourageant que quand, mettant de côté mon attention et mon activité tournées vers la réalité du moment, je reprenais le texte suspendu, j'avais le sentiment que la partie déjà écrite était « robuste » et tenait la route. Entre 1989 et 1991 le système socialiste s'est écroulé en Europe de l'Est et en Union soviétique. Un grand nombre de gens, y compris parmi les experts, sentaient qu'ils devaient réviser ce qu'ils avaient dit jusque-là sur le sujet. J'ai pu constater avec satisfaction que je ne devais pas changer une seule virgule dans la première partie déjà achevée du livre. La description et l'analyse ont résisté à l'épreuve de la première tempête historique. Il fallait procéder en revanche à des modifications sur plusieurs points dans la deuxième partie du livre traitant des réformes, et la compléter de nouveaux passages. Il est vrai que le premier jet prédisait l'échec ultime des réformes partielles – mais c'était tout de même autre chose qu'analyser la façon dont l'échec s'était réalisé dans les faits.

Enfin, en 1991, à l'issue de trois années, j'ai mis le point final. Alors que j'écrivais le texte en hongrois, la traduction anglaise était peu après également achevée. C'est un de mes rares ouvrages qui est d'abord paru en anglais et seulement un peu plus tard en hongrois.

### *L'objectif de la synthèse*

Mon premier objectif était de résumer les principaux résultats de mes propres recherches. Au fil des décennies je m'étais intéressé à des sujets variés, je cherchais toujours la réponse à de nouvelles questions, j'avais parcouru en accéléré divers chapitres de la science économique. Ces ouvrages très différents se complétaient mutuellement, ils recouvriraient autant de parties du tout. D'un autre côté je revenais à certains sujets récurrents (par exemple les phénomènes de déséquilibre), et ceci sous des formes à mon avis de plus en plus élaborées. Je peux peut-être risquer l'affirmation que la série des ouvrages partiels suivait un certain « parcours ». Cette fois j'avais l'intention d'élaborer un cadre d'analyse dans lequel les conclusions jusque-là séparées de mes ouvrages antérieurs pouvaient être rangées dans un ordre logique.\*

---

\* En même temps que résumer mes œuvres scientifiques antérieures, je voulais faire place aussi aux expériences directement vécues. Le lecteur qui est arrivé jusqu'ici

En même temps je ne voulais pas limiter le travail à revisiter mes propres résultats scientifiques. Je comptais inclure dans la structure conceptuelle en préparation toutes les conclusions et idées qui avaient pu être élaborées par autrui, mais que je sentais également importantes. En ce qui concerne les résultats d'autrui, je ne me préparais nullement à écrire une histoire des théories qui rendrait compte de façon équilibrée de points de vues alternatifs débattant entre eux, éventuellement incompatibles. Je voulais construire exclusivement l'édifice des idées avec lesquelles j'étais moi aussi d'accord. Toutes les constatations et toutes les déductions ont passé par mon filtre. En cela le thème de ce livre est le système socialiste – tel que le voit *l'auteur*.

En publiant mon livre *La Pénurie*, j'avais souligné dès la préface que le livre n'englobait pas la totalité, mais seulement une partie, de l'économie politique du socialisme. J'avais même illustré cet avertissement de façon chiffrée : si un livre analysant l'économie socialiste dans son entier représentait 100% de la question, alors *La Pénurie* en traitait seulement 30 %. Le moment était venu que je m'efforce de compléter ce qui manquait et que j'aborde les 100 % dans mon nouveau livre. Évidemment pas au sens d'exposer tous les détails. Ceci serait non seulement impossible, mais ne pourrait pas être l'objectif d'un ouvrage scientifique dont l'ambition est de condenser et de généraliser.\* L'analyse doit être complète au sens de souligner tous les traits *substantiels* du système socialiste. Le livre doit donc traiter toutes les caractéristiques nécessaires et suffisantes de l'apparition et du fonctionnement d'un ordre politique, social, économique – que nous appelons système socialiste.

*La Pénurie* ne traitait pas de la structure politique et de l'idéologie du système. Par contre *Le Système socialiste*, après les chapitres introductifs, entreprend l'analyse justement par là. Il diffère notamment de nombre d'autres ouvrages synthétiques « d'analyse économique comparative » en ne partant pas de la planification centrale, et pas même de la propriété de l'État, mais il démarre du trait le plus marquant de la sphère politique, le pouvoir monopolistique du parti communiste. Dans le chapitre sur *La Pénurie*, j'ai

---

dans mon autobiographie, n'a pas besoin d'être convaincu que tout ce que j'ai pu écrire par exemple sur la centralisation et le caractère totalitaire du pouvoir, les phénomènes de pénurie, le délitement de ma foi dans l'idéal socialiste et de nombreux autres phénomènes était inspiré non seulement par des connaissances livresques, mais aussi par mon vécu personnel.

\* Dans la préface de *La Pénurie*, pour mieux illustrer cela, j'ai calculé « à rebours ». Si un livre de six cents pages contient 30 % d'une analyse vraiment globale, alors le complément nécessiterait un ouvrage de deux mille pages. En écrivant donc un livre qui se voulait synthétique, je me suis efforcé à une densification plus poussée. Mon effort a si bien réussi que le livre de synthèse ne fait pas deux mille, mais seulement six cents pages. Le recouvrement avec *La Pénurie* n'excède pas 30 %. Les idées que *La Pénurie* avait détaillées, *Le Système Socialiste* les condense en deux ou trois chapitres sur les vingt-quatre.

expliqué plus haut comment ce sujet avait été autrefois écarté par l'environnement politique et l'autocensure qui en résultait. Mais lorsqu'en 1983 j'ai commencé à esquisser le nouveau livre, j'ai décidé de passer outre à ces barrières. Dans mes cours de Harvard à partir de 1984 je développais mon sujet sur le rôle du parti communiste, de la structure politique et de l'idéologie officielle sans m'imposer de restriction. En 1986 le polycopié distribué aux étudiants de même que le texte imprimé par la suite commence l'analyse par l'explication du rôle du parti communiste. De ce point de vue, j'avais enfin pu écrire un manuel d'authentique économie politique.

Je voulais englober dans l'analyse non seulement les sujets centraux, connexes voire se recouvrant, de la science économique et de la politologie, mais aussi les points de vue d'autres disciplines de sciences sociales, notamment la sociologie, la psychologie sociale et la philosophie politique. Je m'efforçais d'éviter que le livre soit qualifié seulement d'ouvrage économique, mais qu'il compte en tant qu'ouvrage de science sociale, intégrant ces diverses disciplines.

La plupart des œuvres traitant de l'économie socialiste donnent une analyse *partielle* ; elles examinent une des sphères délimitées ou un des traits marquants du système. Moi je me suis donné pour objectif d'éclairer comment *le tout* était composé de ses parties. Il existe en effet une étroite interaction entre politique, économie, rapports sociaux et idéologie, et ces facteurs règlent ensemble les comportements habituels des différents groupes et rôles sociaux. J'appelle volontiers cette approche le *paradigme systémique*.<sup>\*</sup> Ce dernier a une longue histoire, le premier personnage important qui l'a utilisé est Karl Marx. Lui aussi a écrit plusieurs essais partiels, mais son œuvre majeure, *Le Capital*, voulait présenter le capitalisme en tant que système. Marx était préoccupé par les divers rapports caractéristiques de la société de son temps ; il cherchait comment ces rapports se déterminaient mutuellement. La préface du *Système socialiste* souligne l'influence importante qu'avait exercée Marx sur ma pensée. (La préface est datée de 1991 ; l'année où toute référence à Marx venait justement de passer de mode. Même ceux qui citaient souvent son nom dans le passé, avaient tout d'un coup perdu cette habitude.) L'influence de Marx sur moi apparaît avant tout dans l'application du paradigme systémique.

À part Marx je mentionne dans la préface les noms de Schumpeter et Hayek. Le livre de Schumpeter intitulé *Capitalisme, socialisme et démocratie* (*Capitalism, Socialism and Democracy*) ou celui de Hayek *La*

---

\* Le terme « paradigme » a été discrédité dans le langage commun pour avoir été utilisé à tort et à travers. Ce terme a été introduit par Kuhn dans la théorie scientifique moderne dans son remarquable petit livre publié en 1962 – j'utilise ce terme dans son acception. J'appelle paradigme une approche caractéristique, une vision, une méthodologie, un appareil et un mode d'argumentation qu'un groupe de chercheurs emploie de la même façon ou de façon très proche.

*Route de la servitude* (*The Road to serfdom*) sont des œuvres modèles du paradigme systémique qui ont aussi exercé en tant que tels une forte influence sur ma pensée.\*

Pendant que je travaillais à mon œuvre de synthèse, je ne pouvais pas me permettre d'adhérer simplement à l'une des écoles de la théorie sociale. Celui qui essaierait de cataloguer *Le Système socialiste* dans une quelconque case connue, serait embarrassé. Cette œuvre ne peut être étiquetée ni comme marxiste, ni comme néoclassique, ni comme keynésienne, ni comme hayekienne.

Je souhaitais résumer dans mon livre non seulement ce que j'avais à dire à propos du sujet déterminé, en l'occurrence le système socialiste, mais je voulais aussi analyser ce système afin de montrer l'approche, la méthodologie scientifique que je cherche à promouvoir.

### *L'analyse positive et les valeurs*

En écrivant mon livre je voulais éviter une approche *normative*. Je n'ai même pas posé la question de savoir comment serait « une bonne société », ni si la vision socialiste esquissée par Marx, Lénine ou leurs héritiers était apte à réaliser « la bonne société ». Je ne voulais pas poser ce genre de question. Je me suis efforcé à une approche *factuelle*. Il y a un groupe de pays où le parti communiste exerce un pouvoir sans partage depuis longtemps. Au milieu des années 1980, 26 pays faisaient partie de ce groupe et ils comptaient un tiers des habitants de la terre. Je souhaitais montrer exclusivement ce qui caractérisait *réellement* la vie politique, sociale et économique de ce groupe de pays – et non ce que cela devrait être si cela fonctionnait à la façon que préconisaient les adeptes du socialisme.

Le livre n'avait pas pour objet de porter un jugement. Le faire aurait été trop facile et sans risque après la chute du mur de Berlin. Comme je l'ai écrit dans la préface : « ...aujourd'hui on a plutôt besoin d'audace pour parler du système socialiste sur le ton de l'objectivité scientifique, en se passant de termes de vive condamnation ». <sup>198</sup>

Mais l'intention d'une analyse objective et positive n'exclut pas que la description des principaux traits du système socialiste soit imprégnée des *valeurs* qui constituent le fondement de ma vision du monde. Les valeurs de liberté, de droits de l'homme, de dignité humaine, de souveraineté individuelle sont particulièrement précieuses à mes yeux. Quels que soient

---

\* La préface cite Keynes aussi parmi ceux dont l'influence sur moi était la plus grande. C'était vrai, mais Keynes m'avait procuré une aide inestimable avant tout pour comprendre les problèmes de la macroéconomie et du déséquilibre. L'œuvre de Keynes n'est pas imprégnée par l'approche que j'appelle le paradigme systémique, c'est pourquoi je ne la mentionne pas à cet endroit.

mes efforts pour une écriture objective, j'ai trouvé normal de condamner en termes graves la violation de ces valeurs.

La performance économique possède également une valeur élevée, mais sur un palier inférieur dans ma hiérarchie des valeurs. Je l'ai étudiée en ayant recours aux critères économiques habituels : comment évolue le bien-être de la population, quel est le rythme de croissance, quelle est la rapidité des progrès techniques, dans quelle mesure l'économie est-elle capable d'innovation et d'adaptation. J'ai appliqué en définitive le critère désigné par Lénine au début de la transformation socialiste : dans la compétition du capitalisme et du socialisme, vaincra celui qui atteindra une productivité plus élevée. Le livre a démontré pourquoi l'échec du système socialiste était inévitable, justement sur la base du critère leniniste.

J'ai hésité sur la désignation à utiliser : devais-je intituler le livre système socialiste ou système communiste ? La littérature politique et le langage commun du monde occidental utilisaient le terme « communiste ». En revanche, suivant le vocabulaire marxiste, les partis communistes au pouvoir réservaient la désignation « communisme » à cet ordre utopique irréalisable où chacun profiterait des biens selon ses besoins. Ils désignaient le présent par le terme de « socialisme » promettant moins. Pour choisir entre ces deux termes je suis parti de l'idée que si des entreprises, associations, partis, États, peuvent décider de leur dénomination, ce droit ne peut pas être refusé à une entité plus grande, le système socialiste. Si ce régime se fait appeler socialisme (ou plutôt son groupe dirigeant appelle ainsi le système qu'il dirige), soit ! Je n'ai aucune raison de réserver cette désignation à une image normative idéalisée, le « vrai » socialisme, et de la refuser au monde réel de vingt-six États. Ces vingt-six pays composent le « socialisme existant », c'est donc ainsi que je les appelle.

### *Modèles généraux*

L'économie comparée (*comparative economics*) concentre généralement l'attention sur l'étude de l'Union soviétique, elle décrit les prémisses de la révolution de 1917, la création du nouveau système soviétique, sa stabilisation, son évolution et sa dissolution. Ensuite elle est généralement complétée par une histoire de l'évolution des pays satellites. On utilise fréquemment aussi l'expression « économie de type soviétique ». On traite souvent la Chine comme un cas spécial important.

L'approche qui saisit chaque pays dans sa particularité, dans son évolution historique différente des autres pays, a sa justification et peut contribuer à la compréhension du système socialiste. Mais dans mon ouvrage de synthèse je souhaitais appliquer une autre approche. J'aspirais à une généralisation : mettons de côté les diverses particularités des vingt-six pays et « distillons » ce qui est commun entre eux. Si nous décelons des traits substantiels qui distinguent ces pays des autres parties du monde, alors il est

légitime de parler de cet ensemble comme d'un système à part. La tâche consiste donc à relever ces traits substantiels (et seulement ceux-ci).

Dans la création d'un modèle général l'objectif n'est pas de donner une description détaillée. Pour ne pas m'écartier de mon sujet, je ne cherchais pas à relater l'histoire de l'Union soviétique, et plus tard celle de l'Europe de l'Est, puis celle de la Chine et du Viêtnam, avec toutes sortes de caractéristiques spécifiques intéressantes. Au contraire, je voulais me limiter à présenter ce qui est *commun* dans le fonctionnement politique et économique soviétique, albanais, ou mongol. Pour la création d'un modèle général, « l'art » consiste justement à rester économe, voire parcimonieux, dans la sélection des traits principaux.\* Le moins de traits possible – autant et seulement autant que nécessaire à la détermination du phénomène !

Dans le cadre de l'explication générale, j'ai divisé l'histoire du régime socialiste en trois périodes. La première est celle du passage du capitalisme au socialisme parvenu à maturité. En Union soviétique cette période se termine par la collectivisation de l'agriculture et les grands procès (1936-1938) portant un coup définitif à l'opposition interne du parti. En Union soviétique il s'agit donc d'un processus qui a duré plus de deux décennies (plus longtemps que le retour en arrière, le passage du socialisme au capitalisme). En Europe de l'Est, sous l'effet de l'invasion militaire soviétique, cette première période s'est déroulée en bien moins de temps qu'en URSS, le premier État ayant pris le chemin du socialisme.

Le livre nomme le régime de la deuxième période *le socialisme classique*. Tous les traits du système s'expriment de façon consolidée. L'oreille de certains lecteurs supporte mal l'épithète « classique ». Soit parce qu'ils y entendent une louange, or en réalité elle est exempte de tout jugement, elle tend seulement à faire sentir qu'après un long bouillonnement l'ordre est désormais consolidé ; tous ses traits caractéristiques sont là, réunis. D'autres se sentent sentimentalement attachés au terme socialiste et ont du mal à lire que le début de la période classique est marqué par de grands procès spectaculaires, exécutions, déportations et emprisonnements massifs.

Dans la troisième période les pays socialistes s'écartent de cet état classique. Ce mouvement, la *réforme restant dans le cadre du système socialiste*, revêt des modalités diverses. Il y a des pays où on aimerait « perfectionner » la planification centrale par des réorganisations et l'emploi de l'informatique moderne. En Yougoslavie on expérimente l'autogestion. Dans ce pays, et plus tard en Hongrie et dans d'autres pays socialistes, on essaye de combiner le mécanisme du marché avec le maintien du pouvoir

\* J'applique l'épithète « parcimonieux » au principe de construction d'une théorie qui apparaît sous le nom de « rasoir d'Occam » (d'après le nom de Guillaume d'Occam ou Ockham, philosophe anglais du XIV<sup>e</sup> siècle). Selon ce principe une théorie doit se construire sur le moins d'hypothèses possible, autrement dit elle doit être parcimonieuse quant à ses prémisses.

monopolistique du parti communiste et la prédominance de la propriété de l'État. Chacune de ces orientations s'accompagne d'un assouplissement relatif de la répression politique. Le phénomène qui accompagne la réforme est la détérioration du système.

La division en trois périodes donne au livre une dimension *historique*. Cette dimension a de nouveau valeur de modèle : il ne s'agit pas de l'histoire concrète, spécifique de chacun des pays, mais il s'agit du parcours du *système*.

Les idées de Marx, Lénine, Staline, Mao Tsé-toung et d'autres ont largement influencé l'évolution du système socialiste. Le livre entre par exemple en débat avec ceux qui voudraient dispenser Marx de la responsabilité intellectuelle de la faible efficacité du système socialiste ; ce n'est pas de cette façon que Marx l'aurait voulu, disent-ils, mais malheureusement ses idées ont été mal appliquées. La vérité est que l'élément primordial du programme proposé par Marx pour la transformation de la société consiste en la liquidation de la propriété privée et du marché, et leur remplacement par la propriété publique et la coordination bureaucratique. En fin de compte le socialisme a échoué à cause de la mise en œuvre du programme marxien – par conséquent ceux qui ont proclamé ce programme avec une ferveur messianique portent la responsabilité historique des conséquences.

Néanmoins je ne me joins pas à ceux qui prétendent que ce qui a été créé, l'a été exclusivement sous l'inspiration des idées, et que ce qui a été réalisé est *exactement* ce que les prophètes et guides du socialisme avaient prévu. L'évolution spontanée a aussi joué un rôle. Dans *Le Système socialiste* j'ai développé l'idée que le parti communiste, dès son arrivée au pouvoir, avait entamé la réalisation de son programme, qui incluait la liquidation de la propriété privée et du marché. L'effet peut être comparé à un code génétique qui a lancé et guidé le processus. Mais à partir de ce moment, les institutions furent soumises à un processus de sélection naturelle. Diverses formes de la construction d'un État et de la direction de l'économie étaient expérimentées. Ce qui ne s'avérait pas viable dans les conditions données disparaissait tôt ou tard, et ce qui servait bien le fonctionnement du régime s'y intégrait. Marx et Engels n'avaient pas préparé de plan détaillé, ils n'avaient pas prescrit un système obligatoire d'indicateurs de plan en nature, ni l'obligation de lier les départements du personnel de toutes les organisations avec la police politique. Ceci s'est formé de cette façon en cours de route, par la force de la logique des choses.

Une des idées fondamentales du livre est que, surtout en raison de la sélection naturelle des institutions et du processus évolutionniste qui en découle, il existe une affinité entre les divers éléments du système socialiste classique. Ces éléments s'ajustent ensemble tels des rouages du mécanisme de la tyrannie. Le socialisme classique est totalitaire et exerce une oppression brutale – mais il forme un tout cohérent.

C'est cette cohérence qui est entamée par les processus de réforme. La répression s'affaiblit, la centralisation se relâche. Ceci rend la vie mieux supportable mais mine en même temps les fondements du système. Le « socialisme à visage humain », beau slogan du printemps de Prague, n'est qu'une chimère. Plus le système prend un visage humain, moins il est capable de fonctionner.

Dès que cesse la foi aveugle des gens se disant sincèrement communistes, le régime reste sans soutien. Au fur et à mesure de l'avancement de la « réforme politique » et dès qu'on peut effectivement choisir entre idéologies, croyances, représentants politiques, la plupart des gens choisissent autre chose que le système existant jusque là.

C'est le fil conducteur de la deuxième partie du *Système socialiste*, qui énumère en détails les différentes orientations de réformes, et pointe les culs-de-sac auxquels elles ont conduit.

### *Trop tard ? Trop tôt ?*

Après la publication hongroise du *Système socialiste*, Gábor Karsai m'a interviewé ; il en a fait un compte rendu positif et compétent dans l'hebdomadaire économique *Figyelő* (L'Observateur). Pendant notre conversation il m'a demandé : est-ce que ce livre ne vient pas trop tard ? J'ai été profondément touché par cette question qui partait de la meilleure intention. Il a écrit : « Si Kornai avait réussi à terminer son livre quatre ou cinq ans plus tôt, et bien sûr à le faire paraître aussi en hongrois, alors semblablement à *La Pénurie*, il serait devenu un best-seller d'économie. Un livre destiné à être dévoré par les intellectuels se disant cultivés, et une référence scientifique pour le camp des gens qui s'activaient en ce temps-là, ceux qui aspiraient à un changement de régime. » Et quelques lignes plus loin : « ... qui a encore le temps aujourd'hui de lire un livre scientifique de près de sept cents pages qui parle malgré tout du passé ? »<sup>199</sup>

Dans la préface du *Système socialiste* j'ai reporté une citation d'un passionnant ouvrage d'histoire, publié en ce temps-là sous la plume de Simon Schama sur la Révolution française : « Quand on a demandé à Chou En-lai, premier ministre chinois, ce qu'il pensait de l'importance de la révolution française, il aurait répondu : « Il est encore trop tôt pour le dire. » Deux cents ans plus tard il est peut-être encore trop tôt (ou trop tard) pour le dire. »<sup>200</sup> À cette citation de Schama j'ai encore ajouté dans ma préface : « Je me joins à la remarque ironiquement ambivalente de Schama : il est trop tôt (ou peut-être trop tard), si le chercheur sur la société étudie le grand événement après deux cents années. Une chose est sûre, l'auteur du présent livre ne souhaite pas attendre. J'assume tous les dangers et les inconvénients d'être trop près des événements. »<sup>201</sup>

Je n'ai pas pu achever le livre *plus tôt*, je n'ai pas voulu le laisser à *plus tard*.

J'avais eu besoin de longs préparatifs, puisque mon entreprise était très ambitieuse. J'ai dû de nombreuses fois repenser la synthèse. Tant de livres bâclés ont paru au début des années 1990 dans lesquels les auteurs avançaient quelques thèses vraies ou demi vraies sur le communisme ! Personnellement j'avais envie de mettre sur la table un ouvrage d'orfèvre dans lequel chaque argument serait pesé et strictement logique, où toute référence serait exacte et qui serait illustré de nombreuses données convaincantes.

Je sentais que le temps pressait. Je me rappelle avoir un jour déjeuné au Harvard Faculty Club avec un sociologue hongrois de passage, une personnalité connue de l'opposition démocratique. Il m'a demandé à quoi je travaillais, et je lui ai répondu que j'écrivais un livre de synthèse sur le système socialiste. Je n'oublierai pas son regard étonné. Il n'a rien dit mais j'ai lu dans ses yeux : « Es-tu devenu fou ? Perdre ton temps à cela ? Maintenant ? » Son ironie pouvait se comprendre. J'ai expliqué plus haut qu'après 1989-1990 des tâches d'actualité incessantes m'empêchaient d'avancer l'écriture. Si alors je n'avais pas été capable de me forcer, malgré certains regards ironiques, à écrire *Le Système socialiste*, le livre serait resté, sans être écrit, en mon for intérieur. Une forte autodiscipline et une vraie motivation étaient nécessaires pour terminer le livre jusqu'au dernier tableau et la dernière référence, et le remettre à l'imprimeur.

Il aurait été dommage d'interrompre ce travail. Bien sûr, d'autres, plus tard, écriront encore sur cette période. Certains peut-être, respectant le laps de temps séculaire préconisé par Chou En-lai, sauront prendre des positions plus objectives que nous. Mais ils seront contraints d'utiliser notre travail comme source. Nous sommes les témoins. Le témoignage de ma génération a une importance capitale, tout au moins en Europe de l'Est, puisque nous étions là en observateurs et en participants actifs, du début jusqu'à la fin.

#### *Reconnaissance de l'Ouest et de l'Est...*

Le livre a eu grand retentissement dans la profession. Plus de quarante comptes-rendus ont paru. Il a été traduit en allemand et en français, puis dans plusieurs pays naguère (ou encore) socialistes : Bulgarie, Russie et Viêtnam. Le cas de ce dernier pays est déjà intéressant en soi. Pensons : dans un pays où le parti communiste exerce encore le monopole politique, paraît un livre qui examine les conséquences des dysfonctionnements que cette structure politique entraîne pour les autres sphères économiques et sociales. Dans un pays où la ligne officielle du parti est le « socialisme réformé », on publie un livre qui souligne la nature hybride et ambiguë de ce processus de réforme.\*

---

\* En Chine également on a failli publier le livre. Il a été traduit, mais l'autorisation officielle de l'édition est encore aujourd'hui incertaine.

La grande majorité des critiques étaient très positives. J'en cite deux. Alec Nove, le plus grand chercheur soviétologue anglais (malheureusement décédé depuis) commence par ces mots : « Le livre de Kornai est sans aucun doute digne de la plus grande attention. Il est également instructif pour les citoyens de l'Est comme de l'Ouest, pour les économistes comme pour les personnes intéressées par la politique, pour les experts des régimes communistes comme pour les étudiants débutants. L'œuvre est un modèle de développement bien construit, clair, témoignant d'une connaissance supérieure du sujet. L'auteur allie son profond savoir du fonctionnement des institutions « de l'Est » à une connaissance globale, enviable, des théories économiques pertinentes. »<sup>202</sup> L'article se termine ainsi : « ...il donne une description et une explication des caractéristiques fondamentales des systèmes socialistes et de l'échec patent des tentatives de réforme, de si haut niveau que l'on ne peut que le remercier – et lui souhaiter un très grand nombre de lecteurs ». <sup>203</sup>

Richard Ericson, professeur à l'Université Columbia de New York, a écrit ceci : « C'est une œuvre vraiment monumentale, faisant la synthèse des pensées de toute une vie. Une œuvre de maître, pleine de sagesse et de visions pénétrantes. »<sup>204</sup>

#### *...et rejet, de la droite et de la gauche*

Même les critiques positives contenaient naturellement des réserves du point de vue de la théorie économique. Mais il y en avait d'autres qui allaient beaucoup plus loin que cela, et qui ont en bloc rejeté toute mon analyse. De même que pour les reconnaissances, j'illustre les rejets aussi par deux exemples.

Václav Klaus et Dušán Tříška ont longuement commenté le livre. Au moment de l'écriture de leur article Klaus était ministre des finances et président de son parti. Plus tard il a même été promu premier ministre, et actuellement il est le président de la République tchèque. Au même moment Tříška était ministre de la privatisation.

Ils n'ont pas exprimé un seul mot favorable sur mon livre. Leur reproche principal (ils l'ont souligné eux-mêmes : non seulement contre *Le Système socialiste*, mais contre mon oeuvre tout entière) était que, d'après eux, je m'étais écarté sans raison des concepts et des méthodes habituelles du courant principal de la science économique. D'après eux c'était parfaitement inutile. L'ordre communiste ne présente aucun trait que l'on ne pourrait pas examiner à la lumière des moyens habituels, les modèles d'optimisation, l'arsenal conventionnel de la microéconomie et de la macroéconomie.

Le ton de la critique tournait particulièrement à l'aigre quand elle touchait l'analyse du parti communiste faite dans mon livre. D'après elle le rôle de la sphère politique était déjà totalement clarifié par la théorie du *public choice* qui avait établi avec une validité générale que l'homme politique a un

comportement tendant à maximiser son propre pouvoir et ses intérêts matériels. Ceci demanderait d'être complété tout au plus par la théorie économique bien connue du monopole, appliquée au cas du parti communiste. Le parti communiste, comme tout monopole, constituerait une barrière à l'entrée libre sur le marché politique.

S'ils avaient approuvé ces critiques, les départements de science politique des universités n'auraient qu'à s'auto-dissoudre sur le champ, et leurs chercheurs à se recycler en économistes néoclassiques.

Je n'ai pas l'habitude de débattre avec les critiques. Qui plus est, cette autobiographie offre un cadre particulièrement inadéquat à ce genre de polémique. Je poserai plutôt simplement une question – même pas une question de science économique mais de psychologie. On peut se demander ce qui a pu inciter ces deux hommes politiques aux sommets du pouvoir, probablement surchargés d'importantes affaires d'État et de parti, à se lancer dans l'écriture d'une diatribe acerbe et détaillée, d'un ton personnel, contre un ouvrage académique et son auteur ?

Un deuxième rejet catégorique provenait de l'autre extrême du spectre politique par la plume de l'historien hongrois Tamás Krausz.\* Parmi ses divers reproches, le plus important est peut-être celui que mon travail négligerait l'approche historique. Il conteste l'application « de modèles stériles dépourvus de bases historiques concrètes ». À un autre endroit il accuse : « D'un point de vue historique la plus grave insuffisance de l'ouvrage de Kornai sur le plan méthodologique n'est pas d'ordre technique mais le fait qu'il n'observe pas l'économie mondiale comme une entité cohérente structurée dans laquelle règnent des déterminismes structurels historiques (comme par exemple le système des relations liant ensemble les pays du centre, de la semi périphérie et de la périphérie, la structure de la division du travail, les rapports d'exclusion et d'exploitation, l'échange inégal et les rapports politiques et de pouvoir, etc.). » Je ne peux pas résister à l'envie de poursuivre par une autre citation.<sup>205</sup> « Les royaumes du « bien » et du « mal » apparaissent dans cet ouvrage comme le combat de deux principes fondamentaux dans le monde : d'une part la rationalité économique et la pure logique du marché, d'autre part l'exploitation étatique irrationnelle. »<sup>†</sup>

Aux yeux de Klaus et de Tříška on peut reprocher à mon livre un manque de loyauté à l'égard de la vision et de l'appareil du courant principal

---

\* Ce livre n'a pas vocation de placer l'œuvre de Tamás Krausz au sein des groupements intellectuels socialistes radicaux. Je me contente de signaler que dans ses vues concernant mon livre j'ai trouvé beaucoup de parenté avec les idéaux de ce qu'on appelle à l'Ouest « la Nouvelle gauche ».

† J'ai relu plusieurs fois mon livre pour trouver l'endroit où je parlerais d'irrationalité et de nature exploiteuse de l'État. Je n'ai rien trouvé de tel.

néoclassique. En revanche, aux yeux de Krausz, je serais (je cite) « le coryphée de l'économie libérale en Hongrie ». <sup>206</sup>

On ne peut pas plaire à tout le monde à la fois. Quelqu'un qui a un profil intellectuel net, une position personnelle tranchée, doit prévoir que son travail n'attirera pas un consentement de tous et une reconnaissance unanime. Il n'est pas surprenant, il est même parfaitement compréhensible et d'ailleurs pour moi plutôt rassurant qu'attristant, que *Le Système socialiste* n'ait plu ni à Václav Klaus, ni à Tamás Krausz.

### *Un épisode bizarre*

Vers la fin de 1988 on m'a fait savoir que j'allais recevoir prochainement la décoration dénommée « Pour une Hongrie socialiste ». J'ai trouvé particulièrement étrange qu'on m'attribue une telle distinction pendant l'écriture de mon livre rejetant le système socialiste.

J'ai téléphoné à un responsable de l'Académie pour lui dire que je n'avais pas l'intention d'accepter cette distinction. Il serait plus opportun d'intervenir et d'arrêter cette action en cours de route. Nous avons discuté. Il m'a demandé pourquoi alors j'avais accepté auparavant le Prix National. J'ai répondu : parce que j'y avais vu une reconnaissance du monde de la science. Mais cette fois c'est le gouvernement qui souhaitait me décorer, et manifestement avec une arrière-pensée politique. J'ai rapidement mis mon point de vue sur papier et je l'ai posté à plusieurs autres dirigeants de l'Académie.

Mon intervention n'a pas été couronnée de succès ; la direction de l'Académie ne pouvait pas ou n'a pas voulu stopper le processus en cours. La convocation pour que j'aille chercher ma décoration m'a été transmise par F. Brunó Straub, confrère à l'Académie et chef de l'État de la République populaire de Hongrie. La nouvelle a été publiée dans *Magyar Közlöny* (Journal officiel). Je me suis adressé par écrit au président du Conseil Présidentiel : « J'ai l'honneur de déclarer que je n'accepte pas la décoration. Cette distinction a un caractère politique et une apparence politique. Je ne suis pas d'accord avec le programme, la politique générale et la politique économique du gouvernement. Depuis plusieurs décennies je me refuse d'exprimer ma désapprobation sous forme d'actions de nature oppositionnelle. Mais je voudrais tout autant m'interdire de faire l'inverse : en acceptant cette distinction gouvernementale exprimer ne serait-ce qu'une approbation tacite. »<sup>207</sup>

C'est par le refus de la décoration « Pour une Hongrie socialiste » et par l'écriture du livre de synthèse de tout mon travail que j'ai fait mes adieux à l'expérience décisive de ma vie, le système socialiste.



## LE TOURNANT

1989-1992

### *Le Pamphlet*

Le 10 novembre 1989 la démolition du mur de Berlin a commencé. On m'a fréquemment demandé si j'avais prévu que cela puisse arriver. Ou, en posant la question différemment, avais-je prévu l'écroulement des régimes socialistes soviétique et européens de l'est ?

Mon livre intitulé *Pamphlet passionné pour la transition économique* [The Road to a Free Economy ; Du capitalisme au socialisme] est arrivé dans les librairies en novembre 1989. Cela ferait de l'effet si je répondais : un livre ne se fabrique pas en quelques jours. C'est bien la preuve que j'anticipais cet écroulement, en l'occurrence bien avant qu'il ne se produise.

Mais l'histoire véritable est infiniment plus compliquée. Je vais essayer de la relater ici.

### *Les limites de la prédiction*

Ai-je prévu l'écroulement du régime ? Oui et non.

*Oui.* *Le Système socialiste* développe sur des centaines de pages la thèse que des réformes internes ne sont pas en mesure de sauver le système, au contraire, elles minent ses fondements. Plus l'oppression se relâche, plus la discipline bureaucratique forcée s'affaiblit, plus il devient impossible de maintenir les anciens rapports de pouvoir.

*Non.* Mon livre, de même que tout autre ouvrage scientifique qui analysait le régime socialiste, n'a rien dit car il ne pouvait rien dire *du moment de l'imminence de la fin*.

Sur ce point nous abordons un problème important de la philosophie des sciences auquel je ne peux consacrer ici que quelques phrases tout au plus. La théorie de la relativité d'Einstein pouvait être testée entre autres de façon à confirmer une prédiction : le soleil courbe le rayonnement des étoiles. Les astronomes ont pu contrôler et approuver la véracité de cette théorie à l'occasion de l'éclipse du soleil du 29 mai 1919<sup>208</sup>. Einstein a été célébré par le monde entier lorsque sa prédiction s'est confirmée aux détails près. Oui, mais les mouvements des étoiles suivent des règles incomparablement plus simples que les mouvements historiques d'une société composée de

centaines de millions d'hommes. Un spécialiste des sciences sociales témoignerait d'une arrogance intellectuelle inacceptable s'il prétendait être capable d'anticiper où et quand éclatera une révolution ou une guerre, sur la base d'une théorie scientifique.

*Oui.* Ceux qui connaissaient bien le régime socialiste de l'intérieur, percevaient les signes d'une dislocation dès 1986 ou 1987. Ce n'est pas tellement les problèmes économiques qui annonçaient une crise, parce que l'économie soviétique avait plusieurs fois été dans des situations bien pires, par exemple lorsque les troupes de Hitler avaient envahi la partie occidentale du pays. Un signe bien plus important était la déception des gens, et particulièrement la désillusion croissante des élites politiques, économiques et militaires de l'ordre ancien.\*

Au fur et à mesure qu'on s'approchait du grand événement de la chute du mur de Berlin que l'on considère communément *a posteriori* comme le jour du début d'une nouvelle ère historique, pointaient des processus annonciateurs de la fin de l'ancien régime : les négociations entre le pouvoir et l'opposition au sujet des élections législatives en Pologne, puis les négociations dites en table ronde des opposants en Hongrie.

Au demeurant, le plus important du point de vue du grand écroulement n'était pas ce qui se passait en Hongrie ou en Pologne, même si cela aussi a joué un certain rôle dans la disparition du régime. Les événements vraiment décisifs se sont déroulés en Union soviétique. Les réformes introduites dans la deuxième moitié des années 1980 n'ont pas atteint ce que leur promoteur, Gorbatchev, avait espéré, elles n'ont pas conduit au renouvellement du socialisme, au renforcement de l'URSS, néanmoins leur effet s'est avéré d'une importance historique. L'atmosphère est devenue plus respirable, le système s'est « amolli », et en même temps un tournant décisif s'est produit dans la politique étrangère et la doctrine militaire soviétiques. Naguère on envoyait les chars soviétiques en Hongrie, en Tchécoslovaquie, et même en Afghanistan. Toutefois, déjà quelques années avant l'écroulement final de l'empire il apparaissait qu'il ne serait plus capable d'agir de la même façon, ni à l'extérieur de ses frontières, ni à l'intérieur. Mais c'était un pressentiment, et non une prédition scientifique exacte de l'écroulement. Évidemment les anticipations de cette sorte nécessitent une connaissance approfondie du régime, sans quoi on n'est pas à même d'évaluer la signification des signes observés ; et il y faut aussi une bonne dose d'intuition. J'étais parmi ceux qui avaient pressenti que nous allions, voire que nous courions vers la crise.

---

\* Certains évoquaient les paroles de Lénine (1974 [1920], p. 66) : « pour qu'une révolution ait lieu il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées reconnaissent qu'il leur est impossible de continuer de vivre de l'ancienne façon et qu'elles exigent un changement ; pour qu'il y ait une révolution il faut aussi que les exploitants ne puissent plus vivre et gouverner de l'ancienne façon. »

Et encore une fois *non*. Pendant que nous percevions l'allure des événements, personne n'était en mesure de prévoir leur incroyable accélération. Il est facile d'être intelligent après coup, et même de constituer des modèles mathématiques. La théorie appelée théorie du chaos décrit des systèmes complexes qui, dans certaines configurations des paramètres, évoluent le long d'un sentier passablement stable, mais il suffit d'un changement relativement limité d'un petit nombre de paramètres pour que le système s'effondre. C'est ce qui s'est produit.

Chacun édifiait des hypothèses. Il existe peut-être des experts en communisme qui peuvent attester par leurs écrits ou leurs discours qu'ils avaient prédit la chute correctement cinq mois avant qu'elle n'intervienne. Cela ne prouve en aucune façon qu'un tel événement unique, jamais vu dans l'histoire de l'humanité, ait pu être prédit avec une certaine exactitude. Après tout même à la loterie dont la probabilité de gain est infime, certains gagnent le gros lot.

Je ne crains pas d'avouer que cette accélération des événements a surpassé mes rêves les plus hardis.

*Résolutions dans le parc de la Harvard Business School  
et sur le Mont Gellért*

J'ai essayé de me préparer intellectuellement aux changements profonds auxquels il fallait s'attendre. Je me suis procuré des livres décrivant les expériences de début des démocraties qui avaient succédé aux dictatures militaires latino-américaines. J'ai repris les manuels de macroéconomie afin de rafraîchir mes connaissances. J'ai discuté avec des historiens et je les ai interrogés sur le déroulement de la dislocation et l'écroulement des grands empires.\*

J'ai plusieurs fois échangé des idées sur la plausibilité d'un changement radical avec le professeur Jeffrey Sachs, mon confrère à l'Université Harvard. Lui et sa femme Sonia d'origine tchèque étaient de bons amis à nous. Ils nous avaient aidés à nous intégrer à nos débuts à Cambridge, ils nous avaient fait faire le tour de Boston. Sachs avait acquis la célébrité quand l'inflation galopante avait pu être jugulée en Bolivie grâce à ses conseils. Lech Walesa et son équipe devaient avoir cela en tête quand Solidarnosc, encore persécuté par le régime communiste, avait invité Sachs comme conseiller économique, avant la chute du communisme. En ce temps Sachs commençait à s'intéresser sérieusement à l'Europe de l'Est, et moi à la stabilisation macroéconomique. Nous avions donc beaucoup à nous dire.

---

\* Je me rappelle une conversation entre amis que j'ai eue vers 1987, en présence de deux excellents historiens hongrois auxquels j'avais posé cette question. Ils m'ont regardé avec étonnement. Bien qu'il s'agît d'hommes participant activement à la vie politique, ils n'avaient jamais réfléchi à une telle analogie.

Réfléchir à la conduite à tenir en cas de tournant politique était encore plus important que de se préparer professionnellement. J'ai décrit à la fin du septième chapitre la « stratégie » que je m'étais proposé de suivre après 1956. Arrivé à l'année 1989, je pouvais déclarer à juste titre qu'abstraction faite de quelques incohérences pas trop significatives, j'avais suivi le chemin que je m'étais tracé. Mais maintenant une nouvelle période de ma vie commençait.

Jusque-là je vivais dans un régime politique auquel j'étais opposé, aussi bien pour des raisons rationnelles que sur une base morale et sentimentale. Mais cette fois il y avait un espoir qu'une démocratie s'installe, un ordre politique et économique que je jugerais acceptable. Il était donc normal et nécessaire de réfléchir à une future stratégie pour ma vie. Fallait-il procéder à une modification substantielle de mon parcours ?

Je n'aime pas improviser. Si j'y suis contraint, je ne réussis pas toujours à faire d'emblée le bon choix. Je suis en revanche capable de réfléchir à l'avance et de prévoir les situations qui pourraient se présenter ; j'aime aussi prévoir à l'avance les critères pragmatiques du choix selon lesquels je pourrais prendre des décisions concrètes.

Le parc de Harvard Business School sur la rive d'en face était une de nos promenades préférées à Cambridge. Au début du printemps 1989, nous avons beaucoup discuté, Zsuzsa et moi, ces dilemmes au cours de ces promenades. De Budapest ne cessaient de nous parvenir des nouvelles qui bouleversaient notre vie et nos pensées. Ainsi, le 22 mars s'est créée la Table ronde de l'Opposition. Le 10 juin un accord s'est noué avec le Parti socialiste ouvrier hongrois (MSzMP) pour initier des négociations tripartites entre le parti au pouvoir, l'opposition politique et, en troisième, des représentants d'organisations de la société civile. L'événement qui nous a le plus secoué a été de voir sur les écrans des télévisions américaines, ne serait-ce que pour quelques secondes, l'inhumation solennelle de Imre Nagy et des autres martyrs de la révolution de 1956, entre autres mon ami Miklós Gimes toujours vivant dans mon souvenir.

À la fin de l'année universitaire nous sommes rentrés à Budapest. Les nouvelles importantes se succédaient à un rythme quasi quotidien. Je n'en mentionne qu'une. Le premier août le gouvernement hongrois a ouvert la zone frontalière interdite à l'ouest du pays. De plus en plus d'Allemands de l'Est pour lesquels la RFA était inaccessible avaient l'intention de franchir la frontière de la Hongrie vers l'Autriche et de passer de cette façon à l'Ouest. Ils stationnaient chez nous en très grand nombre, placés en quarantaine, quand enfin le gouvernement hongrois est parvenu à prendre la grande décision d'ouvrir le rideau de fer et de laisser passer ces Allemands de l'Est.

À Budapest l'une de nos promenades préférées était le Mont Gellért. Nous devions affronter des problèmes émotionnels et éthiques difficiles – j'y reviendrai. Au cours de ces promenades nous sommes parvenus à prendre

ensemble les résolutions les plus importantes. Naturellement c'est avant tout moi, acteur de la vie publique qui était concerné.

La résolution la plus importante a été de ne rien modifier substantiellement à mon parcours. Devant le choix difficile d'être un homme politique ou un chercheur scientifique j'avais toujours opté pour cette dernière voie pendant trente-deux ans ; eh bien je m'y maintiendrais.

En 1956 j'avais rompu avec le parti communiste, sans jamais adhérer à aucun autre mouvement politique durant trente-deux ans. Je ne changerais pas. Je ne me joindrais à aucun nouveau parti en train de se former ni à aucun mouvement.

Ma vision de la politique économique, mes idées politiques, mon système de valeurs, ma conception du monde étaient solides. Je n'avais aucune raison d'en changer. Je voulais rester fidèle à ma position antérieure.

Ce qui dictait la poursuite de mon parcours, c'était essentiellement des *principes* et non une sorte d'entêtement, une incapacité de changer. J'ai déjà abordé ces questions, mais maintenant, parlant de mes décisions prises en cette période de tourmente je dois me répéter car c'est un des fils conducteurs de ma vie : qu'il s'agisse de moi-même ou d'autres, j'attache une importance particulière à la *cohérence*. Des situations peuvent se produire où des personnes moralement irréprochables ont le sentiment qu'elles doivent modifier leur jugement, leur système de valeurs, sur des questions fondamentales de la vie. Mais j'ai horreur de ceux qui changent leur vision du monde à la légère dans l'espoir d'obtenir plus de pouvoir ou plus d'argent.

Passer d'un système de parti unique à une démocratie parlementaire avec des élections libres et plusieurs partis m'imposait un seul changement substantiel : je devais être disponible pour aider par mes conseils mon pays à se redresser économiquement, à bien prendre le tournant vers une économie de marché. Jusque-là je ne m'étais consacré qu'au travail scientifique dans une démarche positive. À partir de ce moment je devais aussi mettre l'accent sur une approche normative, repenser les tâches de la politique économique.

#### *Comment Le Pamphlet a été écrit*

Début août 1989, j'ai été invité à formuler mes idées à propos des tâches économiques qui attendaient le pays. La grande salle du conseil de l'Institut de recherche sur la conjoncture et les marchés (KOPINT) était comble. On trouvait dans les rangs de l'auditoire plusieurs dirigeants ou experts économiques de partis ou mouvements politiques récents ou en cours de formation, opposés au régime en place, ainsi que de nombreux chercheurs scientifiques dont certains allaient bientôt occuper des fonctions politiques importantes.

Depuis des mois je réfléchissais au sujet de cette conférence. J'essayais de suivre à la trace les conceptions des experts et des membres des nouveaux

partis en train de se former, les propositions qu'ils comptaient inclure dans leurs programmes.

Je m'y étais bien préparé. Néanmoins j'étais extrêmement tendu en y allant, mais je n'en montrais rien. Nombre de mes auditeurs couraient d'une réunion à l'autre, ces semaines-là, et pour eux ma conférence n'était probablement qu'une parmi d'autres. Moi, en revanche, je l'ai vécue comme un événement extraordinaire. Trente-trois années plus tôt, en été 1956, jeune réformateur, j'avais présenté mes propositions globales à l'Institut des sciences économiques. Quelques semaines plus tard, à la demande des collaborateurs les plus proches de Imre Nagy j'avais préparé un programme économique jamais achevé et jamais rendu public, destiné à accompagner la présentation du gouvernement révolutionnaire devant le parlement. Depuis je n'avais pas eu d'autres occasions d'élaborer un programme global. Cette conférence a donc ouvert une nouvelle période dans mon parcours personnel ; le moment était pour moi particulièrement bouleversant, c'est compréhensible.

Ma conférence a duré une heure, elle a été suivie d'un vif débat, d'interventions pour et contre, de questions et de réponses.

Quarante-huit heures plus tard j'ai été pris d'une douleur aiguë dans le bas du dos. C'était un lumbago. Le malade a l'impression de ne pas pouvoir bouger d'un iota. Je me suis traîné difficilement jusqu'à mon lit – j'y ai passé une dizaine de semaines condamné à rester couché. Des médecins ont constaté que j'avais un nerf pincé entre deux vertèbres, ma terrible douleur venait de là ; elle ne s'est adoucie que très progressivement. J'ai eu droit à des traitements variés, des piqûres, des analgésiques puissants ; plus tard des séances de kinésithérapie et de natation ont contribué à mon rétablissement.

Je fais un saut dans le temps. À New York en 1990 j'avais consulté le professeur John Sarno qui en se mettant un peu à l'écart du courant principal des rhumatologues (dans leur métier aussi il existe un courant principal !), avait élaboré une théorie selon laquelle une tension nerveuse, un état de stress peuvent conduire à des spasmes des organes moteurs et à d'autres dérèglements. Il m'a prodigué d'utiles conseils préventifs pour l'avenir. Je suis persuadé que c'est bien cela qui m'est arrivé en été 1989. Au sens strict du terme, je suis tombé malade sous le poids de l'immense responsabilité qui pesait sur mes épaules, de pouvoir (ou même *devoir*) contribuer au programme de rétablissement du pays. Cette expérience en soi était un argument de poids pour n'accepter aucun rôle politique. Que se passerait-il si un homme politique tombait malade à chaque apparition importante ?

Dès que la douleur est devenue un peu tolérable, j'ai voulu me remettre au travail. Je comptais d'abord publier ma conférence sous forme d'article, mais il est apparu très vite qu'il ne s'agirait pas d'un article mais d'un livre. J'avais écrit ou tapé tous mes essais et mes livres moi-même, d'abord à la machine à écrire, puis à l'ordinateur. Mais cette fois je n'avais pas le choix, j'ai été obligé d'apprendre à dicter. La tâche ingrate de transformer les

paroles d'un malade alité en un texte prêt à l'impression incombait à mes collaborateurs. Ce travail a duré des semaines.

Cela me fait chaud au cœur de repenser à tous les gestes affectueux et obligeants qui m'ont entouré. Mon cher ami et médecin, le rhumatologue Géza Bálint venait souvent veiller sur moi en personne auprès de mon lit de douleur. Pendant la convalescence c'était au tour de notre amie kinésithérapeute Eszter Draskóczy d'agir. Au début de ma maladie on ne pouvait jamais me laisser sans surveillance. Lorsque ma femme devait sortir, ce sont ma belle-sœur Mariann Dicker ou un de nos amis qui montaient la garde. Les visiteurs se succédaient, et au fur et à mesure que le manuscrit avançait je le passais aux uns et aux autres pour avis. Les journalistes aussi sont arrivés. Je me rappelle le geste de l'inoubliable Kati Bossányi que je voyais pour la première fois ; elle s'est assise avec décontraction et naturel au bord de mon lit et m'a tendu un micro : c'est ainsi qu'elle m'a longuement interviewé.

À la fin de la sixième semaine dans mon lit de malade, le 11 octobre, *Le Pamphlet* était prêt. Je n'ai jamais eu d'éditeur plus énergique et plus humain que Ágnes Erényi qui avait pris le manuscrit sous son aile et a obtenu, véritable miracle dans les conditions du moment, que le livre soit dans les librairies dès la mi-novembre.

#### *Premières réactions*

À peine quelques jours après la parution, les premiers commentaires sont sortis dans la presse hongroise, quotidiens, hebdomadaires ou revues. Gáspár Miklós Tamás a donné à son article un titre bien trouvé : *La bombe Kornai*. Oui, si les débats oraux ou écrits étaient multiples sur la gestion de la crise économique et les transformations imminentes, *Le Pamphlet* est en effet apparu dans le ciel tel une bombe.

Un de mes médecins, tout en me tapotant le dos et m'administrant une piqûre a remarqué : « Même l'air qu'on respire aujourd'hui, c'est du Kornai. » Au moins cinquante articles ont commenté mon livre au cours des quinze jours suivants. On entendait toutes sortes de voix. Beaucoup approuvaient avec enthousiasme. D'autres exprimaient des positions « d'une part, d'autre part ». Mais il y avait aussi des avis fortement opposés à mes propositions. Si la plupart de ces derniers exprimaient des reproches argumentés sous forme civilisée, des écrits brutaux, agressifs ne manquaient pas non plus. Je me suis de nouveau trouvé confronté à cette « technique polémique » que j'ai déjà résumée dans un chapitre antérieur ainsi : « Prends le sujet de ton interlocuteur, tords-le sur certains points essentiels, extrais-les du contexte – puis réfute ces affirmations déformées ! »

Le livre est rapidement devenu un best-seller, plusieurs fois réimprimé. Le débat a fait rage en crescendo pendant trois mois. Puis il s'est apaisé. La presse et l'opinion publique sont passées à d'autres sujets.

En septembre 1989 j'aurais dû être de retour en Amérique, mais j'ai été retardé par la maladie. Nous n'avons pu prendre l'avion pour Cambridge que vers la fin de l'année et dès lors nous observions de loin l'accalmie du débat. Pendant ce temps se préparait la traduction anglaise du livre.

En anglais le titre du livre était différent : *La Route vers une économie libre. Sortie d'un système socialiste : l'exemple hongrois. (The Road to a Free Economy. Shifting from a Socialist System : The Example of Hungary)*. Le titre principal rappelait le titre du grand classique de Hayek : *La Route de la Servitude*. Le titre et la préface de l'édition américaine attiraient l'attention du lecteur sur le fait que les recommandations concrètes du livre s'adressaient à la Hongrie, pourtant l'auteur s'efforçait d'obtenir que le lecteur tire des conclusions générales de ses messages, dans l'intérêt de la transformation économique d'autres pays. La publication en anglais a été suivie par une série d'autres. Dans l'ordre de parution : russe (trois publications chez trois éditeurs successifs différents), tchèque, slovaque, française, italienne, espagnole, polonaise, ukrainienne, estonienne, japonaise, serbe, tamoule, cinghalaise (les deux langues officielles du Sri Lanka), chinoise (d'abord en République Populaire de Chine, puis chez un autre éditeur à Taïwan) et enfin vietnamienne.\*

Le livre a connu un écho puissant et rapide partout où il a paru. Les plus grands journaux du monde l'ont commenté, depuis le *New York Times* jusqu'à *Le Monde*, depuis la *Neue Zürcher Zeitung* jusqu'au *Financial Times*.<sup>209</sup> L'accueil à l'étranger était divisé de la même façon qu'en Hongrie ; allant d'éloges enthousiastes jusqu'aux rejets furieux, en passant par des positions plus réservées, dans toutes les nuances. Il a déplu surtout à ceux qui, voulant remplacer le socialisme d'État, auraient préféré plutôt que le capitalisme un système ni communiste ni capitaliste.

En vue de l'édition en anglais j'ai revu le texte original hongrois. J'y ai inséré quelques corrections ou compléments pour tenir compte des commentaires hongrois. J'ai publié les modifications en Hongrie dans *Közgazdasági Szemle (Revue Économique)*.<sup>210</sup> Toutes les autres éditions étrangères étaient basées sur la publication anglaise.

À cette époque j'ai donné plusieurs conférences étroitement liées au *Pamphlet*, en développant ou en complétant plus en détails certains points, ce que j'ai ensuite publié dans un article.

En 1990 on m'a chargé d'une conférence aux Pays-Bas en l'honneur de Jan Tinbergen. J'ai eu la grande chance de revoir encore une fois le professeur Tinbergen, un des mentors de mes débuts, physiquement fatigué mais intellectuellement alerte comme toujours. J'ai profité du cadre de cette conférence pour développer mon point de vue sur les principes de la privatisation.<sup>211</sup>

---

\* Il a paru en 17 langues étrangères au total. C'est à ma connaissance le livre hongrois de sciences sociales le plus traduit.

J'ai eu le grand honneur d'être invité par la Société Économique Américaine pour tenir la conférence d'ouverture, la *Ely Lecture* du congrès de l'année 1992. J'y ai parlé du rôle de l'État en période de transition postsocialiste.<sup>212</sup> C'est dans cette conférence que j'ai prononcé la phrase pour laquelle j'ai souvent été attaqué depuis, mais que je maintiens : le système socialiste avait créé un « État providence prématûr ».

Chaque année à Stockholm on organise une conférence en l'honneur du grand économiste suédois Gunnar Myrdal. En 1992 c'est moi qui ai été invité pour la Myrdal Lecture. J'ai parlé du renforcement de la discipline financière et du durcissement de la contrainte budgétaire.<sup>213</sup>

Quand je présente ci-dessous les thèses du *Pamphlet* j'y inclus aussi le contenu de ces conférences. C'est pourquoi j'ai indiqué 1992 comme année de clôture de ce chapitre. Dans ce qui suit, je résume donc brièvement le contenu du livre et les propos essentiels des conférences associées, ainsi que quelques réactions qui ont directement suivi la parution. Je complèterai cela de mon évaluation avec les yeux d'aujourd'hui.

### *Assez de simulacres !*

*Le Pamphlet* critiquait âprement la toute dernière phase du socialisme de réforme et les idées incohérentes relatives aux rapports de propriété : l'existence d'un marché de capitaux sans véritables capitaux privés ; une propriété croisée entre entreprises d'État ; la création de « holdings » dirigés par des bureaucrates nommés par l'État qui se comporteraient comme s'ils étaient propriétaires ; l'autogestion des entreprises selon le modèle yougoslave, et ainsi de suite. Le livre s'est exclamé avec irritation : « ...assez de simulacres. Nous avons déjà beaucoup essayé de faire semblant. L'entreprise d'État simule le comportement d'une entreprise cherchant à maximiser le profit. La politique industrielle bureaucratique de la « restructuration » simule la concurrence. L'Office des prix simule le marché dans la détermination des prix. On ajoute maintenant à cela des simulacres de sociétés anonymes, un simulacre de marché des capitaux et un simulacre de bourse. À mes yeux elle ne sera qu'un Wall Street en plastique ! ... il ne s'agira jamais d'une véritable banque, d'une véritable société anonyme, d'une véritable bourse. Ce qu'on observe n'est qu'une sorte de jeu de Monopoly. Un Monopoly où ce ne sont pas des enfants qui jouent avec de faux billets, mais des dirigeants adultes avec les véritables fonds publics. »<sup>214</sup>

C'est donc cette critique qui a choqué ceux des économistes hongrois qui avaient essayé de progresser pas à pas en collaborant avec les hommes de l'élite économique et du parti, les plus éclairés, les plus enclins à réformer l'économie socialiste. Ils avaient été les participants actifs, les initiateurs, et en même temps les principaux idéologues de ce processus de réformes. Dans un chapitre antérieur j'ai déjà détaillé mon évaluation de leur activité,

l'attitude de ce groupe par rapport à mes travaux. Maintenant, en relisant l'écho de l'époque suscité par *Le Pamphlet* à quinze années de distance, je peux constater que le principal refus de mes propositions provenait essentiellement du camp des principaux « économistes réformateurs », quelquefois sur un ton agressif et personnel indigne d'un débat d'intellectuels.

L'économiste Iván Szegvári a écrit ceci : « Le livre de Kornai a jusqu'ici provoqué la stupéfaction, un rejet et des troubles digestifs intellectuels dans le milieu des économistes. Le malaise vient de ce que Kornai a remis en question de nombreux axiomes de l'économie réformatrice hongroise. Ceci est forcément inconfortable tant rétroactivement que pour l'avenir. Rétroactivement parce que Kornai contraint le lecteur à faire face à la position réformatrice intellectuellement trop confortable selon laquelle la vérité, autrement dit le contenu de la réforme véritable est connu, et qu'elle a seulement été sabotée par la politique, l'administration de l'État et en général les forces intérieures et extérieures à la réforme... »<sup>215</sup>. András Semjén voyait un phénomène psychosocial dans les réactions furieuses : une réduction de la dissonance cognitive de la société des économistes. Semjén écrivait : « [Le livre de Kornai] clame que le roi est nu, qu'on aura beau habiller la propriété de l'État de n'importe quel déguisement, ce n'est pas pour autant que celle-ci se mettra à fonctionner comme la propriété privée. Il n'était donc pas suffisant d'oublier notre « écoposoc »\* ; il est avéré aujourd'hui que nombre de résultats manifestes des idées de la réforme économique qui avaient été développées comme antidote ne sont que des fardeaux inutiles dont il faut nous débarrasser au plus vite ! »<sup>216</sup>

Si je voulais hiérarchiser les messages de mon livre, je qualifierais celui-ci de plus important : il est temps de cesser de rapiécer le système socialiste. Il n'y a pas de troisième voie. C'est la position très ferme que prend le texte hongrois. Dans la traduction anglaise j'ai voulu donner à ce message encore plus de poids, en modifiant le titre. J'ai volontairement écrit *The Road...* (et non *A Road...*) dans le titre anglais. Dès le début j'ai voulu rendre clair qu'à mon sens une troisième voie n'existe pas. Lorsque ces pays rompent avec le système socialiste, ils doivent s'engager sur la route qui conduit au système capitaliste.<sup>†</sup>

\* À l'attention des jeunes générations : « l'économie politique du socialisme » telle qu'on l'enseignait officiellement dans la période antérieure aux réformes.

† En 1991 j'ai eu un très grand honneur : il m'a été demandé de tenir la *Tanner Lecture* à Stanford. On trouve au rang des précédents conférenciers de la Tanner Lecture Raymond Aron, Kenneth Arrow, Saul Bellow, Joseph Brodsky, Michel Foucault, Jürgen Habermas, Václav Havel, Robert Nozick, Karl Popper, John Rawls, Robert Rorty et Helmut Schmidt. Le titre de ma conférence était *Le socialisme de marché revisité (Market Socialism Revisited)* (1993b). J'ai pu développer plus en détail dans cette conférence un point que mes écrits antérieurs et

Depuis un certain temps le sujet semblait ne plus figurer à l'ordre du jour. En fait la vision « d'une troisième voie » est indestructible, et elle est justement en train de reprendre de la vigueur. Le capitalisme est inévitablement porteur d'injustices, d'atteintes à la dignité humaine. En périodes de problèmes économiques les populations sont encore plus en colère contre les régimes existants. La plupart des gens ne souhaitent pas un retour de l'ancien régime, mais certains sympathisent avec des vues qui rejettent aussi le nouvel ordre. Dans le flot des idées apparaissent les variantes « troisième voie » des thèmes connus depuis longtemps : l'anticapitalisme romantique « populaire », la phobie de style nazi des banquiers, l'agitation contre la ploutocratie et le capitalisme prédateur, ou bien la vision nouvelle gauche qui diabolise les entreprises multinationales et la globalisation. Il existe nombre de positions qu'il faudrait critiquer moins pour leur contenu économique concret que pour l'obscurité de leur analyse et le flou de leurs notions. C'est le cas des propositions sociales-démocrates modérées qui en réalité ne vont pas plus loin qu'une réforme tranquille des rapports entre l'État et l'économie ; mais cela sonne mieux de parler d'une « troisième voie ».

Je considère aujourd'hui aussi comme une vertu du *Pamphlet* d'avoir essayé d'exprimer la vérité en mots simples et non équivoques, dans une période historique où la pensée économique d'Europe de l'Est était chargée de notions et d'idées embrouillées. Appelons un chat un chat ! – cette exigence est toujours d'actualité.

#### *Pour un développement sain du secteur privé*

Le livre considérait que la tâche la plus importante du changement de système était de transformer les rapports de propriété. J'ai suivi le fil de pensée développé dans *Le Système socialiste* qui avait montré que les rapports de propriété représentent une strate plus profonde, plus déterminante d'un système que les formes de coordination (tels que le poids relatif du mécanisme de marché ou de la régulation bureaucratique). Il convient de créer non pas une économie socialiste de marché, pas même une économie de marché « sans qualificatif » (une formule à la mode à l'époque), mais bel et bien « avec qualificatif » : une économie *capitaliste* de marché dans laquelle la propriété privée joue le rôle dominant.

J'aimerais à cet endroit déplacer le point de vue développé dans mon livre, sur le plan des débats internationaux. Les économistes ont recommandé deux orientations possibles. L'une était la stratégie que *Le Pamphlet* a été le premier à proposer, préconisant *un développement organique du secteur privé*. Le plus important était la suppression des

---

*Le Pamphlet* n'avaient pu que résumer : quels sont les facteurs sociaux et politiques qui entravent la réalisation dans la pratique de la vision théorique d'Oskar Lange.

obstacles dressés devant l'entreprise privée, la libéralisation de l'entrée dans la production. Il convenait que l'État autorise, voire même encourage la création des nouvelles entreprises privées. Les droits de propriété des entreprises d'État ne devaient pas être bradés, mais il fallait les vendre à un prix convenable. Il fallait refuser de distribuer gratuitement la propriété de l'État. Si une entreprise d'État n'était pas viable, il convenait de la liquider. Tout cela devait être complété par le durcissement de la contrainte budgétaire.

Cette transformation des rapports de propriété ne devait pas être réalisée au galop, mais seulement progressivement. Cette démarche est appelée dans les débats occidentaux *stratégie gradualiste*.

La proposition rivale mettait l'accent sur la liquidation aussi rapide que possible de la propriété de l'État. C'était la stratégie de la *privatisation accélérée*. Étant donné que la vente des anciennes entreprises de l'État ne pouvait être accomplie très rapidement, il ne fallait pas attendre de trouver des acheteurs. La propriété de l'État devait être découpée en bons (sous forme de coupons ou de *vouchers*) et distribuée à la population ; chaque citoyen avait droit à une part de la propriété de l'État. Les bons pourraient être transformés (par l'intermédiaire de fonds d'investissement) en actions des entreprises anciennement propriété de l'État. Ceux qui se réclamaient de cette stratégie ne s'opposaient naturellement pas à la création de nouvelles entreprises privées, mais ils ne focalisaient pas là-dessus l'attention des hommes politiques, des économistes et de l'appareil de l'État, ils préféraient mettre en avant la privatisation par coupons. *Le Pamphlet* s'opposait vivement au projet de cette distribution gratuite. « Selon moi cette idée est grotesque. Elle suscite une association d'idées : l'État, notre père à tous, vient brusquement de mourir, et nous ses enfants restés orphelins distribuons son patrimoine à parts égales. Mais l'important désormais n'est pas de distribuer la propriété, l'important est de la mettre entre les mains d'un propriétaire vraiment meilleur. »<sup>217</sup>

À propos du rythme de la privatisation j'ai eu l'occasion de connaître l'opinion des deux grands savants américains de la science économique, probablement les plus connus du grand public, Milton Friedman et Paul Samuelson.\* Milton Friedman a envoyé ses observations par courrier. Son ton était très positif sur mon œuvre en général, et il était d'accord avec nombre de propositions de mon livre. Pas contre il n'approuvait pas ma position concernant la privatisation graduelle.<sup>†</sup> « Je crois qu'à cet égard

\* En dehors d'eux, Kenneth Arrow, Marin Feldstein, Robert Musgrave et Jeffrey Sachs ont également lu la première traduction brute du *Pamphlet*. Pour rester concis je ne rapporte pas ici les remarques de chacun.

† Friedman s'est distingué de moi sur un autre point également : il s'est vivement opposé à la recommandation que l'État fixe le cours du change pendant la période de transition. À ses yeux c'était incompatible avec l'idée de la liberté du marché. Je

Monsieur Kornai n'est pas suffisamment radical. Une thérapie de choc est nécessaire. Quant au détail, alors que je suis d'accord avec lui pour dire qu'il n'est pas souhaitable de brader la propriété de l'État à des étrangers, je ne suis pas d'accord concernant le rythme lent de la privatisation des entreprises actuellement dirigées par l'État. »

Dans ma réponse j'ai défendu ma position, non seulement à propos des privatisations, mais aussi sur d'autres questions, puis j'ai ajouté : « ...la différence de nos vues a une cause : la distance qui nous sépare de la région en question. Personnellement je considère notre région de l'intérieur, de Budapest, de Varsovie ou de Prague, et j'ai le sentiment que pour être réaliste, il faut tenir compte de ce point de départ. En même temps j'admets que quelqu'un qui observe ces pays de beaucoup plus loin, puisse remarquer certains problèmes, qui échappent à l'attention de ceux qui sont peut-être trop enfermés dans les conditions locales. C'est pourquoi je vous remercie pour vos observations critiques et j'en tiendrai certainement compte. »<sup>218</sup>

Samuelson, lui, a fait ses remarques d'abord de vive voix, pendant un déjeuner au MIT Faculty Club, puis il les a publiées dans un article pour un quotidien américain.\* La première moitié de l'article est consacrée à la réforme chinoise, puis il passe à mon nouveau livre. « Je viens de voir la traduction anglaise du *Pamphlet*, et je vous en recommande chaudement la lecture. » Il rappelle quelques propositions du livre, entre autres celle qui vise le développement du secteur privé : « Kornai recommande avec insistance que la population développe un « respect social » pour le secteur privé. La jalouse, l'identification de ceux qui touchent des profits à des escrocs et des requins sont contreproductives. La Hongrie a besoin d'une *nouvelle classe moyenne* [souligné par Samuelson]. Napoléon méprisait l'Angleterre et la traitait de nation de boutiquiers. Kornai n'est pas Napoléon. »<sup>219</sup>

Pour en revenir aux deux stratégies différentes de création du secteur privé, l'alternative recouvre un choix de valeurs. Les adeptes du développement organique considéraient comme particulièrement importants une restructuration des couches sociales, l'embourgeoisement, l'apparition d'une nouvelle classe moyenne de propriétaires et d'entrepreneurs. À l'opposé, les avocats de la distribution gratuite idolâtraient la *vitesse*. Comme l'écrivaient Vaclav Klaus et Dušan Tříška dans leur article sur mon livre *Le Système socialiste*, « nous pensions que la vitesse était le critère

---

n'ai pas pu approuver sa position. De même que certains autres, j'étais personnellement convaincu que pendant les quelques premières années orageuses on avait besoin de taux de change fixes. Ce serait « une ancre » qui contribuerait à la formation et à la stabilisation des nouveaux prix relatifs.

\* Le titre de l'article est déjà extrêmement flatteur : « *For Plan to Reform Socialism, listen to János Kornai.* » On pourrait le traduire par : « Si vous vous apprêtez à réformer le socialisme, écoutez János Kornai. »

absolu, par conséquent nous ne pouvions admettre aucune stratégie incapable d'obtenir un résultat rapide. »<sup>220</sup>

Dans les débats professionnels occidentaux qui avaient cours à l'époque dans les institutions financières internationales de Washington, dans les milieux politiques et dans les chaires d'économie des meilleures universités, c'est le point de vue des « accélérateurs » qui prévalait. Certains autres étaient en revanche plutôt d'accord avec moi et préconisaient la stratégie gradualiste, mais dans les milieux professionnels de l'Ouest nous étions minoritaires. Les conseillers occidentaux qui exerçaient une influence sur les gouvernements des pays concernés par la transition postsocialiste, préconisaient majoritairement la privatisation accélérée.

Le déroulement effectif des événements a été différent selon les pays. La proportion des actifs de l'État distribuée gratuitement était tantôt plus grande, tantôt moins grande, tantôt presque nulle. L'exemple le plus marquant d'une privatisation à marche forcée est celui de la Russie. Cette stratégie y a joué un rôle considérable dans le processus malheureux, d'un poids historique, quasi irréversible, qui a conduit à une concentration incroyable de la répartition des actifs, au règne des « oligarques ».

En Hongrie aussi, le schéma distributif avait quelques adeptes bruyants et influents. Un projet de loi dans ce sens a même été déposé au parlement. Mais en fin de compte la stratégie d'une privatisation accélérée n'a pas abouti chez nous ; la véritable marche des événements a été bien plus proche de celle recommandée par *Le Pamphlet*. Personne ne pourra dire si le livre a joué un rôle direct dans cette stratégie.

Aujourd'hui, dix à quinze ans plus tard, la plupart des experts sont d'avis qu'avec le recul, les gradualistes avaient raison.\*

En revenant au *Pamphlet* et aux analyses sur la propriété, il n'est pas sans intérêt de mentionner une erreur. Les propositions que j'ai faites ne s'opposaient pas à une entrée de capitaux étrangers, elles démontraient l'utilité d'investissements étrangers directs. Mais je n'ai peut-être pas mis suffisamment l'accent sur ce point ; je n'anticipais pas que ces investissements constituerait le moteur le plus important de l'économie hongroise et en particulier celui du nouveau secteur privé, qui jouera un rôle clé dans les exportations et dans le développement technologique.

---

\* Jeffrey Sachs était au départ d'accord avec moi, mais plus tard il a changé d'avis et il s'est rangé du côté des adeptes de l'accélération. Je me souviens de conversations dans lesquelles nous voulions mutuellement nous convaincre, sans succès. Bien plus tard, au vu des événements en Russie, il a reconnu que dans ces débats c'est moi qui avais raison.

### *Responsabilité pour les fonds publics*

Si la part du secteur privé ne progresse que pas à pas, et non par un unique saut, alors le secteur d'État ne peut pas être supprimé d'un coup. La propriété de l'État et la propriété privée sont condamnées à coexister pendant longtemps. *Le Pamphlet* exprimait ma méfiance à l'égard de la propriété d'État. Je protestais contre la façon de considérer le dirigeant d'une entreprise d'État comme un entrepreneur qui jouirait de la même autonomie et de la même liberté économique qu'un manager à qui les vrais propriétaires privés demandent des comptes pour ses résultats. Quelqu'un qui ne fait que gérer les fonds publics n'est pas un entrepreneur. Je craignais de plus que des programmes prétendant transférer la propriété aux salariés des entreprises ne conduisent en fait qu'à la faire passer entre les mains des managers.

J'ai recommandé de contrôler de près les dirigeants des entreprises publiques. L'expérience ultérieure a légitimé cette exigence. Malheureusement c'est maladroitement que j'ai essayé de traduire ce judicieux principe de base dans le langage des textes législatifs. (J'ai suggéré par exemple que le parlement approuve les allocations sectorielles pour le secteur d'État.) Ceux qui tout au long des réformes du socialisme de marché avaient toujours combattu pour un plus grand pouvoir des dirigeants des entreprises d'État, me reprochaient sarcastiquement de vouloir rétablir le système stalinien de planification dirigiste.\*

Malheureusement le vrai sens de l'avertissement du *Pamphlet* est tombé dans l'oreille de sourds. Le fonctionnement et la privatisation des entreprises d'État toujours très nombreuses, même s'il y en avait de moins en moins, s'accompagnait de beaucoup d'abus et de corruption. Le contrôle administratif et politique était insuffisamment strict, les procédures de privatisation manquaient de transparence, la presse et la société civile étaient incapables de les suivre. Évidemment ce n'était pas un phénomène purement hongrois, il accompagnait la privatisation dans chaque pays de notre région.

Mon livre voulait en réalité attirer l'attention sur un problème bien plus général : comment contrôler publiquement les dépenses publiques par des processus démocratiques. La surveillance des entreprises de l'État n'est qu'un aspect, un aspect important en soi, de cette question. J'ai illustré le message concernant l'argent public d'un problème d'actualité. « Le débat est ouvert de savoir si la Hongrie doit entreprendre d'organiser une exposition

---

\* Cela donne à réfléchir : ce n'est qu'en Hongrie que la partie de mon livre consacrée aux entreprises d'État irritait, parce qu'elle aurait privé les dirigeants des entreprises publiques de certains priviléges durement acquis tout au long des réformes. S'il y a eu des critiques variées dans les discussions du livre à l'étranger, ce problème-là n'a jamais été soulevé.

universelle. Il est prévu que la question aille devant le parlement. Voici quelles seraient mes recommandations :

Je propose que ceux des fonctionnaires gouvernementaux, membres de commissions, commissaires ministériels, qui se chargent de la responsabilité du projet, donnent en hypothèque leur patrimoine personnel : logement, résidence secondaire, voiture, objets de valeur. Il est évident que la valeur de ces hypothèques ne couvrirait qu'une infime fraction des énormes sommes à investir. Mais les valeurs hypothéquées doivent comprendre une partie considérable du patrimoine, du fruit du travail de toute une vie, des défenseurs du projet.

La future loi organisant l'exposition universelle doit prévoir également des primes généreuses pour les initiateurs du projet, sous réserve que l'exposition porte les fruits espérés. C'est la même loi qui doit disposer de la saisie complète des biens hypothéqués dans le cas où l'exposition se terminerait par un échec financier. Il convient d'assurer à l'avance des points de chute adaptés pour les promoteurs du projet en cas d'échec.

Je pense que de cette façon les promoteurs du projet comprendront ce qu'un engagement financier personnel signifie. »<sup>221</sup>

Cette parabole ironique du *Pamphlet* a plusieurs fois été citée au parlement. Finalement le gouvernement a décidé de ne pas organiser l'exposition universelle. Mais je ne dirai pas que l'on s'est un tant soit peu approché de la condition sur laquelle ma proposition voulait attirer l'attention : la responsabilité personnelle effective de ceux qui décident des dépenses de l'argent public.

#### *L'opération chirurgicale pour la stabilisation*

Dans le chapitre sur la macroéconomie, en y revenant aujourd'hui, j'ai développé des idées pertinentes, mais aussi des idées erronées.

Mon livre avait légitimement insisté sur l'importance de juguler l'inflation. Une accélération de l'inflation était un vrai danger dans la région postsocialiste, et en effet, elle a pris des proportions alarmantes dans plusieurs pays au cours des années suivantes. En Hongrie déjà, au cours de la dernière période précédant le tournant l'inflation allait en s'accélérant chaque année<sup>222</sup>, et l'année de la publication du *Pamphlet* elle était déjà de 17 %. \* En outre, la forte exigence du rétablissement de l'équilibre budgétaire était également légitime. À la parution du *Pamphlet* aucun consensus n'existait sur ces questions. Nombreux étaient ceux qui pensaient qu'un taux d'inflation élevé et un fort déficit budgétaire accompagneraient naturellement la transition, et que lutter contre était aussi impossible

\* Le gouvernement n'a pas accepté la recommandation insistante du livre. Le taux d'inflation a continué de monter, et en 1991 l'indice des prix à la consommation a augmenté de 35 %.

qu'inutile. Un durcissement de la discipline fiscale et monétaire n'était pas une exigence allant de soi.

Une hypothèse essentielle de la proposition de programme macroéconomique s'est révélée erronée, en l'occurrence le pronostic qu'il n'y aurait pas de chute de la production. Certains experts pronostiquaient à l'époque des changements structurels nationaux profonds, un rétrécissement des marchés internationaux vers l'Est ; à la suite de la libéralisation progressive des importations, la concurrence résultant de l'afflux des marchandises étrangères ferait baisser la demande pour les produits nationaux, en conséquence leur offre baisserait également, entraînant une nouvelle baisse de la demande – et cette spirale à la baisse de l'offre et de la demande entraînerait une profonde récession.

*Le Pamphlet* avait fait grand bruit pour avoir recommandé, contrairement à une transformation progressive des rapports de propriété, une mise en œuvre rapide de la stabilisation macro et de la libéralisation des prix associée. J'ai en effet préconisé une opération chirurgicale de stabilisation afin de guérir l'économie hongroise malade. Je dois commencer mes explications par une observation terminologique. L'expression thérapie de choc s'est répandue dans les débats internationaux. J'ai préféré éviter cette expression, pour deux raisons. Ceux qui recommandaient cette stratégie, préconisaient une action très rapide aussi bien en matière de privatisation qu'en rétablissement d'un macro équilibre. Moi par contre, ma position était gradualiste en matière de rapports de propriété, tandis qu'en matière de macro stabilisation j'approuvais une méthode radicale et rapide. C'est la raison pour laquelle je pensais important que déjà la formule englobe le terme « stabilisation ». L'autre objection se justifie par les évocations terribles liées à la thérapie de choc. En Hongrie le roman *Vol au-dessus d'un nid de coucou* de Ken Kesey était déjà connu à l'époque. Un magnifique film en a été tiré. Le héros principal, révolté, joué dans le film par Jack Nicholson, est contraint de subir une thérapie de choc et par là même on le brise psychiquement. L'utilité de l'application de la thérapie de choc en psychiatrie est controversée – une chose est certaine, c'est que cette analogie elle-même a suscité des associations d'idées effrayantes. Qui plus est, elle induit en erreur. Lors de la stabilisation d'une économie le « choc » n'est probablement pas thérapeutique. Il peut plutôt être considéré comme un effet secondaire qu'il vaut éventuellement la peine d'accepter dans l'espoir de conséquences ultimes bénéfiques.

Pour en revenir aux débats de 1989-1990, je me suis trouvé passablement isolé en Hongrie avec ma proposition d'une opération chirurgicale de stabilisation ; elle n'a été acceptée ni par la profession des économistes, ni par les forces politiques influentes. Dans d'autres pays, avant tout en Pologne, Tchécoslovaquie et Russie, c'est la solution radicale qui a été choisie. Dans les deux premiers pays elle a remporté un succès sans équivoque, démentant la thèse de quelques critiques du *Pamphlet*, en

l'occurrence la condamnation à l'échec certain de l'opération chirurgicale de stabilisation.\* Concernant la Russie, les experts nationaux et étrangers débattent encore pour savoir si la stabilisation exécutée à une vitesse dramatique et entraînant tant de sacrifices était nécessaire ou s'il aurait mieux valu l'éviter, pour savoir si elle a été bénéfique ou nuisible à l'évolution ultérieure du pays.

Le lecteur peut constater que je suis revenu avec un nouvel œil critique sur mon livre de 1989. Je n'ai pas reculé devant la critique de mes positions antérieures – mais je dois avouer que je ne peux pas prendre une position tranchée sur cette question. Après 1989 la Hongrie a continué pendant des années encore la politique économique populiste du communisme du goulasch. Des gouvernements se sont succédé, mais ils ont tous essayé de remettre à plus tard le rétablissement de l'équilibre macroéconomique, car celui-ci aurait entraîné des mesures douloureuses et impopulaires. Enfin vers 1995, les traits populistes de la politique économique ont entraîné le pays au bord de la crise. (Il en sera question dans le chapitre suivant.) Il y a eu alors des hommes politiques et des économistes prêts à reconnaître qu'il aurait mieux valu accepter dès 1990 la proposition du *Pamphlet*, et mettre en œuvre l'ensemble des mesures nécessaires pour le rétablissement de l'équilibre macroéconomique. Cela aurait été douloureux en 1990 ou en 1991 aussi, mais le fardeau aurait été moindre que cinq années plus tard pour la population. De plus, dans la première euphorie du changement de régime il aurait peut-être été plus facile de faire accepter les sacrifices accompagnant forcément cette stabilisation, que plus tard quand le sentiment d'une désillusion s'était déjà largement installé.

Que se serait-il passé si... Les questions de ce type sont intéressantes du point de vue de l'analyse historique, mais elles n'ont pas de réponse. Le fait est que la volonté politique nécessaire manquait pour une opération chirurgicale de stabilisation, et que la situation économique du pays n'était pas suffisamment alarmante pour qu'une crise force une modification de la volonté politique.

### Bilan

En repensant à la production de livres des années du tournant, je me pose la question : ai-je alors bien programmé les tâches, ai-je bien réparti mes

\* L'expression « opération chirurgicale de stabilisation » a donné une occasion d'humour noir à ses détracteurs : « L'intervention a réussi, mais le malade est mort. » Ou une autre blague : « Docteur, est-ce qu'on opère ou est-ce qu'on fait l'autopsie ? » Mises à part les blagues, l'histoire de nombreux pays prouve sans équivoque que l'accélération de la stabilisation a aussi bien des avantages que des inconvénients, par conséquent le bilan final peut se révéler favorable ou défavorable – mais c'était une grande exagération d'affirmer qu'elle représentait une menace mortelle.

forces ? N'aurais-je pas dû plutôt me hâter davantage avec *Le Système socialiste* et le publier plus tôt ? N'aurais-je pas dû attendre davantage pour *Le Pamphlet*, mieux le travailler ?\*

Au chapitre précédent j'ai déjà répondu à la première moitié de la question. J'ai donné une réponse négative, car avec *Le Système Socialiste* je ne voulais pas aborder des problèmes d'une actualité brûlante. Si ce n'était pas manifester trop d'orgueil je dirais que ce livre qui parlait *d'hier*, je le destinais à la postérité qui souhaiterait trouver un compte-rendu aussi fiable que possible d'un témoin du régime socialiste. Un témoignage se doit d'être précis ! Dans cet ouvrage de synthèse j'attribuais une importance à chaque phrase et à chaque adjectif, je ne voulais rien négliger en me hâtant.

*Le Pamphlet* en revanche formulait un avis à propos de *demain*, l'avenir proche, les affaires d'une actualité brûlante de la transition postsocialiste. J'avais l'impression que si j'avais un pas d'avance par rapport à d'autres puisque j'avais déjà clarifié le sujet en moi, alors il était de mon devoir de le rendre public *dès que possible*. « J'ai essayé de rédiger cette étude très rapidement – écrivais-je dans la *Postface personnelle* du livre. Ce n'est évidemment pas une excuse pour les erreurs qu'il recèle. En tout cas cette fois j'ai évité les multiples réécritures que permettent des recherches moins pressées. »<sup>223</sup> Je n'ignorais pas que c'était risqué. La précipitation fait que des erreurs peuvent demeurer dans le texte. Les auteurs qui publient plus tard peuvent s'instruire du débat sur le premier ouvrage paru. De nombreux auteurs ont formulé leurs propositions un ou deux ans plus tard, celles-ci pouvaient ainsi être mieux équilibrées et plus approfondies. (Ce n'est pas pour autant qu'elles étaient toujours mieux ajustées).

Un travail collectif peut permettre de minimiser les inexactitudes et les exagérations. Des problèmes de politique économique étaient venus sur le tapis plus tôt, déjà dans les discussions de la table ronde de l'opposition ; mais alors c'étaient les questions politiques et constitutionnelles de la transition qui étaient principalement au centre de l'attention.<sup>224</sup> Lorsque j'écrivais mon livre dans la précipitation, seul, alité, plusieurs partis politiques et autres organisations politiques avaient déjà élaboré leur programme de politique économique (ou étaient en train de le faire).<sup>225</sup> Deux

---

\* En 1999 j'ai tenu une conférence à Washington à l'invitation de la Banque Mondiale. Ma conférence était intitulée : *Dix ans après la publication de The Road to a Free Economy. Autoévaluation de l'auteur* (Kornai, 2000a). J'ai revisité certains points de mes propositions d'autrefois pour évaluer leur destinée et comment je les voyais avec mes yeux d'alors. Il y avait des points que je pouvais toujours défendre, mais aussi des prises de position à l'égard desquelles j'étais devenu critique dix ans plus tard. Une fois de plus j'ai été naïf. J'espérais que le dixième anniversaire du changement de système inciterait de nombreux anciens décideurs responsables et conseillers influents à un retour autocritique sur leurs idées antérieures. Hélas, je crois que je suis resté complètement seul dans cette entreprise don quichottesque d'auto-évaluation.

commissions très en vue avaient fonctionné à Budapest et avaient élaboré des propositions avec les méthodes de travail coutumières des commissions<sup>226</sup>: des documents étaient élaborés, les commissions se réunissaient périodiquement, les gens débattaient, se mettaient d'accord – et finalement ils publiaient leurs propositions. À maints égards ils parvenaient à des conclusions similaires aux miennes, mais dans une formulation bien moins tranchante. Ils n'étaient pas « provocants », ils n'ont pas déclenché de polémique importante.

Je n'ignore pas qu'une préparation soigneuse de textes de loi, de décrets gouvernementaux, de grands programmes d'action, nécessite absolument une réflexion collective, un travail de groupe, des concertations en commission. J'ai beaucoup d'estime pour les collègues qui consacrent une partie considérable de leur temps et de leur énergie à des travaux en commission. J'avoue franchement que j'ai toujours cherché à éviter ce genre de tâches. Je préfère présenter sans équivoque *mon propre point de vue*, et j'ai toujours rechigné à la phase du travail où, pour obtenir un consensus, il convient de faire des concessions. Je sais que cela est nécessaire – mais là je préfère céder ma place à d'autres plus souples que moi, doués d'un meilleur sens diplomatique, et moins irrités que moi s'ils sont contraints à des concessions. Dans le processus démocratique de la préparation des décisions il faut passer par des phases où les différentes positions sont exprimées sous une forme incisive, avant d'émuosser leur tranchant. C'est dans la phase suivante que l'on confronte les différents points de vue et qu'on élabore une proposition de décision *acceptable*. Dans cette question aussi je suis partisan d'une division du travail, et dans la mesure du possible je choisis ma place dans la première phase. Pour cela normalement il n'est pas besoin du consentement d'autrui, il suffit de prendre l'initiative et d'assumer les risques entraînés par une formulation tranchante.

De ce point de vue aussi les échos étaient partagés. Un article a qualifié de « performance intellectuelle hors du commun » que j'ais élaboré seul un programme économique pour le pays. D'autres en revanche ont mal pris que je feigne d'être un « combattant solitaire ». Lorsque récemment j'ai relu le livre et le dossier du débat, des sentiments divers se mêlaient en moi. J'ai parcouru les échos de l'étranger avec un intérêt professionnel, sans émotion particulière. Par contre la polémique en Hongrie m'a beaucoup remué affectivement. Peut-être pas avec la même intensité, mais j'ai une fois de plus été touché par l'atmosphère de ce moment historique. Si les véritables tournants sont rares dans le destin des nations, ils sont aussi très exceptionnels dans la vie d'un individu.

Je suis fier que l'écriture du *Pamphlet* m'ait permis de prendre part à ces événements. Que certaines de mes propositions aient été justes ou non, qu'elles aient été acceptées ou non – je peux fermement affirmer qu'elles ont eu un effet notable sur l'opinion publique. Toutes les questions que j'ai abordées étaient dans l'air du temps en Hongrie. Elles faisaient l'objet de

débats dans les diverses organisations politiques, les documents qui esquissaient les programmes des partis politiques naissants, en cours d'organisation, y faisaient allusion – mais tout se trouvait encore à l'état d'ébauche, sous forme de propositions éparses non coordonnées. L'importance du *Pamphlet* a été justement à mes yeux d'introduire une *structure* dans ces débats sans forme. Mon livre indiquait des priorités, ou comme on dit aujourd'hui : il a prescrit l'ordre du jour.\* Après qu'il a fait irruption dans le discours hongrois, ce qu'il fallait discuter est devenu indiscutable. Il a influencé même ceux qui le rejetaient avec fureur ; ils débattaient sans s'en rendre compte des sujets lancés par mon livre dans la réflexion publique.

Pendant la relecture du livre et des débats en Hongrie qui ont suivi sa parution, quelques mauvais souvenirs me sont aussi revenus, en même temps que cette fierté. J'ai été frappé par le ton inamical, presque hostile de certains commentaires. Je ne suis pas suffisamment blindé, je supporte mal les insultes, surtout si elles viennent de personnes autrefois proches de moi. Cela aussi prouve (une preuve de plus) que je ne suis pas fait pour la politique. Pourtant, qu'étaient ces quelques dérapages verbaux dans les débats par rapport à ce qu'est devenu de nos jours notre pain quotidien dans la vie publique ? Comment serais-je capable aujourd'hui d'avaler des insanités lancées contre moi, de poursuivre un discours public en gardant mon calme, alors que j'ai été si bouleversé, abattu par des articles injustes, déformant mes paroles (qui n'étaient rien par rapport à ce qui se dit aujourd'hui) ?

Après un temps j'ai passé outre à ces attaques qui m'avaient causé tant d'amertume, et je n'y ai plus pensé pendant des années. Exemple caractéristique du refoulement freudien. Elles sont probablement restées gravées là au fond de ma conscience, et les remémorer a enclenché en moi non seulement une réévaluation rationnelle, mais aussi la réaction émotionnelle d'autrefois.

Le livre n'était pas encore arrivé dans les librairies, quand Pál Réti, un des rédacteurs de l'hebdomadaire économique *Heti Világgazdaság* m'a interviewé et a posé entre autres la question suivante : « Ne pensez-vous pas que si votre programme n'était pas « au-dessus des partis » mais était celui d'un des partis, vous auriez plus de chances de le faire adopter ? »

J'ai écrit et publié ce livre avant les premières élections libres. Je l'adressais avant tout au futur parlement et au futur gouvernement qui découlerait du processus démocratique, à un moment où je ne pouvais pas encore connaître la composition du gouvernement à venir. J'ai répondu ceci

---

\* Je pourrais recourir au vocabulaire des analystes politiques et des journalistes d'aujourd'hui et dire que *Le Pamphlet* a « thématisé » les débats autour du programme économique. « Thématiser » fait partie des expressions à la mode. Ces modes disparaissent aussi vite qu'elles apparaissent. Il n'est pas exclu que les lecteurs plus tardifs de mon livre ne comprennent plus cette expression.

au journaliste : « ...je ne pense pas qu'il soit bon de faire confiance à une quelconque assemblée d'experts au-dessus des partis, qui écouterait puis mettrait en œuvre mes propositions. Cette tâche ne peut être réalisée qu'à la condition que le ou les partis jouissant de la confiance de la majorité du parlement s'y attellent, et sous réserve qu'il n'existe aucune force d'opposition extraparlementaire qui réussisse à y faire obstacle. » Alors le journaliste a poursuivi : « Accepteriez-vous demain un rôle de conseiller, voire celui de responsable politique ? » J'ai répondu : » Ma volonté fondamentale est de rester chercheur scientifique, je ne souhaite devenir ni ministre, ni député, ni conseiller attitré. »<sup>227</sup> J'ai encore ajouté que si n'importe quel membre du futur nouveau gouvernement était curieux de connaître mon opinion, je serais à sa disposition.

Mais cela constituera le sujet du chapitre suivant.

## AUX FRONTIÈRES DE LA SCIENCE ET DE LA POLITIQUE

1990-

*Grand-route et chemins de traverse  
La lutte et l'espoir  
Bien-être, choix et solidarité dans la transition*

Retournons au début des années 1990. En mars 1990 Jeffrey Sachs et moi-même avons organisé une conférence à laquelle nous avons convié de nombreux économistes de pays qui changeaient de système ; des confrères qui jusqu'alors travaillaient à l'université ou dans un institut académique, et dont nous savions qu'ils s'intéressaient à la politique économique dans la pratique. Cette conférence s'est tenue au siège de l'Institut WIDER à Helsinki (là où auparavant j'avais commencé à écrire *Le Système socialiste*). Nous y avons eu des discussions passionnantes sur la stabilisation, la privatisation, sur les alternatives politiques de la transition. Vers la fin de la deuxième séance un des participants, un économiste tchèque, a annoncé qu'il ne pouvait pas attendre la clôture de la conférence, il devait retourner à la hâte dans son pays. Mi ironiquement, mi sérieusement, il a ajouté : « Celui qui ne se trouve pas en ce moment Place Venceslas, ne deviendra pas ministre... »

Sa précipitation a été payante : notre confrère a été nommé ministre peu après. Il est intéressant de parcourir la liste des participants de notre conférence de Helsinki ; pendant les années 1990 la plupart de ces chercheurs ont été plus ou moins longtemps ministres, présidents de banque centrale, députés ou très hauts fonctionnaires.\*

Quant à moi, je ne me suis pas précipité vers la Place Venceslas hongroise. Plusieurs tendances politiques m'avaient sondé, dès le début mais plus tard aussi, pour voir si je ne souhaitais pas assumer un rôle politique. Divers postes m'ont été proposés : des fonctions de ministre, de conseiller principal de parti, de député, entre autres. Une fois le bruit a même

\* La situation était semblable en Hongrie. De nombreuses personnalités éminentes de la vie politique, dans tous les coins de l'arène politique, avaient exercé auparavant dans le monde académique ou universitaire.

couru dans la presse que l'idée avait été avancée de me nommer président de la banque centrale. Personnellement j'avais respectueusement refusé toutes les offres dès le niveau des conversations informelles. Je peux dire franchement que je ne me suis absolument pas senti attiré par le pouvoir politique.

On ne m'a nommé à aucun poste – par conséquent on n'a pas pu me limoger. Je ne me suis pas brusquement hissé très haut à l'échelle du pouvoir, c'est pourquoi je n'ai pas pu tomber de haut avec la même brusquerie, comme cela est arrivé à tant d'autres. Les résolutions évoquées plus haut, que j'avais prises, je les ai tenues : je suis fondamentalement resté dans le monde de la recherche scientifique et de l'enseignement. Néanmoins je n'avais plus le sentiment que ce pays était subordonné au pouvoir exclusif de forces qui m'étaient étrangères, opposées à mes principes. Dans une démocratie tous les citoyens sont responsables pour ce qui s'y passe. Je devais prendre acte du fait que je me trouverais dans une nouvelle situation aussi en tant que chercheur et professeur : j'exercerais mes activités aux frontières de la science et de la politique.

#### *Prises de positions sur la politique macroéconomique hongroise*

Le refus des positions de pouvoir politique ne signifiait nullement de ma part une indifférence à l'égard des événements politiques hongrois. Au contraire, à Budapest comme à Cambridge, je m'efforçais d'observer et de comprendre ce qui se déroulait tout au long de la transition postsocialiste, et d'ailleurs j'ai publié toute une série d'études sur des questions d'actualité. Chacune d'elle allait plus loin qu'une simple analyse, elle contenait également des propositions concernant la politique économique. Quelques uns de ces sujets : Selon quels principes doit se dérouler la privatisation ? Que faut-il faire pour parvenir à une discipline financière plus rigoureuse, pour durcir la contrainte budgétaire ? Dans quelle direction faut-il modifier les rôles assumés par l'État ? Quelles sont les valeurs qui doivent orienter la réforme du système des retraites ou de la santé publique ?

Le travail de recherche qui a précédé la rédaction de ces études allait de pair avec une nouvelle période d'étude intensive. Je m'efforçais à rafraîchir et compléter toutes mes connaissances anciennes par l'acquisition des résultats récents de la micro- comme de la macroéconomie. Dans ma jeunesse je n'avais personne autour de moi à qui demander des éclaircissements. Cette fois en revanche je me trouvais dans l'heureuse situation de vivre la moitié de mon année dans un des centres intellectuels mondiaux de la science économique. Si j'avais besoin d'un conseil, je pouvais consulter les meilleurs experts de la question.

Mes écrits paraissaient dans des revues spécialisées. Si je juge mon travail selon mon propre système d'évaluation, alors, en plus des livres décrits dans les chapitres antérieurs, je considèrerais comme résultat

véritablement substantiel de cette période mes études destinées à un public professionnel, et ceci non seulement pour les résultats de recherche, mais aussi du point de vue de ma contribution à l'élaboration de la politique économique. Mais je ne voudrais pas me refuser de mettre aussi dans la balance les occasions qui m'ont incité à présenter mes idées à un plus large public.

Beaucoup d'intellectuels ont volontiers recours aux colonnes des quotidiens pour présenter leurs observations et leurs propositions au plus vite, le plus souvent possible, à un public le plus large possible. Ils saisissent chaque occasion de s'adresser à des centaines de milliers de gens depuis l'écran de la télévision. Je leur accorde volontiers que procéder ainsi pour une bonne cause et de manière convaincante peut utilement servir l'intérêt public. Je ne souhaite brandir aucune argumentation « élitiste », « aristocratique » pour défendre ma pratique qui, à quelques exceptions près, se refuse à ces formes de publicité. Là-dessus comme sur d'autres questions de comportement ma position est libérale. Je respecte celui qui accepte de se montrer souvent dans les médias (sous réserve de le faire correctement), mais éviter ces apparitions publiques est également honorable à mes yeux. En ce qui me concerne, je me décide difficilement, rarement, avec angoisse, à une telle action. J'ai des opinions sur beaucoup de choses, mais généralement je m'interdis de faire des déclarations à chaud sur n'importe quelle question.\* Un homme politique habile doit être capable d'éclairer et de condenser son point de vue en l'espace de quelques secondes. Je ne suis pas du tout à l'aise dans ce genre d'exercice ; ou bien j'ai la possibilité de développer mes arguments, ou bien je préfère me taire.

Mon visage n'est pas connu à l'écran de la télévision, l'homme de la rue ne m'arrête pas pour me bombarder de questions. Quelquefois j'envie un instant les experts, les savants auxquels la presse et la télévision ont pu procurer une célébrité nationale – mais ensuite je chasse de moi ces pensées dictées par la vanité et je me félicite d'être généralement resté fidèle à ce que je suis.

J'ai fait allusion à certaines exceptions à la règle générale que je m'étais imposée. C'étaient principalement des problèmes apparus dans la vie économique hongroise qui pouvaient m'inciter à m'adresser à un plus large public.† Ainsi en 1992 j'ai écrit un long article pour *Magyar Hírlap* sur les problèmes macroéconomiques du moment.<sup>228</sup> J'étais démoralisé par la

\* En Amérique aussi des gens de la télévision ou des journalistes me demandaient souvent des interviews ou des réactions rapides et courtes à propos d'événements d'actualité. À part quelques exceptions je n'ai jamais accepté.

† Il y a eu des cas où les motivations qui m'ont poussé à prendre la parole étaient d'ordre personnel : on m'interviewait à l'occasion de la parution d'un de mes livres ou d'un anniversaire « décennal ». Dans ces cas je n'arrivais pas à résister à la demande flatteuse, et je répondais aux questions de la presse.

stagnation de l'économie, et j'ai préconisé un prudent redressement, *un demi tournant*, en mettant davantage l'accent sur la croissance de l'économie réelle. C'est cet article qui a introduit dans la langue nationale la notion de « demi tournant ». Le destin de cette expression m'a confirmé le danger que comporte de lancer dans l'arène politique une idée ou une image suggestive bien sentie. L'article avait beau argumenter avec précision, il avait beau appeler à une utilisation circonspecte de l'expression – qui aurait pu empêcher qu'une idée soit utilisée dans les batailles quand les intérêts de l'une ou l'autre force politique en avait justement besoin ?

En 1994 c'est la situation macroéconomique de plus en plus inquiétante qui m'a incité à de nouveau lever la voix. Je me souciais d'une part de la détérioration de l'état d'équilibre, et en particulier de la balance courante, et en même temps j'étais convaincu qu'un arrêt de la croissance économique que provoquerait une intervention restrictive trop sévère serait très grave. D'autres économistes faisaient déjà sonner l'alarme, mais moi je me posais encore des questions. Puis enfin ma décision a mûri. J'ai rédigé à toute vitesse un essai de la taille d'un article de revue, sous le titre *La croissance durable, première priorité – À propos des tensions macroéconomiques et de la politique économique du gouvernement*. Pressé par Kati Bossányi, l'amie toujours disponible, j'ai donné mon accord pour que mon essai soit publié dans les pages du journal *Népszabadság*.<sup>229</sup> Ce n'était pas une mince concession de la part de ce quotidien préférant les articles courts, de me proposer la publication de mon essai en cinq numéros successifs d'une page entière. Leur proposition m'a donné la possibilité de développer mes idées de façon nuancée, détaillée, argumentée.

La publication de la série d'articles a commencé fin août 1994. Elle peut être considérée sous plusieurs aspects comme le précurseur intellectuel du programme ultérieur de redressement et de stabilisation. J'avais trouvé préoccupante l'évolution du rapport consommation-investissements, en faveur de la consommation. Une dérive des salaires et des dépenses publiques détériorait de plus en plus l'équilibre économique, et en particulier elle mettait en danger la balance courante. À cet égard mon article non seulement assumait l'impopularité de la proposition de mesures politiques économiques douloureuses, mais de plus il expliquait que ces mesures étaient inévitables. En même temps je soulignais que le redressement devait être réalisé sans entraîner la récession sévère qui habituellement accompagne les mesures de stabilisation et de redressement.

À l'instar d'autres interventions publiques, celle-ci a également été suivie de réactions diverses et contradictoires. Il y avait des approbations, d'autres voix ne trouvaient pas mes propositions suffisamment radicales, alors que d'autres encore défiguraient et interprétaient mal mon point de vue. Un jour, bien plus tard, j'ai ressenti comme une satisfaction intellectuelle qu'un lecteur expert loin des joutes verbales politiques de Hongrie attribue une haute valeur à mon essai. En effet Robert Solow, une des plus éminentes

sommités vivantes de la macroéconomie a commenté mon texte en détails dans les Mélanges (*Festschrift*) publiés à l’occasion de mon soixante-dixième anniversaire. Il a approuvé l’idée que « premièrement, la croissance est trop importante pour qu’on la mette en veilleuse ; deuxièmement, une réduction du PIB rendrait plus difficile la solution des autres tâches de stabilisation ; et troisièmement, si la stagnation ou le déclin devait durer plusieurs années, il serait beaucoup plus difficile de relancer la croissance le moment venu ».<sup>230</sup> D’après Solow la philosophie de mon essai visait plus loin que la situation hongroise du moment ; elle restait valable dans le temps, et aussi au-delà des frontières hongroises.

Quand, plus tard, en mars 1995, Lajos Bokros, le ministre des finances, a présenté le programme de redressement et de stabilisation du gouvernement, j’ai senti de mon devoir de lui donner mon soutien sans faille. J’ai moi-même pris l’initiative d’une interview télévisée dans laquelle j’ai essayé d’expliquer aussi simplement que possible pourquoi ce redressement entraînant douleurs et sacrifices était devenu absolument nécessaire. L’entretien a aussi été publié sous le titre *Un chemin en pente raide*.<sup>231</sup>

J’ai pris l’initiative d’une rencontre avec Iván Szabó, le dernier ministre des finances du Forum Démocratique (MDF) du gouvernement précédent ; j’ai essayé de le persuader de la nécessité d’un programme de restrictions sévères. Je lui ai suggéré d’essayer de convaincre les députés de l’opposition parlementaire de ne pas s’élever contre le programme de redressement. J’ai eu l’impression qu’il accueillait mes explications avec compréhension, tout au moins il n’a pas soulevé d’objections. Il est néanmoins certain que cette intervention est restée sans effet. L’opposition de l’époque s’est élevée avec véhémence contre le programme de redressement.

Ils ont soumis certains points du programme à la Cour constitutionnelle. Je suis allé voir László Sólyom, président de la Cour Constitutionnelle. Cela n’avait rien d’un lobbying secret. C’était une pratique autorisée, légale, qu’un « ami de la Cour » (*amicus curiae*), un citoyen non personnellement intéressé dans l’affaire puisse présenter son avis au juge avant que celui-ci formule un jugement. J’ai présenté au président une argumentation professionnelle détaillée, j’ai expliqué pourquoi des mesures rapides et radicales étaient nécessaires. Le souvenir de la crise mexicaine ayant causé de graves dégâts au pays était tout proche. Il convenait à tout prix de prévenir une crise de ce genre. Il n’était pas incompatible avec l’esprit de la constitution de mettre en œuvre, en situation de contrainte, sans annonce préalable, des mesures draconiennes à effet immédiat. Le jugement final a rejeté plusieurs points importants du programme ; mes arguments n’avaient donc pas trouvé dans ce cas non plus une oreille compréhensive.

L’année suivante, en 1996, un certain temps avait passé, on pouvait mesurer les résultats du programme et les lire en données statistiques ; j’ai écrit un essai sous le titre de *L’ajustement sans récession : une étude de cas de la stabilisation hongroise*, que j’ai publié en Hongrie et présenté à Paris à

une Conférence de l'OCDE. J'ai démontré sur la base de données internationales à quel point c'était une performance de taille de mettre en œuvre cette opération douloureuse sans faire chuter en même temps de façon importante la production et sans faire monter le taux de chômage, comme cela avait été le cas par exemple en Amérique Latine, à la suite des programmes de redressement qui ont suivi les crises financières.

L'opinion des économistes était le plus souvent en accord avec cette évaluation, mais il y avait aussi des points de vue opposés. György Matolcsy a refusé mon argumentation. Déjà le titre de son article s'opposait au mien : *L'ajustement avec récession*. Dans mes écrits de macroéconomie j'ai toujours préconisé une grande circonspection : dans l'intérêt d'une croissance durable il convient de calibrer les mesures de façon qu'elles puissent diriger et maintenir l'économie sur une orbite de croissance durable, équilibrée. L'article de Matolcsy reflétait déjà alors la position qui fut la sienne plus tard et qu'il a réalisée dans ses fonctions ultérieures de ministre de l'économie : il ne rechignait même pas à *forcer* la croissance. Comme il s'est avéré par la suite dans la pratique, l'application de stimulations budgétaires excessives détourne l'économie de la trajectoire d'une croissance durable, et conduit tôt ou tard à des ruptures d'équilibre.

Les interviews données avant et après le programme de stabilisation, ainsi que les articles publiés dans des journaux et des revues ont été collectés et publiés sous forme de livre en 1996. Le titre du volume était *La Lutte et l'espoir : Essais sur la stabilisation et la réforme dans une économie postsocialiste*. Ce titre reflète mes sentiments face aux événements – et il exprime aussi peut-être quelque chose de l'état d'âme du pays.

Au temps des combats autour du programme de Bokros je ressentais à la fois ma force et ma faiblesse. Mes analyses macroéconomiques dont j'ai fait connaître les conclusions oralement et par écrit, ont certainement contribué à clarifier les tâches et à rendre mieux acceptables aux yeux de beaucoup les mesures entraînant des sacrifices. Mais, une personnalité telle que Keynes par exemple (si je dois choisir un idéal parmi les économistes chercheurs) aurait certainement été plus efficace. Il aurait été mieux capable de persuader les hésitants et les opposants, et surtout, il aurait eu plus de ténacité pour rencontrer plus de gens, pour s'adresser à chacun dans son propre langage. En général je suis confiant (je le reconnaiss, souvent naïvement trop confiant) dans la force du *texte écrit*, qu'un livre ou un article pèseront de leur poids, et je ne me charge pas en plus de faire du « lobbying » pour appuyer mes propositions. C'est la situation proche d'une crise, précédant le programme de redressement, qui m'avait mis en alerte et m'avait lancé dans ce rôle inhabituel pour moi.

Le programme d'austérité a permis, au prix de durs sacrifices, un redressement radical. Des premiers résultats imposants ont commencé à pointer avec un délai d'un an et demi à deux ans : les indices d'équilibre se sont améliorés et la croissance s'est accélérée. Hélas, les difficiles dilemmes

rencontrés depuis le milieu des années 1990 ne pouvaient pas être résolus une fois pour toute. À peine quelques années plus tard tout était à recommencer. L'esprit du « communisme du goulasch », courant après la popularité, les hausses excessives de salaires, la distribution des fonds publics, n'a pas définitivement disparu avec la chute du régime Kádár. Cet esprit continue de survivre, il nous hante toujours. Des gouvernements de gauche comme de droite ont mené de temps en temps une politique économique populiste, sous la conduite des forces tantôt socialistes, tantôt conservatrices nationalistes, faisant régulièrement ressusciter les tendances économiques nuisibles connues autrefois.

En 2003 des problèmes ont de nouveau surgi dans la sphère des finances hongroises. Des articles se succédaient dans la presse sous la plume d'économistes éminents, réclamant des mesures d'urgence, critiquant la politique monétaire et budgétaire. La situation m'a incité à donner une assez longue interview à *Népszabadság*. Je voulais souligner que ma philosophie macroéconomique n'avait nullement changé depuis ma série d'articles de 1994 dans le même quotidien ; c'est pourquoi j'ai souhaité donner à cet interview un titre presque identique : *L'objectif principal est la croissance durable*.<sup>232</sup>

Malheureusement plus d'un an a dû s'écouler pour qu'au moins on prête attention aux avertissements que, à l'instar des déclarations de nombreux autres économistes, contenait l'interview. Nous réclamions une « restriction » des dépenses de l'État, que le programme des crédits au logement distribués de façon irresponsable soit jugulé, que des freins soient mis aux hausses des salaires dont le rythme dépassait de loin le taux de croissance de la productivité. Il est dommage que le retour de l'économie sur l'orbite de la croissance durable ait été décidé avec retard, hésitation, inconséquence.

#### *Sur la réforme du système de santé*

Au début de la transition postsocialiste, dans la conférence que j'ai tenue en 1992 à l'invitation de la Société économique américaine sur les questions budgétaires de la transition, j'avais déjà abordé les problèmes de la réforme de l'État providence. J'ai baptisé le système né sous le régime de Kádár d'« État providence prématûr », parce que celui-ci voulait que l'État assume des obligations intenables car non proportionnées aux ressources économiques du pays. Le résultat auquel je suis parvenu a été que certains confrères chercheurs me regardaient désormais avec colère, voire avec mépris, persuadés qu'ils devaient protéger les acquis sociaux du régime socialiste non de l'étau des disproportions réelles et inévitables, mais surtout de moi. Un de mes amis d'autrefois ne veut plus m'adresser la parole depuis que j'ai écrit ces lignes. Un autre résultat est que depuis ce jour le groupe des spécialistes de la protection sociale rejette d'emblée toutes les idées qui

viendraient de moi ; ils refusent même de réfléchir à mes arguments, ils préfèrent les extraire de leur contexte et déformer mes idées.

Toutefois les problèmes que j'avais évoqués en 1992 n'ont pas cessé, ils se seraient plutôt aggravés. J'ai compris par la suite qu'il ne s'agissait pas de préoccupations particulières à l'Europe de l'Est. C'est l'État providence qui est en crise, non seulement là où il est apparu prématurément, mais aussi en Europe du Nord et en Europe de l'Ouest où il était né « à terme ». Nous nous trouvons confrontés à l'une des contradictions internes graves de notre temps. D'une part, la naissance de l'État providence est un des grands acquis du vingtième siècle qui a sécurisé la vie de millions d'hommes. Y toucher choquerait tous ceux qui craignent qu'une réforme mette en danger leur sécurité. D'autre part, compte tenu des tendances démographiques et du rythme d'évolution des nouvelles technologies médicales de plus en plus coûteuses, l'État providence ne peut plus être maintenu sous sa forme et dans sa dimension actuelles, avec les modes de financement que nous connaissons. La gravité de la contradiction est illustrée non seulement par l'opposition aux réformes hongroises ou polonaises, mais par tous les orages, toutes les manifestations et protestations qu'ont soulevé les tentatives de réformes allemandes ou françaises pourtant relativement douces et plutôt incohérentes. Pourtant tous les gouvernements responsables, qu'ils soient de gauche comme en Allemagne ou en Pologne, ou de droite comme en France, sont obligés de prendre des mesures pour limiter les dépenses de l'État providence.

Cette problématique me préoccupe et me tourmente depuis que je m'y suis attelé. J'ai essayé d'aborder le sujet sous plusieurs angles. Un de mes anciens étudiants, John McHale d'origine irlandaise qui enseigne actuellement au Canada et moi, nous avons établi des comparaisons internationales à l'aide de méthodes économétriques.<sup>233</sup> Soutenus par l'institut de recherches TÁRKI, en collaboration avec le talentueux László Csontos prématurément décédé et avec István György Tóth, nous avons organisé un sondage d'opinion pour estimer l'accueil des diverses alternatives d'une réforme par la population.<sup>234</sup> Avec une autre équipe, nous avons recoupé des données d'interviews et de discussions franches menées avec des malades et des médecins afin d'estimer la fréquence des « enveloppes » en milieu médical et leur appréciation sociale.<sup>235</sup>

En 1998 j'ai publié un petit livre en hongrois sur la réforme de la santé publique.<sup>236</sup> L'écho en a été mitigé. Certaines personnes ont réagi positivement, ont trouvé mes propositions opportunes et réalisables. D'autres en revanche ont été pris de fureur. Ils m'accusaient d'être le porte-parole d'un parti, de faire le lit de capitalistes privés cupides, avides de profit, qui seraient impitoyables envers les malades. Une chose est sûre : ces critiques furieux n'ont même pas entendu qu'à la place de changements brutaux, radicaux, causes de traumatismes, je proposais une réforme équilibrée et

prudente, qui tentait de trouver un compromis entre des exigences contradictoires.\*

Mon livre aurait-il préconisé la concurrence du marché sans scrupule et sans limite ? Pas du tout. Il est vrai qu'il qualifiait de nuisible le contraire aussi. On ne peut accepter que dans ce domaine survive le monopole des prestations et du financement publics, et que toute décision sur les retraites, la prise en charge de la santé publique et d'autres prestations de l'État providence continuent de rester exclusivement entre les mains d'hommes politiques paternalistes et de la bureaucratie.

La plupart des économistes de la santé et des hommes politiques, quand ils examinent la nécessité et les possibilités d'une réforme, partent de la situation et des tâches spécifiques de ce secteur ainsi que des problèmes de son financement. Ils ne font que de rares détours vers les aspects éthiques des projets ou bien ils les oublient purement et simplement. S'il se trouve qu'une personne est justement intéressée par les implications morales, elle n'a qu'à chercher elle-même les principes éthiques cachés derrière l'une des réformes proposées, à supposer que quelque chose ressemblant à un principe se soit infiltré dans une proposition. Mon livre a suivi un cheminement d'idées inverse. Il a pris pour *point de départ* le système de valeurs, les principes éthiques qui sont les miens, et il a essayé d'en déduire l'agenda pratique.

Le livre a mis en avant deux exigences fondamentales. L'une est le principe de la *souveraineté de l'individu*. Il convient de promouvoir une transformation qui augmentera la sphère de décision de l'individu et rétrécira celle de l'État en matière de prestations de services de l'État providence. Ce principe englobe non seulement les droits de décision de l'individu, mais aussi l'exigence que l'individu soit responsable de sa propre vie. Il doit renoncer à ce que l'État paternaliste fasse les choix à sa place.

Une seconde exigence fondamentale est le principe de la *solidarité*. Il faut aider ceux qui souffrent, ceux qui connaissent un malheur ou se trouvent dans une situation défavorable. Par conséquent ici, contrairement aux vues libertariennes minimisant le rôle de l'État, j'ai qualifié d'admissible, voire de nécessaire l'activité redistributrice de l'État, sous réserve qu'elle cible ceux qui ont besoin d'être soutenus, de façon pragmatique.

À propos de mes recherches relatives à la réforme de la santé publique, il n'est pas sans intérêt de mentionner que ce nouveau domaine d'intérêt pour moi a eu aussi sa place dans mon travail d'enseignant à l'Université Harvard. John McHale et moi avons organisé un séminaire qui examinait la réforme

---

\* Pál Kovács, un ancien ministre de la santé, plutôt que d'argumenter contre mes propositions, s'il n'était pas d'accord avec moi, a entrepris de faire de l'esprit. Quand le reporter de la télé lui a demandé comment il comptait utiliser mon travail, il a donné la réponse suivante : l'épaisseur du livre est juste ce qu'il faut ; il pourra s'en servir comme cale pour équilibrer son bureau boiteux.

de l'État providence dans une approche internationale. Les conférences étaient tenues en partie par des experts connus d'un sujet ou d'un autre, et en partie par des étudiants. Divers sujets étaient inscrits à l'ordre du jour, tels que : la réforme du système américain des retraites (traité par Martin Feldstein et Peter Diamond), les recommandations de la Banque Mondiale pour la réforme des retraites en Europe de l'Est, la réforme du secteur de la santé publique en Chine, les moyens de réduire le taux de chômage (conférence du professeur Edmund Phelps), l'évolution de la répartition des revenus dans les différentes régions du monde, et ainsi de suite. L'auditoire a suivi ces conférences avec un grand intérêt ; les étudiants, mais même les professeurs participant aux conférences, moi le premier, avons pu tirer des conclusions très instructives de ce riche bouquet de connaissances offrant une large perspective internationale.

Pour en revenir au livre de 1998 sur la réforme du système de santé, les débats, et plus encore que les critiques publiées, des conversations personnelles sur un ton pondéré, ont éclairé pour moi les points du livre sur lesquels j'étais insuffisamment convaincant. Avec l'aide d'une de mes anciennes étudiantes de Harvard, Karen Eggleston qui s'était spécialisée dans l'économie de la santé, nous avons entrepris de retravailler le livre. L'édition révisée et élargie a paru en anglais en 2001, sous le titre de *Bien-être, choix et solidarité dans la transition* (*Welfare, Choice and Solidarity in Transition*).<sup>237</sup> La nouvelle version livre bataille pour les mêmes principes que la première version hongroise, elle propose la même ligne directrice principale pour la réforme. En même temps elle va plus loin que le livre d'origine en ce qu'elle s'appuie sur une documentation internationale bien plus large. Elle analyse avec un œil critique tous les points positifs et négatifs que l'on peut déduire des systèmes de santé d'autres pays et des changements qui s'y déroulent. Elle esquisse le projet de réforme avec plus de détails et de précision que la première version hongroise, et elle examine à la loupe les particularités du secteur de la santé. Elle présente les dangers et les risques qu'entraînerait l'organisation de cette branche sur une base purement commerciale. Mais plutôt que d'effrayer les gens avec la perspective d'une implication du secteur privé, elle propose également des interventions, réglementations, mécanismes de rééquilibrage et de redistribution qui permettraient de prévenir ces risques et ces dangers. Elle essaye de regarder en face avec objectivité les avantages et les inconvénients de différents schémas d'incitation.

Le premier écho de la version anglaise du livre a été très favorable. Voir la publication de traductions polonaise, chinoise et vietnamienne était une grande joie pour nous. La nouvelle version hongroise révisée et élargie a paru justement pendant que j'écrivais mon autobiographie. Les lecteurs ont pu la prendre en main à un moment où les débats sur la réforme de la santé étaient très âpres. Les échanges professionnels d'idées cèdent de plus en plus le terrain à des joutes politiques où s'échangent des qualificatifs critiques et

agressifs. Des hommes publics et des responsables d'organisations qui se prétendent champions de l'intérêt public mais qui représentent en réalité des intérêts particuliers étroits dans ce secteur s'opposent avec véhémence sans discontinuer sur le petit écran. Qui sait si la voix calme, plus objective de notre livre sera audible dans ce vacarme ?

En réfléchissant aux réactions à mes analyses macroéconomiques et aux réactions au premier livre sur la santé, je suis parvenu à une question plus générale : ceux qui prennent les décisions finales de la politique économique, m'écoutent-ils ?

« *T'interrogent-ils ? T'écoutent-ils ?* »

Mes amis m'ont plus d'une fois posé cette question, en Hongrie comme à l'étranger. Je préfèrerais leur donner une réponse concise et sans équivoque, mais je ne le peux pas.

Il est possible d'aborder cette question de plusieurs façons. Commençons pas une interprétation littérale : est-ce que les dirigeants de l'économie hongroise désiraient me demander mon avis dans le cadre de *conversations directes* ?

Je connaissais bien, depuis les années 1960 Ferenc Rabár, le premier ministre des finances du changement de régime, au temps de la « planification à deux niveaux », quand je lui avais demandé de participer à cet important travail collectif. Je l'ai revu à plusieurs reprises plus tard, quand il travaillait à l'Institut international d'analyse appliquée des systèmes (IIASA) de Laxenburg près de Vienne, puis à l'Office national du plan à Budapest. Pendant les vacances d'été de 1990, alors que je rentrais en Hongrie, Rabár a demandé à me rencontrer. Je suis allé le voir dans son bureau. J'allais prendre place à la grande table, mais avec un beau sourire il m'a désigné son propre fauteuil derrière son bureau et a dit : « C'est plutôt ici ta place. » Alors il a manifesté son enthousiasme pour les recommandations de mon *Pamphlet*. Nous nous sommes encore revus d'autres fois et il a toujours écouté attentivement mes propositions.

Son successeur, Mihály Kupa, nommé par le parti MDF, a mis en place un large groupe informel de conseillers de plusieurs tendances. En faisait notamment partie : István Hetényi, un économiste bien formé, de grand savoir et très expérimenté qui avait été vice-président de l'Office du plan puis ministre des finances ; György O'sváth, conseiller économique personnel du premier ministre Antall. Il y avait des membres sympathisants des partis SzDSz (Alliance des démocrates libres) ou Fidesz (Association des jeunes démocrates). Quand Mihály Kupa m'y a aussi convié, j'ai accepté après une courte hésitation. Kupa portait toujours une grande attention aux avis des membres du groupe. Nous avons aussi eu plusieurs fois l'occasion de parler en tête à tête. Je me réjouissais de le voir ouvert à mes idées – néanmoins j'étais gêné qu'on puisse interpréter cette relation comme une

approbation de la politique du gouvernement, alors qu'en réalité sous de nombreux aspects j'avais de graves réserves et des reproches à faire. L'éviction de Kupa a mis fin à cette situation ambiguë. D'après les analystes politiques, s'il a été congédié de la tête de la politique économique, c'est parce que pour le gouvernement d'alors Kupa est allé trop loin dans la transformation économique et dans l'exigence d'une discipline macroéconomique.

Mon expérience acquise sous son ministère m'a servi d'avertissement pour me tenir plus fidèlement aux principes que je m'étais fixés autrefois. Si un membre d'un gouvernement démocratiquement élu me demandait ponctuellement, à l'occasion, mon opinion, je la lui communiquais volontiers. En revanche, quel que soit le pouvoir politique en place, je n'acceptais aucune fonction de conseiller gouvernemental formellement nommé et je n'étais membre d'aucun organisme de conseil officiel. Je voulais éviter même l'apparence d'une approbation politique à un quelconque gouvernement au pouvoir. Quelqu'un qui est nommé formellement conseiller gouvernemental doit loyauté à ce gouvernement, il doit notamment ne jamais rendre public ses critiques éventuelles ou ses divergences d'opinion. Or je voulais me réserver une totale liberté d'expression.

Durant les quinze années de la démocratie parlementaire nous avons vu passer dix ministres des finances. Parfois, c'est moi qui ai pris l'initiative d'une rencontre ; d'autres fois, c'était le ministre qui souhaitait un entretien. (Je me suis manifesté après leur renvoi auprès de ceux avec qui j'avais été en bons termes avant leur mandat, pour exprimer justement que les voir dans leur magnifique fauteuil ministériel ou renvoyés ne changeait rien à nos rapports en tant que collègues.) Certains n'étaient pas du tout intéressés à mes avis sur la situation économique et les choses à faire.

Les ministres des finances du moment n'étaient pas les seuls responsables de l'État et de la vie politique que je rencontrais de temps en temps, avec qui j'avais un échange d'idées ou à qui j'adressais mon opinion par écrit.

En 1991, János Kis, président du parti libéral SzDSz, m'a demandé de participer aux séances de l'assemblée de conseillers du parti en tant qu'invité permanent. Je cite ici un long extrait de ma réponse écrite datée du 14 avril 1991 : « ...je te verrai volontiers pour discuter avec toi des problèmes du pays. Toutefois je ne peux pas accepter l'honneur que tu me fais de participer régulièrement aux réunions de l'Assemblée de conseillers politiques du SzDSz. Permettez-moi d'expliquer cette réponse négative. Dans la définition de ma propre attitude politique et professionnelle tout comme dans mon action concrète, mon indépendance et mon autonomie autant politique qu'intellectuelle jouent un rôle primordial. C'est cette idée qui m'a guidé dans mon choix datant de 1956, ma rupture avec le parti communiste, de ne rejoindre, alors non plus que dans l'avenir, aucun parti et aucun mouvement politique. Il est clair à mes yeux qu'une participation

systématique aux séances de cette assemblée n'impliquerait pas une adhésion formelle à ton parti. Pourtant, c'est un groupement lié au parti, et assumer une participation régulière serait incompatible avec mes principes ci-dessus. Ce qui reste compatible avec ce principe, c'est de donner mon avis personnel à des responsables ou des experts économiques d'un parti qui attribuent une importance à mon opinion. Je souhaite décider au cas par cas, après évaluation subjective de la politique du parti, de la personnalité ayant demandé mon avis et selon la nature de la question, si je suis oui ou non disposé à un échange d'idées. Je suis convaincu que les principes que je viens d'avancer sont acceptables en termes de morale politique. En même temps, loin de moi l'idée que mon attitude serait la seule correcte. Les hommes politiques actifs sont plus que nécessaires dans les partis. Je n'ai rien de commun avec ceux qui rejettent la démocratie parlementaire basée sur la compétition des partis. J'ai beaucoup d'estime sur le plan humain pour ceux qui se consacrent au travail dans un parti politique et pour cette vocation sont prêts à sacrifier des succès qu'ils seraient certainement en mesure de récolter dans d'autres activités. »<sup>238</sup>

Je cite aussi quelques extraits plus longs d'une autre lettre. Le parti Fidesz m'a demandé mon avis à propos de son programme économique en préparation. J'ai posté mes remarques depuis l'Amérique, en date du 24 octobre 1992, adressées à son président Viktor Orbán. Quelques extraits de ma lettre :

« À mon sens, la formulation des principes de base ne ressort pas avec suffisamment de netteté.

- Il faut assumer le terme « libéralisme », mais vous avez rendu flou son contenu. Il conviendrait de souligner mieux qu'il s'agit avant tout de la liberté : l'individu doit profiter de ses droits, l'entrepreneur doit pouvoir entreprendre librement, l'État ne doit pas peser sur tout, etc.

- Aux yeux de la plupart des gens, l'expression « pragmatisme » est obscure. Il faut dire : le pragmatisme allie la souplesse à la fidélité aux principes, il est contre toute rigidité doctrinaire ; il est prêt à des compromis pratiques.

- Trois idéaux que je juge fondamentaux manquent dans l'énumération. Je les évoque brièvement, il convient de les approfondir :

a) *Modernisation*. Technique moderne, forme de vie moderne, mœurs et relations sociales modernes – ce n'est pas « l'ancien » qu'il faut ramener.

b) *Honnêteté et légalité* dans les affaires et la politique. Lutte contre le mensonge, la tricherie, la corruption, la négligence, les copinages, les conflits d'intérêt éthiques et l'excès de pouvoir.

c) *Sécurité et prévisibilité*. Le gouvernement doit tenir ses promesses ; ses déclarations doivent être crédibles. »

À propos du programme économique j'ai écrit entre autre ce qui suit : « ...un point clé est que le programme doit donner des orientations claires : que souhaite-t-on faire pour remettre le pays sur pieds, le conduire sur

l'orbite d'une nouvelle croissance et créer des emplois sans que le taux d'inflation s'emballe. La stimulation monétaire n'est pas une bonne solution. Il convient de mieux accentuer l'ouverture aux capitaux étrangers, en ajoutant que la xénophobie et le nationalisme sont néfastes. Le document louvoie à propos des « grands systèmes » [de redistribution par l'État]. Que préconise le programme en matière de décentralisation et de privatisation concernant la santé publique et l'État providence ? Quant à la protection sociale en général, plutôt que des promesses populistes, je verrais mieux des précisions sur les moyens de rendre l'avenir plus prévisible... »<sup>239</sup>

Aujourd'hui je tiendrais les mêmes propos que ceux que j'ai tenus dans cette lettre douze ans plus tôt.

Une rencontre ou un échange de lettres ne suffisent pas encore pour montrer un véritable intérêt. Cela dépend de l'autre partie. J'ai eu des interlocuteurs chez qui je sentais clairement qu'ils écoutaient mes propos, mes arguments, ils les confrontaient avec la position d'autrui et ils en tiraient des conclusions. Mais il y avait aussi des interlocuteurs qui se contentaient d'un intérêt apparent. Ils s'écoutaient surtout eux-mêmes lors d'un entretien. Éventuellement ils entreprenaient des dialogues ou des échanges écrits après avoir mûri ou pris leurs décisions, et la « demande de conseil » devait en fait servir à confirmer leur choix. Si j'étais du même avis qu'eux, ils pouvaient s'y référer dans d'autres contextes. Et si d'aventure j'étais d'un avis différent, ils allaient consulter ailleurs, en triant parmi les experts, jusqu'à en trouver un accommodant. Je dois avouer que ce genre d'échange me met mal à l'aise, je l'évite, et pourtant cela arrive inévitablement dans un certain nombre de cas. Celui qui accepte de développer son avis d'une manière informelle à l'attention de dirigeants politiques, doit compter avec l'éventualité de telles fausses demandes de conseils.

C'était une expérience récurrente pour moi de rencontrer un dirigeant politique ou une personnalité gouvernementale à un colloque ou à l'occasion d'une fête. Ils me regardaient, s'étonnaient et s'écriaient : « Mais tu es à Budapest ? Je te croyais en Amérique. Il faut absolument qu'on se parle. Je te ferai signe. » Nous nous séparions là-dessus. Des semaines passaient sans l'ombre d'un appel. De tels dialogues se sont produits cinq ou dix fois avec l'une ou l'autre de mes anciennes connaissances. L'intéressé pensait peut-être un instant sincèrement qu'il serait utile de connaître mon avis. Mais après il était emporté par le flot des tâches quotidiennes, et ce besoin de me demander conseil était insuffisamment pressant pour mettre les affaires courantes de côté et prendre l'initiative d'un entretien avec un chercheur scientifique.

Je trouve spécialement inadmissible qu'un homme politique essaye de faire valoir un entretien avec un expert, moi ou un autre, à des fins de relations publiques. Qu'il brandisse devant le public les conseils des personnalités scientifiques, des experts économistes qui l'entourent. Tant que j'étais inexpérimenté, on a pu me faire jouer une ou deux fois ce jeu

d'actions de propagande. Mais plus tard mes réflexes de défense se sont développés, je suis devenu plus prudent. Je tâchais de clarifier si l'homme politique désirait vraiment connaître mon opinion, s'il avait convié la presse et la télévision pour l'entretien. Dans ce dernier cas je déclinais l'invitation. Non dans l'intention de dissimuler des rencontres avec des hommes politiques. Je considère comme un honneur d'être invité, et je n'ai aucune raison de taire que je suis disposé à donner mon avis à ceux que cela intéresse. Cela, je le fais volontiers – mais je n'ai pas envie de devenir figurant dans un spot publicitaire.

Tout ce qui vient d'être dit atteste à quel point j'ai tourné et retourné ces questions. Il existe un point où le rôle de l'homme politique et celui du chercheur engagé, responsable, se séparent. Je ne veux pas assumer le premier rôle, mais j'accepte le second. Parfois j'ai eu le sentiment d'avoir franchi la limite que je m'étais fixée. À d'autres moments j'ai au contraire eu l'impression de n'être pas allé aussi loin que j'aurais dû. Mais où donc faut-il tracer précisément cette frontière ?

Cela permet d'entrevoir les inhibitions psychiques et comportementales qui me retiennent d'intervenir plus souvent publiquement dans des questions qui m'entraîneraient vers les tempêtes politiques. Je préfère me retrancher dans le travail de chercheur qui m'est familier, et où j'ai plus de chance de faire valoir (en langage d'économiste) mes avantages comparatifs.

### *Influence effective*

Jusqu'ici j'ai essayé de répondre à la première question du titre du sous-chapitre : t'interrogent-ils ? Maintenant je repose la seconde question : T'écoutent-ils ?

En cherchant la réponse à cette question je ne voudrais pas la réduire à l'influence de mes prises de positions, jugements ou propositions faites en tête à tête, confidentiellement, oralement ou par écrit. Ce que je crois vraiment important, j'ai l'habitude de le dire *en public* dans mes livres, mes essais ou autres publications, sous réserve que cela ne nuise pas à la sécurité ou aux intérêts économiques de l'État. Est-ce que tout cela a eu globalement une influence sur les événements ?

Je commence la réponse par une statistique digne d'intérêt.<sup>240</sup> Entre 1990 et 2003 on s'est référé à mon nom ou à un de mes écrits au Parlement à 46 reprises. De nos jours toute une branche de la science se consacre à mesurer l'occurrence des citations ; des chercheurs scientifiques sont en compétition pour la fréquence de leurs citations. Dans ces cas on compte en général les références publiées dans les revues scientifiques. Évidemment ces chiffres ne me laissent pas indifférent non plus – mais cette fois il s'agit d'une toute autre arène ! Il est rassurant de savoir que des membres du parlement hongrois citent mes ouvrages dans les débats ; ils le font d'un auteur qui volontairement désire rester en dehors de la lutte politique quotidienne.

Presque tous ont fait positivement référence à mon travail pour mieux étayer leur propre opinion. Dans les deux tiers des cas les députés des partis aujourd’hui au gouvernement (le Parti socialiste hongrois et l’Alliance des démocrates libres), et dans le troisième tiers ceux des partis aujourd’hui d’opposition (le Fidesz-Fédération civile hongroise, le Forum démocrate hongrois, le Parti populaire démocrate hongrois et le Parti indépendant des petits propriétaires) ont cité un de mes écrits. La plupart d’entre eux ont cité *Le Pamphlet*, mais *La Pénurie*, *La lutte et l’espoir* et *La Réforme de la santé* ont également été cités. La fréquence des citations a atteint son maximum en 1995, pendant la période de redressement et stabilisation. Il est compréhensible qu’un chercheur se sente flatté dans sa vanité d’auteur quand il lit dans le procès-verbal du parlement que deux députés débattent pour savoir lequel comprend bien et lequel comprend de travers le message de ses écrits.

Mais, bien sûr, le nombre des citations parlementaires, même s’il peut être comptabilisé comme un succès, ne dit encore en aucune façon si mon œuvre a eu un effet *réel* sur la marche de la transformation. Je crains ne pas pouvoir donner une réponse fiable à cette question. En méthodologie j’ai toujours été partisan de l’analyse multi causale. Si l’on cherche une explication causale à un phénomène complexe, alors, à de rares exceptions près, on ne trouve pas de cause unique. Or si de multiples facteurs exercent une influence, il est très difficile de déterminer leurs poids respectifs.

Si certains processus en Hongrie et en d’autres pays postsocialistes évoluent dans la direction recommandée par mes écrits, on ne peut pas encore en déduire que cette orientation a été prise sous leur influence. Cela peut être l’effet d’une coïncidence, et les véritables forces motrices ont pu avoir d’autres origines.\* Il est aussi possible que si mes écrits ont effectivement exercé une certaine influence, l’effet d’autres facteurs a été bien plus fort. Enfin, on ne peut pas exclure non plus qu’une idée qui venait de moi ait exercé un effet substantiel, généralement indirect, en influençant la réflexion des décideurs.

Les mesures vigoureuses qui à une échelle très large ont durci la contrainte budgétaire sont d’abord nées en Hongrie. Selon la constatation d’un des manuels connus de l’analyse économique comparative, l’ouvrage de l’équipe de Rosser, l’influence intellectuelle de mon œuvre a dû jouer un

---

\* Dans une des nouvelles de Karinthy (2001 [1914], p. 157) il y a un doux cinglé qui se plante dans un carrefour très animé et fait des signes avec une baguette à la manière d’un chef d’orchestre. Il vit chaque événement, pourtant intervenu indépendamment de lui, comme si cela arrivait sur son ordre. « Les deux voitures-là tournent à droite... Très bien... Un tram arrive en face. Tiens, qu’est-ce que c’est ? Ici devraient défiler des militaires... Ah, ça y est, ils arrivent. Ils viennent en face... ». Je n’aimerais en aucune façon ressembler au personnage de Karinthy qui gesticule avec sa baguette.

rôle important.\* Il est indéniable que dans toute la région postsocialiste c'est moi qui ai été le plus important défenseur du durcissement de la contrainte budgétaire ; mes écrits consacrés à ce sujet avaient soulevé un large écho.

Sur d'autres questions plus synthétiques et plus générales, les propositions étaient faites par tout un chœur et moi je ne pouvais être tout au plus qu'un des choristes ou à la rigueur un des chefs de pupitre. J'ai fait partie de ceux qui avaient recommandé une réalisation progressive de la privatisation ou, question encore plus discutée, affirmé leur refus de la « troisième voie ». De même, c'est en tant que membre d'une communauté intellectuelle assez large, ayant une position commune, que j'ai émis des propositions fortes sur une conciliation des exigences de l'équilibre macroéconomique et de la croissance. Il n'est pas impossible, bien que je ne puisse pas le prouver, que sur les processus évoqués, ma voix ait aussi exercé une influence.

En plus de cette influence sur la réflexion et sur les décisions économiques des hommes politiques, on peut examiner aussi un autre phénomène, la question de savoir si mes idées ont joué un rôle dans l'opinion publique, si elles ont contribué à former l'opinion des gens, celle surtout de l'intelligentsia et des acteurs de la vie des affaires. Je ne suis pas en mesure de donner une réponse étayée par des études. Comme je l'ai déjà mentionné à propos de *La Pénurie* par exemple, quelques retours ponctuels ont pu exister. Tantôt un médecin dans son cabinet, tantôt un parent de nos voisins, tantôt un historien rencontré par hasard m'ont dit qu'ils avaient lu un de mes livres et l'avaient trouvé convaincant. J'ai souvent entendu le compliment que grâce à mes articles ils saisissaient mieux les problèmes et les choses à faire que grâce aux déclarations officielles. Pour un chercheur il est très valorisant de s'entendre dire que par ses écrits il a aidé les lecteurs à s'y retrouver. Si ce genre de reconnaissance est agréable à entendre, il est impossible d'en déduire le nombre de gens concernés.

#### *Participation à la formation d'une politique monétaire*

En 1995 György Surányi, président de la Banque Nationale de Hongrie, m'a demandé si j'accepterais d'être membre du Conseil de la Banque centrale, le principal organe de la politique monétaire. J'ai demandé un temps de réflexion, car j'avais besoin de comprendre la position constitutionnelle et politique de ce conseil.<sup>†</sup> Le principal critère qui m'a

\* « ...parmi tous les autres pays anciennement socialistes, c'est la Hongrie qui a la contrainte budgétaire la plus dure... C'est normal, parce que cela prouve l'influence extraordinaire de János Kornai sur la politique économique dans son propre pays » – lit-on dans le livre (Rosser et Rosser, 2004, pp. 377-378).

<sup>†</sup> Une nouvelle loi a été adoptée en 2001 sur l'orientation de la politique monétaire. Je décris ici le statut juridique d'une période antérieure pendant laquelle j'étais membre de ce Conseil.

incité à accepter cette proposition était qu'une loi garantissait l'*indépendance* de la Banque centrale. La loi stipulait l'indépendance du Conseil par rapport au gouvernement et aux partis politiques. Les membres du Conseil étaient nommés par le président de la république, sur proposition du premier ministre, après consultation du président de la Banque nationale de Hongrie et confirmation du parlement.

Pour ma première période de trois ans j'ai été proposé par le premier ministre Gyula Horn, lorsque le gouvernement était celui de la coalition socialiste-libérale, puis pour ma seconde période de trois ans par le premier ministre Viktor Orbán, dirigeant de la coalition conservatrice. Les deux fois ma nomination a été soutenue par les commissions compétentes (économique et budgétaire) du parlement, et au sein de ces commissions aussi bien par la majorité que par l'opposition. Aux séances des commissions on m'a posé des questions techniques, exemptes de passions politiques, j'ai tenté d'y fournir des réponses objectives. Pouvoir m'appuyer sur un si large consensus était rassurant et encourageant pour moi. Je voulais que le monde politique voie en moi un homme indépendant dans sa réflexion, qui n'est pas guidé par des engagements politiques, mais par sa conscience professionnelle et morale. J'ai vu une légitimation de cette intention dans le fait que des forces alternant au pouvoir, si vivement opposées dans la lutte politique, fussent pareillement prêtes à me confier une telle responsabilité.

J'ai participé presque six ans au travail de ce Conseil. Je me préparais soigneusement à chaque réunion ; plus d'une fois, avec un zèle d'élève studieux, j'avais préalablement remis mon point de vue par écrit. Non seulement je m'efforçais de connaître les dernières données statistiques et les autres informations d'actualité, mais aussi j'étudiais toujours les théories relatives aux questions à l'ordre du jour dans la littérature technique, et j'essayais de me renseigner sur les expériences antérieures de situations similaires. C'était une activité silencieuse, menée derrière des portes closes. Cette assemblée devait décider à court et moyen terme de la politique monétaire, avant tout de la politique du taux d'intérêt. En collaboration avec le gouvernement du moment elle devait déterminer les limites institutionnelles qui définiraient la marge de variation du cours de la devise.\* Pendant cette période la politique monétaire hongroise a récolté beaucoup d'approbations dans le monde entier, et les dirigeants des organisations financières internationales l'ont donnée en exemple aux autres pays en

---

\* En langage technique on appelle cela un régime change. Par exemple, il faut choisir entre un régime de change fixe ou flottant de la devise. Ou bien on peut laisser une certaine latitude aux forces du marché, tout en fixant des limites aux mouvements du taux de change. Dans ce dernier cas il faut décider de la largeur de la bande dans laquelle les cours peuvent fluctuer.

transition. Je peux affirmer sans fausse modestie que mon travail a aussi contribué à ces résultats.

Cette activité m'a beaucoup appris. J'ai pu comprendre plus profondément comment on élabore la politique économique au plus haut niveau. La préparation de chaque décision importante représente un sérieux défi professionnel. Les débats, c'était rassurant, se déroulaient dans une atmosphère calme, tant que les tempêtes politiques n'ont pas atteint la Banque nationale de Hongrie. Il fallait répondre à des arguments par des arguments et non par des passions. Les séances du conseil baignaient dans une atmosphère de collégialité et de respect mutuel.

En août 2001, quelques semaines avant l'échéance de mon mandat, j'ai démissionné du Conseil de la Banque par une lettre ouverte adressée au président de la République. J'avais le sentiment que la loi de finances qui venait d'être adoptée altérait le cadre juridique de la participation à ce conseil. Après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi chaque membre du Conseil monétaire à former devenait employé de la Banque nationale de Hongrie, et donc de son président du moment. C'était une façon de réduire institutionnellement l'indépendance de ceux que l'on appelait « membres extérieurs » puisqu'ils devenaient en fait salariés de la banque.\* La nouvelle situation n'était pas compatible avec les principes que je m'étais fixés.

À ce moment-là on ne pouvait pas encore prévoir précisément les futures erreurs des responsables la politique monétaire, mais on pouvait déjà deviner qu'il fallait s'attendre à des problèmes. Auparavant le fait que les documents des séances du conseil étaient secrets et que l'opinion publique ne connaîtrait pas la position de chaque membre, n'était pas préoccupant pour moi. Mais dans la nouvelle situation je pouvais craindre que mes opinions resteraient systématiquement minoritaires. J'aurais dû assister, volens nolens, à une politique monétaire avec laquelle je ne pouvais pas être d'accord – sans pouvoir communiquer ma position divergente aux économistes ni aux citoyens du pays.

Un autre que moi qui aurait plus de dons tactiques en politique et qui serait plus habile diplomate, aurait pu exercer une activité utile même dans le nouveau cadre. Par exemple, par ses interventions il aurait pu faire contrepoids (avec plus ou moins de succès) aux idées éventuellement erronées d'autres membres du conseil. Mais moi je ne sentais ni envie ni talent pour cela.

---

\* Dans la législation antérieure, une partie des membres du Conseil de la Banque centrale étaient des cadres supérieurs ou des dirigeants de la Banque nationale de Hongrie (« membres internes »), une autre partie (comme moi) exerçait une activité dans le monde scientifique (« membres extérieurs »); ces derniers gardaient pour emploi principal leur poste dans une université ou un institut de recherche, et ne participaient à la formation de la politique monétaire que comme activité complémentaire. Cette position d'extériorité leur assurait une totale indépendance.

Je repense la conscience tranquille aux six années de ma participation à l'orientation réussie de la politique monétaire. Je repense la conscience tranquille aussi au moment où en 2002, libéré du silence imposé aux membres du conseil, j'ai pu critiquer ouvertement dans la presse comme dans des débats professionnels les erreurs de la politique monétaire.

#### *Prises de position à propos de la transition dans d'autres pays*

Le tournant politique de 1989-1990 a suscité une demande brusque de conseillers étrangers dans chacun des pays postsocialistes. Je n'aime pas formuler des jugements généraux. J'ai connu des conseillers qui ont essayé de bien connaître le terrain sur lequel ils allaient mettre les pieds, qui s'étaient soigneusement préparé à leur tâche, et qui ensuite présentaient leurs propositions sans prétention. Hélas, une autre catégorie est apparue : l'économiste qui essayait d'imposer ses propres idées aux pays qui demandaient de l'aide sans les connaissances nécessaires du lieu, mais d'autant plus sûr de lui.

J'ai reçu maintes demandes de participer à planifier la transition postsocialiste d'un pays ou d'un autre. Des confrères étrangers, des amis que j'avais connus au temps de la résistance intellectuelle au régime socialiste, m'invitaient dans leur pays pour des échanges d'opinions professionnelles.

Tout ce que j'ai dit sur moi plus haut explique que j'ai le plus souvent refusé ces demandes. Le plus souvent – mais pas toujours. Je n'avais pas l'intention de parcourir ces pays et de militer pour qu'ils adoptent plutôt mes idées que celles d'autres. Mais je sentais tout de même que je ne devais pas repousser toutes les invitations. Mes connaissances pouvaient éventuellement faciliter la recherche de la voie pour des pays en transition, et les nouvelles expériences de ces pays pourraient à leur tour être instructives pour moi. J'ai donc rendu visite à la Russie et à plusieurs pays d'Europe de l'Est. J'ai tenu des conférences et mené de longs échanges d'idées avec des économistes locaux et des responsables de la politique économique. À l'invitation du FMI et de la Banque mondiale j'ai fait aussi plusieurs voyages à Washington ; j'ai fait connaître mes idées par des conférences et dans le cadre de discussions informelles. Durant plusieurs années j'ai été membre du conseil scientifique de la BERD (Banque européenne de reconstruction et de développement, dont le siège est à Londres), organisation internationale soutenant la transformation des pays européens postsocialistes par des crédits et des conseils.

Dans la mesure où on est capable de porter un jugement sur soi-même, je dirais que je n'ai pas commis le péché d'arrogance intellectuelle. Je n'ai jamais affirmé ce que j'ai parfois entendu dans la bouche de confrères plus péremptoires : « il n'existe qu'une seule voie et il se trouve que c'est celle que je propose ». J'ai toujours souligné que ce n'était pas à nous, étrangers, de décider ; les nationaux connaissent forcément mieux leur situation et la

responsabilité du choix leur incombe. Tout ce que nous pouvions faire c'était de leur apporter les expériences d'autres pays, ainsi que les conclusions théoriques tirées de la littérature. Plus un conseiller étranger est prudent et modeste, plus il a de chances d'être écouté.

Mes voyages en Asie, en Chine en 1999 puis en 2005, et en 2001 au Viêtnam, ont constitué des expériences particulièrement émouvantes. Cela aurait été une erreur particulièrement grave de distribuer dans ces deux pays les recettes toutes prêtes de la transition postsocialiste européenne de l'Est avec une rigidité doctrinaire. Si ces deux pays me rappelaient quelque chose, ce n'était pas l'Europe de l'Est des années 1990, mais plutôt la Hongrie du kadarisme tardif des années 1980. La réforme économique, c'est-à-dire la progression de l'économie de marché et de la propriété privée, étaient déjà bien avancée, parfois même davantage que dans l'économie hongroise des années 1980. Mais on n'y voyait que peu de traces de réformes politiques. Le monopole du pouvoir du parti communiste était maintenu, il était interdit de remettre publiquement en question l'idéologie marxiste-léniniste, une dure répression attendait ceux des opposants qui essayaient de s'organiser comme mouvement indépendant. Un expert étranger en visite devait bien garder à l'esprit où il avait mis les pieds. Il devait présenter ce qu'il avait à dire de façon à ce que cela convienne non seulement aux opposants radicaux à l'état de choses existant, mais sans effrayer non plus les hésitants, ceux qui n'avaient encore qu'à moitié admis l'idée de la réforme politique.

Les voyages en Chine et au Viêtnam m'ont tout particulièrement impressionné parce que je me sentais chez moi dans ce monde. Je ne comprends ni le chinois ni le vietnamien, pourtant je savais en un sens parler leur langue. En effet ma propre expérience m'a appris à comprendre les pensées et le psychisme des déçus du socialisme, de ceux qui cherchent une voie et des réformateurs encore hésitants. Certains d'entre eux m'ont affirmé amicalement, dans une atmosphère très franche, que j'étais pour eux un interlocuteur plus facile à accepter que les économistes américains, français ou allemands, car ils sentaient que j'avais moi-même traversé comme eux toutes les phases de l'évolution. Ce que j'avais à dire était crédible.

Je me réjouis de voir publier mes livres et mes articles les uns après les autres dans ces deux pays. Ils contribueront peut-être à les éclairer, à préparer et fonder leur processus de réformes à venir. Il serait bon de vivre le jour où s'épanouira la démocratie dans ces deux pays si lointains mais qui me sont si proches. Cela exigera deux choses : que je vive assez longtemps et qu'ils se dépêchent.\*

---

\* À la demande d'un des instituts de l'université de Floride, j'ai écrit un essai en 2004 sur les leçons que l'on peut tirer de la transformation de l'Europe de l'Est pour Cuba, pour le jour où ce pays prendra le chemin de la démocratie et de l'économie de marché. J'ai considéré cette demande comme un défi intellectuel aussi passionnant que la réflexion sur les problèmes de la Chine et du Viêtnam.



## JE POURSUIS CE QUE J'AI TOUJOURS FAIT

1990-

### *Ce que signifie et ce que ne signifie pas le changement de système*

J'en viens à l'autre aspect de mes activités ; au travail que j'ai toujours senti comme le plus important, comme ma vraie vocation, la recherche et l'enseignement.

### *L'interprétation du changement de système*

Le changement de système a ouvert une nouvelle phase dans ma vie : à partir de 1990 je considérais de nouveau comme mon devoir une approche *normative*, le devoir de considérer des propositions de politique économique pratiques pour la Hongrie et d'autres pays similaires en transition. Mais cela ne signifiait pas que j'aurais attaché une moindre importance à l'approche *objective*, à la compréhension, la description, l'analyse causale de la situation, et, s'y rattachant, le travail théorique.

Le sujet central de mon œuvre scientifique a toujours été la compréhension du concept de système. Je me suis attelé pendant des décennies à une comparaison des systèmes. Cette fois une opportunité unique se présentait pour observer et interpréter le fait que les différents systèmes apparaissent successivement. Pendant que chacun utilise à tout bout de champ l'expression « changement de système », il n'existe aucun accord général sur le contenu de cette notion. Je vais plus loin : des interprétations en flagrante contradiction circulent et obscurcissent le discours politique.

J'avais clarifié cette notion pour moi-même pendant que je travaillais à mon livre *Le Système socialiste*. Comme son titre l'indique, le « système » est un concept central de cet ouvrage. Il en a déjà été question plus haut, mais il ne sera pas inutile de résumer encore une fois : dans mon esprit trois principales caractéristiques distinguent les « grands » systèmes les uns des autres : 1. la structure politique et l'idéologie politique régnante qui s'y attache, 2. les rapports de propriété et 3. les mécanismes de coordination (parts relatives de la coordination du marché, de la coordination bureaucratique et d'autres mécanismes). L'ordre n'est pas arbitraire, il

hiérarchise le rôle déterminant de ces trois éléments. Ces trois caractéristiques déterminent les autres traits importants du système: les régularités des comportements, les forces durables du marché, et ainsi de suite.

Les caractéristiques du système socialiste classique sont : le monopole du pouvoir du parti communiste hostile à la propriété privée et au marché, la prépondérance de la propriété publique et de la coordination bureaucratique. Les caractéristiques du système capitaliste sont : un système politique favorable à la propriété privée et au marché, la prépondérance de la propriété privée et de la coordination par le marché. On peut dire que le changement de système a eu lieu quand le nouveau système, ayant pris la place du système socialiste, présente déjà les caractéristiques du capitalisme.

Dans ce qui précède je me suis efforcé de résumer le plus concisément possible, en utilisant aussi peu de critères que possible, ce qui caractérise les deux systèmes et le changement de système. C'est pourquoi j'attire particulièrement l'attention du lecteur sur ce qui *ne relève pas* de l'interprétation du changement de système que j'ai donnée.

Je n'y attache aucun jugement de valeur. Non parce que je voudrais refuser toute évaluation – j'y reviendrai bientôt. Mais parce que le concept lui-même est objectif, descriptif, sans connotation de valeurs. Je peux me réjouir du changement de système et un autre peut s'en attrister – cela ne nous empêchera pas de nous accorder sur la signification du terme. Il est de toute façon trompeur de confondre nos attentes concernant une « bonne société » avec la définition objective du nouveau système. Le système socialiste n'est pas l'empire du mal, et le système capitaliste n'est pas l'incarnation de l'harmonie, de la justice et de la liberté sociale. Nous parlons ici d'un modèle général de deux structures historiques réelles.

Le changement de système signifie premièrement une transformation radicale des structures, institutions, relations sociales, liens, interactions typiques, bien plus qu'une relève entre des personnes, individus ou groupes humains. Il est vrai, bien sûr, qu'il existe un lien entre le processus de changement des institutions et des structures et celui qui concerne les rôles et les positions des individus. Le premier entraîne le second, dans une certaine mesure et avec certains retards ; il représente certainement la force principale tandis que le second est plutôt un effet secondaire.

Enfin, encore un avertissement concernant l'élément déterminant numéro un, la structure politique : un changement de système peut intervenir même si le nouveau régime gouvernemental n'est pas une démocratie, mais une forme de tyrannie, une régime autoritaire, une dictature militaire, etc. La définition que j'ai donnée exige seulement que la structure politique soit « favorable » à l'économie capitaliste, à la propriété privée et au marché, qu'il ne s'oppose pas à leur extension mais au contraire la favorise. Les structures politiques d'un système socialiste peuvent être relayées par la terreur d'une junte militaire à la Pinochet, par le pouvoir d'une clique

familiale issue de l'ancienne *nomenklatura* (comme cela est arrivé dans plusieurs pays d'Asie centrale), ou même par le pouvoir monopolistique d'un groupe se qualifiant de marxiste-léniniste, survivant assez longtemps. (Il n'est pas exclu que la transformation aille dans ce sens en Chine ou au Viêtnam.) C'est une chance historique inestimable de l'Europe de l'Est que chez nous le changement de système se soit déroulé de façon telle que la structure politique est passée de la dictature à la démocratie.

Une économie capitaliste peut exister sans la démocratie. De nombreux exemples historiques en témoignent. Mais l'inverse n'est pas possible. La démocratie ne peut pas exister sans le capitalisme.\* Cette affirmation repose sur une déduction logique et elle est soutenue par l'expérience historique.

*Ce que signifie et ce que ne signifie pas le passage du socialisme au capitalisme* – c'est sous ce titre qu'a paru en 2000 un de mes essais développant ces idées, dans une revue économique américaine parmi les plus lues, le *Journal of Economic Perspectives*.† Cet essai faisait le tour du sujet au niveau des théories des transformations socioéconomiques, mais il était aussi porteur d'un message politique. On entend souvent des commentateurs démagogiques populistes dire qu'» il n'y a pas encore eu de changement de système ». Je crains que ceux qui rabâchent ce genre de critique, ne comprennent rien à la signification des termes *système* et *changement de système*.

Bien sûr, le simple fait que le passage entre les « grands » systèmes a eu lieu et que le socialisme a été remplacé par le capitalisme, laisse ouvertes de nombreuses questions. Il existe beaucoup de sortes de capitalismes. Dans l'un l'État joue un rôle limité, dans l'autre plus important ; dans l'un les inégalités dans la répartition des pouvoirs, des droits, des patrimoines et des revenus sont plus grandes, dans l'autre moindres ; dans l'un il y a plus d'incitation au développement technique, dans l'autre moins, et ainsi de suite. Le vrai débat n'est pas de savoir si oui ou non le changement de système a eu lieu, mais de savoir dans quelle direction effective s'opèrent les changements. À cela s'ajoute la question normative : vers quelle direction aimerions-nous avancer ? Et ainsi nous en arrivons aux jugements de valeur.

---

\* Je dois ajouter une restriction, en l'occurrence que nous parlons ici de la démocratie fonctionnant dans une société industrielle moderne. Il est évident que la démocratie grecque antique considérée comme un précurseur historique, était liée à un autre ordre économique.

† J'avais publié auparavant en Angleterre une version plus longue. C'est le rédacteur en chef de la revue américaine qui m'a invité à publier une version abrégée de mon essai pour leur numéro spécial préparé pour le tournant du millénaire. L'essai a également paru en hongrois en 1997 sous le titre de *Ce que signifie et ce que ne signifie pas le changement de système*. Puis il a aussi paru en plusieurs autres langues.

### *Attentes et déceptions, optimisme et pessimisme*

Il y a beaucoup de déçus en Hongrie et en général en Europe de l'Est. On attendait autre chose, plus et mieux du changement de système. Je ne pense pas ici uniquement aux vrais perdants du tournant qui ont perdu leurs emplois, dont le revenu s'est dégradé ou qui ont été privés de certains privilégiés. Beaucoup d'intellectuels aussi se sentent déçus, parmi eux certains dont la situation financière ne s'est pas détériorée, s'est peut-être même améliorée, et qui personnellement n'ont subi aucune vexation, ils ont peut-être même bénéficié de nouvelles reconnaissances. C'est la montagne de malhonnêtetés, les mensonges, la dilapidation de la propriété de l'État, qui remplissent ces gens d'amertume. Ils sont écœurés des batailles verbales stériles propagées dans la vie politique, des abus impunis, des révélations restées sans conséquence ou des absences de révélations, de l'imbrication du business et de la politique. Ils sont révoltés du ton haineux qui s'est généralisé. Leur sentiment de justice se révolte à la vue de la nouvelle opulence ostentatoire et de la misère qui serre le cœur.

Je partage moi aussi tous ces sentiments d'amertume et de révolte sur tous ces points avec mes confrères intellectuels. Mais je ne partage pas leur *déception*. On est déçu quand on attendait quelque chose de plus, or mes attentes étaient apparemment bien plus modestes que celles de mes amis et connaissances qui eux ont le sentiment que le changement de système n'a pas répondu à leurs espoirs.

J'évoque mes lignes publiées en 1980 et déjà citées dans un chapitre précédent. J'ai parlé avec ironie de ceux qui imaginent l'histoire comme un supermarché fort commode, où nous mettons dans notre caddie tous les éléments qui nous conviennent dans les différents systèmes et nous les ramenons chez nous dans la combinaison qui nous convient le mieux. L'histoire offre des « paquets » tout faits ; parmi eux le capitalisme « existant » avec ses problèmes immanents et spécifiques.

En 1983 j'avais publié un essai sous le titre *Sur la santé des nations*<sup>241</sup> [The Health of Nations]. J'ai fait une courte énumération des pathologies associées à sept maladies graves : l'inflation, le chômage, la pénurie, l'accumulation excessive des dettes vers l'étranger, les troubles de la croissance, les inégalités malignes, la bureaucratisation. (Naturellement on pourrait encore rallonger cette liste.) J'ai ensuite risqué l'affirmation qu'un système socioéconomique parfaitement sain n'existe pas. Par contre on peut choisir ses maladies. Soyons heureux si nous arrivons à bâtir un système social qui ne souffre que de deux ou trois parmi ces maladies. Dans les pires cas un pays souffre de quatre ou cinq à la fois.

L'apparition du chômage massif n'a pas été une surprise pour moi au cours du passage du socialisme au capitalisme. Nous pouvons tout au plus lutter pour baisser substantiellement le taux de chômage, sachant que son élimination totale est impossible. L'augmentation brutale des inégalités de

revenus ne m'a pas surpris non plus. Une égalisation parfaite serait impossible à réaliser. Mais il est important de s'efforcer d'aider à se relever ceux qui en ont besoin, et de garantir à tous des conditions de vie nécessaires à la dignité humaine.

Plusieurs facteurs ont fait que mes attentes étaient plus réalistes que celles de beaucoup d'autres intellectuels. Je suis un professionnel de la comparaison des systèmes, c'est mon métier. Pendant des dizaines d'années j'ai mis au centre de mes études la connaissance de la nature du socialisme et du capitalisme et leur comparaison. Qui plus est, l'image que je me suis faite des pays capitalistes développés ne provenait pas de livres ou d'impressions de voyages touristiques occasionnels, mais de l'expérience quotidienne de longues années que j'y ai passées. J'ai saisi l'opportunité de confronter les affirmations de la littérature scientifique à ce que j'ai vu de mes propres yeux. Je peux déclarer calmement : je n'ai pas d'illusions quant au capitalisme.\* C'est en connaissance de ses traits déplaisants et moralement vils que j'avais pris ma décision : je préfère vivre dans un système capitaliste plutôt que dans la baraque même la plus gaie du camp socialiste.

J'ajouteraï encore quelque chose pour expliquer pourquoi le changement de système n'a pas provoqué de déception chez moi. La règle d'analyse selon laquelle il convient de séparer strictement les approches objective et normative d'un phénomène s'est profondément ancrée en moi. Chacun a le droit de caresser des rêves. Il serait particulièrement triste que les poètes perdent cette habitude. Mais je suis irrité quand des gens se qualifiant de savants en sciences sociales mélangent utopie et réalité. Et il est particulièrement fâcheux que d'une telle confusion des notions ils forgent même une vertu, et haussent les épaules si on compare leurs rêves aux possibilités considérées d'un point de vue réaliste.

En la compagnie de mes pairs intellectuels, je reste parfois bien seul avec mon opinion que le changement de système que nous avons vécu représente un succès considérable. Bien sûr, dans la première euphorie j'ai ressenti le tournant de 1989-1990 comme un tournant historique salutaire, mais aujourd'hui, quinze ans plus tard, je suis toujours du même avis.

Jadis j'essayais de rapporter de l'Ouest quelques objets introuvables chez nous dans le commerce ; aujourd'hui le choix commercial de Budapest est plus riche qu'à Boston. Jadis je quémandais des pistons pour qu'on m'installe le téléphone ; aujourd'hui je suis sollicité par des sociétés

---

\* Je perçois une similitude entre deux mondes illusoires. D'une part, ceux de la « nouvelle gauche » ont construit dans leurs rêves une utopie socialiste, puis se sont détournés, déçus, du *socialisme réalisé*. D'autre part, avant le changement de système, de nombreux intellectuels avaient conçu une image déformée par leurs illusions sur « l'Ouest », sur la démocratie et l'économie de marché là-bas. Quand ils se sont trouvés confrontés au capitalisme réel, ils ont été déçus parce qu'ils ne l'ont pas comparé à des attentes réalistes, mais à leur propre utopie.

concurrentes de téléphonie. Serais-je moi, l'auteur du livre *La Pénurie*, désormais le seul à attribuer une grande importance à la liquidation d'une économie de pénurie chronique ? Serait-il possible que d'autres n'y pensent même plus ; pas même la génération plus âgée si rouspêteuse autrefois ?

Jadis il fallait demander l'approbation bienveillante du secrétaire du parti et du chef du personnel pour qu'on me tamponne une « fenêtre », un permis de sortie du territoire, dans mon passeport. Aujourd'hui je monte dans le train ou dans l'avion quand je veux. Jadis nous faisions des clins d'oeil de complicité si quelqu'un avait glissé subrepticement une pique critique dans son article imprimé. Aujourd'hui seul celui qui ne le veut pas, n'écrit pas dans un quotidien ou ne claironne pas au petit écran son exécrible opinion des dirigeants politiques. Pour moi *cela ne va pas de soi* d'en être arrivé si loin. Si j'évoque cela avec mes amis, ils sont bien sûr d'accord. « Oui, bien sûr, tu as raison, mais... » – répondent-ils, puis l'instant suivant ils passent là-dessus et recommencent l'énumération de leurs plaintes et lamentations sur les phénomènes qui fâchent ou révoltent.

Je ne prétends pas n'avoir ressenti aucune déception. Certains problèmes se sont produits auxquels je n'étais pas préparé, ou si je les ai prévus je n'attendais pas leur venue avec une telle force. Je dis cela dans l'esprit d'une autocritique. Il ne s'agit pas de phénomènes néfastes ou choquants qui auraient été *imprévisibles*. Si j'avais repensé avec plus de vigueur et plus en profondeur les changements à attendre, j'aurais dû les prévoir.

Par exemple, j'avais quelques illusions naïves à propos du fonctionnement du parlement. Cela ressortait par exemple dans *Le Pamphlet*. J'attendais trop de la séparation des pouvoirs et du contrôle que le pouvoir législatif exercerait durablement sur le pouvoir exécutif. C'est peut-être la relation entre le président américain et le congrès que j'avais devant les yeux à un des meilleurs moments de la démocratie américaine : la grande expérience de l'affaire du Watergate, quand les sénateurs et les députés, y compris les amis républicains de Nixon, ont poursuivi l'enquête avec persévérance, enquête qui s'est terminée par la démission du président. Ou bien les nombreuses séances de commissions du sénat et de la chambre des représentants que j'ai suivies à la télévision, et où j'ai vu comment les législateurs, dépassant souvent les intérêts des partis, essayaient de contrôler le travail du gouvernement. Dans cette dernière phrase on lit déjà une restriction : j'ai écrit « souvent », donc pas toujours.\* Même dans une démocratie bien rodée il serait illusoire d'espérer que le seul fait que quelqu'un ait été élu député, le fasse monter sur un piédestal moral et qu'il

\* Ceux qui croient à la démocratie américaine, dans le pays et à l'étranger, s'inquiètent que, prétextant les dangers du terrorisme, on adopte des dispositions limitant les droits de l'homme. Je suis confiant que, comme dans tant d'autres cas antérieurs, les forces de la démocratie américaine parviendront à défendre leurs propres acquis.

soit prêt, n'ayant devant ses yeux que les intérêts de sa circonscription électorale et de son pays, à affronter s'il le faut son parti et le gouvernement qu'il soutient. J'aurais dû évaluer avec plus de clairvoyance comment coopèrent dans les conditions normales le gouvernement et la majorité parlementaire. J'ai dû apprendre cette leçon maintenant, sur l'exemple des jeunes démocraties hongroise et d'Europe de l'Est.

Je n'étais pas assez préparé aux phénomènes nationalistes ou similaires qui ont véritablement explosé dans le monde autrefois socialiste. Je les avais un peu prévus mais pas avec une telle intensité, partout, dans la vie politique, la vie intellectuelle et dans les rapports humains.

Des fédérations ethniquement hétérogènes telles l'Union soviétique et la Yougoslavie se sont disloquées. Des guerres ont éclaté les unes après les autres dans l'ex-Yougoslavie. Une guerre a fait rage dans l'ancien territoire de l'Union soviétique entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, et le combat entre Russes et Tchétchènes dure toujours. Même là où les conflits ne sont pas allés jusqu'aux armes, des sentiments d'indépendance nationale étouffés ont éclaté au grand jour. La Tchécoslovaquie s'est défaite en ses deux composantes. Des tensions se manifestent en plusieurs endroits d'Europe de l'Est tantôt plus intensivement, tantôt plus modérément, entre pays voisins, en rapport avec la situation des minorités. Des minorités ethniques exigent des droits. L'ethnie autrefois majoritaire (les Russes par exemple) peut brusquement se transformer en minorité (ou même en minorité opprimée) dans des États voisins.

Parallèlement à des conflits internationaux relatifs à la dimension nationale, dans ce même ordre d'idées, des phénomènes dangereux et choquants apparaissent à l'intérieur des frontières de certains pays. Je placerai dans cette catégorie la xénophobie, le mépris des peuples de pays voisins, des idéologies anti-Roms ou antisémites, dont l'apparition n'a été d'abord que sporadique, puis a gagné en vigueur et est devenue presque « de bon ton ».

Dans le premier et le second chapitres de ce livre j'ai relaté ce que représentait dans mon enfance et pour un jeune adulte d'être né juif. Naturellement je n'ai jamais oublié cette naissance dans le demi-siècle central de ma vie, mais je ne m'en suis jamais préoccupé. Il m'était indifférent de savoir que Marx était juif et Staline ne l'était pas, d'abord j'ai cru en l'un comme en l'autre, puis je me suis détourné des deux. Il m'était indifférent de savoir que Rákosi était juif et Kádár ne l'était pas, d'abord j'ai fait confiance à l'un comme à l'autre, puis je me suis opposé aux deux. Il m'était indifférent de savoir qui était juif parmi ceux dont les ouvrages m'impressionnaient, ceux qui attaquaient mes écrits et ceux qui les publiaient, ceux qui m'interdisaient l'enseignement supérieur et ceux qui m'invitaient comme professeur. Je ne suis pas raciste. Qui était qualifié de juif selon les lois de Nuremberg ou les règlements hongrois, qui devait porter l'étoile jaune, m'était *indifférent*. La première fois que ma judéité m'est

revenue à l'esprit a été le jour de la parution de l'article du poète Sándor Csoóri qui déclarait : après Auschwitz il est inutile d'espérer que les Juifs vivants en Hongrie deviennent de vrais Hongrois.\* Je ne suis pas assez hongrois à ses yeux ?

Je refuse tout classement des êtres humains selon leur race ou leur religion comme le font les antisémites et autres racistes. Si je devais résumer ma position à cet égard, je dirais que c'est par autodéfense, pour protéger ma dignité humaine que je me déclare juif. Si tu es antisémite, moi j'assume la tête haute que je suis juif. Autrement, une telle discrimination immorale et choquante entre les hommes ne me concerne pas.

Je dois aussi reconnaître que je n'avais pas prévu qu'il y aurait un jour où des gens remettraient « la question juive » à l'ordre du jour. À cet égard la période qui a suivi le changement de système m'a causé une déception.

J'ai suffisamment souligné l'existence de phénomènes déplaisants, et que certains m'ont pris au dépourvu. Je ne voudrais pas apparaître aux yeux du lecteur comme un observateur béat des changements intervenus. La société dans laquelle nous vivons est en bouillonnement, c'est un creuset du mal et du bien, du beau et du vil. Il n'existe pas de règle objective pour en évaluer les proportions. Chacun vit ce mélange particulier subjectivement, à sa façon.

Je rencontre beaucoup de personnes pessimistes partout où je passe. « Qu'en dis-tu... » – c'est ainsi que m'accueillent souvent mes amis et ils évoquent un dernier épisode horrible. Que dire ? Cela paraîtrait manifester un optimisme bien pensant et rappellerait le rabâchage des commissaires du peuple et des agitateurs de village de jadis si je me mettais à dépeindre les aspects positifs du changement de système et les résultats à attendre des progrès à venir. Dans une autobiographie il suffira que je me contente de relater mon pessimisme ou mon optimisme.

Avant le changement de système j'avais des penchants au pessimisme, mais dans une version particulière. Le pessimisme ne peut pas m'empêcher d'être actif, ai-je écrit en 1983 dans l'essai déjà évoqué *La santé des nations*. J'avais évoqué *La Peste* de Camus ; le héros, le docteur Rieux, discute avec son ami Tarrou qui l'aide à combattre la peste : « Oui, approuva Tarrou, je peux comprendre. Mais vos victoires seront toujours provisoires, voilà tout. Rieux parut s'assombrir. – Toujours, je le sais. Ce n'est pas une raison pour cesser de lutter. »<sup>242</sup>

En 1986 on pouvait lire dans la préface de l'édition américaine de mon livre *Contradictions et dilemmes* (*Contradictions and Dilemmas*) : « Je dois

\* « Avec la République des Conseils, le régime de Horthy, mais surtout avec l'Holocauste, a cessé la possibilité d'une interpénétration d'âme et d'esprit... c'est la judéité hongroise libérale qui tente d'assimiler le peuple hongrois dans le style et dans la pensée. Pour y parvenir elle s'est fait construire une estrade parlementaire jamais vue jusqu'ici. » (Csoóri, 1990, p. 5).

avertir le lecteur : ce livre n'est pas optimiste. Mais il n'est pas pessimiste non plus. Il existe une tradition hongroise séculaire : tu es résigné, plein d'amertume, furieux, l'issue heureuse des choses est incertaine ou invraisemblable – et pourtant tu travailles honnêtement et de ton mieux pour un destin meilleur. Ceux qui ont lu les classiques de la littérature dramatique et de la poésie hongroise (quelques traductions anglaises existent) ou qui ont écouté la musique de Bartók, connaissent bien cet état d'âme contradictoire. Peut-être un représentant d'un métier aussi gris et aussi peu philosophique que celui d'économiste peut aussi poursuivre cette tradition. »<sup>243</sup>

En ce qui me concerne, depuis le changement de système la composition du mélange pessimisme – optimisme a basculé en faveur de l'optimisme. Ce serait une entreprise peu sérieuse de vouloir dresser en quelques lignes le bilan des traits favorables et défavorables intervenus dans le pays et dans le monde – un autre long livre n'y suffirait pas. J'aimerais simplement illustrer les quelques transformations qui exercent une influence sur l'évolution de mon humeur. Je ne nie pas les problèmes, je les distingue clairement. Mais, depuis que dans la région postsocialiste la possibilité de la liberté s'est ouverte pour des centaines de millions de gens, je vois l'avenir autrement. Cette nouvelle grande vague de démocratie s'est ajoutée à des tentatives de mouvements antérieurs vers la démocratie. À l'échelle de l'histoire, le règne de la tyrannie s'est nettement restreint sur la planète, et le territoire où fonctionnent plus ou moins bien des institutions démocratiques s'est beaucoup élargi. Même si ce processus avance par à-coups, avec parfois même des retours en arrière – je suis convaincu qu'il ne peut s'agir que de retards temporaires. J'observe bien sûr moi aussi avec horreur les méfaits du terrorisme, et je suis conscient que si des armes de destruction massives parvenaient entre les mains de terroristes, cela pourrait entraîner des conséquences incalculables. Malgré cela j'ai confiance que le processus historique de l'avancement de la démocratie, conformément à la tendance des décennies et des siècles passés, ne s'arrêtera pas.

La production s'accroît partout, dans une répartition inégale, il est vrai ; les techniques progressent et par là même progressent les sources disponibles pour la consommation humaine. Bien sûr, surgiront toujours de nouvelles difficultés. Et pourtant je ne suis pas prêt à me plaindre des misères de la « société de consommation », du vieillissement de la société ou des malheurs de la généralisation des ordinateurs. Je considère comme un progrès que la lumière électrique s'allume dans les villages, que les eaux usées soient collectées par des égouts, que l'on jugule les épidémies, qu'on prolonge l'espérance de vie et que les hommes soient mieux reliés entre eux par les technologies de l'information et de la communication. Je suis devenu un optimiste qui voit les maux et cherche à y remédier.

### *Le Collegium Budapest*

À la suite du changement de système des modifications substantielles se sont produites dans mes conditions de travail à Budapest. J'étais collaborateur de l'Institut de sciences économiques de l'Académie des sciences de Hongrie depuis 1955, excepté les neuf années où, après mon écartement de l'Institut, j'étais salarié ailleurs.

En 1992 j'ai été invité à me joindre au travail du *Collegium Budapest* en cours de formation. J'ai accepté cette invitation et je suis devenu un des membres fondateurs du Collegium. Le centre de gravité de mes activités à Budapest s'est donc ainsi déplacé de l'Institut de sciences économiques à ce nouveau lieu de travail. Au moment de quitter l'Institut, j'avais des sentiments mitigés, comme c'est souvent le cas dans de telles circonstances. De nombreuses attaches sentimentales, amitiés, souvenirs, me liaient à l'institut, et j'ai d'ailleurs gardé des liens étroits avec plusieurs de ses collaborateurs.\*

C'est le professeur Wolf Lepenies, recteur du *Wissenschaftskolleg* de Berlin qui avait pris l'initiative de la création du Collegium. L'institut berlinois suit l'exemple et le mode de fonctionnement de l'*Institute for Advanced Study* de Princeton. Comme je l'ai déjà détaillé dans un chapitre précédent, ce type d'institut particulier donne une magnifique opportunité aux chercheurs invités d'être dispensés de toute obligation d'enseignement et d'administration pendant une assez longue période, en général une année, et de pouvoir se consacrer à la réflexion informelle, à l'écriture, à la recherche, à s'instruire. Wolf Lepenies et son collaborateur le plus proche Joachim Nettelbeck, secrétaire de l'institut berlinois, étaient persuadés que le moment était venu de créer en Europe de l'Est un premier *Institute for Advanced Study*. Après quelque hésitation, envisageant aussi des opportunités en Pologne et en République Tchèque, ils ont finalement opté pour la Hongrie comme siège de leur institut frère à fonder. C'est eux qui ont réuni suffisamment de sponsors pour le financement, y compris plusieurs gouvernements et fondations d'Europe de l'Ouest.

Le professeur Lepenies m'a proposé une collaboration dès le début des négociations. Je n'ai pas accepté la fonction de recteur, principalement parce que je passais la moitié de mon temps à l'Université Harvard. En revanche j'étais prêt à devenir membre de l'état-major restreint du Collegium, à titre de membre permanent (permanent fellow).

---

\* En parlant de la vie à l'institut dans le onzième chapitre, j'ai raconté la tradition qui s'était installée : avec mon groupe nous allions déjeuner très tôt, à onze heures et demie. Mon service de tant d'années à l'institut a laissé des traces. Les collaborateurs de l'ancien groupe Kornai qui travaillent toujours à l'institut vont déjeuner les premiers, à onze heures et demie, et ceci non seulement les jours où je leur rends visite, les autres jours aussi.

J'ai consacré volontiers une grande partie de mon énergie à préparer l'activité du Collegium. Par exemple j'ai participé année après année au choix des *fellows*, les chercheurs invités. Le Collegium est un institut *international* fonctionnant en Hongrie. Nous nous efforçons de recruter des Hongrois (de Hongrie ou de toutes les autres parties du monde) et des étrangers, qu'ils viennent de l'Est ou de l'Ouest, de façon équilibrée. Nous sommes une institution interdisciplinaire. C'est une des principales forces attractives de cette institution particulière. Le musicologue et le chercheur en génétique, le philosophe et l'historien, s'assoient côte à côte au déjeuner et ont des conversations stimulantes. Tous les *fellows* sont tenus de rendre compte aux autres de leur travail dans le cadre de séminaires, et ceci d'une façon abordable pour les autres, quelle que soit leur spécialité. Pour la sélection des invitations il convient de respecter soigneusement une grande diversité entre les acteurs des différentes disciplines.

Une partie des chercheurs invités travaillent seuls, chacun dans son domaine. D'autres s'organisent en groupes. De temps à autre nous créons un groupe thématique (*focus group*) pour approfondir certains sujets. Personnellement j'ai lancé puis organisé trois de ces groupes de recherche. La dernière fois, un professeur de l'Université Yale, Suzan Rose-Ackerman, et moi avons fixé le thème de recherche suivant : *Honnêteté et confiance à la lumière de la transition postsocialiste*. Des économistes, sociologues, politologues, anthropologues, philosophes et juristes, ont participé à ce travail. Les chercheurs du groupe provenaient de quatorze pays différents. Plus de quarante essais y ont vu le jour, nous en avons sélectionné la matière de deux volumes qui ont paru en 2004.<sup>244</sup>

J'ai ressenti alors les hautes cloisons qui séparaient les unes des autres les différentes branches des sciences sociales. Lorsqu'à un séminaire interne du groupe thématique un membre communiquait son travail aux autres, il apparaissait chaque fois que chaque discipline ne comprend vraiment bien que son propre langage, son propre système de concepts, ses propres méthodes de recherche. Les spécialistes considèrent comme allant de soi la connaissance de la littérature classique de leur discipline, ainsi que les dernières théories les plus à la mode de leur domaine. En revanche ils sont peu informés du langage des autres domaines, de leur littérature, de leurs méthodes. Lorsqu'un représentant d'une discipline au sein de notre petit groupe devait s'adresser aux représentants des autres disciplines, leur expliquer quelque chose de façon qu'ils le comprennent, cette tâche le contraignait à une rigueur de réflexion inhabituelle. Il s'avérait chaque fois qu'une chose presque évidente pour un économiste par exemple n'avait rien d'évident pour un sociologue ou un juriste habitués à d'autres axiomes et d'autres méthodes d'approche, et inversement. Au-delà de l'acquisition de nouvelles connaissances concrètes et de résultats de recherches, cette coopération interdisciplinaire nous a apporté à tous une expérience intellectuelle dont les effets ont été durables.

Il arrivait souvent qu'on soit obligé de prendre des décisions délicates dans les affaires du Collegium. C'est au prix d'âpres luttes que nous avons réussi à préserver l'intégrité, l'indépendance et l'autonomie intellectuelle et politique de cette institution particulière et unique en Hongrie. Il n'a pas été facile de refuser avec tact, mais fermement toutes les tentatives d'intervention, les pressions politiques. Le travail que j'ai mené dans ce sens ne s'est pas déroulé sur la place publique, n'a pas attiré l'attention et ne m'a valu aucune reconnaissance. Pourtant je le place parmi mes plus belles réussites.

Aujourd'hui je suis le seul collaborateur scientifique exerçant une activité dans cet institut sans interruption depuis sa fondation. Je suis désormais paré du titre de *permanent fellow emeritus*, dispensé d'obligations administratives, je continue à prendre part à la vie du Collegium en tant que chercheur. Tout comme le premier jour quand j'ai franchi la porte du beau bâtiment majestueux, d'une beauté harmonieuse, de notre institut, tout ce qui m'entoure ici me procure aujourd'hui une joie intellectuelle et esthétique. Quand je sors par la porte aux heures du soir, je lève mon regard sur le clocher illuminé de l'église Saint Mátyás, je suis saisi par l'atmosphère enchanteresse des rues et des places du quartier du Château, je redécouvre chaque fois le grand privilège de pouvoir travailler dans des conditions si calmes, dans un environnement tellement magnifique.

#### *Un bel intermezzo : le soixante-dixième anniversaire*

Les pages précédentes tournaient autour du travail comme ce sera le cas des pages suivantes. Je fais une coupure pour un épisode de nature plus personnelle qui s'est également déroulé dans les murs du Collegium Budapest.

Zsuzsa avait préparé l'organisation de la célébration de mes soixante-dix ans dans le plus grand secret. Le recteur du moment, Gábor Klaniczay, lui a apporté toute son aide et a mis les locaux de l'institut à sa disposition pour la fête, je l'ai appris par la suite.

Le soir de l'événement Zsuzsa m'a demandé de bien m'habiller car elle voulait m'emmener dîner quelque part. J'ai même mis une cravate. Nous avons pris la voiture et nous sommes montés au Collegium. Et alors le secret a été dévoilé : un banquet d'anniversaire ! Cinquante-deux participants avaient été invités par Zsuzsa, tous les membres de la famille de Hongrie et de l'étranger et les amis les plus proches. Ils sont tous venus et ils ont tous gardé le secret jusqu'au dernier instant. Effectivement, c'est seulement une fois sur place que j'ai compris pourquoi nous étions réunis.

Une fois tout le monde arrivé, nous nous sommes dirigés vers la salle de conférences. Zsuzsa est monté sur l'estrade la première. Elle a d'abord remercié ceux qui avaient contribué à l'organisation. Elle a nommé notre cher ami Péter Hanák, une des mains fortes des préparatifs, mais qui n'était

plus parmi nous le jour de la cérémonie. Elle avait prévu de parler plus longuement, mais après les premières phrases les larmes lui sont montées aux yeux et l'émotion l'a empêchée de poursuivre. Elle a quitté l'estrade dans un océan d'applaudissements.

Cette scène très émouvante fut suivie d'un quatuor à corde de Mozart, mon compositeur préféré. Lajos Vékás, le premier recteur fondateur du Collegium, grand mélomane, était intervenu auprès du Quatuor Auer pour qu'il veuille bien venir jouer pour nous.

La soirée s'est poursuivie par des discours joyeux : mes amis on fait revivre quelques épisodes gais et sympathiques d'un passé ancien. Péter Kende a rappelé nos souvenirs communs du cours préparatoire. Lorsque ses parents lui avaient suggéré de m'inviter à son goûter d'anniversaire, il avait mis un veto définitif : « Pas lui, c'est un bagarreur ! » Je n'en ai pas cru mes oreilles – étais-je vraiment un bagarreur ?

György Litván a ensuite pris la parole, puis András Nagy a parlé de notre vie à l'Institut d'économie. Tous ceux qui me connaissent de près savent que rares sont les repas où je ne tache pas ma chemise ou mon veston. Cela était déjà le cas à l'époque héroïque de l'Institut ; un jour c'est mon costume flambant neuf qui en a fait les frais. Mes amis m'avaient proposé d'emporter sur le champ mon pantalon au pressing du coin pour un détachage express. J'avais attendu patiemment, enfermé en caleçon dans mon bureau, quand peu après on m'a annoncé au téléphone que le nettoyeur ne pourrait rendre le pantalon que le lendemain. Imaginez ma pâleur – heureusement, ce n'était qu'une blague de mes collègues.

Mihály Laki a également rapporté quelques anecdotes amusantes. Il passait ses vacances avec sa femme à la maison de repos de l'Académie à Mátraháza ; je m'y trouvais également, et j'y travaillais comme un possédé. Mais sur leur insistance j'ai accepté de partir en promenade avec eux. J'ai regardé ma montre et déclaré : « D'accord pour une promenade d'une heure ». La scène paraît vraisemblable. Depuis que Mihály l'a rapportée, la phrase est devenue une devise dans notre famille. Chaque fois que nous sortons en promenade, je regarde ma montre et demande : « Combien d'unités Laki ? ».

Le dîner a commencé. C'est mon fils András qui a parlé avec humour, au nom des enfants, puis ma petite fille suédoise Zsófi a dit quelques mots gentils dans un hongrois parfait au nom de sa génération, et enfin Jutka Rimler, m'a félicité au nom des amis. Elle m'a solennellement remis un parchemin fait pour l'occasion, « l'Ordre du Grand Chien ». C'était un très grand honneur puisque chacun sait qu'aux yeux de Jutka « La valeur suprême c'est le chien ».

J'ai balayé la table du dîner de mon regard heureux et ému. Cette occasion d'avoir pu réunir à Budapest à la fois nos trois enfants, tous nos petits enfants et tous nos parents proches était unique. Entourés de tant d'amis. Ce n'était pas une réunion de routine. Certains de nos amis se

connaissaient, d'autres ont fait connaissance à cette occasion. Le point commun entre tous était la chaleureuse intention de venir fêter mon anniversaire.

Il m'est déjà arrivé d'être célébré. C'était une tradition dans notre famille qu'une fête d'anniversaire ne se limite pas à des voeux et une remise de cadeaux, mais soit l'occasion de toute une série de manifestations. Je suis fier d'avoir été célébré plus d'une fois, aux occasions solennelles d'honneurs officiels : quand on m'a fait *docteur honoris causa* de différentes universités, quand l'ambassadeur de France à Budapest a invité mes amis personnels pour me remettre la légion d'honneur en leur présence, ou quand les collaborateurs et collègues du Collegium ont célébré mes soixante-dix et mes soixantequinze ans. Pour mes soixante-dix ans j'ai eu le grand honneur qu'aussi bien à Budapest qu'à Cambridge les rédacteurs (János Gács et János Kóllő ici, et Eric Maskin et András Simonovits là-bas) me remettent un *Festschrift*, un recueil d'essais en mon hommage.<sup>245</sup> Chacune de ces réunions était pour moi source d'une très grande joie. Mais la fête organisée par Zsuzsa pour mes soixante-dix ans était la plus belle de toutes. L'amour et l'affection qui m'entouraient ont fait de cet événement un des plus beaux instants de ma vie.

#### *Université de Harvard : enseignement et adieu*

Les navettes entre Budapest et l'Amérique ont continué après le changement de système. À l'Université Harvard aussi il fallait faire face aux nouvelles exigences que posait le tournant de 1989-1990.

Dans le monde occidental l'Université Harvard était traditionnellement un des hauts lieux intellectuels des recherches sur l'Union soviétique et le système communiste. Elle y était prédestinée pour plusieurs raisons. C'est ici qu'avaient exercé le grand historien classique de l'économie, Alexander Gerschenkron, après avoir quitté l'Union soviétique, ainsi que Wassily Leontief et Simon Kuznets, deux grands prix Nobel d'économie. Tous les trois ont gardé un intérêt pour ce qui se passait dans la moitié Est du monde. Tous ceux qui étaient intéressés par l'Union soviétique, le système communiste et l'Europe de l'Est sont passés tôt ou tard par le célèbre *Russian Research Center*. L'université avait aussi un mémorable centre de recherches sur l'Extrême Orient, avec la participation des plus éminents experts de la Chine. Pendant la période que j'ai passée à l'Université Harvard j'étais en relation étroite avec ces centres de recherches où j'ai tenu de nombreuses conférences.

La chute du mur de Berlin a catapulté ces sujets au devant de la scène. Il n'y avait guère de professeurs qui n'auraient eu au moins de la curiosité pour les États issus de l'ex-URSS ou de l'Europe de l'Est. Un certain nombre de collègues ont trouvé le temps et l'énergie pour une ou deux visites éclairés dans ces pays ou la participation à quelques conférences. D'autres, y compris

des hommes exceptionnels et remarquables, ont consacré toutes leurs capacités pendant plusieurs années à la transformation postsocialiste.

Le téléphone sonnait souvent chez moi : un confrère professeur ou un autre s'apprêtait à se rendre à Budapest ou dans un autre pays anciennement socialiste, et souhaitait que je l'informe sur l'état des choses. On ne cessait de m'inviter à tenir des conférences aux différents séminaires à Harvard. Une fois c'est à un gigantesque cours d'introduction destiné à un millier d'étudiants *undergraduate* que j'ai dû expliquer sous forme vulgarisée (dans un cours unique !) comment fonctionnait le système socialiste et ce que représentait sa transformation. C'était un événement saisissant de parler au *Sanders Theater*, la belle salle de théâtre lambrissée où nous avons assisté à tant de concerts.

Dans les années après le tournant j'ai organisé des « dîners séminaires » au *Faculty Club* pour lesquels j'invitais tous les professeurs qui, sous une forme ou une autre, participaient à la transition postsocialiste en tant que chercheur, enseignant ou conseiller. À ces réunions régulières l'un des participants rendait compte de son expérience à la table du dîner, et c'était chaque fois suivi d'un débat intéressant ; plus d'une fois s'y sont heurtés des points de vues très divergents.

Les professeurs mais aussi des étudiants s'intéressaient beaucoup à la nouvelle situation. Mon cours sur le système socialiste avait toujours eu beaucoup d'inscriptions, généralement plus que les autres séminaires optionnels offerts aux étudiants en doctorat. Mais le tournant historique a encore quintuplé le nombre d'inscrits. Plus on avançait dans les années 1990, plus arrivaient des étudiants des anciens pays socialistes, des Russes, des Ukrainiens, Roumains, Bulgares, Ouzbeks – et, comme auparavant, des Chinois. L'arrivée de plusieurs étudiants hongrois était pour moi la cerise sur le gâteau.

L'enseignement avait toujours exigé une préparation sérieuse, mais là la tâche est devenue carrément ardue. Le tournant politique, le changement de système, représentaient un immense défi pour les spécialistes de l'économie comparée et de l'Europe de l'Est, pour les « soviétologues ». Certains collègues avaient abandonné ce domaine car ils avaient le sentiment que les connaissances acquises allaient devenir inutiles. D'autres comme moi ont retroussé leurs manches et relevé le défi.

Sur le système socialiste j'avais des choses précises à dire. Derrière mes propos il y avait le travail de recherche, l'assimilation de toute une bibliothèque pendant des décennies. En revanche, les institutions, les structures politiques et économiques et l'ordre juridique de la région postsocialiste étaient (et sont encore) en transformation rapide et permanente. Il était clair pour moi (et je l'ai aussi dit honnêtement à mes étudiants) que je leur transmettais là des connaissances encore *non décantées*. Toutefois c'était à mon sens quand même plus utile que simplement se taire.

Être « transitologue » n'est manifestement qu'une profession éphémère. Le mot parle de lui-même : dès qu'on atteint le terme de la transition, cette profession n'a plus de raison d'être. Mais si l'on profite de l'occasion exceptionnelle, on est à même d'acquérir une expérience d'une valeur inestimable, utilisable à plusieurs fins. L'histoire offre sur un plateau un véritable laboratoire dans lequel nous pouvons observer de nos yeux le déroulement d'une grande transformation à l'échelle de l'histoire universelle, en un temps incroyablement court. Si j'y repense, je ne regrette pas de m'être consacré avec quelques autres à la *transitologie*, ce que je regrette c'est que la totalité de la profession d'économiste (et même au-delà : des sciences sociales) n'ait pas suffisamment profité de ce sujet de recherches fantastiquement instructif et passionnant.

Quand j'ai commencé l'enseignement sur la transition, j'ai jugé que seul je n'étais pas capable de donner une synthèse globale. J'ai préféré organiser une série de conférences auxquelles j'ai invité les « poids lourds » du sujet. Beaucoup d'étudiants ont suivi les conférences et ils ont posé des questions intéressantes. Néanmoins j'ai de plus en plus souvent entendu dans la bouche des étudiants qui discutaient entre eux que c'était une mosaïque de propos qu'il était difficile de maîtriser systématiquement. Chaque conférencier transmettait sa propre vision, sa méthode de recherche, apportait ses propres préconceptions dans l'amphi (et c'était très bien ainsi), mais les étudiants n'arrivaient pas à former un tout de tant d'éléments. Quand les contours de la transition ont commencé à se dessiner avec une certaine netteté, j'ai mis moi-même sur pied une nouvelle série de conférences d'une structure cohérente, suivant un fil conducteur unique. Les étudiants ont bien accueilli cette nouveauté. En revanche je n'étais pas prêt à refaire ce que j'avais fait à propos de mon cours tenu dix ans auparavant sur le système socialiste ; je n'ai pas élaboré la matière de mes cours sous forme de livre. Pourtant des monographies de synthèse sur le sujet de la transition sont bien nécessaires – mais cette tâche incombe désormais à la génération de plus jeunes chercheurs.

Le temps avançait, les années passaient. Il était temps de songer à l'avenir. Pour raconter la suite de mon histoire, je dois au préalable dire quelques mots des conditions américaines du départ à la retraite. En Amérique, la loi interdit la « discrimination selon l'âge ». L'employeur peut licencier son salarié parce qu'il n'a plus besoin de lui, que le salarié ait indifféremment trente ou soixante-dix ans. Mais la loi interdit qu'à un âge défini, mettons à soixante ou soixante-cinq ans, sonne l'heure et qu'on fasse savoir au salarié qu'il *doit* partir à la retraite. La « vieillesse » ne peut pas être invoquée pour renvoyer quelqu'un. À cette sorte de protection s'ajoute dans le cas des *tenured professors*, les professeurs permanents, un autre privilège. Comme je l'ai déjà écrit à la première évocation de cette institution, l'université n'a pas le droit de congédier un *tenured professor*. Le résultat est que pour cette catégorie privilégiée à laquelle j'appartenais

également, il n'y a pas d'âge limite obligatoire, contrairement à la pratique européenne. Le professeur d'université est seul juge du moment où il veut partir *volontairement* à la retraite. S'il souhaite rester en activité, il peut le faire aussi longtemps qu'il en est physiquement capable.

Il existe une retraite d'État très modeste, correspondant à peu près au minimum vital, chaque citoyen peut y prétendre s'il a payé ses cotisations d'assurances sociales. L'université paye en plus tout au long de l'activité du professeur un complément de contribution à une caisse de retraites privée sans but lucratif. Le professeur qui part à la retraite touche ce que rapportent ces cotisations. Il ne s'agit pas d'une somme garantie, le montant dépend de plusieurs facteurs. Cela dépend avant tout du nombre d'années passées dans l'enseignement et des montants successifs des salaires du professeur. Le résultat dépend aussi du portefeuille que l'intéressé a choisi pour faire fructifier ses cotisations accumulées, et des rendements procurés par les placements pendant la période des cotisations.

Que représente le départ à la retraite pour un professeur d'université américain ? En ce qui concerne les revenus pécuniaires, une large gamme de choix est offerte : il peut toucher les cotisations cumulées en une seule somme, il peut demander le versement d'une annuité jusqu'à la fin de ses jours, il peut demander qu'on reverse après sa mort des mensualités à sa veuve, etc. Si un professeur a enseigné régulièrement pendant quarante ou quarante-cinq ans et a suivi les échelons habituels du parcours universitaire, le départ à la retraite n'entraîne pas une chute brutale des revenus. Il apporte en revanche certains allègements : le professeur n'est plus chargé d'enseignement et de participation aux travaux administratifs. S'il le désire, il peut continuer une activité de recherche, candidater à des appels d'offre, toujours avec le soutien de son université. Il garde l'usage de son bureau. Il peut continuer d'y profiter de l'atmosphère intellectuellement stimulante, il continue de fréquenter la bibliothèque et la piscine de l'université, il dîne de temps en temps au *Faculty Club*, et il continue d'avoir droit au service de santé organisé et subventionné par l'université. Pour résumer, un professeur universitaire américain perd peu, ni matériellement, ni intellectuellement, il gagne en revanche beaucoup en liberté. Il n'est pas étonnant qu'arrivé à un certain âge la plupart d'entre eux partent volontairement à la retraite.

Mon cas était totalement différent. Aucune loi ni aucun contrat ne m'obligeait moi non plus de partir à la retraite. En revanche ma femme et moi devions bien réfléchir : avec les années qui passaient, jusqu'à quand supporterions-nous cette *double charge* ? Les bagages à faire et à refaire, les voyages deux fois par an ? Jusqu'à quand allions-nous pouvoir faire face aux nombreuses tâches administratives et démarches parallèles de la vie à Budapest et à Cambridge, ainsi qu'à la surcharge de travail qui nous incombait par les obligations impossibles à refuser sur les deux lieux de travail ? Nous ne voulions pas attendre qu'une décision forcée nous tombe dessus par l'imprévu d'une maladie, nous voulions mettre un terme à la

partie américaine de notre vie à un moment où nous pouvions le faire en relativement bonne forme.

Contrairement à nos collègues américains, le départ à la retraite représentait non seulement l'abandon de l'enseignement et la diminution des autres charges mais d'importantes pertes. Le retour définitif en Hongrie c'était la séparation de ce bouillonnement intellectuel et culturel incomparable que représentaient Harvard, Cambridge et Boston. Ils avaient beau me proposer de garder mon bureau, l'usage pour toujours d'une des plus grandes bibliothèques scientifiques du monde, l'entrée aux repas du *Faculty Club* et la rencontre d'anciens confrères enseignants – ces choses restaient des droits théoriques inexploitables.

Après beaucoup d'hésitations nous avons décidé que 2001-2002 devait être la dernière année universitaire de mon enseignement à Harvard, après laquelle nous rentrerions définitivement dans notre pays.

J'ai annoncé en cours à mes étudiants qu'ils étaient les derniers à qui je faisais cours. Je garde le souvenir de la célébration chaleureuse qu'ils m'ont organisée à l'issue du dernier cours, et de tous les mots humains, amicaux, qu'ils ont anonymement inscrits dans les questionnaires officiels d'évaluation de la chaire.

Beaucoup de gens âgés me rapportaient à Budapest que lors de leur départ à la retraite leurs supérieurs et collègues prenaient congé d'eux dans une cérémonie formelle, vide, insignifiante. Je peux assurer que la réunion organisée pour mon départ était riche en contenu et franchement amicale. Dale Jorgenson a remémoré ma carrière professionnelle et publique dans un discours dont rayonnaient non seulement l'estime mais le soin et la précision scientifique qui caractérisent Dale. L'orateur suivant, Eric Maskin, n'était plus économiste à Harvard à ce moment-là, mais à l'*Institute for Advanced Study* à Princeton. C'est pour moi qu'il est revenu. Eric a truffé son discours de nombreuses anecdotes humoristiques pour raconter notre travail commun sur la théorie de la contrainte budgétaire lâche, et rappeler le petit groupe où nous réunissions nos meilleurs étudiants, un groupe de Chinois. Jeffrey Sachs a rapporté l'angoisse qu'il ressentait chaque fois qu'il me montrait ce qu'il venait d'écrire car il savait que j'étais un juge sévère et impartial. Le plus important qu'il a souligné à propos de mon travail était que *je disais le vrai* sur un monde dans lequel régnait tyrannie et mensonge. Sur ce point, à propos du respect de la vérité, il m'a comparé à Adam Michnik et à Vaclav Havel. J'ai ressenti ses paroles comme un grand honneur pour moi.

Après les trois confrères économistes c'est mon fils András vivant à Boston qui a parlé. Avec l'humour affectueux dont il est coutumier il a rappelé ce que, vu de la famille, la science et l'Université Harvard représentaient dans ma vie.

J'ai pris la parole en dernier, sur un ton mi plaisant mi sérieux. Je ne pouvais ni ne voulais dévoiler l'émotion qui me traversait. Il est difficile de dire en prose, la musique de Schubert pourrait peut-être le faire sentir, qu'un

homme peut être à la fois heureux et triste. J'étais imprégné de ce sentiment magnifique que durant dix-huit années j'avais pu vivre, apprendre et enseigner, me faire des amis dans cette communauté intellectuelle. L'idée de laisser tout cela derrière moi m'était douloureuse.

Après cette cérémonie, les adieux se sont succédés. Prendre congé des amis. Faire une dernière promenade à Boston, dans les rues et les places familières. Une dernière nuit de sortie à Harvard Square tant aimé. Encore un coup d'œil sur les livres des librairies ouvertes aussi la nuit.

Embrasser András, sa femme Ági et leurs enfants – on ne les verrait plus que de temps en temps, quand ils viendraient nous rendre visite. La distance rend particulièrement difficile de suivre la croissance de nos petits enfants américains, le petit adolescent Mishka, les charmants petits écoliers Dani et Nóri.

Nous commençons à démonter l'appartement de Mount Auburn Street que nous avions meublé et décoré avec tant de soins et d'attention. Nous offrons certains objets en cadeau, nous en emportons d'autres à Budapest. Caisses et cartons se remplissent. Les transporteurs arrivent, ils placent tout dans un container et celui-ci sur un bateau.

Il nous semble visionner la pellicule des premières semaines dans l'appartement de Mount Auburn Street. De nouveau nous dormons quelques nuits par terre, sur des matelas pneumatiques. Je me suis bricolé un bureau et des étagères provisoires, pour mon ordinateur et les dossiers en cours. J'ai toujours un tas de choses à faire, à écrire, jusqu'au dernier instant. Zsuzsa m'affuble d'habitude d'un sobriquet : je suis « l'intrépide soldat de plomb », allusion au conte d'Andersen. Nous avons fait quelques prises vidéo de ces derniers jours amusants mais à serrer le cœur.

Enfin arrive le dernier jour, le jour du départ pour l'Europe. Comme d'habitude, nous passons d'abord quelques jours en Suède avec notre fille Judith et nos petites filles Zsófi et Anna. Puis, poursuite du trajet jusqu'à Budapest où mon fils Gabi et sa famille, Tünde, Julcsi et Tomi nous attendent à l'aéroport. Nous savons ou espérons que nous retournerons encore à Cambridge. Mais ce ne sera plus un retour comme les autres chaque année, un retour *dans notre foyer* américain, après un semestre à Budapest. Une période de notre vie s'achève irrévocablement.

#### *Dans l'environnement hongrois*

Une fois à Budapest en été 2002, le déménagement nous a occupés un bon moment. Les trois étages à monter dans la rue Dobsinai, où nous avions habité pendant vingt-huit ans, étaient devenus trop hauts à grimper. Nous devions chercher un logement avec ascenseur. Nous avons fini par trouver dans le quartier de Óbuda l'appartement dont nous rêvions. Nous l'avons emménagé de façon à nous rappeler les chers lieux de notre passé : des meubles, tableaux et livres achetés à Cambridge, et d'autres meubles, objets

décoratifs, livres et encore des livres que nous avions dans l'ancien appartement de Budapest.

Tous ceux qui ont une fois déménagé savent que c'est une opération fatigante. Dans notre cas c'était encore plus compliqué, puisqu'il fallait réunir les deux foyers de Boston et de Budapest en un. La sélection était plus éprouvante encore que la fatigue physique. Qu'allions-nous garder, offrir à d'autres ou éliminer une fois pour toutes ? Nous avions vu des amis américains plus âgés qui quittaient des maisons vastes en banlieue pour un appartement plus exigu au centre-ville. À notre tour d'être perplexe devant des quantités de nos meubles familiers, de livres, de vieux documents. Pourtant, je dirais que ce déménagement est tombé au bon moment. Les rendez-vous avec les artisans, les soucis et les querelles pour se procurer équipements et revêtements\*, trouver l'emplacement des livres, des disques et des collections de bandes vidéos et tout l'attirail d'un déménagement ont tellement focalisé notre attention que nous n'avons pas eu de temps pour des pensées nostalgiques, pour revivre trop souvent l'adieu dououreux à Cambridge.

« Étes-vous fous ? Qu'est-ce qui vous a pris de revenir *ici*, alors que vous aviez tout là-bas, travail, logement, environnement idyllique ? » Combien de fois ces questions nous ont été posées !

Oui, dans notre entourage il y a toujours des choses qui nous déplaisent, qui nous rebutent, qui nous révoltent. Je suis souvent obligé de couper la télévision ou la radio quand je veux écouter les informations, parce que je refuse d'entendre toutes les insultes, les révélations et fausses révélations sur un ton qui me blesse les oreilles. On entend trop de promesses creuses et trop d'informations superficielles.

Je me heurte à la discourtoisie, au manque de tact, non seulement dans la vie politique, mais aussi dans la vie quotidienne. Je suis tantôt irrité par les coups de klaxon d'un automobiliste impatient après une seconde d'attente au feu vert, tantôt fâché par l'inattention d'un vendeur de magasin et d'un serveur de restaurant.

Pourtant, je suis chez moi ici. Même ce qui est mal, m'est connu, m'est familier. Je m'y retrouve. Je sais, ou je devine, ce qui rend impatient

---

\* L'expérience acquise lors de la construction de l'appartement rue Dobsinai m'avait en partie inspiré l'écriture de *La Pénurie*. J'aurais pu écrire une jolie étude comparative sur les deux expériences de construction de 1974 et de 2002, sur la transformation du marché de vendeurs en un marché d'acheteurs, sur le passage de la contrainte par l'offre à la contrainte par la demande. Autrefois il nous fallait des pistons personnels pour nous procurer une baignoire avec défaut de fabrication et des parpaings de seconde qualité. Cette fois nous pouvions trier à loisir revêtements et équipements dans un choix pléthorique de magasins pleins de marchandises jusqu'au plafond.

l'automobiliste, ce qui fait que le vendeur de magasin pense à autre chose que son travail.

Il y avait une blague ancienne. Une délégation hongroise se rend en Chine. Mao Tsé-toung demande à la délégation combien d'habitants compte la Hongrie. Une fois qu'il a reçu la réponse, il dit : Vous en avez de la chance ! Vous êtes si peu nombreux que tout le monde doit connaître tout le monde.

Aux États-Unis beaucoup de portes s'ouvrent devant un professeur de Harvard, mais dans cet immense pays je n'étais qu'un petit point inconnu. Chez moi c'est différent. J'ai déjà vécu soixante-dix-sept ans ici. Je ne connais peut-être pas tout le monde, mais je connais beaucoup de gens. Je ne suis pas une célébrité, pourtant beaucoup de gens savent qui je suis. Si je demande une audience à un ministre, il me recevra, si je téléphone au rédacteur en chef d'un journal, je n'aurai pas besoin de me présenter.

Si physiquement nous nous sommes éloignés de notre fils András et de sa famille qui vivent en Amérique, nous sommes devenus plus proches de Gábor et de sa famille qui vivent à Budapest. Judith et ses filles en Suède sont plus faciles à atteindre à partir de Budapest que de Cambridge, sans même mentionner le fait qu'eux et nous sommes devenus concitoyens de l'Union européenne. Quelle joie de pouvoir nous entretenir de sujets sérieux avec nos petits enfants désormais adultes, Julcsi qui est professeur dans le secondaire, Zsófi qui étudie à l'université, Anna et Tomi. Celui-ci est toujours prêt à me dépanner si j'ai un souci avec mon ordinateur. (Évidemment c'est un non-sens de penser en terme d'échange. L'absence d'un enfant ou d'un petit enfant, n'est pas compensée ou remplacée par la proximité d'un autre enfant ou petit enfant.)

Nous avons retrouvé l'habitude de vivre désormais en permanence en Hongrie, à l'exception de quelques courts voyages. Il nous manque bien sûr la facilité des années précédentes quand, vraiment épuisés, broyés par confusion régnant chez nous, c'était si bien de penser que bientôt nous allions prendre l'avion, que nous laisserions derrière nous les tensions et les problèmes de la Hongrie, et que nous retrouverions la paix, le calme et la beauté de Cambridge. Lorsque remonte en nous la nostalgie et ce désir de repartir, nous nous consolons avec une autre pensée. Quel plaisir en cette fin d'été qu'il soit inutile de nous énervier, de nous soucier des bagages, de réviser les notes de mes cours. Pendant dix-huit ans nous avions suivi un rythme semestriel ou annuel. Les navettes allers et retours taillaient en morceaux les années qui passaient. Le temps devient uniforme.

Nous sommes chez nous.

---

\* Il va sans dire que ce sentiment de calme et de paix n'était authentique que pour nous, Hongrois, qui allions passer quelques mois seulement dans cet autre monde. Parce qu'en fin de compte nous sommes toujours restés des visiteurs. Nous ne subissions pas les orages politiques de là-bas, les tensions de la vie publique, avec la même intensité que nos amis américains.

« *À quoi tu travailles ?* »

C'est ce qu'on me demande d'habitude quand je vais voir des amis ou rencontre des connaissances. Je ne peux même pas m'imaginer répondre : à rien. Je suis par deux fois *emeritus* : et l'Université Harvard et le Collégium Budapest m'ont décerné cette distinction. J'aurais le droit de cesser de travailler. Nous aurions de quoi vivre sans les revenus que le fait de travailler encore peut me rapporter.

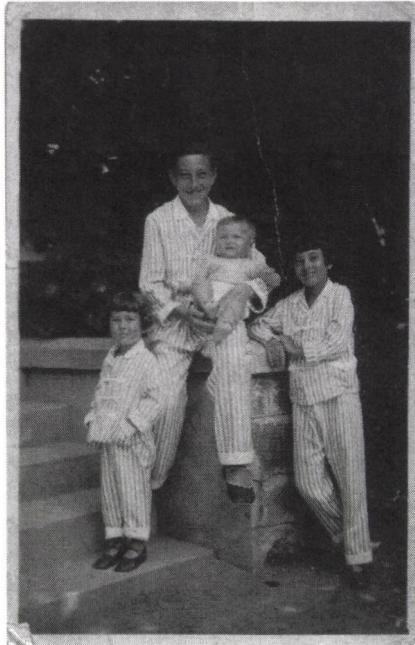
Le moment viendra où il faudra cesser toute activité. Mais pour l'instant (je suis superstitieux – touchons du bois) j'ai encore de quoi répondre à la question ci-dessus.

La présidence de l'Association Économique Internationale (IEA) comporte un grand nombre d'obligations. L'événement majeur de cette activité sera le congrès mondial de l'association en 2005. On prévoit de l'organiser au Maroc. Il y aura plus de mille participants, environ deux cents conférences ! Beaucoup de personnes m'aideront, mais en fin de compte le responsable de la manifestation est le président. J'ai déjà commencé à préparer mon discours d'ouverture. Comme on peut l'attendre du premier président de l'association issu de l'Europe de l'Est, je construirai mon discours autour des problèmes de la transition postsocialiste, ou, plus généralement, j'aborderai les caractéristiques générales des grandes transformations historiques. Selon mes projets, ce sera mon principal sujet de recherche dans l'avenir, y compris après la passation de la présidence.

C'est ce travail et quelques autres que j'ai interrompus, pour écrire mes mémoires. Un genre inhabituel pour un chercheur qui pendant des dizaines d'années n'a travaillé qu'à des monographies et des articles. Il est temps d'y mettre un point final. Le reste du travail m'attend.

## **GALERIE DE PHOTOS**





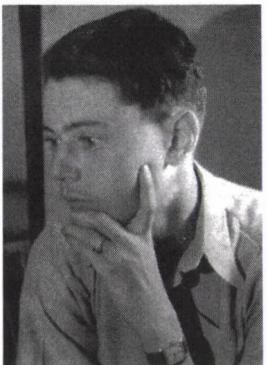
1



2



3



4



6



5

1. Sur les genoux de mon frère Bandi, à côté de nous ma sœur Lilly et mon frère Tomi (1929).
2. Avec mes parents, mes frères et ma sœur (1930).
3. Cours préparatoire de l'École allemande du Reich à Budapest. Je me trouve au premier rang à l'extrême droite, à côté de moi, Péter Kende. Au deuxième rang, au-dessus de Péter se trouve Éva Székely, future championne olympique de natation (1933).
4. Moi, adolescent.
5. Budapest (5e), 18 rue Akadémia. Au deuxième étage se trouvait notre appartement et, plus tard, le bureau de mon père. Aujourd'hui ce sont les bureaux du Premier Ministre qui occupent tout l'immeuble.
6. Avec mes frère Bandi et Tomi (1943).



7



8



9



10

9. En vacances d'hiver, dans la forêt de Galyatető (1949).  
10. À une réunion à Vienne, envoyé par la rédaction (1950).  
11. Gabi et Andris (1964).  
12. Teri, ma première femme, avec nos fils Gabi et Andris (1966).



11



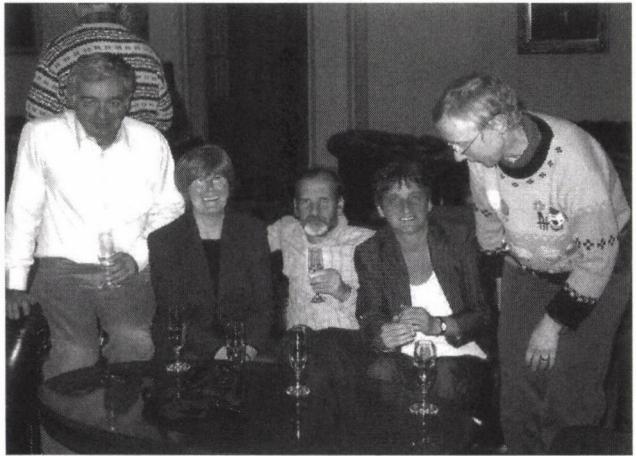
12

13. Avec Tamás Lipták, trente ans après l'écriture de notre essai, à Cambridge en Angleterre (1992).



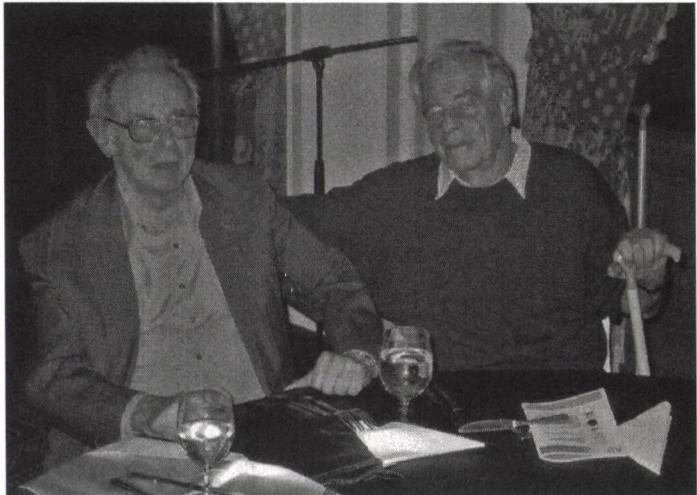
13

14. Réunion du « groupe Kornai » à l'occasion de la création de l'Institut de Sciences Économiques. De gauche à droite : Mihály Laki, Zsuzsa Kapitány, András Simonovits, Mária Lackó et Judit Szabó (2004).



14

15. Avec András Bródy (2004).



15

000086  
8.

11/4. sz. utasítás "A"-tól

Szigorúan titkos!

Mindösszéje megszűnt!

B r d e i elvtársnak!

L o n d o n .

Budapest, 1964. március 26.

Tárgy: Kornai János ügye.

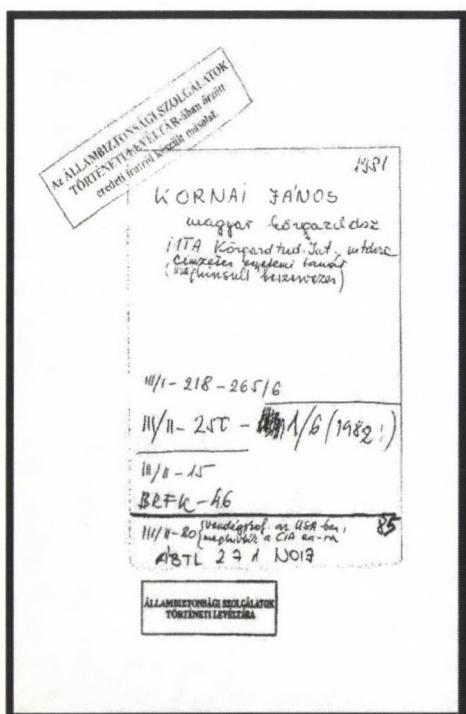
Szalai elvtárs korábbi javaslata alapján megvizsgáltuk tárgyban nevezett operatív felhasználhatóságát. Az ellenőrzés során azonban személyét nem tartottuk alkalmasnak arra, hogy beszervezzük.

Az elmúlt tiz év során tanusított ingadozó politikai magatartása miatt kiutazása előtt nem igazítjuk el sem a KUM, sem saját nevünkben.

Kiutazása után a viselkedésétől függően Szalai elvtárs sötéten felhasználhatja, de csak a legális követségi munkakörrel összefüggő kérdésekben.

Szántó.

16



18

16-17. Décision du service secret prise en 1964 : János Kornai « ...n'a pas été considéré comme apte à être recruté ». C'est à cela que fait allusion la fiche faite en 1985, intitulé : « recrutement manqué ».

18. Lieu de la table ronde de 1963 de la Société Économique Internationale, au Clare College (Cambridge, Royaume Uni). C'est là que j'ai tenu ma première conférence à un forum scientifique international.

19. Mon premier mentor, Edmond Malinvaud, économiste français, rédacteur d'alors de la revue *Econometrica*, organisateur de la conférence de Cambridge (2001).
20. Ma première rencontre avec des soviétologues occidentaux, à Venise, en 1965. De gauche à droite : Alfred Zaubermann (London School of Economics), moi, David Granick (University of Wisconsin), John Montias (suspecté d'espionnage par les services secrets hongrois et expulsé de Hongrie en 1966 – Yale) et Hans Raupach (München). La photo a été prise par Gregory Grossman (Berkeley, Californie), l'un des soviétologues les plus connus.



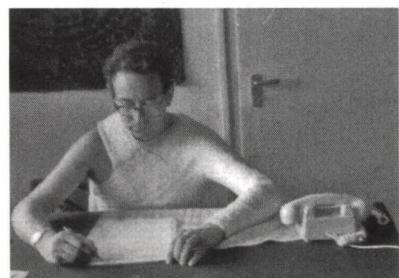
19



20



21



22

21. En haut à gauche Kenneth Arrow, l'un des plus grands économistes de notre temps. C'est lui qui m'a invité à Stanford en 1968. En bas à droite sur la photo, assise, Selma, l'épouse de Arrow. L'autre couple : Alan et Jackie Manne, nos chers amis de Stanford. Au milieu, Zsuzsa. La photo a été prise en 2002, lors de notre visite finale en Californie, avant de quitter l'Amérique.

22. Après ma première opération de l'épaule, le torse plâtré, assis à mon bureau (1972).

23. Devant la célèbre fontaine de Stanford (1973).



23

24. Avec Gabi, Judit et Andris, à Tihany (1972).

25. Avec ma mère, Munyó (1964).



24



25



26



27



28



29

26-27. Munyó, le jour de ses 80 ans, avec trois de ses enfants encore en vie, Tomi, moi (mon bras est plâtré après ma seconde opération de l'épaule, cela explique ma pose étrange) et Lilly (1972). Munyó à la même occasion entourée de ses petits-enfants et son arrière-petit-enfant.

28. Avec Zsuzsa (1972).

29. Avec Judit, au bord de la mer, dans le New Jersey (1972).



30

30. À la conférence à Genève de l'UNCTAD, organisation commerciale des Nations-Unies (1974).

31. Avec les étudiants de la série de conférences universitaires en Inde, à Calcutta (1975).

32. Vue de notre appartement à Lidingö, une des banlieues de Stockholm, où j'ai écrit *La pénurie* (1976-1977).

33. Au congrès annuel de la Société Économétrique en 1978, quelques minutes avant de faire ma conférence. À côté de moi mon mentor et ami Tjalling Koopmans qui m'a présenté à la séance.



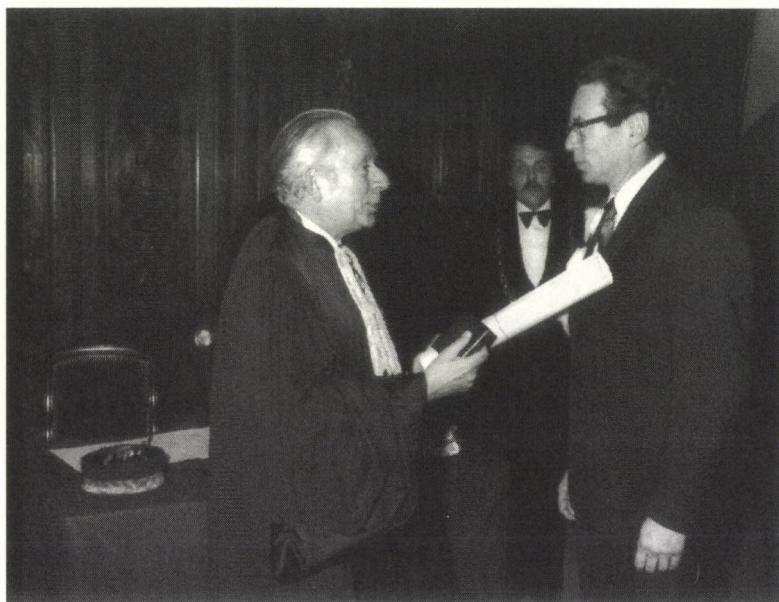
31



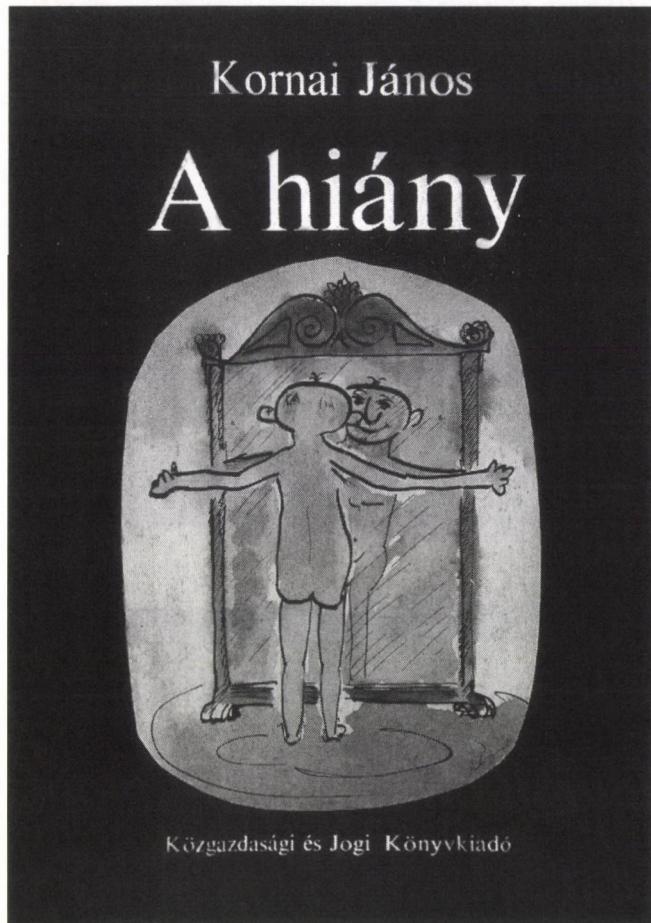
32



33

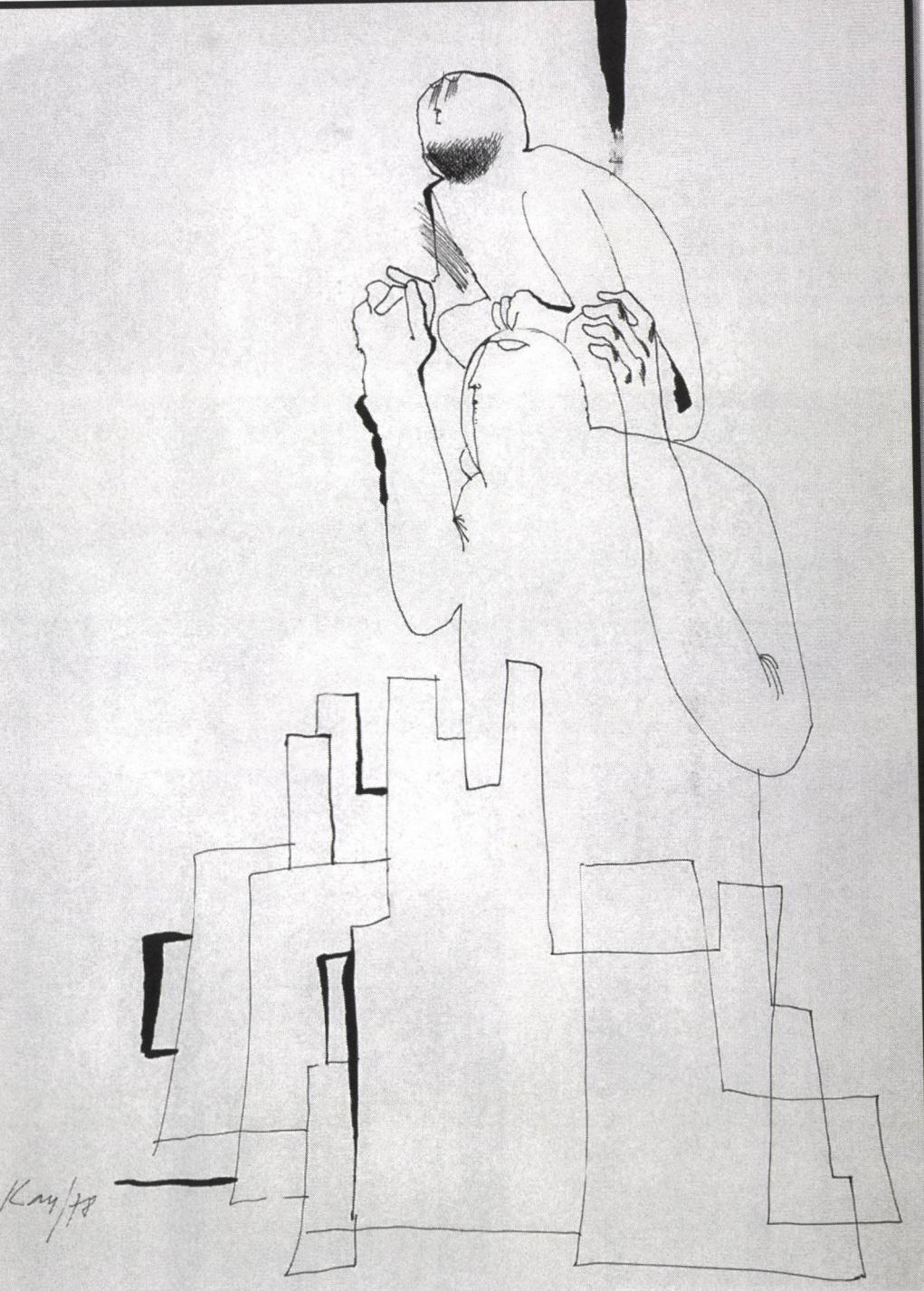


34

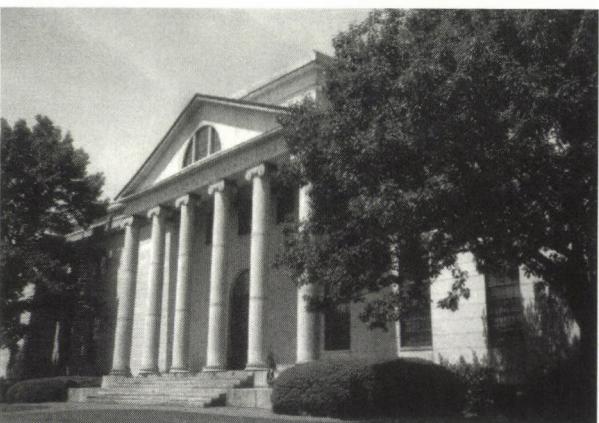


35

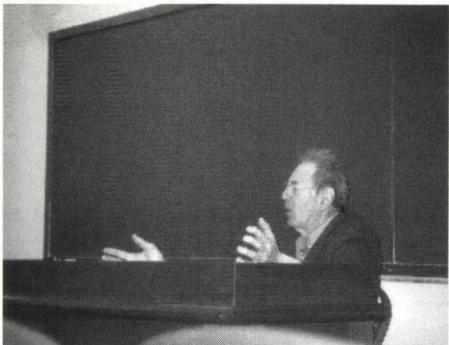
34. Le recteur de la Sorbonne me remet mon diplôme de docteur honoris causa (1978).
35. Charmant dessin réalisé à l'atelier technique de la maison d'édition de *La Pénurie* : « Le roi est nu » (1980).
36. János Kass, éminent graphiste, a lu le manuscrit de *La Pénurie* en 1978, il lui a inspiré une série de dessins. Celui-ci s'intitule : *Le Paternalisme*.



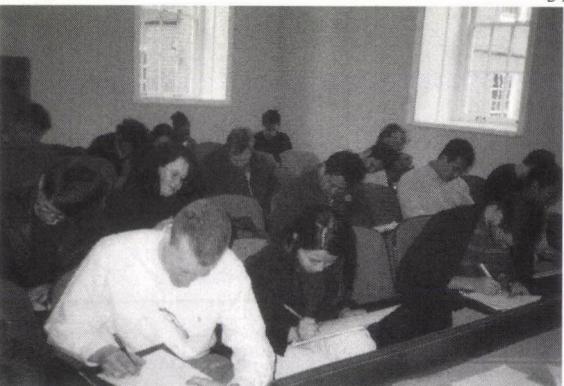
37. Université Harvard, Littauer Center.  
C'est là que j'avais mon bureau  
universitaire à partir de 1984.  
38-39. Pendant le cours : le professeur  
explique, les étudiants prennent des notes.



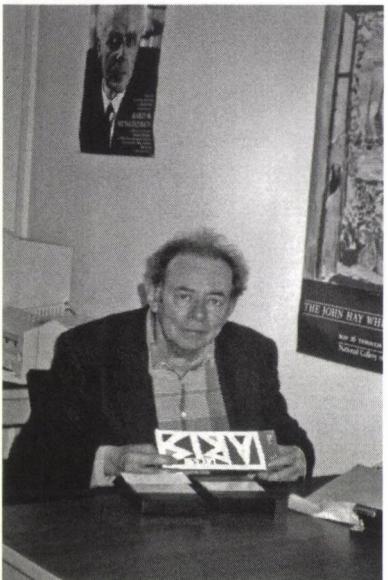
37



38



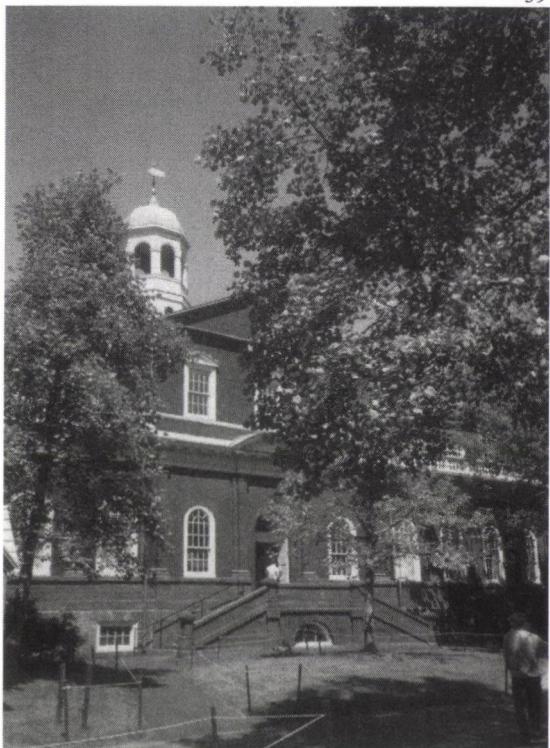
39



40

40. Assis à mon bureau universitaire à  
Harvard. Sur le mur un poster représentant  
Bartók.

41. Harvard Hall, un des vieux bâtimens  
patinés de l'université, où je tenais mes  
cours à compter de 1990.

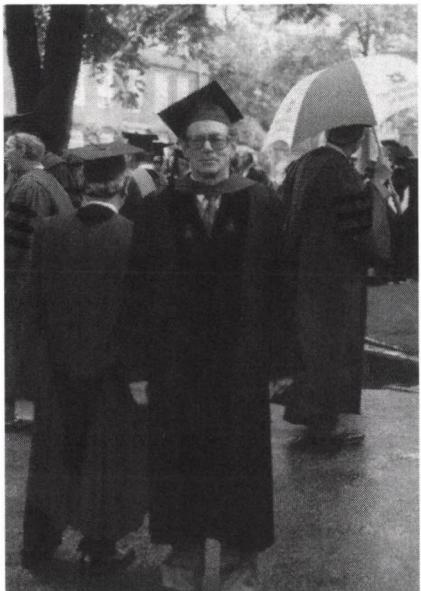


41

42. Mes meilleurs étudiants chinois, de gauche à droite : Chenggang Xu (London School of Economics), Yijiang Wang (University of Michigan), Yingyi Qian (University of California, Berkeley), David Li (University of Hong Kong). Je les ai revus chacun séparément, depuis qu'ils ont terminé leurs études à Harvard. Mais sur cette photo nous nous trouvons tous ensemble à une conférence à Hong Kong en janvier 2005.



42



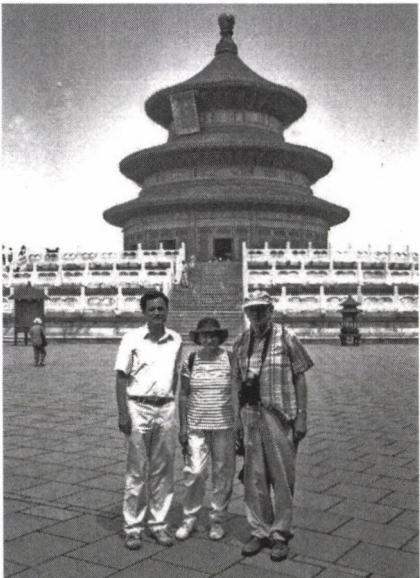
43

43. À une fête de fin d'année à Harvard.  
44. À gauche Karen Eggleston, mon étudiante et plus tard mon co-auteur. A droite John McHale, mon étudiant, puis mon compagnon de publication d'articles et d'organisation de séminaires. À côté de John se trouve sa femme Liza, à notre domicile à Cambridge (2001).

45. Avec Yingyi Qian et Zsuzsa à Pékin (1999).

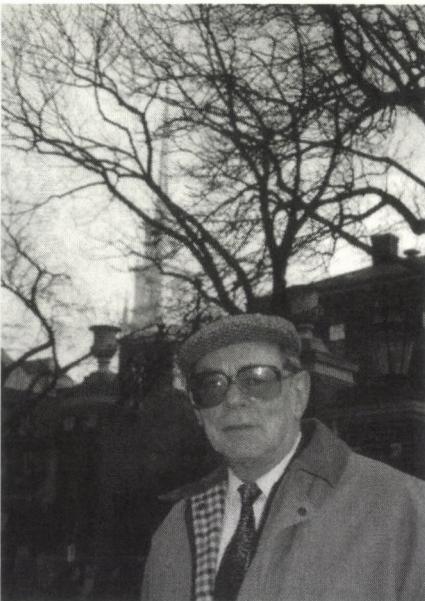


44

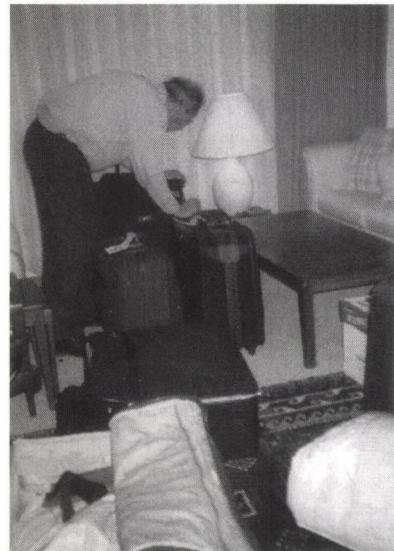


45

46. Portrait avec dans l'arrière-plan la tour bien connue de Harvard (1996).  
47-49. On défait les bagages en arrivant, on les remballage avant le voyage suivant.



46



47



48



49

50 à 54 : « la conférence chinoise sur le bateau » en 1995 :

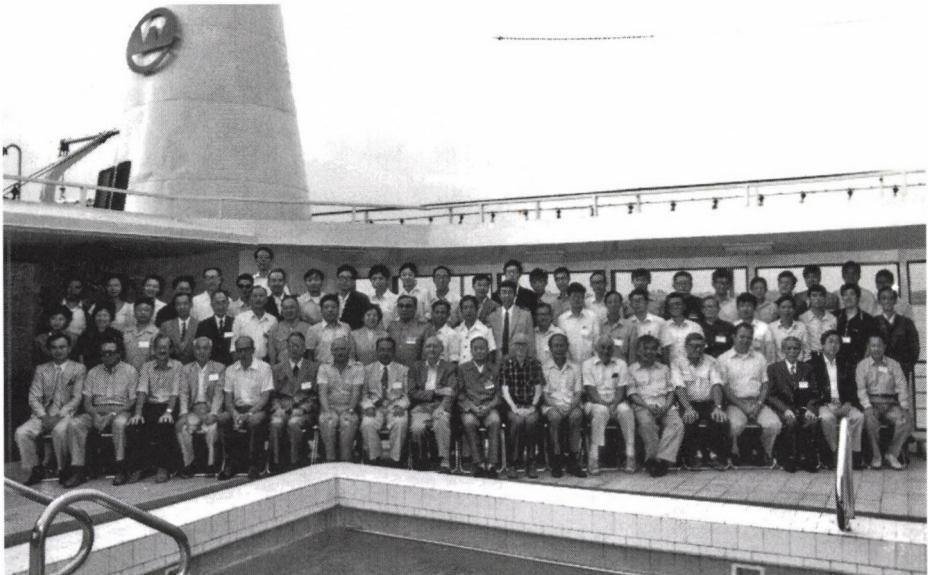
50. Une séance de débats.  
51. Poignée de main avec le premier ministre Zhao Ziyang, un des architectes de la réforme en Chine (qui plus tard, sous prétexte de son geste de sympathie à l'égard des étudiants révoltés de la place Tien An Men, sera assigné à résidence jusqu'à sa mort). Au milieu Ed Lim, principal organisateur de la conférence.



50



51

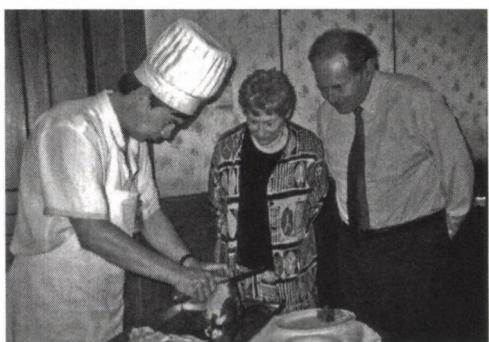


52

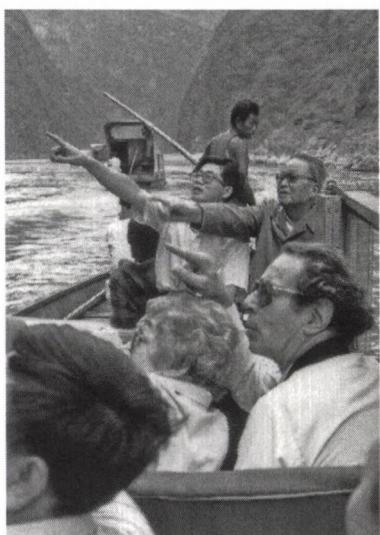
52. Photo de groupe à bord du bateau. Au premier rang les principaux hôtes chinois et les sept économistes étrangers invités.

53. Quelques loisirs : nous assistons à la préparation du fameux canard pékinois.

54. Excursion en bateau vers « Les Trois Gorges », qui ne sont plus visibles aujourd'hui sous cette forme parce qu'envahies par les eaux du barrage sur le Yangtze.



53

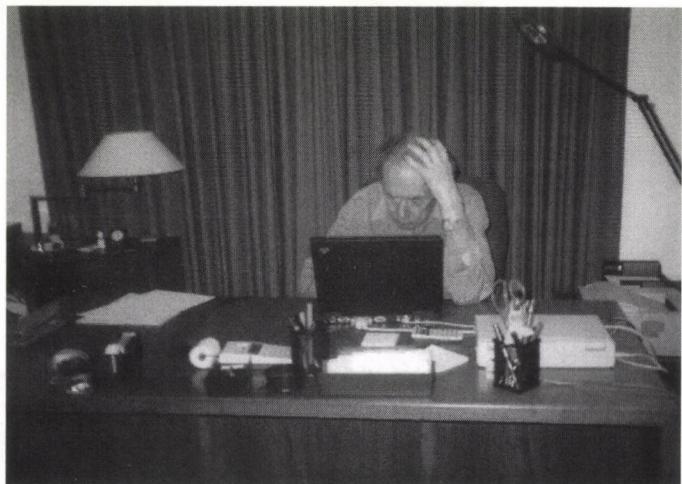


54



55

55. Avec mes visiteurs Péter Kende et Pál Lőcsei nous discutons du Pamphlet, que j'ai écrit étant malade, alité (1989).



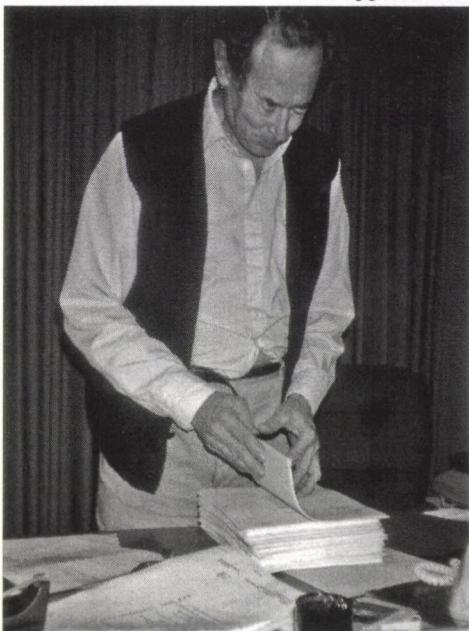
56

56. Assis à mon bureau chez nous, à Cambridge (1990).

57-58 : Moments heureux dans la vie d'un auteur ;

57. L'épreuve de l'édition anglaise de Système Socialiste est arrivée (1991).

58. J'ai en main le premier exemplaire (1992).



57



58



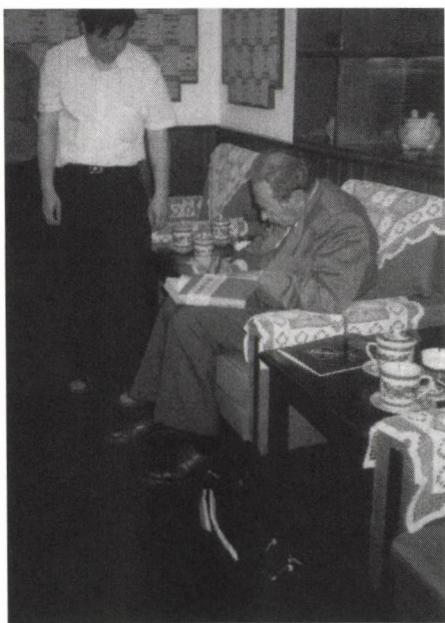
59

59- 63. L'une des plus belles récompenses d'un auteur : des lecteurs intéressés demandent une dédicace :

- 59 : Hanoï, Viêtnam, des étudiants de l'université (2002).  
60. Dans mon bureau à Harvard Yelena Kalioujnova, économiste russe (1998).  
61. Shanghai, Chine (1999).  
62. Hong Kong, une étudiante (2005).  
63. Taïwan, les collaborateurs de l'édition (1994).



60



61



62

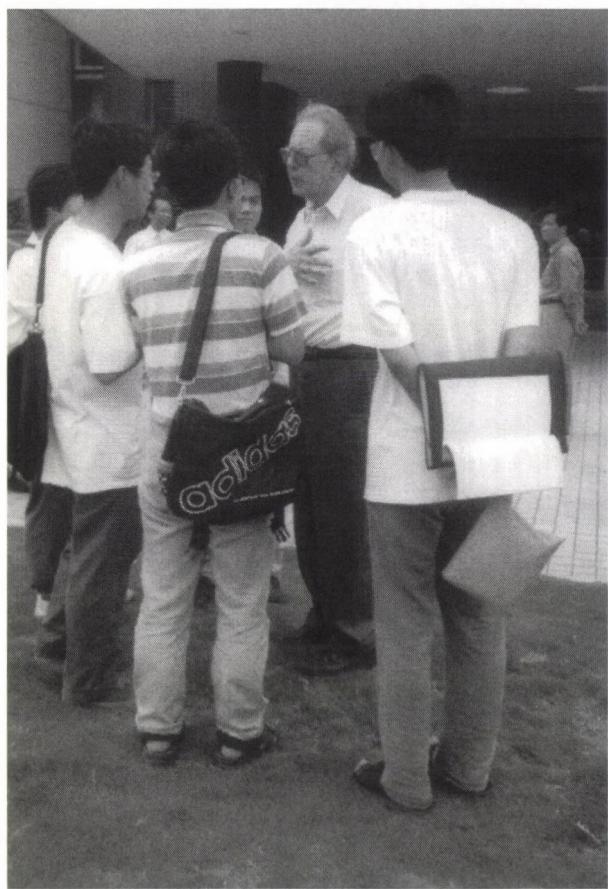


63



64

64. À Bratislava, avant la présentation de la traduction slovaque de mon recueil d'essais. À côté de moi, le rédacteur Ivan Miklos qui a choisi les textes, et qui quelques années plus tard a été nommé premier ministre adjoint et ministre des finances du gouvernement slovaque (1998).



65

65. Après une conférence à l'université de Shanghai, en discussion avec les étudiants (1999).

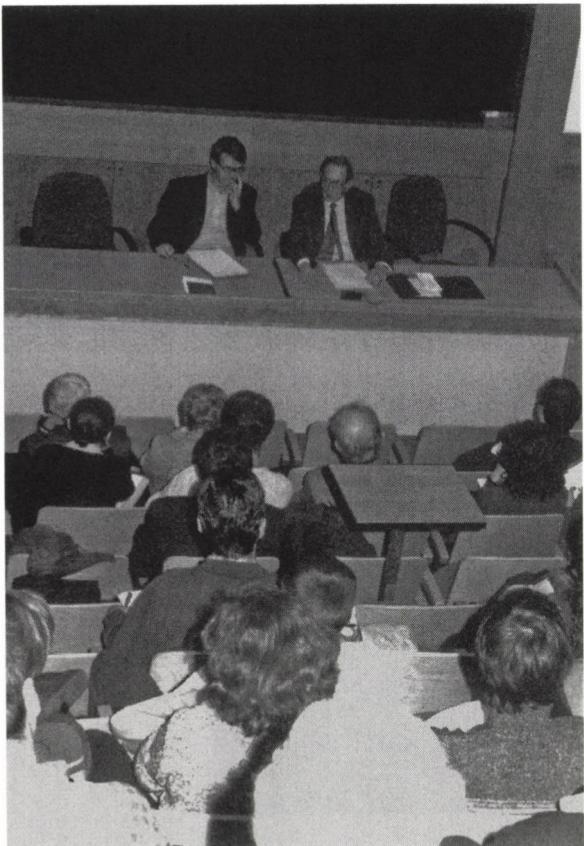


66

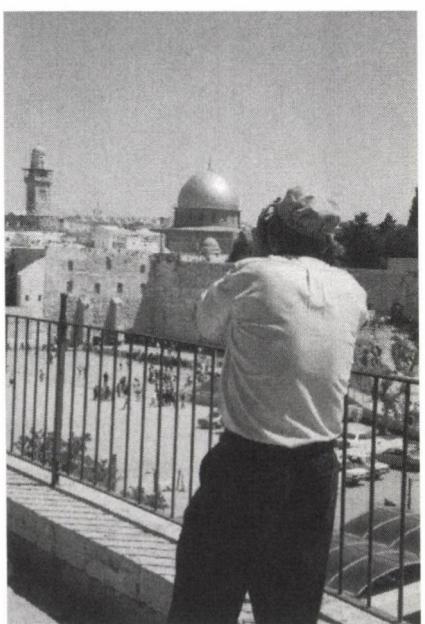
66. Conférence à la Nouvelle Université de Moscou. La conférence a été introduite par un des fondateurs de l'université, Gur Ofer économiste israélien, professeur régulièrement invité à Moscou (2003).

67. À Paris, lors de la présentation de mon recueil d'essais en français. Assis à côté de moi un des rédacteurs du recueil, Bernard Chavance (2001).

68. Une de mes passions est la photographie, et plus récemment la vidéo. Ici je photographie le Mur des Lamentations et la mosquée El Aqsa à Jérusalem (1995).



67



68



69

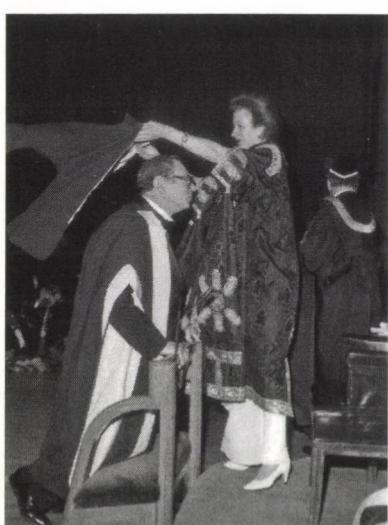
69. Réception du diplôme de docteur honoris causa à l'Université Kossuth Lajos de Debrecen (2001).

70. Réception du prix Seidman à Memphis aux USA (1982).

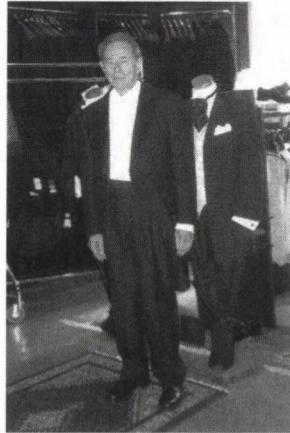
71. La princesse royale Anne, « chancellière » de l'Université de Londres, ajuste sur ma tête la capuche, symbole du titre de docteur honoris causa (1990).



70



71



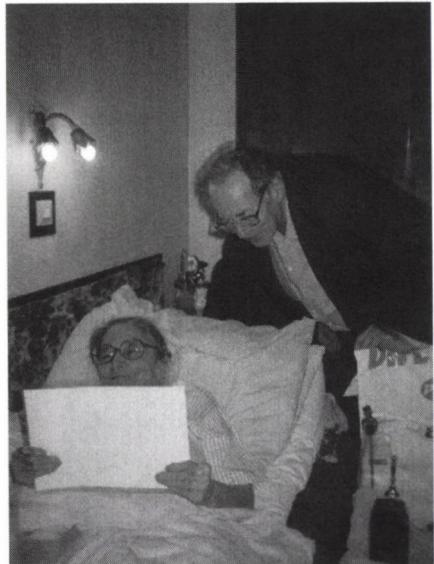
72

72. Essayage de tenue de soirée à Stockholm, avant la réception du titre de docteur honoris causa offert par la Stockholm School of Economics (2001).

73. Au chevet de ma sœur Lilly, malade, lui montrant un de mes prix (2000).

74. Une de mes photos préférées : avec Zsuzsa, lors de la réception de la Légion d'Honneur française (1997).

75. Remise du diplôme de docteur honoris causa à Turin (1994).



73



74



75



76



77



78



79



80

76. Avec Gabi et sa femme, Tünde (1983).

77. Avec Judit, sur notre terrasse (1984).

78. Avec Andris, sur la mer près de Boston (1990).

79. J'apprends à nager à mes deux petits enfants suédois, Zsófi et Anna (1992).

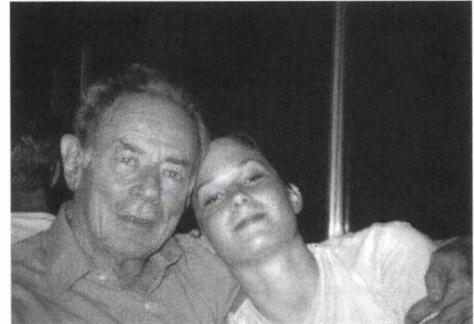
80. Presque tout le clan Kornai réuni à la résidence de vacances de l'Académie à Balatonvilágos (1992).



81



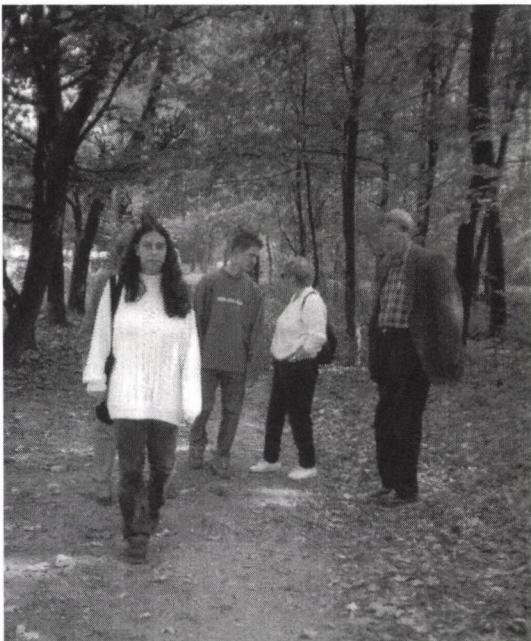
82



83

81. Quatre petits-enfants, Julcsi, Zsófi, Anna et Tomi, en T-shirts de Harvard (1994).

82. « Compter les taches de rousseur » est devenu tradition familiale à la fin de l'été. Véritables statistiques comparatives, série temporelle, graphique sont établis. Ici Anna me tend son visage tacheté pour le « comptage » (1999).



84



85

83. Avec Zsófi (2000).

84. Excursion à Normafa : Julcsi, Tünde, Tomi, Zsuzsa, Gabi (1994).

85 ; Lecture approfondie au Balaton. Près de moi mon petit-fils Tomi (1994).

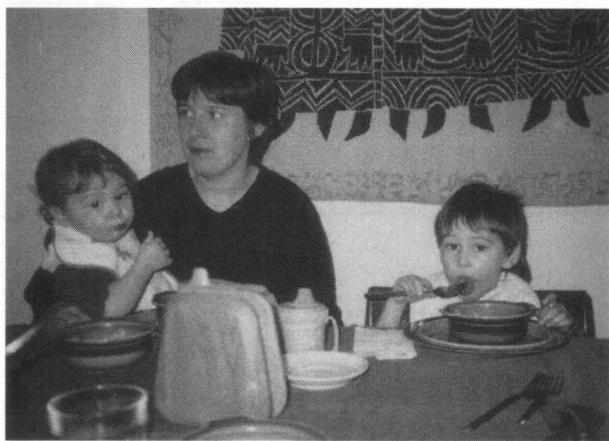


86

86-87. Les deux petits-enfants américains, Dani et Nóni, avec nous, et avec leur mère Ági.

88. L'aîné de nos petits-enfants américains Miska (avec l'orthographe américaine : Mishka) adore les crêpes de Zsuzsa.

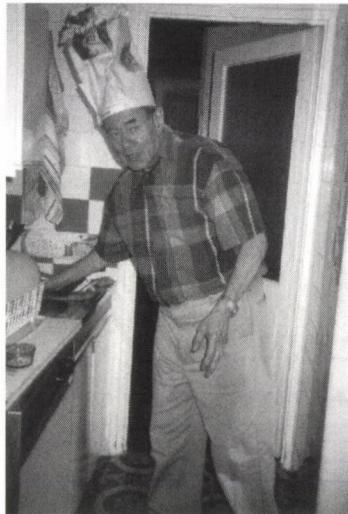
89. Occasion exceptionnelle : je prépare ma recette « Piperade János », plat préféré des petits-enfants (1996).



87



88



89

90 à 93. : En compagnie d'amis hongrois ; 90. : De gauche à droite András Nagy, Hanna B. Kende, Ágnes Losonczi et Péter Kende (2003).  
91. Péter Kende et György Litván.  
92. Dîner chez les Lőcsei. Pali Lőcsei ; Kati et Péter Hanák (1992).  
93. Excursion dans les collines de Buda : György et Éva Litván, Zsuzsa, et à côté de moi sa sœur Mari (2003)



90



92

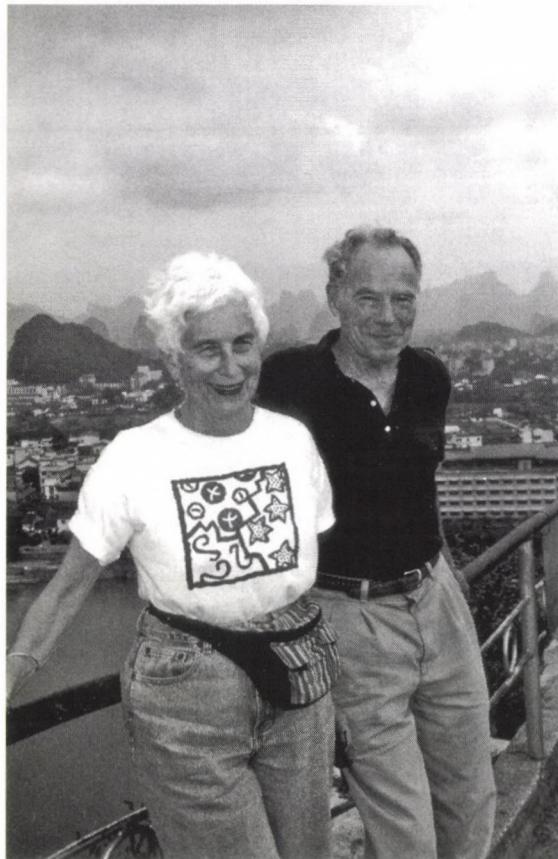
91



93



94



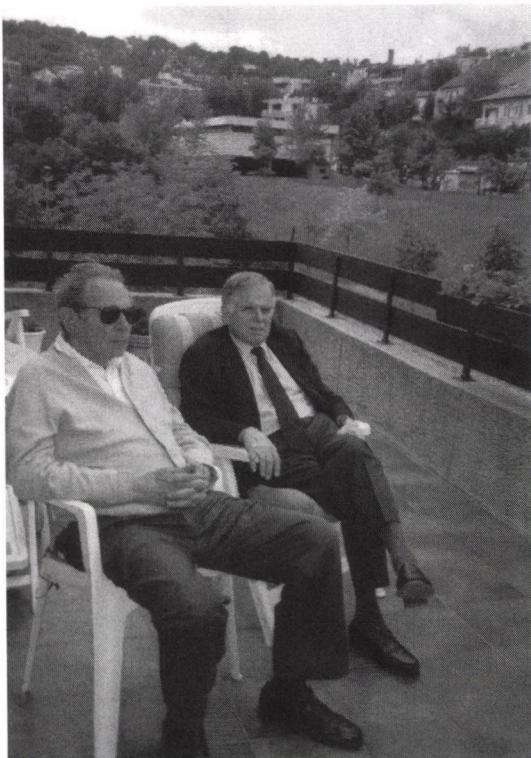
95



96



97



98



99

94. à 100. Avec des amis étrangers :  
94. Robert et Bobby Solow.  
95. Mimi et Jerry Berlin.  
96. Helen et Herbert Levin.  
97. Notre ami vietnamien, le traducteur de mes livres, A. Nguyen  
98. Francis Bator (pour nous Feri Bátor), sur notre terrasse.  
99. Tibor et Erzsébet Scitovsky.  
100. Zsuzsa avec Tjalling et Truus Koopmans.



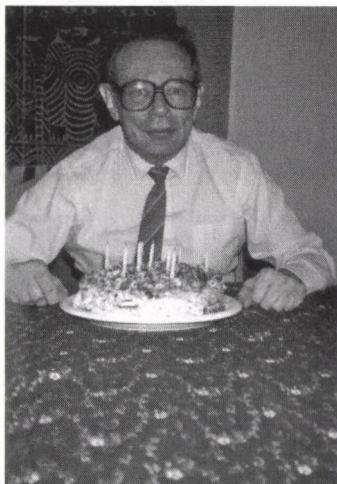
100



101



102



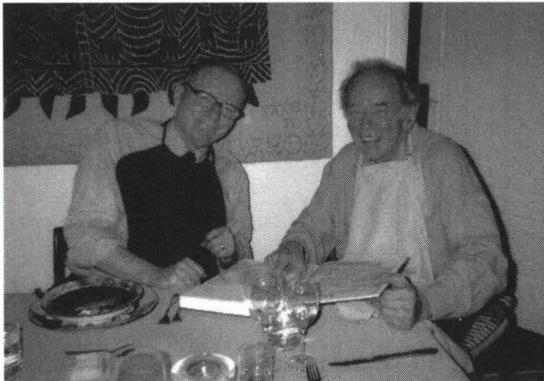
103

101. Pour mes soixante-dix ans, mes amis me remettent le Festschrift préparé en mon honneur. Sur la photo : Jenő Koltay, directeur de l'Institut de Sciences Économiques, et János Gács, coordinateur du recueil (1998).

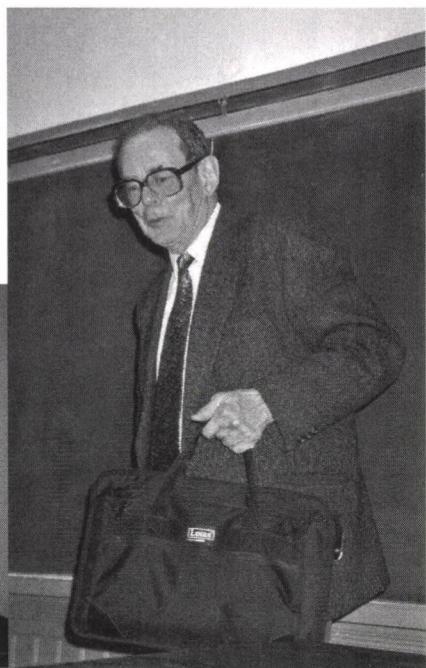
102. Célébration de mon 75e anniversaire au Collégium Budapest. À gauche Imre Kondor, recteur du Collégium, à droite ma collaboratrice Kati Szabó. Dans l'arrière-plan apparaît le barbu Brian McLean qui traduit mes œuvres en anglais depuis vingt ans (2003).

103. Anniversaire à la maison : devant moi mon gâteau de massepain préféré garni de bougies.

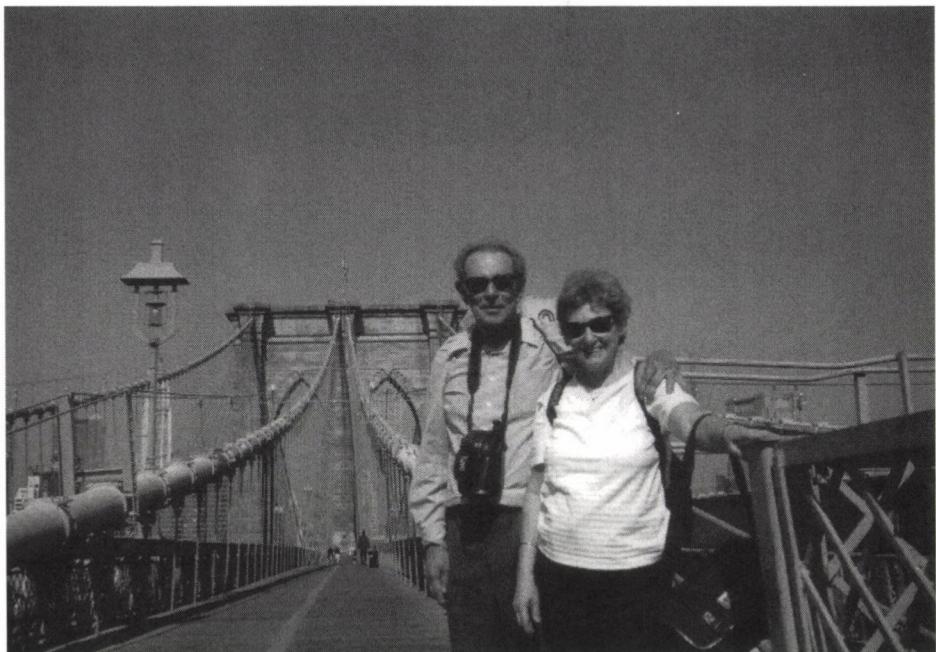
104. Chez nous, avec notre ami américain Dale Jorgenson, dégustant la soupe des pêcheurs. Il vaut mieux mettre un tablier dans une telle circonstance.  
105 à 108. : Nous quittons l'Amérique (2002) :  
105. Je prends ma serviette à l'issue de mon dernier cours...  
106. Sur le Pont de Brooklyn.



104

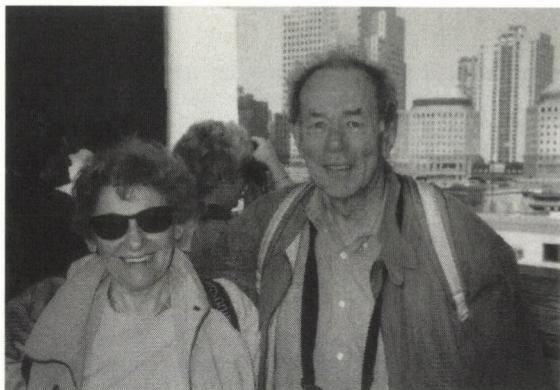


105



106

107. Adieu au port de Boston  
108 -109. Dîner d'adieu à Harvard  
(2002) :  
108. Kenneth Galbraith et sa femme.  
109. Au fond Jeffrey Williamson et  
Jeffrey Sachs, devant Madame  
Sachs, Sonia Erlich et Eric Maskin.



107



108



109

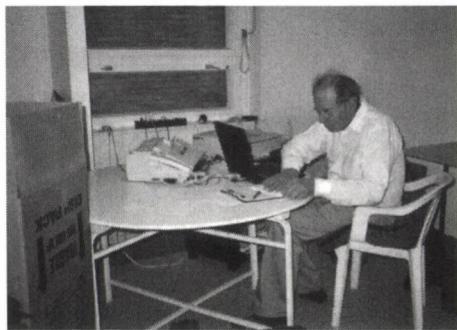


110



111

110. On remballe le mobilier de l'appartement de Cambridge.  
111. On le charge dans un conteneur.  
112. Le vieil appartement de Budapest est déjà à demi vide. Je suis assis et travaille dans mon « bureau » provisoire équipé de meubles de jardin, à côté de moi des cartons. Dans des situations de ce genre Zsuzsa me qualifie de « soldat de plomb inébranlable ».



112



113



114

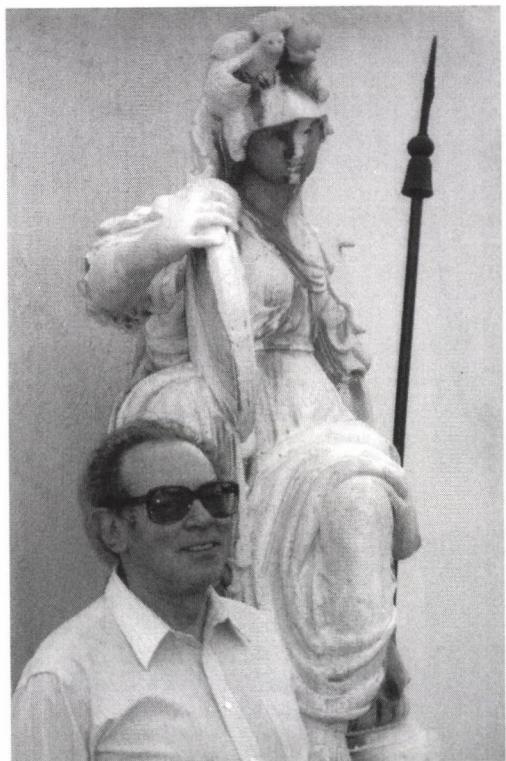


115

113. Inauguration du Collégium Budapest en 1993. Árpád Göncz et Viktor Karády.

114. Richard von Weizsäcker, président de la République Fédérale d'Allemagne.

115. Pendant la pause d'une manifestation du Collégium avec Domokos Kosáry, ancien président de l'Académie Hongroise des Sciences et l'écrivain Péter Esterházy.



116

116. Devant la célèbre statue de Pallas Athéna à l'angle du bâtiment du Collégium, place Szentháromság.

117. Façade du Collégium Budapest, rue Úri. C'est dans la pièce d'angle à loggia que j'ai travaillé depuis la création du Collégium jusqu'en 2003.

118. Les trois corédacteurs ayant publié les essais du groupe international de recherche Honesty and Trust : Susan Rose-Ackerman (Yale), Bo Rothstein (Göteborg) et moi.



118



117



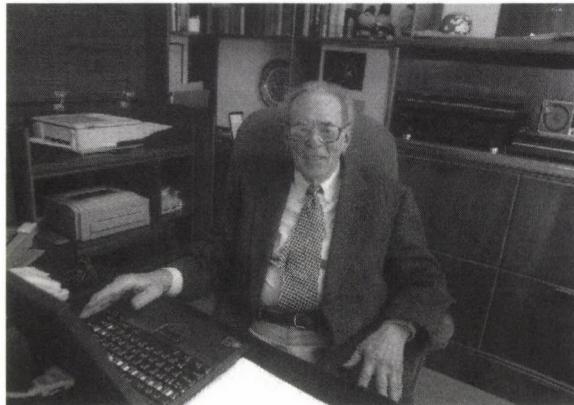
119

119. Conférence à Pékin, introduite par mon ancien étudiant de Harvard David Li, professeur à l'Université de Hong Kong.



120

120. Avec le professeur Wu Jinglian, un des leaders intellectuels de la réforme en Chine, avec qui je suis lié par une amitié de vingt ans. Il n'y a que quelques jours de décalage entre nos dates de naissance. En janvier 2005 notre hôte nous a offert un dîner d'honneur conjoint.



121

121. Dans notre nouveau domicile à Budapest, à mon bureau.

## **Crédits des photos**

Numéros :

20 : Gregory Grossman

30 : L. Bianco, Genève.

34 : Studio Orop, Paris.

46. et 117. : Éva Kigyóssy-Schmidt, Berlin.

70. : Rod Phillips, Memphis, USA.

71. : Ian Coates Studios, Welmslow.

74. : Judit Müller, Budapest.

114. et 115. : Györgyné Nagy, Budapest.



## CHRONOLOGIE

(*Établie par János Kornai pour l'édition américaine (MIT Press, 2006), traduite de l'anglais (Etats-Unis) par Bernard Chavance*)

Le critère utilisé pour inclure des événements dans la chronologie n'est pas leur importance historique effective – certains, très importants, ont été omis – mais un autre, beaucoup plus limité : informer les lecteurs des événements historiques constituant l'arrière-plan d'épisodes décrits dans l'autobiographie. Pour certaines entrées, il est évident que les événements correspondants n'ont pas eu lieu en Hongrie ; pour les autres, ce fut le cas, même si ce n'est pas explicité dans le texte.

1921	14 avril	Le comte István Bethlen forme un gouvernement, la répression blanche qui avait suivi la brève République soviétique hongroise de 1919 étant achevée. Un régime semi-autoritaire, semi-parlementaire stabilisé est établi.
1933	30 janvier	Adolphe Hitler devient chancelier d'Allemagne.
1938	12-13 mars	L'Allemagne annexe l'Autriche.
1938	29 mai	La première « Loi juive » établit des plafonds sur le nombre de Juifs dans certaines professions et dans certains postes d'un niveau déterminé dans la fonction publique.
1939	15 mars	Les forces allemandes occupent la Bohême et la Moravie.
1939	5 mai	Le Parlement vote la seconde « Loi juive », réduisant les quotas pour l'emploi des Juifs et renforçant les restrictions.
1939	1 <sup>er</sup> septembre	L'Allemagne attaque la Pologne, déclenchant la seconde guerre mondiale.
1941	6 avril	L'Allemagne attaque la Yougoslavie.
1941	11 avril	La Hongrie se joint à l'Allemagne dans la guerre contre la Yougoslavie.
1941	16 avril	Un décret oblige les hommes juifs à effectuer le service du travail en Hongrie.
1941	22 juin	L'Allemagne attaque l'Union soviétique.
1941	26 juin	La Hongrie entre en guerre contre l'Union soviétique aux côtés de l'Allemagne.
1941	8 août	La troisième « Loi juive » interdit le mariage entre Juifs et non-Juifs.
1941	12 décembre	La Hongrie déclare la guerre aux Etats-Unis.
1943	12 janv.-13 fév.	L'armée hongroise subit une défaite catastrophique sur le front russe, sur le coude du Don.

<b>1944</b> 19 mars	Les forces allemandes occupent la Hongrie.
<b>1944</b> 15 mai	Les Juifs de province commencent à être rassemblés pour la déportation.
<b>1944</b> 6 juin	Début du débarquement en Normandie.
<b>1944</b> 27 août	Les premières troupes soviétiques franchissent la frontière hongroise.
<b>1944</b> 15 octobre	Le Gouverneur Miklós Horthy, chef de l'État, appelle à un armistice dans une émission de radio. Le parti des Croix-fléchées, les nazis hongrois, prend le pouvoir. Le jour suivant Horthy nomme le dirigeant des Croix-fléchées, Ferenc Szálasi, premier ministre, et démissionne.
<b>1944</b> 21 décembre	Un parlement provisoire se réunit à Debrecen, en Hongrie orientale, qui a été libérée de la domination des Allemands et des Croix-fléchées. Le jour suivant, un gouvernement national provisoire est formé.
<b>1944</b> 26 décembre	L'encerclément de Budapest par les forces soviétiques est opéré et le siège de la ville commence.
<b>1945</b> 18 janvier	Le siège de Budapest s'achève à Pest, sur la rive gauche du Danube.
<b>1945</b> 4-11 février	Conférence de Yalta entre Churchill, Roosevelt et Staline.
<b>1945</b> 13 février	Après un siège d'un mois et demi, l'armée soviétique libère Budapest des Allemands et de leurs alliés nazis hongrois.
<b>1945</b> 12 avril	Fin des combats sur le territoire hongrois.
<b>1945</b> 6 août	La bombe atomique est lancée sur Hiroshima.
<b>1945</b> 2 septembre	La reddition sans condition du Japon met fin à la Deuxième guerre mondiale.
<b>1946</b> 5 mars	Lors d'une visite aux Etats-Unis, à Fullton (Missouri), Churchill parle d'un « rideau de fer » qui a été baissé en travers de l'Europe.
<b>1946</b> 1er août	La plus forte hyperinflation de l'histoire financière est stoppée par l'introduction du forint, la nouvelle unité monétaire hongroise.
<b>1946</b> 28 novembre	La première étape de la nationalisation d'ensemble de l'économie hongroise englobe les plus grandes entreprises industrielles.
<b>1948</b> 12 juin	La fusion entre le Parti communiste hongrois et le Parti social démocrate débouche sur un système de parti unique de facto.
<b>1948</b> 28 juin	Le Kominform, l'organisme international communiste dirigé par l'Union soviétique, condamne Tito et le Parti communiste yougoslave.
<b>1949</b> 25 janvier	Le COMECON, dirigeant la coopération économique entre les pays socialistes, est créé à Moscou.

<b>1949</b> 16-24 septembre	Un procès public en trahison est organisé, sur le modèle des grands procès spectacles soviétiques, contre László Rajk, un dirigeant communiste. László Rajk et ses co-accusés sont exécutés.
<b>1949</b> 15 octobre	Le parlement vote le Premier plan quinquennal.
<b>1949</b> 10 décembre	Les entreprises de plus de 10 employés sont nationalisées. <i>Szabad Nép</i> , le principal quotidien, publie un décret du gouvernement sur la déportation des « anciens exploiteurs » hors de Budapest.
<b>1951</b> 17 juin	Mort de Staline.
<b>1953</b> 5 mars	Soulèvement à Berlin contre le système communiste et l'occupation soviétique de l'Allemagne de l'Est.
<b>1953</b> 17 juin	Soulèvement ouvrier à Poznan, en Pologne.
<b>1956</b> 28 juin	Virage de la politique polonaise : Gomulka est élu premier secrétaire ; on annonce une amnistie et des réformes.
<b>1956</b> 19-21 octobre	Soulèvement éclate à Budapest.
<b>1956</b> 23 octobre	Imre Nagy est nommé premier ministre. Des combats éclatent en plusieurs endroits de Budapest entre les rebelles et les forces armées soviétiques et hongroises. Les troubles commencent à se diffuser à d'autres villes.
<b>1956</b> 24 octobre	Les troupes soviétiques commencent à se retirer de Budapest. Le lendemain, Imre Nagy annonce la fin du parti unique et forme un gouvernement de coalition qui inclut des partis politiques réformés, qui étaient présents avant la prise de pouvoir par le parti communiste.
<b>1956</b> 29 octobre	La Hongrie se retire du Pacte de Varsovie.
<b>1956</b> 1 <sup>er</sup> novembre	Les troupes soviétiques attaquent Budapest. Un nouveau régime est imposé, sous la tutelle de János Kádár, fidèle à l'Union soviétique.
<b>1956</b> 4 novembre	Fin de la résistance armée à Budapest.
<b>1956</b> 11 novembre	Imre Nagy et ses associés sont kidnappés et emmenés en détention en Roumanie.
<b>1956</b> 22 novembre	L'Assemblée générale de l'ONU commence son débat sur la « question hongroise ».
<b>1957</b> 10 septembre	L'Union soviétique remporte le succès dans la mise en orbite du Spoutnik, le premier satellite artificiel mondial.
<b>1957</b> 4 octobre	Le communiste réformateur Alexandre Dubček devient premier secrétaire du Parti communiste de Tchécoslovaquie.
<b>1968</b> 3-5 janvier	L'université de Nanterre, près de Paris, est fermée par ses responsables. Au cours des jours suivants, les manifestations étudiantes commencent à Paris.
<b>1968</b> 2 mai	

<b>1968</b>	20-21 août	Les forces soviétiques, bulgares, polonaises, hongroises et est-allemandes envahissent la Tchécoslovaquie, renversent le gouvernement de Dubcek et mettent fin au « Printemps de Prague ». Un vaisseau spatial américain se pose sur la lune.
<b>1969</b>	21 juillet	
<b>1970</b>	14-18 décembre	Les autorités polonaises ouvrent le feu dans différentes localités sur les ouvriers en grève à cause des augmentations de prix.
<b>1972</b>	22-30 mai	
<b>1972</b>	14-15 novembre	Le président américain Nixon visite Moscou. Le traité SALT-1 de contrôle des armements est signé. Le comité central du Parti communiste (MSzMP) adopte une résolution limitant la réforme économique.
<b>1975</b>	1er août	Signatures des Accords d'Helsinki, un événement important pour la détente politique.
<b>1976</b>	9 septembre	Mort de Mao Tsé-Toung.
<b>1978</b>	6 janvier	Une délégation américaine dirigée par le Secrétaire d'État Cyrus Vance rend visite à Budapest afin de restituer la Sainte Croix, un symbole de l'État hongrois.
<b>1979</b>	26-27 décembre	Les troupes soviétiques entrent en Afghanistan.
<b>1981</b>	début décembre	Parution du premier numéro de la revue illégale Beszélő.
<b>1981</b>	13 décembre	Le général Jaruzelski déclare l'état d'urgence en Pologne. Le syndicat Solidarité est interdit et ses dirigeants arrêtés.
<b>1982</b>	6 mai	La Hongrie est admise au Fonds Monétaire International.
<b>1982</b>	7 juillet	La Hongrie est admise à la Banque Mondiale.
<b>1985</b>	11 mars	Mikhaïl Gorbatchev devient le nouveau secrétaire général du Parti communiste d'Union soviétique.
<b>1985</b>	14-16 juin	Des intellectuels de l'opposition se réunissent à Monor, près de Budapest.
<b>1985</b>	19-20 novembre	La première de nombreuses rencontres au sommet entre Gorbatchev et Reagan a lieu.
<b>1986</b>	octobre	Préparation de « Changement et réforme », document synthétisant la position d'économistes réformateurs hongrois.
<b>1987</b>	23 août	Manifestations anti-soviétiques en Lituanie, Lettonie et Estonie.
<b>1987</b>	27 septembre	Fondation du Forum Démocratique Hongrois dans une réunion à Latikelek, village de Hongrie orientale. Il obtiendra la majorité des voix au premier tour des élections générales libres en 1990 et formera un gouvernement de coalition.
<b>1988</b>	20-22 mai	Le Parti communiste hongrois écarte János Kádár du poste de secrétaire général ; il avait dirigé le pays pendant 32 ans.

<b>1989</b> 10-11 février	L'organe dirigeant du Parti communiste hongrois se déclare favorable à l'introduction d'un système de multipartisme.
<b>1989</b> 13 juin	Les négociations de la « Table-ronde nationale » à propos d'une transition pacifique débutent entre les forces politiques au pouvoir et celles de l'opposition.
<b>1989</b> 16 juin	Funérailles d'Imre Nagy et de ses compagnons martyrs à Budapest.
<b>1989</b> 9 novembre	Début de la démolition du Mur de Berlin.
<b>1990</b> 8 avril	Élections libres en Hongrie.
<b>1990</b> 29 mai	Boris Eltsine est élu président de la Fédération de Russie.
<b>1990</b> 25 juin	La Slovénie déclare son indépendance ; l'éclatement de la Yougoslavie commence.
<b>1990</b> 3 octobre	Réunification des deux États allemands.
<b>1991</b> 19 juin	Fin du retrait des forces soviétiques de Hongrie.
<b>1991</b> 1er juillet	Dissolution du Pacte de Varsovie, l'alliance militaire des pays socialistes.
<b>1991</b> 26 décembre	Le parlement soviétique déclare la dissolution de l'Union soviétique.
<b>1997</b> 8-9 juillet	On annonce le début des négociations de l'OTAN avec la République tchèque, la Hongrie et la Pologne, en vue de leur adhésion.
<b>2001</b> 11 septembre	Attaque terroriste du World Trade Center à New York et du bâtiment du Pentagone près de Washington.
<b>2004</b> 1 <sup>er</sup> mai	La Hongrie fait partie des dix nouveaux pays membres de l'Union européenne, dont huit anciens pays socialistes.



## GLOSSAIRE

(*Établi par János Kornai pour l'édition américaine (MIT Press, 2006), traduit de l'anglais par Bernard Chavance*)

Les sources du glossaire sont disponibles sur fichier, et peuvent être obtenues auprès de l'auteur.

(Un \* renvoie à une autre entrée du glossaire)

**Aczél, György** (1917-1991) Homme politique communiste hongrois, qui a rejoint le parti en 1935. En 1945, il devint fonctionnaire du Parti communiste. Emprisonné suite à de fausses accusations en 1949, il fut libéré en 1954. Vice-ministre de la culture de 1957 à 1967, puis secrétaire du comité du parti consacré aux affaires culturelles, il fut vice-premier ministre de 1974 à 1982. Du milieu des années 1960 au milieu des années 1980, il fut le plus important personnage dans le contrôle politique de la vie culturelle. Sa politique était plus ouverte que dans de nombreux autres pays du bloc soviétique. Aczél a traité la vie culturelle comme un réseau de ses relations personnelles ; il s'efforça de la gérer en conjuguant, d'un côté, des menaces et des sanctions, de l'autre, des avantages et des priviléges qu'il déterminait lui-même.

**ÁVH** (Államvédelmi Hatóság, Office de la Sécurité d'État) Police politique, organisée selon le modèle de la Tchéka soviétique et de ses successeurs, établie en Hongrie en février 1945. Lors de la Révolution de 1956, elle fut la première cible de la fureur populaire et fut dissoute. Dès le départ, ses responsables étaient recrutés parmi les communistes ; quoiqu'ils fussent en principe subordonnés au premier ministre, ses principaux dirigeants étaient sous le contrôle direct de Mátyás Rákosi\*, le dirigeant du parti communiste. L'ÁVH menait les activités répressives du parti au cours de la période stalinienne. Ses membres le qualifiaient de « poing du parti ».

**Babits, Mihályi** (1883-1941) Personnalité influente de la littérature hongroise au cours de la première moitié du XXe siècle. Babits était un poète lyrique qui a influencé nombre d'autres genres littéraires, au-delà de la poésie. Il traduisit les œuvres de Sophocle, Dante, Shakespeare et Verlaine en hongrois. Il avait un poste permanent dans le périodique *Nyugat*, où il fut rédacteur de 1929 jusqu'à sa mort. C'était un homme d'une érudition exceptionnelle, dont le sens remarquable de la forme était lié à une grande

sensibilité morale et à un don philosophique. *Une histoire de la littérature européenne* (1935) ne constitue pas une histoire littéraire au sens strict ; c'est un ensemble d'essais entrecroisés, dans lesquels le poète en action « pénètre par la lecture » la littérature de l'Europe depuis la tradition classique gréco-romaine jusqu'au début du XXe siècle.

**Betlen, Oszkár** (1909-1969) Journaliste communiste hongrois. Il fut emprisonné pendant neuf mois pour activité communiste en 1931, puis déporté dans sa ville natale de Poszony (alors renommée Bratislava, en Tchécoslovaquie), où il devint fonctionnaire du parti communiste slovaque. Après avoir passé la seconde guerre mondiale dans les camps de concentration allemands, il rejoignit le quotidien communiste *Szabad Nép* en 1946, dont il fut le rédacteur en chef de 1951 à 1954. Il est représentatif de la mentalité et de l'idéologie stalinien dans la presse hongroise.

**Bibó, István** (1911-1979) Spécialiste du droit, essayiste et homme politique hongrois. Professeur à l'université de Szeged de 1946 à 1950, il était l'un des premiers penseurs politique de gauche, non-communiste, dans la Hongrie d'après-guerre, avant que les communistes ne prennent le pouvoir. Le tournant vers le stalinisme en 1948-1949 le décida à se retirer de la vie publique. Il fut ministre d'État dans le gouvernement d'Imre Nagy du 2 au 4 novembre 1956. Arrêté en 1957, Bibó fut condamné à la prison à vie en 1958, mais libéré lors de l'amnistie de 1963. Il travailla alors au Bureau central de statistique jusqu'à sa retraite. Ses obsèques se transformèrent en manifestation contre le régime de Kádár ; ce fut en fait une des premières actions publiques de l'opposition à l'époque.

**Bierut, Boleslaw** (1892-1956) Homme politique polonais. Militant communiste entre les deux guerres, il suivit l'école du parti en Union soviétique avant d'intégrer l'équipe du Komintern. Emprisonné en Pologne pour ses activités communistes de 1933 à 1938, il partit pour l'Union soviétique en 1939 et travailla pour la célèbre police politique de l'époque, le NKVD (Narodnyi Komissariat Vnutrennikh Del, le commissariat politique aux affaires intérieures). Il rentra en Pologne en 1943. Il devint le chef de l'État en 1945, secrétaire du Parti Ouvrier Unifié Polonais en 1948, et premier ministre en 1952, un poste dont il démissionna en 1954. En Pologne, il fut l'incarnation de la dictature politique de type stalinien.

**Changement de système** Expression largement employée en Hongrie pour désigner l'effondrement quasi-simultané du système communiste en 1988-1989 en Union soviétique et dans les pays d'Europe centrale et orientale, alors que la dictature était remplacée par la démocratie, le parti unique par le système du multipartisme, l'économie socialiste dominée par la propriété d'État par une économie de marché fondée sur la propriété privée. La sévère

crise interne du parti-État communiste déboucha sur la démission de Janos Kádár\* en mai 1988, après 32 ans au pouvoir. Après les pourparlers de la Table-ronde Nationale Hongroise\*, un accord fut trouvé sur le processus de retour à la démocratie. L'ancien parti-État, le MSzMP (Magyar Szocialista Munkáspárt, ou Parti Socialiste Ouvrier Hongrois), effectua son auto-dissolution au début d'octobre 1989 ; le 23 octobre une nouvelle République de Hongrie fut proclamée. Des élections générales libres furent organisées en mars-avril 1990 et un gouvernement non-communiste fut formé : ce moment est considéré comme le point de départ du changement de système.

**Collège Eötvös** Le plus ancien et le plus célèbre des collèges hongrois, à Budapest. Il fut fondé en 1895 sur le modèle de l'École Normale Supérieure de Paris, dans le but de fournir la meilleure instruction possible aux enseignants. L'éducation dispensée au Collège n'était pas seulement marquée par une grande qualité professionnelle, mais aussi par un esprit tolérant, démocratique-libéral, ce qui était exceptionnel à l'époque. Le Collège fut fermé en 1949 au cours du renforcement du système stalinien et ses bâtiments furent convertis en résidence pour étudiants.

**COMECON** Conseil d'Assistance Économique Mutuelle, organisation économique internationale (1949-1991). Fondé à Moscou en janvier 1949 par l'Union soviétique et six pays socialistes est-européens, le COMECON avait pour objectif officiel d'assister et de coordonner le développement économique des pays socialistes. Mais, sous la direction de l'Union soviétique, il poussa en fait à la spécialisation forcée et obligatoire des pays membres, produisant de sérieuses déformations de leurs structures productives. Une autre finalité non déclarée était d'isoler les pays du camp socialiste des pays occidentaux. Le COMECON s'effondra après le changement de système politique en Europe de l'Est.

**Commune, République Soviétique de Hongrie (1919)** Régime de type dictature prolétarienne soviétique à la russe, également connu comme la Commune de la République des Conseils, qui dirigea la Hongrie pendant 133 jours, du 21 mars au 1<sup>e</sup> août 1919. Il supplanta le gouvernement démocratique issu de la « Révolution des Asters » du 31 octobre 1918. Après la fusion des partis communiste et social-démocrate en mars 1919, les communistes prirent le contrôle du pays, sous la direction de Béla Kun. Mais, en conséquence de l'invasion des forces roumaines, du ressentiment populaire, de l'inflation et des pénuries dans l'approvisionnement résultant d'un blocus, les dirigeants de la Commune démissionnèrent et s'enfuirent à l'étranger le 1<sup>er</sup> août.

**Communisme du goulasch** Qualificatif employé par la presse occidentale pour désigner le système Kádár consolidé à la fin des années 1960, et plus

encore au début des années 1970, par référence au meilleur plat hongrois. À cette époque le niveau de vie d'une grande partie de la société hongroise s'est amélioré ; la consommation a augmenté, la répression a diminué et les libertés se sont dans une certaine mesure élargies.

**Compétitions du travail** Mouvements destinés à augmenter la production dans les pays staliniens. Le plus célèbre fut lancé au milieu des années 1930 en Union soviétique, et reçut le nom du mineur de charbon A.G. Stakhanov, qui avait dépassé son quota de plusieurs multiples. Les entreprises devaient dépasser leurs objectifs planifiés et les individus leurs quotas de travail. Ceux qui obtenaient des performances exceptionnelles recevaient le titre de « Stakhanovistes », et se voyaient attribuer des récompenses financières ou des appartements ou encore des séjours dans des centres de vacances, ils bénéficiaient d'une publicité tapageuse. Les résultats fréquemment irréalistes obtenus lors des compétitions du travail conduisirent à une augmentation des normes de travail, au détriment des travailleurs. La solidarité entre les travailleurs fut sapée. La destinée des stakhanovistes est bien rendue dans le film d'Andrzej Wajda *Człowiek z marmuru* (L'homme de marbre).

**Cour constitutionnelle** Organisme composé de juges spéciaux ayant un statut juridique indépendant, à l'époque du changement de système, organisé sur le modèle des cours du même type qui existent dans les démocraties européennes, dans le but de protéger le constitutionnalisme démocratique. La Cour constitutionnelle est indépendante des partis politiques, des branches exécutives et législatives de l'État et des autres parties du système judiciaire, y compris la Cour suprême. Son activité a commencé le 1<sup>er</sup> janvier 1990. Elle doit notamment examiner si la législation ou les traités internationaux sont en conflit avec la constitution, interpréter la constitution, déclarer si certaines actions ou lois sont inconstitutionnelles, et examiner les plaintes déposées au nom du droit constitutionnel. Ses décisions concernant la constitutionnalité ne sont pas susceptibles d'appel. Elle est composée de onze membres, dont la nomination doit être confirmée par un vote parlementaire à la majorité des deux tiers. Leur mandat dure neuf ans, et chaque juge constitutionnel peut être renommé une fois.

**« Déviation de droite » en Hongrie (1953-1956)** Cette faction au sein du Parti communiste hongrois comprenait essentiellement des hommes politiques et des intellectuels qui soutenaient le programme de Imre Nagy. Le groupe fut accusé de « déviation droitière mettant en danger le parti et le socialisme » en avril 1955, lorsque les forces staliniennes de Mátyás Rákosi\* augmentaient régulièrement leur pouvoir. Les partisans engagés des réformes furent presque tous écartés et démis au cours de 1955. Au printemps 1956, les intellectuels commencèrent à organiser un mouvement anti-stalinien dont les actions publiques, telles que les débats du Cercle

Petőfi et les nouvelles funérailles de László Rajk\*, jouèrent un rôle important dans la préparation de la Révolution d'octobre. Parmi les anciens « déviationnistes de droite » ayant survécu aux purges de 1956, figureront de nombreuses personnalités de l'opposition démocratique de la période Kádár.

**École du parti** Institution de la plupart des pays socialistes. Ces écoles, souvent des pensions, donnaient différents cours sur la philosophie marxiste-léniniste, l'économie politique et l'histoire du parti. Seuls ceux qui étaient recommandés par le parti communiste y avaient accès. Le Parti communiste hongrois mit en place la formation idéologique dans les écoles du parti pour ses nouveaux permanents au printemps 1945. L'école de plus haut niveau était celle de la Karolina út à Budapest. Une recommandation pour étudier dans une école du parti était signe de la confiance du parti en une personne donnée.

**« Écrivains du peuple »** Mouvement qui s'est développé à partir de la fin des années 1920. L'expression hongroise *népi írók* est problématique en français, car le sens de *népi* ne correspond ni à « du peuple » ni à « populaire ». Il renvoie à la manière dont les intérêts des écrivains du mouvement étaient orientés vers les masses populaires. Les membres les plus actifs avaient une origine paysanne ou un engagement envers la paysannerie : dans leurs travaux littéraires ou sociologiques, ils décrivaient l'arriération de la société hongroise et la situation désespérée de la paysannerie. La bourgeoisie en place d'origine noble et la bourgeoisie urbaine « étrangère » avaient perdu toute crédibilité à leurs yeux ; la solution à ce qu'ils considéraient comme la crise de la société hongroise consistait à éduquer la paysannerie, qui pourrait alors remplacer ces couches par une nouvelle bourgeoisie. Le mouvement était marqué par un radicalisme agrarien-démocratique et l'admiration envers un mode de vie paysan idéalisé. Des conceptions du monde hétérogènes figuraient à l'arrière-plan de ces idées politiques ; leurs adhérents allaient de compagnons de route du Parti communiste à certains partisans de l'extrême droite, en passant par des défenseurs d'une gauche socialiste qui avaient foi en une démocratie de type ouest-européen et par des hommes de droite. Le programme de protection de la nation et de la culture hongroise envisagé par certains « écrivains du peuple » était teinté de racisme, d'anti-sémitisme et de xénophobie. L'âge d'or de ce mouvement a duré jusqu'à la fin des années 1940, mais il exerce encore une grande influence sur la vie intellectuelle hongroise. Parmi les grands écrivains du mouvement on relève László Németh, Gyula Illyés, József Erdélyi, Péter Veres, Géza Féja, János Kodolányi et Ferenc Erdei.

**Esterházy, Péter (1950- )** Auteur hongrois de nombreux romans, nouvelles, et articles de presse. Il appartient à l'une des familles aristocratiques les plus célèbres de Hongrie. Dans son roman *Harmonia*

*Caelestis* publié en 2000, il évoque à la fois son enfance à l'époque communiste et l'histoire de sa famille sur plusieurs siècles. Deux ans plus tard, dans son roman *Revu et corrigé*, il a senti la nécessité de compléter le tableau initial par l'information qu'il venait de découvrir que son père, Mátyás Esterházy, avait été recruté comme informateur par la police secrète de l'époque communiste. Son écriture est habituellement qualifiée de « postmoderne ». Il est considéré comme un grand maître de la langue, car dans ses écrits il régénère effectivement le Hongrois. Il est l'un des écrivains les plus connus du pays.

**Farkas, Mihály (1904-1965)** Homme politique hongrois. Fonctionnaire de l'organisation internationale des jeunesse communistes avant la seconde guerre mondiale, Farkas travailla pour le parti dans de nombreux pays occidentaux avant de retourner en Union soviétique à la fin de 1944. Il devint secrétaire national adjoint du Parti communiste hongrois en 1945 et fut ministre de la défense de 1948 à 1953. Il développa son propre culte de la personnalité dans les forces armées ; il était connu pour sa brutalité et son esprit de revanche. Avec Mátyás Rákosi\*, il fut le principal responsable des actes cruels de répression à l'époque stalinienne. Rákosi tenta de le désigner comme seul responsable, si bien que Farkas fut arrêté même avant la Révolution de 1956. Condamné à 14 ans de prison en 1957, il fut libéré après l'amnistie de 1960. Il travailla ensuite comme lecteur chez un éditeur jusqu'à sa mort.

**« Gauche » lors du débat sur les réformes hongroises** Opposition significative au Nouveau mécanisme économique introduit en janvier 1968, qui attaqua la tentative de réforme en Hongrie. Certains hommes politiques et membres de l'élite intellectuelle communiste s'inquiétaient que l'on allait abandonner les valeurs socialistes auparavant proclamées de l'égalité, du collectivisme et de la justice sociale. Le rejet de la planification centrale et l'indépendance limitée concédée aux entreprises étaient considérés par eux comme un renforcement de l'» esprit d'enrichissement petit-bourgeois » et de l'» individualisme », étrangers à la vision communiste du monde. Au sein de l'aile conservatrice du parti hongrois se constitua une prétendue opposition ouvrière, qui obtint l'appui de la ligne néo-stalinienne de Leonid Brejnev qui se renforçait alors en Union soviétique. De nombreuses mesures du programme du Nouveau mécanisme économique furent suspendues pendant des années, à cause de la pression exercée par ce groupe en 1972-1974. Les voix d'opposition aux réformes, favorables à un modèle de gestion économique de type soviétique fondé sur une vision communiste du monde, continuèrent à s'exprimer chez des intellectuels hongrois jusqu'au changement de système\*.

**Gerő, Ernő** (1898-1980) Homme politique communiste hongrois. Agent du Komintern entre les deux guerres, il participa à la guerre civile en Espagne en tant que commissaire. En 1945 il devint ministre des transports et joua un rôle actif dans la progression du prestige du parti communiste en Hongrie. Ministre de l'intérieur en 1953 et 1954, il devint premier secrétaire du parti communiste quand Mátyás Rákosi\* fut démis en juillet 1956. Au cours de la période stalinienne du début des années 1950, en tant que membre du groupe restreint de quatre dirigeants (avec Rákosi\*, József Révai\* et Mihály Farkas\*), il s'occupa principalement des affaires économiques. Il était le meilleur bureaucrate et le meilleur organisateur du parti. Au moment de la Révolution de 1956, il s'enfuit en Union soviétique, mais put revenir en Hongrie en 1960. Après son exclusion du parti en 1962 pour les actes illégaux qu'il avait commis durant la période Rákosi, il travailla comme traducteur.

**Glasnost** (littéralement « ouverture », en russe). Initiative politique (1986) de Mikhaïl Gorbatchev, secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique, annoncée en même temps que la perestroïka\*. Elle élargit sensiblement, avec certaines restrictions, la liberté de critique du système de l'État et de la société en Union soviétique. Un grand nombre d'articles critiques, écrits dans l'esprit de la glasnost, apparut dans les journaux soviétiques, animant la scène intellectuelle et stimulant le débat sur les nombreux défauts du système soviétique. Les années où la critique fut plus ouverte renforçèrent la revendication du public pour la transformation démocratique et jouèrent un rôle significatif dans les tendances qui finirent par déboucher sur la fin de l'Union soviétique et du camp socialiste.

**Grands systèmes de répartition** Expression généralement utilisée en Hongrie pour décrire le financement de l'éducation, de la santé, des retraites et des allocations familiales héritées de la période Kádár. En Hongrie, sous le socialisme, un vaste système de protection sociale a été développé, qui connut certaines grandes réussites mais était extrêmement inefficace. Par la suite, le financement de ces systèmes de redistribution est devenu de plus en plus difficile, voire même impossible. D'importantes réformes ont été opérées après 1990 dans quelques domaines (comme le système des retraites), mais dans les autres des changements minimes ont eu lieu.

**Horthy, Miklós, de Nagybányai** [particule indiquant la noblesse] (1868-1957) Dirigeant national entre les deux guerres mondiales. Officier de marine hongrois, Horthy fut promu Contre-amiral et désigné à la tête de la flotte austro-hongroise en 1918. Au cours de la République soviétique hongroise de 1919, il rassembla une « armée nationale » à Szeged (alors occupée par les forces de l'Entente) et marcha sur Budapest en novembre 1919, ne rencontrant pas de résistance. En mars 1920 il devint Régent (chef

de l'État) d'un royaume de Hongrie sans roi ; son nom est associé à la période conservatrice et nationaliste de l'entre-deux guerres. Forcé à la démission par les Allemands en 1944, il fut mis en résidence surveillée en Bavière. Il passa les douze dernières années de sa vie au Portugal.

**Jászi, Oskár** (1875-1957) Chercheur en sciences sociales, homme politique et commentateur politique hongrois. Il fonda la revue *Huszadik Század* en 1900, dont il fut aussi le directeur, et il fonda le Parti national radical bourgeois en 1914. Ami et conseiller de Mihály Károlyi\*, il fut un personnage influent au cours de la révolution démocratique de 1918, titulaire pendant un moment du portefeuille des minorités dans le gouvernement de Károlyi. Il partit à Vienne lors de la Commune hongroise de 1919\*, où il devint une des principales personnalités de l'émigration. Jászi était le principal théoricien du radicalisme bourgeois hongrois, et la principale autorité concernant la question nationale et celle des minorités en Europe centrale. Adversaire du communisme, il ne put retourner dans son pays, la Hongrie, après 1945.

**Kádár, János** (1912-1989) Homme politique communiste hongrois. Membre du Parti communiste illégal avant la guerre, il fut de nombreuses fois emprisonné. Ministre de l'Intérieur de 1948 à 1950, il fut au nombre de ceux qui menèrent les actions répressives du système stalinien. Arrêté sur la base de fausses accusations en 1950, il fut relâché en 1954. Après avoir été nommé ministre dans le gouvernement de Imre Nagy au cours de la Révolution de 1956, il forma le 4 novembre un contregouvernement au service de l'Union soviétique. Il devint le responsable du nouveau Parti socialiste ouvrier hongrois, et dirigeant du pays en novembre 1956, une responsabilité qu'il conserva jusqu'en mai 1988. Son nom est lié à la répression sanglante consécutive à la Révolution de 1956 et à la mise en place d'une dictature moins répressive, plus « douce » après 1963.

**Karinthy, Ferenc** (1929-1992) Écrivain, traducteur et journaliste hongrois, fils de Frigyes Karinthy\* ; bien connu sous le surnom de Cini. Après avoir étudié la linguistique, il se tourna vers l'écriture et fut un contributeur indépendant aux quotidiens *Szabad Nép* et *Magyar Nemzet* de 1950 à 1953. Outre ses romans et pièces de théâtre, son œuvre inclut des articles de presse et un journal qu'il a tenu pendant des décennies et qui a été publié après sa mort. Par son humour, son amour de la vie, son enthousiasme pour les sports, Cini a représenté un phénomène exceptionnel dans l'élite intellectuelle hongroise.

**Karinthy, Frigyes** (1887-1938) Écrivain, poète et traducteur hongrois. Homme de lettres et personnalité célèbre, il représente l'un des personnages les plus complexes de la littérature hongroise, un clown génial surtout connu

pour ses prolifiques écrits humoristiques et burlesques. Dans son recueil de parodies (*Comment on écrit*), il tend un miroir déformant aux styles d'auteurs de genres différent, hongrois et non-hongrois. Auteur d'œuvres éminentes dans toutes les formes littéraires, du journalisme au théâtre dramatique, du roman à la nouvelle et à la poésie, il a laissé durablement sa marque sur l'idiome urbain hongrois. Lors de sa convalescence en Suède après l'opération d'une tumeur au cerveau en 1936, il écrivit *Voyage autour de mon crâne*, où il décrit sa maladie et son traitement avec une remarquable objectivité.

**Károlyi, Mihály** (1875-1955) Homme politique hongrois. Membre d'une ancienne famille aristocratique extrêmement riche, il entra au parlement en 1910. Au cours de la première guerre mondiale, en 1916, il créa un parti d'opposition, avec un programme de suffrage universel, à bulletin secret, et de paix avec les Alliés. Lors de la révolution démocratique d'octobre 1918, il fut désigné premier ministre puis président provisoire de la république de janvier 1919 à la proclamation de la république soviétique hongroise en mars ; il quitta le pays en juillet 1919. En 1923, sous le gouvernement nationaliste conservateur, il fut condamné par contumace pour trahison et vit son patrimoine confisqué. Rentré en Hongrie en 1946 il accepta le poste d'ambassadeur à Paris en 1947, mais démissionna en 1949 pour protester contre le procès Rajk\*, puis retourna en exil.

**Kossuth, Lajos** (1802-1894) Homme politique hongrois. Kossuth fut ministre des finances du premier gouvernement parlementaire hongrois indépendant (1848), le principal dirigeant politique de la guerre d'indépendance hongroise (1848-1849), et chef de l'État de la brève Hongrie indépendante (1849). Avant 1848 il fut le principal défenseur de réformes libérales et radicales à l'intérieur du pays, mais après la défaite de la guerre d'indépendance (1849), Kossuth considéra que son objectif essentiel était de recouvrer l'indépendance perdue de la Hongrie. À partir de 1849 il vécut en exil, d'abord en Angleterre et plus tard en Italie, conservant son statut d'exilé même après 1867 en protestation contre l'*Ausgleich* (compromis) signé avec Vienne. Au cours de longs périodes de conférences en Angleterre et aux États-Unis en 1851-1852, il popularisa la cause de l'indépendance hongroise. Il vécut en Italie, à Turin, de 1861 à sa mort. Kossuth a été l'un des personnages les plus importants et les plus populaires de l'histoire hongroise, un écrivain politique et un orateur de référence ; ses écrits et ses discours sont souvent cités dans son pays.

**Koulaks** Nom donné à la couche des paysans aisés dans l'Union soviétique de Staline, déclarés « ennemis de classe » du prolétariat. La Hongrie a suivi le même schéma en 1948-1949. Ceux qui étaient mis sur la liste des koulaks étaient soumis à une fiscalité élevée et à des obligations de livraisons

impossibles à faire. Beaucoup furent déplacés ou jetés en prison. Leur situation fut allégée sous le premier gouvernement Nagy, la liste des koulaks fut abolie en 1954.

**Mur de Berlin** Système de murs fortifiés autour de Berlin-Ouest, l'isolant de Berlin-Est et divisant la ville en deux. Entre 1949 et 1951, l'oppression politique et le bas niveau de vie incitèrent plus d'un million de citoyens d'Allemagne de l'Est à quitter le pays définitivement en passant par la zone frontière ouverte de Berlin-Ouest. Les 12 et 13 août 1961, les autorités est-allemandes construisirent le Mur de Berlin autour des zones occidentales de la ville afin d'interdire à d'autres personnes de partir. Il devint le symbole de la division de la guerre froide. Après des mois de défections et de manifestations de masse, la direction communiste en crise ouvrit les frontières de la République Démocratique Allemande le 9 novembre 1989 ; des trous furent ouverts dans le mur. La démolition du système de murs commença en février 1990.

**Népszabadság (La liberté du peuple)** Le plus important quotidien politique en Hongrie. Sa première parution date de la révolution de 1956, le 2 novembre, il était publié par le Parti socialiste ouvrier hongrois (Magyar Szocialista Munkáspárt, MSzMP) nouvellement créé. Son prédécesseur en tant qu'organe du parti au pouvoir avait été le *Szabad Nép* – un journal où avait travaillé l'auteur de ce livre – dont la publication fut interrompue pendant la révolution. *Népszabadság* reprit même la numérotation du *Szabad Nép* et devint le quotidien central de l'État-parti durant la période Kádár. Le 8 octobre 1989, au cours du changement de système\*, il devint un quotidien socialiste indépendant ; en 1994 il abandonna le mot « socialiste » dans son bandeau de titre.

**Occupation allemande de la Hongrie** La Hongrie entra en guerre en 1941, dans le camp allemand. Au début de 1944, la Hongrie apparaissait comme un allié de moins en moins fiable, car l'évolution du cours de la guerre avait rendu hésitant le Gouverneur Miklós Horthy\* tandis que son premier ministre Miklós Kállai était connu pour ses sympathies pro-anglaises. Sur l'ordre de Hitler, l'armée allemande occupa la Hongrie le 19 mars 1944, pratiquement sans tirer un coup de feu. La déportation de la population juive vers les camps de la mort commença peu après.

**Organisations de masse** Terme général pour les diverses grandes organisations et associations sociales incluses dans le parti-État. En Hongrie et dans les autres pays du système socialiste, chacune possédait un monopole dans son domaine – un syndicat unique, une association des femmes unique, une ligue de la jeunesse unique, une union des écrivains unique, etc. Leurs organes dirigeants ne gouvernaient qu'en apparence, puisque les décisions

étaient prises par le parti-État et appliquées par des responsables nommés et révoqués par ce dernier. Leur rôle était de transmettre les idées et les volontés du parti aux couches sociales dont chacune était responsable (les ouvriers, la jeunesse, les femmes, etc.).

**Örkény, István** (1912-1979) Écrivain hongrois. Il fit des études d'ingénieur en chimie puis de pharmacie. Son premier livre parut en 1941 mais il fut enrôlé dans le service du travail en 1942, puis fait prisonnier en 1943, et resta prisonnier de guerre des Soviétiques jusqu'en 1946. A son retour, il travailla comme lecteur chez un éditeur et écrivit dans la presse. Après avoir été interdit de publication pendant de nombreuses années à cause de son attitude lors de la révolution de 1956, Örkény travailla comme ingénieur dans une usine de médicaments ; il recommença à vivre de sa plume en 1963. Il trouva son style au cours des années 1960 avec ses *Nouvelles d'une minute*, où il décrit les aspects grotesques et absurdes de la vie quotidienne. Parmi ses pièces de théâtre, *La famille Tót* et *Chat ! tragi-comédie* ont été les plus populaires en Hongrie et à l'étranger ; elles ont aussi été adaptées pour l'écran.

**Parti des petits propriétaires** (Független Kisgazdapárt, ou FKgP) Parti civique indépendant des petits propriétaires et des travailleurs agraires, fondé comme parti paysan indépendant en 1930, sous le régime chrétien-nationaliste de Horthy. Il devint le parti politique le plus important tout de suite après la seconde guerre mondiale, recrutant principalement parmi les gens opposés aux idées de la gauche et parmi les croyants religieux. Bien qu'ayant remporté largement les élections libres de novembre 1945, il forma sous la pression soviétique une coalition avec les partis de gauche. Le premier Président de la république fut Zoltán Tildy, du FKgP. Mais en 1947, sous le manteau de la coalition, en ayant recours à une combinaison de ruses politiques et de techniques illégales, avec la participation active des autorités soviétiques, les communistes avaient complètement détruit le FKgP, et ses principaux dirigeants étaient emprisonnés ou en exil. Certains de ses hommes politiques étaient cependant prêts à négocier, conférant ainsi une légitimité à la prise de pouvoir communiste, et contribuant même à gérer le système stalinien. L'année suivante, le parti était devenu négligeable, et il disparut complètement quand le système de parti unique fut imposé. Le FKgP ressuscita quelques jours en 1956, quand Tildy devint ministre dans le gouvernement de Imre Nagy. Le FKgP réapparut encore une fois avec le changement de système en 1989 et fut le troisième parti en importance au cours des premières élections libres. Il évolua alors vers le populisme et fut déchiré par des dissensions internes après le tournant du millénaire.

**Perestroïka** (littéralement, « transformation », en russe) Expérience de réforme associée à Mikhaïl Gorbatchev, secrétaire général du Parti

communiste d'Union soviétique. Lancée en 1986, la perestroïka avait pour but de réformer la structure de l'État et de la société, en vue de renforcer le pouvoir de l'URSS. Mais elle s'effondra après quelques années, les réformes économiques ayant échoué et le mécontentement social grandi. Les réformes déclarées constituer une transformation en vue de la consolidation amorcèrent en fait un processus qui conduisit à la désintégration du régime politique soviétique.

**Petőfi, Sandor** (1823-1849) Poète hongrois. Il n'avait pas vingt ans quand il surgit sur la scène de la poésie hongroise, et il devint en quelques années le poète le plus populaire et la personnalité dirigeante de sa génération, en conséquence notamment de son tempérament exceptionnel et prophétique. Dans ses poèmes politiques, il se fit le champion des droits du peuple et défendit l'indépendance nationale. La révolution de 1848 commença le 15 mars lorsque la foule porta son brillant poème « Hongrois, levez-vous » à l'imprimerie et le fit imprimer sans qu'il passe devant la censure autrichienne. Cet épisode devint le symbole du combat pour la liberté de la presse. Petőfi joua un rôle décisif dans la révolution en tant que leader de la Jeunesse de Mars, un mouvement influent. Il fut candidat au parlement, mais sa position républicaine radicale le laissa politiquement isolé et il ne fut pas élu. À la fin de 1848 il prit part à la Guerre d'indépendance contre les Habsbourg en tant qu'officier, et il disparut dans la bataille de Segesvár (Sighisoara) contre l'armée tsariste russe. Pendant longtemps, le peuple ne put accepter qu'il soit mort. La légende se répandit qu'il était caché, ou qu'il était emprisonné en Sibérie. Il est le plus célèbre poète hongrois.

**Place Tiananmen** (littéralement, « Place de la Porte de la Paix Céleste », en chinois) Grande esplanade au centre de Pékin, principal lieu de la contestation des étudiants chinois en avril 1989, qui réclamaient des réformes politiques. Les 3 et 4 juin 1989 les dirigeants du parti communiste chinois envoyèrent l'armée dégager la place et réprimèrent le mouvement étudiant. Selon les rapports officiels du gouvernement chinois, cet événement n'a pas fait de victime. Des sources non officielles évaluent le nombre de morts à plusieurs centaines, d'autres à plusieurs milliers.

**Place Venceslas** (Václavské náměstí) Place située au centre historique de Prague. Elle fut un endroit important lors du changement de système en Tchécoslovaquie, connu aussi sous le nom de « révolution de velours ». Des manifestations y débutèrent en novembre 1989, après la chute du Mur de Berlin. Le 17 novembre, des manifestants qui s'y dirigeaient furent attaqués par les forces de la sécurité intérieure ; plus de 500 personnes furent blessées au cours de cet incident. Dès lors, des manifestations de centaines de milliers de gens devinrent courantes à Prague. Sous cette pression, toute la direction du parti communiste fut démise et Gustáv Husák démissionna de son poste

de chef de l'État. Un gouvernement de coalition fut formé, comprenant des membres du Forum civique, le parti auquel était associée l'opposition démocratique. À la fin du mois de décembre Václav Havel, le célèbre auteur dramatique oppositionnel, fut élu président, et en juin 1990 le Forum civique de l'opposition remporta une victoire éclatante aux élections parlementaires.

**Printemps de Prague** Expérience de communisme réformateur en 1968, en Tchécoslovaquie, destinée à construire un « socialisme à visage humain ». Elle commença lorsque la direction du parti, sous Alexandre Dubček, adopta un programme de réformes politiques et économiques. La direction soviétique était inquiète que le processus pourrait mener au développement de formes politiques se rapprochant de la démocratie de type occidental. Après l'échec des pressions diplomatiques en vue de persuader la direction tchécoslovaque d'inverser la tendance, les forces du Pacte de Varsovie envahirent le pays le 20 août 1968 et mirent un terme aux réformes. Dubček fut remplacé peu après. Son successeur, Gustáv Husák, mit en place l'un des systèmes socialistes anti-réformiste les plus répressifs en Europe de l'Est.

**Rajk, László** (1909-1949) Homme politique communiste hongrois. Il passa la plus grande part de la seconde guerre mondiale en prison, mais pendant une brève période après sa libération, il prit part à la résistance armée contre les Allemands. En 1945, il était l'un des hommes du parti communiste les plus populaires, en particulier parmi les jeunes intellectuels. Comme ministre de l'intérieur de 1946 à 1948, il organisa plusieurs procès spectacles. Arrêté à son tour en 1949, il subit un procès spectacle sur le mode soviétique, fut condamné à mort et exécuté avec de nombreux autres. Réhabilité en 1955, ses nouvelles funérailles organisées le 6 octobre 1956 furent suivies par 100.000 personnes et tournèrent à la manifestation contre le stalinisme.

**Rákosi, Mátyás** (1892-1971) Homme politique communiste hongrois. Rákosi avait été un haut fonctionnaire lors de la République soviétique hongroise de 1919, avant d'émigrer et de travailler pour le Komintern, l'organisation communiste internationale. À son retour clandestin en Hongrie en 1925, il fut arrêté et condamné à quinze ans de prison. Par un échange organisé avec le gouvernement soviétique, le gouvernement hongrois le laissa émigrer en Union soviétique en 1940. Il revint en Hongrie en 1945, comme principal dirigeant du Parti communiste. En 1948 il avait déjà liquidé toutes les autres forces politiques et instauré un parti unique de type soviétique ; il devint premier ministre en 1952. Rákosi avait un bon sens politique et était relativement érudit, son nom est associé à l'introduction de la répression stalinienne en Hongrie. Non content de copier le système soviétique, il s'efforça d'anticiper les souhaits de Staline et de les dépasser. En juin 1953, la direction post-stalinienne força Rákosi à démissionner de son poste de premier ministre, mais il resta le dirigeant du

parti communiste et se retrouva en position suprême de nouveau en 1955. En juillet 1956, il fut démis de toutes ses responsabilités et partit pour l'Union soviétique, où il mourut en exil.

**Révai, József** (1898-1959) Homme politique communiste hongrois et idéologue marxiste. Membre fondateur du Parti des communistes hongrois en 1918, il partit en exil en 1919 à Vienne, Prague puis Moscou, ne retournant en Hongrie qu'en octobre 1944. Il appartenait au cercle des quatre dirigeants (avec Mátyás Rákosi\*, Ernő Gerő\* et Mihály Farkas\*) au cours de la période stalinienne au début des années 1950, dirigeant le principal quotidien communiste, *Szabad Nép*, de 1945 à 1950 ; il fut ministre de la culture de 1949 à 1953. Il fut l'idéologue en chef de la Hongrie et le principal dirigeant de la vie culturelle au cours de cette période, mais il perdit son pouvoir effectif avec les changements politiques opérés par Imre Nagy en 1953.

**Révolution hongroise de 1956** (23 octobre - 4 novembre) Elle débuta par une manifestation des étudiants de Budapest les 23 octobre et se transforma en insurrection armée au cours de la nuit. Le 24 octobre le communiste réformateur Imre Nagy forma un gouvernement. La révolution affronta avec succès les forces de la sécurité d'État et l'armée soviétique, qui dut se retirer de Budapest. Le 30 octobre un gouvernement de coalition multipartite fut établi. En réponse aux premiers signes d'une intervention armée soviétique en préparation, le gouvernement Nagy déclara la neutralité de la Hongrie et son retrait du Pacte de Varsovie. Une nouvelle attaque de Budapest par les forces soviétiques eut lieu le 4 novembre, celles-ci installèrent un contre-gouvernement dirigé par János Kádár\* ; les combats se poursuivirent encore une semaine. Ce fut la plus grande insurrection contre l'Union soviétique dans les pays du bloc soviétique. Sa défaite fut suivie de plusieurs années de répression ; parmi ceux qui furent exécutés, il y eut le premier ministre légal, Imre Nagy.

**Samizdat** (auto-publication ; du russe *sam* + *izdatelstvo*) Écrit politique ou littéraire dupliqué et distribué illégalement dans un pays socialiste, sans autorisation officielle. Des samizdats ont commencé à apparaître en Hongrie au milieu des années 1970.

**Siège de la radio** (1956) Manifestation pacifique devant l'immeuble de la Radio hongroise au centre de Budapest, le 23 octobre 1956, qui tourna à l'affrontement armé. Une grande foule, revendiquant que les « seize points » des manifestants soient lus à l'antenne, s'était rassemblée dans l'après-midi devant le bâtiment, gardé par les forces de la sécurité d'État. Les dirigeants communistes n'avaient pas l'intention d'accepter. Encore désarmée, la foule fut encore plus exaspérée lorsque le dirigeant du parti Ernő Gerő\*, menaça

de mesures répressives dans un discours radiodiffusé à 20h. Les forces de sécurité tirèrent à de nombreuses reprises pour disperser la foule, mais à ce moment les gens s'étaient procuré des armes et organisèrent le siège du bâtiment vers 22h. Les hostilités durèrent jusqu'à l'aube, où les insurgés prirent le contrôle de ce dernier. Ce fut l'un des premiers évènements qui marquèrent le début de l'insurrection armée et de la Révolution hongroise\*.

**Solidarité (traduction du polonais Solidarność)** Organisation syndicale et mouvement politique polonais fondé en 1980 à la suite des nombreuses grèves dans les chantiers navals du port de Gdańsk en août. Ce fut le premier syndicat indépendant dans le bloc soviétique. Face à l'influence croissante de Solidarité, le général Wojciech Jaruzelski, premier secrétaire du parti communiste et premier ministre de Pologne, décréta la loi martiale en décembre 1981, interdisant le syndicat et emprisonnant ses dirigeants. Mais le syndicat continua son activité clandestinement et, en 1989, la direction du parti communiste le reconnut en tant que participant aux négociations de la Table-ronde polonaise\*.

**Széchenyi, István (1791-1860)** Membre d'une des familles aristocratiques hongroises les plus riches et les plus respectées, il devint célèbre en 1825 lorsqu'il décida de faire une donation des revenus d'une année de ses propriétés en vue de fonder ce qui allait devenir l'Académie des sciences de Hongrie. On considère la parution en 1830 de son livre *Le Crédit*, où il esquisse ses idées économiques et politiques, comme le début de l'Ère des réformes hongroises. Ses ouvrages ont largement influencé l'opinion publique. Széchenyi contribua à organiser la régulation du débit du Danube et à construire le Pont aux chaînes, le premier lien permanent entre Buda et Pest. Il fut ministre des transports et des travaux publics dans le premier gouvernement parlementaire indépendant de la Hongrie (1848). Tant ses contemporains que la postérité l'on considéré comme « le plus grand des Hongrois », un titre qui lui fut attribué par rien moins que Lajos Kossuth\*, avec qui il avait eu un débat public continu au cours des années 1840 à propos de la transformation du pays. En septembre 1848 il eut une crise de démence et fut interné dans un asile, où il vécut jusqu'à sa mort. Il y écrivit des pamphlets contre la tyrannie de la dynastie des Habsbourg ; leur diffusion illégale lui valut d'être persécuté par la police. Il mit fin à ses jours.

**Szerb, Antal (1901-1945)** Historien de la littérature, romancier, essayiste. Ses deux œuvres majeures, *l'Histoire de la littérature hongroise* (1934) et *l'Histoire de la littérature mondiale* (1941) décrivent les grands changements historiques de la littérature. Dans ces livres, il a subi l'influence de la philosophie de l'histoire d'Oswald Spengler. Ils montrent une puissance d'analyse exceptionnelle, un style détendu et un humour subtil. Professeur de lycée, il reçut en 1937 le titre honorifique de professeur

d'université mais ne fut jamais nommé à un poste universitaire. Ses romans, comme *Voyage au clair de lune* et son roman policier mystique *La légende de Pendragon* – qui sont assez populaires en Hongrie et qui n'ont été que récemment accessibles aux lecteurs occidentaux – font la synthèse de différents genres : roman policier, récit de voyage, fiction, essai. Il était d'origine juive et fut élevé dès l'enfance comme un catholique. En 1942, il perdit son emploi, ses livres furent interdits et il n'eut plus la possibilité de publier. Enrôlé au Service du travail en 1943 et 1944, il mourut des mauvais traitements reçus en février 1945 dans un camp de travail de Hongrie occidentale.

**Table-ronde nationale hongroise** Négociations de 1989 portant sur le transfert du pouvoir du parti-État communiste et la transition à la démocratie. Les dirigeants du Parti socialiste ouvrier hongrois (Magyar Szocialista Munkáspárt, MSzMP) furent les premiers communistes du bloc soviétique à se déclarer favorables à un système de pluripartisme. Des dizaines de groupes et de partis d'opposition se constituèrent alors. Ils organisèrent le 22 mars 1989 une Table-ronde de l'opposition, afin d'élaborer une position commune. Le MSzMP et ses organisations sociales satellites se réunirent avec des représentants de la Table-ronde de l'opposition en juin 1989, afin de déterminer les conditions légales et politiques de la transition. Ces négociations, qui furent qualifiées de Table-ronde nationale, aboutirent en septembre à un accord sur un scénario pour le changement de système\*. Certains groupes d'opposition participant aux débats, en définitive, ne signèrent pas l'accord, exprimant des divergences sur des points particuliers.

**Table-ronde polonaise** Négociations tenues entre février et avril 1989, qui lancèrent le processus de transformation démocratique en Pologne. Le mécontentement populaire face à la crise économique et la vague consécutive de grèves conduisit les représentants du parti-État à négocier avec les dirigeants de Solidarité\*, une organisation auparavant interdite qui fut de nouveau légalisée en février 1989. Lors des négociations, tenues publiquement, les dirigeants du parti-État acceptèrent l'organisation d'élections partiellement libres. Selon l'accord, tous les sièges du Sénat, la nouvelle chambre haute du parlement, seraient pourvus dans des élections entièrement ouvertes, alors que dans le Sejm (la chambre essentielle) 65% des sièges seraient réservés au parti-État. À la surprise des dirigeants communistes, tous les sièges du Sénat et la totalité des 35% des sièges du Sejm ouverts à des candidats libres furent emportés par les candidats de Solidarité. Les Communistes durent accepter que Tadeusz Mazowiecki, le candidat de Solidarité, devienne premier ministre, et Solidarité forma un gouvernement de coalition avec le parti-État. Des élections authentiquement libres furent organisées en 1991.

**Ulbricht, Walter** (1893-1973) Homme politique communiste est-allemand. Il rejoignit la direction du parti communiste allemand en 1923 et obtint un siège au Reichstag en 1928. Il s'enfuit à l'étranger en 1933, après l'arrivée de Hitler au pouvoir et travailla pour le Komintern, l'organisation communiste internationale. Il rentra d'Union soviétique en Allemagne en 1945 et devint le principal dirigeant de la République Démocratique Allemande, où son nom est associé à la mise en place du régime stalinien. Ulbricht fut forcé à démissionner de tous ses postes au parti communiste en 1971, mais il resta chef de l'État jusqu'à sa mort.

**Universités du peuple** Universités en internat ayant fonctionné en Hongrie de 1945 à 1949, qui permettaient à des jeunes gens doués, de familles pauvres ouvrières et paysannes, d'avoir accès à l'éducation supérieure. L'institution qui les avait précédé avait pour nom l'université Bolyai et plus tard l'université Győrffy, elle avait été fondée à la fin des années 1930. Le nombre de ces universités grandit, et une fédération fut établie en 1946, NÉKOSz (Népi Kollegiumok Országos Szövetsége). Le mouvement étant tombé de plus en plus sous contrôle communiste, les étudiants des universités du peuple jouèrent un rôle essentiel dans l'établissement du système communiste dans le pays. Cependant, à partir du printemps 1948, cette organisation excessivement autonome fut prise sous les feux croisés de critiques lancées par le parti communiste. Elle fut dissoute en juillet 1949 et les universités fermées.



## NOTES DE FIN D'OUVRAGE

<sup>1</sup> À propos des otages juifs en captivité à l'École rabbinique de la rue Rökk Szilárd, voir Braham, 1988 [1981] vol. 1, pp. 386-387, ainsi que Brámer, 1997 [1972].

<sup>2</sup> Fóthy 1945. Le livre de Fóthy ne mentionne pas nommément mon père, mais il évoque les avocats transférés de l'internement de la rue Rökk Szilárd à Horthy-Liget, puis peu après dans des camps d'extermination.

<sup>3</sup> Braham, 1988 [1981], vol. II. p. 325, ainsi que Thassy, 1996, pp. 372-376, 394-396, 418-419.

<sup>4</sup> Staline 1951 [1924], p. 51.

<sup>5</sup> Ady 2004, p. 724.

<sup>6</sup> Lukács 1945; 1949 [1945]

<sup>7</sup> Texte de la déclaration datée du début des années 1920, voir dans Mádl – Győri 1980, p. 110.

<sup>8</sup> ABTL V-145-288-a, pp. 514-515, daté du 14 juin 1950

<sup>9</sup> Kornai, 1951d, p. 5.

<sup>10</sup> Kornai, 1951c.

<sup>11</sup> Kornai, 1951b, p. 1.

<sup>12</sup> Kornai, 1951a, p. 1.

<sup>13</sup> Je n'ai pas pu reconstituer les titres des textes que j'ai lus sous la plume de Kardelj. Je peux néanmoins indiquer les mémoires de Kardelj, en tant que sources. Les éditeurs y ont placé en annexe quelques-uns de ses titres importants, et notamment ses discours et ses écrits de la période 1945-1955 sur l'autogestion (Kardelj, 1981, pp. 242-264.) L'un ou l'autre de ces textes ont dû me tomber à l'époque entre les mains.

<sup>14</sup> Lange, 1968 [1936-1937].

<sup>15</sup> Kornai, 1954b.

<sup>16</sup> Kornai, 1954c.

<sup>17</sup> Nagy, 1954, p. 169.

<sup>18</sup> Nagy, 1954, p. 132.

<sup>19</sup> Kornai, 1954a.

<sup>20</sup> Afin de raviver le souvenir de l'assemblée générale « insurrectionnelle », j'ai revu les écrits suivants : Aczél-Méray, 1989 [1959] ; Kende, 1966 ; Lőcsei, 1995 ; Nagy, 1994 et Szalay, 1994. Le procès-verbal de l'assemblée générale est archivé dans MOL M-KS. 276. f., 89/206. ö.e. Celles-ci contiennent les documents du Département Agitation et propagande de la Direction centrale du Parti des travailleurs hongrois, relatifs à *Szabad Nép*, entre autres le procès-verbal de l'AG tenue les 22, 23 et 25 octobre 1954, la délibération de l'AG ainsi que le rapport du Département Agitation et propagande sur l'AG. (f. ou fiók en hongrois, ainsi que ö.e. ou örzési egység en hongrois rappellent des indices de classement dans les archives).

<sup>21</sup> Aczél-Méray, 1989 [1959].

<sup>22</sup> MOL M-KS 276. f. 89/206. ö.e.

<sup>23</sup> MOL M -KS 276. f. 53/205. ö.e.

<sup>24</sup> MOL M-KS 276. f. 53/ 206. ö.e

- <sup>25</sup> Ib., p. 34.
- <sup>26</sup> Ib., pp. 73,74, 76
- <sup>27</sup> MOL M-KS 276. f. 53/208. ō.e., ainsi que 276. f. 53/206. ō.e.
- <sup>28</sup> Direction Centrale du Parti des travailleurs Hongrois, 1955.
- <sup>29</sup> MOL M-KS 276. f. 53/228. ō.e.
- <sup>30</sup> Pour compléter mon salaire et pour toucher quelques honoraires, j'ai écrit quelques commentaires de livres ou d'articles de revues. C'était tout à l'honneur des directeurs de rédaction de vouloir m'aider et de publier mes papiers – mais je ne pouvais publier que sans signature ou seulement sous un pseudonyme.
- <sup>31</sup> Hegedűs, 1990.
- <sup>32</sup> Heller, 1988 [1919-1920].
- <sup>33</sup> Péter, 1954 ; 1956.
- <sup>34</sup> Kornai, 1994c.
- <sup>35</sup> Kende, 1955. Le manuscrit est détenu par l'auteur.
- <sup>36</sup> Document ÁBTL V-145-288/2, pp. 325—326. Aveux de Sándor Fekete, points 2 et 5. Date : 18 décembre 1958.
- <sup>37</sup> Péteri, 2001, p. 51, par la suite pour une vue globale, Péteri, 1997.
- <sup>38</sup> Kornai, 1990a [1957], pp. 3-4.
- <sup>39</sup> Kornai, 1990a [1957], p. 30.
- <sup>40</sup> Kornai, 1990a [1957], p. 99.
- <sup>41</sup> Kornai, 1990a [1957], p. 101.
- <sup>42</sup> Kornai, 1990a [1957], p. 128.
- <sup>43</sup> Kornai, 1990a [1957], p. 185.
- <sup>44</sup> Kornai ,1990a [1957], pp. 175-177.
- <sup>45</sup> Kornai ,1990a [1957], pp. 175-177.
- <sup>46</sup> MTALt TMB 891/368, p. 41. J'ai repris littéralement dans le procès-verbal les phrases de György Péter, et je n'ai procédé dans le texte qu'à quelques corrections linguistiques mineures.
- <sup>47</sup> Mária Augusztinovics figure dans le procès-verbal sous son nom de femme mariée, Mme Tamás Gerő.
- <sup>48</sup> MTALt TMB 891/368, pp. 2-11.
- <sup>49</sup> Je conserve un exemplaire de ce document dans mes archives.
- <sup>50</sup> Kornai, 1956.
- <sup>51</sup> ÁBTL V-150-352/1. irat. p. 442. Date : 16 avril 1957.
- MOL M-KS XX-5-h. I. d. 3. k. pp. 92-97. Date : 13 juillet 1957.
- Ma participation à la préparation du programme gouvernemental fut inscrite sur mon « casier judiciaire ». (Le n° d'archive du « casier » est ABTL C-R-N 0082-479-).
- <sup>52</sup> Vida, 1992, p. 34.
- <sup>53</sup> Gimes, 1956.
- <sup>54</sup> Halda, 2002, p. 167.
- <sup>55</sup> Kornai, 1990a [1957], p. 6.
- <sup>56</sup> Esze, 1956.
- <sup>57</sup> Péter, 1957.
- <sup>58</sup> Ripp, 1957, p. 3.
- <sup>59</sup> Molnár, 1957, p. 45.
- <sup>60</sup> Gulyás, 1957-1958, p. 31.
- <sup>61</sup> Molnár 1957, p. 45.

- <sup>62</sup> Kornai, 1994b [1957]. La première édition hongroise date de 1957, et la première édition anglaise de 1958.
- <sup>63</sup> L'article paraphé par R.N.W.O. est paru dans le *Financial Times* en 1959 et dans *Devons* en 1959.
- <sup>64</sup> Spulber, 1960, p. 763.
- <sup>65</sup> Nove, 1960, p. 389.
- <sup>66</sup> MOL M-KS XX-5-h. 50. d. 1. k. pp. 48-54. Date : 20 mars 1957. Ainsi que MOL MKS XX-5-h 52. d. 1. k. pp. 10-13. Date : 8 mai 1958.
- <sup>67</sup> MOL M-KS XX-5-h, 1. d. 4. k. pp. 57—59. La citation littérale se trouve aux pages 2 et 3 du procès-verbal. Date : 16 avril 1957.
- <sup>68</sup> MOL M-KS XX-5-h, 1. d. 4. k. pp. 57—59. La citation littérale se trouve aux pages 2 et 3 du procès-verbal. Date : 16 avril 1957.
- <sup>69</sup> MOL M-KS XX-5-h. 1. d. 4. k. pp. 57-59.
- <sup>70</sup> MOL M-KS XX-5-h. 1. d. 4. k. pp. 57-59.
- <sup>71</sup> Directement après son écriture, sous le pseudonyme *Hungaricus*, l'essai ronéotypé en relativement peu d'exemplaires a été diffusé dans un cercle restreint. Le texte écrit en hongrois n'a été imprimé et publié qu'en 1989.
- <sup>72</sup> En 1957 Fejtő a écrit un article sur l'essai *Hungaricus*. L'essai a paru in extenso en 1959 en traduction française, publié par l'Institut Imre Nagy de Bruxelles.
- <sup>73</sup> ABTL V-145-288/3. irat, pp. 482—492. Procès-verbal d'interrogatoire de J. Vassiliou Date: 11 juin 1959. Voir aussi Vassiliou 1999.
- <sup>74</sup> ABTL V-145-288/2. irat, p. 327. Aveux de Sándor Fekete, point 11. Aussi ABTL V-145-288/3. irat, pp. 482—492. Procès-verbal de l'interrogatoire de J. Vassiliou. Date : 11 juin 1959.
- <sup>75</sup> ÁBTL V-145-288/9. irat, pp. 156—160., également p. 233.
- <sup>76</sup> Novobáczky 1956, p. 1.
- <sup>77</sup> ÁBTL V-145-288/3. irat, pp. 482—492. Procès-verbal d'interrogatoire de J. Vassiliou Date: 11 juin 1959. ABTL V-145-288/2. irat.p. 326. Aveux de Sándor Fekete, point 7.
- <sup>78</sup> ABTL V-145-288/2. irat, p. 327. Aveux de Sándor Fekete, point 8.
- <sup>79</sup> Samuelson, 1976 [1948].
- <sup>80</sup> Arrow, 1951.
- <sup>81</sup> Hayek, 1975 [1935].
- <sup>82</sup> Hicks, 1946 [1939].
- <sup>83</sup> Samuelson, 1983 [1947].
- <sup>84</sup> Tinbergen, 1957 [1949].
- <sup>85</sup> Hayek, 1975[1935].
- <sup>86</sup> Bergson, 1948.
- <sup>87</sup> Lange, 1968 [1936-1937], p. 70.
- <sup>88</sup> Kende, 1959.
- <sup>89</sup> Kornai, 1959.
- <sup>90</sup> Kende, 1964.
- <sup>91</sup> Sartre, 1991 [1946].
- <sup>92</sup> Kornai-Lipták, 1959.
- <sup>93</sup> Kornai-Lipták, 1962.
- <sup>94</sup> Dorfman-Samuelson-Solow, 1987 [1958] et Koopmans, 1957.
- <sup>95</sup> Bródy, 1969.

<sup>96</sup> Samuelson, 1983 [1947].

<sup>97</sup> Kornai-Lipták, 1963.

<sup>98</sup> Kornai-Lipták, 1965.

<sup>99</sup> Arrow, 1971.

<sup>100</sup> Malinvaud, 1967.

<sup>101</sup> Arrow, 1973b [1963].

<sup>102</sup> Malinvaud-Bacharach, 1967.

<sup>103</sup> Juhász, 1934.

<sup>104</sup> ABTL M 13417/1. Le rapport me concernant et son évaluation se trouvent p. 35 du dossier. D'après son rapport, Bácskai s'est entretenu avec moi le 10 juin 1960. L'épais dossier qui contient entre autres les rapports me concernant a été ouvert le 25 juin 1957.

<sup>105</sup> Le numéro d'archives de l'instruction donnée de faire des rapports sur moi est : IH IV/I-A, sa date : 15 avril 1965. Les numéros d'archive des rapports de R.R. sur moi : 35-634/65, 2/B-530, la date : 4 mai 1965. C'est ici que je remarque que je cite dans la présente note les numéros d'archives qui figurent sur des copies de documents que le Bureau d'Information (IH) a mis à ma disposition en juin 2004. Je suppose que les documents originaux à partir desquels cette copie a été faite ont été extraits de rangées qui possédaient leur propre numéro d'archive, pour les usages internes, dans les registres du prédécesseur du Bureau d'information. Ces numéros d'archive, je les ignore. Cette remarque concerne tous les documents que le Bureau d'information a mis à ma disposition et auxquels d'autres notes se référeront.

<sup>106</sup> IH 134-216/64. Rapport de X. X. sur moi. Date : 2 mars 1964.

<sup>107</sup> IH VI/4-A. Date : 26 mars 1964.

<sup>108</sup> Kenedi, 1996. p. 438. Kenedi communique dans une note de bas de page que c'est le *Dictionnaire unilingue de sécurité de l'État* qualifié de « secret », publié aux Éditions du Ministère de l'intérieur en 1980, qui a servi de base pour son lexique. Il l'avait complété d'autres sources.

<sup>109</sup> Cet avis d'expert date de 1966, il est relatif à la requête de passeport que j'ai déposée pour effectuer un voyage à l'étranger. Dans un document postérieur, une référence est faite à cet avis d'expert. C'est à ce texte que j'ai emprunté cette citation. Source du document postérieur : IH 40-27- 245/64, 213-3019, date : 12 juillet 1964.

<sup>110</sup> Le numéro d'archive mal lisible sur la photocopie est : IH III/I-I-A. 8153.

<sup>111</sup> Koopmans-Montias 1971.

<sup>112</sup> Sans numéro d'archive de IH (Bureau d'informations). Dans le dossier reçu de IH constitué des copies de documents relatifs à l'affaire Montias : pp. 18-22.

<sup>113</sup> IH 34-4-797/1965. Date : 23 avril 1965.

<sup>114</sup> Rapport du capitaine Z. Z. IH 34- A-1027/1965. Date : 26 mai 1965.

<sup>115</sup> IH 34-4-797/1965. Date : 23 avril 1965. Instruction manuscrite sur la page I.

<sup>116</sup> IH 59/2581-4/1965. Date : 22 novembre 1965.

<sup>117</sup> IH 189-193/66. Date : 18 mai 1966. IH 189-191/66. Date : 19 mai 1966. IH 189-220/66. Date : 6 juin 1966.

<sup>118</sup> Bolygó, 1966.

<sup>119</sup> Montias, 1976; Kornai, 1978a

<sup>120</sup> ABTL 0004-470-5-MRG, p. 24. Date : 1er avril 1971.

<sup>121</sup> ABTL 0004-470-5-MRG, p. 47. p. Date : 29 janvier 1989.

<sup>122</sup> ÁBTL 0004-470-5-MRG, p. 24. Date : 1er avril 1971.

<sup>123</sup> Kornai, 1967a.

<sup>124</sup> Kornai, 1968.

<sup>125</sup> Neumann, 2003 [1955], pp. 348-349.

<sup>126</sup> Kornai, 1971, p. 391. A propos de l'idée du « cristal mathématique » voir Heisenberg, 1967 [1958], pp. 231-232.

<sup>127</sup> Kuhn, 2002 [1962].

<sup>128</sup> Arrow, 1974, p. 254 et Simon, 1979, p. 508.

<sup>129</sup> Laibson-Zeckhauser, 1998.

<sup>130</sup> J'ai lu cette citation de Haydn dans un hebdomadaire. Je n'ai pas réussi à préciser sa source. Je l'utilise néanmoins car il paraît crédible que le texte soit vraiment de la plume de Haydn – et parce qu'il illustre bien ce que j'ai envie de dire.

<sup>131</sup> Hahn, 1973, p. 330.

<sup>132</sup> Citation du poème *Consolation* de Attila József paru en 1933. József, 2003, p. 390.

<sup>133</sup> Kornai-Kovács-Schmidt, 1969.

<sup>134</sup> Je garde une copie de ma lettre dans ma propre collection de documents.

<sup>135</sup> Mon attention a été attirée par Tibor Huszár sur les documents sources de l'histoire de mon élection à l'Académie. MOL M-KS 288. f. 36/1. ö.e. p 9.

<sup>136</sup> MOL M-KS 288. f. 5/675. ö.e. p. 10.

<sup>137</sup> MOL M-KS 288. f. 5/675. ö.e. p. 10.

<sup>138</sup> MOL M-KS 288. f. 5/682. ö.e. p 3.

<sup>139</sup> MOL M-KS 288. f. 5/682. ö.e. p. 7.

<sup>140</sup> Kornai, 1972.

<sup>141</sup> Kornai, 1972, p. 5.

<sup>142</sup> Hirschman, 1988 [1958] ; Streeten, 1959.

<sup>143</sup> Je garde la lettre d'invitation dans ma collection de documents.

<sup>144</sup> Kornai-Martos, 1971 ; Kornai-Martos, 1973.

<sup>145</sup> Kornai-Martos, 1981b.

<sup>146</sup> Kornai-Martos, 1981a.

<sup>147</sup> Kornai, 1974.

<sup>148</sup> Kornai, 1989a [1980], p. 583.

<sup>149</sup> Je garde une copie de l'avis de lecteur de András Bródy dans mes archives personnelles.

<sup>150</sup> Je garde dans mes archives personnelles une copie du rapport de lecteur de Lajos Faluvégi.

<sup>151</sup> Le commentaire, signé « (bes) », a paru dans le numéro du 4 octobre 1980 dans la rubrique « Page impaire ».

<sup>152</sup> Kornai, 1978b.

<sup>153</sup> Karagedov, 1982.

<sup>154</sup> Barro-Grossman, 1971.

<sup>155</sup> Un exemple caractéristique parmi les nombreuses publications de la tendance Barro-Grossman-Portes : Portes-Winter, 1980.

<sup>156</sup> Yergin-Stanislaw, 1998, p. 277.

<sup>157</sup> Hoffman, 2002, pp. 89-90.

<sup>158</sup> Kornai-Maskin-Roland, 2003. Pour la version hongroise, voir : Kornai-Maskin-Roland, 2004.

- <sup>159</sup> Kornai-Weibull, 1983.
- <sup>160</sup> Goldfeld-Quandt, 1988 ; 1990 ; 1993.
- <sup>161</sup> Dewatripont-Maskin, 1995.
- <sup>162</sup> Je garde dans mes archives ma correspondance avec la revue ainsi que les rapports de lecteurs.
- <sup>163</sup> Kornai 1986a. Pour la version hongroise, voir Kornai, 1986d.
- <sup>164</sup> Qian, 1994.
- <sup>165</sup> Hicks, 1937.
- <sup>166</sup> Arrow, 1973a.
- <sup>167</sup> Schumpeter, 1980 [1911].
- <sup>168</sup> Aghion-Howitt, 1998.
- <sup>169</sup> J'ai trouvé cette phrase dans un article dont l'auteur l'avait attribuée par erreur à Keynes. Elle provient en réalité de Wildon Carr. Voir Shove, 1942, p. 323.
- <sup>170</sup> Kornai, 1982, p. 9.
- <sup>171</sup> Kornai, 1985.
- <sup>172</sup> J'ai repris cette citation dans une interview donnée par Tibor Liska pour OHA. (Interview n°39, p. 346) Je n'ai procédé qu'à des changements de langage mineurs dans le texte de l'interview imprimée.
- <sup>173</sup> Szénási, 1983, p. 7.
- <sup>174</sup> Kornai, 1980, p. 20.
- <sup>175</sup> Lengyel, 2002, pp. 157-158.
- <sup>176</sup> Szegő, 1983.
- <sup>177</sup> Kornai, 1983b.
- <sup>178</sup> Tardos, 1982 ; 1988a ; 1988b.
- <sup>179</sup> Kornai, 1987, Ille partie, p. 27.
- <sup>180</sup> Gregory-Stuart 1997 [1974]. On lit cette citation en page 299 dans l'édition 1980 du manuel cité. Dans les éditions ultérieures les auteurs ont rendu plus pertinentes leurs constatations relatives au nouveau mécanisme économique hongrois.
- <sup>181</sup> Müller (1999) fait connaître en détails la fonction du Rapport informatif opérationnel quotidien (NOIJ), les méthodes et l'organisation de la collecte et du classement des informations.
- <sup>182</sup> ABTL NOIJ 111/1-218-265/6, p. 3. Date : 10 décembre 1981.
- <sup>183</sup> ABTL NOIJ 111/11-80, p. 5. Date : 26 avril 1985.
- <sup>184</sup> ABTL note manuscrite. Jointe au document ABTL NOIJ III/II-80A.
- <sup>185</sup> Leijonhufvud, 1968.
- <sup>186</sup> Dahl, 1969 [1971].
- <sup>187</sup> Lindblom, 1977.
- <sup>188</sup> Schelling, 1980 [1960].
- <sup>189</sup> Rosovsky, 1990, pp. 194-195.
- <sup>190</sup> Samuelson, 1983 [1947].
- <sup>191</sup> Je garde sa lettre dans mes archives personnelles.
- <sup>192</sup> Szakolczai, 2001, p. 92.
- <sup>193</sup> Kornai, 1988b, p. 739.
- <sup>194</sup> Kornai, 1988a.
- <sup>195</sup> Sen, 1988.
- <sup>196</sup> Lindbeck, 1988.

<sup>197</sup> Les éditions *Economic Daily* ont publié en 1985 une sélection tirée du « Colloque du bateau ». Le titre chinois du volume donne en traduction : *Direction et réforme de la macroéconomie – Sélection des conférences du colloque international consacré à la direction de la macroéconomie*. Étant donné que je n'ai pas réussi à obtenir des informations sur le directeur du volume, l'œuvre ne figure pas dans la *Liste des références*. Je garde dans ma collection d'archives une partie des conférences remises au préalable par écrit.

<sup>198</sup> Kornai, 1993a, p. 25.

<sup>199</sup> Karsai, 1993, p. 19.

<sup>200</sup> Schama, 1989, p. XIII.

<sup>201</sup> Kornai, 1993a, p. 23.

<sup>202</sup> Nove, 1992, p. 101.

<sup>203</sup> Nove, 1993, p. 103.

<sup>204</sup> Ericson, 1994, pp. 495 et 497.

<sup>205</sup> Krausz, 1994, p. 158.

<sup>206</sup> Krausz, 1994, p. 157.

<sup>207</sup> Je garde copie de ma lettre dans mes archives.

<sup>208</sup> Coles, 2002.

<sup>209</sup> *New York Times* : Passel, 1990 ; *New York Times Book Review* : Bosworth, 1990 ; *Le Monde* : Salgó, 1990 ; *Neue Zürcher Zeitung* : paraphé „Gy”, 1991 ; *Financial Times* : Denton, 1990.

<sup>210</sup> Kornai, 1990b.

<sup>211</sup> Kornai, 1992b.

<sup>212</sup> Kornai, 1992a.

<sup>213</sup> Kornai, 1993c.

<sup>214</sup> Kornai, 1989b, pp. 34-35.

<sup>215</sup> Szegvári, 1990.

<sup>216</sup> Semjén, 1990.

<sup>217</sup> Kornai, 1989b, p. 40.

<sup>218</sup> Je garde copie de cet échange de courriers dans mes archives personnelles.

<sup>219</sup> Samuelson, 1990.

<sup>220</sup> Klaus-Tříška, 1994, p. 482.

<sup>221</sup> Kornai, 1989b, p. 39.

<sup>222</sup> Source des données : Office National de la Statistique, 1996, p. 314.

<sup>223</sup> Kornai, 1989b, p. 122.

<sup>224</sup> Les documents des négociations de tables rondes ont été publiés en huit volumes. J'évoque en guise d'illustration le volume n°5 qui contient des documents importants de sujets politiques économiques. Ripp, 2000, pp. 15-79 et 571- 633.

<sup>225</sup> Laki, 1989, 1990, donne un aperçu des programmes de politique économique des différents partis ou organisations politiques en 1989 et 1990.

<sup>226</sup> Des experts hongrois et étrangers participaient à la Commission Kék Szalag (Ruban Bleu), tandis qu'au travail du Groupe Híd (Pont) ne participaient que des économistes hongrois. Les deux commissions ont rendu publiques leurs propositions au printemps 1990. Voir Commission Kék Szalag 1990 ; Groupe-Híd 1990.

<sup>227</sup> Réti, 1989, p. 5.

<sup>228</sup> Kornai, 1992d.

<sup>229</sup> Kornai, 1994a.

<sup>230</sup> Solow, 2000, p. 408.

<sup>231</sup> Kornai, 1996b, pp. 129-144. L'interview faite par László Zsolt Szabó, est passé à Duna Televízió, le 9 avril 1995.

<sup>232</sup> Blahó, 2003.

<sup>233</sup> Kornai-McHale, 2001.

<sup>234</sup> Csontos-Kornai-Tóth, 1996a ; 1996b.

<sup>235</sup> Csontos-Kornai-Tóth, 1996a ; 1996b.

<sup>236</sup> Kornai, 1998.

<sup>237</sup> Kornai-Egglesston, 2001. Version hongroise : Kornai-Egglesston, 2004

<sup>238</sup> Je conserve la copie de cet échange de correspondances dans mes archives personnelles.

<sup>239</sup> Je conserve la copie de cette lettre dans mes archives personnelles.

<sup>240</sup> Toutes les interventions au parlement se trouvent sur un CD intitulé *Minutes du parlement 1990-2002*, publié par les Éditions Arcanum, ainsi que sur Internet. Nous avons compté les mentions qui s'y trouvent, regroupées selon différents critères. Je garde dans mes archives les tableaux qui synthétisent ces résultats.

<sup>241</sup> Kornai, 1983a.

<sup>242</sup> Camus, 2001 [1942], pp. 117-118.

<sup>243</sup> Kornai, 1986b, p. ix.

<sup>244</sup> Kornai-Rose-Ackerman, 2004 ; Kornai-Rothstein-Rose-Ackerman, 2004.

<sup>245</sup> Gács-Köllő, 1998 ; Maskin-Simonovits, 2000.

## RÉFÉRENCES

### *Publications de János Kornai*

- Kornai, János 1948. Marx Töké-je magyarul (*Le Capital* de Marx en hongrois). *Társadalmi Szemle* 3 (8–9), pp. 615–9.
- \_\_\_\_\_. 1951a. A megnövekedett feladatok terve (Le plan pour des tâches accrues). *Szabad Nép* 9 janvier, p. 1.
- \_\_\_\_\_. 1951b. A munkaidő jobb kihasználásáért (Pour une meilleure utilisation du temps de travail). *Szabad Nép* 4 juillet, p. 1.
- \_\_\_\_\_. 1951c. A takarékkosság – a munkaverseny egyik központi feladata (Économiser – l'une des principales tâches de l'émulation du travail). *Szabad Nép* 18 mars, p. 1.
- \_\_\_\_\_. 1951d. Kövessük a csepeli példát (Suivons l'exemple de Csepel). *Szabad Nép* 7 avril, p. 5.
- \_\_\_\_\_. 1954a. A Központi Vezetőség iránymutatásával tovább a júniusi úton (Encore une fois sur la voie de juin sous la direction du Comité central). *Szabad Nép* 11 octobre, p. 3.
- \_\_\_\_\_. 1954b. A villamosenergia kérdése (La question de l'énergie électrique). *Szabad Nép* 11 février, p. 1.
- \_\_\_\_\_. 1954c. „Egy évtized” Nagy Imre elvtárs válogatott beszédei és írásai (“Une décennie”. Discours et écrits choisis du camarade Imre Nagy). *Szabad Nép* 6 octobre, pp. 2–3.
- \_\_\_\_\_. 1956. Gyökerestüli irtsuk ki a bürokraciát (Éradiquer une fois pour toutes la bureaucratie). *Szabad Nép* 14 octobre, pp. 3–4.
- \_\_\_\_\_. 1958. Kell-e korrigálni a nyereségrészesedést? (Faut-il corriger la pratique du partage du profit ?). *Közgazdasági Szemle*, 5 (7), pp. 720–34.
- \_\_\_\_\_. 1959. „Mennyiségi szemlélet” és „gazdaságossági szemlélet” (La “perspective quantitative” et la “perspective économique”). *Közgazdasági Szemle* 6 (10), pp. 1083–91.
- \_\_\_\_\_. 1967a. *Anti-Equilibrium. Esszé a gazdasági mechanizmus elméleteiről és a kutatás feladatairól* (Anti-Equilibrium. Essai sur la théorie du mécanisme économique et sur les tâches de la recherche). Mimeo. Budapest : MTA Közgazdaságtudományi Intézet.
- \_\_\_\_\_. 1967b. Mathematical Programming of Long-Term Plans in Hungary. In *Activity Analysis in the Theory of Growth and Planning*, edited by Edmond Malinvaud and M. O. L. Bacharach. London–New York : Macmillan–St. Martin's Press, pp. 211–31.
- \_\_\_\_\_. 1968. *Anti-Equilibrium*. Mimeo. Budapest, Institute of Economics, Hungarian Academy of Science.
- \_\_\_\_\_. 1971. *Anti-Equilibrium*. Budapest, Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó.

- \_\_\_\_\_ 1972. *Erőltetett vagy harmonikus növekedés* (Précipitation ou croissance harmonique). Budapest. Akadémiai Kiadó.
- \_\_\_\_\_ 1973 [1965]. *A gazdasági szerkezet matematikai tervezése*. Lipták Tamás és Wellisch Péter közreműködésével. (Planification mathématique de la structure économique. Avec la collaboration de Tamás Lipták et Péter Wellisch). 2<sup>e</sup> édition élargie. Budapest, Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó
- \_\_\_\_\_ 1974. *Az adaptáció csikorgó gépezete* (Le mécanisme grinçant de l'adaptation). Mimeo. Budapest : MTA Közgazdaságtudományi Intézet.
- \_\_\_\_\_ 1975 [1965]. *Mathematical Planning of Structural Decisions*. With contributions by Tamás Lipták and Péter Wellisch. 2. enl. ed. Amsterdam–Budapest : North–Holland–Akadémiai Kiadó.
- \_\_\_\_\_ 1978a. John Michael Montias : The Structure of Economic Systems. *Journal of Comparative Economics* 2 (2), pp. 277–92.
- \_\_\_\_\_ 1978b. Resource-Constrained Versus Demand-Constrained Systems. *Econometrica* 47 (4), pp. 801–19.
- \_\_\_\_\_ 1980. Hatékonyság és szocialista erkölcs (Efficacité et morale socialiste). *Valóság*, 23 (5), pp. 13–21.
- \_\_\_\_\_ 1982. A magyar gazdasági reform jelenlegi helyzetéről és kilátásairól (La situation actuelle et les perspectives de la réforme économique hongroise). *Gazdaság*, 16 (3) pp. 5–34.
- \_\_\_\_\_ 1983a. A nemzetek egészsége (La santé des nations). *Valóság*, 26 (1), pp. 1–12.
- \_\_\_\_\_ 1983b. Bürokratikus és piaci koordináció (Coordination bureaucratique et coordination par le marché). *Közgazdasági Szemle*, 30 (9), pp. 1025– 1038.
- \_\_\_\_\_ 1985. Játékszabályok és társadalmi realitások (Règles du jeu et réalités sociales). In Siklaki István (ed.) : *Koncepció és kritika*. Budapest, Magvető, pp. 311–322.
- \_\_\_\_\_ 1986a. The Soft Budget Constraint. *Kyklos*, 39 (1), pp. 3–30.
- \_\_\_\_\_ 1986b. *Contradictions and Dilemmas*. Cambridge MA : MIT Press.
- \_\_\_\_\_ 1986c. The Hungarian Reform Process : Visions, Hopes and Reality. *Journal of Economic Literature* 24 (4), pp. 1687–737.
- \_\_\_\_\_ 1986d. A puha költségvetési korlát. (Limitation du budget lâche). *Tervgazdasági Fórum*, 2 (3), pp. 1–18.
- \_\_\_\_\_ 1987. A magyar reformfolyamat : víziók, remények és a valóság (Le processus de réforme hongrois : visions, espoirs et réalités). *Gazdaság*, 21. I (2), pp. 5–46. p.; II (3), pp. 5–40.
- \_\_\_\_\_ 1988a. Individual Freedom and the Reform of the Socialist Economy. *European Economic Review* 32 (2–3), pp. 233–67.
- \_\_\_\_\_ 1988b. Report from the President to the Members of the European Economic Association. *European Economic Review* 32 (2–3), pp. 737–39.

- \_\_\_\_ 1989a [1980]. *A hiány* (La pénurie). Budapest, Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó. En français : *Socialisme et économie de la pénurie*. Paris : Economica, 1984. (Traduit du hongrois par Lilli Berkó, Kitty Kozma-Dombrowszky et Ildikó Magyar)
- \_\_\_\_ 1989b. *Indulatos röpirat a gazdasági átmenet ügyében* (Pamphlet passionné pour la cause de la transformation économique). Budapest : HVG Kiadó.
- \_\_\_\_ 1990a [1957]. *A gazdasági vezetés túlzott központosítása* (La Surcentralisation de la direction économique). Budapest : Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó.
- \_\_\_\_ 1990b. Kiegészítések a "Röpirathoz" (Compléments au "Pamphlet"). *Közgazdasági Szemle* 37 (7–8), pp. 769–93.
- \_\_\_\_ 1990c [1989]. *The Road to a Free Economy. Shifting from a Socialist System : The Example of Hungary*. New York : W. W. Norton. En français : *Du socialisme au capitalisme. L'exemple de la Hongrie*. Paris : Gallimard, 1990. (Traduit de l'anglais par Rose Saint-James)
- \_\_\_\_ 1992a. The Postsocialist Transition and the State : Reflections in the Light of Hungarian Fiscal Problems. *American Economic Review* 82 (2), pp. 1–20.
- \_\_\_\_ 1992b. The Principles of Privatization in Eastern Europe. *De Economist* 142 (2), pp. 153–76.
- \_\_\_\_ 1992c. *The Socialist System. The Political Economy of Communism*. Princeton NJ–Oxford : Princeton University Press–Oxford University Press. En français : *Le système socialiste. L'économie politique du communisme*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble, 1996. (Traduit du hongrois par Lilli Berkó et Kitty Kozma-Dombrowszky)
- \_\_\_\_ 1992d. Visszaesés, veszteglés vagy fellendülés (Récession, stagnation ou prospérité). *Magyar Hírlap* December 24, 1992, pp. 12–3.
- \_\_\_\_ 1993a. *A szocialista rendszer. Kritikai politikai gazdaságtan* (Le système socialiste. Économie politique critique) Budapest, HVG Kiadó.
- \_\_\_\_ 1993b. Market Socialism Revisited. In *The Tanner Lectures on Human Values*, edited by Grethe B. Peterson. Salt Lake City : University of Utah Press, pp. 3–41. En français : « Le socialisme de marché revisité », in : *La transformation économique postsocialiste*. Bernard Chavance et Mehrdad Vahabi, eds. Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2001, pp. 47–72.
- \_\_\_\_ 1993c. The Evolution of Financial Discipline under the Postsocialist System. *Kyklos* 46 (3), pp. 315–36. En français : « L'évolution de la discipline financière dans le système postsocialiste », in : *La transformation économique postsocialiste*. Bernard Chavance et Mehrdad Vahabi, eds. Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2001, pp. 93–109.
- \_\_\_\_ 1993d. *Útkeresés*. (Recherche du chemin). Budapest, Századvég Kiadó.

- \_\_\_\_\_ 1994a. A legfontosabb : A tartós növekedés (La croissance durable comme priorité principale). (Série de 5 articles) *Népszabadság* 29 août, p. 11.; 30 août, p. 11.; 31 août, p. 11; 1er septembre, p. 11; 2 septembre, p. 11.
- \_\_\_\_\_ 1994b [1957]. *Overcentralization in Economic Administration*. Oxford : Oxford University Press.
- \_\_\_\_\_ 1994c. Péter György, a reformközgazdász (György Péter, économiste de la réforme). In *Egy reformközgazdász emlékére : Péter György, 1903–1969*. János Árvay et András Hegedűs B (eds.) Budapest : Cserépfalvi Könyvkiadó–T-Twins Kiadó, pp. 75–89.
- \_\_\_\_\_ 1995. Lasting Growth as the Top Priority : Macroeconomic Tensions and Government Economic Policy in Hungary. *Acta Oeconomica* 47 (1-2) pp. 1-38. En français : « La croissance durable comme priorité principale : tensions macroéconomiques et politique économique en Hongrie », in : *La transformation économique postsocialiste*. Bernard Chavance et Mehrdad Vahabi, eds. Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2001, pp. 167-206.
- \_\_\_\_\_ 1996a. Kiigazítás recesszió nélkül. Esettanulmány a magyar stabilizációról. *Közgazdasági Szemle*, 43(7–8) pp. 585–613. En français : « L'ajustement sans récession : une étude de cas de la stabilisation hongroise », in : *La transformation économique postsocialiste*. Bernard Chavance et Mehrdad Vahabi, eds. Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2001, pp. 207-234.
- \_\_\_\_\_ 1996b. *Vergődés és remény. Gondolatok a gazdasági stabilizációról és a jóléti állam reformjáról*. (Sursaut et espoir. Réflexion sur la stabilisation économique et la réforme de l'État-providence) Budapest, Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó.
- \_\_\_\_\_ 1997. Mit jelent és nem jelent a rendszerváltás. (Que signifie et que ne signifie pas le changement de régime). *Kritika*, 26. évf. 8. sz. 2–8. p.
- \_\_\_\_\_ 1998a. From Socialism to Capitalism. What is Meant by the “Change of System”? London : Centre for Post-Collectivist Studies. En français : "Du socialisme au capitalisme : la signification du “changement de système”", in : *Capitalisme et socialisme en perspective. Évolution et transformation des systèmes économiques*. Bernard Chavance, Éric Magnin, Ramine Motamed-Nejad, Jacques Sapir, eds. Paris : La Découverte, 1999.
- \_\_\_\_\_ 1998. *Az egészségügy reformjáról* (Sur la réforme du système de santé). Budapest : Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó.
- \_\_\_\_\_ 2000a. Tíz évvel a Röpirat angol kiadásának megjelenése után. A szerző önértékelése. (Dix ans après la publication de l'édition anglaise de Pamphlet. Autoévaluation de l'auteur). *Közgazdasági Szemle*, 47(9) pp. 647–661.

- 2000b. What the Change of the System from Socialism to Capitalism Does and Does Not Mean. *Journal of Economic Perspectives* 14 (1), pp. 27–42.
2001. Ten Years After the Road to a Free Economy : The Author's Self Evaluation. In *Annual Bank Conference on Development Economics 2000*, edited by Boris Pleskovich and Nicholas Stern. Washington DC : The World Bank, pp. 49–66. En français : « Dix ans après *The Road to a Free Economy* : L'auto-évaluation de l'auteur », in : *La transformation économique postsocialiste*. Bernard Chavance et Mehrdad Vahabi, eds. Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2001, pp. 263–278.
2004. *What Can Countries Embarking on Post-Socialist Transformation Learn from the Experiences So Far?* Cuba Transition Project. Institute for Cuban and Cuban-American Studies, University of Miami.
- Bognár, Géza, Róbert Gál et János Kornai 2000. Hálapénz a magyar egészségügyben (Les dessous-de-table dans le système de santé hongrois). *Közgazdasági Szemle* 47 (4), pp. 293–320.
- Csontos, László, János Kornai et István György Tóth 1996a. Adótudatosság, fiskális illúziók és a jóléti rendszer reformja : egy empirikus vizsgálat első eredményei (Conscience et illusions de la fiscalité et de la réforme de l'État-providence : premier résultats d'un examen empirique). In Andorka Rudolf, Tamás Kolosi et György Vukovich (eds.) : *Társadalmi Riport*. Budapest, TÁRKI, pp. 238–271.
- 1996b. Az állampolgár, az adók és a jóléti rendszer fogalma (Notions de citoyenneté, d'impôts et de système de l'État-providence). *Századvég*, „új folyam”, 1 (2), pp 3–28.
- Kornai, János, Zsuzsa Dániel, Anna Jónás et Béla Martos 1972. Tervszondázás. (Sondage du plan). *Közgazdasági Szemle*, 19 (9), pp. 1031–1050.
- Kornai, János, and Karen Eggleston 2001. *Welfare, Choice and Solidarity in Transition : Reforming the Health Sector in Eastern Europe*. Cambridge UK : Cambridge University Press.
2004. Egyéni választás és szolidaritás. *Az egészségügy intézményi mechanizmusának reformja Kelet-Európában* (Choix individuel et solidarité. La réforme du secteur de santé en Europe de l'Est). Budapest : Nemzeti Tankönyvkiadó.
- Kornai, János, János Kovács, et Ádám Schmidt 1969. *Észrevételek Intézetünk munkájához : Munkastílus, irányítás, nevelés, szervezet* (Réflexions sur le travail de notre institut : Style de travail, administration, formation et organisation). Mimeo. Budapest : MTA Közgazdaságtudományi Intézet.

- Kornai, János et Tamás Lipták 1959. *A nyereségérdekeltség matematikai vizsgálata* (L'analyse mathématique des stimulants du profit). Mimeo. Budapest : Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó.
- \_\_\_\_\_. 1962. A Mathematical Investigation of Some Economic Effects of Profit Sharing in Socialist Firms. *Econometrica* 30 (1), pp. 140–61.
- \_\_\_\_\_. 1965. Two-Level Planning. *Econometrica*, 33(1), pp. 141–169.
- Kornai János, et Béla Martos 1971. Gazdasági rendszerek vegetatív működése. (Fonctionnement végétatif des systèmes économiques). *Sigma*, 4 (1–2), pp. 35–50.
- \_\_\_\_\_. 1973. Autonomous Control of the Economic System. *Econometrica* 41 (3), pp. 509–28.
- \_\_\_\_\_. (eds.). 1981. *Non-Price Control*. Amsterdam : North-Holland.
- Kornai, János, Eric S. Maskin, et Gérard Roland 2003. Understanding the Soft Budget Constraint. *Journal of Economic Literature* 41 (4), pp. 1095–136.
- \_\_\_\_\_. 2004. A puha költségvetési korlát. (Limite du budget lâche). *Közgazdasági Szemle*, 51 (7–8), pp. 608–624; (9), pp. 777–809.
- Kornai, János et Ágnes Matits 1987. *A vállalatok nyereségének bürokratikus újraelosztása* (La redistribution bureaucratique du profit de l'entreprise). Budapest : Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó.
- Kornai János, et John McHale 2001. Elternek-e a nemzetközileg szokásostól a posztszocialista országok egészségügyi kiadásai? (Les dépenses de santé des pays post-socialistes différent-elles du modèle international ?). *Közgazdasági Szemle*, 48 (7–8), pp. 555–580.
- Kornai, János and Susan Rose-Ackerman (eds.) 2004a. *Building a Trustworthy State in Post-Socialist Transition*. New York : Palgrave Macmillan.
- Kornai, János, Bo Rothstein, and Susan Rose-Ackerman (eds.) 2004b. *Creating Social Trust in Post-Socialist Transition*. New York : Palgrave Macmillan.
- Kornai, János and Jörgen W. Weibull 1983. Paternalism, Buyers' and Sellers' Market. *Mathematical Social Sciences* 6 (2), pp. 153–69.

#### *Publications d'autres auteurs*

- Aczél Tamás et Tibor Méray 1989 [1959]. *Tisztító vihar. Adalékok egy korszak történetéhez* (Orage purificateur. Ajouts à l'histoire d'une époque). 1–2. kötet. Szeged, JATE.
- Ady, Endre 2004. *Ady Endre összes versei* (Intégrale des poèmes de Endre Ady). Budapest : Osiris.

- Aghion, Philippe and Peter Howitt (eds.) 1998. *Endogenous Growth Theory*. Cambridge MA : MIT Press.
- Akerlof, George A. 1970. The Market for “Lemons.” Quality Uncertainty and the Market Mechanism. *Quarterly Journal of Economics* 84 (3), pp. 488–500.
- Antal, László 1982. Fejlődés kitérővel – A magyar gazdasági mechanizmus a 70-es években (Développement avec un détour. Le mécanisme économique hongrois dans les années 1970). *Gazdaság* 14 (2), pp. 28–56.
- Arrow, Kenneth J. 1951. Alternative Approaches to the Theory of Choice in Risk-Taking Situations. *Econometrica* 19 (4), pp. 404–37.
- \_\_\_\_\_. 1971. *Selected Readings in Economic Theory from Econometrica*. Cambridge MA : MIT Press.
- \_\_\_\_\_. 1973a. Rawls's Principle of Just Saving. *Scandinavian Journal of Economics* 75 (4), pp. 323–35.
- \_\_\_\_\_. 1973b [1963]. *Social Choice and Individual Values*. 2nd ed. New Haven : Yale University Press.
- \_\_\_\_\_. 1974. General Economic Equilibrium : Purpose, Analytic Techniques, Collective Choice. *American Economic Review* 64 (3), pp. 253–72.
- Arrow, Kenneth J., Samuel Karlin, and Herbert E. Scarf 1958. *Studies in the Mathematical Theory of Inventory and Production*. Stanford : Stanford University Press.
- Babits, Mihály 1998 [1936]. *Az európai irodalom története* (Histoire de la littérature européenne). Budapest : Merényi.
- Bácskai Tamás et Elemér György Terták 1983. Mesterséges érdek – növekedési kényszer (Intérêt artificiel – contrainte de croissance). *Valóság*, 26 (10), pp. 91–94.
- Baráth, Magdolna 1999. Az MDP vezetése és a rehabilitáció (La direction du MDP et la réhabilitation). *Műltunk* 44 (4), pp. 40–97.
- Barro, Robert J. and Herschel I. Grossman 1971. A General Disequilibrium Model of Income and Employment. *American Economic Review* 61 (1), pp. 82–93.
- Bergson, Abram 1948. Socialist Economics. In *A Survey of Contemporary Economics*, edited by Howard S. Ellis. Philadelphia : Blakiston, pp. 412–48.
- Blahó, Miklós 2003. A fő cél a tartós növekedés. Interjú Kornai Jánossal (L'objectif principal est la croissance durable. Interview de János Kornai). *Népszabadság* 25 janvier, 2003, pp. 23. et 27.
- Blanchard, Olivier 1999. Interjú Kornai Jánossal (Interview de János Kornai). *Közgazdasági Szemle*, 46 (3), pp. 201–212.
- Böhm-Bawerk, Eugen von 1926 [1896]. Zum Abschluss des Marxschen Systems. In Weiss, Franz X. (Hrsg.): *Eugen von Böhm-Bawerks kleinere*

- Abhandlungen über Kapital und Zins. Der gesammelten Schriften 2. Band.* Wien–Leipzig, Hölder-Pichler-Tempsky A.G., 321–435. p.
- Bolygó, János 1966. Mit kutatott professzor Montias Magyarországon? (Quel était l'objet de la recherche du Professeur Montias en Hongrie?) *Magyar Nemzet* 3 juillet 1966, p. 7.
- Bosworth, Barry P. 1990. Which Way to the Market? *New York Times Book Review* 27 mai 1990, p. 17.
- Boulding, Kenneth E. 1966 [1941]. *Economic Analysis*. 4th ed. New York : Harper and Row.
- Braham, Randolph L. 1988 [1981]. *A magyar holocaust* (L'holocauste en Hongrie). Vol. 1-2. Budapest–Wilmington, Gondolat – Blackburn International Incorporation.
- Brámer, Frigyes 1997 [1972]. Koncentrációs tábor a Rabbiképző épületében (Le camp de concentration dans le bâtiment du Séminaire rabbinique). In *Évkönyv*, Sándor Scheiber, ed. Budapest : Magyar Izraeliták Országos Képviselete, pp. 219–28.
- Bródy, András 1956. A hóvégi hajrá és gazdasági mechanizmusunk (La précipitation de la fin du mois et notre mécanisme économique). *Közgazdasági Szemle* 3 (7–8), pp. 870–83.
- \_\_\_\_\_. 1969. *Érték és újratermelés*. (Valeur et reproduction). Budapest, Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó.
- Camus, Albert 1991 [1942]. *The Plague*. Translated by Stuart Gilbert (1948). New York : Vintage International.
- Carlin, Wendy, Steven Fries, Mark E. Schaffer, and Paul Seabright 2001. Competition and Enterprise Performance in Transition Economies : Evidence from a Cross-Country Survey. *EBRD Working Paper* Nr. 62. London : EBRD.
- Chikán, Attila (ed.) 1989. *Készletek, ciklusok, gazdaságirányítás. A magyar gazdaság készletalakulása és befolyásoló tényezői, 1960–1986* (Stocks, cycles, gestion économique. L'état des stocks dans l'économie hongroise et ses facteurs, 1960–1986). Budapest : Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó.
- \_\_\_\_\_. 2004. A hiány szerepe az átmenet szellemi előkészítésében (Le rôle de “L’économie de la pénurie” dans la préparation intellectuelle du changement de régime). *Magyar Tudomány* 49 (7), pp. 698–707.
- Coles, Peter 1999. *Einstein and the Total Eclipse*. Cambridge : Icon Books.
- Csoóri, Sándor 1990. Nappali hold. II. rész (La lune en plein jour, 2e partie). *Hitel* 3 (18), 5 septembre, p. 5.
- Dahl, Robert A. 1979 [1971]. *Polyarchy*. New Haven–London : Yale University Press.
- Debreu, Gerard 1965 [1959]. *Theory of Value. An Axiomatic Analysis of Economic Equilibrium*. New York : Wiley J.

- Denton, Nicholas 1990. On the Brink of Transformation. *Financial Times* 17 septembre 1990, p. II.
- Deutscher, Isaac 1968 [1949]. *Stalin : A Political Biography*. Oxford : Oxford University Press.
- Devons, Ely 1959. A Study in Central Planning. Evidence from Inside. *The Guardian* 22 octobre 1959, pp. 10–11.
- Dewatripont, Mathias, and Eric S. Maskin 1995. Credit and Efficiency in Centralized and Decentralized Economies. *Review of Economic Studies* 62 (4), pp. 541–55.
- Djankov, Simeon D. and Peter Murrell 2002. Enterprise Restructuring in Transition Economies : A Quantitative Survey. *Journal of Economic Literature* 40 (3), pp. 739–92.
- Donáth, Ferenc (ed. principal) 1981. *Bibó-emlékkönyv* (À la mémoire de Bibó). Vols 1–2. Samizdat.
- Dorfman, Robert, Paul A. Samuelson, and Robert M. Solow. 1987 [1958]. *Linear Programming and Economic Analysis*. New York : Dover Publications.
- Draaisma, Douwe 2003. *Miért futnak egyre gyorsabban az évek?* ? (Pourquoi les années filent-elles de plus en plus vite?). Budapest, Typotex.
- Durant, Will 1996 [1926]. *A gondolat hősei* (Les héros de la pensée). Budapest, Göncöl.
- Ericson, Richard E. 1994. Book Review. *Journal of Comparative Economics* 18 (3), pp. 495–97.
- Esterházy, Péter 2003. Mik vogymuk. 1. könyv. (Ce que nous sommes. Livre 1). *Élet és Irodalom*, 9 mai, p. 3.
- Esze, Zsuzsa 1956. Egy kandidáusi értekezés vitája (Discussion d'une thèse de doctorat). *Közgazdasági Szemle* 3 (11–12), pp. 1483–95.
- Eucken, Walter 1965 [1940]. *Die Grundlagen der Nationalökonomie*. Berlin–Heidelberg, Springer.
- F. Liska, Tibor 1998. A Liska-modell (Le modèle de Liska). *Közgazdasági Szemle* 45 (10), pp. 940–53.
- Fejtő, Ferenc 1957. La première autocritique des “communistes nationaux” hongrois. *France Observateur*, 8, 31 janvier, p. 6.
- Fóthy, János 1945. *Horthyliget – A magyar ördögsziget* (Horthy-liget – L’île du diable hongroise). Budapest : Müller Károly Könyvkiadóvállalat.
- Frey, Bruno S. 2003. Publishing as Prostitution? Choosing between One's Own Ideas and Academic Failure. *Public Choice* 116 (1–2), pp. 205–23.
- Friss, István 1957. Népgazdaságunk vezetésének néhány gyakorlati és elméleti kérdéséről (Quelques questions empiriques et théoriques concernant la direction de notre économie). *Népszabadság* 2 octobre, pp. 3–4.

- Gans, Joshua S. and George B. Shepherd 1994. How Are the Mighty Fallen : Rejected Articles by Leading Economists. *Journal of Economic Perspectives* 8 (1), pp. 165–79.
- Gács, János et János Kőllő (eds.) 1998. *A "túlzott központosítástól" az átmenet stratégiájáig : Tanulmányok Kornai Jánosnak* (De "La Surcentralisation" à la stratégie de transition. Études pour János Kornai). Budapest : Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó.
- Gáll, Ernő 2003. *Napló* (Journal). Vol. 1. Budapest : Polis Könyvkiadó.
- Gimes, Miklós 1956. Magyar Szabadság (La liberté hongroise). *Magyar Szabadság* 29 octobre, p. 1.
- Goldfeld, Stephen M. and Richard E. Quandt 1988. Budget Constraints, Bailouts and the Firm under Central Planning. *Journal of Comparative Economics* 12 (4), pp. 502–20.
- \_\_\_\_\_. 1990. Output Targets, the Soft Budget Constraint and the Firm under Central Planning. *Journal of Economic Behavior and Organization* 14 (2), pp. 205–22.
- \_\_\_\_\_. 1993. Uncertainty, Bailouts, and the Kornai Effect. *Economics Letters* 41 (2), pp. 113–9.
- Gregory, Paul R. and Robert C. Stuart 1997 [1974]. *Comparative Economic Systems*. 6th ed. Boston : Houghton Mifflin.
- Grosfeld, Irena 1989. Disequilibrium Models of Investment. In *Models of Disequilibrium and Shortage in Centrally Planned Economies*, edited by Christopher Davis and Wojciech W. Charemza. New York : Chapman and Hall, pp. 361–74.
- Gulyás, Emil 1957–1958. *Az áratermelés, értéktörvény és pénz a szocializmusban* (Production, loi de la valeur et monnaie dans le socialisme). Manuscrit.
- „Gy” (initiale) 1991. Skizze eines Reformprogramms am Beispiel Ungarns. *Neue Zürcher Zeitung* Fernausgabe, 212, 30 Juin/1er Juillet 1991, p. 7.
- Haberler, Gottfried von 1963 [1937]. *Prosperity and Depression. A Theoretical Analysis of Cyclical Movements*. 5th ed. London : Allen and Unwin.
- Hahn, Frank 1973. The Winter of Our Discontent. *Economica* 40 (159), pp. 322–30.
- Halda, Alíz 2002. *Magánügy. Dokumentum/regény* (Une affaire privée. Documentaire/nouvelle). Budapest : Noran.
- Hašek, Jaroslav 2002 [1920–1923]. *Švejk : egy derék katona kalandjai a világháborúban* (Les aventures du brave soldat Chveik dans la première guerre mondiale). Budapest, Ciceró.
- Hayek, Friedrich A. von (ed.) 1975 [1935]. *Collectivist Economic Planning. Critical Studies on the Possibilities of Socialism*. Clifton NJ : A. M. Kelly.

- \_\_\_\_\_ 1991 [1944]. *Út a szolgásághoz* (La route de la servitude). Budapest, Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó.
- Hegedűs, András 1990. A bolsevik grand-seigneur tragédiája (La tragédie du grand-seigneur bolchevik). *Pesti Hírlap* 3 Novembre 1990, p. 8.
- Heisenberg, Werner 1967 [1958]. Fizika és filozófia (Physique et philosophie). In Heisenberg, Werner : *Válogatott tanulmányok* (Sélection de textes). Budapest, Gondolat, pp. 71–197.
- Heller, Farkas 1988 [1919–20]. *Közgazdaságtan* (Économie). Vols 1–2. 5e éd. Budapest : Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó.
- Hicks, John R. 1937. Mr. Keynes and the Classics : A Suggested Interpretation. *Econometrica* 5 (2), pp. 147–59.
- \_\_\_\_\_ 1978 [1939]. Érték és tőke. *A közigazdasági elmélet néhány alapelveinek vizsgálata* (Valeur et capital : Enquête sur divers principes fondamentaux de la théorie économique). Budapest, Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó.
- Híd-csoport 1990. Híd a közeli jövőbe (Un pont vers le proche futur). *Közgazdasági Szemle* 37 (4), pp. 442–58.
- Hirschman, Albert O. 1988 [1958]. *The Strategy of Economic Development*. Boulder : Westview Press.
- \_\_\_\_\_ 1995 [1970]. *Kivonulás, tiltakozás, hűség* (Défection, contestation, loyauté). Budapest, Osiris.
- Hoffman, David E. 2002. *The Oligarchs. Wealth and Power in the New Russia*. New York : Public Affairs.
- Huizinga, Johan 1996 [1919]. *The Autumn of the Middle Ages*. Chicago : University of Chicago Press.
- “Hungaricus” (Sándor Fekete) 1959 [1956–1957]. *Quelques enseignements de la révolution nationale et démocratique hongroise*. Bruxelles : Imre Nagy Institute.
- \_\_\_\_\_ 1989 [1956–1957]. *Az 1956-os felkelés okairól és tanulságairól* (Sur les causes et les leçons du soulèvement de 1956). Budapest : Kossuth Könyvkiadó.
- József, Attila 2003. *József Attila összes versei* (Poèmes complets d'Attila József). Budapest : Osiris.
- Juhász, Andor 1934. *Halló, itt London!* (Allô! Ici Londres). Budapest : Révai.
- Kalecki, Michal. 1965 [1954]. *Theory of Economic Dynamics : An Essay on Cyclical and Long-Run Changes in Capitalist Economy*. 2nd ed. London : Allen and Unwin.
- Karagedov, Rajmond G. 1982. Mechanizm funkcionirovaniya socialisticheskoy ekonomiki. (Le mécanisme de fonctionnement de l'économie socialiste) *Izvestija Sibirskava Otdeleniya Akademij Nauk SSSR* 3 (11), pp. 115–28.

- Kardelj, Edvard 1981. *Visszaemlékezések* (Souvenirs). Újvidék, Fórum Könyvkiadó.
- Karinthy, Ferenc 1994. *Napló* (Journal). Budapest : Littoria.
- Karinthy, Frigyes. 2001 [1914]. A felelős ember (L'homme responsable). In *Humoreszkek*, Vol. 2. Budapest : Akkord, pp. 155–7.
- Karsai, Gábor 1993. A szocializmus genetikai programja (Le programme génétique du socialisme). *Figyelő* 37, 11 novembre, pp. 17–9.
- Kék Szalag Bizottság 1990. [*A Bizottság*] *Gazdasági Programjavaslata* (Recommandations pour un programme économique). Budapest : Kék Szalag Bizottság.
- Kende, Péter 1955. *Kritikai jegyzetek a marxizmus gazdasági tanaihoz* (Remarques critiques sur les théories économiques du marxisme). Manuscrit.
- \_\_\_\_\_ 1959. L'intérêt personnel dans le système d'économie socialiste. *Revue économique* 10 (3), pp. 340–64.
- \_\_\_\_\_ 1964. *Logique de l'économie centralisée. Un exemple : la Hongrie*. Paris : Société d'Édition d'Enseignement Supérieur.
- \_\_\_\_\_ 1966. *A Szabad Nép szerkesztőségében. Tanulmányok a magyar forradalomról* (Dans les bureaux d'édition de Szabad Nép. Études sur la révolution hongroise). München : Auróra.
- Kenedi, János 1981. "Tíed az ország, magadnak építéd" (Le pays t'appartient, tu le construis pour toi-même). Párizsi Magyar Füzetek Könyvei.
- \_\_\_\_\_ 1996. *Kis állambiztonsági olvasókönyv. Október 23. – március 15. – június 16* (Petite anthologie de la sécurité d'État. 23 octobre –15 mars –16 juin). Vol. 1–2. Budapest : Magvető.
- Keynes, John M. 1965 [1936]. A foglalkoztatás, a kamat és a pénz általános elmélete (Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie). Budapest, Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó.
- K. I. 1958. A Közgazdaságtudományi Intézetről (Sur l'Institut de Science Économique). *Közgazdasági Szemle*, 5 (8–9), pp. 939–948.
- Klaniczay, Gábor 2003. *Ellenkultúra a hetvenes-nyolcvanas években* (La contre-culture dans les années 1970 et 1980). Budapest : Noran.
- Klaus, Václav and Dušan Tříška 1997 [1994]. Review of János Kornai's *The Socialist System : The Political Economy of Communism*. In *Renaissance : The Rebirth of Liberty in the Heart of Europe*, by Václav Klaus. Cato Institute : Washington, pp. 163–9.
- Koopmans, Tjalling C. 1957. *Three Essays on the State of Economic Science*. New York : MacGraw-Hill.
- Koopmans, Tjalling C. and John M. Montias 1971. On the Description and Comparison of Economic Systems. In *Comparison of Economic Systems*, edited by Alexander Eckstein. Berkeley : University of California Press, pp. 27–78.

- Kovács, András 1968. Falak (Murs). *Új Írás* 8 (3), pp. 28–48.
- Kovács, Imre 1989 [1937]. *A néma forradalom* (La révolution silencieuse). Budapest : Cserépfalvi–Gondolat–Tevan.
- Központi Statisztikai Hivatal 1996. *Magyar Statisztikai Évkönyv, 1995* (Annuaire Statistique de la Hongrie, 1995). Budapest : Központi Statisztikai Hivatal.
- Krausz, Tamás 1994. A történeti politikai gazdaság (Une économie politique non-historique). *Eszmélet* 6 (24), pp. 157–78.
- Kuhn, Thomas S. 2002 [1962]. *A tudományos forradalmak szerkezete* (La structure des révolutions scientifiques). Budapest, Osiris.
- Laibson, David and Richard Zeckhauser 1998. Amos Tversky and the Ascent of Behavioral Economics. *Journal of Risk and Uncertainty* 16 (1), pp. 7–47.
- Laczik, Erika 2005. Egy besúgó tisztkereszttel (Un informateur avec la Croix d'Officier). *Magyar Nemzet* 29 janvier, pp. 1. and 5.
- Laki, Mihály 1989. Az új politikai szervezetek a gazdaságpolitikáról és a gazdaságirányításról (Les nouvelles organisations politiques pour la politique économique et la direction économique). *Tervgazdasági Fórum* 5 (4), pp. 1–16.
- \_\_\_\_\_. 1990. *Rendszerváltás küszöbén. Az ellenzéki pártok gazdaságpolitikai programjai* (Au seuil du changement de régime. Programmes de politique économique des partis d'opposition). Mimeo. Budapest : Közgazdasági Információs Szolgálat.
- Lange, Oscar 1968 [1936–37]. On the Economic Theory of Socialism. In *On the Economic Theory of Socialism*, edited by Benjamin E. Lippincott. New York–Toronto–London : McGraw Hill, pp. 57–143.
- Leijonhufvud, Axel 1968. *On Keynesian Economics and the Economics of Keynes. A Study in Monetary Theory*. New York : Oxford University Press.
- Lengyel, László 2002. *A távol közelében. Kérdez : Hankiss Elemér* (De près, jusqu'à loin. Interview par Elemér Hankiss). Budapest : Helikon Kiadó.
- Lengyel, László et Miklós Polgár 1980. Gazdasági elvek, etikai elvek – és a valóság (Les principes économiques, les principes éthiques et la réalité). *Valóság* 23 (9), pp. 101–7.
- Lenin, Vlagyimir I. 1974 [1920]. A baloldaliság, a kommunizmus gyermekbetegsége (Le «gauchisme», maladie infantile du communisme). In *Lenin összes művei*. Vol. 41. Budapest, Kossuth Könyvkiadó, pp. 3–99.
- Lerner, Abba P. 1975 [1944]. *Economics of Control. Principles of Welfare Economics*. New York : A. M. Kelley.
- Lindbeck, Assar 1977 [1971]. *The Political Economy of the New Left : An Outsider's View*. New York : Harper and Row.

- \_\_\_\_\_ 1988. Individual Freedom and Welfare State Policy. *European Economic Review* 32 (2–3), pp. 295–318.
- Lindblom, Charles E. 1977. *Politics and Markets*. New York : Basic Books.
- Liska, Tibor 1988 [1966]. *Ökonosztát : Felkészülés a mechanizmusreformra* (Econostat. Préparation à la réforme du mécanisme). Budapest : Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó.
- Liska, Tibor et Antal Mária 1954. A gazdaságosság és a nemzetközi munkamegosztás (L'efficacité économique et la division internationale du travail). *Közgazdasági Szemle* 1 (1), pp. 75–94.
- Lőcsei, Pál 1995. “Politikai és lelkiismereti lázadás volt...” (C’était une révolte politique et morale...). *Respublika* 2 (13), pp. 36–40.
- Lukács György 1945. *Írástudók felelőssége* (La responsabilité des intellectuels). Budapest, Szikra.
- \_\_\_\_\_ 1949 [1945]. *Balzac, Stendhal, Zola* (Balzac, Stendahl, Zola). Budapest, Hungária.
- Mádl Antal et Györi Judit (eds.) 1980. *Thomas Mann és Magyarország*. (Thomas Mann et la Hongrie). Budapest, Gondolat.
- Magyar Dolgozók Pártja Központi Vezetősége 1955. A Magyar Dolgozók Pártja Központi Vezetőségének határozata a politikai helyzetről és a párt feladatairól (Décision du Comité central du Parti des Travailleurs Hongrois sur la situation politique et les tâches du parti). *Szabad Nép* 9 mars, pp. 1–2.
- Malinvaud, Edmond 1967. Decentralized Procedures for Planning. In *Activity Analysis in the Theory of Growth and Planning*, edited by Edmond Malinvaud and M. O. L. Bacharach. London–New York : Macmillan–St. Martin’s Press, pp. 170–208.
- Malinvaud, Edmond and M. O. L. Bacharach (eds.). 1967. *Activity Analysis in the Theory of Growth and Planning*. London–New York : Macmillan–St. Martin’s Press.
- Marx, Karl 1978 [Livre I 1867, Livre II 1885, Livre III 1896]. *A tőke. A politikai gazdaságtan bírálata* (Le Capital. Critique de l’économie politique). Budapest, Kossuth.
- Marx, Karl et Friedrich Engels 1998 [1848]. *Kommunista Kiáltvány* (Le Manifeste communiste). Budapest, Scholar.
- Maskin, Eric S. and András Simonovits (eds.) 2000. *Planning, Shortage, and Transformation. Essays in honor of János Kornai*. Cambridge MA : MIT Press.
- Matolcsy, György 1997. Kiigazítás recesszióval. Kemény költségvetési és puha piaci korlát (L’ajustement avec récession. La contrainte budgétaire lâche et la contrainte de marché dure). *Közgazdasági Szemle* 44 (9), pp. 782–98.
- McCloskey, Donald N. 1982. *The Rhetoric of Economics*. Canberra : Australian National University.

- Molnár, Endre 1957. Revisionista nézetek a szocialista állam gazdasági szerepérol (Les idées révisionnistes sur le rôle économique de l'État socialiste) *Társadalmi Szemle* 12 (2), pp. 44–59.
- Montias, John M. 1976. *The Structure of Economic Systems*. New Haven : Yale University Press.
- \_\_\_\_\_. 1982. *Arts and Artisans in Delft : A Socio-Economic Study of the Seventeenth Century*. Princeton NJ : Princeton University Press.
- \_\_\_\_\_. 1989. *Vermeer and His Milieu : A Web of Social History*. Princeton NJ : Princeton University Press.
- \_\_\_\_\_. 2002. *Art at Auction in 17th Century Amsterdam*. Amsterdam : Amsterdam University Press.
- Müller, Rolf 1999. Napi operatív információs jelentések, 1979–1989 (Les rapports opérationnels quotidiens). In *A Történeti Hivatal Évkönyve 1999*, György Gyarmati, ed. Budapest : Történeti Hivatal, pp. 251–84.
- Nagy, Csaba 1994. Lázadás a Szabad Népnél 40 évvel ezelőtt. Beszélgetés Lőcsei Pállal és Méray Tiborral (La révolte à Szabad Nép il y a 40 ans. Conversation avec Pál Lőcsei et Tibor Méray). *Kritika* 23 (10), pp. 10–11.
- Nagy, Imre 1954. *Egy évtized. Válogatott beszédek és írások (1948–1954)* (Une décennie. Discours et écrits choisis, 1948–1954). Budapest : Szikra.
- Neumann János 2003 [1955]. A legújabb tudományos fejlődés hatása a gazdaságra és a közgazdaságtanra (L'impact des développements scientifiques récents sur l'économie et la science économique). In *Neumann János válogatott írásai*. Budapest, Typotex, pp. 346–349.
- Nove, Alec 1960. Overcentralization in Economic Administration. *Economica* 27 (108), pp. 389–91.
- \_\_\_\_\_. 1992. A kommunizmus kudarcának természetrájza. (Nature de l'échec du communisme). *Európa Fórum*, 2 (4) pp. 101–103.
- Novobáczky, Sándor 1956. Különös emberek (Drôles de gens). *Irodalmi Újság* 6 octobre, p 1.
- Nozick, Robert 1998 [1974]. *Anarchy, State and Utopia*. Oxford : Blackwell.
- Nyiri, Sándor 1994. A Péter György elleni büntetőeljárás (L'enquête criminelle contre György Péter). In *Egy reformközgazdász emlékére : Péter György, 1903–1969*, János Árvay et András B. Hegedűs, eds. Budapest : Cserépfalvi Könyvkiadó–T-Twins Kiadó, pp. 45–7.
- Ortega y Gasset, José 2003 [1929]. *Tömegek lázadása* (La révolte des masses). Budapest, Nagyvilág.
- Orwell, George 2004 [1949]. *1984* (1984). Budapest, Európa.
- Papandreou, Andreas G. 1972. *Paternalistic Capitalism*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Passel, Peter 1990. Socialist Eggs, Market Omlet. *New York Times* 11 avril 1990, p. 2.

- Péter, György 1954. A gazdaságosság jelentőségéről és szerepérol a népgazdaság tervszerű irányításában (L'importance et la signification de l'efficacité économique dans la gestion planifiée de l'économie). *Közgazdasági Szemle* 1 (3), pp. 300–24.
- \_\_\_\_\_. 1956. A gazdaságosság és a jövedelmezőség jelentősége a tervgazdaságban (L'importance de l'efficacité économique et de la rentabilité dans l'économie planifiée). *Közgazdasági Szemle* 3 (6), pp. 695–711 et (7–8), pp. 851–69.
- \_\_\_\_\_. 1957. A gazdasági vezetés túlzott központosítása. Kornai János tanulmányáról ("La surcentralisation de la direction économique". Sur l'étude de János Kornai). *Magyarország* 1 (1), p. 2.
- Péteri, György 1997. New Course Economics. The Field of Economic Research in Hungary after Stalin, 1953–56. *Contemporary European History* 6 (3), pp. 295–327.
- \_\_\_\_\_. 1998. *Academia and State Socialism*. Highland Lakes NJ : Atlantic Research and Publications.
- \_\_\_\_\_. (ed.) 2001. *Intellectual Life and the First Crisis of State Socialism in East Central Europe, 1953–1956*. Trondheim Studies on East European Cultures and Societies, No. 6.
- Phillips, Albin W. 1958. The Relation between Unemployment and the Rate of Change of Money Wage Rates in the United Kingdom, 1861–1957. *Economica* 25 (2), pp. 283–99.
- Pigou, Arthur C. 2002 [1920]. *The Economics of Welfare*. New Brunswick NJ : Transaction Publishers.
- Pogonyi, Lajos 2003. A munkásosztály megsemmisítése. Interjú Vajda Mihályval (L'annihilation de la classe ouvrière. Interview avec Mihály Vajda). *Népszabadság* 15 octobre, p. 14.
- Portes, Richard and David Winter 1980. Disequilibrium Estimates for Consumption Goods Markets in Centrally Planned Economies. *Review of Economic Studies* 47 (1), pp. 137–59.
- Qian, Yingyi 1994. A Theory of Shortage in Socialist Economies based on the "Soft Budget Constraint." *American Economic Review* 84 (1), pp. 145–56.
- Rainer, M. János 1999. *Nagy Imre – Politikai életrajz* (Imre Nagy. Une biographie politique. Vol. 2, 1953–1958). Budapest : 1956-os Intézet.
- Rawls, John 1999 [1971]. *A Theory of Justice*. Cambridge MA : Belknap Press.
- Réti, Pál 1989. Miénk az ország (Le pays nous appartient). *Heti Világ* gazdaság November 11, 1990, pp. 3–5.
- Révész, Sándor 1999. *Egyetlen élet. Gimes Miklós története* (Une vie unique. L'histoire de Miklós Gimes). Budapest : 1956-os Magyar Forradalom Történetének Dokumentációs és Kutatóintézete–Sík Kiadó.

- Ripp, Géza 1957. Revizionizmus „az új gazdasági mechanizmus” leple alatt (Révisionnisme sous couvert du “nouveau mécanisme économique”). *Népszabadság* 23 juillet 1957, pp. 3.
- Ripp, Zoltán (ed.) 2000. *A rendszerváltás forgatókönyve. Kerekasztal-tárgyalások 1989-ben* (Le scénario du changement de régime. Les négociations de la table-ronde en 1989). Vol. 5. Budapest : Új Mandátum.
- R.N.W.O. 1959. Iron Curtain Economy. *Financial Times* December 28, 1959, p. 12.
- Roland, Gérard 1987. Investment Growth Fluctuations in the Soviet Union : An Econometric Analysis. *Journal of Comparative Economics* 11 (2), pp. 192–206.
- \_\_\_\_\_. 1990. On the Meaning of Aggregate Excess Supply and Demand for Consumer Goods in Soviet-Type Economies. *Cambridge Journal of Economics* 14 (1), pp. 49–62.
- Rosovsky, Henry. 1990 *The University. An Owner's Manual*. New York : W. W. Norton.
- Rosser, J. Barkley Jr. and Marina V. Rosser 2004 [1996]. *Comparative Economics in a Transforming World Economy*. 2nd ed. Cambridge MA : MIT Press.
- Salgó, István. 1990. Les propositions de l'économiste Janos Kornai provoquent un vif débat. *Le Monde* 20 avril 1990, p. 3.
- Samuelson, Paul A. 1976 [1948]. *Közgazdaságtan* (L'économique). Budapest, Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó.
- \_\_\_\_\_. 1983 [1947]. *Foundations of Economic Analysis*. Enl. ed. Cambridge MA : Harvard University Press.
- \_\_\_\_\_. 1990. For Plan to Reform Socialism, Listen to Janos Kornai. *Christian Science Monitor* April 4, 1990, p. 7.
- Sartre, Jean-Paul 1991 [1946]. *Az exisztencializmus* (L'existentialisme). Budapest, Hatágú Síp Alapítvány.
- Schama, Simon 1989. *Citizens*. New York : Alfred S. Knopf.
- Schelling, Thomas C. 1980 [1960]. *The Strategy of Conflict*. Cambridge MA : Harvard University Press.
- Schneider, Erich 1949. *Einführung in die Wirtschaftstheorie*. Tübingen, Mohr.
- Schumpeter, Joseph A. 1987 [1942]. *Capitalism, Socialism and Democracy*. 6th ed. London–Boston : Unwin.
- \_\_\_\_\_. 1980 [1911]. *A gazdasági fejlődés elmélete* (La théorie du développement économique). Budapest, Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó.
- Scitovsky Tibor 1990 [1976]. *Az örömtelen gazdaság* (L'économie sans joie). Budapest, Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó.

- Semjén, András 1990. A műtétet az orvosnak is túl kell élnie (Le chirurgien aussi doit survivre à l'opération). *Figyelő* 22 février 1990, p. 7.
- Sen, Amartya K. 1977. Rational Fools : A Critique of the Behavioural Foundations of Economic Theory. *Philosophy and Public Affairs* 6 (2), pp. 317–44.
- \_\_\_\_\_. 1988. Freedom of Choice. *European Economic Review* 32 (2–3), pp. 269–94.
- \_\_\_\_\_. 1997 [1982]. *Choice, Welfare and Measurement*. Cambridge MA : Harvard University Press.
- Shove, Gerald F. 1942. The Place of Marshall's *Principles* in the Development of Economic Theory. *The Economic Journal* 52 (208), pp. 294–329.
- Simon, Herbert A. 1979. Rational Decision-Making in Business Organization. *American Economic Review* 69 (4), pp. 493–513.
- Simonovits, András 2003. A magyar szabályozáselméleti iskola (L'école hongroise de la théorie de la régulation). *Közgazdasági Szemle* 50 (5), pp. 465–70.
- Solow, Robert 2000. Stability and Growth : Commentary on a Commentary. In *Planning, Shortage, and Transformation. Essays in honor of János Kornai*, edited by Eric S. Maskin and András Simonovits. Cambridge MA : MIT Press, pp. 407–12.
- Spengler, Oswald 1995 [1918–22]. *A Nyugat alkonya : A világörténelem morfológiájának körvonalai* (Le déclin de l'Occident. Contours de la morphologie de l'histoire universelle). Budapest, Európa.
- Spulber, Nicolas 1960. Overcentralization in Economic Administration – A Critical Analysis Based on Experience in Hungarian Light Industry. *American Economic Review* 50 (4), pp. 763–4.
- Stackelberg, Heinrich von 1951 [1943]. *Grundlagen der theoretischen Volkswirtschaftslehre*. Tübingen–Zürich, Mohr – Polygraphischer Verlag.
- Streeten, Paul 1959. Unbalanced Growth. *Oxford Economic Papers*, New Series (11), pp. 167–90.
- Such, György et István János Tóth 1989. A magyar közgazdaságtudomány a Közgazdasági Szemle tudományometriai vizsgálatának tükrében (La science économique hongroise dans le miroir de l'analyse scientométrique de *Közgazdasági Szemle*). *Közgazdasági Szemle* 36 (10), pp. 1163–241.
- Szabó, Zoltán 1986 [1936]. *A tardi helyzet* (Les conditions à Tard). Budapest : Akadémiai Kiadó–Kossuth Könyvkiadó–Magvető.
- Szakolczai, Attila 2001. *Az 1956-os forradalom és szabadságharc* (La révolution et la guerre d'indépendance de 1956). Budapest : 1956-os Intézet.

- Szalay, László 1994. Előhang 1954-ből : a Szabad Nép taggyűlése (Avant-propos à 1954 : La réunion des membres du parti à Szabad Nép). *Világosság* 35 (10), pp. 48–56.
- Szegő, Andrea 1983. Érdek és gazdasági intézményrendszer (L'intérêt et le système économique institutionnel). *Valóság* 26 (6), pp. 22–36.
- \_\_\_\_\_. 1991. The Logic of a Shortage Economy : A Critique of Kornai from a Kaleckian Macroeconomic Perspective. *Journal of Post Keynesian Economics* 13 (3), pp. 328–36.
- Szegvári, Iván 1990. Az egységesség mítosza. Vita az „Indulatos röpirat”-ról (Le mythe de l'unité. Débat sur le “Pamphlet passionné”). *Figyelő* 11 février, p. 5.
- Szerb, Antal 2003a [1934]. *Magyar irodalomtörténet* (Histoire de la littérature hongroise). Budapest : Magvető.
- \_\_\_\_\_. 2003b [1941]. *A világirodalom története* (Histoire de la littérature mondiale). Budapest : Magvető.
- Szénási, Sándor 1983. Pató Pál elvtárs. Interjú Antal Lászlóval (Le camarade Pál Pató. Une interview avec László Antal). *Élet és Irodalom* 11 novembre 1983, p. 7.
- Tamás, Gáspár Miklós 1989. A Kornai-bomba (La bombe Kornai). *Heti Világgazdaság* 11 novembre 1989, p. 66.
- Tardos, Márton 1982. Program a gazdaságirányítási és szervezeti rendszer fejlesztésére (Un programme pour développer le système de gestion économique et le système d'organisation). *Közgazdasági Szemle* 19 (6), pp. 715–29.
- \_\_\_\_\_. 1988a. A gazdasági szervezetek és a tulajdon (Les organisations économiques et la propriété). *Gazdaság* 22 (3), pp. 7–21.
- \_\_\_\_\_. 1988b. A tulajdon (La propriété). *Közgazdasági Szemle* 35 (12), pp. 1405–23.
- Thassy, Jenő. 1996. *Veszélyes vidék* (Un territoire dangereux). Budapest : Pesti Szalon.
- Tinbergen, Jan 1957 [1949]. *Ökonometria* (Économétrie). Budapest, Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó.
- \_\_\_\_\_. 1981 [1969]. The Use of Models : Experience and Prospects. *American Economic Review* 71 (6), pp. 17–22.
- Vasziliu, Georgiosz 1999. „Nagyon jó egyetemre jártam, a magyar forradalom egyetemére” Georgiosz Vasziliu elmondja életét Hegedűs B. Andrásnak (J'ai fait mes études à une très bonne université : l'université de la révolution hongroise. Vassiliou Georgios parle de sa vie à András B. Hegedűs). Budapest : 1956 -os Intézet.
- Veres, Péter 1997 [1939]. *Gyepsor. Elbeszélések, versek* (Gyepsor. Récits et poèmes). Budapest : Szabad Föld.

- Vida, István 1992. Sajtófogadás 1956. november 3-án. A Nagy Imre-per irataiból (Conférence de presse du 3 novembre 1956. À partir des documents de l'affaire Imre Nagy). *Rubicon* 3 (7), pp. 31–4.
- Yergin, Daniel and Joseph Stanislaw 1998. *The Commanding Heights. The Battle Between the Government and the Marketplace that is Remaking the Modern World*. New York : Simon and Schuster.

## TABLE DES MATIÈRES

Préface (Bernard Chavance)	
<b>L'ODYSSÉE INTELLECTUELLE DE JÁNOS KORNAI.....</b>	<b>5</b>
<b>AVANT-PROPOS.....</b>	<b>13</b>
Premier chapitre	
<b>FAMILLE, JEUNESSE.....</b>	<b>21</b>
<i>Mon père .....</i>	21
<i>La famille .....</i>	25
<i>L'École allemande .....</i>	28
<i>Recherche de la voie intellectuelle.....</i>	30
<i>1944 : le destin de mon père .....</i>	32
<i>1944 : je m'échappe.....</i>	35
Deuxième chapitre	
<b>COMMENT JE SUIS DEVENU COMMUNISTE.....</b>	<b>45</b>
<i>Degrés de l'appartenance au parti communiste .....</i>	45
<i>Réaction au traumatisme de 1944.....</i>	48
<i>Transformation intellectuelle, adoption des idéaux</i>	
<i>politiques communistes .....</i>	51
<i>Personnalités charismatiques .....</i>	58
<i>Appartenir à une communauté.....</i>	59
<i>Effets du hasard et aptitudes personnelles.....</i>	61
Troisième chapitre	
<b>À LA RÉDACTION DE SZABAD NÉP (PEUPLE LIBRE).....</b>	<b>65</b>
<i>Carrière fulgurante .....</i>	65
<i>Mes motivations .....</i>	68
<i>Notre vie à la rédaction .....</i>	72
<i>Ce que j'ai perçu du fonctionnement de l'économie.....</i>	74
<i>Désert intellectuel .....</i>	78
<i>Bilan moral .....</i>	80
Quatrième chapitre	
<b>LE COMMENCEMENT DE L'ÉVEIL.....</b>	<b>83</b>
<i>La « nouvelle période ».....</i>	83
<i>Rencontre avec le collègue libéré de prison .....</i>	85
<i>Conversations et lectures de clarification.....</i>	88
<i>Premier « refus d'oukase » .....</i>	91
<i>À propos du livre d'Imre Nagy.....</i>	92

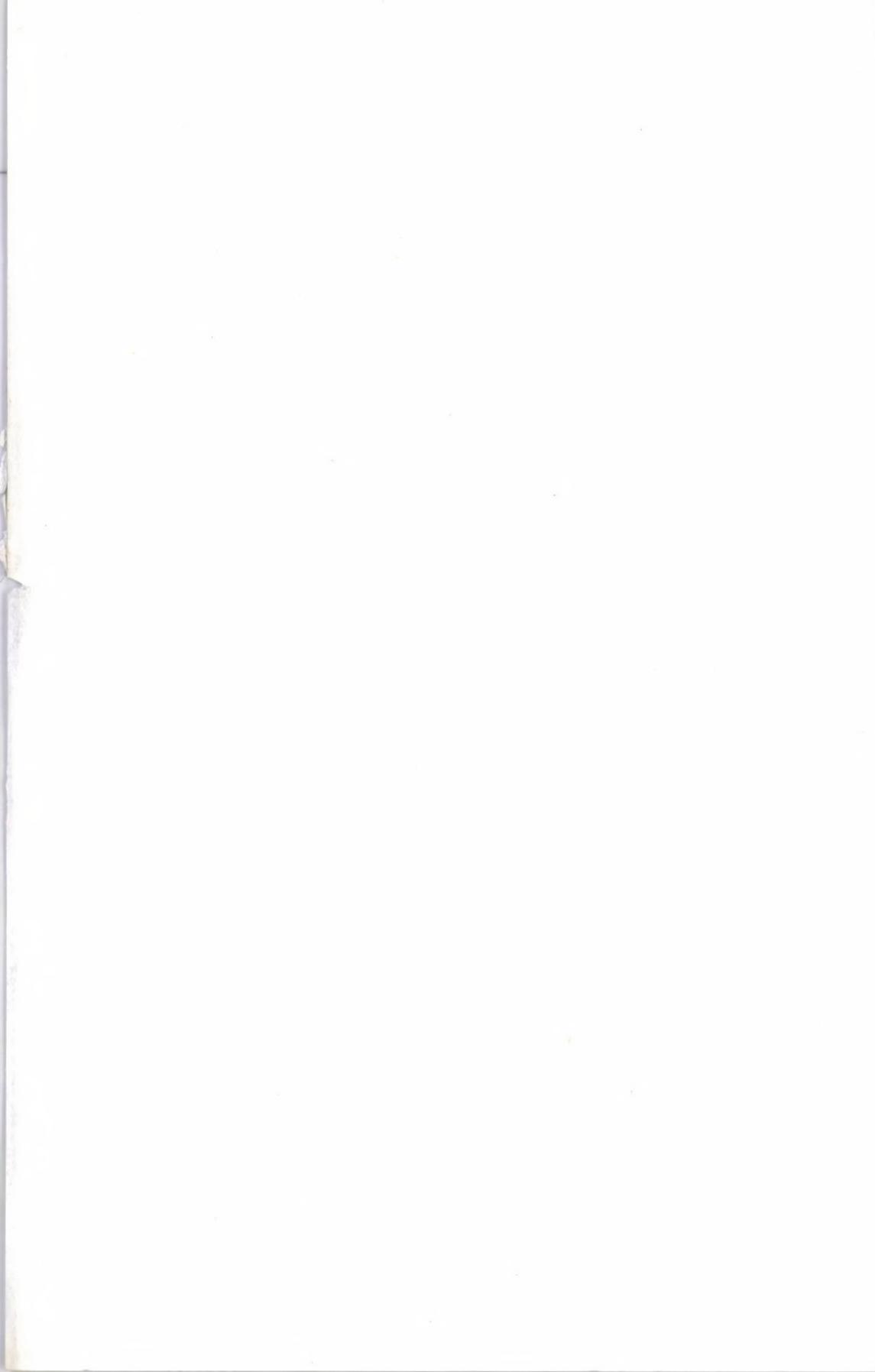
« Révolte à Szabad Nép ».....	94
Fin de la période Szabad Nép .....	95
Cinquième chapitre	
<b>DÉBUT DE LA CARRIÈRE DE CERCHEUR.....</b>	<b>99</b>
<i>La Surcentralisation.....</i>	99
<i>Le contexte .....</i>	99
<i>Impulsions intellectuelles.....</i>	102
<i>Rupture avec l'économie politique marxiste.....</i>	106
<i>Je deviens chercheur.....</i>	111
<i>Principales conclusions de ma thèse.....</i>	115
<i>Premier accueil du livre.....</i>	121
<i>Contexte politique .....</i>	124
Sixième chapitre	
<b>LA RÉVOLUTION – ET SES SUITES.....</b>	<b>129</b>
<i>Nouveau programme gouvernemental d'Imre Nagy .....</i>	129
<i>Le « Magyar Szabadság » (Liberté Hongroise).....</i>	133
<i>Jours tourmentés, années tourmentées.....</i>	136
<i>La vie de La Surcentralisation continue .....</i>	137
<i>On m'écarte de l'Institut .....</i>	141
<i>En liberté, sous la menace de la prison .....</i>	145
<i>Amitié et solidarité .....</i>	153
Septième chapitre	
<b>MES UNIVERSITÉS.....</b>	<b>157</b>
<i>Formation autodidacte.....</i>	157
<i>Débat Lange-Hayek .....</i>	159
<i>Poursuite de la recherche dans l'industrie légère .....</i>	161
<i>Un désaveu.....</i>	163
<i>Cul-de-sac .....</i>	165
<i>Décisions pour la vie.....</i>	167
Huitième chapitre	
<b>APPLICATIONS DES MÉTHODES MATHÉMATIQUES</b>	
<b>À L'ÉCONOMIE.....</b>	<b>171</b>
<i>La planification à deux niveaux .....</i>	171
<i>Rencontre avec Tamás Lipták .....</i>	171
<i>Recherche mathématique sur la participation aux bénéfices.....</i>	173
<i>Programmation dans l'industrie textile .....</i>	177
<i>Planification à deux niveaux .....</i>	180
<i>Un modèle idéalisé de la planification centrale.....</i>	182
<i>Programmation de l'économie nationale : quelques principes de départ .....</i>	184
<i>Calculs .....</i>	188

<i>Cela valait-il la peine ?</i> .....	191
<i>La coopération avec des mathématiciens</i> .....	197
 Neuvième chapitre	
<b>VOYAGE À L'OUEST .....</b>	<b>199</b>
<i>Les précédents</i> .....	199
<i>Cambridge, Angleterre</i> .....	200
<i>À la London School of Economics</i> .....	202
<i>La même chose, vue par les indicateurs et les espions</i> .....	204
<i>Quelques remarques générales sur les voyages et les publications étrangères</i> .....	210
<i>Un « procès monté de toutes pièces » avorté</i> .....	214
 Dixième chapitre	
<b>À CONTRE-COURANT .....</b>	<b>221</b>
<i>Anti-Equilibrium</i> .....	221
<i>Historique du livre</i> .....	221
<i>Qu'est-ce qui m'a incité à écrire ce livre ?</i> .....	223
<i>Similitudes intrigantes</i> .....	225
<i>Ce qu'on peut attendre et ce qu'on ne peut pas attendre d'une théorie générale</i> .....	227
<i>Le décideur rationnel</i> .....	230
<i>Signaux d'une autre nature que les prix</i> .....	233
<i>L'équilibre, le marché d'acheteurs et le marché de vendeurs.</i> .....	234
<i>Interprétation de la théorie de l'équilibre général d'un point de vue politique</i> .....	236
<i>Réforme ou révolution dans la science</i> .....	237
<i>Premier accueil, effet à long terme</i> .....	238
<i>Est-ce que ça valait-il la peine de l'écrire ?</i> .....	241
<i>Quelques remarques subjectives pour finir</i> .....	243
 Onzième chapitre	
<b>INSTITUT, UNIVERSITÉ, ACADEMIE .....</b>	<b>245</b>
<i>Le dirigeant numéro un de la science économique officielle</i> .....	245
<i>Comme si rien ne s'était passé</i> .....	246
<i>Confiance et patience</i> .....	248
<i>Réforme avortée à l'Institut</i> .....	253
<i>On m'interdit – pourtant j'enseigne</i> .....	256
<i>Comment je suis devenu académicien</i> .....	259
<i>Les priviléges d'un académicien</i> .....	263

Douzième chapitre	
<b>CHERCHANT LA VOIE, LA PRÉPARATION .....</b>	<b>265</b>
<i>Précipitation ou croissance harmonique La régulation sans les prix.....</i>	265
<i>Crissance forcée ou croissance harmonieuse .....</i>	266
<i>Invitation à Cambridge en Angleterre .....</i>	267
<i>Le buste dans le plâtre – Keynes et Hirschman .....</i>	268
<i>Enseignement à Princeton .....</i>	270
<i>Continuation à Stanford et à Washington.....</i>	273
<i>La régulation végétative.....</i>	276
<i>Le mécanisme grinçant de l'adaptation.....</i>	281
<i>Notre nouveau logement se construit.....</i>	283
<i>Une réforme orientée vers le marché – vue par les maoïstes de Calcutta .....</i>	284
Treizième chapitre	
<b>LES ÉLÉMENTS TROUVENT LEUR PLACE .....</b>	<b>287</b>
<i>L'Économie de la pénurie .....</i>	287
<i>Un environnement stimulant .....</i>	287
<i>Le message du livre.....</i>	290
<i>Autocensure.....</i>	293
<i>Relecture chez l'éditeur .....</i>	295
<i>Premiers tirages.....</i>	298
<i>Débat avec l'école du « déséquilibre » .....</i>	299
<i>Débat avec un économiste soviétique orthodoxe .....</i>	302
<i>Contribution à l'érosion du système .....</i>	302
<i>Retour sur les dilemmes politique et éthique de la publication.....</i>	305
Quatorzième chapitre	
<b>LA PERCÉE.....</b>	<b>309</b>
<i>La contrainte budgétaire lâche .....</i>	309
<i>Signification et importance du concept.....</i>	309
<i>Les précédents.....</i>	311
<i>Justification expérimentale .....</i>	315
<i>Modélisation mathématique du phénomène .....</i>	316
<i>Histoire du premier article synthétique .....</i>	318
<i>Quelques leçons de l'histoire .....</i>	320
Quinzième chapitre	
<b>AVEC UN ŒIL CRITIQUE AMICAL ET IMPARTIAL.....</b>	<b>327</b>
<i>Le processus de réformes en Hongrie : visions, espoirs et réalité .....</i>	327
<i>Espoirs à demi réalisés, à demi déçus.....</i>	327
<i>Du réformateur naïf à l'analyste critique .....</i>	330
<i>« Au lieu de nous dire ce qu'on devrait faire... » .....</i>	335
<i>Efficacité et morale socialiste .....</i>	338

<i>Importance des droits de propriété</i> .....	340
<i>Le modèle de Lange et la réalité de la réforme hongroise</i> .....	342
<i>Détour : un autre bout de la réalité hongroise</i> .....	343
<i>En y repensant avec le regard d'aujourd'hui</i> .....	345
<b>Seizième chapitre</b>	
<b>HARVARD .....</b>	<b>347</b>
<i>Princeton, Institute for Advanced Study</i> .....	347
<i>Comment nomme-t-on les professeurs à l'Université Harvard ?</i> .....	351
<i>Nous déménageons à Cambridge</i> .....	356
<i>Joies et difficultés de l'enseignement</i> .....	359
<i>Diversité et tolérance</i> .....	362
<i>Rigueur éthique</i> .....	364
<b>Dix-septième chapitre</b>	
<b>CHEZ MOI EN HONGRIE - CHEZ MOI DANS LE MONDE .....</b>	<b>367</b>
<i>Ce qui m'attache à la Hongrie</i> .....	367
<i>Comparaisons : la vie quotidienne à Cambridge et à Budapest</i> .....	370
<i>Dans un des hauts lieux de la culture mondiale</i> .....	373
<i>Attachments amicales</i> .....	374
<i>Intégration dans la communauté des économistes de l'Europe et du monde</i> .....	380
<i>Voyage en Chine</i> .....	382
<i>Où est-ce chez nous ?</i> .....	385
<b>Dix-huitième chapitre</b>	
<b>SYNTHÈSE .....</b>	<b>391</b>
<i>Le système socialiste</i> .....	391
<i>Comment le livre a-t-il été écrit ?</i> .....	391
<i>L'objectif de la synthèse</i> .....	394
<i>L'analyse positive et les valeurs</i> .....	397
<i>Modèles généraux</i> .....	398
<i>Trop tard ? Trop tôt ?</i> .....	401
<i>Reconnaissance de l'Ouest et de l'Est</i> .....	402
<i>...et rejet, de la droite et de la gauche</i> .....	403
<i>Un épisode bizarre</i> .....	405
<b>Dix-neuvième chapitre</b>	
<b>LE TOURNANT .....</b>	<b>407</b>
<i>Le Pamphlet</i> .....	407
<i>Les limites de la prédiction</i> .....	407
<i>Résolutions dans le parc de la Harvard Business School et sur le Mont Gellért</i> .....	409
<i>Comment Le Pamphlet a été écrit</i> .....	411

<i>Premières réactions .....</i>	413
<i>Assez de simulacres ! .....</i>	415
<i>Pour un développement sain du secteur privé.....</i>	417
<i>Responsabilité pour les fonds publics.....</i>	421
<i>L'opération chirurgicale pour la stabilisation.....</i>	422
<i>Bilan.....</i>	424
 Vingtième chapitre	
<b>AUX FRONTIÈRES DE LA SCIENCE ET DE LA POLITIQUE .....</b>	<b>429</b>
<i>Prises de positions sur la politique macroéconomique hongroise.....</i>	430
<i>Sur la réforme du système de santé.....</i>	435
<i>« T'interrogent-ils ? T'écoutent-ils ? ».....</i>	439
<i>Influence effective .....</i>	443
<i>Participation à la formation d'une politique monétaire .....</i>	445
<i>Prises de position à propos de la transition dans d'autres pays.....</i>	448
 Vingt-et-unième chapitre	
<b>JE POURSUIS CE QUE J'AI TOUJOURS FAIT .....</b>	<b>451</b>
<i>Ce que signifie et ce que ne signifie pas le changement de système .....</i>	451
<i>L'interprétation du changement de système.....</i>	451
<i>Attentes et déceptions, optimisme et pessimisme.....</i>	454
<i>Le Collegium Budapest .....</i>	460
<i>Un bel intermezzo : le soixante-dixième anniversaire .....</i>	462
<i>Université de Harvard : enseignement et adieu.....</i>	464
<i>Dans l'environnement hongrois .....</i>	469
<i>« À quoi tu travailles ? ».....</i>	472
<b>GALERIE DE PHOTOS.....</b>	<b>473</b>
<b>CHRONOLOGIE .....</b>	<b>509</b>
<b>GLOSSAIRE .....</b>	<b>515</b>
<b>NOTES DE FIN D'OUVRAGE.....</b>	<b>533</b>
<b>RÉFÉRENCES .....</b>	<b>541</b>
<i>Publications de János Kornai.....</i>	541
<i>Publications d'autres auteurs .....</i>	546







# À LA FORCE DE LA PENSÉE

## Autobiographie irrégulière

*À la force de la pensée* est à la fois le récit et une réflexion sur une expérience exceptionnelle. Jeune journaliste communiste hongrois au sortir de la guerre, où son père avait disparu à Auschwitz, János Kornai rompt avec le marxisme après la contre-révolution de 1956. Chercheur à l'Institut économique de Budapest dans les années 1960, mais interdit d'enseignement, il se fait connaître à l'Ouest par des travaux originaux sur la planification. Il devient un spécialiste reconnu de l'analyse des systèmes socialistes et acquiert une renommée mondiale avec un livre d'une grande force critique, *L'économie de la pénurie* (1980). De 1984 à 2002, il alternera entre un poste de professeur à l'Université de Harvard et son statut de chercheur à Budapest. Il participe activement aux débats sur le changement de système, le passage du socialisme au capitalisme, après 1989. Il est un des économistes les plus connus et respectés de notre époque.

Cette *Autobiographie irrégulière* est un récit passionnant sur une vie hors du commun. C'est aussi un document marquant sur l'histoire des régimes communistes, sur l'évolution de la pensée du plus influent théoricien et critique des systèmes socialistes, sur les dilemmes existentiels et politiques de la vie dans le bloc de l'Est, sur la vie académique dans les deux systèmes, sur les tensions travaillant la science économique au cours des cinquante dernières années. La réflexion morale de l'auteur, son effort d'évaluation rétrospective de ses actes et de ses pensées, vont bien au-delà de mémoires conventionnels. Par ses aperçus sur de multiples questions historiques, sociologiques, politiques, psychologiques, c'est aussi un ouvrage suggestif de science sociale. Une des contributions majeures d'un des grands intellectuels de l'époque contemporaine, et de la pensée créatrice issue de l'Europe centrale.

**János Kornai** est Professeur émérite à l'Université de Harvard et Professeur honoraire émérite à l'Université Corvinus de Budapest. Il est l'auteur de nombreux ouvrages d'économie influents, comme Overcentralization in Economic Administration (1956), Anti-Equilibrium (1971), Socialisme et économie de la pénurie (1980), Le système socialiste. Économie politique du communism (1992), Dynamism, Rivalry and the Surplus Economy. Two Essays on the Nature of Capitalism (2013).

Couverture : Chaman et jeune homme assis, figurines d'argile, Xochipala, Mexico, 400 av. J.-C. – 500 ap. J.-C., The Art Museum, Princeton University.

ISBN : 978-2-343-02608-4

45 €

